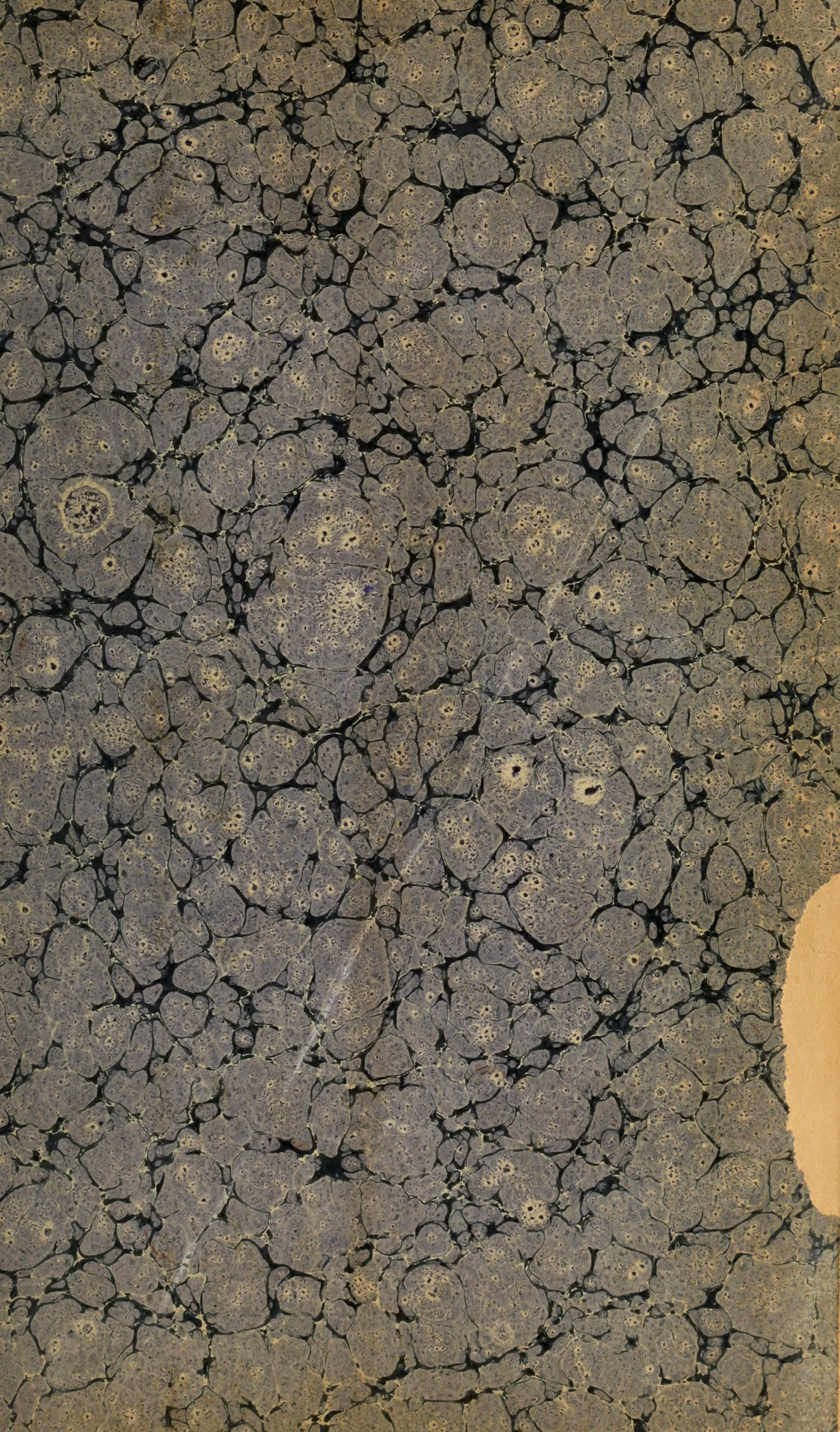

U d'/of OTTAWA
39003002667342





RÉCITS MILITAIRES

***

LA LOIRE & L'EST

GAULOIS ET GERMAINS

RÉCITS MILITAIRES

PAR

LE GÉNÉRAL AMBERT

***

LA LOIRE ET L'EST

LES PRINCES D'ORLÉANS — LES GÉNÉRAUX DE LA MOTTEROUGE, D'AURELLE DE PALADINES, MARTIN DES PALLIÈRES — CHANZY ET LA 2e ARMÉE DE LA LOIRE — CAMBRIELS ET LES PREMIÈRES OPÉRATIONS DANS L'EST — SIÈGE DE BELFORT — BOURBAKI ET L'ARMÉE DE L'EST — LA PAIX — RÉSUMÉ GÉNÉRAL.

1870-1871

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor ! (VIRGILE, *Enéide*, IV, 625.)

Passant, va dire à Lacédémone que nous sommes morts ici pour obéir à ses lois. (*Épitaphe de Léonidas aux Thermopyles*, SIMONIDE, *Anthol.*, III, 5.)



PARIS
LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL
4, RUE DE MADAME, ET RUE DE RENNES, 59

Paris, 31 janvier 1885.

AU LECTEUR

Quelques mots avant cette troisième série.

Cette troisième série contient le récit des derniers événements de la guerre.

Après avoir lu la page qui termine le livre, tout lecteur éprouvera une douloureuse impression. Quelles que soient sa nationalité, sa condition sociale, ses idées religieuses, ses opinions politiques, et même ses sympathies personnelles pour telle ou telle cause, il ne saurait voir sans douleur une grande et généreuse nation terrassée comme si l'ennemi avait voulu son extermination.

Dans cette lutte, le vainqueur a fait preuve de science et de courage, mais il a méconnu les droits de la guerre et le droit des gens. Il a fait reculer la civilisation chrétienne.

Le vaincu est devenu une victime qu'aucune loi humaine ne protégeait, et qu'abandonnaient toutes les nations de l'Europe.

Y avait-il là une expiation ? Nous serions tenté de le croire ; mais on peut affirmer que de telles catastrophes sont la conséquence de fautes antérieures et souvent fort anciennes.

Aussi bien que les individus, les nations sont soumises à une logique inflexible. Le châtiment se fait attendre, mais il arrive tôt ou tard.

Pour le vulgaire, nos défaites s'expliquent par ces mots : *Nous n'étions pas prêts*. Ceux qui pensent ainsi prennent un effet pour une cause.

Un peuple qui méconnaît la religion des ancêtres, oublie ses devoirs pour ne songer qu'à ses droits, et n'a de respect ni pour l'autorité, ni pour la famille, ni pour les services rendus, ni même pour la loi, ne saurait être prêt pour les grands sacrifices à l'heure où la patrie est en danger.

Il n'est pas une intelligence en France qui, dans les conversations privées, ne dévoile les causes de nos désastres.

Ces causes sont plus morales que matérielles. Notre caractère mobile nuit à notre cœur loyal, et notre esprit ardent à notre âme généreuse.

Cette terrible guerre de 1870-1871 doit attirer notre attention, moins pour apprendre l'art de combattre, que pour enseigner aux foules combien sont fragiles les œuvres humaines, impuissantes les constitutions politiques pour le salut des nations, et faible ce que nous nommons la force publique.

Cette guerre et les événements qui l'ont suivie suf-

fisent à notre génération; nous ne pouvons que recueillir les souvenirs. C'est à nos enfants et aux enfants de nos enfants qu'il faut demander le salut de la France. Aussi toutes les pages de ce livre sont écrites pour eux. Qu'ils y retrouvent les traces de nos souffrances, qu'ils apprennent à éviter nos fautes, qu'ils aiment cette chère patrie française et que, pour elle, ils se préparent à tous les sacrifices!

C'est donc aux enfants qu'un vieux soldat dédie ce livre, à tous les enfants de notre pays, et à vous en particulier, mes petits-enfants : Joachim Demange, Pierre Demange, et vous, Marie-Madeleine; demandez à Dieu de protéger la France; il écoute la voix des petits enfants.

Si le passé nous apparaît tout sanglant, si le présent est sombre comme l'orage, l'avenir aura ses rayons de soleil!

Mieux inspirés que nous ne l'avons été, nos fils éviteront les fautes de leurs pères, et, par eux, la France retrouvera ses grands jours.

Général Bon AMBERT.

RÉCITS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE

Le prince de Joinville et le sous-lieutenant Martin des Pallières. — L'exilé et le général. — Lettre de Gambetta au général Chanzy. — Lettre du prince de Joinville au même. — Le duc de Chartres. — Les princes d'Orléans. — Robert-le-Fort. — Le général de La Motterouge. — Le général d'Aurelle de Paladines. — Le général Martin des Pallières. — M. de Freycinet délégué de la guerre. — Gambetta. — Ressources de la France en personnel et en matériel, le 4 septembre 1870. — La loi martiale. — Révision des grades. — Opinion du général d'Aurelle sur la direction militaire. — Trente-huit francs-tireurs de Saint-Denis tuent 137 Allemands. — Déplorable effet d'une proclamation de Gambetta. — Bataille de Coulmiers, racontée par le sergent Bérail. — Réflexions. — L'évêque d'Orléans vient au camp. — Dépêche du général d'Aurelle à Mgr Dupanloup.

I

Le 15 août 1844, une escadre française bombardait Mogador (1). L'heure de l'assaut était venue, et sur chaque navire l'infanterie de marine, qui allait combattre, se précipitait dans les chaloupes. Un jeune sous-lieutenant, sorti depuis peu de l'école militaire, n'était pas désigné pour marcher à l'ennemi. Il devait rester à son bord et assister impassible aux élans de ses compagnons.

Il ne put se soumettre à cet ordre et se glissa parmi

(1) Mogador, ville maritime du Maroc, assiégée par les Français en 1844

les combattants. Son éclatante bravoure le fit distinguer, et lorsque la ville fut prise, le jeune officier revenait tout sanglant. Ses chefs le proposèrent pour la décoration de la Légion d'honneur.

Mais l'amiral était aussi descendu des premiers. Monté dans son canot, sautant à terre, une canne à la main, sans même vouloir se laisser devancer par les tirailleurs, il s'élançait au combat. Il avait donc tout vu et savait que le jeune sous-lieutenant, si brave, n'était pas à son poste.

Lorsque le feu eut cessé, l'amiral manda l'officier et lui dit :

— Vous mériteriez, Monsieur, une sévère punition, pour n'être pas resté à bord comme vous en aviez reçu l'ordre ; mais.....

— Pardonnez-moi, Monseigneur, dit le sous-lieutenant, je voulais faire ma première campagne près de vous..... je ne pouvais supporter la pensée que d'autres verseraient leur sang pour la France, et que je n'y serais pas.....

L'amiral était âgé de vingt-six ans, et nul ne pouvait mieux que lui comprendre la faute commise par le jeune officier d'infanterie de marine. Il lui pardonna, fit soigner sa blessure, et plaça sur sa poitrine la croix de la Légion d'honneur.

L'amiral était le prince de Joinville, fils du roi Louis-Philippe; le sous-lieutenant d'infanterie de marine se nommait Martin des Pallières.

Vingt-six années s'écoulèrent, années d'exil pour le Prince, années glorieuses pour le jeune officier, qui parvint au grade de général de division, commandant un corps d'armée sur les bords de la Loire, après s'être distingué à la bataille de Sedan, où il versait encore son sang.

Le général Martin des Pallières, chef du 15ᵉ corps,

avait établi son quartier-général dans un petit rendez-vous de chasse. Il dictait des ordres à son aide-de-camp lorsqu'on vint lui annoncer qu'un étranger de haute taille, portant à sa boutonnière la rosette de la Légion d'honneur, demandait à le voir.

— Je suis, dit le nouveau venu, le colonel Luttherod ; puis-je vous entretenir quelques instants en particulier?

Le général fixa un long regard sur son interlocuteur et garda le silence. Puis, un peu impatienté, il se leva et conduisit l'étranger sur le palier de l'escalier.

— Ne me reconnaissez-vous pas ? dit le colonel.

— Non, répondit des Pallières, qui, entouré de pièges, était devenu méfiant : non, je ne vous reconnais pas.

— Avez-vous oublié Mogador et l'amiral qui vous a fait faire votre première campagne? Vous avez été blessé près de lui et il vous a décoré. Me reconnaissez-vous maintenant? Je suis le prince de Joinville.

— Oui, Monseigneur, je vous reconnais, s'écria le général, profondément ému.

— Ecoutez, dit le Prince, je vous ai aidé à faire votre première campagne, aidez-moi à faire ma dernière. La demande que je vous adresse a été repoussée à Paris, à Tours, partout ; je n'ai d'espoir qu'en vous, qui heureusement ne m'avez pas reconnu, ce qui vous prouve que personne ne me reconnaîtra. Acceptez-moi comme volontaire : je ne serai pas le colonel américain dont j'ai pris le nom, mais un simple canonnier, un pauvre vétéran qui veut défendre son pays, qui veut mourir au milieu des soldats. Souvenez-vous de l'assaut de Mogador : nous étions jeunes, ardents, et tout dévoués à la patrie. L'âge est venu, mais les cœurs n'ont pas vieilli. Acceptez un volontaire de plus dans votre armée ; j'y serai inconnu et je ne me montrerai que les jours de combat.

Le général des Pallières répondit d'une voix tremblante :

— Monseigneur, je souffre cruellement de ne pouvoir vous accorder une place dans l'armée où vous rendriez de grands services. Mais une surveillance active vous entoure et chacun de vos pas est compté. Vous ne resterez pas vingt-quatre heures dans l'armée sans être arrêté. Croyez bien, Monseigneur, que le sous-lieutenant de Mogador serait heureux et fier de servir près de son ancien amiral, mais je ne puis rien et j'en souffre cruellement : on dirait qu'en présence de l'ennemi j'ai semé la division dans le pays et dans l'armée.

Le visage du prince de Joinville était profondément atterré. Il ne prononça que ces mots :

— Je suis bien malheureux !

Puis il tendit les deux mains au général des Pallières, qui les pressa sur son cœur.

Et le Prince s'éloigna.

Cette scène avait lieu le 26 novembre 1870. Un mois plus tard, le 23 décembre, le fils du roi Louis-Philippe faisait une nouvelle tentative racontée par le général Chanzy dans son ouvrage : *La deuxième armée de la Loire.*

Le Prince se rendit auprès de l'amiral Jaurès (1) et le pria de solliciter pour lui l'autorisation de suivre l'armée française sous le nom de colonel Luttherod. Il a déjà assisté aux combats soutenus par le 15e corps en avant d'Orléans ; il a même pris part à la lutte dans une des batteries de la marine, et enfin n'a quitté la ville qu'avec les derniers de nos soldats. Il désire ardemment suivre les opérations du général Chanzy, s'engageant à la plus grande réserve et à ne point se faire connaître. Le commandant en chef ne croit pas pouvoir refuser au Prince ce que le gouvernement de la République accorde à tous les Francais : l'honneur de défendre la France envahie.

(1) L'amiral Jaurès commandait une division du 21e corps, dans la deuxième armée de la Loire, sous les ordres du général Chanzy.

Cependant il en réfère à M. Gambetta, ministre de la guerre, et celui-ci répond au général Chanzy :

« ..... Le Prince, même sous un nom d'emprunt, ne peut rester en France sous aucun prétexte. Il a commis une faute très grave en pénétrant sur le territoire subrepticement, et en se rendant aux armées, où il pouvait devenir, pour la paix publique, si sa présence était révélée, un élément de désordre, et dans le pays un brandon de guerre civile. La question posée par la présence du Prince n'est d'ailleurs pas nouvelle pour nous ; elle s'est posée dès le lendemain de la révolution du 4 septembre, et le gouvernement de Paris fut unanime pour faire ramener à la frontière les imprudents qui l'avaient franchie. Dans une occasion plus récente, les intentions du gouvernement leur ont été signifiées de nouveau. La conduite du prince de Joinville est donc tout à fait coupable. — Comme républicain, comme membre du gouvernement, je dois faire respecter les lois ; demain M. le colonel Luttherod sera conduit en lieu sûr.

« Telles sont les instructions que je vous prie de faire exécuter.

Signé : « L. Gambetta. »

Après la réception de cette lettre qui était un ordre, le 29 décembre, Chanzy fit annoncer au prince de Joinville que le gouvernement repoussait sa demande, et le pria d'avoir à faire connaître l'heure de son départ du Mans et le lieu où il désirait s'embarquer.

Le Prince assura qu'il partirait le soir même pour Saint-Malo. Il écrivit au commandant de la 2e armée, qui ne l'avait pas revu depuis l'entrevue du 23.

« Le Mans, 29 décembre 1870.

« Général,

« Je ne veux pas m'éloigner sans vous remercier de ce que vous avez fait pour moi.

« Votre loyauté de soldat avait compris qu'on peut vouloir servir son pays, uniquement parce qu'on l'aime. Vous aviez compris la douleur de quelqu'un qui a porté l'épée, de rester seul oisif dans la crise terrible que nous traversons. Tous mes vœux les plus ardents accompagnent vous et votre armée.

« Croyez à mes sentiments reconnaissants.

Signé : « Fr. d'Orléans. »

Arrêté par le commissaire de police, le prince de Joinville fut conduit à la préfecture du Mans, où il séjourna cinq jours, et enfin embarqué à Saint-Malo pour l'Angleterre.

Le général d'Aurelle de Paladines, lui, n'avait point vu le Prince, qui avait été reçu par l'aide-de-camp, M. de Langalerie.

Toutes ces démarches inutiles du prince de Joinville, et la lettre de M. Gambetta, prouvent trop que le salut de la France était loin d'être la préoccupation exclusive des hommes alors au pouvoir. Le mot *patrie* n'est même pas prononcé, à ces heures terribles, où les partis politiques devaient disparaître, où la monarchie, les dynasties, les démocraties devaient être oubliées pour la sainte patrie française, devenue momentanément la proie des envahisseurs.

II

Le duc de Chartres, second fils du duc d'Orléans, a la fibre militaire. Il fut l'un des plus brillants élèves de l'école de Turin. L'armée piémontaise, par son organisation, se rapprochait beaucoup de l'armée française, et l'école de Turin ressemblait à l'école de Saint-Cyr.

Lorsqu'éclate la guerre d'Italie (1859), Robert d'Or-

léans (après avoir été l'un des brillants élèves de l'école militaire de Turin) est nommé sous-lieutenant au régiment piémontais de Nice-cavalerie.

Il fait la campagne à côté de l'armée française et souvent dans ses rangs. Il devient capitaine.

Après la conclusion de la paix, le jeune duc voulut prendre part à la guerre d'Amérique. Il partit avec son frère, le comte de Paris, et tous deux servirent à l'état-major de Mac-Clellan. D'après tous les témoignages, il s'y conduisit d'une façon brillante.

En février 1862, il faisait, par un temps de neige, une reconnaissance avec quelques cavaliers ; c'était aux environs de Washington. Arrivé à Peck's-House, il tombe sur un avant-poste de cavalerie confédérée : une mêlée s'engage ; quelques-uns des cavaliers ennemis sautent en selle et gagnent les bois ; d'autres, plus audacieux, rejoignent une maison voisine, s'y retranchent et les fédérés vont leur donner l'assaut.

Chaque fenêtre devient une meurtrière ; le duc de Chartres, visé presque à bout portant par une lucarne, évite la balle ; mais son compagnon de droite, le capitaine Wilson, est frappé et tombe, le cou traversé par le projectile.

Le Duc assista au siège de York-Town et aux combats auxquels ce siège donna lieu.

Vers la fin de la campagne, lorsqu'il était campé au bord des marais qui avoisinent Richmond, Chartres ressentit de subites atteintes des fièvres qui décimaient l'armée. Nature énergique, il lutta longtemps ; mais il fallait, sur des ordres formels, se rendre à Washington. Il se mettait en route le 25 juin, lorsque le canon se fit entendre. Alors personne n'eut assez d'autorité pour lui faire continuer son chemin ; revenir sur ses pas, se faire détacher auprès du général Porter, commandant le corps engagé, fut l'affaire d'un instant. Malgré sa fièvre, le

Duc prit la part la plus active à la bataille de Gaine's-hill.

Après la guerre d'Amérique, Chartres, ne pouvant plus combattre, employa ses loisirs à visiter les nombreux champs de bataille de la vallée du Rhin. Au commencement de l'année 1869, il publia sur ce sujet une étude fort remarquable. Les officiers allemands, désireux de s'instruire, recherchèrent cet ouvrage, et l'un d'eux le traduisit. L'œuvre a pour titre : *Souvenirs de voyage, une visite à quelques champs de bataille de la vallée du Rhin* (1).

Le duc de Chartres est non seulement un officier de guerre, mais un lettré.

En 1870, le corps législatif repousse la pétition des princes d'Orléans demandant l'abolition des lois d'exil. Les événements se précipitent, l'Empire tombe, et un nouveau gouvernement s'établit le 4 septembre.

Le duc d'Aumale, le prince de Joinville et le duc de Chartres arrivent à Paris le 6 septembre ; mais leur seule présence effraye le gouvernement de la Défense nationale, qui fait appel aux sentiments patriotiques des princes et les supplie de s'éloigner.

Ils font à leur pays le plus grand des sacrifices en se privant de l'honneur de le servir, et ils reprennent le chemin de l'Angleterre.

Vers la fin du même mois, un jeune officier se présente à Rouen, au chef d'un bataillon de mobiles de la Seine-Inférieure. Ce jeune homme, aux allures militaires, demande à s'engager comme simple soldat. Il est accepté,

(1) A la fin de l'année 1869, les princes de la famille d'Orléans ayant résolu de publier l'ouvrage du duc d'Orléans sur la campagne d'Afrique, et le comte de Paris ayant écrit quelques lignes d'avant-propos, le duc de Chartres, afin de suppléer à une lacune considérable de l'ouvrage (qui ne commence qu'en 1835), traça le récit de l'expédition depuis 1830 jusqu'à cette date, et en fit l'introduction de l'ouvrage de son père.

lorsque le chef de bataillon exige que le volontaire se mette en règle avec l'intendance pour constater son identité. Un peu embarrassé, le nouveau venu s'adresse à M. Estancelin, commissaire général en Normandie, chargé d'organiser les gardes nationales. M. Estancelin, dévoué à la maison d'Orléans, accepte le jeune officier en qualité de capitaine, sous le nom de Robert-le-Fort.

Dans le trouble du moment, on oublie qu'un Robert-le-Fort avait été investi du comté de Paris en 861, qu'après de rudes combats contre les Normands, il périt en Anjou, accablé par le nombre. On oublie que ce Robert fut le père de deux rois de France, Eudes et Robert Ier. Nul ne songe à remonter à l'origine de la dynastie.

Le duc de Chartres est admis dans les rangs de l'armée sous ce nom historique.

M. Estancelin, M. Hermel, chef d'état-major, et le capitaine Beaumini seuls connaissaient le Duc. Un Anglais attaché à l'ambulance de la préfecture le reconnut immédiatement, mais ne trahit pas le secret de sa présence.

Robert-le-Fort est placé à la tête d'un petit détachement de cavaliers, nommés « les éclaireurs de la Seine-Inférieure », formant un groupe de vingt à trente hommes. Envoyé à Fleury-sur-Andelle (1), alors menacé par l'ennemi qui tient Gisors (2), il bat le pays, fait des reconnaissances et surveille les routes. Les nuits se passent dans les villages, souvent sur la paille ; mais le jeune capitaine dit en riant : *A la guerre comme à la guerre !*

Il est assez heureux pour prendre part à quelques brillantes escarmouches, botte à botte avec le 1er hussards, à Longchamps, au Thil (3).

Le général Briand commandait alors à Rouen. Il prépare une expédition contre la petite ville de Gisors occu-

(1) Fleury-sur-Andelle (Eure), chef-lieu de canton.
(2) Gisors (Eure), sur l'Epte, chef-lieu de canton.
(3) Longchamps et le Thil, deux villages de l'Eure, canton d'Etrapégny.

pée par l'ennemi. Le capitaine Robert-le-Fort se distingue pendant une retraite dans la neige ; le général remarque ce jeune capitaine intrépide mais calme, connaissant bien le métier et conduisant sa troupe vigoureusement.

Le capitaine Robert entre dans l'état-major de Briand, qui recherche les bons officiers. D'abord détaché au Havre, il rejoint bientôt son général à Cherbourg, où il apprend qu'il est proposé pour le grade de chef d'escadrons à titre auxiliaire.

Ici se place un épisode remarquable, qui peint bien le caractère intrépide et plein d'initiative de Robert-le-Fort.

Pendant son séjour à Cherbourg, le général Briand était privé de cartes de France assez détaillées pour combiner les opérations militaires. Il se sentait arrêté à chaque instant et n'osait tenter aucune entreprise sérieuse : « Mon général, permettez-moi de m'absenter pendant trente-six heures, lui dit le capitaine Le Fort, et je vous rapporterai la carte complète de l'état-major. » — Très heureux, le général Briand accepta.

Chartres part pour l'Angleterre. Il a quitté l'uniforme et se présente à Morgan-House enveloppé dans une peau de bique de campagne. A peine peut-on le reconnaître, tant les bivouacs ont bruni son visage. Vingt-quatre heures après, il revient avec ses cartes. Pendant sa courte absence, Gambetta signait la nomination du capitaine Robert-le-Fort au grade de chef d'escadrons.

Les Allemands n'ignoraient pas que le duc de Chartres servait dans l'armée française, mais ils ne savaient dans quel corps et sous quel nom. Un personnage, qui n'était pas étranger au gouvernement prussien, fit quelques démarches pour connaître la situation du Prince, afin que, s'il était fait prisonnier, la famille royale de Prusse pût intervenir pour empêcher un malheur. Ce fut le duc d'Aumale qui reçut le messager auquel il répondit :

« Chartres est là où il doit être ; si vous le faites prisonnier, fusillez-le, pendez-le, brûlez-le même, si vous voulez ; il fait son devoir, et nous ne dirons pas le nom sous lequel il se cache pour l'accomplir. »

Le 19e corps d'armée (1) s'organisait à Cherbourg sous l'impulsion du général d'Argent. Chartres prit place dans l'état-major du 19e corps, en qualité de chef d'escadrons. Ce corps laborieusement organisé se mit en marche au moment même où venait de se livrer la bataille du Mans. Le 19e corps se trouva donc isolé de l'armée de la Loire et ne livra que des combats sans importance contre les troupes du grand-duc de Mecklembourg. La nouvelle de l'armistice lui étant parvenue, les troupes durent conserver leur position sans combattre.

M. Jules Favre ne connaissait pas les positions de nos armées, et dut confier aux généraux qui tenaient la campagne le soin de déterminer les lignes de démarcation entre les Français et les Allemands.

La délimitation sur place fut une œuvre très délicate. Les Allemands insistaient pour s'emparer des bonnes positions. Sur un grand nombre de points il y eut des discussions graves et des transactions onéreuses. Sa complète connaissance de la langue allemande désignait naturellement le commandant Le Fort au choix du général en chef. Il fut donc envoyé avec le chef d'escadrons Sénault pour disputer le terrain au vainqueur. On fut assez heureux pour sauver Lisieux et Argentan de la rude occupation de l'ennemi.

Les conditions de l'armistice bien arrêtées, le 19e corps se mit en marche pour former l'aile gauche de l'armée de Chanzy.

Après la signature du traité de paix, les états-majors

(1) Le 19e corps se composait d'une division de cavalerie, général Abdelal, et de trois divisions d'infanterie, commandées par les généraux Bardin, Girard et Saussier.

furent licenciés et le commandant Le Fort se rendit en Angleterre, après un séjour de vingt-quatre heures à Paris. C'était le 18 mars, jour où l'insurrection de la Commune obligeait le gouvernement de M. Thiers à se retirer à Versailles.

On organisait une armée pour reprendre Paris, et le duc de Chartres sollicita l'honneur de rentrer dans les rangs. Il fit le voyage pour offrir son épée au gouvernement qui refusa. On lui fit observer que les officiers revenant de captivité suffiraient et, au delà, pour former les cadres de la nouvelle armée.

Ce fut le 18 mars qu'il apprit que Robert-le-Fort était nommé chevalier de la Légion d'honneur (1).

L'histoire dira donc qu'à l'heure de nos désastres les princes de la maison d'Orléans ont voulu partager le sort des soldats de la France.

III

On accourait de toutes parts, les bourgeois près des princes, les enfants près des vieillards, les vétérans près de leurs anciens généraux. On ne sollicitait pas les commandements élevés, mais seulement une place dans les rangs qui marchaient à l'ennemi.

Parmi ces généraux qui offraient leur épée, se trouvaient trois hommes de grande valeur, qui furent successivement sacrifiés aux ambitions et à de sottes vanités.

(1) Le gouvernement appela le duc de Chartres à un commandement. Il entra donc au 3e chasseurs d'Afrique, qui servait dans la province de Constantine... Le commandant rejoignit la colonne du général Saussier, qui était en marche sur Batna, et devait opérer contre Bou-Mezrag, dans le midi de la province. Le Prince commandait trois escadrons attachés à la colonne. En tête de ces escadrons il assista à deux affaires importantes. Dans la seconde, qui eut lieu le 8 octobre, on s'empara de la smalah de Bou-Mezrag.

Ces trois généraux étaient La Motterouge, d'Aurelle de Paladines et Martin des Pallières. D'autres pourraient encore être cités, dont les anciens et bons services furent outrageusement méconnus.

Nous voudrions tracer à grands traits les portraits des trois généraux que nous venons de nommer, car il importe à l'histoire d'être en mesure de comparer les généraux disgraciés aux ingénieurs civils, transformés subitement en chefs de grandes armées.

Avant d'esquisser ces profils, rappelons ce que disait un ancien écrivain (1) :

« Qu'importe, après tout, par où l'on commence un portrait, pourvu que l'assemblage des parties forme un tout qui rende parfaitement l'original ? Le fameux Plutarque, qui traite ses héros comme ses lecteurs, commence la vie des uns comme bon lui semble, et promène l'attention des autres sur de curieuses antiquités, ou d'agréables traités d'érudition qui n'ont pas toujours rapport à son sujet...

« Ce que j'en dis n'est pas pour reprocher quelque chose à l'historien de toute l'antiquité auquel on doit le plus ; c'est seulement pour autoriser la manière dont j'écris une vie... »

Fils d'un chef de bataillon en retraite, issu d'une vieille famille bretonne, Joseph-Edouard de La Motterouge était né à Pléneuf (2). A l'âge de seize ans, il fut admis à l'école militaire de Saint-Cyr, d'où il sortit sous-lieutenant, en octobre 1821, au 22e de ligne. Il fit la campagne d'Espagne et le siège d'Anvers (3).

Les longues années de paix qui suivirent permirent à La Motterouge de se bien pénétrer des devoirs de l'offi-

(1) Hamilton, *Mémoires du comte de Grammont.*

(2) Chef-lieu de canton des Côtes-du-Nord.

(3) Anvers, place forte de Belgique (96.000 hab.), fut prise par les Français pour les Belges en 1832, après un long siège.

cier de troupe. Capitaine en 1832, chef de bataillon en 1841, lieutenant-colonel en 1846, colonel en 1848 et général de brigade le 28 décembre 1852, La Motterouge était un de ces officiers réglementaires qui n'avaient pas oublié dans les expéditions africaines l'importance de l'instruction, de l'ordre, de la tenue et de la discipline.

Il fit partie de l'expédition de Crimée (1) et se trouvait presque seul à représenter l'armée de l'intérieur. Ses compagnons d'armes étaient de brillants africains habitués à entraîner les troupes, et à les précipiter sur l'ennemi.

Nous avons entendu, quelques années après la guerre de Crimée, le général Pélissier déclarer hautement que La Motterouge, homme d'ordre, lui avait semblé meilleur pour la grande guerre que ces officiers généraux magnifiques au feu, insouciants la veille du combat, et sans inquiétudes le lendemain.

La Motterouge n'en était pas moins magnifique au feu, parce qu'il avait passé la revue de ses soldats, visité les armes, compté les cartouches ; il amenait un plus grand nombre d'hommes devant l'ennemi, parce que lui-même avait réglé les allures de la marche, fait arrêter la tête pour éviter l'allongement des colonnes ; avec lui, les attaques ne devenaient pas des élans désordonnés, mais s'opéraient avec un ordre parfait, les réserves à leurs places et chaque officier devant sa troupe.

La Motterouge nous rappelle le maréchal de Boufflers (2), ce rival du prince Eugène dont Saint-Simon a dit : « L'ordre, l'exactitude, la vigilance, c'était où il excellait. Sa valeur était nette, modeste, naturelle, franche, froide. Il voyait tout et donnait ordre à tout, sous le plus grand

(1) France et Angleterre contre la Russie, en 1854 et 1855.

(2) Le marquis de Boufflers, maréchal de France (1644-1711), se signala à Fleurus (1690), à Furnes (1693), à Namur (1695), à Lille (1708), et sauva l'armée, par une retraite savante, après la défaite de Malplaquet (1709).

feu, comme s'il eût été dans sa chambre ; égal dans le péril, dans l'action, rien ne lui échauffait la tête, pas même le plus fâcheux contre-temps. Sa prévoyance s'étendait à tout, et dans l'exécution il n'oubliait rien. Sa bonté et sa politesse, qui ne se démentaient en aucun temps, lui gagnaient tout le monde ; son équité, sa droiture, son attention à se communiquer et à prendre conseil, sa patience à laisser débattre avec liberté, sa délicatesse à faire toujours honneur de leurs conseils, quand ils avaient réussi, à ceux qui les lui avaient donnés, et des actions à ceux qui les avaient faites, lui dévouèrent les cœurs..... Les soins infinis qu'il fit prendre et qu'il prit lui-même des hôpitaux, le firent adorer des troupes et des bourgeois.

« Accessible à toute heure, prévenant pour tous, attentif à éviter, autant qu'il le pouvait, la fatigue aux autres et les périls inutiles, il fatiguait pour tous, se trouvait partout, et sans cesse voyait et disposait par lui-même, et s'exposait continuellement. »

Tels sont les traits principaux du portrait du général de La Motterouge.

La campagne de Crimée a fait connaître le général de La Motterouge à tous les points de vue. Nul, en France, ne pouvait mettre en doute sa supériorité, qui marquait sa place à la tête d'une armée.

A Inkermann, pendant qu'une partie de l'armée française repoussait l'armée russe venue au secours de Sébastopol, le général de La Motterouge, de service à la tranchée, chassait, avec une poignée d'hommes (5 novembre 1854), 45.000 Russes de la garnison qui effectuaient une vigoureuse sortie sur la gauche de nos attaques.

Ceux-ci, à la faveur d'un brouillard épais et par des ravins qui facilitent leur marche, ont déjà envahi deux de nos batteries, mais La Motterouge, à la tête de quelques

compagnies du 20e léger, les rejette hors des points d'attaque, puis, entraînant ses soldats, franchit la première enceinte de défense, poursuivant l'ennemi par un feu terrible.

Le général de Lourmel arrive. Il se joint à son compatriote La Motterouge, et tous deux, toujours à la poursuite des Russes, s'élancent en avant et pénètrent jusque sous les murs de la place ; mais de Lourmel tombe, la poitrine traversée par une balle. Le général Forey, jugeant qu'ils ont été entraînés trop loin, décide la retraite.

De Lourmel, le compagnon d'armes, l'ami, le parent de La Motterouge, mourut le jour même.

On sait ce que fut le siège de Sébastopol. Outre les grandes batailles de l'Alma, d'Inkermann, de Balaclava, de Tractir, de la Tchernaïa, des combats de tous les jours, de toutes les nuits, pouvaient faire penser que nos soldats étaient invincibles. Dans les rencontres corps à corps, dans les embuscades, ils se trouvaient face à face avec un ennemi brave, généreux, loyal, sans haine, et digne de la plus grande estime.

Entre tous, La Motterouge se fit remarquer par son dévouement au devoir, son indomptable énergie et la promptitude de ses décisions.

Les simples soldats, qui s'y connaissent, l'avaient jugé ; ils l'aimaient pour sa bravoure, sa franchise et sa bonhomie bretonne. Les cœurs forts sont de bons cœurs, et le soldat exprime son affection par quelque locution familière. Napoléon Ier était le *Petit Caporal*, le général Bugeaud, le *père Bugeaud*, et La Motterouge, la *Carotte*, à cause de son teint plus que blond, et aussi à cause de son nom. Lorsqu'il était de service à la tranchée, les soldats disaient : *Bon, c'est la Carotte, il y aura du tabac.*

Il y eut souvent du tabac ; il y en eut surtout le jour de l'attaque de la Quarantaine. Les 22 et 23 mai 1855, une bataille de nuit commença à 9 heures du soir et se prolon-



DE LA MOTTEROUGE

gea jusqu'à six heures du matin. Cinq fois les barricades furent prises et reprises. Le point attaqué par La Motte-rouge resta en notre pouvoir.

Il est cité à l'ordre de l'armée « pour s'être fait remarquer hautement dans les combats du 1er au 2 mai (où l'on se battit aussi de nuit pendant sept heures), et du 22 au 24 mai, devant Sébastopol. »

Le 22 juin 1855, il est nommé général de division commandant la 5e division du 2e corps.

C'est en cette qualité qu'il joua un rôle si brillant à l'assaut de Malakoff, et à la prise de Sébastopol. (8 septembre 1855).

Un des témoins, officier d'infanterie, écrivait : « La tunique du général La Motterouge est percée à jours ; son épaulette est labourée par une balle ; 2.000 de ses soldats sur 5.000 sont tués ou blessés. Il n'importe, notre général s'est emparé de la courtine Malakoff, il la garde. Plaçant son képy à la pointe de son épée, il se fait le point de ralliement de son intrépide division.

« Mais l'ennemi, en se retirant, a fait sauter un magasin à poudre dépendant de l'ouvrage enlevé ; le général est lancé en l'air avec un grand nombre de ses soldats qui l'entourent. Blessé gravement à la tête et à la main, le visage ensanglanté, il revient à pied à la redoute Lancastre avec un de ses officiers, blessé comme lui. L'armée entière applaudit en voyant ce général tout sanglant, la tête nue, appuyé sur un bâton, ne quittant le champ de bataille qu'après la victoire. »

Arrivé le premier à l'armée d'Orient, il n'en revint que le dernier.

Entre la campagne de Crimée et celle d'Italie (1), le général de La Motterouge eut le commandement de la 15e division militaire à Nantes.

(1) C'est-à-dire de 1855 à 1859.

En Italie, il était du corps d'armée du général de Mac-Mahon. Celui-ci, dont la bravoure est bien connue, doit cependant à son divisionnaire quelques fleurons de sa couronne ducale.

C'est, en effet, La Motterouge qui à Turbigo (3 juin 1859) enlève le village ; à Magenta (4 juin 1859) son cheval est tué sous lui. Mais en voyant le général se relever, toute sa division acclame le valeureux chef qui, se remettant à sa tête, attaque la position énergiquement défendue. Il y pénètre le premier, suivi du général Camou et du général Auger, qui devait être frappé à mort quelques jours plus tard.

Après la bataille de Magenta, le général La Motterouge fut élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

A Solférino, après plusieurs assauts, il s'empare des monts Fontana ; ses troupes pénètrent dans *Cavriana*, quelques instants après le départ de l'empereur d'Autriche.

Le général n'était pas moins aimé des citoyens que des soldats. Pendant plus de douze ans, il exerça le commandement de la division militaire à Nantes. Lorsque, atteint par la limite d'âge, il dut s'éloigner, la cité nantaise tout entière voulut lui exprimer ses regrets.

Les électeurs de Saint-Brieuc choisirent La Motterouge pour leur député, aux lieu et place de Glais-Bizoin, aux élections de 1869.

Après avoir exercé le commandement en chef des gardes nationales de la Seine jusqu'à la révolution du 4 septembre, il organisa la première armée de la Loire (1). Le brave La Motterouge fut destitué par le

(1) Ce corps d'armée se composa tout d'abord de trois divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie sous le commandement des généraux La Motterouge, d'Aurelle de Paladines, de Chabron, Martin des Pallières, Dastugue, Martineau des Chenez, Rébillard, Peytavin, Reyau, de Longuerue.

ministre de la guerre Gambetta, après le combat d'Artenay (Loiret), qui eut lieu le 10 octobre.

Devant la commission d'enquête parlementaire, dans la séance du 11 juillet 1871, le général a dit : « Après avoir combattu pendant sept heures, soutenu l'honneur de mes armes et ramené derrière la Loire mon corps d'armée aussi intact qu'il pouvait l'être après deux journées de combats contre des forces aussi supérieures, j'ai été destitué brutalement par M. Gambetta qui était tombé de ballon ministre de la guerre. »

Le général de La Motterouge siégea dans le conseil de guerre appelé à juger le maréchal Bazaine. Là, comme toujours, il se montra sans faiblesse (1).

IV

La *Gazette de Cologne* publiait, après la bataille de Coulmiers (Loiret), une lettre qui lui était adressée de Versailles le 14 novembre :

« ...Cependant Von der Tann, avec sa *petite bande* (2), s'avançait résolument à la rencontre de l'armée française. Il la trouva à Coulmiers ; elle était commandée par un jeune officier (3), le général Paladines... On reconnut bientôt que les troupes françaises étaient conduites avec plus d'habileté et de circonspection qu'aucun corps français ne l'avait été dans cette guerre.

« Le général Paladines s'était approprié notre tactique ; il répandit des éclaireurs sur les flancs et disposa

(1) Le général de La Motterouge est mort le 29 janvier 1883.

(2)

Infanterie	24.000	34.200 hommes.
Cavalerie	6.200	
Train, artillerie	4.000	

(3) Le général d'Aurelle de Paladines était né au commencement de 1804, il était donc âgé de soixante-six ans. — Nos lecteurs trouveront des détails sur la bataille de Coulmiers : *Récits militaires*, 2e Série.

sur ses côtés des colonnes destinées à le protéger de toute attaque. »

Tel fut le jugement porté tout d'abord sur le général d'Aurelle par l'état-major allemand établi à Versailles.

A peine d'Aurelle était-il arrivé à l'armée de la Loire qu'un écrivain (1) le dépeignait ainsi : « Vieux soldat d'Afrique, calme et vaillant général devant Sébastopol, il avait gagné le droit au repos par ses services et par son âge ; mis au cadre de réserve le 14 janvier 1870, on lui avait demandé, en octobre, de reprendre sa forte et brave épée, et, son âge ne l'empêchant point de la tenir avec vigueur, il avait apporté à l'armée mal organisée de la Loire toutes les qualités dont elle avait besoin dans son chef. Robuste encore, actif et simple, d'Aurelle laissait voir sur son visage froid et dans son regard tranquille toute la sévère dignité de son commandement. Les officiers connaissaient sa prudence toujours attentive, la sûreté de son jugement militaire, l'énergie de ses résolutions ; on avait en lui un général studieux de son métier et capable d'une guerre savante. Quant aux troupes, elles n'ignoraient point la réputation d'inflexible justice qu'il s'était depuis longtemps acquise : soigneux de leurs intérêts, zélé pour leur bien-être, il exigeait l'obéissance absolue, ne pardonnant rien devant l'ennemi à la lâcheté et au désordre. Dans une proclamation, lui-même leur avait dit, dès son arrivée : « Ce que je vous « demande avant tout, c'est de la discipline et de la fer- « meté. Je suis parfaitement décidé à faire passer par les « armes tout soldat qui hésiterait devant l'ennemi. Quant à « moi, si je recule, fusillez-moi. » En trois semaines d'Aurelle avait suffisamment rétabli l'empire du devoir dans son armée. Aidé de son habile chef d'état-major, le

(1) Auguste Boucher, alors professeur au lycée d'Orléans. Il était l'interprète de l'opinion publique et se trouvait sur le théâtre des opérations.

général Borel, il allait rétablir aussi l'honneur militaire de la France. »

Nous avons sous les yeux une grande quantité de documents, lettres officielles et privées, notes et renseignements divers laissés par le général d'Aurelle. Sur une demi-feuille de papier écolier se trouvent quelques lignes vigoureusement tracées par une main habile et habituée à la plume. Au-dessous se lisent ces mots écrits au crayon, peut-être après la mort du général d'Aurelle : « note qu'on pense être de l'écriture de M. de Serres, délégué de M. de Freycinet. »

« Général,

« Faites fusiller les mobiles réfractaires. Vous serez approuvé.

« Donnez du courage avec de l'eau-de-vie, et faites chanter la gaudriole ci-incluse avec animation. »

Quel que soit l'auteur de cet ordre envoyé au général d'Aurelle, il appartenait certainement à ce monde civil qui avait usurpé le commandement des armées.

Dans les papiers du général d'Aurelle se trouve aussi une lettre de M. Desh..., officier supérieur, qui est datée de Besançon, le 11 janvier 1871 :

« Mon général, j'ai effectivement quitté le ministère par suite d'une disgrâce. M. de Freycinet, qui m'avait cependant appelé pour remplacer le général Loverdo, s'est mis en désaccord avec ce dernier, et, profitant de l'absence de Gambetta qui me témoignait de l'amitié, on m'a jeté par-dessus bord en dix minutes. Je gênais probablement, bien que je me tinsse strictement dans l'exercice de mes modestes fonctions.

« Vous n'avez pas été plus heureux, mon général, vous avez été sacrifié à l'incapacité du même Freycinet et de son ami de Serres, stratégistes en chambre, qui,

parce qu'ils sont de médiocres ingénieurs, s'imaginent qu'ils peuvent diriger des armées.

« Après avoir été perdus par les avocats, nous le serons encore par les fameux polytechniciens qui envahissent tout.

« Pauvre France ! puisse-t-elle résister à de telles épreuves !

« ...Vous savez, sans doute, que le général Chanzy a obtenu carte blanche de Gambetta, qu'il est le maître absolu de ses mouvements, et qu'il a été interdit aux ingénieurs stratégistes du ministère de s'occuper de la direction des opérations militaires.

« Le général Bourbaki, moins heureux, s'est vu imposer M. de Serres comme délégué. Ce dernier ne le quitte pas plus que son ombre. »

Lorsque le général d'Aurelle de Paladines était, après la guerre, questeur du Sénat, il nous raconta qu'ayant par hasard rencontré M. Gambetta, celui-ci lui avait fait un accueil des plus sympathiques et exprimé ses regrets sur ce qui s'était passé à l'armée de la Loire. D'après cette conversation, l'ancien dictateur voulait, non pas diriger les opérations militaires, mais soutenir, exalter le patriotisme de l'armée. MM. de Freycinet et de Serres, soutenus par l'entourage de Gambetta, moins éclairés que ce dernier, moins patriotes, pleins de haine pour les généraux qu'ils jalousaient, entraînèrent le ministre de la guerre dans les déplorables intrigues qui éloignèrent les généraux et livrèrent les armées à l'autocratie civile.

Gambetta, peu de jours après cette conversation avec le général d'Aurelle, en eut une semblable avec le général Martin des Pallières, questeur du Corps législatif. L'ancien ministre du gouvernement de la Défense nationale se montra plus que sévère pour M. de Freycinet.

De ces deux entretiens, qui furent pour les généraux

si maltraités une véritable consolation, il faut conclure que Gambetta comprenait enfin, que les Freycinet et les de Serres avaient perdu la France par leur orgueil et leur sotte ignorance.

Quoi qu'en disent les graves historiens politiques, nous pouvons affirmer que, dans les dernières années de sa vie, M. Gambetta regrettait amèrement de n'avoir pas laissé le commandement des armées aux généraux et d'avoir souffert que des hommes étrangers à toutes les questions militaires eussent pris la direction des mouvements stratégiques.

Au temps où Gambetta avait les conversations que nous venons de rappeler avec d'Aurelle et des Pallières, celui qui trace ces lignes entra un jour dans une des principales librairies de Paris. Gambetta s'y trouvait, entouré d'un cercle nombreux. Le nom de M. de Freycinet fut prononcé, et Gambetta, pour exprimer son opinion sur son ancien délégué, se servit d'un mot, le plus injurieux, le plus méprisant de la langue française, et qu'aucun dictionnaire n'a jamais imprimé. Gambetta faisait volontiers usage de la langue verte, plus énergique et plus expressive que le langage parlementaire.

Le général d'Aurelle ne niait pas l'influence de Gambetta sur l'esprit public. Ses discours enflammés, ses exagérations qui lui ont valu, de M. Thiers, l'épithète de *fou furieux*, n'étaient pas toujours hors de saison en présence des Prussiens.

Sa folie valait mieux que la sagesse hyprocrite, froide, envieuse de M. de Freycinet. Passionné souvent au point d'en perdre la raison, Gambetta pouvait longtemps après s'approcher des généraux qui avaient eu à se plaindre de lui ; M. de Freycinet, en les voyant, ne devait que s'écarter.

V

Si, comme le dit une lettre déjà citée, le général Chanzy a obtenu carte blanche, s'il est le maître de ses mouvements, si les ingénieurs cessent de commander les armées, il en faut conclure que Gambetta avait ses heures de raison.

Comment ces généraux de l'armée de la Loire n'ont-ils pas compris cette nature changeante, ce caractère mobile, cette volonté allant par bonds aveugles, ces décisions fiévreuses, ces colères puériles, enfin cet homme qu'il fallait conquérir ou emprisonner? Mais non, tous ces braves généraux se laissaient destituer par des commis aussi facilement que leurs prédécesseurs de 1793 se laissaient trancher la tête à la suite d'un échec.

On ignorait donc, dans les bureaux civils du ministère de la guerre, que le grand Frédéric a perdu autant de batailles qu'il en a gagnées ?

Nos ennemis rendaient justice aux talents militaires du général d'Aurelle. Un officier allemand lui écrivait, le 29 mai 1875 :

« Monsieur le général, j'avais l'honneur de recevoir l'année passée votre permission de traduire en allemand : *La première armée de la Loire.*

« J'ai eu l'honneur de combattre contre cette armée à Ladon, Lorcy, Beaune-la-Rolande et à Orléans ; plus tard contre la fraction qui marchait sur Beaugency. Le 27 novembre, à Ladon, nous fûmes étonnés d'avoir contre nous des troupes disciplinées et de très bonne tenue.

« Le 26, ma compagnie eut une affaire à Lorcy avec des chasseurs à cheval, dans laquelle le lieutenant-

colonel Gérard fut tué tout près de moi par une balle.

« La bravoure de ces cavaliers était excellente, et l'on pouvait bien reconnaître que ces troupes étaient animées d'un bon esprit.

« Plus tard, ayant lu votre œuvre, je souhaitais de faire connaître le caractère de Gambetta et de Freycinet dans ma patrie, afin qu'on y pût étudier le péril d'une dictature civile et de chaque révolution.

« J'ai l'honneur, monsieur le général, de vous présenter ma traduction, et j'espère l'avoir faite dans votre sens. »

A côté de cette lettre d'un officier étranger, plaçons-en une autre du général d'Ariés, blessé d'un éclat d'obus, le 3 décembre 1870.

« Rennes, 14 mars 1872.

« Mon général,

« Je viens de lire votre remarquable ouvrage. Un long voyage ne m'avait pas permis de le faire jusqu'à présent.

« Combien tous ceux qui ont eu l'honneur de servir sous vos ordres doivent vous savoir gré d'avoir présenté sous leur vrai jour les opérations de la première armée de la Loire, d'avoir fait justice des hommes dont les plans insensés ont été si funestes, dont l'incapacité, pour tout ce qui avait trait à la direction de la guerre, n'était égalée que par leur immense orgueil ! »

En vérité, nous serions tentés de dire que la mission du général d'Aurelle était de sauver la France en 1870. Nous avions des réunions d'hommes, mais peu de soldats ; nous avions des courages individuels par milliers, mais aucune organisation. Un vigoureux capitaine qui a l'expérience de la guerre se trouve là : son âge le rend

respectable, ses services sont éclatants, il est brave, honorable, dévoué. Le commandement des troupes lui est familier, et toute l'ancienne armée connaît son talent d'organisation. Il sait ce qu'est le soldat, et l'aime assez pour ne pas le sacrifier inutilement. Il y a près d'un demi-siècle qu'il vit avec lui ; des générations militaires sont passées dans ses mains, et nul ne sait mieux que lui les secrets du métier, ces mots, ces gestes, ce regard qni transforment en héros les natures les plus simples.

Tout *marquis* que l'ait fait sa naissance, il est un véritable ami du peuple. Lorsque l'épidémie désolait la Provence, en 1865 et 1866, d'Aurelle préserva ses soldats et les ouvriers par des efforts inouïs. Les ouvriers de Marseille reconnaissants lui offrirent une médaille d'argent qu'ils firent frapper *pour le bon général.*

Oui, à l'heure suprême où les enfants de la France accouraient de toutes parts, tendant les mains pour demander des fusils, le Dieu des armées leur envoyait un chef.

Quelle ne fut pas la joie de M. de Moltke, de M. de Bismarck, et surtout du roi Guillaume, lorsqu'ils apprirent que le général d'Aurelle de Paladines était destitué, et qu'à l'avenir les armées françaises ne seraient plus commandées par des généraux, mais par des bourgeois inconnus !

Beaumarchais avait-il prévu M. de Freycinet, lorsque, parlant d'un emploi, il écrivait cette phrase si connue : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint ? »

Nous voudrions faire entrevoir la vie privée du général d'Aurelle. Des lettres à sa femme suffiront pour peindre l'homme simple et bon. Voici comment il annonce la victoire de Coulmiers :

« Château du Grand-Lus, 10 novembre 1870.

« Ma chère Hortense,

« La journée d'hier a été heureuse pour nos armes. Après une longue marche (le 8 novembre) et des combats importants livrés le 7, je me suis porté hier à la rencontre des Prussiens sortis d'Orléans et établis jusqu'à six lieues autour de la ville.

« J'ai attaqué, vers les dix heures, les villages où ils s'étaient retranchés et fortifiés, au nombre de cinq. Ils ont été successivement enlevés avec vigueur par nos troupes.

« Le bourg de Coulmiers a été pris et repris, et défendu par les Prussiens avec un acharnement désespéré. Nous en étions maîtres définitivement à cinq heures du soir. J'ai campé sur les lieux. Terrifiés par notre attaque, les Allemands ont abandonné, pendant la nuit, d'autres positions importantes qu'il aurait fallu enlever aujourd'hui.

« Je n'ai pas de félicitations à recevoir, ma chère amie, c'est à Dieu qu'il faut rendre des actions de grâces. Puisse-t-il nous continuer sa protection ! »

Une seconde lettre datée de la Motte-Beuvron (Loir-et-Cher), le 6 décembre 1870, moins d'un mois après, annonce la défaite :

« Ma chère Hortense,

« Après les jours de bonheur et d'espérance sont arrivés les jours de revers. Trois jours consécutifs de combats héroïques, livrés par l'armée de la Loire, n'ont pas empêché qu'elle a été écrasée par trois armées réunies. Orléans a de nouveau été occupé par les Prussiens.

« J'ai dû battre en retraite, je suis à la Motte-Beuvron d'où je partirai demain pour Salbris.

« Ma fatigue est extrême, et j'ai la douleur de n'avoir pu réussir à sauver la France.

« J'ai fait mon devoir en brave soldat, la fortune m'a abandonné. »

Une troisième lettre annonce sa destitution.

Lyon, 9 décembre 1870.

« Ma chère Hortense,

« Le commandement de l'armée de la Loire a été supprimé. L'armée est partagée en plusieurs corps donnés à des généraux dépendant directement du ministre de la guerre Gambetta.

« On m'avait offert le commandement des lignes stratégiques de Cherbourg, que je n'ai pas accepté. Il aurait amoindri ma position de général en chef.

« C'est une disgrâce que je dois accepter avec le calme d'un homme qui a fait son devoir. Nous avons combattu avec courage devant des forces très supérieures.

« Après trois jours de luttes héroïques, Orléans a dû être évacué. L'armée était épuisée par des pertes énormes et une affreuse température. Elle s'est démoralisée. Tous les efforts ont été impuissants pour maintenir les soldats dans les rangs.

« J'ai été autorisé à me retirer dans mes foyers. Je partirai demain de Lyon, si le temps le permet. Il y a énormément de neige.

« J'ai besoin de ta tendresse et de celle de mes enfants pour supporter tant de peines et de chagrins. »

Dans ces lettres, écrites à la hâte et pour ainsi dire

sur les champs de bataille, sous l'émotion des luttes les plus terribles, il n'y a pas la moindre récrimination. Le général d'Aurelle n'accuse personne, son grand cœur le soutient.

Le général Changarnier disait de lui à Mgr Dupanloup : « Je ne connais pas dans l'armée un homme plus honnête et un meilleur soldat que le général d'Aurelle. Je ne lui sais qu'un défaut, c'est de ne pas s'estimer ce qu'il vaut. »

VI

On a beaucoup parlé de M. de Serres. Nous devons à nos lecteurs quelques détails sur cette personnalité.

De Serres est un nom d'emprunt. Le vrai nom, *Wieckzfinski*, eût éveillé l'attention, et peut-être le Polonais ne serait-il pas arrivé aussi promptement au commandement des armées françaises. Le collaborateur de MM. Gambetta et de Freycinet en stratégie et tactique était l'intelligent enfant d'un citoyen de Varsovie et d'une mère française. Il étudia d'abord à Bordeaux, puis à Paris. Ses succès attirèrent sur lui l'attention de l'ambassade de Russie, et l'on assure que M. de Kissehleff compléta plus d'une fois le chiffre de sa pension (1).

Sorti brillamment de l'école centrale, il obtint d'être employé dans un chemin de fer autrichien. Il se trouvait à Vienne lorsque la guerre éclata.

Après la capitulation de Sedan, il se rendit à Tours, voulant, disait-il, servir dans l'armée française. Quelques lenteurs retardèrent son engagement, et Wieckzfinski en profita pour devenir de Serres.

Il avait en sa possession d'excellentes cartes géogra-

(1) *Gazette de l'Ouest.*

phiques apportées de Vienne, et il connaissait mieux *qu'un autre* l'état de l'armée allemande. Instruit et habile tout à la fois, il ne tarda pas à se faire une place dans les bureaux de la guerre, s'empara de l'esprit de M. de Freycinet, et, peu de jours après, les généraux français étaient sous ses ordres.

Il fut particulièrement chargé de diriger le général Bourbaki et de lui enseigner l'art de la guerre.

Cet ingénieur de vingt-sept ans a eu le bon esprit de disparaître, après avoir déclaré, dans l'enquête parlementaire, qu'il avait cru devoir refuser le grade de général : plus modeste, paraît-il, que les Bordone, les de Kératry et autres CIVILS improvisés généraux par la Délégation.

Ne savait-on pas à Tours que, d'après les lois, ordonnances et règlements de l'armée française, le commandement appartient exclusivement aux combattants ? Si, en campagne, ou dans un siège, tous les officiers ont disparu et qu'il ne reste qu'un sous-lieutenant, c'est lui qui commandera, et non pas l'intendant général, non plus que le médecin en chef. Dans la hiérarchie sociale, ils sont au-dessus du sous-lieutenant, leur instruction est supérieure ; l'intendant a été capitaine et peut-être officier supérieur, mais il n'est pas dans la catégorie des combattants et n'a d'autorité que dans sa sphère administrative.

Le commandement appartient au sous-lieutenant, et même au simple sergent, parce qu'ils sont combattants.

Il serait vraiment étrange que MM. Gambetta, de Freycinet et de Serres aient pu supposer, un seul instant, que la guerre n'était ni un art, ni une science, et que quelques jours suffisaient pour apprendre ce que La Motterouge, d'Aurelle ou des Pallières n'avaient pu comprendre qu'après trente ou quarante ans d'études et de guerres.

L'orgueil humain est donc sans bornes !

L'égoïsme éteint donc tous les sentiments généreux, même le patriotisme, pour que des hommes honorablement placés dans la société, tels que des ingénieurs et des avocats, osent, à la face de l'Europe, compromettre le salut de leur pays en arrachant aux généraux leur autorité. Il y a là un mystère terrible qui prendrait sa source dans le sentiment le plus vil.

Les généraux de la première révolution montaient fatalement sur l'échafaud, lorsqu'ils n'étaient pas vainqueurs. Leurs gestes, leurs paroles, leurs actions les rendaient esclaves des représentants du peuple, et le brevet de général se nommait un *brevet de guillotine.*

Les maîtres à l'armée de la Loire n'étaient pas sanguinaires, mais s'ils respectaient la vie de l'homme, ils se jouaient de sa dignité, de sa réputation et de son honneur.

Serait-il vrai que les louanges données aux gens de guerre, dans les discours officiels, cachent de mauvais sentiments ? Serait-il vrai que l'autorité civile ne saurait voir l'épée d'un général sans songer à César, à Cromwell ou à Bonaparte ?

S'il en était ainsi, il faudrait le déplorer amèrement, parce qu'un pays ne sera jamais sauvé par l'élément civil, mais par une épée. Le patriotisme est inséparable de l'esprit de sacrifice qui anime assez peu le commerce, l'industrie, l'agriculture et la politique. Seules les armées de tous les temps et de tous les pays ont sauvé leur patrie. Peut-être trouverait-on dans l'histoire quelques généraux qui ont fait sentir le poids de leur épée, mais ces exceptions fort rares ne doivent pas faire oublier qu'à l'heure des périls, les peuples n'ont jamais dû leur salut qu'à leurs armées. Dans une cérémonie à laquelle assistait, à Nantes, le général Kléber, un orateur populaire disait :

« — Ce sont les soldats qui gagnent les batailles. »

« — Oui, s'écria Kléber, mais ce sont les généraux qui les préparent et les rendent possibles. »

VII

Nous connaissons maintenant le général d'Aurelle de Paladines, et peu de lignes nous suffiront pour rappeler les principaux actes de sa vie militaire.

Louis-Jean-Baptiste, marquis d'Aurelle de Paladines, était né à Malézieux (Lozère), le 9 janvier 1804. Sorti de l'école militaire de Saint-Cyr en 1824, il servit longtemps en Afrique, fit la campagne de Rome (1849) et fut nommé général de brigade en 1851. Il se distingua pendant l'expédition de Crimée, qui lui valut le grade de général de division.

Lorsque la guerre d'Italie fut déclarée, d'Aurelle commandait la 9e division militaire à Marseille. Il s'y occupa avec zèle d'envoyer du renfort et du matériel à l'armée expéditionnaire. Elevé alors à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur, il devint, en 1868, grand-croix de l'ordre.

Le général d'Aurelle de Paladines, comme nous l'avons déjà dit, venait de passer dans le cadre de réserve, au moment où éclata la guerre de 1870.

Il offrit ses services au gouvernement, qui le rappela à l'activité et lui rendit le commandement de la 9e division.

La révolution du 4 septembre eut à Marseille un violent contre-coup, et le général, qui n'avait pas les forces nécessaires pour la résistance, dut évacuer son quartier-général.

Le 14 novembre 1870, la Délégation de Tours lui confia le commandement en chef (1) de la 1re armée de la Loire.

(1) Après la destitution de La Motterouge.

On n'a pas oublié les succès de cette armée et la victoire de Coulmiers remportée par d'Aurelle, victoire qui força les Prussiens à se retirer sur Saint-Péravy et sur Tours.

Malheureusement la chute de Metz permit aux Allemands de concentrer des forces écrasantes sur la Loire. Devant ces masses d'ennemis, le général fut contraint de battre en retraite.

La Délégation de Tours se montra d'autant plus exaspérée de cet échec, qu'elle dut se replier en toute hâte sur Bordeaux. M. Gambetta destitua d'Aurelle et nomma une commission d'enquête chargée d'examiner la conduite du vainqueur de Coulmiers.

Celui-ci demanda à être jugé par un conseil de guerre et se retira à Belley, département de l'Ain.

Il refusa dès lors d'accepter aucun commandement, malgré les offres empressées du gouvernement de la Défense nationale. M. Gambetta comprenait enfin la faute qu'on lui avait fait commettre.

La bravoure du général d'Aurelle et son inflexible sévérité en avaient, de bonne heure, fait un officier légendaire. Au milieu du débraillé des troupes servant en Afrique, il conserva les rigides traditions de discipline, de tenue et de service qui honoraient l'armée française.

Ses allures un peu raides, sa réputation de sévérité avaient empêché son admission dans la garde impériale, où la douceur était peut-être un peu trop recommandée.

Aux élections générales de 1871, d'Aurelle fut élu député à la fois dans la Gironde et dans l'Allier. Il opta pour ce dernier département, et se fit inscrire à la droite modérée. Désigné comme membre de la commission chargée des négociations avec la Prusse, d'Aurelle remplit avec fermeté sa douloureuse mission. Le 3 mars 1871,

(1) Le 9 décembre.

le gouvernement l'appela au commandement des gardes nationales de la Seine. Remplacé peu de temps après par l'amiral Saisset, il fut placé à la tête de la division territoriale de Bordeaux, et obtint la médaille militaire.

En 1876, il fut nommé par ses collègues sénateur inamovible, et le Sénat lui confia les fonctions de questeur.

Le général d'Aurelle de Paladines est mort à Versailles au mois d'avril 1878, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Au mois de juin de la même année, le Sénat et la Chambre votèrent par acclamation une pension nationale à la digne veuve du vainqueur de Coulmiers. Voici en quels termes s'exprimait en cette circonstance (le 8 juin 1878) le rapporteur de la Chambre des députés :

« Votre commission s'associe aux sentiments du gouvernement. Ces sentiments évoquent des souvenirs qui nous réunissent tous dans une même pensée ; cet hommage s'adresse au général qui a attaché son nom à la glorieuse bataille de Coulmiers, à l'armée qui a ajouté une page émouvante à nos annales militaires, à la France entière répondant à un suprême et patriotique appel qui n'a pu conjurer nos malheurs, mais qui a sauvé notre honneur. »

D'Aurelle a donc servi la France pendant plus de cinquante ans, dans ses armées et dans ses conseils. Ses concitoyens lui ont confié la mission de les représenter ; ses collègues l'ont nommé sénateur et questeur. Il était comblé de distinctions honorifiques et tout pouvait faire supposer que les souhaits de l'homme avaient été comblés. Ses consolations de famille ne laissaient rien à désirer. Son foyer plein de charmes, sa foi religieuse le soutenaient aux yeux du monde ; mais ni l'épouse admirable, ni les enfants bien-aimés, ni le repos de la conscience ne pouvaient calmer les douleurs secrètes du soldat et du Français. La plaie ne pouvait se cicatriser ; elle

saignait nuit et jour. Souvent, le front appuyé sur ses mains, il tombait dans de longues rêveries, et l'image du passé portait dans son âme un trouble douloureux.

Nous l'avons ainsi surpris après la guerre, souffrant des maux de la patrie. Il gardait un silence digne et fier sur les injustices dont il avait été victime ; mais, au souvenir de Coulmiers, le sang refluait vers le cœur, le vétéran se redressait de toute sa taille, et la poitrine effacée, la tête haute, il disait, en quelques paroles brèves, que, libre de ses actions, il eût été vainqueur.

Savez-vous rien de plus douloureux, pour un vieux soldat patriote, qui sait tout ce que peut encore la lame de son épée, que de voir cette épée arrachée de sa main, en présence de l'ennemi ? Il allait vaincre, et on l'éloigne en cherchant à le déshonorer !

Cette souffrance est mortelle. Le général d'Aurelle de Paladines en est mort lentement. Ses concitoyens n'ont pas été ingrats, et les honneurs sont venus à lui après les disgrâces ; mais il n'avait pu sauver son pays, ses yeux voyaient le Prussien incendier nos villages, ses oreilles entendaient les cris désespérés de nos paysans, il était témoin des mouvements insensés de nos armées ! Et ce spectacle était pour lui une source de cruelles douleurs.

Ce portrait nous semble pourtant incomplet ; ajoutons quelques lignes encore.

Après le 4 septembre, il dut lutter à Marseille contre la commission municipale, sorte de Commune qui gouvernait la grande cité. Le commissaire provisoire Labadié, qui devint député, télégraphiait à Gambetta qu'il fallait « *destitution immédiate du général d'Aurelle, sans quoi il ne répondait de rien ; malheurs fort à craindre.* » Ne recevant pas de réponse, il prit sur lui de destituer le général et le colonel Camo, et en informait le gouvernement en ces termes : « *J'ai révoqué le général d'Aurelle de Paladines et nommé le sous-intendant*

Brissy commandant de la place. Cette mesure a calmé les esprits... » Le citoyen Brissy fut plus tard condamné à mort par un conseil de guerre, pour s'être mis à la tête des insurgés marseillais. Le général d'Aurelle s'éloigna, pour éviter de regrettables complications.

Un Labadié révoquant le général d'Aurelle ! Un Brissy le remplaçant ! N'est-ce point le comble de la dérision ?

Le gouvernement de la Défense nationale ne voulait cependant pas se priver des services de d'Aurelle. Gambetta écrivit à M. Cochery, membre de la commission de défense : « Je partage votre opinion sur La Motterouge. Il est remplacé par le général d'Aurelle de Paladines. Faites tenir bon. »

En même temps, le dictateur osait dire au général Lefort : « C'est moi qui ai envoyé à La Motterouge l'ordre de se porter en avant *et de vaincre*, et vous allez me faire immédiatement un rapport pour le traduire devant un conseil de guerre, *parce qu'il n'a pas vaincu* (1). »

Le général Lefort eut l'indépendance et le courage de répondre à Gambetta que le seul tort du général La Motterouge avait été *d'avoir obéi à des ordres inexécutables.*

D'Aurelle remplaça donc La Motterouge, et le général Lefort se retira devant M. de Freycinet.

Le général d'Aurelle prit possession du commandement de l'armée de la Loire le 12 octobre, à La Ferté-Saint-Aubin, sur la rive gauche de la Loire, à quelques kilomètres d'Orléans. Il se porta le 15 sur Lamotte-Beuvron, et s'occupa très activement de l'organisation de son armée.

« Le général d'Aurelle, dit Chanzy, avait créé cette armée avec un soin et une promptitude qui lui font le plus grand honneur... *C'est à lui qu'elle doit son existence et ses succès.* »

(1) Déposition du général Lefort devant la Commission d'enquête. T. III.

Le 17 octobre, M. de Freycinet donna des conseils stratégiques au général en chef : « ... Il faut prendre l'ennemi entre deux feux, ou le prendre à revers... Il ne faut pas agir isolément, mais faire converger vos forces et celles du général Pourcet (1) dans une action commune. *Tout est là.* »

Puis M. de Freycinet donne une leçon au général d'Aurelle : « Il faut posséder une connaissance complète des mouvements et des forces de l'ennemi... Mieux vaut trois ou quatre bons chevaux que deux cents médiocres... Usez du système d'espionnage... Maintenez-vous en relations régulières avec Bourges, Vierzon, Tours et Blois... J'appelle votre attention sur le service de l'intendance. Sur ces divers points, je vous invite à me passer des dépêches fréquentes et précises. »

Après avoir lu cette dépêche, d'Aurelle fit cette réflexion à son chef d'état-major, le général Borel : « Voilà, certes, une longue leçon sur l'art de faire la guerre, donnée par un ingénieur des mines improvisé professeur de tactique et de stratégie !... »

De son côté, le commandant en chef écrivait au général Pourcet :

« Mon cher général, je suis heureux de vous avoir pour coopérateur dans l'accomplissement de la lourde tâche qui m'est imposée.

« Relever le moral du soldat, ramener la discipline dans l'armée, arrêter l'invasion, et, avec l'aide de Dieu, repousser l'ennemi du sol de la patrie, tel est notre but. C'est un noble devoir qui réclame tous nos efforts. »

MM Gambetta et de Freycinet entendaient donner des ordres stratégiques aux généraux. Le délégué à la guerre écrivait encore à d'Aurelle, le 7 octobre : « Prenez garde de trop isoler votre première division, et ne perdez pas de

(1) Le général Pourcet commandait le 15e corps d'armée.

vue que vous devez avoir tout votre corps sous la main, *pour exécuter sans retard l'ordre que je puis avoir à vous donner d'un moment à l'autre.* »

Cet ordre arriva bientôt ; mais le mouvement était à peine commencé, que d'Aurelle reconnut que son armée n'était pas suffisamment prête à entrer en action. Il suspendit sa marche et en avisa M. Gambetta. Il reçut de M. de Freycinet cette réponse :

« Général, nous avons dû, en présence de votre dépêche, renoncer à la magnifique partie que nous vous préparions à jouer, et que, *selon moi*, nous aurions gagnée.

« Mais puisque nous devons renoncer à vaincre étant deux contre un, alors qu'on triomphait un contre deux, n'en parlons plus... »

Tout homme de bonne foi reconnaîtra que M. Gambetta a usé de son pouvoir dictatorial pour prendre la direction des opérations militaires, ou la laisser à M. de Freycinet, aussi étranger que lui à l'art de la guerre.

Il est prouvé que tous les généraux ont subi la domination des autorités civiles.

Les revers de l'armée de la Loire doivent être mis à la charge des dictateurs.

Le général d'Aurelle les a ainsi jugés :

« M. Gambetta, dévoré d'un fanatisme ardent pour la République, que le peuple prenait pour du patriotisme, aurait voulu que la guerre pût marcher au gré de son impatience.

« Malheureusement, il n'entendait rien à la stratégie, et il avait près de lui pour le conseiller, sous le titre de délégué à la guerre, *le mauvais génie de notre patrie.*

« Imbu d'un orgueil sans mesure, d'un entêtement aussi grand que son orgueil, le délégué a contribué plus que personne aux désastres de la France. »

VIII

Au moment de la guerre de 1870, le général Martin des Pallières, qu'il nous reste à faire connaître, était dans la force de l'âge. Né en 1823, il avait quarante-sept ans.

Gabriel Martin des Pallières était fils d'un officier supérieur d'état-major et d'une Anglaise de la noble famille de Teynam.

Ses études achevées à La Flèche, il entra à l'école militaire de Saint-Cyr, d'où il sortit au mois d'octobre 1842, en qualité de sous-lieutenant, le plus jeune de sa promotion. Son caractère énergique, son esprit aventureux lui firent choisir l'infanterie de marine. Il débuta brillamment à Mogador, où il fut remarqué du prince de Joinville qui commandait l'expédition contre le Maroc. Blessé au bras, il refusa l'amputation, eut le bonheur de guérir et fut décoré à dix-neuf ans.

Des Pallières fit partie de toutes les expéditions. Sa robuste constitution et son entrain lui permirent de braver les climats les plus meurtriers. Il était, d'ailleurs, à bonne école pour apprendre à connaître les difficultés de la vie. Presque toujours en guerre contre des ennemis divers, soumis aux ordres des officiers de marine, ayant souvent des responsabilités à prendre, le jeune Des Pallières se forma promptement aux rôles supérieurs.

Martin des Pallières, à peine âgé de vingt-huit ans, fut nommé officier de la Légion d'honneur en entrant au Sénégal.

L'une de ses qualités était l'énergie. Abandonné pendant près d'un an dans la rivière de Grand-Bassam, n'ayant sous ses ordres que quelques soldats européens et pour défense qu'un misérable retranchement, il parvint à sauvegarder les intérêts du commerce français dans un pays peut-être le plus malsain de l'univers.

A force d'audace et d'infatigable activité, il fit respecter sa petite troupe, en inspirant une véritable terreur à toutes les populations hostiles.

Blessé en Crimée à l'attaque des ouvrages blancs et mis à l'ordre de l'armée, le jeune officier fut promu chef de bataillon.

Il fit partie de l'expédition de Chine sous les ordres du général de Montauban. Après la prise de Pékin par les armées alliées, il fut envoyé avec deux compagnies dans le poste difficile des îles Chouzan, où ses relations avec les Anglais et sa fermeté à l'égard des pirates chinois mirent en relief ses qualités diplomatiques.

Nommé lieutenant-colonel, Des Pallières reçut ordre d'aller en Cochinchine. Il eut bientôt après la douleur de perdre, dans d'horribles circonstances, son plus jeune frère qui tomba vaillamment devant les lignes de Villelongue.

De retour en France, il vint prendre à Brest le commandement du 2e régiment d'infanterie de marine, dont le colonel était au Mexique. Peu de temps après, il s'embarquait à nouveau pour le Sénégal où il était nommé colonel, après une expédition fort brillante.

A son retour, il commanda pendant cinq ans le 2e régiment d'infanterie de marine à Brest.

Elevé au grade de général de brigade en 1868, il passa des inspections générales qui furent poussées jusqu'en Calédonie et au Japon.

Lors de la déclaration de guerre contre l'Allemagne, le général Martin des Pallières eut le commandement de la 2e brigade de la division Vassoigne, faisant partie du 12e corps de l'armée de Châlons. Il se conduisit héroïquement à Bazeilles. Les habitants de Sedan ont conservé le souvenir de cette page immortelle. Blessé le soir de cette sanglante journée, le général fut évacué sur Mézières après la capitulation. Les Prussiens le con-

sidéraient comme hors d'état de continuer la guerre, et le général fut laissé en liberté.

Le blessé se rendit à Paris et ne put y obtenir un commandement ; il reçut l'ordre d'aller à Cherbourg. Dès les premiers jours du mois d'octobre, il était à Nevers et s'occupait activement, malgré sa blessure encore ouverte, de la formation du 15e corps d'armée. Il fut placé à la tête de la première division de ce corps.

Il se distingua comme organisateur, développa chez tous l'initiative, en les couvrant largement de sa responsabilité, ne désespérant jamais, aussi bouillant qu'au début de la campagne.

Témoin de plusieurs actes d'insubordination que la loi était impuissante à réprimer, il rédigea la loi martiale et la fit décréter. On a fait honneur à M. Gambetta de cette mesure, mais elle est due à la fermeté du général Des Pallières, que la discipline de l'infanterie de marine avait rendu sévère et juste.

Lorsque la bataille de Coulmiers fut livrée, Des Pallières était à la tête d'une magnifique division de 32.000 hommes et 44 pièces de canon.

Il reçut le commandement du 15e corps à l'époque où le général d'Aurelle fut nommé commandant en chef de l'armée de la Loire, après la destitution de La Motterouge.

Au commencement du mois de décembre, le 15e corps atteignait le chiffre de 72.000 hommes, avec une nombreuse artillerie, bien équipés, bien armés, animés d'un excellent esprit, grâce à la sollicitude du jeune général qui avait communiqué son ardent patriotisme à tous ses soldats.

Nous n'avons pas à rappeler à cette place les opérations militaires de la campagne; qu'il nous suffise de dire que le général Des Pallières ne put admettre la direction stratégique absolue de la bourgeoisie sur les opéra-

tions militaires. Ses observations n'étant pas écoutées, la dignité des généraux ayant à souffrir, il refusa de conserver, dans ces conditions, le commandement du corps d'armée qu'il avait organisé; Des Pallières donna sa démission (1). Aucun acte de sa vie ne s'accomplit plus douloureusement; mais il savait que le salut de la France était compromis par l'incapacité, l'ignorance et la vanité. En faisant ce sacrifice il obéissait au patriotisme le plus pur. Il espérait aussi que le gouvernement comprendrait enfin que les opérations militaires ne peuvent pas être abandonnées aux fantaisies de personnages étrangers à l'armée.

Les électeurs de la Gironde envoyèrent le général Des Pallières à l'Assemblée nationale, où ses collègues, pleins d'estime pour la noblesse de son caractère, le nommèrent questeur. Par une singulière coïncidence, cette fonction de questeur avait été remplie par son aïeul paternel, pendant huit ans, au Corps législatif, dans les premières années du siècle.

La politique était peu dans les goûts du général. Aussi se tenait-il en dehors de tous les groupes; son siège était entre la droite et le centre droit. Mais si la tribune n'avait pour lui aucun charme, il fut l'un des membres les plus autorisés et les plus laborieux de la grande commission de l'armée.

Des Pallières s'apprêtait à reprendre un service actif, nécessaire à son infatigable activité, et allait être nommé inspecteur-général permanent de l'infanterie de marine, lorsque sa forte constitution fut sérieusement atteinte. Après de longues souffrances, il succomba le 10 septembre 1876. Nous lisons dans une biographie consacrée à sa mémoire : « Il se maria à Livourne, dans un voyage qu'il fit en Italie, peu avant l'expédition de Chine. Sa

(1) Il demanda le 6 décembre à être relevé de son commandement. Sa démission fut acceptée le 12.

femme fut la compagne fidèle et dévouée de sa vie, en France comme aux colonies, jusqu'à son dernier soupir. Si les sympathies universelles peuvent atténuer la douleur d'une perte si cruelle, nous la prions respectueusement de regarder autour d'elle ; elle verra que son deuil est partagé par tous les gens de cœur. »

Voilà donc trois généraux distingués, anciens élèves de l'Ecole militaire, ayant pratiqué la guerre, jouissant dans l'armée d'une brillante réputation, estimés de leurs concitoyens, puisque le mandat de député vient les chercher dans leur retraite ; deux sont des vétérans, le troisième est encore jeune et souffrant d'une blessure. Ils sont aussi grands citoyens que bons capitaines, ils honorent le foyer domestique, comme ils ont honoré le camp.

La patrie est en danger, et la Providence les envoie, comme par miracle, pour sauver leur pays.

Et il se trouve qu'un jeune avocat, ardent, d'une ambition bruyante, ayant l'audace de la parole, brise ces trois hommes ! Il n'est pas seul. Près de lui, derrière lui, un ingénieur des mines, calculateur habile et sans croyances, d'une ambition sournoise, sacrifie tout pour s'élever.

Au moins l'avocat a des accents qui rappellent le patriotisme, ses cris réveillent des échos dans les cœurs, on l'écoute, on le croit même et l'on marche au combat ; mais l'ingénieur est muet. Tout à sa besogne souterraine, il compromet le salut de la France pour faire un pas de plus. Courtisan de son maître l'avocat, il le flatte pour le tromper plus sûrement. Les victoires, les défaites, les espérances, les désespoirs ne troublent guère ses combinaisons, qui, toutes tendent à sa fortune politique, à sa renommée, à ses succès personnels.

Il nous donne la mesure de ce que peut produire, dans une âme étroite, le flegme du mathématicien, joint à la vanité du comédien.

Des hommes le gênent, il les calomnie le matin et les brise le soir. Il les a humiliés, il les a trompés, et sans pitié pour l'âge et les services, il a osé prendre en ses mains inexpérimentées et débiles l'épée arrachée à La Motterouge, à d'Aurelle et à Des Pallières !

L'ingénieur de Freycinet a été le mauvais génie de Gambetta, le mauvais génie de la France.

Ces faits rappellent à notre souvenir une page de l'histoire romaine : Tarquin se promenait dans un jardin, lorsque l'envoyé de son fils Sextus lui fut présenté. Sextus demandait à son père ce qu'il fallait faire pour ruiner les Gabiens, peuple du voisinage. Au lieu de répondre à l'envoyé, Tarquin garda le silence, et tout en marchant abattit avec une baguette les têtes les plus élevées des pavots dont le parterre était rempli.

Sextus comprit que Tarquin ne voulait que des petits hommes. Il en fut ainsi, chez nous, en 1870, pour que la taille de M. de Freycinet ne pût être dépassée. Les pavots à haute tige furent de braves et vaillants généraux dévoués corps et âme à la patrie.

IX

« Il est singulier, a dit un critique bienveillant, qu'avec une telle réputation d'organisateur, M. de Freycinet ait laissé derrière lui une telle désorganisation. »

Le critique portait ce jugement non pas après la guerre, mais lorsque M. de Freycinet avait été deux fois ministre, et président du conseil.

Désorganiser semble en effet être la mission de cet homme, créé pour les rôles secondaires et non pour les premiers, les seuls qu'il ait jamais ambitionnés (1).

(1) M. de Freycinet est né à Foix (Ariège) en 1828, d'une famille de marins et de savants. Ses instincts l'entraînèrent vers les sciences, et il

Pendant que les savants et les philanthropes admiraient ses travaux sur l'assainissement industriel, M. de Moltke écrivait, de son côté, des mémoires sur la guerre que M. de Freycinet ne lisait pas. La stratégie et la tactique ne peuvent avoir que peu d'intérêt pour un ingénieur des mines. Jusque-là tout éloignait M. de Freycinet de la République : son origine aristocratique, ses relations avec l'empire, comme son tempérament. Il fut cependant un des premiers à saluer la fortune de Gambetta. Le jeune dictateur à l'imagination ardente fut séduit par les projets de l'ingénieur, qui flatta son maître, se fit devant lui plus petit qu'il n'était, et tous deux alors se livrèrent à des aperçus nouveaux sur la stratégie et la tactique militaire. L'ère des généraux était passée et l'on devait vaincre par inspiration.

Sans connaître ni les affaires, ni les hommes, M. de

entra à l'Ecole polytechnique. A sa sortie, en 1848, il aurait pu prendre une place distinguée dans l'armée ; peut-être en étudiant l'art de la guerre pendant de longues années, M. de Freycinet eût-il fait quelques progrès. Mais l'élève de l'Ecole polytechnique préféra une carrière civile et fut admis dans les mines. Il servit l'Etat pendant quelques années et passa, à l'âge de vingt-huit ans, dans les chemins de fer du midi, où il parvint à une position fort élevée. Après cinq années, la compagnie jugea que, malgré sa capacité, l'ingénieur empiétait trop ouvertement, et il fut invité à donner sa démission.

M. de Freycinet publia à cette époque son *Traité de mécanique rationnelle ;* sa *Théorie mathématique de la dépense des rampes de chemins de fer*, et son grand ouvrage intitulé : *Etude sur l'analyse infinitésimale*, ou *Essai sur la métaphysique du haut calcul.*

Voilà certes de la science spéciale et de qualité supérieure. Mais l'esprit préoccupé de ces profondes études se repose rarement sur les questions de politique, d'administration et de puissance militaire. L'intelligence de l'ingénieur des mines s'exerçait dans les sphères abstraites où vit le savant.

Rentré dans les services de l'Etat, M. de Freycinet fut chargé de missions scientifiques et publia de nombreux rapports : *Assainissement des industries en Angleterre* (1854) ; *Sur l'assainissement industriel et municipal en Belgique et en Suisse* (1865) ; *Sur l'assainissement industriel et municipal en France* (1866) ; *Sur l'emploi des eaux d'égouts à Londres*. *Sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures de l'Angleterre* (1867-1869).

Freycinet se chargea, *le cœur léger*, de rejeter hors de France les armées allemandes.

Après avoir été nommé préfet de Tarn-et-Garonne, le 6 septembre, dès le 10 octobre, il obtint de M. Gambetta d'être le délégué personnel du ministre au département de la guerre.

En présence des malédictions méritées qui de toutes parts s'élevaient contre lui, M. de Freycinet a publié son livre : *La guerre en province pendant le siège de Paris.* Cet ouvrage dans son ensemble n'est le plus souvent qu'une apologie naïve de son auteur.

Après l'armistice (1), M. de Freycinet se retira en même temps que Gambetta.

Nous n'avons pas voulu, en parlant de M. de Freycinet, juger l'homme politique. Nous nous sommes borné à apprécier le rôle militaire qu'il a joué en 1870-1871, pour le malheur de la France.

X

Dans le cours de ces *Récits* (2) nous avons eu à apprécier le rôle de M. Gambetta. On a bien voulu reconnaître que nous n'avions manqué ni de justice ni de modération envers lui.

Nous voudrions, aujourd'hui, brièvement compléter notre portrait.

Non, M. Gambetta n'a pas été l'image sainte et pure de la patrie ; il n'a pas sauvé l'honneur de la France, comme l'ont écrit ses panégyristes. L'honneur de la

(1) Les préliminaires de la paix furent signés à Versailles, le 26 février, en même temps qu'un armistice qui devait durer jusqu'au 12 mars. Le 28 février, l'Assemblée nationale, persuadée par M. Thiers que toute résistance était impossible, accepta le traité qui devint définitif.

(2) Chapitre III, 2e série : *Après Sedan.*

France, qu'on ne l'oublie pas, est fait par dix siècles d'histoire. Le désastre de Sedan, les coupables défaillances de Bazaine ne portent aucune atteinte aux gloires du passé. Les savantes combinaisons de M. de Moltke ont pu voiler pour quelques jours les rayons du soleil d'Austerlitz, mais notre honneur reste tout entier, et c'est nous faire injure que d'oser dire qu'un homme, quel qu'il soit, a sauvé l'honneur de la France, ce patrimoine sacré légué par nos pères et toujours intact, malgré nos malheurs.

On a dit et répété que Gambetta et Freycinet seuls avaient rendu possible la défense nationale. C'est une erreur profonde et, disons-le, regrettable. Lorsque M. Gambetta vint à Tours, le 15e corps était formé et discipliné par le général d'Aurelle. Le 16e corps achevait son organisation sous le général Pourcet. Martin des Pallières réunissait 30.000 soldats à Nevers. Ainsi les 70.000 hommes qui combattaient à Coulmiers avaient été préparés à la lutte par d'autres que MM. Gambetta et Freycinet. Les cent mille hommes qui le lendemain du 9 novembre, après Coulmiers, auraient pu marcher sur Paris, avaient été réunis, organisés, disciplinés par nos généraux. Toutes les troupes qui prirent part aux batailles en avant d'Orléans étaient formées (1) lorsque le dictateur parut à Tours, le 7 octobre.

Le 30 novembre, à Villepion, c'est le 16e corps qui combat. Le 1er décembre, à Loigny, c'est encore le 16e corps ; une partie seulement du 17e entre en action, vers le soir. Les 2 et 3 décembre, sur la ligne d'Artenay-Orléans, c'est le 15e corps qui porte tout le poids de la lutte. Le 28 novembre, à Beaune-la-Rolande, le 20e corps seul s'était battu. Or, le 20e corps (alors général Crouzat) n'était que l'ancien corps du général Cambriels, plus tard

(1) *Récits*, 2e série. Général Lefort.

du général Michel. Il avait été porté rapidement de l'Est dans l'Orléanais.

Ni M. de Freycinet, ni M. Gambetta n'ont créé ces armées, pas plus qu'ils ne les ont dirigées. Elles ont été formées par des hommes du métier, qui, malheureusement, n'ont pu les commander.

Des sentiments généreux ont égaré les amis de M. Gambetta; une légende s'est faite qui présente le jeune avocat, sans expérience, mais à l'esprit ardent, à la parole puissante, comme le génie de la France, comme la personnification du patriotisme. Soyons juste et disons qu'il fut *quelqu'un*, lorsque ceux qui gouvernaient la France n'étaient rien. Soit patriotisme, soit ambition, soit mélange de ces deux sentiments, Gambetta eut la bonne fortune de comprendre l'instinct national et de le seconder avec ardeur.

Il manquait à Gambetta les avantages, les qualités ou les vices qui rendent un homme supérieur à ses concitoyens et en font un maître. Petit bourgeois, les 18 brumaire lui étaient interdits ; son audace n'égalait pas celle de Cromwell, sa vie ne pouvait être comparée à l'existence de Washington, et, mis à côté de Danton, il méritait à peine le nom de révolutionnaire qui lui était si cher.

Un rôle magnifique lui était échu, c'était celui de sauveur de la France ; il préféra le titre de fondateur de la République. Avait-il le pressentiment que les passions révolutionnaires sont hostiles à toute autorité, à toute hiérarchie, à toute discipline? On peut le penser, car après Sedan, il n'eût fallu qu'un cri, celui de *Vive la France!* Tout autre, quelque désintéressé qu'il pût être, ne pouvait qu'engendrer la désunion.

M. Thiers a dit que la forme républicaine est celle qui nous divise le moins. L'ancien ministre du roi Louis-Philippe était-il de bonne foi? L'ambition rend aveugle, et tous deux, Thiers et Gambetta, se laissèrent aveugler.

Pour chasser l'ennemi de nos champs, il fallait un grand calme, un ordre parfait, un silence solennel dans les foules, une abnégation religieuse, un profond respect pour l'autorité, chacun dans le rang et à sa place; tandis que la fondation de la République, telle qu'on la comprend chez nous, apportait le trouble dans les esprits et dans les masses populaires, amenait le soulèvement des passions, l'indiscipline et la confusion dans les rangs de la société, où chacun voulait être le premier.

Oui, M. Gambetta eût été vraiment grand si, laissant de côté la forme du gouvernement, il n'eût parlé que de la patrie, n'eût pensé qu'à elle, n'eût vécu que pour elle.

Quand on relit ses harangues, ses proclamations, ses ordres du jour, comme ministre de l'intérieur et ministre de la guerre, c'est-à-dire comme chef d'une grande nation malheureuse, on trouve un style plein de chaleur, une verve généreuse, mais le parfum de rhétorique l'emporte sur le reste ; les accents si vrais de notre patriotisme séculaire font défaut, il ne s'y rencontre pas une pensée militaire capable d'enlever le soldat. Henri IV, Louis XIV, Kléber et Desaix eussent moins bien parlé, peut-être, mais après les avoir entendus, paysans et soldats auraient senti leur sang refluer vers le cœur.

Tous les beaux discours de M. Gambetta ne sentaient ni la poudre ni le sang.

XI

A sa sortie de l'Ecole polytechnique, M. de Freycinet se sentit entraîné vers la carrière qui exige le plus de calculs. Cependant il a commis une grande erreur en disant (1) que le gouvernement de la Défense nationale ne

(1) *La guerre en province.*

disposait, au début, que « de 40.000 soldats, autant de mobiles, et 100 canons. »

Il est fort important, au point de vue historique, de savoir quelles étaient nos ressources en hommes et en matériel.

Les deux tableaux officiels suivants, dressés au ministère de la guerre, prouvent que des mesures sérieuses avaient été prises par l'administration militaire avant le 4 septembre.

TABLEAU N° 1

	Hommes.
Au 1er juillet 1870 :	
Armée active et réserve (officiers et troupe).	564.748
Garde nationale mobile (off. et tr.).	420.000
TOTAL (1).	984.748
Postérieurement au 1er juillet 1870 :	
La classe de 1869 a produit 75.000 incorporations dans les corps de l'armée de terre, et 145.000 dans la garde nationale mobile. Soit, en les réunissant.	220.000
La classe de 1870 a produit, non compris les contingents des départements envahis, 141.000 incorporations, dans l'armée régu-	
A reporter.	1.204.748

(1) Dans cet effectif ne sont pas compris les jeunes soldats et les gardes nationaux mobiles de la classe de 1869, les opérations pour la levée de cette classe ayant été retardées par la loi du 21 avril 1870 qui a réduit le chiffre du contingent de 10.000 hommes, et par le plébiscite du 8 mai suivant.

Report.	1.204.748
lière, et 37.266 dans la garde nationale mobile. Soit (1).	178.266
Les engagements volontaires pour la durée de la guerre (loi du 17 juillet 1870) se sont élevés à 140.514 (armée active) et à 7.192 (garde nationale mobile). Ensemble. .	147.706
Les anciens militaires et les jeunes soldats ayant fait partie des deuxièmes portions rappelées à l'activité par la loi du 10 août 1870, ont atteint le chiffre de.	92.000
Les hommes âgés de moins de trente-cinq ans qui n'avaient jamais servi (célibataires ou veufs sans enfants) et qui ne se trouvaient dans aucun des cas d'exemption ou de dispense, ont également été appelés à l'activité, en vertu de la loi du 10 août 1870. Ils ont donné le chiffre de.	177.000
Les hommes qui ont été incorporés dans la garde nationale mobile (loi du 10 août 1870), c'est-à-dire ceux qui, étant célibataires ou veufs sans enfants, s'étaient fait exonérer du service des classes de 1865 et de 1866, ont produit.	14.000
ENSEMBLE.	1.813.720

Si donc on retranche de ce chiffre :

1° La garnison de Paris, 260.000, chiffre qui se composait de 110.000 gardes nationaux mobiles et de 150.000 hommes de troupes régulières, marins, gardes forestiers

(1) La classe de 1869 a pu être appelée avant l'envahissement de nos départements de l'Est. C'est pour ce motif que le chiffre de cette classe, tant dans l'armée que dans la mobile, est supérieur à celui de la classe de 1870, qui n'a été mise en route qu'en octobre.

et douaniers compris : 260.000 hom. 2° L'armée du Rhin, c'est-à-dire les armées de Sedan, de Metz et les diverses troupes des places fortes ayant été faites prisonnières de guerre, les hommes tués, disparus, etc., environ 500.000.	760.000 h^mes.

On reconnaîtra qu'il est resté à la disposition du gouvernement de la Défense nationale, en province, un effectif assez considérable, mais, pour la plus grande partie, sans éducation militaire, de 1.053.720 hommes.

TABLEAU N° 2

Indiquons approximativement le nombre de canons de campagne et d'armes rayées se chargeant par la culasse, existant en service et dans les magasins, soit en province, soit à Paris, à l'époque de l'investissement de la capitale, non compris les armées de Sedan, Metz et les places fortes investies par l'ennemi.

Bouches à feu rayées de campagne.

De 12,	à Paris, 52,	en province	. . . .	244
De 8	— 36	—	. . . .	46
De 4	— 265	—	. . . .	1.350

De montagne.

De 4	— 73,	en province	. . . .	396

Mitrailleuses.

A Paris, 0, en province.	28
Total en province.	2.064

Armes à feu rayées se chargeant par la culasse.

Fusils, modèle 1866 (chassepots).	d'infanterie, Paris. .	150.600
	— Prov. .	436.260
	de cavalerie, Paris. .	0
	— Prov. .	10.449

Armes dites à tabatière.

Carabines : Paris, 14.339 ; province, 2.997.
Fusils d'infanterie : Paris, 95.000 ; province, 104.324.
Fusils de dragons : Paris, 17.565 ; province, 15.869.

En plus, 1.188.501 armes rayées à percussion de tous modèles.

TOTAL à Paris.	158.364
— en province.	1.040.137
TOTAL.	1.198.501

Au début de la guerre, en province, la marine avait mis à la disposition des armées tout le matériel et les armes qu'elle avait dans ses arsenaux et sur ses navires :

60 pièces de 12 rayées de campagne,
60 — 4 —
72 — 4 de montagne,
6 mitrailleuses,
28.000 fusils modèle 1866 (chassepots), moins les 8.000 fusils de la division d'infanterie de marine perdus à Sedan.

Ces tableaux 1 et 2 ont été fournis à la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale par le ministère de la guerre. Il est donc prouvé que le gouvernement du 4 septembre avait à sa disposition, après l'investissement de Paris, 900.000 hommes levés, 400.000 chassepots et

100.000 fusils et carabines rayés, transformés, se chargeant par la culasse ; enfin 900.000 armes rayées à percussion, de différents modèles.

Etranger à toutes les questions militaires, le gouvernement de M. Gambetta n'a pas su mettre la main sur ces armes, ou les a laissé piller par ses agents.

Il y a loin de ce million d'hommes aux 40.000 soldats et aux 40.000 mobiles de M. de Freycinet !

La France ignore ces faits d'une si haute importance ; elle ignore qu'il nous restait, alors que nos armées de province en manquaient, 2.000 canons rayés, nombre double de celui que possédaient les armées réunies de Metz et de Sedan.

Lorsque M. Gambetta arrivait à Tours pour prendre le ministère de la guerre, des généraux avaient déjà organisé la résistance en réunissant des masses considérables. Le général de La Motterouge se formait derrière la Loire, au sud d'Orléans ; il avait bientôt 60.000 hommes, mais sans la moindre instruction ; le général Fiéreck réunissait un corps autour de Rouen et d'Elbeuf ; le général de La Rue, un entre Vernon et Evreux. A Besançon, un corps sous les ordres du général Cambriels était destiné à défendre le passage des Vosges.

Seuls, en cette circonstance, les généraux préparaient la résistance ; Gambetta était encore à Paris. « Pendant quelques jours, dit un historien, il n'y avait même plus de ministre de la guerre ! Je me trompe, pendant les tristes jours du 3 au 10 octobre, il y avait un ministre de la guerre, c'était M. Crémieux. M. Crémieux était, pour le moment, un factotum, un ministre universel, un dictateur assez grotesque, pour tout dire, et il mettait un amour-propre naïf à établir sa primauté. M. Crémieux avait, il est vrai, un rival, pour le moins aussi sérieux, dans la direction militaire, — M. Glais-Bizoin. La scène eût été comique dans des circonstances moins sombres. M. Glais-Bizoin

disait à M. Crémieux : « Si vous étiez ministre de la « guerre, l'Europe ne pourrait s'empêcher de rire ! » A son tour M. Crémieux disait à M. Glais-Bizoin : « Si vous « l'étiez, ce serait la France qui éclaterait de rire. » Ils avaient raison, l'un et l'autre.

M. de Mazade ajoute : « Le seul travailleur sérieux, dans ce malheureux ministère abandonné, était le général Lefort, qui, depuis le premier jour, mettait un zèle aussi modeste qu'actif à faire tout ce qu'il était possible pour réorganiser quelques forces (1). »

Toujours un général ! Jusqu'au 16 octobre, ce sont les militaires qui ont tout fait et bien fait.

Le général de La Motterouge déclare, dans sa déposition devant le conseil d'enquête, qu'en arrivant à Tours le 15 septembre pour y exercer le commandement dont il avait été investi le 13, il ne trouva que quelques bataillons de mobiles. Il s'occupa d'organiser les détachements qui arrivaient chaque jour et forma ainsi le 15e corps.

Le 5 octobre, au milieu de ce travail de formation, La Motterouge étant au milieu de ses troupes à Vierzon, à Bourges, reçut de Tours l'ordre de se rendre à Orléans. Il y arriva le 6 dans la soirée. Il fut appelé à Tours, pour assister à un conseil de guerre, mais on apprit que les mouvements des Prussiens annonçaient une attaque. Le général ne connut que le 9 octobre le danger qui le menaçait. Le premier coup de canon est tiré le 10, à onze heures du matin. Nous avions en ligne 10 à 12.000 hommes sans instruction, sans discipline, et les Prussiens comptaient environ 40.000 bons soldats. La Motterouge ne peut que battre en retraite. Le 11 au matin les Allemands poursuivent leur marche, tout en rencontrant une vive résistance.

(1) Charles de Mazade, *La guerre de France*. Tome Ier, page 339.

Les deux journées du 10 et du 11 octobre avaient coûté aux Allemands 1.250 hommes hors de combat. Nos pertes étaient plus considérables.

A la suite de leur victoire d'Artenay (1), les Allemands entrèrent à Orléans. Dans cette lutte de nos troupes inexpérimentées contre les Allemands, il faut remarquer qu'aucun village n'a pu être enlevé par une simple attaque de front. Il a fallu pour tous une attaque de flanc.

Les Allemands, quoique victorieux, ont été arrêtés longtemps par les tirailleurs postés derrière la ligne du chemin de fer, et n'ont triomphé qu'en tournant la position.

Il faut remarquer, en outre, que le trop grand éparpillement des Allemands, au début de l'affaire, a grandement retardé leurs progrès. Les colonnes ne se sont porté que des secours tardifs et ne sont entrées en ligne que lorsqu'elles y ont été naturellement amenées par la convergence des mouvements. Il est incontestable qu'un adversaire actif et entreprenant aurait pu obtenir des avantages, s'il avait eu des troupes aguerries. Il y a, dit Jomini, des généraux qui se troublent en voyant l'ennemi se diviser en plusieurs colonnes pour attaquer sur tous les points à la fois. Ils devraient au contraire sauter de joie ; car c'est ce que l'ennemi peut faire de plus avantageux pour eux.

La Motterouge n'eût pas manqué de mettre à profit la faute des généraux prussiens, s'il avait eu sous ses ordres une armée proprement dite. Il n'en était malheureusement pas ainsi.

« Après avoir combattu, soutenu l'honneur de mes armes et ramené derrière la Loire mon corps aussi intact qu'il pouvait l'être après deux journées de combat contre des forces aussi supérieures, j'ai été destitué brutale-

(1) Artenay, chef-lieu de canton du Loiret, arrond. d'Orléans.

ment par M. Gambetta. Il m'a révoqué le 11 octobre, avant d'avoir pu recevoir aucun renseignement sur le combat qui s'était terminé le 11 au soir (1). »

Le général a donc été privé de son commandement le lendemain de l'arrivée de Gambetta, et pendant qu'il combattait encore.

On n'a pas assez remarqué que La Motterouge n'avait pris la direction des opérations militaires que le 8 octobre. Jusque-là, c'était le général De Polhès qui avait commandé.

Pourquoi M. Gambetta et son entourage à Tours ont-ils été aussi émus de la défaite d'Artenay?

C'est que l'ennemi occupait Orléans. Le gouvernement perdait ainsi une sécurité qui lui était précieuse. « Cette question de Tours nous a été fort préjudiciable; si le gouvernement n'eût pas été là, nous aurions été bien plus maîtres de nos mouvements, et je crois que nous aurions pu agir beaucoup plus facilement (2). »

Aucun historien de la guerre de 1870-1871 n'a arrêté son attention sur cette pensée du général Borel, chef-d'état-major. Elle est cependant fort remarquable, et pourrait expliquer quelques mystères de la stratégie de MM. Gambetta et de Freycinet. Couvrir leur quartier-général de Tours était leur principal souci, tandis que les généraux avaient des visées moins personnelles.

XII

Les Bavarois entraient donc à Orléans, au moment où l'administration nouvelle s'emparait du pouvoir. Le commandement passait aux mains si fermes de d'Aurelle de Paladines. Il remplaçait le général de La Motterouge

(1) Déposition du général La Motterouge, devant le Conseil d'enquête.
(2) Déposition du général Borel, devant le Conseil d'enquête.

« qui n'était coupable que de n'avoir point réussi dans une opération d'un succès impossible. Ce général était frappé d'une brutale disgrâce (1). »

Ce 15[e] corps, notre principale force, était alors sans instruction, sans discipline, et son exemple était déplorable pour les corps qui se formaient. Le général Des Pallières comprit qu'il fallait transformer en soldats cette multitude indisciplinée. Il déclara qu'il ne pouvait conserver son commandement si le gouvernement ne décrétait pas la loi martiale.

On a fait honneur à Gambetta de cette mesure extrêmement hardie, mais indispensable.

La loi martiale fut publiée le 2 octobre 1870, avant l'arrivée de Gambetta à Tours ; elle est signée par les membres de la Délégation, pour le gouvernement de la Défense nationale : Crémieux, Glais-Bizoin, et par le ministre de la guerre par intérim, le vice-amiral Fourichon.

Ce décret, rédigé par le général Des Pallières, avait été remis par lui à ce dernier.

M. Gambetta fut étranger à sa rédaction comme à sa promulgation.

DÉCRET

« Le gouvernement de la Défense nationale, considérant que du maintien ou du rétablissement de la discipline dépendent la dignité et la force des armées ;

« Considérant que la législation et les règlements actuels ne contiennent pas de dispositions qui permettent de réprimer immédiatement les crimes et délits commis par les militaires en campagne ;

(1) Charles de Mazade, *La guerre de France.*

DÉCRÈTE :

« *Article premier :* A partir du jour de la promulgation du présent décret, les cours martiales sont établies, pour remplacer les conseils de guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, dans les divisions actives et dans les corps de troupes détachés, de la force d'un bataillon au moins, qui marchent isolément.

« *Article deux :* Il n'y aura lieu ni à revision ni à cassation des sentences rendues par les cours martiales.

« *Article trois :* La plainte dressée par l'autorité qui aura constaté le délit ou le crime, et portant le nom des témoins, sera transmise, dès l'arrivée au gîte du soir, à l'officier du grade le plus élevé. Celui-ci donnera l'ordre de la convocation immédiate de la cour martiale, qui se réunira aussitôt au lieu indiqué par son président.

« Le président donnera lecture de la plainte en présence de l'accusé, le conseil entendra les témoins présents de l'accusation, puis l'accusé et les témoins à décharge qu'il appellera s'ils sont présents; l'accusé aura la parole le dernier. Il n'y aura pas de plaidoirie par avocat pour ou contre.

« Le président fera sortir l'accusé, résumera les dépositions faites en faveur de l'accusé et celles faites contre lui. Il posera en ces termes une question unique aux membres du conseil, en commençant par le moins élevé en grade :

« Au nom de la patrie envahie, le nommé un tel est-il coupable d'avoir brisé son arme, maraudé, insulté son supérieur, etc., etc.?

« Il sera répondu par oui ou par non. La majorité simple décidera de la culpabilité. Le greffier rédigera, séance tenante, le procès-verbal, et le président faisant rentrer l'accusé lui lira sa sentence qui le condamne ou qui l'acquitte.

« En cas de condamnation, la sentence sera exécutée le lendemain matin, avant le départ des troupes, en présence du bataillon auquel appartenait le coupable.

« *Article quatre :* Pour les soldats, caporaux, brigadiers et sous-officiers, la cour martiale de la division se composera d'un chef de bataillon président, de deux capitaines, d'un lieutenant qui resteront tous en fonctions pendant quinze jours, sans être renouvelés, et d'un sous-officier qui appartiendra toujours à la compagnie de l'accusé. Un sergent-major remplira les fonctions de greffier, sans voix délibérative.

« Pour toute fraction constituée de la division, en marche isolément, de la force d'un bataillon, la cour martiale se composera de deux capitaines dont le plus ancien présidera, d'un lieutenant et d'un sous-lieutenant, et de deux sous-officiers, dont l'un appartiendra toujours à la compagnie de l'accusé; un sergent-major sera greffier.

« Les membres de la cour martiale seront pris par rang d'ancienneté, jusqu'à épuisement de la liste des officiers, sans qu'aucun d'eux puisse décliner cette fonction sous peine de réforme.

« Les cours martiales des fractions isolées cesseront de fonctionner, aussitôt qu'elles seront revenues au campement de la division ; partout ailleurs elles fonctionneront.

« *Article cinq :* La composition des cours martiales pour les officiers sera la même que celle des conseils de guerre concernant les officiers ; mais la procédure sera la même que celle suivie à l'égard des soldats, caporaux, brigadiers et sous-officiers.

« *Article six :* Seront punis de mort les crimes et délits suivants.

« Assassinat, — meurtre, — désertion, — embauchage pour commettre un des faits punis de mort par le

présent décret, — complicité dans un de ces faits, — espionnage, — vol, — maraudage, — pillage avec ou sans armes, — refus de service à un supérieur avec ou sans menaces ou injures, — inexécution d'ordre compris et réitéré, avec intention d'opposer de l'inertie, — injures, — menaces, — voies de fait envers un supérieur, — provocations en paroles à la révolte ou à l'indiscipline, — bris d'armes, — perte volontaire d'armes, afin de ne pas marcher au feu, — destruction de munition dans le même but, faite en présence ou non de l'ennemi par lâcheté.

« Au feu, tout officier ou sous-officier est autorisé à tuer l'homme qui donne un preuve de lâcheté, en n'allant pas se mettre au poste qui lui est indiqué ; ou en jetant le désordre par fuite, panique ou autre fait de nature à compromettre les opérations de la compagnie et son salut qui dépend de la résistance et de l'accomplissement courageux du devoir.

« *Article sept :* Tout individu non militaire qui se rendra complice d'un militaire dans un des crimes et délits prévus ci-dessus sera soumis à la même juridiction et passible des mêmes pénalités.

« *Article huit :* Seront traités comme maraudeurs et punis comme tels les traînards sans armes que les chirurgiens du corps n'auraient pas autorisés à suivre avec l'arrière-garde, et les traînards autorisés à suivre avec l'arrière-garde, s'ils ne marchent pas en ordre sous sa conduite.

« *Article neuf :* Chaque division aura une prévôté composée de soixante gendarmes à cheval, commandés par un officier ; cette troupe se divisera au besoin de manière que chaque portion de corps marchant isolément soit accompagnée au moins de deux gendarmes et d'un brigadier.

« La prévôté arrêtera d'elle-même tous les délinquants,

quels qu'ils soient, officiers ou non, et dressera des procès-verbaux des délits commis, qui seront aussitôt transmis au commandant de la colonne. Contre les délinquants arrêtés qui tenteraient de fuir ou de faire résistance, elle fera usage de ses armes.

« La prévôté recevra et conduira les délinquants qui lui seront remis par une autorité quelconque de la colonne. Quand il y aura lieu, il lui sera donné des hommes de garde pour conduire les délinquants.

« La juridiction pénale des prévôtés prévue par les articles 51, 52 et 75 du code de justice militaire s'étend à la suite du corps d'armée, sur tout le sol français.

« *Article dix* : Tous les manquements simples au service seront punis par le doublement des sentinelles des grand'gardes et avant-postes ; mais une de ces sentinelles ou toutes les deux, s'il n'y a pas d'hommes punis, appartiendront toujours à la fraction constituée de grand'garde.

« *Article onze :* Les dispositions du présent décret s'appliquent à tous les corps de troupes armés, équipés et entretenus aux frais de la République, ou qui auraient seulement reçu l'attache de belligérant.

« *Article douze :* Dans tous les cas non prévus par le présent décret, les pénalités édictées par le code de justice militaire devront être appliquées.

« *Article treize :* Le vice-amiral, ministre de la guerre par intérim, est chargé de la promulgation et de l'exécution du présent décret. »

Les généraux allemands furent émus lorsqu'ils eurent connaissance de cette loi martiale, qui annonçait la présence de gens de guerre à la tête des troupes.

Si, au début des hostilités, lorsque nos soldats allaient entrer en campagne, un semblable décret avait été publié et vigoureusement exécuté, l'armée du Rhin se fût montrée bien autrement disciplinée.

Quelques exemples sévères ne tardèrent pas à réprimer les moindres velléités d'insubordination.

Les généraux d'Aurelle et Des Pallières furent frappés du nombre d'officiers improvisés, et complètement étrangers à l'armée. Des Pallières adressa un mémoire au gouvernement de Tours pour faire créer des commissions de grades provisoires. Il voulait ménager la situation des officiers prisonniers de guerre, qui, à leur rentrée de captivité, auraient pour chefs, soit leurs inférieurs laissés dans les dépôts, soit des bourgeois revêtus d'uniformes. M. de Freycinet répondit qu'il avait fait mieux que ne proposait le général Des Pallières, en suspendant la loi sur l'avancement.

Pour M. de Freycinet, suspendre la loi sur l'avancement consistait à donner les plus hauts grades de l'armée à une multitude de protégés, d'une ignorance complète. « Il frappait de déconsidération des fonctions élevées, et compromettait le succès de nos armes, en plaçant les troupes entre les mains de personnages qui n'avaient aucun titre à leur confiance. Il en est résulté une ambition effrénée chez les uns et un violent mécontentement chez les autres. Nul doute qu'il eût été bien préférable de faire remplir par l'armée tous les grades vacants, en confiant à des gens du métier, au moyen de commissions provisoires, des fonctions supérieures à leur grade, leur disant : Après la guerre, vos titres seront examinés, et si vous avez bien mérité du pays, la conservation de votre grade sera votre récompense (1). »

Mais lorsqu'un jeune avocat était ministre de la guerre, un ingénieur des mines son délégué, fallait-il s'étonner de voir en province le général Bordone, le général Garibaldi, le général Cremer, le général de Kératry ; à Paris, le général Clément Thomas, et beaucoup d'autres, se

(1) Martin des Pallières. Orléans.

considérer comme les égaux des hommes qui avaient mis trente ans pour gagner leurs étoiles (1)?

XIII

Le général d'Aurelle se défend d'avoir pris part au décret sur les cours martiales (2); il faut donc en réserver tout l'honneur au général Des-Pallières. En effet le décret est du 2 octobre, tandis que d'Aurelle ne fut appelé au commandement du 15e corps que le 11 du même mois. Des Pallières était à Nevers vers le 28 septembre.

Mais, loin de désapprouver la création des cours martiales, d'Aurelle fit exécuter cette législation avec une grande fermeté.

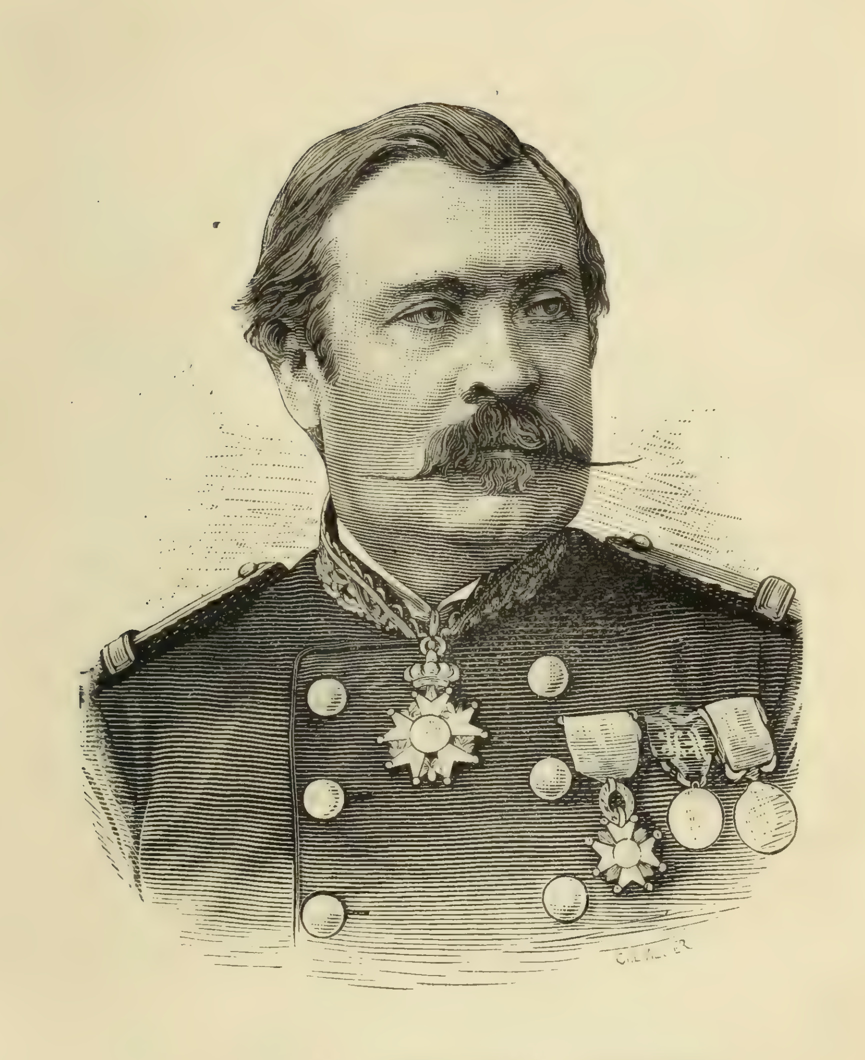
Il n'est pas inutile de rappeler ici les sentiments que professait le général à l'endroit du dictateur et de son entourage.

« M. Gambetta, écrit-il, s'empara des deux ministères de l'intérieur et de la guerre. C'était trop pour un seul homme; il s'associa, sous le titre de délégué, un ingénieur des mines, aussi inexpérimenté que le ministre lui-même.

« Alors que toute organisation militaire manquait, M. de Freycinet ne comprit pas que la tâche du ministre organisateur était assez belle, assez grande pour absorber toute son intelligence, toutes ses facultés. Il porta son ambition plus haut, et, de son cabinet, voulut diriger et commander les armées.

(1) Une Commission présidée par le général Changarnier examina, après la guerre, les titres des officiers nommés ou avancés pendant la campagne. Les officiers de l'armée permanente furent seuls discutés. Les autres, quels que fussent leur mérite et leurs services rendus, ne figurèrent même pas aux yeux de la Commission.

(2) *La première armée de la Loire*, page 30.



MARTIN DES PALLIERES

« ... Quant à M. Gambetta, absorbé par la politique, il ne faisait qu'approuver les mesures prises par M. de Freycinet, lui laissant le soin des détails d'exécution.

« Il s'évertuait à prodiguer au pays et aux armées des proclamations destinées à enflammer l'enthousiasme et à relever les esprits abattus; mais dans cette mission qu'il s'était donnée, il échoua complètement auprès de l'armée : il n'en connaissait pas l'esprit, lui parlait un langage nouveau pour elle, froissait tous les sentiments de dignité, d'amour-propre des officiers, et jetait, sans le vouloir, la défiance dans le cœur des soldats, déjà trop enclins à se croire trahis, quand ils ne sont pas favorisés par la fortune.

« Il est regrettable que le gouvernement de la Défense nationale n'ait pas envoyé en province un officier-général avec le titre de ministre de la guerre : on aurait évité ainsi bien des malheurs (1). »

Si la politique n'avait pas tout absorbé, un homme aurait dû être nommé général en chef des armées. Nous voulons parler du comte de Palikao.

D'Aurelle aurait été appelé au ministère de la guerre, car il avait prouvé sa haute capacité administrative.

Il y avait à peine dix jours qu'il organisait son armée que déjà on lui demandait d'entrer en campagne. L'état-major allemand de Versailles commençait à se préoccuper de ce qui se passait au delà d'Orléans. Il sentait la résistance. Un jour les reconnaissances bavaroises s'étant trop avancées dans l'Orléanais, vinrent se heurter contre un poste de 38 francs-tireurs de Saint-Denis, qui luttèrent jusqu'au dernier et tuèrent 137 Allemands, dont un colonel, sans parler des blessés.

Un conseil de guerre présidé par Gambetta décida l'attaque d'Orléans.

(1) *Première armée de la Loire.*

L'opération était habilement conçue. Le général Martin des Pallières, avec son corps de 25 à 30.000 hommes, devait remonter la Loire, passer à Gien, puis se replier à travers la forêt d'Orléans, pour arriver au moment décisif sur les derrières de l'ennemi; pendant ce temps, le reste du 15ᵉ corps rejoindrait le 16ᵉ corps, sur la rive droite du fleuve, à Blois, et toutes les forces marchant ensemble, appuyées sur la forêt de Marchenoir, s'avanceraient, sous le commandement du général en chef d'Aurelle, à la rencontre des Bavarois par l'ouest d'Orléans. Les deux attaques combinées pouvaient produire les plus grands résultats, en cas de réussite.

Ce plan, soutenu par M. de Freycinet, était faiblement combattu par le général d'Aurelle, qui ne trouvait pas encore ses troupes assez solides pour entreprendre de grands mouvements stratégiques.

Quoi qu'il en soit, d'Aurelle, en arrivant à Blois, éprouva de telles difficultés, qu'il fut autorisé brutalement à suspendre son opération. M. Gambetta dans sa colère publiait deux proclamations au pays et aux soldats; il osait dire que : « *L'armée de la France était dépouillée de son caractère national...... engloutie, malgré l'héroïsme des soldats, par la trahison des chefs.* » Ce langage porta le désordre dans tous les rangs. Les soldats en délire voulaient chasser leurs officiers accusés; les généraux exaspérés apportaient leurs démissions au général d'Aurelle; les simples officiers, mécontents, indignés, ne réprimaient pas les désordres. D'Aurelle réunit les généraux et, d'une voix ferme, leur rappela que l'honneur de la France, son salut était entre leurs mains, que s'ils abandonnaient leurs postes, les bataillons se disperseraient, et que toute résistance deviendrait impossible. Il termina par ces paroles : « Pour prouver que nous ne trahissons pas, faisons-nous tuer tous, les uns après les autres. »

Depuis le 3 novembre, d'Aurelle recevait de Tours des ordres ainsi conçus : « Tenez-vous prêt à marcher dès demain. »

Une heure après, un nouvel ordre arrivait : « Il est possible que les circonstances politiques obligent, ce soir ou demain, à revenir sur cette décision. »

M. Thiers, de retour de son pénible pèlerinage près des cours d'Europe, était à Versailles, où ses négociations avec la chancellerie allemande pouvaient aboutir à un armistice, pendant lequel le pays aurait nommé une Assemblée nationale. Le gouvernement républicain serait mis en question. M. Thiers troublait les pensées de M. Gambetta.

Il était donc irrité et son jugement profondément troublé. Des ordres de mouvement arrivèrent dans la nuit du 8 au 9 novembre. Martin des Pallières, dans le plan arrêté par M. de Freycinet, ne pouvait entrer en ligne que le 10 ou le 11. C'était la bataille de Coulmiers (1) qui se préparait. Laissons la parole au sergent Bérail qui voyait la guerre pour la première fois :

« Le jour commençait à paraître, lorsque les tambours et les clairons retentirent dans le camp. Nous prenions nos places, compagnies par compagnies, dans un profond silence. Le froid était vif, et le ciel très sombre. Un brouillard épais cachait tous les horizons. Lorsqu'il se dissipa, un spectacle magnifique frappa les plus indifférents. C'était l'armée française rangée en bataille sur deux lignes, calme, confiante, et attendant le combat avec la froide énergie des vieux soldats. Au plus loin que portaient les regards dans les champs unis et dépouillés, nous voyions des bataillons. On se mit en marche. Au loin, vers la Loire, nous apercevions des massifs d'arbres qui entouraient châteaux et fermes. Un clocher se dessinait sur les hauteurs de Baccon.

(1) Coulmiers (Loiret), 360 hab., canton de Meung.

« On ne voit pas un Allemand, mais chacun de nous semble deviner que l'ennemi est caché derrière les murs crénelés des châteaux et des fermes.

« A neuf heures et demie, nous marchions toujours, orsqu'un coup de canon retentit et nous fait dresser la ête. Le capitaine de ma compagnie, un ancien, dit à haute voix: *Attention!*

« Ce coup de canon isolé produit plus d'émotion que n'aurait pu faire la décharge d'une batterie.

« Nous voyons passer un officier, dont le cheval est lancé à toute vitesse ; il jette ces mots à notre chef de bataillon : « C'est le 15e corps qui attaque à droite. » Le bruit formidable de l'artillerie remplit l'air. Nous faisons halte et l'on dit dans les rangs que la position de Baccon est prise d'assaut apres deux charges à la baïonnette. La division du 16e corps, dont je fais partie, est mise en marche sur Coulmiers. Vers midi, nous atteignons les jardins qui entourent le village, et chacun de nous s'embusque de son mieux. Les balles sifflaient, et les obus éclataient de toutes parts. Je me glissais d'arbre en arbre, le corps plié en deux, mais je ne pouvais viser à cause d'une épaisse fumée. « Réglez-vous les uns sur les autres », criait le capitaine, qui n'avait pas le sabre à la main, et nous poussait en avant ou nous retenait, en jurant comme un païen. Il ne se gênait pas non plus pour se servir de sa canne ; mais il était si brave et si bon que nous nous serions tous fait massacrer pour lui. Au moment où nous allions entrer dans Coulmiers, le 7e chasseurs occupait notre droite, et le 31e de marche notre gauche. A la tête du 31e son colonel entraînait le régiment. Lorsque je le vis chanceler, puis tomber mort, je demandai son nom et je sus qu'il était M. de Fonlonges.

« Pendant un instant, nous fûmes arrêtés puis repoussés. Le général Barry, commandant la division, parut à cheval au milieu de nous, mit pied à terre, et montrant

de sa canne les Bavarois, jeta le cri de : *Vive la France !* Nous répétons ce cri en nous lançant sur le village. Il est en flammes, et nous nous battons corps à corps dans les rues, dans les cours et même dans les maisons. Je me sers de ma baïonnette rouge de sang, je casse des têtes à coups de crosse, je ne me connais plus, ma vue est troublée, un bruit formidable m'étourdit, je suis d'une force prodigieuse, et la poudre m'a enivré. Mes lèvres sont sèches et je ne m'aperçois même pas qu'un filet de sang coule de mon front. Qui m'a blessé ? Je n'en sais rien.

« Les Bavarois fuient de tous côtés et l'on sonne le ralliement, lorsque le jour finit au milieu de la pluie et de la neige qui commençait à tomber. On reprend les rangs et l'on compte ceux qui restent.

« Hélas ! combien ne sont plus là, qui, le matin, joyeux et pleins d'espoir, parlaient du lendemain ! Pour nous, y a-t-il un lendemain ?

« J'ai remarqué que pendant les haltes, lorsque le danger n'était pas grand, un certain nombre de camarades ne cessaient de parler à haute voix, comme pour s'étourdir; d'autres au contraire semblaient méditer en silence. Les anciens soldats, habitués à la guerre, promenaient autour d'eux des regards indifférents.

« Vers le milieu de la journée, pendant une marche pénible, le général d'Aurelle était arrivé près de nous. Accablé de fatigue, le front soucieux, il nous vit défiler. Ce n'était pas un jeune homme, mais un rude vétéran à la physionomie sévère. On le redoutait tout en l'aimant. Il adressait aux soldats qui passaient devant lui quelques paroles brèves. Tout en lui indiquait l'énergie, cette énergie des champs ou de la mer ; il devait y avoir de cette race autour de saint Louis aux croisades, ou près de Jean Bart à l'heure de l'abordage.

« Je crois, en vérité, que le général d'Aurelle me

regardait en disant : Allons, enfants, encore un coup de collier !

« J'ai aussi un autre souvenir précieux de la bataille de Coulmiers. Deux ou trois fois par heure, nos batteries cessaient un instant leur feu et se portaient rapidement plus près de Coulmiers. En passant près d'une de ces batteries qui recommençait son tir, je remarquai que les boulets et les obus pleuvaient sur nos pièces qui répondaient furieusement. Les canonniers et les chevaux tombaient de tous côtés. Je fus saisi d'admiration en voyant le colonel d'artillerie de Noue (1) debout sur un tertre, auprès d'une ferme abandonnée ; sa lorgnette à la main, quelques fourriers autour de lui, le colonel, calme, tranquille comme dans un salon, envoyait partout ses ordres, commandant sans la moindre émotion, suspendant un mouvement, dirigeant le feu ou pressant la marche en avant.

« J'ai vu ce jour-là, 9 novembre 1870, des actes de bravoure extraordinaires, mais l'image de ce colonel est restée dans mon souvenir comme le suprême effort de l'homme sur la nature, comme la victoire la plus complète d'un cœur de soldat remplissant son devoir.

« Lorsque la journée fut terminée et l'ennemi en déroute, chacun eut son histoire à raconter, le soir même et le lendemain.

« Un hussard du 1er régiment de marche nous a fait ce récit : Comme la division Barry se mettait en marche, le matin, des uhlans vinrent observer ses mouvements. Devant eux se trouvaient des hussards français. Postés à la lisière d'un petit bois, ceux-ci avaient l'ordre de ne pas engager de combat dans ce moment, tout en reconnaissant la plaine. Ils étaient au repos, quand un uhlan qui leur parut être un officier se détacha de son peloton

(1) Aujourd'hui général.

et poussa son cheval vers eux. A portée de fusil il s'arrête, croise les bras et regarde les hussards français. Ils avaient bien envie de lui envoyer une balle. Mais on l'avait défendu. Cependant le uhlan immobile se met à chanter, comme pour les provoquer. Le refrain de la ballade allemande arrive jusqu'aux oreilles de ses ennemis furieux. L'officier des hussards, que cette bravade irrite à son tour, saisit une carabine et vise. Le coup allait partir: *Feu!* crie en français et d'une voix vibrante l'audacieux uhlan. Etonnement ou générosité, celui qui le visait laisse retomber son arme. Le uhlan, tournant bride, s'en retourne près des siens, en poussant un grand éclat de rire et faisant caracoler son cheval.

« Il ne faut donc pas dédaigner le soldat allemand. Nous qui l'avons vu de près à Coulmiers, savons ce qu'il vaut. Nos attaques à la baïonnette pouvaient seules le troubler.

« Au moment le plus terrible de l'attaque de Coulmiers, les mobiles de la Dordogne (22e régiment) passèrent près de nous d'un pas rapide. Quoique le silence fût recommandé, les chefs laissaient ces braves gens chanter en patois des refrains de leur pays. Pauvres enfants dumidi, à peine couverts de vêtements déchirés! Ils marchaient fièrement, et l'on devinait à leurs allures les robustes paysans, un peu sauvages, naïfs, qui allaient à l'assaut sous une grêle de balles et mouraient en chantant. Nous écoutions les chants patois que nous ne comprenions pas, et ces fils des lointaines provinces nous saluaient en passant de leur adieu : *adicias! adicias!*

« L'intrépide général Barry se place en tête des mobiles de la Dordogne; le capitaine d'état-major de Gravillon tombe près de son général; le commandant de Chadoix et plusieurs officiers sont au premier rang, et l'ennemi ne peut résister à cette furie.

« Sur un autre point du champ de bataille, les mobiles

de la Sarthe font de cruelles pertes. Les rangs s'éclaircissent sous les coups répétés de l'artillerie bavaroise ; il y a une sorte d'inquiétude. Alors, dominant le bruit de la bataille, une voix se fait entendre, vive, gaillarde : « Allons, les Manceaux ! est-ce que nous allons reculer ? » C'est un jeune conscrit moins ému du danger que de l'honneur de la province. Le mot passe, brave et gai ; on crie dans tous les rangs : « Non, non, les Manceaux ne reculeront pas ! » Le colonel de la Thouanne, qui commande les Manceaux, les exalte par son exemple. Tous les officiers tiennent bon sous les obus. L'un d'eux, volontaire de dix-huit ans, et fils d'une race illustre, Paul de Chevreuse, tombe blessé à la jambe. Ses hommes veulent l'emporter : « Non, non, dit l'héroïque jeune homme, marchez à l'ennemi ; en avant ! mes camarades » ; et pour s'écarter de la route, il se traîne sous un arbre où son frère, le duc de Luynes, vient le chercher sept heures plus tard.

« A cette bataille de Coulmiers, les mobiles de la Sarthe eurent deux cent dix-huit hommes hors de combat ; un de leurs officiers, M. de la Mandé, fut tué ; huit autres furent blessés. C'étaient : MM. de Montesson, commandant ; le capitaine de Juigné, et les lieutenants de Bastard, de Batine, Boulard, Desreau, Robert et Rousseau. »

XIV

Ainsi se termine le récit du sergent. Il ne sait de la bataille que ce qu'il a vu et entendu dire autour de lui. Il en est toujours ainsi à la guerre. De grands espaces séparent les deux ailes, et les nuages de poudre voilent souvent ses mouvements peu éloignés. Mais à peine la bataille est-elle engagée que les nouvelles circulent dans les rangs avec une rapidité singulière. On ne sait comment

ces nouvelles arrivent au soldat, qui semble comprendre les succès et les revers éprouvés loin de lui.

Napoléon Ier dit, dans ses *Mémoires,* qu'il entendait parfois de simples soldats annoncer hautement les mouvements qu'il allait ordonner. Les vieux soldats intelligents, quoique privés d'instruction, en viennent à apprécier ce qui se passe autour d'eux, à pressentir en quelque sorte ce qui va arriver. L'aplomb de l'ennemi, sa résistance plus ou moins vive fait juger, dans les rangs, les chances de la journée. Les cadres inférieurs sont d'une importance extrême, et l'on ne saurait croire combien sous-officiers, caporaux, brigadiers et anciens soldats deviennent indispensables pendant un combat. Non seulement ils entraînent les timides et les nouveaux venus au plus fort de la mêlée, mais ils produisent sur le moral de la troupe des effets surprenants.

L'armée de la Loire s'est battue héroïquement à Coulmiers ; mais, le soir venu, ces braves gens avaient donné tout ce qu'ils avaient de force ; une poursuite était impossible.

Deux circonstances empêchèrent les Français de compléter leur victoire, au point de la rendre tout à fait fatale à l'ennemi. D'abord la cavalerie si nombreuse, sous les ordres du général Reyau, après les faux mouvements de la journée, ne fut point lancée sur les Bavarois quand leur retraite se dessina : le général Reyau avait perdu trop de temps et trop de terrain. On dut se contenter de les poursuivre à coups de canon, tant que le permirent les dernières clartés du jour. Ensuite le général Martin des Pallières ne put pas arriver derrière l'armée bavaroise à l'heure où il eût été possible de barrer le passage aux Allemands, de les enfermer dans un cercle de fer et de feu, et les réduire au sort de nos troupes à Sedan. Cependant le général Des Pallières n'avait rien négligé pour rendre sa marche rapide et précise ; mais la lutte

avait commencé le 9 au lieu du 11. Le général bavarois Von der Tann devançait les projets de ses adversaires.

L'histoire des guerres modernes prouve par plus d'un exemple qu'un mouvement tournant, quand il s'opère sur une grande étendue de terrain, ne s'exécute pas avec une exactitude mathématique.

Le jour de la bataille, à six heures du soir, la ville d'Orléans était tout émue du bruit du canon. On ne savait rien, et mille récits contradictoires portaient tour à tour l'espoir ou la terreur dans les âmes. La nuit venue depuis longtemps et la neige qui tombait épaisse n'empêchaient pas les habitants de se presser aux portes de la ville. Des clairons se firent entendre sonnant une joyeuse fanfare. Un immense cri de bonheur s'éleva, se répétant jusqu'aux extrémités de la ville. Les volontaires de Cathelineau venaient annoncer la grande victoire et la délivrance d'Orléans. Avec les Vendéens marchait un bataillon des mobiles de la Dordogne. Ces braves enfants, couverts de neige et de pluie, traversèrent les rues au milieu d'une population en délire. Les femmes versaient des larmes, les hommes se mêlaient aux soldats, les fenêtres s'illuminaient, chacun offrait ce qu'il possédait, même des fleurs. « C'est la France qui rentre à Orléans », cria une voix, et mille échos répétèrent : *Vive la France !*

Le lendemain matin, dès que le jour parut, Cathelineau et ses soldats se rendaient à la cathédrale, apportant à Dieu le premier hommage de la victoire. Entouré de ses officiers, MM. de Puységur, d'Autichamp, de Lorges, de Fontenay, de Chabrol, de Bailtivy, Cathelineau s'avança vers l'autel, et levant son épée, il s'écria, la voix tremblante d'un héroïque attendrissement : « Tout pour Dieu et pour la patrie ! »

Noble pensée de nos pères, venue jusqu'à nous par les soldats, nos frères.

Cette armée de la Loire qui reprit Orléans a fait l'ad-

miration de nos ennemis eux-mêmes. Le jour de la bataille de Coulmiers, un colonel bavarois, blessé et laissé à Gémigny (1), exprimait ainsi l'étonnement qu'éprouvèrent, à la vue de nos troupes, les généraux allemands : « En regardant votre armée, aux premiers moments de la bataille, je ne pus m'empêcher de m'écrier qu'il y avait dans ce spectacle un changement inattendu pour nous. Un peu plus tard, quand elle eut manœuvré devant nous et que nous eûmes considéré les mouvements de son artillerie, les officiers qui m'entouraient se montrèrent fort troublés ; je serrai la main à un général, mon ami, qui se trouvait près de moi, et nous nous dîmes : C'est une affaire perdue. »

Quelle douleur éprouve tout soldat, lorsqu'il voit ces admirables troupes arrachées des mains de d'Aurelle, de Des Paillères pour être livrées à Gambetta, à Freycinet et aux caprices d'une bourgeoisie incapable !

Après une victoire, le général en chef adresse un ordre du jour à ses troupes. Quelquefois, mais rarement, le ministre de la guerre joint sa puissante voix à celle du général. M. Gambetta ne laissa pas, cette fois, échapper l'occasion de parler à l'armée.

Nous plaçons son ordre du jour à côté de celui du général d'Aurelle.

Ordre du jour du général D'AURELLE *lu aux troupes le lendemain de la bataille de Coulmiers :*

« Officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de la Loire,

« La journée d'hier a été heureuse pour nos armes ; toutes les positions attaquées ont été enlevées avec vigueur ; l'ennemi est en retraite.

(1) Gémigny (Loiret), 286 hab., canton de Patay.

« Le gouvernement, informé par moi de votre conduite, me charge de vous adresser ses remerciements ; je le fais avec bonheur.

« Au milieu de nos malheurs, la France a les yeux sur vous, elle compte sur votre courage ; faisons tous nos efforts pour que cet espoir ne soit pas trompé.

« *Le général en chef de l'armée de la Loire,*

« D'AURELLE.

« Au quartier-général du Grand-Lucé,
10 novembre 1870. »

Accouru de Tours pour dire à l'armée, comme Napoléon Ier : « Je suis content de vous ! » M. Gambetta publia cet ordre :

« Soldats de l'armée de la Loire,

« Votre courage et vos efforts nous ont enfin ramené la victoire, depuis trois mois déshabituée de nos drapeaux. La France en deuil vous doit sa première consolation, son premier rayon d'espérance.

« Je suis heureux de vous apporter, avec l'expression de la reconnaissance publique, les éloges et les récompenses que le gouvernement décerne à vos succès.

« Sous la main de chefs vigilants, fidèles, dignes de vous, vous avez retrouvé la discipline et la force. Vous nous avez rendu Orléans, enlevé avec l'entrain de vieilles troupes depuis longtemps accoutumées à vaincre.

« A la dernière et cruelle injure de la mauvaise fortune, vous avez montré que la France, loin d'être abattue par tant de revers inouïs jusqu'à présent dans l'histoire, entendait répondre par une généreuse et vigoureuse offensive.

« Avant-garde du pays tout entier, vous êtes aujourd'hui sur le chemin de Paris. N'oublions jamais que Paris nous

attend, et qu'il y va de notre honneur de l'arracher aux étreintes des barbares qui le menacent du pillage et de l'incendie. Redoublez donc de confiance et d'ardeur. Vous connaissez maintenant nos ennemis. Jusqu'ici, leur supériorité n'a tenu qu'au nombre de leurs canons. Comme soldats, ils ne vous égalent ni en courage, ni en dévouement. Retrouvez cet élan, cette furie française qui ont fait notre gloire dans le monde, et qui doivent aujourd'hui nous aider à sauver la patrie.

« Avec des soldats tels que vous, la République sortira triomphante des épreuves qu'elle traverse ; car, après avoir organisé sa défense, elle est en mesure, à présent, d'assurer la revanche nationale.

« Vive la France ! vive la République une et indivisible !

« *Le membre du gouvernement de la Défense nationale, ministre de l'intérieur et de la guerre,*

« Léon GAMBETTA.

« Quartier-général de l'armée de la Loire,
le 12 novembre 1870. »

D'Aurelle est sobre de paroles, et n'adresse pas une injure à l'ennemi qu'il a combattu. Il a le tact de s'abstenir de toute pensée politique, sachant que la République n'est pas encore le gouvernement légal du pays.

« Modeste dans la victoire, le général d'Aurelle annonçait le bonheur de ses armes avec le scrupule d'un homme jaloux de ne rien exagérer et défiant de toute illusion (1). »

Après avoir accusé naguère les chefs de trahison, M. Gambetta parle de leur *fidélité*, comme s'il était possible qu'ils ne fussent pas fidèles ! Il veut effacer la douloureuse impression produite par sa proclamation du

(1) Auguste Boucher, *Bataille de Coulmiers.*

1er novembre : « Soldats, vous avez été trahis, mais non déshonorés.

« Vous savez aujourd'hui à quels désastres l'ineptie et la trahison peuvent conduire les plus vaillantes armées.

« Débarrassés de chefs indignes de vous.. . . . . . . »

Sans nul doute, l'avocat avait à la tribune de brillants succès oratoires. Mais le général d'Aurelle connaissait mieux le langage militaire. Il savait aller droit au cœur du soldat.

Cette harangue de Gambetta eut peu de succès dans les camps et donna lieu à de fâcheuses comparaisons.

M. de Freycinet dit en substance, dans son livre : *La guerre en province,* chapitre v, qu'après la bataille de Coulmiers, les Allemands s'attendaient à la marche de l'armée de la Loire sur Paris ; que le général Borel, chef d'état-major, proposa ce plan ; mais que le général en chef fut d'un avis diamétralement opposé, et conseilla de repasser la Loire, pour rentrer dans les anciennes lignes de la Sauldre (1).

Le général d'Aurelle n'a jamais eu cette pensée. Il aurait voulu que l'on se fortifiât devant Orléans pour attendre le choc de l'armée allemande dans ses lignes. Le général en chef sentait très bien que l'offensive n'était pas possible. La défensive elle-même ne pouvait réussir qu'en s'entourant de travaux de campagne, et en poursuivant notre organisation.

La bataille de Coulmiers a prouvé, une fois de plus, que des mouvements combinés de trop loin sont toujours contrariés par les événements. L'on ne peut pas espérer que deux corps séparés par de longues distances réussiront à attaquer le même jour et à heure fixe. Dans

(1) La Sauldre, près de laquelle étaient, avant la bataille de Coulmiers, les lignes françaises, est une petite rivière qui prend sa source dans le Loir-et-Cher, passe à Romorantin et se jette dans le Cher près de Selles.

la campagne de 1796, le général Bonaparte dut presque toutes ses victoires à des calculs semblables, faits par les Autrichiens.

Après la bataille de Coulmiers, Mgr Dupanloup se rendit au quartier-général, à Villeneuve-d'Ingré (1), et y reçut l'accueil dû à son noble caractère, à son patriotisme, et aux services signalés qu'il avait déjà rendus à nos blessés et à nos pauvres prisonniers, en allant plaider leur cause, avec une chaleureuse énergie, auprès du roi de Prusse lui-même.

Le général d'Aurelle avait organisé l'aumônerie militaire dans son armée. En toutes circonstances il protégea la religion et ses ministres. A la suite du combat de Villepion (2), d'Aurelle de Paladines adressait à l'évêque d'Orléans une dépêche ainsi conçue :

« L'armée de la Loire part aujourd'hui pour marcher au-devant de l'armée du général Ducrot, qui a rompu les lignes prussiennes et se dirige vers nous. Priez, Monseigneur, pour le salut de la France. »

(1) Villeneuve-d'Ingré (Loiret), 282 hab., canton d'Orléans.

(2) Le combat de Villepion ou de Terminiers (Eure-et-Loir) fut livré le 1er décembre 1870.

CHAPITRE II

SOMMAIRE

Le général d'Aurelle et Gambetta. — De la science militaire. — Maximes de Végèce. — Le général Chanzy. — Son voyage en Terre-Sainte. — Souvenir de Pie IX. — Recommandation du maréchal de Mac-Mahon. — Chanzy, commandant de corps d'armée, d'éputé, sénateur. — Le général prisonnier de la Commune. — Le général Chanzy à la Chambre et au Sénat. — Ambassadeur en Russie. — Le général devant l'enquête parlementaire, dans sa vie privée. — Le général d'Aurelle après Coulmiers. — Lettre de M. de Freycinet. — Destitution du général d'Aurelle. — Le général Chanzy nommé au commandement de la 2e armée de la Loire. — Une ambulance après la bataille de Loigny. — Récit du capitaine blessé. — Récit du notaire : prêtre et soldat. — Le général Chanzy à Beaugency. — Retraites successives. — Opinion d'un officier prussien. — L'émissaire du général Trochu. — Bataille du Mans. — Retraite sur Laval. — L'armistice met fin aux efforts de la 2e armée de la Loire. — Un mot sur le patriotisme.

I

Après que d'Aurelle eut repris Orléans, il se fortifia, repoussant l'idée de marcher sur Paris.

Il prévoyait une attaque de l'armée allemande réunie.

Le général en chef avait confiance dans ses troupes. Il les connaissait bien pour les avoir vues à l'œuvre. Elles étaient pleines de courage. Mais il ne pouvait se faire illusion au point de leur croire l'aplomb et la solidité des vieux bataillons.

Il travaillait donc avec une prodigieuse activité à rendre son armée plus forte en l'instruisant.

« Cependant rien ne semblait marcher au gré de

M. Gambetta ; dans sa fiévreuse impatience, il s'enivrait de bruit et de mouvement. Il fallait chaque jour au tribun un occasion de proclamations ardentes et enthousiastes, où il promettait au peuple la victoire et la délivrance de la patrie ; à la nouvelle d'un revers souvent causé par l'imprudence de ses conseillers, il lançait l'anathème sur le général malheureux : c'était un traître, un homme vendu ! Par ces accusations injustes, odieuses, le dictateur exposait aux fureurs d'une population en délire celui qui n'avait d'autre tort que de ne pas réaliser ses prophétiques inspirations.

« Excité par ces déclamations, le peuple ne voyait que trahison partout, et suspectait le dévouement de ses vieux généraux qui, en venant offrir leurs services, ne demandaient qu'à verser leur sang pour la patrie.

« Le ministre levait des soldats et produisait ainsi de l'effet sur le vulgaire. Il ne s'inquiétait pas de savoir si les armées rassemblées à la hâte étaient prêtes à combattre, si elles étaient équipées, vêtues ; si elles étaient pourvues d'armes en bon état et de munitions assorties.

« Les effectifs des corps étaient exagérés, car jamais ni lui ni son délégué n'ont su se rendre compte d'une situation.

« Le dictateur trompait par tous les moyens cette malheureuse nation ; elle lui livrait généreusement ses enfants et son or (1). »

Vieux capitaine, ayant l'expérience de la guerre, le général passait une grande partie de son temps à répondre aux lettres de M. de Freycinet qui l'accablait d'ordres souvent contradictoires.

« M. de Freycinet, simple ingénieur, nommé tout à coup par la volonté puissante de M. Gambetta chef d'état-major-général du ministre de la guerre, devait,

(1) *La première armée de la Loire*, par le général d'Aurelle de Paladines.

nécessairement, malgré sa modestie, se croire le de Moltke des armées françaises.

« N'y avait-il pas, en effet, entre le délégué de la guerre et le major-général des armées allemandes quelques points de ressemblance ? Ils travaillaient l'un et l'autre sur des cartes, et dirigeaient, de leur cabinet, les opérations stratégiques les plus savantes (1). »

Jamais rien d'aussi insensé ne s'était vu en notre pays de France : la guerre à mort était notre dernier espoir, notre suprême espérance, et le sort de cette guerre était abandonné à un avocat et à un ingénieur, secondés par un jeune Polonais !

M. Gambetta, devenu avocat après ses études de droit; M. de Freycinet, homme laborieux, instruit, esprit au-dessus de l'ordinaire, pensaient donc qu'il n'existait ni art de la guerre, ni science militaire ?

Alors pourquoi ces écoles spéciales destinées à former des officiers ? Pourquoi tous ces livres écrits par Turenne, par le grand Frédéric, par Napoléon Ier, pour établir, autant que possible, les principes et les règles de la guerre ? Pourquoi la Prusse se livre-t-elle, pendant plus de soixante ans, depuis Iéna, aux méditations, aux calculs, aux travaux les plus élevés et les plus profonds ? N'avions-nous pas nous-mêmes étudié, afin de nous mettre en état de lutter contre les Russes à Sébastopol et les Autrichiens en Italie ?

Pour que nos vaillantes armées eussent été vaincues à Frœschwiller, à Forbach, à Sedan, après avoir été victorieuses en Crimée, à Magenta, à Solférino, ne fallait-il pas que la Prusse eût une puissance inconnue jusqu'alors ? A cette puissance que va-t-on opposer ? Les soudaines illuminations d'un jeune orateur et d'un ingénieur des mines ? Nos descendants refuseront de croire à une telle démence !

(1) *La première armée de la Loire*, par le général d'Aurelle.

Dans toutes les professions, dans tous les arts, dans toutes les sciences, l'homme est condamné à une étude pratique. L'avocat débutant perd des causes ; le médecin se trompe sur les symptômes d'une maladie ; l'architecte entreprend des constructions sans bases solides ; l'ingénieur se laisse égarer par de faux calculs ; le littérateur s'abandonne à de fausses inspirations ; le savant lui-même tombe dans l'erreur, en ajoutant foi aux expériences trompeuses de ses prédécesseurs. Cet apprentissage est payé par la perte de quelques richesses. Le travail opiniâtre, pratique, joint à l'intelligence, conduit seul pas à pas l'homme à la connaissance presque parfaite de son métier ou de son art.

L'homme de guerre est placé dans des conditions bien autrement sévères. Ses essais se font avec le sang ; ses erreurs coûtent la vie à ses semblables. Dans l'espace de quelques minutes, au milieu des émotions de la bataille, il doit prendre un parti, ordonner un mouvement qui condamne à mort des centaines ou des milliers d'hommes. Une fausse manœuvre, une entreprise inutile font couler des torrents de sang. Il faut donc être au milieu des combattants pour juger quels mouvements tactiques seront les moins funestes.

Turenne, si avare du sang de ses soldats, disait souvent : « Ce poste à enlever nous coûterait plus qu'il ne vaut. »

Ce n'est pas un préjugé qui, dans l'estime des sociétés humaines, a placé l'art de la guerre au-dessus de tous les autres. Après avoir médité les opérations stratégiques, étudié les configurations du terrain, pesé froidement ses forces comparées à celles de l'ennemi, cherché à deviner les projets de celui qui combat, le général se trouve en présence de l'adversaire. Alors commence pour lui une terrible épreuve, qu'on nomme la *responsabilité*.

Ces hommes qui couvrent la plaine et dont les rangs se perdent au loin, il va les envoyer à la mort ; sur sa tête

reposent l'honneur des armes et le salut de sa patrie : son cœur bat à la pensée qu'il va écrire une page d'histoire pour la postérité. César, Turenne, Frédéric II, Napoléon Ier n'étaient jamais entièrement assurés de la victoire, parce que mille causes cachées, mille accidents imprévus pouvaient déjouer leurs calculs.

Il faut attendre la mort d'un homme pour le proclamer grand général. Napoléon disait : « Ce qu'on nomme inspiration sur le champ de bataille n'est qu'un calcul très rapidement fait ou bien un souvenir précieux. » Tout mouvement tactique peut être la conséquence d'une inspiration, mais aucun chef d'armée n'a été inspiré pendant toute une campagne.

Le vulgaire se complaît à croire qu'on improvise un général comme un orateur. Rien n'est plus faux. Si la première République a mis en vue quelques capitaines heureux, deux seulement méritent le titre de grands généraux : Desaix et Kléber. Celui-ci, ancien officier des armées autrichiennes, celui-là studieux élève d'une école militaire.

Ceux qui connaissent l'histoire savent ce qu'il faut penser des inspirations de Condé, des éclairs du général Hoche, et des talents de Marceau, général à vingt-deux ans.

Si MM. Gambetta et de Freycinet avaient, pendant un seul jour, mesuré à quelle hauteur doit être placé un général, ils auraient reculé pleins d'épouvante.

Combien d'hommes, dans leur ignorance, n'ont-ils pas fait périr pour réaliser de folles entreprises ? Combien de chances de victoire n'ont-ils pas laissé échapper ?

La France affolée assistait à ces sacrifices humains ; on lui demandait ses enfants, et elle les envoyait jusqu'au dernier.

Femmes qui portez encore vos vêtements de deuil, vieillards qui pleurez vos enfants, n'oubliez jamais à quelles mains vous les aviez confiés !

On peut apprendre la guerre de deux façons : la première, en la faisant; la seconde, en l'étudiant. Machiavel, Végèce en savaient beaucoup par un long travail, et moins cependant qu'un général expérimenté.

MM. Gambetta et de Freycinet étaient-ils en état de diriger les généraux d'Aurelle, des Pallières, Chanzy et leurs compagnons d'armes? Si on l'admet, il faut renoncer à tout jamais aux études historiques. Déchirons sans pitié les vieux enseignements d'Hérodote, de Thucydide, de Xénophon, d'Elien, d'Arrien sur la phalange grecque. Oublions la retraite des Dix-Mille qui avaient combattu au cœur de l'Asie avec le jeune Cyrus. Cependant cette époque, qui dure plusieurs siècles, présente surtout la puissance des calculs de formation et tout ce que la science peut offrir de moyens de résistance, quand elle est secondée par le courage.

Il faut encore ignorer les grands enseignements de la milice romaine. C'est là cependant qu'on apprenait la puissance de la mobilité dans l'art d'attaquer et de vaincre; c'est là qu'on étudiait surtout l'art, plus essentiel que tous les autres, de recevoir du malheur et de la défaite le moindre dommage possible ; de se relever des plus grands désastres; de ne jamais désespérer du salut de la patrie, et de mourir pour elle. C'est ce sentiment, c'est cette science qui ont rendu les Romains maîtres de l'univers par la guerre.

Certes, si MM. Gambetta et de Freycinet avaient étudié l'art de la guerre, ils auraient su par Tite-Live, Florus, Salluste, et surtout Polybe, que l'instruction militaire est indispensable et vaut cent fois mieux que l'enthousiasme.

Ils eussent appris de Végèce les causes de la décadence de l'armée romaine, et leur surprise eût été grande, en voyant que la décadence moderne a les mêmes causes.

Mais ni M. Gambetta ni son délégué ne soupçonnaient que la guerre fût une science. Ils s'étonnaient de leurs constantes défaites, comme ceux que battait Napoléon Ier à force de science.

Après la bataille d'Austerlitz, et dans les premiers moments de la trêve qui la suivit, un aide de camp de Napoléon, le général Savary, étant allé de sa part trouver l'empereur Alexandre Ier, ce dernier s'exprima à peu près en ces termes dans le courant de la conversation :

— Comment avez-vous fait? Vous nous étiez inférieurs en nombre, et sur tous les points où l'on s'est battu vous vous êtes trouvés en force supérieure.

— Sire, répondit le général français, *c'est l'art de la guerre.*

Il était impossible de mieux dire en moins de mots. En effet, là est tout l'art, toute la science de la guerre.

Mais il règne un préjugé dans la moderne société française : c'est que l'étude est inutile à l'homme de guerre. Aussi M. Gambetta se crut-il capable de commander nos armées. S'il avait ouvert un livre de science militaire, même des plus anciens (1), son étonnement eût été grand d'y voir des maximes applicables de nos jours. Ainsi Végèce lui aurait appris des vérités du genre de celles-ci :

« Plus vous aurez exercé et discipliné le soldat dans ses quartiers, moins vous éprouverez le mauvais succès à la guerre. »

« Savoir saisir les occasions est un art encore plus utile à la guerre que la valeur. »

« Fortifiez vos postes après une bataille, plutôt que de disperser votre armée. »

(1) Un jeune écrivain, M. Marcel Poullin, rédacteur de la *France militaire*, a écrit un remarquable opuscule : *L'Education et la discipline militaire chez les anciens.* — Paris, Charles Lavauzelle, éditeur.

« Celui qui juge sainement de ses forces et de celles de l'ennemi, est rarement battu. »

« La valeur l'emporte sur le nombre, mais une position avantageuse l'emporte souvent sur la valeur. »

« La nature produit peu d'hommes courageux par eux-mêmes. L'art en forme un plus grand nombre. »

« Négliger le soin des subsistances, c'est s'exposer à être vaincu sans combattre. »

« Délibérez avec plusieurs sur ce qu'en général il pourrait convenir de faire ; décidez avec un très petit nombre ou même tout seul, sur ce que vous devez faire dans chaque cas particulier. »

« Les grands généraux ne livrent jamais bataille, s'ils n'y sont engagés par une occasion favorable, ou par la nécessité. Il y a plus de science à réduire l'ennemi par la fatigue que par le fer. »

Cette dernière maxime notamment aurait fait comprendre au dictateur et à son délégué à la guerre, qu'il eût été préférable de ne pas demander chaque jour une grande bataille.

Quel que soit l'avenir réservé à notre patrie, n'oublions pas les terribles leçons du passé. Ne confions jamais le sort de nos armées à des hommes étrangers au métier de la guerre. Nul ne pourrait affirmer que les généraux eussent sauvé le pays, mais il n'est point douteux que l'intervention de MM. Gambetta et de Freycinet, dans les choses militaires, a rendu le salut impossible.

Un homme qui n'a jamais vécu avec le soldat ne connaît ni son caractère, ni ses mœurs, ni ses forces, ni ses faiblesses. — Un homme qui n'a jamais entendu siffler une balle, ni posé le pied sur un champ de bataille, est incapable d'organiser des armées, de combiner les mouvements stratégiques et de lutter contre des généraux ennemis ! Que la parole de M. Gambetta ait exalté le courage d'une bourgeoisie épouvantée, que M. de Frey-

cinet ait amélioré les bureaux de la guerre, nous n'y contredisons pas. Mais la patrie vaincue ne saurait leur pardonner d'avoir usurpé le commandement des troupes et conduit nos soldats aux défaites !

Ces pauvres soldats sans instruction militaire, mal vêtus, mal nourris, ont souffert sans se plaindre. Le froid, la faim, les obus, les misères de toutes sortes les ont décimés. Privés de leurs chefs, nous les avons vus marcher toujours et tomber d'épuisement sur les chemins.

Que la patrie leur soit reconnaissante !

II

Au commencement de l'année 1870, le nom du général Chanzy n'était connu que du monde militaire. Il servait depuis de longues années en Afrique, lorsque l'armée du Rhin combattait à Frœschwiller, à Forbach, à Metz et à Sedan.

Quelques mois plus tard, l'Europe entière avait les yeux sur lui.

Nous devons rappeler quelle fut la vie de cet homme, dont le nom, désormais célèbre, appartient à la postérité.

Antoine-Eugène-Alfred Chanzy était né à Nouart, le 18 mars 1823. Son grand-père, modeste cultivateur, eut pour fils Bertrand Chanzy, d'abord simple soldat sous le premier Empire, puis officier (1) et chevalier de la Légion d'honneur. Rentré dans ses foyers il fut, sous le règne de Louis XVIII, nommé receveur des contributions directes à Nouart, dans les Ardennes.

Celui qui devait illustrer la famille, après ses études

(1) Bertrand Chanzy, le père du général, s'engagea au 3e régiment de cuirassiers, en 1807. Sous-lieutenant, le 12 mai 1813. Blessé quatre fois dans les campagnes de 1809, 1812, 1813, 1814. Rentré dans ses foyers, en traitement de réforme, le 26 juin 1816.

au collège de Sainte-Menehould puis au collège royal de Metz, s'engagea dans la marine, en qualité de mousse, à l'âge de seize ans. Chanzy fit, comme novice-timonier, la croisière d'Orient, de 1839 à 1840, dans l'escadre du contre-amiral Lalande ; mais la vie qu'il menait sur le *Neptune* lui parut bientôt privée de charmes.

Il avait rêvé des aventures et n'avait rencontré que la monotonie.

Injurié par les matelots, tourmenté par le mal de mer, il vit la poésie maritime s'évanouir, et il revint à terre le 10 décembre 1840. Quelques mois après, le 3 mai 1841, il s'engageait au 5e régiment d'artillerie, en garnison à Metz. Le canonnier redevint écolier. Tout en faisant son métier de soldat, Chanzy suivait les cours du lycée, travaillant le jour et la nuit. Il réparait les heures perdues sur le *Neptune*. Après un labeur opiniâtre, il fut admis à Saint-Cyr, le 4 octobre 1841.

En arrivant à l'Ecole militaire, il eut pour camarades Doineau, Bataille, Brincourt, Brissy, Derroja, de Jouffroy.

Le jeune Chanzy fut nommé sous-lieutenant de zouaves, le 1er octobre 1843. Son colonel était Cavaignac. Pendant seize années il combat en Algérie. Il avait été cité à l'ordre de l'armée sans obtenir d'avancement. Fait lieutenant en 1848, au 43e de ligne, sa réputation est telle, que le gouverneur-général Charon le choisit pour officier d'ordonnance. En 1852, il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur, après douze ans de services de guerre et dix campagnes. Nous citons ces dates, parce qu'elles peuvent offrir quelques consolations à ceux qui se plaignent de la lenteur des avancements.

Chanzy obtint le grade de capitaine dans la légion étrangère, en 1851. Chef du bureau arabe de Tlemcen, il devenait officier supérieur en 1856. C'est en qualité de chef de bataillon au 23e de ligne qu'il fit la campagne d'Italie, et assista aux batailles de Magenta et de Solférino.

L'expédition de Syrie suivit de près la guerre d'Italie (1859). Il fallait châtier les Druses et protéger les chrétiens. Chanzy venait d'être nommé lieutenant-colonel du 71e. « C'est en Syrie, écrivait un grand prélat, que je vis Chanzy pour la première fois ; je me rappelle son ardeur à prendre la défense des chrétiens qui n'espéraient plus que dans l'épée de la France ; Chanzy était dans tout l'éclat de la force et de la vie, déjà également remarquable par sa bravoure, par sa distinction, par sa finesse et plus encore par sa bienveillance et sa bonté (1). »

Le nouveau lieutenant-colonel remplit à Damas une mission diplomatique auprès de Fuad-Pacha. Sa connaissance du caractère des Orientaux, sa facilité à parler la langue arabe, son habileté pour ne pas dire sa finesse, le rendirent indispensable au général de Beaufort, chef de l'expédition.

Il y eut des marches pénibles pendant cette campagne de Syrie : l'adversaire fuyait toujours.

L'hiver permit les excursions. Chanzy visita Sour, la Tyr antique, Saint-Jean-d'Acre, le monastère du Carmel, Nazareth, où il vit, au-dessus d'une cellule du couvent, cette inscription française : *Cellule honorée de la demeure du général Bonaparte en* 1799.

Après avoir visité nombre de ruines historiques, la caravane que conduisait le colonel Chanzy arriva près de Jérusalem. On coucha à Jéricho, sans retrouver les traces des murailles écroulées jadis au son des trompettes de Josué ; et malgré une pluie persistante, on vint déjeuner sur les bords du Jourdain, au pied des saules et des tamaris.

Le 22 décembre, Chanzy et ses compagnons arrivaient à Jérusalem. Un religieux du couvent des Franciscains

(1) Mgr Lavigerie.

les conduisit au Saint-Sépulcre. Ils parcoururent la vallée de Josaphat, gravirent la montagne de l'Ascension, descendirent au village de Béthanie et firent une halte au tombeau de Lazare.

Une messe fut dite à l'intention de Chanzy et de ses compagnons sur le Calvaire. Au sortir de la mosquée d'Omar qu'ils purent visiter, bien que les princes seuls y soient admis, ils coururent à cheval vers Bethléem pour y être présents la nuit de Noël.

Au Saint-Sépulcre, Chanzy fit bénir son épée et sa décoration. En parcourant les alentours de la ville, les officiers qui accompagnaient le colonel virent les lieux où avaient campé les Romains de Titus et les Croisés de Tancrède.

Chanzy, qui avait combattu en Afrique et en Italie, comprenait mieux qu'un touriste la grandeur de ce qu'il voyait.

Au retour il accompagna le général de Beaufort qui voulait revoir l'Egypte avant de rentrer en France. Ils visitaient Alexandrie, les Pyramides et le Caire, enfin ils s'arrêtaient à Malte que les chevaliers ont illustrée.

Le 71e de ligne, dont Chanzy était le lieutenant-colonel, faisait alors partie de la garnison de Rome. Il rejoignit son corps, et demeura trois ans dans les Etats pontificaux.

Le cardinal Lavigerie a raconté un trait de la vie de Chanzy qu'il faut rappeler (1). Au moment de son départ de la Ville éternelle, le 24 mai 1864, le colonel présenta sa femme et sa fille au pape Pie IX. Le Saint-Père caressa l'enfant et lui donna sa plume comme souvenir : « Vous vous marierez un jour, dit Pie IX, prenez cette plume, elle servira à signer votre acte de mariage, et la bénédiction du vieux Pontife vous accompagnera pour vous porter bonheur. »

(1) Lettre du 10 janvier 1883.

La plume donnée avec tant de bienveillance par le grand Pape a servi en effet à signer l'acte de mariage de Mlle Gabrielle Chanzy.

Nommé en 1864 colonel du 48e régiment, Chanzy revint en Afrique. Le 14 décembre 1868, il fut promu au grade de général de brigade, à l'âge de quarante-cinq ans. Il est vrai que le maréchal de Mac-Mahon lui avait donné cette note en le proposant : « Officier des plus distingués, sous tous les rapports ; très intelligent ; rectitude de jugement hors ligne ; vigoureux, énergique, brave à l'ennemi, appelé au plus grand avenir. » Déjà le maréchal Pélissier avait dit de Chanzy : « Officier à faire avancer rapidement, dans l'intérêt même de l'armée. »

Avant la guerre de France, le général avait fait, sous les ordres de Wimpfen, la belle expédition de l'Oued-Guir.

Après la capitulation de Sedan, le maréchal de Mac-Mahon, prisonnier en Allemagne, écrivit à Gambetta pour recommander Chanzy comme un des généraux les plus capables de mener à l'ennemi la nouvelle armée (1).

Quoi qu'il en soit, Chanzy avait sollicité, dès le début des hostilités contre la Prusse, l'honneur de faire partie de l'armée du Rhin ; mais le ministre de la guerre de l'Empire jugeant sa présence utile en Algérie, sa demande ne fut pas agréée. Il dut continuer son commandement de la subdivision de Tlemcen. Au mois d'octobre 1870, il fut appelé par le nouveau gouvernement qui le chargea d'organiser une division du 16e corps. Le général arriva à Poitiers le 15 octobre, et fut nommé commandant d'une division mixte qui devint la 1re division du 16e corps. Promu général de division le 20 octobre, après vingt mois

(1) Dans un ouvrage sur le général Chanzy, par M. Arthur Chuquet, on lit : « Le maréchal de Mac-Mahon, consulté par nous au sujet de cette recommandation, a bien voulu nous répondre : « J'ai, en effet, écrit à M. Gambetta, alors ministre de la guerre, pour lui recommander le général Chanzy, comme un des généraux les plus capables de l'armée, mais je ne me rappelle pas au juste les termes dont je me suis servi. »

du grade de général de brigade, il eut, le 2 novembre, le commandement du 16e corps, en remplacement du général Pourcet (1).

Nous nous bornons ici à reproduire à grands traits les principaux événements de la vie de Chanzy. Nous parlerons plus loin de sa campagne contre les armées prussiennes. Le général en a fait lui-même le récit dans un ouvrage publié en 1871 (2). C'est une œuvre exacte et impartiale, que le grand Etat-major de Berlin cite souvent comme une des sources les plus véridiques.

Chanzy rend pleinement justice aux remarquables efforts du général d'Aurelle ; il reconnaît ses hautes capacités et l'énergique volonté du brave et vaillant capitaine. L'héroïque opiniâtreté de Chanzy pendant les tristes jours de l'invasion méritait la reconnaissance du pays. Il devint député, sénateur, gouverneur général de l'Algérie, ambassadeur en Russie. Et lorsqu'une mort soudaine, imprévue, l'eut enlevé à la France, une émotion douloureuse s'empara du peuple et de l'armée. Trois statues furent élevées par souscription publique à l'illustre général : à Nouart, où il était né ; à Buzancy, où s'écoulèrent les loisirs de ses dernières années ; au Mans, où il livra sa suprême bataille. Puissent ces monuments rappeler aux Français comment on doit défendre sa patrie !

La Commune grondait au moment des préliminaires de la paix avec la Prusse. Bientôt elle éclatait, et la guerre civile succédait à la guerre étrangère.

(1) Le général Pourcet était en Algérie, lors de la déclaration de guerre. Rappelé en France dans les premiers jours d'octobre 1870, il fut chargé d'organiser le 15e corps d'armée de la Loire. Après la capitulation de Metz et la proclamation dont Gambetta la fit suivre, le général se retira, non sans blâmer les termes de ce manifeste. Il reprit, vers la fin de la guerre, le commandement de son corps, qui tira les derniers coups de fusil.

(2) *La deuxième armée de la Loire.* C'est une œuvre tout à fait technique et qui se divise en six livres : *Orléans, Josne, Vendôme, le Mans, Laval, Poitiers.*

Chanzy fut indigné de cette « insurrection néfaste, qui mettait le comble aux malheurs de la France. » Il flétrit à la tribune de l'Assemblée nationale, avec l'énergie d'un brûlant patriotisme, cette « révolte insensée et infâme de quelques misérables que la France renie, que la société rejette et que la justice doit atteindre. La Commune est notre plus grande honte (1). »

III

Le vendredi, 18 mars 1871, à cinq heures du soir, un train venant de Bordeaux se dirigeait sur Versailles et entrait dans la gare du chemin de fer d'Orléans, à Paris. Chanzy et M. Turquet, député de l'Aisne, étaient au nombre des voyageurs. Le général n'ayant nullement l'intention de se cacher, était en tenue de campagne, la plaque de la Légion d'honneur sur la poitrine. Mais l'arrivée de Chanzy avait été signalée aux insurgés. A peine le train était-il arrêté, que des gardes nationaux armés envahirent le wagon-salon que M. Turquet occupait avec sa famille.

— Où est Chanzy ? demanda insolemment un garde national.

— Il n'est pas ici, répondit M. Turquet.

— Vous nous trompez, il est là, vous êtes son aide de camp.

Malgré les protestations de M. Turquet, le wagon fut fouillé dans les coins et recoins, à coups de crosse et de baïonnette.

Toutes les voitures du train furent successivement visitées, et les furieux trouvèrent le général Chanzy dans la dernière.

— Au nom de la loi, je vous arrête, dit un fédéré.

(1) Discours du 16 mai 1871, et du 8 mai 1872

— Au nom de quelle loi? demanda Chanzy.

— Au nom du comité de la garde nationale.

— Je m'incline devant la force, répondit le général.

Il descendit et fut entraîné brutalement. M. Turquet, qui assistait à la scène, s'approcha, fit connaître sa qualité de député et demanda l'autorisation d'accompagner le général Chanzy. Celui-ci refusait d'associer M. Turquet à ses périls; mais le député de l'Aisne insista : « Acceptez, dit-il, vous pouvez être en danger de mort, un représentant de l'Assemblée nationale ne doit pas vous abandonner. On n'osera peut-être pas tuer deux représentants à la fois. »

Tous deux furent conduits à la mairie du XIII[e] arrondissement. La foule s'amassait, prenant Chanzy pour le général Ducrot, et criant : *A mort Ducrot. A mort le traître!*

Chanzy et M. Turquet montèrent au premier étage de la mairie. Ils y trouvèrent Léo Meillet, maire de l'arrondissement, le futur membre de la Commune. Ce fut Meillet qui empêcha leur massacre, et ceux-ci le sauvèrent à leur tour après la répression de la révolte.

Au moment même où le général et son compagnon arrivaient à la mairie, le sieur Duval, qu'on nommait le *général* Duval, entrait de son côté. Cet ouvrier fondeur, que le comité central avait créé délégué militaire à la préfecture de police, s'adressa à Chanzy : « Citoyen général, dit-il, au nom des lois de la guerre, je vous fais mon prisonnier.

— Je suis à vos ordres, répondit Chanzy.

M. Turquet, prenant la parole, déclara qu'il ne quitterait pas Chanzy.

— Qu'à cela ne tienne! fit Duval, je vous fais aussi mon prisonnier; mais qui êtes-vous?

— Je suis M. Turquet, député de l'Aisne.

— Alors je ne peux pas vous arrêter.

— Mais, je veux être arrêté.

— Je vous arrêterai donc, puisque vous le voulez, non comme député, mais comme aide de camp du général. Vous êtes militaire, car vous portez le ruban de la Légion d'honneur.

M. Turquet, engagé pour le temps de la guerre dans les Eclaireurs de la Seine, avait été blessé trois fois, cité à l'ordre du jour de l'armée et décoré de la Légion d'honneur, après le combat de la Malmaison.

Répliquant à Duval, M. Turquet ajouta : « Oui, je suis décoré, mais non pas aide de camp. Si vous voulez m'arrêter comme militaire, que ce soit comme sergent-major. »

L'ordre d'écrou fut ainsi libellé : « Le citoyen Gourdin, chef de la maison militaire du 9e secteur, écrouera le citoyen général Chanzy, et le sergent qui l'accompagne. »

Léo Meillet conduisit Chanzy et M. Turquet, non pas à la prison du secteur qui n'avait ni murailles, ni grilles, mais dans son propre appartement. Installés au salon, les deux prisonniers furent gardés par cinq officiers de la garde nationale. La foule s'était assemblée autour de la maison, composée de cette vile populace, ivre, lâche, cruelle, qui dominait partout à cette heure sinistre. Un quart d'heure s'était à peine écoulé, que cette tourbe demandait à grands cris que le général Chanzy et son aide de camp fussent jetés par la fenêtre. Alors quelques fédérés se précipitèrent furieux dans les escaliers, cherchant à pénétrer jusqu'aux prisonniers. Léo Meillet déclara qu'il répondait de leur vie et ne laisserait pas violer son domicile. Bientôt les gardes nationaux revinrent en très grand nombre, et Meillet pensa qu'il fallait donner une légère satisfaction à cette foule stupide. A cette fin il plaça deux factionnaires de la garde nationale sur lesquels il pouvait compter, près de la fenêtre du salon qui resta ouverte afin que le peuple souverain

pût voir et surveiller de la rue les prisonniers. Une multitude de curieux, vomissant les injures et les menaces, se ruèrent près de la croisée, traitant Chanzy et son brave compagnon de traîtres et de capitulards.

Enfin, comme il leur fallait des victimes, les fédérés tentèrent pour la troisième fois d'enlever les prisonniers en escaladant portes et fenêtres. On criait : « Il faut les coller au mur et les fusiller de suite. »

Léo Meillet, le pistolet au poing, quelques officiers de la garde nationale, le sabre en main, défendirent l'entrée de l'appartement. Alors Chanzy dit à Meillet : « Je puis sacrifier ma vie, je l'abandonne à ce peuple, s'il la veut, mais je tiens à sauver la vôtre. »

Meillet se résigna à conduire les deux prisonniers à la geôle du 9e secteur, sous une escorte de braves gens. Ils furent assez doucement traités pendant deux jours, et les gardes nationaux de faction présentaient les armes au général Chanzy lorsqu'il passait devant eux. Mais, après ces deux jours de tranquillité relative, la foule s'amassa de nouveau tumultueuse, menaçante, devant la prison du secteur. Meillet craignit pour la vie du général et donna l'ordre de le transférer à la prison de la Santé pour le mieux protéger.

M. Turquet mis en liberté n'avait abandonné Chanzy que pour tâcher de le sauver. Le député de l'Aisne échappait à la populace comme député inviolable, et Chanzy, député aussi, et de plus général, ne jouissait pas du même privilège. En vérité la foule est cruelle, mais n'est-elle pas encore plus insensée ?

Léo Meillet conduisit lui-même M. Turquet à la gare Saint-Lazare et l'accompagna jusqu'à Versailles.

Comment le président de l'Assemblée nationale, qui était alors M. Grévy, ne fit-il pas, au nom de la patrie, une démarche solennelle, éclatante, pour conserver la vie du plus illustre de ses collègues ?

Au moment où le général Chanzy quittait la prison du 9e secteur, pour être transféré à la Santé, arrivaient de nouveaux prisonniers, arrêtés comme lui à la gare du chemin de fer d'Orléans. C'étaient le général de Langourian, MM. de Chazelles, capitaine au 5e lanciers, et Gaudin de Villaine, lieutenant au 75e de marche. Meillet les fit monter dans la voiture amenée pour le transport de Chanzy. Mais une foule hideuse, composée d'étrangers, de fédérés, de femmes, d'enfants, de gardes nationaux, se précipita sur le véhicule, détela le cheval, et, saisissant les prisonniers, les jeta à terre, arrachant leurs vêtements, et les frappant ; les deux généraux parvinrent à se relever tout sanglants ; les officiers, accablés de coups de crosse, de coups de pieds, sont traînés dans la rue : « Il faut les fusiller », hurle-t-on de toutes parts. Léo Meillet domine le tumulte et fait entendre ces paroles : « Eh bien, fusillez le général Chanzy, mais que le premier qui l'ose, s'avance, je l'attends. » En même temps il s'est placé devant le prisonnier et promène autour de lui un revolver chargé de six balles.

Les bandits reculent épouvantés. Des gardes nationaux honnêtes profitent de ce moment d'hésitation pour entraîner les prisonniers dans la rue de la Santé, qui heureusement était proche.

Mais, ne voyant plus le revolver, la populace se porte furieuse sur les pas des captifs et de leur escorte. Cette multitude abominable pousse des cris de haine aveugle : « A mort les traîtres ! à mort les vendus ! à mort les capitulards ! »

Léo Meillet s'arrête ainsi que son adjoint Combes et le commandant du 101e bataillon, le corroyeur Sérizier. Ils parlent à ces misérables et leur disent : « Mais celui que vous voulez fusiller est le plus glorieux général de la France, c'est Chanzy. » — « Tant mieux ! et mort à Chanzy ! » répond la multitude. Et elle fait un suprême

effort pour s'emparer du général, et « les frénétiques insultent et frappent lâchement Chanzy, qui demeure impassible sous les outrages et sous les coups (1). »

Lorsque le général parvient à la grille de la prison nu-tête, le visage ensanglanté, son uniforme déchiré et souillé de boue, ses épaulettes et sa croix arrachées, il n'est plus reconnaissable. Quelques pas de plus, et il était mort. A la porte d'entrée on se précipite encore sur lui, on le terrasse de nouveau et il va être foulé aux pieds de ces forcenés, lorsque le gardien-concierge Villemain le relève rapidement, et tout en parant un coup de crosse, le jette dans l'intérieur de sa loge. « Il faut pardonner à ces malheureux, disait Chanzy, ils ne savent ce qu'ils font. »

Cependant la multitude force la porte, se répand dans la prison, inonde la cour, le rond-point, le greffe, les guichets. Mais elle s'arrête devant les surveillants qui se sont groupés, armés de grosses clefs, autour des officiers, et leur font un rempart de leurs corps. Le directeur de la prison, M. Lefébure, est accouru. Il demande l'ordre d'incarcération ; on lui remet quatre feuilles de papier ; celui qui concernait le général Chanzy était ainsi conçu ;

« Ordre au directeur de la prison de la Santé de recevoir en dépôt le général Chanzy, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. Ce directeur répond sur sa tête de la garde des prisonniers. — Pour E. Duval : Cazot. »

M. Lefébure devina qu'il fallait sauver Chanzy, et fit un signe au brigadier Adam ; les gardiens s'emparent brusquement du général et de ses compagnons, et les poussent vers la porte d'entrée des galeries cellulaires ; la porte se referme immédiatement. Mais vainement

(1) Voir Arthur Chuquet, — Claretie, — Maxime du Camp, Sarrazin et les principales publications de l'époque.

Sérizier, sur les instances de M. Lefébure, exhorta les fédérés à s'éloigner. Il ne put les empêcher de mettre des sentinelles à la porte des cellules.

IV

Les parents et les amis du général Chanzy faisaient, depuis son arrestation, d'actives et périlleuses démarches pour obtenir sa mise en liberté. On s'adressa vainement à Bergeret (1), et les aides de camp du général, MM. de Boisdeffre et Henry, eurent recours à Lullier, l'ancien lieutenant de vaisseau, nommé général en chef de la garde nationale. Celui-ci promit son concours, mais déjà le personnage était suspect à son parti.

Le Comité central, qui voulait attirer vers la Commune l'ingénieur civil Aronssohn et le capitaine d'état-major Crémer, ancien aide de camp du général Clinchant, les ménageait. Nommé général en chef après son évasion de Metz, Crémer avait pris une part importante à la campagne de l'Est, et la Commune lui destinait le commandement de son armée.

Crémer et Aronsshon promirent leur appui aux aides de camp du général Chanzy, et obtinrent un ordre d'élargissement signé de Lullier. En recevant cet ordre, le directeur de la Santé fit observer que les fédérés restés à la prison guettaient et voulaient leur proie. Le chef de bataillon de ces gardes nationaux déclarait que ses hommes regardaient Chanzy comme un capitulard et qu'ils fusilleraient le général dès qu'il sortirait. Il fallut intercéder auprès du *général* Duval, qui jouissait d'une grande influence, mais il déchira l'ordre signé par Lullier et refusa de mettre Chanzy en liberté.

(1) Bergeret était un des généraux improvisés de la Commune.

Enfin, on fit une démarche auprès de Raoul Rigault, le futur procureur de la Commune. Celui-ci fut inflexible.

Chanzy ne pouvait se promener dans le préau qu'entre deux fédérés qui ne le quittaient jamais. Il ne communiquait avec le dehors que par le vieux Beslay, membre de la Commune, et quelquefois par Crémer et l'avocat Sarrazin.

Enfin, le 25 mars, celui qu'on nommait le *général* Crémer, et qui se souvenait d'avoir été officier de l'armée régulière, obtint du comité central un ordre ainsi rédigé : « Le citoyen Duval mettra immédiatement le général Chanzy en liberté. » A minuit, Crémer, accompagné d'un membre du comité central, Babick, arrivait à la prison. Les fédérés du poste dormaient, et l'on n'eut garde de les réveiller.

Chanzy, ainsi que le général de Langourian et de Chazelles (1), revêtirent des habits bourgeois et, sous ce déguisement, sortirent de la prison. Mais les tribulations du général n'étaient pas terminées. Il avait à comparaître devant le comité central. Il monta le grand escalier de l'hôtel de ville à travers une cohue d'hommes et de femmes ivres. Entré dans la salle du comité, le général assista à l'une de ces séances sans nom dans les langues humaines, où des misérables se méprisant entre eux, s'adressaient les plus grossières injures. Le comité central confirma l'ordre de mise en liberté de Chanzy qui fut entraîné par Babick. Bien lui en avait pris, car, à peine était-il hors de la salle que le comité se repentit de sa clémence, et des fédérés coururent pour ramener le prisonnier. Il était trop tard. Babick, qui seul connaissait la retraite du général à Paris, s'empressa de le faire s'éloigner au plus vite. Chanzy partit à pied et arriva à Versailles de bonne heure, le jour même où s'installait définitivement la Commune.

(1) Gaudin de Villaine avait été mis en liberté le 21 mars, par la protection de Beslay.

Dans sa séance du 27 mars, l'Assemblée nationale, après les chaleureuses paroles de l'amiral Jauréguiberry, fit un accueil des plus sympathiques au général.

Si, au lieu de s'arrêter à Paris dans la gare d'Orléans, le 18 mars, l'illustre général était entré dans Berlin, une réception solennelle lui eût été faite. Le peuple prussien aurait acclamé ce soldat français qui n'avait jamais désespéré du salut de sa patrie.

Les révolutions ont cela de déplorable qu'elles rendent le peuple inconscient. S'il ne se trouvait, dans ces foules en délire, quelques bons citoyens courageux, dévoués au bien, le sang coulerait à torrents, l'incendie dévorerait les maisons et les monuments ; mais, presque toujours, à côté des fous furieux, se trouvent d'honnêtes gens qui, à force d'efforts, arrêtent les attentats prêts à se commettre.

Jamais, sur ses champs de bataille si nombreux, Chanzy n'avait vu la mort d'aussi près qu'au milieu de ces Français qui le prenaient tantôt pour le général Ducrot, tantôt pour le maréchal Bazaine.

Et les malheureux croyaient que le général Ducrot avait capitulé !

Soyez donc un illustre capitaine, un grand citoyen, un véritable homme de bien ; versez votre sang pour le pays ; consacrez votre vie au bien-être de vos soldats ; abandonnez votre famille pour aller au secours de la patrie ; dites adieu au repos et aux richesses ; travaillez nuit et jour, et une heure viendra peut-être où vos propres compatriotes, furieux, vous précipiteront à terre, arrachant vos vêtements, vous traînant dans la boue, et cherchant un pan de mur pour vous fusiller !

Le général Chanzy n'a pas été le seul à subir cette horrible agonie, à sentir sur son visage le souffle empoisonné des bandits, et dans sa chevelure les mains fangeuses des misérables, à voir son sang couler, non

sous le fer de la baïonnette, mais aux déchirures des ongles, aux morsures des couteaux, des clefs, des ciseaux, de tout ce que peut contenir la poche d'un vagabond.

Ces épaulettes, ces décorations rapportées de la guerre, on se les sent arrachées outrageusement ; on souffre mille morts.

Et cependant le cœur est sans colère. La pitié, le mépris dominent.

Le général Chanzy racontait froidement ces souvenirs lugubres ; mais la mort qu'il avait entrevue là n'était pas celle de ses rêves.

V

Quoique étranger à la politique, le général Chanzy fut nommé député des Ardennes. Tout d'abord il se fit une place à part dans l'Assemblée. Il prit une part active à la dissolution de la garde nationale et put rappeler les raisons données par Mirabeau, à la fin du siècle dernier. « Elle est trop nombreuse pour prendre un esprit de corps, trop unie aux citoyens pour oser jamais leur résister, trop forte pour laisser la moindre latitude au pouvoir exécutif, trop faible pour s'opposer à une insurrection, trop facile à corrompre individuellement pour n'être pas toujours un instrument prêt à servir les factieux. »

Dans la séance du 7 juin 1872, Chanzy soutint avec énergie les cinq ans de service militaire contre le général Trochu qui demandait trois ans seulement.

Au mois de mai précédent, il avait été nommé président du groupe du centre gauche. Il avait l'illusion de croire encore à la possibilité d'une république conservatrice.

Le 1er septembre 1872, le commandement du 7e corps d'armée à Tours lui était confié.

Le général Chanzy avait trop le sentiment de l'autorité pour conserver longtemps l'entière confiance des républicains ardents ; mais, d'un autre côté, son attitude, ses relations politiques excitaient une sorte de méfiance parmi les monarchistes, auxquels il appartenait.

Les partis politiques se le disputaient pour s'armer d'une forte épée, et lui se laissait bercer par de vagues espoirs qui prennent parfois le nom d'ambition.

A la réunion de la Chambre et du Sénat en congrès pour l'élection du président de la République (le 30 janvier 1879), ce furent les monarchistes qui mirent en avant le nom de Chanzy. Il obtint 99 voix.

Comme sénateur il se tint à l'écart de la politique. L'expérience lui avait enseigné que les grandes assemblées qui disposent du sort des peuples ont un esprit particulier, peu étendu, peu élevé, voisin de l'intrigue, et tout opposé à l'esprit militaire, généreux, franc et loyal, tout dévoué à la patrie. Dans les assemblées, Chanzy ne se sentait pas à l'aise. Entouré de pièges, loué jusqu'à la flatterie, critiqué jusqu'à la calomnie, surveillé jusqu'à la méfiance, il regrettait en silence la bonne camaraderie des camps.

Le 29 juillet 1882, le général parut cependant à la tribune du Sénat pour défendre la discipline militaire, menacée par une proposition insensée du major Labordère. Il protesta « avec indignation », et déclara que l'armée ne pouvait discuter les ordres qui lui étaient donnés, et qu'elle cesserait d'être l'armée dès qu'elle ne serait plus soumise à l'obéissance passive, à la discipline la plus rigide.

Le général Billot, ministre de la guerre, donna l'appui de sa parole au général Chanzy, et la proposition de Labordère fut repoussée. Chanzy ne devait plus parler dans une assemblée délibérante.

Il avait été nommé en juin 1873, à titre de *mission*

temporaire, gouverneur-général *civil* de l'Algérie. L'héritage des Bugeaud, des d'Aumale, des Cavaignac, des Changarnier, devenu une fonction *civile !* C'était mal comprendre le caractère guerrier de la race arabe.

Les députés de l'Algérie se considéraient comme les vrais gouverneurs. La presse locale se croyait tout permis, et le général Chanzy, voulant échapper à une odieuse domination, se vit forcé, le 20 mars 1874, de mettre la commune d'Alger en état de siège. La Chambre de commerce protesta et l'émotion fut grande dans la métropole. La Commission de permanence de l'Assemblée nationale discuta la légalité du décret, et M. Lucet, député de l'Algérie, accusa le gouverneur civil d'avoir violé la loi.

Le général Chanzy comprit enfin que le principe d'autorité n'existait plus, et que le gouvernement de la République sacrifierait toujours un fonctionnaire, quel qu'il fût, aux députés et à la presse menaçante.

La popularité de Chanzy fut détruite par cette mise en état de siège de la commune d'Alger. Les colons et leurs journaux demandèrent à grands cris un gouverneur vraiment *civil*, sans épée, en frac, et n'ayant rien de militaire.

Après six ans d'un gouvernement très riche en progrès, il dut se retirer.

L'ancien président du centre gauche fut accusé de royalisme.

« Enfin, disait le maire d'Alger, en recevant officiellement le successeur de Chanzy, M. Albert Grévy, enfin nous sommes en présence d'un chef républicain. Vous êtes républicain et vous voudrez qu'on le soit autour de vous. »

L'enthousiasme qu'inspirait la venue du premier gouverneur réellement civil ne fut pas de longue durée.

Le général Chanzy fut nommé ambassadeur en Russie,

le 18 février 1879, en remplacement du général Leflô, par M. Grévy, élu président de la République.

Lorsqu'il traversa Berlin pour se rendre à Saint-Pétersbourg, l'empereur d'Allemagne et M. de Bismarck exprimèrent le désir de le voir et lui firent l'accueil le plus flatteur.

En Russie, l'empereur Alexandre II reçut l'ambassadeur de France avec une grande distinction. La société de Saint-Pétersbourg le combla des attentions les plus délicates. Nous ne savons s'il fit aimer la République par la cour de Russie, mais certainement il fit estimer et respecter l'armée française.

Notre ambassadeur voulant connaître en détail l'empire des Tzars, visita les provinces méridionales et la région du Caucase. Naturellement il envisageait cet empire en militaire, et portait surtout son attention sur les choses de la guerre et sur l'organisation des troupes. Il assista aux grandes manœuvres de l'armée, et ne cacha pas son admiration pour l'officier et le soldat russes.

Il fut surtout frappé de leur amour pour l'Empereur, « leur petit père. »

Alexandre II portait une vive affection au général Chanzy. Il le nomma grand'croix de l'Ordre de Saint-Alexandre Newski : « Vous pouvez voir, disait l'archevêque de Reims aux funérailles de Chanzy, au milieu des insignes de l'honneur déposés aux pieds de ce cercueil, une décoration couverte de riches diamants et qu'il était heureux de faire briller sur son cœur, ici, il y a quelques mois, le jour de la confirmation de ses enfants. C'est la décoration que portait l'empereur Alexandre II et que son fils, Alexandre III, plaça de sa propre main sur la poitrine du général Chanzy, en disant : « Vous étiez le meilleur ami de mon père ; personne n'est plus digne que vous de la porter. »

Chanzy ne resta ambassadeur que trois ans. Il donna

sa démission lors de l'avènement de Gambetta au ministère ; il se refusait à servir la politique de l'ancien dictateur.

Il obtint le commandement du 6e corps qui forme, à la frontière de l'Est, l'avant-garde de l'armée française.

Châlons-sur-Marne était le siège de ce commandement; Chanzy y avait établi sa résidence. A l'occasion du 1er janvier 1883, sa famille se trouvait réunie auprès de lui.

Le vendredi suivant, 5 janvier, le général, dont l'état de santé était excellent, passa sa soirée à la préfecture et rentra vers minuit à son hôtel. Sa vieille domestique vint, comme de coutume, à sept heures du matin, dans son appartement. Quoique surprise de l'immobilité du général, elle s'éloigna sans bruit, le croyant endormi. Le valet de chambre arriva quelques instants après, il voulut réveiller son maître et l'appela à haute voix.

Le général était mort entre deux et trois heures du matin, d'un épanchement de sang au cerveau.

Il n'avait pas encore atteint sa soixantième année, et pouvait rendre de grands services à la France.

Le lendemain de cette mort, Paris assistait aux funérailles de Gambetta.

VI

Il est impossible de composer un ouvrage plus vrai que l'*Enquête parlementaire*. Chacun des hommes qui ont pris part aux événements de 1870-1871 y parle à son tour avec une complète indépendance.

Le général Chanzy parut devant la Commission le 29 juillet 1871. Sa déposition est du plus grand intérêt.

Il juge ainsi les opérations militaires du gouvernement de la Défense nationale : « Si je trouve que cette grande

œuvre des opérations militaires a été mal dirigée, que les combinaisons ont été le plus souvent mauvaises, je ne puis trop en accuser ceux qui en ont la responsabilité... S'ils ont fait mal, c'est qu'ils n'étaient pas du métier... La délégation de Tours, c'étaient MM. Crémieux et Glais-Bizoin, des hommes qui évidemment ne connaissaient rien de ce qu'il fallait savoir.

« On a envoyé de Paris en province, muni de pleins pouvoirs, un homme que je ne connais que pour l'avoir vu deux fois dans ma vie, M. Gambetta.

« .....Malheureusement les armées ont été mal dirigées et les efforts ont été mal combinés et désunis au lieu d'être simultanés. Nous avions des forces dans le Nord, avec Faidherbe, d'autres dans l'Est, avec des généraux changés trop souvent pour que je me rappelle leurs noms ; une armée sur chacune des rives de la Loire. Il est évident que tous ces corps manœuvrant isolément, sans plan d'ensemble, pouvant être successivement attaqués par l'armée prussienne, placée au milieu d'eux, ne se prêtant mutuellement aucun appui..... ne pouvaient séparément lutter contre les armées solides et groupées des Allemands. Nos efforts ont été constamment décousus, nous nous sommes présentés successivement à l'ennemi et nous avons été battus...

« Je ne veux pas prétendre que les armées improvisées sont de bonnes armées ; je suis, au contraire, de ceux qui, dans la question de réorganisation militaire, veulent créer une armée sérieuse, un outillage complet existant à l'avance, parce que, pour moi, c'est à cette condition seulement que la France se relèvera. »

A une question posée par un membre du Conseil d'Enquête à Chanzy, le général d'Aurelle de Paladines fait la réponse suivante :

« Oui, nous avons eu des plans proposés par des gens qui n'y entendaient rien. Ils imposaient un plan devant

être exécuté tel jour, à heure fixe, sans tenir compte, ni des circonstances, ni des événements, ni des marches, ni des intempéries ; à l'heure fixée le plan devait être exécuté. Voilà précisément le malheur ! Nous avions affaire à des gens qui n'avaient aucune idée de la stratégie : ainsi, par exemple, M. de Freycinet. Je dois dire que M. Gambetta se rendait plus facilement aux raisons qu'on lui opposait, mais quant à M. de Freycinet, c'était un homme absolu qui voulait imposer sa volonté. »

Le général Chanzy reprend :

« Tout cela revient à ce que je disais : pourquoi le gouvernement de Paris avait-il envoyé Gambetta comme ministre de la guerre? Je reconnais que Gambetta a déployé beaucoup de qualités, mais quant à la direction générale de la guerre, c'est autre chose... Il avait à côté de lui des gens qui voulaient à tout prix s'occuper de la direction des opérations militaires et imposer des plans. A leur tête était M. de Freycinet; peut-être a-t-il rêvé qu'il était un Carnot, je n'en sais rien; toujours est-il qu'il faisait des plans, les imposait et n'acceptait pas ceux qu'on lui proposait.

« ... Les plans de campagne n'ont donc pas été discutés, ils ont été imposés. »

Voici donc le général Chanzy parfaitement d'accord avec les généraux de La Motterouge, d'Aurelle de Paladines, Martin des Pallières, pour déclarer que MM. Gambetta et de Freycinet ont pris le commandement des armées malgré leur complète ignorance de la stratégie.

Nous rappelons ces faits avec insistance, afin que dans l'avenir le commandement des armées soit confié à des hommes de guerre, et non à des personnages appartenant aux carrières civiles, fussent-ils grands orateurs, ingénieurs habiles, citoyens dévoués.

Si le lecteur pensait que nous avons consacré trop de pages aux portraits des généraux, il voudra bien nous

le pardonner. Nous avions à venger de braves camarades des plus odieuses calomnies. C'était pour nous un devoir sacré, un devoir d'honneur.

Ceux qui daigneront lire ces pages, dictées par le patriotisme, sauront que la France possédait encore des généraux d'une haute capacité, et qu'ils ont été sacrifiés systématiquement, pour satisfaire de vulgaires ambitions et abaisser l'esprit militaire au profit de certaines vanités.

Nous avons suivi Antoine-Eugène-Alfred Chanzy depuis ses débuts comme mousse, jusqu'à son élévation. Nous pourrions avoir la certitude que le lecteur aime et admire le général Chanzy. Cependant nous n'avons vu que le soldat, l'ambassadeur et le membre des assemblées délibérantes.

S'il fut grand dans la vie publique, Chanzy fut, dans la vie privée, d'une simplicité, d'une bonté vraiment touchantes. L'évêque de Châlons, en prononçant l'éloge du général au jour des funérailles, a dit : « Le voile qui couvrait les mystères charmants de sa vie intime a été soulevé devant mes yeux, et j'ai entrevu des tableaux de famille dignes des temps les plus antiques et les plus beaux de l'Eglise, sans qu'on puisse dire auquel des deux, de sa noble compagne ou de lui, en revenait le mérite principal. »

Michelet avait dû jeter sur l'armée un profond regard, lorsqu'il a tracé cette ligne : « Les plus forts sont les plus tendres. »

Le jour de la confirmation de sa seconde fille, assis dans l'église de Buzancy, à la place qu'il occupait tous les dimanches, Chanzy pâlit tout à coup et des larmes lui vinrent aux yeux. Après la cérémonie, il dit à l'archevêque de Reims : « J'ai souvent vu la mort sans trembler ; mais j'ai tremblé tout à l'heure, lorsque vous avez interrogé ma fille sur le catéchisme. »

« Quand Dieu créa le cœur et les entrailles de l'homme,

il y mit premièrement la bonté », a dit Bossuet. Cette pensée s'appliquait à Chanzy plus qu'à tout autre.

Il avait vu tant d'hommes et de choses, que la gaîté naturelle de son esprit était un peu voilée ; sa conversation demeurait cependant pleine de charmes. Il racontait simplement les faits les plus dramatiques et semblait ignorer l'intérêt réveillé chez ceux qui l'entendaient.

D'une finesse extrême, il saisissait promptement les ridicules, les prétentions, le côté fâcheux de ceux qui cherchaient à l'exploiter ; il avait même des mots sans amertume, qui devenaient des jugements. Modeste, il ne parlait jamais de ses succès, quoiqu'il aimât fort à s'entretenir de la guerre. C'était, pour sa bienveillance, l'occasion de louer les autres.

Observateur profond, Chanzy aimait à voir et à comparer ; aussi, savait-il beaucoup.

Les mémoires rédigés par lui formeraient plusieurs volumes. Son style était clair et sa phrase ne contenait pas un seul mot inutile.

On aimait à servir sous ses ordres, parce qu'il n'y avait dans le service rien de saccadé et rien de bruyant. Tout était prévu, et l'on obéissait aux lois et règlements, et jamais aux caprices.

Il a soutenu jusqu'à sa mort qu'après la chute de Paris, la France avait encore la possibilité de vaincre. Son opiniâtreté, sa puissance de travail, sa haute capacité pouvaient, en effet, lui donner la victoire, mais à la condition de le nommer général en chef de toutes les armées, de lui laisser le choix de ses lieutenants et d'éloigner les stratégistes de fantaisie.

Sa faculté d'assimilation était remarquable ; aussi recherchait-il les hommes capables et savait les écouter.

Sa sobriété pouvait être comparée à celle d'un Arabe ; il mangeait peu et buvait à peine. Tempérament et caractère de soldat, il se montra fort rarement à la cour des

Tuileries. Aussi, lorsque tous les commandements de l'armée du Rhin furent distribués, n'en obtint-il aucun. Il en avait été ainsi pour le maréchal Pélissier, au moment de la guerre d'Italie.

Au-dessus de toutes les qualités du général Chanzy, de toutes ses vertus, brillait le patriotisme : non ce patriotisme étroit, soumis par les uns à la forme républicaine, par les autres à une dynastie. A ses yeux la France était bien au-dessus d'un président ou d'un prince ; ceux-ci passent et la patrie est immortelle.

Il y eut un moment où le brave général, nouveau venu dans le monde politique, put se croire républicain.

On disait autour de lui que la République seule pouvait sauver la France. Il le crut de bonne foi. D'ailleurs, lorsqu'il voyait l'attitude des souverains de l'Europe, son enthousiasme n'était pas éveillé ; partout ce n'était qu'égoïsme, ingratitude et faiblesse. Cependant, il ne tarda pas à reconnaître que les déclamations retentissantes des politiciens n'étaient pas suivies d'actes énergiques, et il n'eut plus qu'une seule foi, celle du drapeau de la patrie.

Chanzy possédait au plus haut degré le sentiment de la moralité militaire et la religion de l'honneur. Il recommandait à ses officiers cette préparation morale qui unit les âmes par la pensée du devoir. Il sentait que l'armée était le cœur de la France.

Le mot *devoir* revenait sans cesse dans ses ordres du jour comme dans ses allocutions aux troupes. Lui, il avait le culte sacré du devoir.

Il disait : « Obéissons fidèlement au gouvernement que la France s'est donné, et restons scrupuleusement en dehors des partis et des agitations politiques dans lesquelles le patriotisme le plus sûr finit toujours par s'égarer (1). »

(1) Discours à l'Académie militaire d'Alger.



D'AURELLES DE PALADINES

Le 12 décembre 1881, le général Chanzy prononçait à Vouziers un petit discours sur la tombe d'un ami : « Véritable homme de bien, disait-il, il a rempli sa tâche sur cette terre, sans ostentation comme sans faiblesse, en faisant constamment son devoir. »

On a dit que si Chanzy avait vécu, il aurait été appelé à la suprême magistrature de son pays. Il avait en effet tout ce qu'exige ce grand rôle : la modération et la résolution. Il était homme de gouvernement.

Mais ne lui aurait-on pas reproché son esprit militaire, c'est-à-dire autoritaire ? Ne lui aurait-on pas reproché ses convictions religieuses ?

Aux Etats-Unis, il eût été nommé président de la République, parce que les Américains du Nord aiment les hommes forts, les hommes religieux, et que le titre de général est pour eux un attrait. C'est un vague souvenir de Washington.

Chanzy déclarait hautement qu'il considérait la religion comme la « source du vrai patriotisme. » Il pensait « qu'elle met au foyer domestique l'ordre et le bonheur », que sans elle il n'y a pas d'homme complet, et que « les plus nobles croyances ont fait de la France le glorieux pays de la foi, des idées généreuses et de l'honneur (1). »

Vers la fin de sa vie, le général se tenait à l'écart, peut-être pour ne pas s'*user*, suivant une expression vulgaire, peut-être aussi parce qu'il comprenait que la politique avait un peu diminué la grande figure du soldat.

Insistons encore sur le véritable caractère de Chanzy, qui était le patriotisme. Il écrivait à la veuve du commandant Franchetti : « Le souvenir des dévouements héroïques qui se sont produits pendant la dernière guerre doit être religieusement conservé, parce qu'il

(1) Discours de Vouziers, 12 décembre 1881, et de Châlons, 1er janvier 1883, quatre jours avant sa mort.

honore le pays, lui rappelle ce qu'est le véritable patriotisme, et lui donne espoir pour l'avenir. »

A première vue, la renommée du général Chanzy n'a pas l'éclat éblouissant qui séduit l'esprit d'un peuple. Il faut pour être populaire d'immortelles victoires, des conquêtes et le récit des soldats dans la chaumière. Bugeaud fut plus populaire que Chanzy ; Canrobert, après le cruel hiver de Crimée, eut une plus grande réputation que le général en chef de l'armée de la Loire ; mais les esprits éclairés ont mesuré la valeur de Chanzy et cela suffit à sa mémoire.

Malgré notre admiration pour le général, il nous est difficile de ne pas faire observer qu'il fut un peu faible vis-à-vis de Gambetta. Les généraux d'Aurelle et Martin des Pallières se montrèrent plus indépendants.

Un général ne saurait, sans méconnaître son devoir, exécuter un ordre qu'il juge désastreux pour son armée.

Après la bataille du Mans, Chanzy voulait diriger sa retraite sur Alençon. Il se rapprochait ainsi de Paris qu'il espérait encore secourir. Le général adressa son plan à Gambetta qui le repoussa et ordonna la retraite sur la Mayenne et Laval, c'est-à-dire vers l'ouest. Les ordres de Chanzy étaient déjà publiés ; aussi, le 12 janvier, il donna de nouvelles instructions : « Par suite des ordres du ministre de la guerre, la direction de la retraite de la 2e armée est changée ; elle est dès aujourd'hui sur Laval. »

Et il écrit à Gambetta : « Je n'avais qu'une idée : donner à mon armée une occasion de laver cette tache, et arriver encore à temps pour sauver Paris. Aussi, sans hésiter, je me décidai à battre en retraite sur Alençon..... La grandeur du but à atteindre me semblait justifier les risques suprêmes. Vous en avez jugé autrement, j'*obéis*. »

On sait ce que nous coûta l'exécution du plan de M. Gambetta.

Le commandant en chef de l'armée de la Loire aurait dû défendre son plan au prix d'une disgrâce.

Il règne dans la correspondance du général avec M. Gambetta une sorte d'esprit, nous dirions volontiers de respect, qui s'éloigne un peu trop de la fierté militaire.

Le général Chanzy se considérait sans doute sous les ordres d'un vrai ministre de la guerre, et restait discipliné.

Plusieurs membres de la commission militaire de l'armée, proposant le rétablissement de la dignité de maréchal, laissaient comprendre que la main du héros de la Loire était faite pour porter le bâton de maréchal de France. Chanzy répondit : « Que les généraux français qui veulent le bâton de maréchal, aillent le chercher de l'autre côté du Rhin. »

Nous croyons encore l'entendre prononcer fièrement ces belles paroles. Ses yeux brillaient d'un éclat inaccoutumé, son bras droit se dirigeait vers le grand fleuve, et nous étions tout émus.

VII

La journée de Goulmiers devait être sans lendemain, quoiqu'en ait dit M. de Freycinet dans son livre sur *la guerre en province :* « Après Orléans, si l'on avait marché tout de suite sur Paris, il paraît établi qu'on aurait réussi. On n'aurait pas trouvé sur la route une grande résistance et les lignes d'investissement n'étaient pas très difficiles à rompre. » Le général d'Aurelle, plus intéressé que personne à compléter sa victoire, déclara que son armée n'était pas en état d'entreprendre une telle opération.

La véritable force du général d'Aurelle était toujours dans le 16e corps, dont Chanzy demeurait le chef, et dans le 15e corps commandé par Martin des Pallières. Malgré

leur bravoure et leur dévouement, les généraux auxiliaires, les officiers provisoires étaient par trop étrangers à la tactique et à la stratégie.

Il y avait deux plans en présence : celui du général d'Aurelle consistait à s'enfermer, pour le moment, dans les lignes de défense d'Orléans et y attendre l'ennemi, en y organisant son armée ; MM. Gambetta et de Freycinet voulaient au contraire marcher en avant, se diriger sur Paris « qui avait faim », disait-on. Bientôt les généraux furent entièrement aux ordres de M. de Freycinet qui fait cet aveu naïf : « Les opérations offrirent un caractère particulier, qui, pendant toute la période du 10 octobre au 9 février, ne s'est renouvelé dans aucune entreprise, d'*être conduites directement par l'administration de la guerre.* » En d'autres termes, M. de Freycinet dirigeait l'armée.

Aussi, en plein mouvement, le général d'Aurelle écrivait à Gambetta : « Ne connaissant pas le but précis des mouvements que vous avez ordonnés, il m'est fort difficile de donner des instructions qui pourraient s'écarter de vos intentions. » Et Martin des Pallières, à son tour, était réduit à écrire au général en chef (d'Aurelle) : « Ne connaissant nullement le plan qui nous fait mouvoir, je crains de faire quelque mouvement qui vienne le contrecarrer en ne se reliant pas à ceux du reste de l'armée. » C'est ainsi que s'engageaient des opérations de la plus haute importance, puisqu'il s'agissait d'aller à Beaune-la-Rolande.

Le commandant du 20e corps (1) dont les troupes étaient épuisées écrivit à Tours pour dire qu'il avait absolument besoin « de quelques jours de repos pour se refaire », que ses soldats manquaient de tout, que les mobiles de la Haute-Loire n'avaient pour tout vêtement que des pantalons et des blouses de toile complètement hors de

(1) Général Crouzat.

service. M. de Freycinet répondit aussitôt : « Vous me paraissez bien prompt à vous décourager, et vous n'opposez pas à l'ennemi cette solidité sans laquelle le succès est impossible. Il s'agit bien de repos... Il faut marcher, et marcher vite... J'attends de vous que vous emploierez toute votre activité et votre énergie à relever le moral de vos troupes. Si l'attitude de ce corps continuait à paraître aussi incertaine, je vous considérerais comme personnellement responsable. »

Jamais, en notre pays, commandant de corps d'armée n'avait reçu réprimande aussi grossière. Et celui qui parlait ainsi à un général de division en présence de l'ennemi, était dans son cabinet, bien nourri et bien vêtu !

Pauvres enfants de la mobile de la Haute-Loire qui êtes revenus de Beaune-la-Rolande, n'oubliez pas que votre général avait pitié de vos misères, et que le ministre civil vous laissait mourir de froid par les chemins.

Après le combat de Beaune-la-Rolande (1), le gouvernement de Tours apprit que le général Ducrot tentait une vigoureuse sortie à la tête de l'armée de Paris, et qu'il se dirigeait sur Fontainebleau. M. de Freycinet donna rendez-vous pour le soir même aux principaux chefs de l'armée, et il arrivait avec le Polonais, dit de Serre.

Le conseil de guerre eut lieu le 30 novembre, et les généraux apprirent, à dix heures du soir, que, le lendemain matin, une grande opération stratégique serait entreprise pour marcher à la rencontre de la sortie parisienne. Les généraux firent observer à M. de Freycinet qu'avant tout il fallait concentrer les troupes éparpillées de tous côtés.

— Il n'y a pas à discuter, dit superbement l'ingénieur des mines, c'est l'ordre du ministre, il faut l'exécuter.

— Ce n'est pas alors la peine de nous réunir, dit le

(1) Livré le 28 novembre 1870.

général Chanzy, il suffirait de nous envoyer l'ordre par la poste. »

Le plan de MM. Gambetta et de Freycinet était insensé. Notre armée s'étendait sur une ligne de près de 80 kilomètres. Les 18e et 20e corps, qui étaient à l'extrême-droite, restaient toujours sous les ordres directs du ministère.

La journée du 1er décembre fut favorable à Chanzy (1). Le soir, d'Aurelle, qui croyait que la sortie de Paris avait été couronnée de succès, disait dans son ordre du jour : « Marchons avec l'élan dont l'armée de Paris nous donne l'exemple. Je fais appel aux sentiments de tous, des généraux comme des soldats. Nous pouvons sauver la France... En avant, sans calculer le danger. »

« Malheureusement M. Gambetta, dans l'exubérance d'un patriotisme qui n'aurait rien perdu à être moins ignorant, M. Gambetta réussissait à mêler presque du ridicule à des événements qui étaient pourtant si sérieux. Lui qui, comme ministre de la guerre, aurait dû au moins être au courant de certaines choses ou se laisser instruire, trouvait le moyen de brouiller tout, de confondre tout, le nord et le midi, Epinay-sur-Seine et Epinay-sur-Orge, le général Vinoy qui commandait au sud de Paris, et l'amiral La Roncière-le-Noury qui commandait à Saint-Denis. Il annonçait à la France que l'amiral La Roncière s'était avancé sur Longjumeau et avait enlevé les positions d'Epinay, sur la route d'Orléans, de sorte qu'il n'y avait plus qu'à faire un pas de part et d'autre pour se donner la main (2). »

La vérité est que nous allions perdre la bataille de Loigny (3).

Après trois jours de terribles combats, l'un à Loigny

(1) Combat de Villepion, appelé aussi combat de Terminiers.

(2) *La guerre en France*, tome Ier, page 387, Ch. de Mazade.

(3) Voir 2e série, *Récits militaires*.

et le second à Poupry, où généraux et soldats s'étaient surpassés, nous étions partout repoussés par des forces supérieures.

Alors M. Gambetta écrivit au général d'Aurelle : « Jusqu'ici vous avez été mal engagé et vous vous êtes fait battre en détail ; mais vous avez encore 200.000 hommes en état de combattre, si leurs chefs savent, par leur exemple et par la fermeté de leur attitude, grandir leur courage et leur patriotisme. »

D'Aurelle, le désespoir dans l'âme, comprit qu'Orléans allait nous échapper. Il l'écrivit à M. Gambetta. Celui-ci lui donna l'ordre d'opérer un mouvement de concentration, d'organiser la lutte, de la généraliser.

A Tours, le ministère de la guerre voyait enfin que nos résistances seraient vaines, et il cherchait à rejeter toutes les fautes sur le général d'Aurelle.

Réduit aux dernières extrémités, celui-ci ordonna la retraite sur Salbris (1). Ce ne fut pas sans une douleur immense que le général abandonna aux Prussiens la ville d'Orléans, qu'il avait conquise. A cette douleur vint s'en ajouter une plus poignante s'il est possible ; M. Gambetta l'insultait devant la France entière. Il affirmait, dans un document officiel, que le général d'Aurelle avait cru devoir abandonner Orléans, quoiqu'il lui restât une armée de 200.000 hommes, pourvus de 500 bouches à feu, retranchés dans un camp fortifié, armé de pièces de marine à longue portée.

Tout cela n'était que mensonges, et plus mensongers encore furent les commentaires des agents politiques qui, dans leurs proclamations, parlaient de cette retraite de l'armée de la Loire, « sans combats, sans luttes, sans défaites..., et sur l'ordre d'un chef qu'on avait appris à connaître. »

(1) Salbris (Loir-et-Cher), arrond. de Romorantin.

M. Gambetta destitua le général d'Aurelle. Ainsi finit la première armée de la Loire (1).

On ne saurait lire en détail ces pages lamentables, sans se demander comment et pourquoi les généraux ont supporté tant de caprices, tant d'injustices, tant de déboires. Le général d'Aurelle a répondu, en disant : « L'amour du pays donnait le courage de supporter les blessures de l'amour-propre ; on ne demandait qu'à verser son sang pour venger les humiliations de la France. »

Le 6 décembre au soir, l'armée de la Loire n'existait plus. Bourbaki, sur la rive gauche, ne pouvait rien ; Chanzy, livré à lui-même, sur la rive droite, s'était successivement replié vers Beaugency et vers Marchenoir ; c'est là qu'il recevait le commandement de ce groupe de forces qui prenait le nom de « *Deuxième armée de la Loire.* »

Après trois jours sans combats, les Allemands retrouvaient devant eux une partie de cette armée qu'ils croyaient avoir dispersée. Les forces du général Chanzy, distribuées entre la Loire et la forêt de Marchenoir, occupaient une série de positions : Messas, en avant de Beaugency ; Beaumont, Poislay, Saint-Laurent-des-Bois, aux défilés de la forêt, vers la gauche. Les Allemands, de leur côté, s'avançaient sur un front assez étendu entre Meung-sur-Loire et Ouzouer-le-Marché (2). A vrai dire, la lutte avait recommencé le 6 décembre, par quelques engagements autour de Meung. Ces engagements devinrent de plus en plus sérieux ; mais Chanzy conserva ses positions.

(1) D'Aurelle reçut la dépêche qui le destituait, à Salbris, où il venait d'arriver, le 6 décembre 1870.

(2) Messas, Beaumont, Meung sont des villages du Loiret ; Le Poislay, Saint-Laurent-des-Bois et Ouzouer-le Marché, des villages du Loir-et-Cher.

Dans la journée du 8 décembre, Chanzy, en prenant ses positions de combat, avait donné l'ordre au général Camo d'occuper fortement, avec sa division, le ravin de Vernon, en avant de Beaugency (1), à l'extrême droite de l'armée, et de s'y défendre. Inquiet de ne recevoir aucune nouvelle de ce côté, il avait envoyé des officiers qui ne rentraient qu'à onze heures du soir et qui lui apprenaient que non seulement le général Camo n'était plus sur ses positions, mais qu'il avait quitté Beaugency. Ce mouvement s'était accompli par un ordre direct de M. Gambetta.

Ainsi, pendant une bataille, le ministre de la guerre croit pouvoir enlever une division qui a un rôle à remplir, et cela sans en prévenir le général en chef !

L'absence de la division Camo permit à l'ennemi de s'emparer de Beaugency. La perte de cette ville obligea le général Chanzy à se replier et à se retrancher dans des positions nouvelles.

Avec les forces éparses sur les deux rives de la Loire, le ministre de la guerre avait donc formé deux armées. La première, composée des 15e, 18e et 20e corps, était placée sous les ordres de Bourbaki et devint l'*armée de l'Est*. La seconde, celle de Chanzy, comprit les 16e, 17e et 21e corps, ce fut la 2e armée de la Loire. La division Camo appartenait au 19e corps, qui était en formation (2).

(1) Vernon et Beaugency sont dans le Loiret.

(2) M. Gambetta avait adressé le 5 décembre une dépêche à tous les préfets, dans laquelle il racontait avec une certaine *crânerie* que la veille il avait voulu se rendre à Orléans. Mais, ajoute la dépêche, le ministre de la guerre s'était arrêté forcément à la hauteur de la Chapelle-avant-Beaugency, la voie étant occupée par la cavalerie allemande qui depuis l'heure de quatre heures et demie empêchait la circulation.

Or il a été prouvé, par l'ordre de marche des convois et par de nombreux rapports, que la voie était libre jusqu'à cinq heures et demie entre Orléans et Tours. Le dernier train expédié d'Orléans, parti à cinq heures vingt

VIII

Eloignons-nous pour un instant des opérations militaires qui impriment à nos récits un caractère de sévérité que le lecteur redoute peut-être, lorsqu'il se prolonge. Jetons les yeux autour de nous et entrons dans une ambulance. Cette réunion de blessés offre quelque intérêt. Nous sommes au lendemain de la bataille de Loigny, et nous marchons en compagnie du capitaine de Maricourt, auquel nous laisserons la parole.

« Le 2 décembre 1870, vers une heure et demie de l'après-midi, la petite colonne du 16e corps qui avait tenté d'enlever aux Allemands le château de Goury, revenait en désordre vers le village de Loigny, son point de départ. J'en faisais partie comme capitaine au 2e bataillon de Loir-et-Cher, compagnie de Vendôme.

« Notre élan était venu se briser contre des murs crénelés sans aucune brèche, défendus par de nombreux renforts. Une formidable artillerie écrasait notre troupe si faible.

« Les trois quarts des officiers du bataillon et le tiers de nos hommes étaient tombés. Poursuivis par des pelotons d'infanterie, des escadrons de cavalerie, et décimés par les obus, nous nous dirigions rapidement vers Loigny, seul point de la vaste plaine qui offrît un abri défensif.

« Un obus vint éclater près de mon pied gauche. Tout étourdi par l'ébranlement du sol et le vacarme de l'explosion, je demeurai quelques secondes chancelant et me soutenant à peine. Ne sentant aucun mal, qu'une

minutes, est arrivé à destination. Le fait est attesté par un ordre du colonel d'artillerie expédiant le convoi et par l'inspection du chemin de fer.

La dépêche du 5 décembre aux préfets est donc une hablerie.

brûlure à la main, je secouai la terre dont j'étais couvert. Après avoir fait quelques pas, je ressentis une violente commotion qui me remua de la tête aux pieds, sensation étrange et indéfinissable : il me semblait qu'un violent coup de bâton m'avait frappé depuis la racine des cheveux jusqu'à la plante des pieds. Je crus qu'un second obus venait d'éclater près de moi. Je voulus hâter le pas, mais j'éprouvai une difficulté singulière et je dus m'appuyer sur mes deux sabres. En effet j'en portais un que m'avait rendu un officier bavarois fait prisonnier la veille à Faverolles.

« Ne pouvant marcher qu'avec peine, je me trouvai bientôt en arrière de la colonne ; les Allemands s'approchaient, et je voyais leur ligne, les officiers à cheval derrière les rangs. J'entendais les commandements suivis de décharges, qui abattaient des hommes autour de moi. J'aurais voulu pouvoir ramasser un fusil, comme j'avais fait le matin lorsque nous avions attaqué, mais une étrange faiblesse m'envahissait, et je serrais convulsivement mes deux sabres pour ne pas tomber.

« Je passai près de deux ou trois vieilles carrières pleines d'hommes morts, ou sur le point de mourir. Il y en avait aussi, fous de rage, qui brûlaient leurs dernières cartouches. On n'entendait que gémissements ou imprécations : « Achevez-moi », disait l'un ; « un peu d'eau », disait un autre.

« Je passai sans détourner les yeux près de ces pauvres enfants qui allaient tomber aux mains des Allemands.

« Forcé de ralentir ma marche, je voyais l'ennemi se rapprocher de moi et j'entendais des voix rauques prononcer des mots que je ne comprenais pas. Les balles sifflaient toujours, mais les obus avaient cessé.

« Près du village s'élevait une grande meule de paille. Je la contournai et me laissai tomber. Avec quelle

volupté je me sentis à l'abri! Ce n'était pas la pensée de la mort qui m'avait obsédé; non, l'idée d'une mort prompte n'a rien d'effrayant pour le soldat pendant l'action, au milieu de compagnons; mais marcher lentement au bruit des balles qui sifflent est un horrible supplice. On regarde quelques touffes d'herbes à dix pas devant soi, et l'on se dit : « Arriverai-je jusque-là ? » On voit des hommes tomber, se rouler à terre, et rien ne vous arrête. Ce n'est ni peur, ni égoïsme, mais une mystérieuse sensation du cœur humain. Cette marche lente en compagnie de la mort est une terrible épreuve.

« Je pus enfin remarquer que mon pied gauche clapotait dans le soulier comme si j'avais marché dans l'eau. Chacun de mes pas laissait sur le sol gelé une empreinte rouge, et deux minces filets de sang coulaient le long de ma guêtre déchirée. J'avais, au-dessous du genou, la jambe traversée par une balle. Je fus tenté de me coucher le long de cette meule qui m'abritait si bien. Mais l'idée de la captivité en Allemagne me rendit des forces. Les cris de triomphe des Prussiens résonnaient à mes oreilles.

« Je me levai après un violent effort et me dirigeai vers les premières maisons, ne pouvant me soutenir que sur une jambe.

« J'espérais trouver au village quelque voiture d'ambulance pour m'emporter, car je ne pouvais faire un pas. La perte du sang m'affaiblissait de plus en plus et je me sentais défaillir. Mon pied droit, qui avait reçu le matin une forte contusion, commençait à s'engourdir.

« La ruelle par laquelle j'entrai dans le village désormais célèbre de Loigny faisait horreur. Le sang coulait sur les ruisseaux gelés, et les blessés qui s'étaient traînés jusque-là avaient des plaintes navrantes. L'un d'eux, frappé à la tête et en proie au délire, criait : « Maman, maman! » d'une voix désespérée que j'entendrai toute ma

vie. Et nous les vaincus, nous passions près de ces blessés, mornes et silencieux.

« Je me dirigeai vers l'église comme si la maison de Dieu n'était jamais fermée à la douleur. Devant la porte de l'église, je vis mon lieutenant avec quelques hommes de ma compagnie. J'avais été forcé de la quitter au milieu du combat pour aller remplacer, au centre du bataillon, le commandant de Terras, dangereusement blessé : « Voilà tout ce qui reste », me dit le lieutenant Gendron, en me montrant quelques hommes réunis autour de lui. « Gardez-en le commandement, lui dis-je, je ne puis plus marcher. Au revoir, mes amis, et bon courage. »

« Le reste de ma compagnie marcha au-devant des Prussiens qui atteignaient le village. A demi affaissé contre une muraille où venaient s'aplatir les balles de l'ennemi, je suivis des yeux les derniers débris de ma chère compagnie qui disparaissait dans des nuages de fumée. Et lorsque je ne vis plus aucun de ces braves amis dévoués, si affectueux, que j'avais transformés en soldats et conduits pas à pas de leur foyer de Vendôme à Loigny, en passant par Coulmiers et Faverolles, quand je vis que je restais seul inutile et brisé, je sentis le désespoir m'envahir ; des larmes mouillèrent mes paupières, et la vue de l'église m'arracha ce murmure : « Mon Dieu, n'abandonnez pas notre sainte patrie ! »

« J'essayai encore de marcher lorsque je vis, à la porte d'une maison, comme à travers le brouillard, le colonel de Montlaur qu'on descendait de cheval. Près de lui se tenait Gaston de Brisoult et Julien de Saint-Venant. Je m'approchai : « Etes-vous blessé? » demandai-je à Julien qui, l'air souffrant, mais résolu, s'appuyait au cheval. Pour toute réponse, il leva le bras gauche enveloppé dans son mouchoir rouge de sang, d'où s'échappait un lambeau de chair.

« Je me rappelai avoir entendu dire que son frère était

tombé des premiers... Je ne prononçai que ce nom :

« — Raoul?

« — Ne m'en parlez pas en ce moment, je vous supplie... Adieu... je m'en vais.

« J'essayai en vain de le retenir, il était déjà loin.

« Raoul de Saint-Venant était-il donc mort aussi? Et Henri de Meckenheim, que j'avais vu tomber près de moi, et Geoffroy de Beaucorps, que j'avais aperçu pour la dernière fois enveloppé de son manteau blanc, entouré de mobiles tués sous les murs de Goury? Nos amis du bataillon étaient donc tous tombés sur le champ de bataille?

« J'entrai dans la maison, à la suite de notre brave colonel que deux hommes portaient, et de Gaston de Brisoult qui s'appuyait aux murailles.

Nous traversâmes une première chambre pleine de blessés étendus sur la paille. Dans la seconde chambre se trouvait un lit, sur lequel on étendit le colonel de Montlaur. Je m'assis sur une chaise près de lui, et, après avoir retiré ma guêtre, j'essayai d'arrêter le sang qui coulait abondamment de ma blessure. J'y parvins avec peine.

« Nous étions au presbytère.

« Le capitaine D..., que je n'avais pas encore remarqué, s'approcha de moi et me fit boire quelques gorgées d'eau-de-vie de sa gourde.

« — Que faites-vous ici, capitaine D...? lui dit le colonel; allez rejoindre votre compagnie.

« — Mon colonel, je m'attache à vous. Je veux vous soigner; je ne veux pas vous quitter dans l'état où vous êtes.

« Le colonel fit un geste, assez semblable à celui d'un homme qui hausse les épaules.

« Au dehors, la bataille continuait. De temps en temps, un blessé, pâle, sanglant, noir de poudre, entrait et s'étendait silencieusement par terre.

« — Que se passe-t-il? demandait une voix à laquelle personne ne répondait.

« Nous fûmes bientôt douze dans cette petite chambre. Le colonel me fit une place auprès de lui sur le lit, et le capitaine D... m'y transporta.

« Un sous-lieutenant de mon bataillon, M. B..., entra bientôt :

« — Etes-vous blessé ? lui demandai-je.

« — Plût à Dieu que je le fusse ! répondit-il en sanglotant. Ce sont mes maudits rhumatismes qui m'empêchent de marcher.

« Il prit la place que je venais de quitter, et sa capote gris-bleu s'imbiba du sang que ma blessure avait laissé sur le sol. Ce sang devait, plus tard, prêter quelque héroïsme aux douleurs rhumatismales de M. B...

« Nous avions souvent fait une remarque depuis le début de la campagne, c'est que, dans les mobiles de notre département, il n'y avait que deux ardents républicains, le capitaine D... qui voulait soigner le colonel, et le sous-lieutenant B...

« Les rhumatismes de celui-ci et la charité de celui-là les privaient d'aller à la bataille mourir pour la patrie.

« Il était environ deux heures, et l'on se battait tout près de nous avec une véritable rage. Les débris de notre colonne défendaient chaque maison. Les Allemands avaient pénétré dans le village en même temps que nos mobiles. Ce combat sans espoir donnait lieu à des actes sublimes. Héros obscurs de la jeune armée de la Loire, soyez bénis pour avoir sauvé l'honneur de la France !

« Les obus éclataient sur nos têtes, et les balles brisaient nos fenêtres. Le colonel de Montlaur fit un effort pour se soulever et dit :

« — Ce serait bête d'être tué sur un lit.

« Les fenêtres s'ouvrirent avec fracas et une bouffée d'air froid inonda la chambre. Nous pouvions voir le jardin. Un officier et quelques fantassins faisaient feu presque à bout portant. Il nous prit alors une fièvreuse

envie d'aller les rejoindre. J'essayai de me lever pour tirer un coup de fusil, mais je retombai.

« Dans ce moment entrait un mobile de ma compagnie, nommé Poicheveux, le bras fracassé. Sur cette bonne et sympathique figure de paysan se lisait une horrible souffrance. Dès qu'il me vit, il s'approcha : « Vous aussi, mon pauvre capitaine ! » et de grosses larmes tombaient de ses yeux.

« Pourquoi ne pas l'avouer ? je me retournai face à l'oreiller, et les sanglots qui m'étouffaient depuis quelques heures m'échappaient à la fois.

« Que celui qui n'a pas subi une à une toutes les douleurs d'une défaite, qui n'a pas entendu les acclamations des Prussiens, ne m'accuse pas de faiblesse. J'étais à l'âge des illusions, et mon cœur se déchirait à la vue de la patrie insultée, mourante et abandonnée du monde entier.

« La lutte continuait, mais ce n'était plus le bruit formidable de la grande bataille qui nous arrivait : le bruit devenait saccadé, interrompu pendant quelques secondes ; on devinait le râle d'un mourant, l'agonie de notre pauvre armée.

« Le jour touchait à sa fin ; déjà les lueurs de l'incendie se montraient sur le ciel assombri, quand soudain une clameur immense s'éleva, suivie d'une fusillade désespérée. C'était une charge à la baïonnette, dernier espoir des nôtres. Parmi tous les bruits d'un champ de bataille, il n'en est pas qui se puisse comparer à ce cri sauvage, féroce, de l'homme se précipitant sur l'homme pour le tuer de plus près, plus sûrement, pour voir la chair entamée, le sang ruisseler.

« Un espoir nous envahit dans cette salle de blessés. Haletants, nous écoutions ce bruit de la charge, les pas foulant le sol, les menaces, les plaintes, les chutes, et, dominant le tout. la fusillade et le canon. Les notes

aiguës d'un clairon sonnant la charge vibrèrent jusque dans nos cœurs.

« C'étaient les zouaves pontificaux de Charette, la vieille France royale et catholique, qui mouraient pour la patrie.

« Les cris s'affaiblirent et les derniers vinrent s'éteindre près de nous. Les feux de salves, corrects et réguliers, des Prussiens nous apprirent que les nôtres étaient couchés à terre. Puis, tout se tut dans l'éloignement.

« Un grand silence se fit.

« La nuit était tout à fait venue. L'incendie dévorait morts et blessés, dissipant les ténèbres. De minute en minute, un grand cri de désespoir, puis plus rien que le pétillement de l'incendie, tantôt éclairant tous les horizons, tantôt sombre comme si les toits, en s'écroulant, avaient englouti les flammes. La neige tombait en épais flocons.

« Un profond désespoir s'était emparé de nous et, les mains sur la paupière, nous cherchions à arrêter nos larmes.

« Tout à coup les accents joyeux d'une musique militaire s'élevèrent, et, près de la porte du presbytère, nous entendîmes chanter des ballades allemandes. Puis on fit l'appel. Beaucoup ne répondirent pas.

« La porte de notre chambre s'ouvrit, et je vis paraître un personnage long et maigre, enveloppé dans une étroite houppelande.

« — Je suis général bavarois, dit-il, avez-vous quelque chose à me demander ?

« — Nous désirerions, répondit le colonel de Montlaur, conserver nos armes et être envoyés dans nos familles.

« — Certainement, reprit le général bavarois, des blessés ne sont pas des prisonniers.

« Encouragé par cette bienveillance, le colonel exprima le désir d'avoir les papiers restés dans les fontes de sa selle.

« — Mais oui, dit le Bâvarois, je vais m'en occuper de suite. Et il s'éloigna rapidement.

« Cinq minutes après, un petit officier prussien, casque en tête, entra dans la salle et dit d'un ton brusque :

« — Messieurs, vos épées.

« — Un général bavarois vient de nous promettre que nous les conserverions.

« — Allons, vite, vite, vos épées.

« Personne ne bougea ; mais le prussien, qui semblait tenir beaucoup à ce trophée facilement conquis sur des blessés, se rapprocha, et sans rougir se mit à fureter, à chercher les épées parmi tous ces corps étendus et immobiles. N'ayant rien trouvé, il se retira en maugréant.

« Je m'étais couché sur mon sabre, que j'avais fait bénir au Saint-Sépulcre de Jérusalem. Quant au sabre allemand que j'emportais de la bataille, j'y tenais peu, et l'officier bavarois auquel je l'avais pris avait prononcé ces mots : « A vous aujourd'hui, à nous demain ! »

« La soirée était fort avancée, lorsqu'un officier français entra et nous dit : « Les Allemands préviennent qu'on va fouiller les ambulances et fusiller sur-le-champ tous ceux qu'on y trouvera sans blessures. Les hommes non blessés doivent se rendre immédiatement sur la place. »

« Le capitaine D., malgré son dévouement pour le colonel, et le sous-lieutenant B., malgré ses rhumatismes, se hâtèrent d'aller rejoindre la colonne de prisonniers, qui fut immédiatement dirigée sur l'Allemagne.

IX

« Nous n'avions vu ni chirurgiens, ni infirmiers. Cependant, j'entendais dans la chambre voisine les cris de malheureux blessés que l'on amputait.

« Un profond sommeil s'empara de moi. J'étais réveillé par des crampes ou par des cris du colonel dont je heurtais, en dormant, le pied fracassé. Nous étions tous les deux ensevelis, en quelque sorte, sous une couche de sang caillé, dont nous avions imbibé le matelas.

« Le lendemain, notre première souffrance fut une soif ardente. Ceux qui n'étaient atteints qu'aux bras allaient sans cesse remplir les bidons d'eau froide qui ne parvenait pas à nous désaltérer.

« Nous étions douze dans notre petite chambre : sur le lit, le colonel et moi ; le long du lit, dans la paille apportée le matin, Gaston de Brisoult ; à côté de lui un sergent-major de nos mobiles, nommé Charnot, un vieux capitaine d'infanterie de ligne, un Marseillais, caporal, ancien marin, et un chasseur à pied chevronné qui se souvenait des campagnes de Crimée et du Mexique. Enfin cinq soldats de différents corps, immobiles comme des morts.

« Le caporal marseillais alla dans les environs chercher dans les sacs des biscuits et ce qui pouvait servir à la nourriture. Il nous prépara une sorte de repas.

« La journée était fort avancée lorsque le bon curé qui, depuis vingt-quatre heures, consolait les mourants ; entra et prit nos noms, pour envoyer des nouvelles à nos familles. Un de nos mobiles vint nous dire qu'il avait trouvé Raoul de Saint-Venant grièvement blessé dans une grange. Nous n'eûmes que peu à peu, et longtemps après, des nouvelles de nos camarades. Sur vingt-trois officiers de notre bataillon, dix-sept étaient tués ou blessés !

« M. de Charette et le général de Sonis étaient dans la chambre voisine, celle où l'on amputait. Le colonel de Montlaur s'y fit transporter pour serrer la main du général de Sonis, son ancien camarade de l'école de Saumur.

« Le dimanche, nos camarades qui pouvaient marcher allèrent aux nouvelles dans le village. Les Prussiens avaient emporté leurs blessés. On évaluait à dix-sept cents les Français entassés dans ce village, dont le tiers avait été la proie des flammes.

« Quant à notre armée, on ignorait ce qu'elle était devenue. Dans la journée du dimanche, des hommes apportèrent sur un brancard notre bon et cher ami Raoul de Saint-Venant, bien pâle et souffrant.

« — On scie les os ici, on coupe bras et jambes », dit une voix, et M. de Charette entra, appuyé sur un piquet de tente.

« J'avais déjà vu à Rome ce magnifique soldat non loin du Capitole ; mais dans cette petite chambre où l'on respirait le sang, lui, blessé, prisonnier, me sembla plus grand qu'aux beaux jours d'autrefois. Il m'apparut comme le héros de quelque rayonnante légende de chevalerie.

« Nous étions dans cette chambre depuis le vendredi, sans qu'une seule blessure eût été pansée. Le mardi suivant on vint nous dire qu'un convoi pour Janville (1) allait partir. Deux hommes m'emportèrent et l'air froid me ranima. Mais quel horrible spectacle frappa ma vue !

« L'église, entourée du cimetière, s'élevait sur une petite place, bordée de maisons en partie détruites par l'incendie. Les tombes séculaires étaient bouleversées par les obus, les croix brisées, les pieux monuments renversés de tous côtés. Aux murs des maisons déchirés par les balles demeuraient suspendus les fenêtres, les rideaux ou les tapis. Les ruines étaient encombrées de cadavres dans toutes les positions. Les uns étendus sur le dos, d'autres accroupis, agenouillés ou presque debout contre les murs. Entre les rangs pressés de cette foule

(1) Janville (Eure-et-Loir), petite ville de l'arrondissement de Chartres.

immobile circulaient les hommes portant des blessés. Il y avait aussi les charretiers enlevant les morts. Les voitures d'ambulance en emportaient, et chaque cahot occasionnait la chute d'un corps qui roulait dans la neige. Des prêtres allaient absoudre les mourants. Devant la porte du presbytère, un amas de bras et de jambes coupés, livides, raidis par la gelée, déchirés par l'opération, donnaient, à les voir, un frisson douloureux. Non loin de ces lambeaux humains, s'allongeait une immense rangée de corps, encore revêtus de l'uniforme. Je remarquai un grand nombre de zouaves pontificaux, des mobiles, des soldats de la ligne. Penchés sur les visages, des blessés cherchaient à retrouver un ami, peut-être un frère.

« Cinq ou six charrettes nous attendaient sur la place. Elles furent bientôt pleines de blessés. On me déposa dans une sorte de carriole mal suspendue, en compagnie du sergent Deschenets de nos mobiles, et de M. de Moresac, chef de bataillon de la ligne. On plaça dans une autre voiture le colonel de Montlaur, Raoul de Saint-Venant, Gaston de Brisoult et le sergent-major Charnod. Ceux qui étaient en état de marcher faisaient la route à pied près de nos charrettes. C'étaient : M. Leblond, lieutenant d'infanterie, M. Hauvert, des francs-tireurs de Blidah, et trois soldats nommés Rossignol, Coutable et Brossard, mobiles de Loir-et-Cher. Ce dernier s'étant un peu éloigné, fut pris par les uhlans et envoyé en Allemagne. Le froid était excessif ; une femme charitable nous apporta un édredon.

« En voyant près de notre voiture un jeune soldat prussien étendu mort, je songeai à mes trois frères, Georges, René et Louis, tous engagés pour la durée de la guerre, et je me dis : Ne sont-ils pas ainsi couchés par terre sur le sol glacé ?

« On se mit en route. A la dernière maison du village,

un paysan apporta un jeune caporal de zouaves pontificaux, presque un enfant; il se nommait Trotot. Ses cris déchiraient l'âme. Le paysan maladroit faisait souffrir ce pauvre enfant. La sentinelle prussienne posa son fusil contre le mur et, prenant dans ses bras le petit caporal, comme une mère fait de son enfant, le plaça dans notre carriole avec une délicatesse pleine de tendresse. « Merci, mon bon prussien », dit un mobile. Et la sentinelle compatissante reprit son poste sans comprendre. On apporta en même temps un zouave pontifical, M. de Ferron.

« Pendant trois lieues au moins, les champs étaient couverts de débris : voitures brisées, casques, képis, armes de toutes sortes, sacs, et des hommes et des chevaux étendus dans la glace.

« Nous traversâmes le village de Lumeau (1), dont l'église servait d'ambulance. Bientôt après, nous fûmes hors du champ de bataille. Alors, n'ayant pas sous les yeux le spectacle horrible de la destruction, la causerie reprit son train. Le commandant de Moresac me demanda où j'avais servi? — Je sors de Saint-Cyr, répondis-je, et j'ai été officier au 16e de ligne ; démissionnaire, la guerre m'a attiré. On se doit à la patrie, n'est-ce pas, mon commandant ? Pour la patrie, on quitte sa jeune femme, sa vieille mère, son petit enfant... Un mouvement douloureux du commandant fut sa seule réponse ; son pied se gelait sous l'édredon.

« En traversant un village, le lieutenant Leblond entra dans la ferme voisine pour demander du pain. Des uhlans le suivirent en lui adressant quelques mots qu'il ne comprit pas. Quoique le lieutenant fût sans armes et que le linge sanglant dont sa tête était entourée prouvât sa blessure, un des uhlans déchargea sur lui un coup de revolver ; la balle traversa la jambe. Leblond tomba et ne fut ramené à Janville que quelques jours après.

(1) Lumeau (Eure-et-Loir), 472 hab., canton d'Orgères.

« Un peu plus loin, nous rencontrâmes une troupe de cavaliers anglais, ambulanciers volontaires portant le brassard de Genève. L'un d'eux remit à Gaston de Brisoult quelque argent pour les soldats blessés.

« Après cinq heures de marche, nous arrivions enfin à Janville. Sur la place, un prussien, officier ou chirurgien, donna l'ordre au convoi de continuer jusqu'à Toury (1), ce qui demandait encore trois heures de voiture.

« — Abandonnez-nous sur la route ! criaient les blessés, nous n'en pouvons plus. »

« Dans ce moment parut la Supérieure de l'hospice de Janville :

« — Non, Monsieur ! s'écria-t-elle avec énergie ; ces blessés ne vous appartiennent pas, ils sont à moi ; je ne veux pas qu'on les traîne plus loin ! »

« Le prussien voulut protester.

« — Assez ! cria impérieusement la vieille religieuse. Allons, charretiers, dételez vos chevaux, et vous, Monsieur, qui voulez faire souffrir inutilement ces blessés, vous êtes un misérable ! »

« Elle était magnifique dans son indignation, et je crus voir le génie de la France planer sur nos têtes lorsque, par instinct, par habitude, presque sans le savoir, cette religieuse leva son bras armé du chapelet et nous dit :

« — Venez, mes enfants, sous la garde de Dieu. »

« Cette bonne religieuse était, dans son couvent, la Mère Saint-Henri ; elle avait été, dans le monde, Mademoiselle de Saint-Guilhem, d'antique noblesse française.

« Pauvre sainte femme, qui eut la douleur de retrouver parmi nous, dans notre convoi, son propre neveu, zouave pontifical, mais, hélas ! blessé à mort. Il languit peu de temps, et la bonne Mère Saint-Henri eut la consolation d'entourer son lit de mort d'une affection maternelle.

(1) Toury (Eure-et-Loir), bourg du canton de Janville.

X

« Vingt minutes après, nous étions cinq dans une vaste chambre, auprès d'un feu pétillant. Autour de nous, des femmes préparaient cinq lits en fer, avec des draps bien blancs, de chaudes couvertures, des couvre-pieds qui rappelaient le foyer.

« Un lit ! un vrai lit ! après tant de misères ! Le colonel de Montlaur lui-même était tout réjoui ; Charnod, qui approchait de sa fin, retrouvait des sourires. Nous reposions depuis une heure, lorsque nous vîmes paraître la cornette bénie des Sœurs de Charité. Nos blessures furent enfin lavées et pansées. L'une des Sœurs fut spécialement attachée à notre salle, et nous eûmes le bonheur de la conserver pendant notre séjour à Janville.

« Chère petite sœur Louise de Marie, jamais ces lignes ne franchiront les murs de votre couvent, sinon je n'oserais parler de votre existence cachée au monde. Parmi tant de souffrances soulagées par vos mains et surtout par votre âme, les nôtres ont passé inaperçues, car vous oubliez le bien que vous faites, assurée que Dieu s'en souviendra. Mais nous, dont vous avez été, pendant deux mois, le doux ange gardien, nous ne l'oublierons pas non plus.

« Des années sont passées depuis ces temps de deuil, pour vous dans le recueillement du cloître, pour nous dans l'agitation et les soucis. Les blessés de Janville se confondent, dans vos prières, à tous les malheureux que vous avez rencontrés. Ces blessés, dispersés sur la terre, élèveront leur cœur vers le Dieu qui a des filles telles que vous, ma Sœur.

« Lorsque votre cornette blanche apparaissait sur le seuil de notre ambulance, nous croyions voir un joyeux

rayon de soleil. Vous nous consoliez par un bon sourire, par une tendre parole.

« Vous avez eu pour nous le dévouement de la femme, la délicatesse de la jeune fille, le cœur d'une sainte.

« Que Dieu vous rende, ma chère Sœur, tout le bien que vous nous avez fait, pour l'amour de lui. . . . .

. . . .

« Une foule de visiteurs vint nous tirer de l'extase où nous avait plongé tant de bien-être. Un mélange de curiosité et de charité renouvela cette foule jusqu'au soir. Janville n'avait pas encore vu de blessés.

« Nous étions soignés par le docteur Lebel, polonais d'une trentaine d'années, établi à Janville.

« Nous fûmes placés dans une ambulance de l'autre côté de la rue. Je pris place près du colonel de Montlaur. Nous étions quatre dans cette chambre : un sous-lieutenant d'infanterie, vieux soldat nommé Pratz, et un zouave pontifical, M. Houdet de Nantes. Il fut amputé du bras et mourut le lendemain.

« En ce temps-là, il nous vint des visites. Madame de Montlaur, le père de Raoul, Madame de Bellevue, traversèrent courageusement les lignes ennemies, pour retrouver leurs proches. Ces dames et d'autres encore bravèrent cent fois la mort. Il venait aussi des mères, des sœurs, des épouses, bonnes paysannes qui allaient d'ambulance en ambulance, demandant un simple soldat. Souvent elles ne trouvaient qu'une tombe. Chaque fois qu'une personne venue de loin s'en retournait ou qu'un prisonnier s'évadait, j'envoyais deux lettres, l'une à ma mère, réfugiée à Castres, l'autre à ma femme, à Rouen.

« Un jour, un officier prussien portant au cou une grande croix de Malte vint fort poliment nous demander si nous avions besoin de quelques secours. Les sœurs de Charité lui demandèrent du sucre pour les tisanes. Il sortit, laissant beaucoup de cigares et du tabac. Le

lendemain, notre chevalier de Saint-Jean revint à cheval, portant lui-même le sucre. Cet officier nous dit que de grands seigneurs allemands, chevaliers de Malte, suivaient les armées en campagne pour soulager les soldats blessés, et surveiller spécialement les ambulances.

« Ce visiteur avait une telle distinction et des façons si bienveillantes, que je le priai de faire parvenir à ma femme une lettre ouverte, ce qu'il s'empressa de faire.

« Des employés de l'armée allemande, en inspectant l'ambulance, prirent les noms de tous les prisonniers français, et nous firent savoir que Janville serait imposé de 4.000 francs pour chaque homme qui s'évaderait. A dater de ce jour, personne ne prit la fuite.

« Noël arriva, Noël, la fête bénie du foyer de la famille, des joyeuses réunions, des doux souvenirs d'enfance. Qu'était devenu le foyer? Et la famille, où vivait-elle?

« Notre ambulance voulut fêter Noël. Dès le matin, un petit autel fut dressé dans l'alcôve vide de notre chambre, et le bon curé de Janville vint y célébrer la messe. Tous les blessés qui pouvaient se traîner ou qu'on avait pu transporter se réunirent dans notre chambre. On voyait des pauvres blessés étendus sur des matelas ou sur la paille, appuyés sur leurs béquilles. A l'exception d'un seul, qui était protestant, tous les blessés communièrent.

« Le curé, enjambant les corps immobiles pour la prière, allait près de chaque lit. Après l'office, les mains se serrèrent en silence; tous nous avions prié pour la France.

« Après Noël, le jour de l'an. Sœur Louise de Marie vint la première nous souhaiter *la bonne année;* puis le docteur Lebel; puis le maire de Janville, M. Cléchy; puis M. Leroy, administrateur de l'hospice; enfin un grand nombre d'habitants. Les femmes nous offraient

des friandises, et nos charitables gardiennes, souriantes, nous grondaient de n'être pas heureux.

« Pour occuper nos loisirs, la lecture ne suffisait plus, et chacun de nous avait entrepris un travail manuel; notre chambre était devenue une vraie fabrique de cannes, de béquilles, de filets et même d'ouvrages à l'aiguille.

« Un jour, sœur Louise de Marie nous raconta cette histoire un peu lugubre, dont le dénouement l'avait frappée.

« Cinq frères, tous officiers dans le même régiment prussien, étaient partis ensemble de Berlin. C'étaient de magnifiques gens de guerre, comme il s'en trouve dans les races nobles du Nord, amour et orgueil d'une mère. L'attachement de ces frères entre eux était proverbial dans leur corps d'armée. L'un fut tué à Gravelotte, un second à Borny, un troisième à Rezonville. Ils n'étaient plus que deux, lorsque l'armée allemande quitta le pays de Metz arrosé de tant de sang. L'un de ces deux frères tomba mort à Loigny. Le dernier survivant fit ramener le corps de son frère, et, comme ils étaient catholiques, il déposa provisoirement le cercueil dans la chapelle de l'hospice de Janville.

Avant de diriger sur l'Allemagne ce précieux dépôt, l'officier voulut revoir les traits de son frère. Il fit ouvrir la bière en présence de toutes les sœurs de Charité, agenouillées. Lui était debout, les bras croisés, pâle et le regard fixe. Il considéra pendant un instant le beau jeune homme endormi pour toujours; aucune émotion ne semblait l'agiter..... Il est sans cœur, pensaient les sœurs toutes tremblantes. Mais tout à coup il tomba sur les dalles, les bras étendus, comme s'il voulait embrasser son dernier frère. Pendant plus d'une heure, l'officier prussien ne donna pas signe de vie, et les sœurs de Charité eurent grande peine de le faire revenir à lui.

« De temps en temps, nous allions accompagner au cimetière quelque soldat mort de ses blessures. La population civile de Janville se joignait à nous, et tous les prisonniers pouvant marcher formaient une escorte nombreuse.

« Vers le 15 janvier, une colonne de prisonniers français traversa Janville et fut logée dans l'église. Pendant la nuit, plusieurs parvinrent à s'évader, à la faveur de vêtements fournis par les habitants. Un de ces prisonniers nous dit qu'au combat de Parigné-l'Evêque, il avait vu notre ami Odon de Meckenheim tué raide par une balle au cœur.

« Un phénomène singulier que je constate, sans chercher à l'expliquer, est celui-ci :

« Un bon jeune homme, enfant gâté d'une riche famille, arrive à l'armée tout gémissant. Sa nourriture a toujours été succulente, les vêtements les plus chauds l'hiver, les plus frais l'été, ont été rassemblés dans sa garde-robe ; le moindre courant d'air menace sa poitrine délicate ; à la chasse, dans le parc du château, il ne peut supporter le poids de son carnier ; ses chaussures sortent de l'atelier le plus célèbre de l'Angleterre ; les bains hygiéniques se renouvellent presque chaque jour, et sa couche aux épais rideaux est caressée par un demi-jour favorable aux rêveries. Ce jeune homme n'a jamais connu ni fatigues, ni privations.

« Seul, le cœur est entier, et l'enfant part pour la guerre aux appels de la patrie.

« Quelques mois après, ses repas se composent de pain noir ; il dort dans les fossés de la route, sous la neige qui tombe épaisse ; son unique vêtement est une veste de toile ; ses chaussures, ramassées dans un bivouac, ne le défendent ni des pierres ni de la boue. Il se bat tout le jour, marche toute la nuit, porte gaiement son sac et plus gaiement son fusil. La poitrine, chancelante depuis le

berceau, est devenue solide comme du bronze ; la voix domine le fracas de la fusillade ; ses jarrets sont d'acier, et ses yeux, jadis inséparables du pince-nez, découvrent maintenant un prussien caché dans un buisson à l'extrémité de la plaine.

« J'ai vu une grande quantité de jeunes gens se trouver à merveille de ce régime. Il exige, il est vrai, un moral bien trempé ; mais soyez convaincu que, pour forger un homme, rien ne vaut la guerre.

« On ne peut cependant pas la faire comme moyen hygiénique ; alors essayons de la vie régimentaire qui a plus de charmes qu'on ne pense.

« En visitant l'hospice de Janville, je rencontrai dans la même chambre deux sous-officiers de zouaves pontificaux, MM. de Foresta et de la Celle, tous deux blessés à la poitrine. Dans leur chambre, MM. du Bourg et de Villebois étaient morts peu de jours avant.

« La nouvelle d'un grand événement vint changer le cours de nos pensées. Paris avait capitulé, et un armistice de vingt et un jours était signé.

« Depuis deux mois, les nouvelles à sensation nous arrivaient. On annonçait tantôt une grande victoire de Chanzy, tantôt Ducrot était sorti de Paris ; d'autres fois, les francs-tireurs avaient tué Bismarck. On parlait de mystérieux cercueils partis de Versailles pour Berlin ; ces cercueils, couverts de draps d'or, ne pouvaient renfermer que des princes, un empereur d'Allemagne peut-être.

« Nous étions devenus fort méfiants à l'endroit des nouvelles. Cependant les mots : *capitulation, armistice* sonnaient comme le glas funèbre de notre malheureuse France. Il fallait bien se résigner à croire.

« Il nous fallait profiter de l'armistice pour quitter Janville, avec un vague espoir de combattre encore dans vingt et un jours.

« Notre départ fut fixé au lendemain. Les sœurs de

Charité parvinrent à nous procurer une voiture. Je dis « notre départ », mais nous n'étions que quatre.

« Les adieux aux blessés nous arrachèrent des larmes; les habitants de Janville vinrent nous presser les mains, et la nuit fut agitée.

« Le soir, Sœur Louise de Marie nous fit promettre de venir voir son couvent de Juvisy, où elle comptait retourner bientôt, après la suppression des ambulances de Janville. « Oh! oui, chère Sœur, nous irons vous remercier, nous vous le promettons. »

« Le lendemain, au moment du départ, elle était appuyée au montant de la porte, près de la Mère Supérieure. Je crois voir encore leurs cornettes blanches agitées par le vent, leurs figures graves et douces couvertes de larmes, et leurs mains croisées sur la poitrine.

« Au détour du chemin, je penchai la tête hors de la voiture pour revoir les saintes femmes. Elles étaient retournées auprès de leurs malades.

« Nous gardions le silence, et nous pensions à cette femme que vénèrent tous les vrais soldats, et qui est la sœur de Charité. »

XI

Le capitaine de Maricourt venait de terminer le récit de ses souvenirs, lorsqu'un ancien notaire demanda la faveur d'ajouter quelques mots sur le même sujet.

« J'ai toujours, dit ce dernier, été fort sceptique. Sans être libre-penseur, je ne croyais guère aux grands sentiments d'abnégation, aux sacrifices désintéressés, aux dévouements sublimes. Cependant, lorsque je vis tant de blessés, tant de morts, tant de sang, je me suis dévoué,

par pitié, au soulagement de mes semblables. J'allai sur la route de Loigny pour chercher un blessé, le recueillir à mon foyer, le soigner, et payer ainsi ma dette à la France.

« Dans les premières voitures, je ne rencontrai que des figures rébarbatives qui me causèrent quelque terreur. Mais une autre charrette me laissa voir, couché sur la paille, un jeune officier d'infanterie, imberbe, les cheveux blonds, et d'une pâleur livide. Je fis un signe au charretier qui arrêta son cheval.

« — Qu'avez-vous, mon ami ? dis-je au jeune homme.

« — L'épaule fracassée par un éclat d'obus.

« Il avait un regard si doux, une voix si pleine d'harmonie, que ma résolution fut prompte. Placé dans un bon lit, le jeune homme me donna le droit de dire : « mon ambulance, mon blessé. »

« Je fus dès lors considéré comme un grand patriote. Mon bienfait trouva sa récompense. On ne saurait imaginer tout ce que peut renfermer de science la tête d'un homme de vingt-cinq ans. Ce devait être l'âge de mon officier. Il parlait allemand, anglais, espagnol aussi bien que latin. Sur la géographie, il en eût montré à Malte-Brun. L'Orient surtout lui était familier. Pour ce qui est de l'histoire ancienne ou moderne, il semblait contemporain de tous les grands hommes, dont il parlait comme de vieux amis. Les constitutions politiques, les mœurs privées des peuples disparus de la terre n'avaient pour lui aucun mystère. Il m'expliqua, un jour, quelle institution tenait lieu à Sparte et à Rome de notre admirable notariat.

« Je n'étais étranger ni à la magistrature, ni à l'administration, ni à la politique ; j'avais prononcé quelques discours dans les comices agricoles et au conseil municipal ; capitaine de la garde nationale, je m'étais lancé plus d'une fois jusqu'aux harangues militaires ; eh bien,

pour la première fois de ma vie, je dus m'avouer vaincu par mon blessé. Il en savait plus que moi.

« Ses sentiments religieux me surprenaient; sur ce sujet délicat, sa discrétion était complète. Mais, sans ostentation comme sans mystère, il priait plusieurs fois par jour, les mains jointes et les yeux fixés sur un petit crucifix qui ne le quittait pas.

« J'avais trop de savoir-vivre pour l'interroger, quoique je fusse fort intrigué de rencontrer une telle supériorité chez un pauvre officier d'infanterie. Je savais seulement, par une carte trouvée sur lui, qu'il se nommait : le lieutenant Gérard.

Le docteur venait chaque matin lui donner ses soins, et la guérison semblait prochaine. M. le curé visitait aussi mon blessé, mais sans témoins. Jamais une plainte ne s'échappa de ses lèvres, jamais une impatience, un déplaisir ne vinrent troubler le calme de sa vie. Je ne découvris en lui que deux passions : l'aspiration vers le ciel et l'amour de la patrie.

« Le ciel lui apparaissait comme le couronnement d'une vie de sacrifices, et le seul mot de patrie ramenait sur son front pâle des éclairs qui me remplissaient d'enthousiasme. Il s'agitait sur sa couche à la seule pensée de la France vaincue. Il invoquait les souvenirs de saint Louis et de Jeanne d'Arc, ses yeux brillaient, son front se relevait fier et menaçant; sa voix, si douce d'ordinaire, avait des accents superbes. Je comprenais enfin qu'il y a dans le monde des choses sublimes ignorées de la foule.

« Pendant une semaine, le docteur me fit craindre pour la vie de mon blessé; une fièvre ardente accompagnée de délire le mit à la dernière extrémité. Je redoublai de soins, et la sœur de Charité, qui était accourue, me vit toujours auprès d'elle pendant de longues nuits. Le bon curé veillait aussi.

« A force de soins, la jeunesse aidant, et les prières

aussi, la convalescence commença. Je dis les prières, car je ne pus rester assis, lorsque la sœur et le prêtre s'agenouillaient au chevet de mon officier mourant. Je retrouvai donc les prières de mon enfance, oubliées depuis longtemps.

« Un soir, nous étions donc agenouillés priant à demi-voix, le vieux curé, la bonne sœur et moi, lorsque mon blessé ouvrit les yeux, et plongea sur nous un long regard plein de vie. Me trouvant le plus près de son chevet, je m'empressai d'aller à lui. Il fit un effort, rejeta le drap qui couvrait sa poitrine, et m'ouvrit les bras pour me presser sur son cœur.

« Que se passa-t-il en moi? Je ne sais. Il me sembla que ma prière, parvenue jusqu'à Dieu, avait rendu la vie au jeune combattant qu'il m'avait confié; je me sentis grandi aux yeux de Dieu et aux yeux des hommes: je retombai à genoux, les mains du blessé dans les miennes, et je couvris de larmes ces mains qui avaient porté les armes pour la défense de la patrie.

« Je n'étais plus le notaire incrédule qui ne cherchait ici-bas que les joies et la richesse; un sang plus pur coulait dans mes veines, et mon esprit s'élevait à des hauteurs inconnues jusqu'alors.

« Ce blessé devint un fils pour moi. Je l'aimai de toutes les tendresses dont il m'avait révélé le secret.

« Privé jusqu'à présent d'une famille, assez riche pour éveiller l'envie, je pris la résolution de ne plus me séparer de mon blessé et de lui léguer ma fortune. Je lui devais plus que tous ces biens, puisqu'il m'avait fait naître à une vie nouvelle.

« Lorsque la convalescence fut en bonne voie, je priai le curé de faire part de mes intentions à mon cher malade. Il me pria de me rendre auprès de lui et me dit:

« — Recevez, cher bienfaiteur, l'expression de ma reconnaissance. Vous m'avez sauvé la vie, et je ne passerai

pas un seul jour sans prier pour vous. Mais ne cherchez pas à m'enrichir, car les trésors me sont aussi indifférents que l'avenir militaire auquel je pourrais prétendre. La France n'a plus besoin de mon bras, et je vais retourner d'où je suis parti le jour où l'ennemi a franchi nos frontières.

« Vous l'ignorez encore... Sachez que j'appartiens à l'Ordre des Lazaristes. Avec la permission de mon supérieur, je me suis engagé pour la durée de la guerre : de soldat je suis devenu officier, en passant par tous les grades intermédiaires ; vous voyez ma médaille militaire sur cette blouse couverte de sang. J'ai fait mon devoir, l'avancement militaire m'attend, car j'appartiens à l'armée régulière.

« Vous m'avez recueilli sur le chemin, et vous m'offrez vos millions. Je ne veux que votre estime et votre amitié. Dans peu de jours, j'irai frapper à la porte de mon couvent, rue de Sèvres, à Paris. Je redeviendrai pauvre comme je suis parti. Je traverserai lentement la chapelle, je m'agenouillerai au pied de l'autel afin de prier pour vous, cher bienfaiteur.

« Et le lendemain, le pasteur ne pourra reconnaître la brebis revenue au bercail.

« Plus tard, aux heures de la méditation, je me laisserai peut-être aller aux souvenirs de ma vie militaire. Je penserai à ces bataillons si braves, si dévoués, si patriotes, qui n'ont pu sauver nos provinces, mais ont conservé notre honneur. Ma place était dans une autre armée qui, elle aussi, sert la France en portant au loin son nom chéri. Nous ne sommes armés ni de canons ni de fusils, et nous sommes conquérants. Savez-vous où nous allons et combien nous sommes ? Je vais vous le dire :

« 2.500 Franciscains sont en Chine, au Maroc, en Egypte et en Amérique ;

« 1.500 Jésuites dans le Bengale, dans la Guyane anglaise, à Madagascar, en Arménie, etc.

« 1.000 Capucins dans les différentes contrées des Indes et dans les îles de l'Océan indien ;

« 750 prêtres des Missions Étrangères de Paris, dans le Japon, la Chine, la Corée, la Malaisie et le Tonkin;

« 530 Dominicains en Mésopotamie, au Tonkin central et aux Philippines ;

« 31 Oblats à Ceylan, à Java et dans la Colombie ;

« 217 Lazaristes en Abyssinie, en Perse, au Kian-Si, au Brésil, et dans diverses contrées d'Amérique.

« Telle est l'armée dans laquelle je vais combattre. Le bruit de nos pas est moins retentissant que celui de l'armée que je quitte, mais dans l'une comme dans l'autre on combat pour la patrie. »

« J'écoutais en silence et je me disais : Le soldat et le religieux sont les deux côtés d'une même médaille ; si cette médaille se brisait, tout s'écroulerait autour de nous ; car les sciences, les arts, le commerce, l'industrie, l'agriculture ne vivent qu'à l'ombre de cette médaille.

« Lorsque j'exprimais ces pensées devant mon blessé, il souriait et me tendait la main.

« Le docteur dut enfin reconnaître que mon jeune ami ne retrouverait jamais l'usage de son bras. L'éclat d'obus dans l'épaule l'avait estropié pour toujours, et les souffrances devaient durer autant que sa vie.

« Il sortit un jour de ma maison qui aurait pu être la sienne, et je l'accompagnai jusqu'à son couvent de la rue de Sèvres.

« J'avais de ses nouvelles et trois années se passèrent. En 1874 il fut envoyé en Abyssinie. Je voulus le conduire moi-même au port d'embarquement. Après une longue étreinte sur le rivage, il s'arracha de mes bras, et, s'agenouillant, il embrassa la terre, en disant : « Adieu, ma France bien-aimée, que Dieu te protège ! »

« Longtemps je suivis des yeux le navire qui emportait celui que je considérais comme un fils. Quelques lettres d'Abyssinie me parvinrent jusqu'en 1883.

« Au mois de mai de cette année-là, un journal me tomba sous les yeux, et j'y lus : Le Frère J. Gérard, Lazariste, ancien officier de l'armée française, est mort dans le royaume de Samara, en soignant les malades atteints du typhus. »

Rien de plus. Ses anciens services étaient oubliés, de son noble caractère on ne se souvenait pas..... C'est bien la mort du simple soldat dans le sillon solitaire, lorsque la neige tombe pour lui servir de linceul.

XII

Nous avons laissé le général Chanzy en présence de la ville de Beaugency (1), qui vient de lui échapper. Cependant il contient l'ennemi.

En tenant tête aux différents corps qu'il avait devant lui, Chanzy ne perdait pas de vue la rive gauche de la Loire. Il craignait que son aile droite ne fût débordée.

Pendant trois jours de suite, les 7, 8 et 9 décembre, les Allemands attaquèrent très vivement notre armée qui résista admirablement. Le 10 décembre, le prince Frédéric-Charles arrivait au secours du grand-duc de Mecklembourg, avec deux corps d'armée.

Chanzy battit en retraite sur Vendôme (2), le 11 décembre, et gagna la ligne du Loir le surlendemain, 13. Cette retraite fait le plus grand honneur au général.

De Vendôme, il menaçait le flanc de ses adversaires, s'ils descendaient d'Orléans sur Tours, et pouvait gagner

(1) Beaugency (Loiret), 4650 habitants, sur la Loire.
(2) Vendôme (Loir-et-Cher), 9260 habitants, sur le Loir.

Châteaudun et Chartres, s'il fallait tenter une pointe sur Paris.

Les positions de Vendôme furent défendues pendant deux jours, les 14 et 15 décembre, dans une suite d'engagements sérieux. Le 15, dès que le jour parut, Chanzy adressa un ordre à son armée : « Pour de nouveaux efforts, il faut l'ordre, l'obéissance, la discipline. Mon devoir est de l'exiger de tous ; je n'y faillirai pas. La France compte sur votre patriotisme ; et moi, qui ai l'insigne honneur de vous commander, je compte sur votre courage, votre dévouement et votre persistance. » L'armée se battit jusqu'à la nuit, et empêcha l'ennemi de franchir le Loir. Mais la perte de la position importante de Bel-Essort obligea Chanzy de battre en retraite pour la troisième fois. Les résistances opposées par nos troupes avaient été poussées jusqu'aux dernières limites. L'armée était épuisée par le froid, les neiges, la boue des chemins et des bivouacs. Le général résolut alors de repasser le Loir et de se diriger sur le Mans.

Cette retraite s'opéra dans un ordre parfait. Le mouvement commença le16 décembre. Après le passage des troupes, le génie fit sauter les ponts établis sur le Loir. Quelques heures après, les Allemands entraient dans Vendôme, et réparaient les ponts pour se mettre à la poursuite de Chanzy. Il y eut dans cette retraite de regrettables paniques ; mais à côté, on vit des actes de bravoure remarquables. Une partie de la division Gougeard, à l'exemple de son chef, se montra admirable à la défense de Droué. Dans la journée du 17 décembre, le lieutenant-colonel Koch et le capitaine Joly se distinguaient par d'héroïques défenses.

Les chemins étaient tellement mauvais que les Allemands ralentirent leur poursuite et l'abandonnèrent bientôt. Ils se retirèrent sur leurs centres de ravitaillement, le grand-duc de Mecklembourg sur Chartres, et Frédéric-

Charles sur Orléans. Le premier occupait le pays, de Tours à Chartres; le second se tint à portée de Paris, de Rouen et de Bourges.

La première armée de la Loire, devenue l'armée de l'Est, venait de porter, le 19 décembre, son quartier-général à Beaugy, entre Bourges et Nevers.

Si nous écrivions un ouvrage technique, nous insisterions sur l'habile tactique employée par le général Chanzy. Avec une armée instruite, disciplinée, il eût certainement vaincu les Allemands.

Les ennemis eux-mêmes ont avoué leur lassitude. « La guerre changeait d'aspect, a dit l'Allemand von der Goltz; de toute ferme, de tout buisson partaient des coups de feu qui obligeaient nos patrouilles de cavalerie à de continuelles poursuites sans qu'on découvrît rien... Notre armée était forcée de doubler, de tripler ses avant-postes et d'occuper beaucoup plus de terrain que ne le permettaient ses effectifs. Les combats devenaient moins énergiques, ils étaient menés avec moins de vivacité, et, ce qui est caractéristique, la fusillade à grande distance et la canonnade avaient grandi en importance... Des corps d'armée, des bataillons, il ne restait plus que le titre, non la force et la valeur. Les meilleurs éléments avaient disparu, enlevés par les balles et les fatigues. Sur les chemins où devaient passer les batteries, on était obligé d'étendre une couche de branchages, si l'on ne voulait pas voir la roue du canon s'enfoncer jusqu'au moyeu... Dans l'armée du Grand-Duc, il y avait des compagnies dans lesquelles quarante hommes et plus n'avaient pas de chaussures. Enfin, on n'avait pu compléter les munitions; il y en avait bien encore pour quelques combats, mais pas assez pour entreprendre une série d'opérations. »

Le même officier ajoute qu'il fallait user avec économie et ménagement des troupes allemandes, qui avaient

passé par des épreuves presque intolérables, que les cadres étaient confondus d'une façon extraordinaire, et qu'il se formait des idées militaires toutes nouvelles.

Le moral de l'armée allemande était donc aussi très affaibli. En un mot, la grande machine de M. de Moltke perdait de sa puissance ; les ressorts s'usaient.

Le général Chanzy arrivait au Mans le 19 décembre. Son premier soin fut la réorganisation de son armée. Il distribua la défense entre les trois corps : Jaurès, avec le 21e, occupait le plateau de Sargé ; le général de Colomb, avec une partie du 17e corps et la division de Bretagne, commandée par Gougeard, défendait le plateau d'Auvours ; Jauréguiberry, avec le reste du 17e et le 16e corps, gardait les hauteurs en avant de Pontlieue (1).

Pendant qu'il prenait les dispositions les plus habiles, le général Chanzy reçut, le 22 décembre, par le ballon *Lavoisier*, un émissaire du général Trochu, le capitaine d'état-major de Boisdeffre.

Le président du gouvernement de la Défense nationale, gouverneur de Paris, prévenait confidentiellement Chanzy qu'il ne réussirait pas à faire la *trouée;* qu'il était impossible de rompre les lignes d'investissement ; que, lors même que la grande sortie n'échouerait pas, ses troupes arrivées à six ou huit lieues de Paris manqueraient absolument de munitions. Selon Trochu, Paris ne pouvait être débloqué que par les armées de la province ; il ne tiendrait que jusqu'au 30 janvier ; mais, dès le 20, il capitulerait, car les huit jours suivants suffiraient à peine pour assurer le ravitaillement d'une immense population.

Le général Trochu ne se trompait pas en disant que si la *trouée* s'exécutait, l'armée de Paris n'irait pas loin. Même fort riche en munitions, cette foule désordonnée,

(1) Toutes ces localités se trouvent dans le canton du Mans (Sarthe).

sans instruction, sans discipline, devait finir comme l'armée de Sedan. Oui, Paris ne pouvait être débloqué que par les armées de province, et non par la seule armée de Chanzy.

Il fallait pousser la deuxième armée de la Loire entre Evreux et Chartres, l'armée de Bourbaki entre Nogent-sur-Seine et Château-Thierry, l'armée de Faidherbe entre Compiègne et Beauvais. Toutes trois unissant leurs efforts, combinant leurs mouvements, coopérant à l'exécution d'une même pensée, pouvaient peut-être percer les lignes d'investissement, si, le même jour, l'armée de Paris tentait un suprême effort.

Ce fut là le plan proposé par le général Chanzy à Gambetta. Ce plan fut repoussé. Gambetta voulut que Bourbaki s'occupât de dégager Belfort assiégé.

Le général fut d'abord attristé, puis effrayé en voyant les conséquences désastreuses des projets du ministre de la guerre. Il comprit les dangers de cette diversion dans l'Est qui devait aboutir à la plus épouvantable des catastrophes. Entreprendre une si vaste opération au plus fort de l'hiver, avec des jeunes gens, dans un pays de montagnes, par les neiges et la pluie !

Pour imaginer cette folle entreprise, il fallait ignorer ce qu'est le soldat, ce qu'est la guerre, ce qui est possible à l'homme.

Vainement Chanzy insista-t-il pour faire adopter son plan par Gambetta, celui-ci répondit de nouveau que son plan de la campagne de l'Est était le meilleur. Dès ce jour-là, Paris fut perdu. « Les ordres étaient formels, écrit Chanzy, et le mouvement simultané sur Paris devenait inexécutable. L'armée de la Loire n'avait plus d'autre devoir à remplir envers la patrie que de se fortifier solidement sur les positions du Mans pour y recevoir l'ennemi (1). »

(1) Chanzy, *Loire*, pages 234-255.

Tout en se plaçant sur la défensive, le général faisait la petite guerre; des patrouilles de cavalerie sillonnaient le pays; les francs-tireurs inquiétaient l'ennemi; des reconnaissances d'infanterie combattaient sans cesse et l'armée prenait chaque jour une vigueur nouvelle. Les colonnes mobiles commandées par les généraux Rousseau, de Jouffroy, Curten, Bary, par le colonel Goursaud, harcelaient les Allemands. Ainsi se passèrent les derniers jours de décembre et la première semaine de janvier.

Alors l'ennemi voulut en finir avec cette armée de la Loire qui, sous l'habile commandement de Chanzy, devenait redoutable et pouvait à la longue détruire les Allemands et délivrer la France.

L'armée du prince Fréderic-Charles s'avança tout entière, pendant que le duc de Mecklembourg attaquait le général Rousseau à Nogent-le-Rotrou (1). 58.000 hommes d'infanterie, 16.000 cavaliers, 324 pièces de canon se mettaient en mouvement contre l'armée de la Loire.

Chanzy rallia ses troupes sur les lignes du Mans, avec l'aide de l'intrépide et habile amiral Jauréguiberry. De nombreux et terribles combats furent livrés à cette occasion, et les Allemands ne marchèrent que pas à pas. Leur historien, von der Goltz, déclare que jusqu'alors ils n'avaient jamais trouvé une telle résistance.

Cette lutte était malheureusement engagée sur une ligne trop étendue; plus de dix-huit lieues sont difficiles à défendre, lorsque les généraux qui commandent n'ont pu combiner leurs mouvements. La division Curten, la plus éloignée, ne put rejoindre et se rejeta sur la Flèche. Ce fut un grand malheur, car cette division aguerrie devait, à la bataille du Mans, défendre la position de la Tuilerie.

Chanzy sut enfin que 80.000 hommes allaient l'attaquer.

1) Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), 7.000 hab.

L'ennemi, loin d'envoyer des troupes contre Bourbaki, augmentait celles qui marchaient vers Chanzy.

M. de Moltke prescrivit à Frédéric-Charles de prendre l'offensive. Dans ce moment même le général Chanzy, épuisé de fatigues, tomba sérieusement malade. Son état ne tarda pas à inspirer des inquiétudes et l'on craignit qu'il ne fût atteint de la petite vérole qui sévissait alors dans l'armée. Plus le péril grandissait autour de lui, plus s'élevait et s'échauffait son cœur. Dévoré par une fièvre ardente, couché dans son lit, il adresse de tous côtés ces dépêches qui respirent l'ardeur. Le corps est épuisé, mais l'âme demeure ferme. A cette heure critique, le ton du commandement y semble encore plus décidé que de coutume.

L'ennemi s'est avancé et Chanzy défend avec acharnement ses positions. Un officier de marine, M. Ribell, combattit durant plus de cinq heures, avec une admirable bravoure, pour conserver avec sa brigade la position de Changé (1).

« Au Gué-la-Hart, écrit un officier allemand, la résistance est énergique ; il faut enfoncer de vive force portes et fenêtres ; de nombreuses victimes tombent..... Lorsqu'une maison occupée par les Français est prise, les uns veulent se rendre, les autres, enflammés de rage (wuthentbrannt), continuent la lutte. Des soldats demandent quartier et veulent sauter par la fenêtre ; leur capitaine transperce de son épée un des fugitifs..... C'est un combat homme à homme (2). »

Serré de près, Chanzy prit toutes ses dispositions de bataille. Ses ordres sont de véritables modèles ; il est sévère, impitoyable pour les faiblesses ; ses positions sont bien choisies et il espère remporter la victoire.

Le 10 janvier, le général gardait encore le lit. Le 11,

(1) Changé (Sarthe), 2.500 hab., canton du Mans.
(2) Von Kleist, p. 145.

à sept heures et demie du matin, il s'arrachait de ce lit de souffrances et montait à cheval. Le général voulait voir son armée. Il ne peut s'empêcher de sourire en apercevant les Prussiens, placés aux avant-postes, jeter des boules de neige aux Français qui prennent goût au jeu, et ripostent en riant.

XIII

La bataille du Mans allait se livrer.

Lorsque le jour parut, la neige cessa de tomber. Pendant la nuit, elle avait couvert le sol d'une couche épaisse et dure. Le temps était froid et clair. Les mouvements de la bataille se dessinaient de loin, et l'armée du général Chanzy, fière et calme, était prête pour la lutte.

Bientôt un bruit formidable se fait entendre et l'ennemi attaque de tous côtés à la fois.

A gauche, Jaurès se maintient sur la rive droite de l'Huisne pendant quelque temps ; mais , acculé par le grand-duc de Mecklembourg, il se retire sur la seconde ligne. A droite de notre armée, l'amiral Jauréguiberry repousse les attaques. Dans l'après-midi, l'ennemi reprend Champagné, gravit le plateau d'Auvours et refoule les troupes qui le défendent. Une partie de nos forces se débandent. Gougeard braque sur les fuyards deux canons chargés à mitraille et menace de faire feu. Il arrête ainsi la panique et rallie quelques débris.

Gougeard fut admirable. A la tête d'une colonne d'attaque, composée des mobilisés de Rennes, de ceux de Nantes, des zouaves pontificaux et d'un bataillon d'infanterie, il enlève le plateau.

Lorsque la nuit vint, la bataille du Mans n'était pas perdue, car nous avions conservé nos lignes de défense après de sanglants efforts. Chanzy comptait sur le len-

demain, envoyait ses ordres aux généraux et adressait une dépêche à M. Gambetta.

Le général ignorait encore que l'importante position de la Tuilerie avait été abandonnée. Malgré sa colère et son désespoir, Chanzy annonce à son armée cette nouvelle avec modération : « Des mobilisés de Bretagne, cédant à une panique produite par un retour offensif fait sur le soir par un bataillon ennemi, ont abandonné sans résistance l'importante position de la Tuilerie, qu'ils étaient chargés de défendre. De telles paniques sont une honte et je prescris au vice-amiral Jauréguiberry d'ouvrir une enquête sur ce fait déplorable. »

Nous avons déjà eu l'occasion de dire (1) q ueces mobilisés de Bretagne, qui arrivaient du camp de Conlie, n'avaient jamais vu le feu et ne savaient même pas se servir de leurs mauvais fusils.

Peut-être serait-on tenté de reprocher au général Chanzy d'avoir confié un tel poste à d'aussi mauvaises troupes. Mais le général pouvait ne pas croire que la Tuilerie serait atteinte par la bataille.

En effet, ce fut vraiment par hasard que les Allemands parvinrent à la Tuilerie. Vers la fin de la journée, sur un pressant appel du prince Frédéric-Charles, le 10e corps de Voigts-Rhetz marchait au secours du 3e, engagé contre Jauréguiberry. Un peu avant la nuit, l'avant-garde de ce 10e corps, sous les ordres du général de Kraatz-Koschlan, débouchait sur la route de Tours devant la Tuilerie. Elle fut repoussée ; mais, pendant le combat, une compagnie du 17e régiment, commandée par un lieutenant, s avance à gauche jusqu'au pied de la hauteur, et, se servant habilement du terrain, arrive peu à peu jusqu'aux mobilisés de Bretagne qui, croyant la bataille terminée, préparaient la soupe. *Bas les armes !* crie le lieutenant avec audace. Frappés d'une folle ter-

(1) *Récits militaires*, 2e série : APRÈS SEDAN.

reur, en voyant l'ennemi apparaître tout à coup et si près, les mobilisés prennent la fuite. Ce poste important fut donc enlevé par une compagnie et sans tirer un coup de fusil. Le général prussien s'empressa d'envoyer des renforts et la position fut perdue pour nous, car la nuit était venue.

Cet événement fut si soudain, si rapide, que ni les troupes voisines, ni les habitants de la ville ne voulurent y croire. Jauréguiberry tenta vainement un retour offensif. « Les hommes, accablés de fatigue, épouvantés par cette attaque dans les ténèbres, se couchaient sur la neige et refusaient d'avancer, de reprendre une position qu'ils avaient eux-mêmes fortifiée ; une fois aux mains des Prussiens, la Tuilerie leur semblait imprenable (1). »

Toute la nuit se passa en efforts infructueux ; les généraux, les colonels, les capitaines ne purent arracher les soldats à leur inertie. Ce n'était qu'une cohue découragée. A quatre heures du matin, Chanzy fit parvenir cette dépêche à l'amiral : « La situation est grave ; nous ne pouvons nous en tirer que par une offensive vigoureuse. Dès ce matin, au jour, vos troupes se reconnaîtront et reprendront confiance : tout peut être sauvé. »

Mais, au jour, tout était perdu. Les officiers ne purent rallier les fuyards, et les généraux annonçaient à Chanzy que les soldats qui étaient restés ne se battraient pas.

L'amiral Jauréguiberry écrivait au général en chef : « Je suis obligé de dire qu'une retraite me semble impérieusement commandée. »

Ce fut alors que Chanzy fit cette dernière réponse : « Le cœur me saigne ; mais quand vous, sur qui je compte le plus, vous déclarez la lutte impossible, je cède... »

Chanzy s'était d'abord dirigé sur Alençon, mais Gambetta lui ordonna d'opérer sa retraite sur Laval (2).

(1) *Le général Chanzy*, par Arthur Chuquet.
(2) Chanzy : *Loire*, p. 338, 340, 349.

La eige ne cessait de tomber, le froid était excessif, et les soldats, épuisés de tant de marches et de combats, se laissaient tomber sur les routes. Jaurès fut le héros de cette retraite. Le corps qu'il commandait demeura ferme et discipliné, malgré quelques défaillances. L'amiral Jauréguiberry mandait à Chanzy que la plupart de ses régiments se dispersaient, que les fuyards restaient sourds à la voix de leurs officiers et renversaient les cavaliers qui s'opposaient à leur passage. « On a tué deux soldats qui refusaient de s'arrêter, et cet exemple n'a rien fait sur les autres. Depuis trente-neuf ans que je suis au service, je ne me suis jamais trouvé dans une position aussi navrante pour moi. »

Le 17 janvier, l'armée de la Loire était à Laval, et Gambetta arrivait dans cette ville le 19. Il fallait prouver à la Bretagne que la guerre était faite pour la patrie et non pour la République ; Gambetta le déclara publiquement, et Chanzy obtint que Lipowski, Cathelineau, Charette seraient nommés généraux à titre auxiliaire. Ils devaient défendre la Bretagne pied à pied, tandis que les généraux Béranger et Cleret protègeraient le val de la Loire. Le 17e corps devait recevoir dans ses rangs tous les mobilisés du camp de Conlie, et prenait le nom d'*armée de la Bretagne*. Le général de Colomb, appartenant à l'armée régulière, était mis à la tête de cette nouvelle armée.

Pendant que ces choses se préparaient, le général Chanzy formait des projets inspirés par son désir d'aller au secours de Paris.

Le 29 janvier, la nouvelle de l'armistice signé par le gouvernement parvint à l'armée de la Loire.

Après plus d'un mois d'efforts héroïques, de combats acharnés, de sublimes sacrifices, après s'être replié d'Orléans sur Josne, de Josne sur Vendôme, de Vendôme sur le Mans, du Mans sur Laval, le général Chanzy devait remettre l'épée au fourreau.

Il se souvenait cependant qu'en 1792, Barbaroux, Roland et Servan, examinant une carte de France, se disaient que, battue sur le Rhin et au delà, la liberté devait se retirer derrière les Vosges et la Loire; que, repoussé dans ses retranchements, il lui restait encore, à l'est, le Doubs, l'Ain, le Rhône; à l'ouest, la Vienne, la Dordogne; au centre, les rochers et les rivières du Limousin. Plus loin, ajoute Barbaroux dans ses *Mémoires,* nous avions l'Auvergne, ses buttes escarpées, ses ravins, ses vieilles forêts, et les montagnes du Velay couvertes de sapins.

Ce sont là de belles pensées patriotiques; mais on ne défend pas le sol national avec des fleuves et des montagnes seulement: il faut mieux et plus que ces obstacles matériels. Sur les rives de ces fleuves, sur le penchant de ces monts, il faut des hommes élevés dans l'amour de la patrie. A chaque foyer domestique, sur les bancs de l'école du village, sous la voûte de l'église, le mot *patrie* doit être prononcé avec un religieux respect. Ce mot doit être le premier murmuré par la mère près du berceau de l'enfant, il doit être le dernier sur les lèvres du vieillard mourant.

N'invoquons pas la patrie aux seules heures de l'invasion, n'en parlons pas avec emphase, apprenons à l'aimer aux jours calmes de la paix, considérons-la comme la meilleure part de nous-mêmes, et n'oublions jamais que, riches ou pauvres, savants ou ignorants, nous devons tous vivre et mourir pour elle.

Dans le monde lettré, on voit parfois le scepticisme sourire au mot de patrie. Habituons-nous à flétrir sans pitié ces sentiments qui abaissent les âmes.

Dans l'échelle sociale, ceux qui sont en haut doivent élever jusqu'à eux les pensées de la foule; à ces hommes qui, depuis la naissance jusqu'à la mort, tracent des sillons sur la terre, il faut enseigner ce qu'est la patrie: leur champ arrosé de sueur, les tombes des aïeux, le

clocher du village, le fleuve qui traverse la plaine, la montagne qui borne l'horizon.

C'est seulement lorsque l'idée de patrie sera dans tous les cœurs, que nous pourrons défendre la France jusqu'aux rochers du Limousin, jusqu'aux sommets neigeux de l'Auvergne.

Dieu veuille nous accorder ce bonheur! Alors seulement nous pourrons faire la guerre à outrance, comme le demandait le général Chanzy.



CHANZY

CHAPITRE III

SOMMAIRE

Pertes des armées allemandes depuis Wissembourg jusqu'à la fin du siège de Metz. — Pertes des Allemands aux armées de Paris, du Nord, de la Loire et de l'Est. — Réflexions au sujet des pertes. — Frédéric II. — La 1re armée de l'Est, général Cambriels. — Combats. — Le général Dupré; le colonel Hocdé. — Affaire de Nompatelize. — Mademoiselle Antoinette Lix, lieutenant des francs-tireurs. — Combat de Rambervillers. — Le major Petitjean. — Werder marche sur Epinal. — Le caporal Michel, de la garde nationale. — Prise d'Epinal. — Dubois, le vieux soldat. — Lettre de Gambetta au général Cambriels au sujet de Garibaldi. — Combat sur l'Ognon. — Le général Cambriels se retire. — Quelques lignes de Mgr Besson. — Les généraux Michel, Thornton, Crouzat se succèdent rapidement à la tête de l'armée de l'Est. — Cette armée se fond dans le 20e corps. — Marie-Edmée et son frère Gérald. — Nos mobiles. — L'administration. — Le camp de Conlie. — M. de Kératry. — Désaccord entre Gambetta et Kératry. — Démission de Kératry; M. Glais-Bizoin salué par 21 coups de canon. — Glais-Bizoin passe la revue de 50.000 hommes, sans uniformes et sans armes. — Garibaldi. — Crémer. — Combat de Nuits. — Le général Bourbaki. — Plan des opérations dans l'Est.

I

Dans le récit des opérations militaires, nous avons évité de donner, après chaque bataille ou combat, le chiffre des hommes tués de part et d'autre, car les rapports, à ce sujet, sont rarement vrais. Les pertes que nos armées ont fait subir aux Allemands sont connues aujourd'hui par des travaux officiels.

Le soldat fait, habitué à manier son arme, renverse, sur le champ de bataille, beaucoup plus d'hommes que le garde mobile, dont la main est moins assurée et le coup d'œil moins juste.

Aussi nos armées improvisées, tout en retardant la marche de l'ennemi, ne lui ont pas tué beaucoup de monde.

Le gouvernement allemand a publié des documents fort précieux sur la guerre de 1870-1871. Nous apprenons ainsi quelles ont été les pertes de l'armée ennemie pour les grandes batailles de Wissembourg, Wœrth, Spickeren, Borny, Rezonville, Saint-Privat, Beaumont, Sedan. Mais ces documents laissent ignorer le chiffre des hommes tués par les armées improvisées après la capitulation de Sedan.

Il est cependant facile de le savoir et de l'établir. Les Allemands ont perdu sur les champs de bataille, en *tués* et *blessés*, pendant la durée de la guerre : 127.897 hommes, dont 5.166 officiers, sur lesquels 17 n'ont pas été retrouvés ; 88 médecins ou employés ayant rang d'officiers, 12.208 sous-officiers et 110.435 soldats.

Les corps qui ont subi le plus de pertes sont :

Le 3e corps prussien qui, sur un effectif de 35.212 hommes, a perdu 496 officiers et 11.410 hommes, soit 33,7 0/0 ;

Le 1er corps bavarois qui, sur 34.820 combattants, a perdu 534 officiers et 11.002 hommes ; soit 33,01 0/0 ;

Le 5e corps prussien qui, sur 35.311 hommes, a perdu 208 officiers et 8.664 soldats ;

La garde royale qui, sur 43.664 hommes, en a perdu 9.678, dont 377 officiers ;

Le 3e corps a particulièrement souffert à Vionville ou Rezonville ; dans cette journée du 16 août, ses pertes dépassèrent 300 officiers et 6.000 hommes ; il assista le surlendemain à la bataille de Gravelotte ou de Saint-Privat-la-Montagne, à tout le siège ou blocus de Metz, au combat de Beaune-la-Rolande, à la bataille de Loigny et aux opérations contre le Mans.

Le 1er corps bavarois a été fort maltraité à Bazeilles, à Coulmiers, à Loigny, le 2 décembre, à Villorceau ou Josne, le 8, et à Vendôme, le 10. A la fin de la campagne,

il était tellement épuisé qu'on dut le mettre en seconde ligne au sud de Paris.

Les proportions des pertes par armes sont les suivantes :
Infanterie : 4.458 officiers, 112.029 hommes ; soit 17,6 0/0;
Cavalerie : 279 officiers, 4.342 hommes ; soit 6,3 0/0;
Artillerie : 422 officiers, 5.597 hommes ; 6,5 0/0 ;
Génie ou pionniers : 48 officiers, 633 hommes ; 2,8 0/0;
Train : 7 officiers, 105 hommes ; 0,3 0/0.

Les proportions des pertes par grades se répartissent ainsi :

Généraux 11,28 0/0 ; officiers supérieurs 26,96 0/0 ; capitaines 22,22 0/0 ; lieutenants 25,32 0/0 ; sous-officiers et soldats, 14,21 0/0.

On voit que la perte en officiers est proportionnellement presque double de celle de la troupe. Cela tient à ce que la durée du service étant très limitée, dans l'armée allemande, l'officier se voit forcé d'entraîner les soldats, de leur donner l'exemple. Dans les armées où le service militaire est permanent et de longue durée, le soldat combat aussi bravement que son officier. L'instruction rend le soldat habile, la discipline le rend obéissant, mais ni l'une ni l'autre ne peuvent créer le soldat complet comme la France en a possédé.

Si nous additionnons ensemble les chiffres des pertes des Allemands dans les batailles livrées par les armées de l'Empire, depuis Sarrebruck jusqu'à la fin du siège de Metz, nous arrivons à un total d'environ 76.000 hommes, chiffre qui doit être au-dessous plutôt qu'au dessus de la réalité.

Ainsi, sur 127.000 hommes que les Allemands ont perdus par le feu, 76.000 ont été mis hors de combat par la seule armée du Rhin. Il ne reste donc à l'actif des armées de Paris, du Nord, de la Loire et de l'Est que 51.000 tués ou blessés ; ce qui prouve la solidité des braves soldats

de l'armée du Rhin et leur supériorité sur les troupes levées à la hâte, quel que fût leur courage.

La 2e armée de la Loire, commandée par le général Chanzy, a, plus que les autres armées improvisées, fait éprouver des pertes aux Allemands; mais il est difficile de préciser le chiffre de ces pertes.

Il existe cependant une dépêche écrite le 16 janvier par le major général de l'armée allemande, le baron Prodbielski, après les combats livrés autour du Mans :

« Versailles, le 16 janvier 1871.

« Les rapports parvenus jusqu'ici de la 2e armée évaluent le chiffre total de nos pertes, en morts et en blessés, dans les combats victorieux du 6 au 12 de mois, à 177 officiers et 3.200 hommes. A l'ennemi on a fait jusqu'à présent 22.000 prisonniers non blessés et on lui a pris deux drapeaux, dix-neuf canons, plus de mille voitures chargées et une grande quantité d'armes, de munitions et de matériel de guerre. »

Tous ces chiffres sont éloquents. Ils prouvent que pour faire la guerre, il faut des armées permanentes, instruites et rompues au métier; des armées riches en cadres inférieurs, même très courageuses, très dévouées, même commandées par les d'Aurelle, les Faidherbe et les Chanzy, si elles sont improvisées, ne peuvent lutter longtemps contre des armées régulières et exercées.

Elles remporteront un succès après une bataille de quelques heures, mais seront hors d'état de soutenir les efforts d'une campagne. Aux temps où les armées prenaient leurs quartiers d'hiver, où les marches n'étaient que de quelques heures, où les armes à feu ne portaient pas au loin, le soldat pouvait, après un an de service, suffire à la peine. Il n'en est plus ainsi de nos jours.

La guerre a changé de caractère. Ce n'est plus ce

duel courtois, presque galant, qui faisait accourir tous les gentilshommes de France. Aujourd'hui, on s'extermine sans même se voir; à peine les meilleures natures conservent-elles quelques sentiments de pitié dans ces massacres où des milliers d'hommes s'entr'égorgent.

Que les princes de la terre y prennent garde, ils mettent la haine dans le cœur des peuples ; ils les rendent cruels.

Jadis l'homme restait assez longtemps dans l'armée pour y puiser des sentiments d'honneur militaire qui affaiblissaient ce que la guerre a de barbare. Nous élevions le moral de l'homme, nous avions soin de lui apprendre un langage nouveau pour lui; la discipline, l'idée de patrie le préparaient aux sacrifices, en un mot, il devenait soldat.

Désormais l'instruction militaire consistera, faute de temps, à enseigner le tir. Le corps seul sera transformé. On obtiendra ainsi de nombreuses réserves trop faibles pour résister aux défaites. Ne perdons cependant pas de vue, dans nos constitutions militaires, que la véritable force du pays se trouve dans l'armée permanente. C'est elle qui fera supporter à l'ennemi le plus de pertes.

Dans le système de guerre de M. de Moltke, l'artillerie a été le principal, l'homme est devenu presque l'accessoire. Rien ne sera plus facile que d'imiter ce système de courte durée. M. de Moltke savait que pour battre le Français, il fallait le tenir éloigné, ne pas se mesurer avec lui, et opposer en toutes circonstances deux ou trois hommes à chacun de nos hommes.

Mais à côté de cette manière de combattre qui a causé de la surprise, mais n'est plus un secret, puisque chaque nation imite la Prusse, il y a bien autre chose.

La Prusse qui nous a vaincus à Frœschwiller, à Forbach, à Sedan et à Metz, est encore la Prusse de Frédéric II. Elle a conservé, dans ses malheurs, l'esprit militaire, la

considération due à l'épée, le respect pour la carrière des armes.

Frédéric ne signait pas un seul brevet d'officier sans connaître les qualités de celui auquel il confiait un commandement, même le plus modeste. Il aimait le soldat et vivait familièrement avec lui, sans que jamais le respect en ait souffert.

« Frédéric II conservait le plus longtemps possible officiers et soldats ; les soldats vieillissaient sous les drapeaux..., on préférait pour les emplois civils les soldats hors de service à tous autres concurrents. Les officiers qui abandonnaient le service quand ils pouvaient encore en remplir les fonctions, n'obtenaient rien et étaient mal vus (1). »

Les succès de la Prusse sont moins dus à ses études sur l'art de la guerre, qu'à son esprit militaire. Frédéric souriait de pitié, lorsqu'après Rosbach (2), il voyait nos généraux imiter servilement tel mouvement de l'exercice prussien, ou tel détail de l'uniforme, et ne pas voir que les victoires sont dans les institutions, dans les mœurs, dans le langage.

Un jour de revue, le roi de Prusse passait devant un soldat qui, par coquetterie, étalait un cordon et n'avait pas de montre.

« — Quelle heure est-il à ta montre ? » dit le Roi.

Le grenadier tire alors son cordon qui supportait une balle de fusil :

« — Voilà ma montre, sire, elle m'apprend que je dois, à toute heure, être prêt à mourir pour votre Majesté. »

S'arrêtant devant un officier, dont la figure portait une profonde cicatrice, le Roi lui dit :

(1) Colonel Carion-Nisar, *Essai sur l'histoire générale de l'art militaire* t. II, p. 222.

(2) Rosbach (Saxe). Frédéric II y battit en 1757 les Français commandés par le maréchal de Soubise.

« — Dans quel cabaret as-tu reçu cette balafre ? »

« — A Kollin (1), où votre Majesté paya l'écot. »

Ces minuties, ces riens sont le secret des victoires ; l'esprit qui inspire ce grenadier, cet officier, est celui d'une nation militaire. Celui qui la gouverne porte l'épée, monte à cheval et sa voix se fait entendre.

Cela n'empêche pas la venue des mauvais jours ; mais ils passent rapidement, si l'esprit est demeuré le même.

Ne soyons donc pas assez naïfs pour imiter la Prusse dans la seule partie matérielle ; demandons-lui ses institutions, son esprit militaire, donnons comme elle une supériorité sociale à l'armée ; et si la guerre se fait un jour, souvenons-nous qu'en 1870-1871, l'armée allemande, pour nous vaincre, a sacrifié 127.000 de ses meilleurs soldats.

II

Le 28 septembre 1870, après la capitulation de Strasbourg, le général Werder, libre de ses mouvements, envoya en avant le 14e corps d'armée, sous les ordres du général Degenfeld. Ce 14e corps comptait 51.000 hommes, dont 18.000, sous les ordres de Tresckow, furent employés au siège de Belfort. Si l'on en croit un témoignage allemand, le 14e corps avait pour mission de tenter un coup de main sur Langres, qui interceptait la ligne ferrée, et empêchait Werder de se porter sur Châtillon-sur-Seine et Troyes, dans le but de mettre obstacle aux concentrations des troupes françaises. Le major-général prussien avait, en conséquence, recommandé de bombarder Langres à l'aide des pièces de gros calibre qui avaient servi au siège de Strasbourg. Le 14e corps avait, en

(1) Kollin (Bohême). Le 18 juin 1757, les Autrichiens y défirent complètement Frédéric II.

outre, pour mission de réparer le chemin de fer de Blainville à Chaumont, par Epinal et Faverney.

Quelles étaient les troupes et les généraux qui allaient s'opposer à la réalisation des plans de M. de Moltke ? D'abord les francs-tireurs, tant fêtés par les parisiens, lors de leur visite à l'Exposition de 1867. Ils devaient être commandés par des chefs intrépides : le commandant du génie Varaigne, le capitaine Bourras, également de l'arme du génie, le capitaine d'artillerie Perrin, échappés de Sedan, et qui offrirent leurs services dès la seconde semaine de septembre.

Le général commandant les forces françaises concentrées à la hâte dans l'Est, fut Cambriels.

Officier de mérite, artiste distingué, le général Cambriels (Albert), né dans le département de l'Aude en 1816, était fils d'un général du premier Empire. Sorti de l'Ecole de Saint-Cyr, Albert Cambriels devint officier supérieur en 1853, et fut colonel du 84ᵉ en 1859. Il eut l'honneur de tirer le premier coup de fusil à Montebello. Général de brigade en 1863, il fut placé, au moment de la guerre de 1870, dans le 3ᵉ corps (maréchal Bazaine). N'ayant pu rejoindre l'armée du Rhin, il figura dans le 12ᵉ corps et fit la campagne sous les ordres du général Lebrun. Depuis le 25 août 1870, il était divisionnaire.

Atteint d'une grave blessure à la journée de Sedan, Cambriels fut renvoyé sans condition, avec la plupart des blessés qui se trouvaient dans les ambulances tombées au pouvoir des Allemands.

Devenu libre, et quoique souffrant de sa blessure, il se mit à la disposition du gouvernement de Tours, qui le chargea de préparer la défense dans l'Est et de barrer le passage à Werder. Telle fut l'origine de la première armée de l'Est, à laquelle nous conservons ce titre, un peu ambitieux peut-être.

S'il avait suffi d'un chef compétent, instruit, actif, doué

d'un coup d'œil juste, sachant communiquer le feu sacré aux troupes exercées, bon et dévoué pour les soldats, les Vosges eussent été infranchissables, ou du moins l'ennemi rebuté, décimé, eût été contraint à moins d'audace. Mais il est impossible de se rendre un compte exact des difficultés de toute nature que rencontra le brave et malheureux général.

L'historien officiel allemand suppose que Cambriels s'occupait, vers le milieu de septembre, d'organiser un corps d'armée, et que ce corps se composait en partie de l'armée dite de Lyon, de la garnison de Besançon et des mobiles de Belfort. Il va même jusqu'à dire que ce corps d'armée atteignit le chiffre de 30.000 hommes, en comptant de nombreuses gardes nationales et les francs-tireurs, le tout constitué « en grandes unités tactiques. »

Le général Cambriels n'avait pas de soldats, mais des bandes indisciplinées, sans instruction, impossibles à encadrer, faute de sous-officiers, de vieux soldats et d'officiers de troupe.

A la fin de septembre, il y eut dans le sud du département de la Meurthe quelques petites expéditions de francs-tireurs contre des gendarmes prussiens qui jetaient la terreur dans le pays ; à Flavigny-sur-Moselle et à Vézelise, une dizaine de ces maraudeurs furent tués ou faits prisonniers.

Le commandant de la 4e compagnie des francs-tireurs de la Meurthe, presque tous originaires des environs de Nancy, le capitaine d'Hautel, ancien officier de Crimée, n'en fit pas moins la campagne avec une bravoure et un entrain qui excitait les troupes (1).

Le général Cambriels, s'attendant chaque jour à voir l'armée allemande déboucher par les défilés des Vosges, confiait au général Dupré, qui disposait d'une dizaine de

(1) Cet officier distingué est mort à Dôle en 1872, des suite de ses fatigues.

mille hommes et de deux batteries, le soin de se porter vers Saint-Dié, à Nompatelize et au bois de la Woivre.

Le plan de Werder était de se reporter au sud de Bar, sur Etival, et plus au nord par Schirmeck, sur Raon-l'Etape. Un commencement de défense, consistant en abatis d'arbres, en coupures de routes, en amoncellements de matériaux, attendait le général Degenfeld qui ne tarda pas à rencontrer quelques francs-tireurs. Après un engagement, les Badois, malgré des pertes assez sérieuses, s'emparèrent de Raon-l'Etape et d'Etival. Le passage des Vosges était forcé et les Allemands en devenaient maîtres.

L'objectif principal des douze mille Allemands était la ville de Saint-Dié, qui leur semblait le centre de la résistance ; le 6 octobre 1870, commença le mouvement offensif.

Les Français étaient postés sur les hauteurs du village de Nompatelize (1), que couvrirent bientôt d'épais nuages de fumée, et qui, centre de l'action, ne tarda pas à être enveloppé d'un cercle de feu. A droite et à gauche du champ de bataille, s'étendaient des forêts assez profondes.

L'artillerie badoise, triple de la nôtre, écrasait nos malheureux bataillons, dont la tenue, sous une pluie de projectiles, était des plus courageuses. A onze heures, le général Dupré fut atteint d'une balle à la mâchoire inférieure, et céda le commandement au lieutenant-colonel Hocdé. La victoire eût peut-être récompensé les efforts de nos braves soldats, si ce brillant officier n'eût été, au moment décisif, renversé par un éclat d'obus, qui lui brisait un bras et une jambe. Il fut transporté chez le curé de la Bourgonce (2). Le soir, un chirurgien poméranien lui pratiqua une double amputation ; mais

(1) Village des Vosges, 612 habitants, canton de Raon-l'Etape.

(2) Village des Vosges, 757 habitants, canton de Saint-Dié. Le combat de Nompatelize porte aussi le nom de combat de la Bourgonce.

la fièvre se déclara ainsi que le délire, et le brave colonel mourut dans la matinée du 9 octobre.

Vers midi, l'ennemi étonné suspendait sa marche en avant ; à deux heures, commençait la déroute des Badois, fuyant dans la direction des bois voisins. Une heure plus tard, ayant reçu de sérieux renforts, ils se maintiennent d'abord, ils se décident assez mollement à reprendre l'offensive, puis essayent, sans grands résultats, de déloger les Français du bois des Jumeaux. Enfin ces derniers conservent leurs positions aux environs de Saint-Dié où l'ennemi ne pénètre qu'avec hésitation.

Les francs-tireurs bretons, avec quelques compagnies de mobiles des Deux-Sèvres, après avoir marché pendant toute la nuit du 5 au 6 octobre, ne peuvent arriver sur le terrain de l'action qu'au moment où elle touchait à sa fin. Mais ils défendent énergiquement les passages de la Gravelle, des Hautes-Jacques et du Mont-Repos, entre Saint-Dié et Raon-l'Etape. Ils coupent les routes qu'ils encombrent d'énormes sapins et se maintiennent seuls pendant trois jours. Les retours offensifs qu'ils firent, en rayonnant autour de leurs positions, ne furent pas inutiles ; le 6 octobre, le capitaine d'Hautel, suivi de vingt-cinq francs-tireurs, entrait résolûment dans Nompatelize et mettait hors de combat une dizaine d'Allemands.

Nous perdions, dans cette affaire de Nompatelize, environ 1.400 hommes, dont 300 morts, 450 blessés, et 650 prisonniers. Le pays couvert de bois était favorable à la défense, et nos troupes avaient l'avantage du nombre. Chacune des colonnes qui attaquaient n'était composée que de deux bataillons, celle de la rive droite avait une section d'artillerie, et l'autre dix bouches à feu. On eût pu profiter de la division de l'ennemi, du couvert du bois et du brouillard pour opérer sur une seule rive et y accabler l'assaillant. Mais on combattit sur les deux rives. Sur la rive gauche, l'avantage fut un moment de notre

côté; la situation des Allemands devenait grave, car ils n'avaient que neuf compagnies déployées sur un front de sept kilomètres. Avec un adversaire plus exercé ils eussent été battus.

Une place d'honneur, dans ce récit, devrait être accordée au lieutenant de compagnies franches qui, pendant la plus grande partie de la journée du 6 octobre, défendit le défilé entre la Salle et Saint-Remy.

Cet officier, dont la France ne doit pas oublier le nom, est mademoiselle Antoinette Lix.

L'héroïne de tant d'aventures glorieuses est née à Colmar en 1839. Après avoir pris son brevet d'institutrice, elle éleva pendant quelque temps l'enfant d'un riche Varsovien, qui se trouva engagé dans le soulèvement de 1863 de la Pologne contre la Russie. En qualité de franc-tireur dans l'armée polonaise, Mlle Lix se fit admirer par sa bravoure, son énergie dans le péril, son intelligence à toute épreuve. Les Russes furent vainqueurs et Mlle Lix revint en France. De chef de francs-tireurs elle devient sœur de charité en 1866, pendant une épidémie qui sévit à Lille.

Son dévouement ayant été apprécié par le gouvernement impérial, Mlle Lix obtint un emploi dans l'administration des postes et fut nommée directrice du bureau de Lamarche (Vosges).

C'est là que la guerre de 1870 vint la surprendre. Avec son caractère ferme jusqu'à l'audace, son ardent patriotisme, elle se jeta dans la lutte contre l'envahisseur. Un soir, on apprenait dans un village des Vosges la capitulation de Sedan; une soixantaine d'hommes de tout âge et de toute condition se réunirent pour organiser la défense du pays. On songea tout d'abord à la formation des francs-tireurs. « Me voilà, dit la directrice des postes de Lamarche, un fusil de plus c'est toujours ça. »

Celui qui venait d'être nommé capitaine s'avance et répond : « Vous êtes reconnue, Mademoiselle, ne cherchez pas à cacher qui vous êtes. » Et le brave homme raconte en quelques mots le passé de la nouvelle recrue.

Mlle Lix fut nommée lieutenant à l'unanimité des voix. Pendant toute la durée de la campagne, il n'y eut pas de chef plus respecté, mieux écouté et sachant mieux donner l'exemple de la persévérance, de l'intrépidité et du calme (1).

Dans la journée du 6 octobre, à la tête de ses francs-tireurs, Mlle Lix défendit un défilé entre la Salle et Saint-Remy ; vers midi, un gros de cavalerie badoise les chargea furieusement ; mais le tir des francs-tireurs fut tellement sûr et rapide, que pas un des cavaliers ne put arriver jusqu'à eux. Ils firent demi-tour, laissant sur le terrain bon nombre d'hommes et de chevaux.

Parmi nos blessés les plus sympathiques se trouvait un élève de l'Ecole polytechnique, M. Pistor, qui, après s'être admirablement battu à la malheureuse affaire de Wissembourg, où il avait enlevé un canon à l'ennemi, et décoré de la Légion d'honneur pour cette action d'éclat, était venu se mettre à la disposition du commandant Bourras dont il était devenu le lieutenant d'état-major. La convalescence de M. Pistor devait durer longtemps. Ce ne fut qu'au mois de décembre qu'il put reprendre la campagne avec le grade de capitaine qu'il avait glorieusement mérité.

(1) Sa brillante conduite a valu à Mlle Lix plusieurs récompenses : au mois de janvier 1872, le gouvernement lui conféra une médaille d'or de première classe et la croix de bronze des ambulances. M. de Charette lui envoya, en 1873, la médaille des zouaves pontificaux, et les dames alsaciennes lui ont offert, en 1872, une splendide épée d'honneur d'un travail remarquable. Enfin, la Société nationale d'encouragement au bien lui décernait une médaille de bronze ; et en 1884, le secrétaire général de cette Société, M. Honoré Arnoul, lui a remis une médaille d'honneur de première classe en récompense de son livre : *Tout pour la patrie* (in-12, chez Bloud et Barral, Paris).

III

Maîtresse de la Bourgonce, le 6 octobre, l'armée ennemie se portait, le 9, sur Rambervillers.

Avant leur départ, les Allemands avaient incendié les plus belles maisons de la Bourgonce, sans avoir même le droit d'invoquer l'excuse des représailles contre les malheureux habitants qui n'avaient pris aucune part à la lutte.

Le 9 octobre, l'avant-garde prussienne essaye de s'emparer de Rambervillers (1) ; elle est reçue par les gardes nationaux qui la mettent en déroute.

Le major Petitjean prend aussitôt les mesures nécessaires pour arrêter l'ennemi. Le cimetière, placé à l'intersection des routes de Saint-Dié et de Raon-l'Etape, est occupé par quatre-vingts gardes nationaux ; cent cinquante autres se forment à la hâte dans les faubourgs et dans une tuilerie. Ces braves gens, menacés d'être tournés, exécutent leur retraite en s'abritant derrière les haies, les meules, les moindres accidents de terrain, et, s'ils reculent, ce n'est qu'après avoir infligé à l'ennemi des pertes sensibles.

Vers le soir, après avoir défendu leurs barricades avec énergie, ils durent se replier vers la grande barricade, à la hauteur du café Henriot. Installés dès lors dans une partie de la ville, les Allemands se vengèrent de leur résistance, en fusillant six habitants qui n'avaient commis d'autre crime que de circuler dans les rues. Ils allèrent jusqu'à s'emparer d'un pauvre idiot qui marchait devant eux, au hasard, inconscient, joyeux du bruit qu'il entendait, chantant et dansant. Le malheureux fut massacré.

Dans leur colère, les Allemands brisent portes et fenê-

(1) Chef-lieu de canton du département des Vosges, arrondissement d'Epinal ; 5.310 habitants.

tres, pillent les boutiques, détruisent les meubles, fouillent jusqu'au dernier recoin des maisons pour découvrir des blessés français. Ceux-ci sont arrachés de leurs lits et tués à coups de crosse. L'un d'eux, nommé Noirclair, reçut jusqu'à quarante coups de baïonnette. Les Allemands regardaient les mains des habitants, et si ces mains étaient noircies par la poudre ou en conservaient même l'odeur, les malheureux étaient fusillés ; un ordre défendait d'enlever les morts.

La nuit fit cesser le cri lugubre des officiers allemands : *worvatz* (en avant). La pluie tombait épaisse ; de temps en temps retentissaient des coups de fusil auxquels succédait le silence.

Werder entre dans la ville, prend comme otage le conseil municipal, et frappe les habitants d'une énorme contribution de guerre.

Le général donna quatre heures pour réunir la somme exigée, sinon la ville allait être livrée au pillage de la soldatesque. Werder fit savoir aux habitants que, s'il avait eu des canons, la ville eût été réduite en cendres. L'exaspération du général était d'autant plus violente, qu'il venait de perdre un intime ami, le major Berkfeld, celui-là même qui avait planté le drapeau allemand sur la cathédrale de Strasbourg.

Rambervillers avait bien mérité de la patrie. Citons parmi les défenseurs de cette noble petite ville : le commandant Petitjean, MM. Besson, Duffourt, Arnould, Pierre, Job et Retournard. Mais peut-être serait-il plus juste de rappeler les noms de tous les gardes nationaux.

Les Allemands perdirent sept officiers et cent quatre-vingts soldats. Ils transportèrent à Raon-l'Etape plus de deux cents blessés.

Après Rambervillers eut lieu l'engagement de Brouvelieures, bourg situé à deux kilomètres de Saint-Dié. Au nombre des francs-tireurs qui se distinguèrent de

nouveau, il convient de rappeler la 16e compagnie (compagnie parisienne), capitaine l'Arbalitier. Le corps de Bourras, qui se montait à environ 600 hommes, eut à lutter contre 3.500 Prussiens soutenus par une batterie. Nos pertes furent d'une cinquantaine d'hommes et celles de l'ennemi durent être considérables, si l'on en juge par les scènes de violence qui suivirent le combat. Le soir même, à Bruyères et à Laval (1), des maisons furent incendiées, malgré les cris de désespoir des femmes chassées de leurs foyers. Laval presqu'entier fut détruit sans pitié. Le combat de Brouvelieures et les escarmouches antérieures permirent à nos troupes de gagner Remiremont, pendant que Werder marchait sur Epinal.

Dans la matinée du 12 octobre, dix uhlans étaient signalés près du cimetière de cette ville. Aussitôt une trentaine de gardes nationaux se mettent à la disposition du sous-lieutenant Enard (2). Ils se portent en avant du château, jusqu'aux abords de la ferme de Failloux. D'autres gardes nationaux viennent renforcer les premiers. Pendant que chacun s'apprête au combat, les Prussiens s'avancent dans la direction de Razimont et de Deyvillers (3). Dès qu'ils sont à portée, les gardes nationaux commencent le feu sous les ordres de MM. Kromberg, Bonnin, Maulbon, Enard, anciens officiers ou sous-officiers de l'armée. Comment pouvait-on espérer que deux cent cinquante hommes arriveraient à défendre une ville ouverte ? Mais ces braves gens voulaient du moins sauver l'honneur.

Les Prussiens établirent deux batteries, dont l'une attaquait le château et le cimetière, et l'autre, le bois de la Woivre. Ce bois était en même temps tourné par un

(1) Bruyères (Vosges), 2.428 habitants ; chef-lieu de canton. — Laval (Vosges), 410 habitants, canton de Bruyères.

(2) Ce brave officier a écrit sur cette journée un récit aussi exact que patriotique.

(3) Deyvillers (Vosges), 615 habitants, canton d'Epinal.

escadron de cavaliers. Le lieutenant Enard y fut grièvement blessé.

L'armée allemande accentuait son mouvement en avant, dans la direction de Failloux où s'étaient barricadés quelques hommes résolus : ceux-ci, par suite d'un double mouvement convergent, se virent bientôt enveloppés ; quelques-uns parvinrent à s'échapper. Le caporal de la garde nationale Michel, commerçant très aimé et jouissant d'une grande considération dans la ville, reste sourd aux pressants appels de ses compagnons. Il ne veut pas abandonner son poste. Entouré par l'ennemi, il oppose une résistance héroïque ; le nombre ne l'intimide pas, il refuse encore de se rendre. Enfin, frappé de plusieurs balles, il tombe, et son corps est percé de coups de baïonnette.

Neuf gardes nationaux, cernés par les Prussiens, sont conduits à coups de crosse devant le général ennemi, qui les dirige sur Deyvillers. Les soldats allemands chargés de l'exécution de cet ordre, pillent en passant les maisons sur leur route. Ils rencontrent un pauvre jeune homme *sans bras* et le font prisonnier. Le père de ce malheureux dut l'accompagner pour lui donner du pain et l'aider à prendre ses repas.

La résistance d'Epinal devenait impossible ; elle cessa à quatre heures. Sur les hauteurs qui dominent la ville, on voyait des uhlans qui, avec une audace inouïe, descendaient les pentes à pic qui séparent le terrain de la Justice de la place des Vieux Moulins. Sur le plateau même, une batterie d'artillerie menaça la ville au premier signe de résistance.

Un peu avant cinq heures, les Allemands occupèrent Epinal.

Au moment où les vainqueurs descendaient le faubourg Saint-Michel, un incident dramatique fit palpiter bien des cœurs : sans se laisser toucher par les cris de

désespoir de sa femme et de ses enfants, un homme sortit précipitamment de sa maison et se plaça au milieu de la route, genou à terre, épaulant sa carabine. Cet homme, nommé Dubois, ne songeait certes pas à lutter contre une armée entière, mais il voulait qu'en repassant le Rhin, le soldat de la Prusse emportât le souvenir d'un patriote français. Il y a de sublimes désespoirs, et cet homme préféra la mort à la douleur de voir ce barbare assis à son foyer.

Les Prussiens marchaient toujours, et lui le Français les laissait approcher. Lorsque les premiers rangs ne furent qu'à une centaine de pas, Dubois abaissa lentement sa carabine et fit feu. Un Allemand roula sur la route ; presque en même temps un autre coup partit, et fit tomber un Prussien hors des rangs.

Feu! cria un officier. Une dizaine de coups de fusil retentirent ; Dubois fut comme lancé en arrière, mais retomba le visage contre terre. Il était foudroyé. Arrivé à quelques pas du corps, celui qui avait commandé fit un signe. Deux hommes sortirent des rangs, prirent le cadavre par la tête et par les pieds, et le jetèrent dans un terrain vague.

Ainsi mourut Dubois, le vieux soldat d'Afrique et de Crimée (1).

Ce trait ne rappelle-t-il pas celui que raconte Gœthe dans sa *Campagne de France* (1792) :

« La prise de possession de Verdun fut troublée par un cas unique, il est vrai, mais qui produisit une grande sensation, et inspira une sympathie générale. Comme les Prussiens entraient, il partit de la foule du peuple un coup de fusil qui ne blessa personne. Un grenadier français ne put ni ne voulut nier cet acte téméraire. J'ai vu ce soldat au corps de garde, où on l'avait conduit.

(1) *Combat d'Epinal*, par Victor Jeanroy.

C'était un très beau jeune homme, bien fait, au regard assuré, à la contenance tranquille. En attendant que son sort fût décidé, on le laissa en liberté. Près du corps de garde était un pont sous lequel passait un bras de la Meuse ; le soldat s'assit sur le parapet, demeura quelque temps immobile, puis, se renversant en arrière, il se jeta dans l'eau : il en fut retiré mort. »

Revenons à notre récit.

Les habitants d'Epinal s'étaient admirablement défendus, car pendant trois heures deux cent cinquante gardes nationaux arrêtèrent les progrès d'une armée de 14.000 hommes. Ce temps d'arrêt permit de sauver le matériel de la gare et quatre cents blessés de la Bourgonce, qui furent dirigés sur la ligne de Gray.

C'est à la date du 12 octobre qu'il faut reporter la nomination par le gouvernement de la Défense nationale de Garibaldi, comme général de l'armée des Vosges. Ce choix n'était pas sans donner lieu à des appréciations diverses et à d'amères récriminations. Gambetta crut devoir adresser au général Cambriels la lettre suivante : « Général, *je fais appel à votre patriotisme*. Le commandement des compagnies franches, avec une brigade des mobiles de la zone des Vosges, a été donné au général Garibaldi, qui a généreusement offert son épée et ses services à la République française. Le général Garibaldi est parti pour aller vous voir, et se concerter avec vous sur les moyens d'action. Je compte sur le bon accueil que vous allez lui faire, et je suis sûr qu'un homme de cœur tel que vous mettra loyalement sa main dans celle de l'illustre patriote, pour triompher ensemble des difficultés présentes. »

Pour qui sait lire entre les lignes, cette lettre exprime l'embarras de Gambetta. Il sentait qu'un général français ne pouvait qu'être blessé d'une telle association. Garibaldi, auquel on donnait le titre de *général*, n'était en

réalité qu'un aventurier que de faciles succès avaient rendu célèbre. Depuis la guerre de 1870, il a pris soin de faire connaître lui-même ses préférences pour l'Allemagne, mais on pouvait croire, lorsqu'il vint en France, qu'il combattrait pour notre cause.

Cependant Gambetta, pour faire accepter cet étranger, dut en appeler au patriotisme du général français. Celui-ci souffrait alors cruellement de la blessure reçue à Sedan, et Cambriels put, non sans raison, invoquer, vers le milieu d'octobre, l'état d'une santé fortement ébranlée depuis le 1er septembre, pour donner sa démission.

Il serait peut-être permis de supposer que la dignité du général Cambriels eut trop à souffrir de voir son nom si pur associé à celui d'un révolutionnaire italien.

Depuis la journée de la Bourgonce, l'armée de Cambriels était complètement désorganisée. Le général crut devoir renoncer momentanément à une lutte sérieuse et prit la résolution fort grave de conduire ses troupes sous les murs de Besançon.

A cette nouvelle, un véritable déchaînement de calomnies et de colères se produisit. Cambriels fut accusé de trahison et d'incapacité.

On croirait, en lisant certains récits, que le général alla d'Epinal à Besançon sans faire face à l'ennemi. Cambriels avait reçu la nouvelle que des troupes allemandes se montraient à Belfort sur ses derrières ; c'étaient celles de la 4e division de réserve. Craignant pour ses communications, il se repliait vers le Sud. L'ennemi prenait la même direction et entrait à Vesoul le 18.

Le même jour un télégramme de l'état-major allemand permettait au général de Werder de pousser au besoin jusque sous les forts de Besançon, et lui prescrivait de se diriger ensuite sur Bourges par Dijon. Apprenant que le général Cambriels, renforcé par des troupes

venues de Besançon, avait pris position sur l'Ognon, affluent de la Saône qui coule parallèlement au Doubs, à peu de distance de cette ville, Werder portait son corps dans cette direction. Le 22, le 19e corps arrivait en trois colonnes sur l'Ognon par Pin, Etuz et Voray. Le combat s'engageait à Etuz et Voray (1) et nos troupes étaient repoussées presque sous les murs de Besançon.

Le ministre de la guerre, Gambetta, étant venu dans cette dernière ville, voulait que le général Cambriels se portât dans les Vosges ; mais celui-ci s'y refusait absolument, se déclarant prêt à tenir sur le Doubs.

Cependant *la première armée de l'Est*, décimée par le feu, les fatigues, les désertions, l'indiscipline et le froid, était réduite à 24.000 hommes. Les soldats manquaient de vivres, de vêtements et surtout de chaussures ; les ambulances et les munitions faisaient presque totalement défaut, et les hommes savaient à peine se servir de leurs armes.

On s'explique donc le découragement qui dut s'emparer du général Cambriels, chargé de tenir contre Werder et Krug von Nidda. Ce découragement fut aggravé, comme nous l'avons dit, par sa blessure, et sans doute aussi par la conviction de son impuissance. On aurait tort de croire que cette armée de l'Est ne combattit pas aussi bravement que celles de Faidherbe, de d'Aurelle et de Chanzy.

Le 21 octobre, à la bataille de Cussey (2), les Lorrains rivalisèrent avec les Bretons.

Empruntons quelques détails au récit d'un prélat (3) :

« Ne dites pas que les mobiles, faute d'expérience, lâchèrent pied au premier choc. Il est déjà midi, et

(1) Etuz et Voray, deux villages de la Haute-Saône.

(2) Cussey-sur-l'Ognon (Doubs), canton de Marchaux. — *Bataille de Cussey*, par S. Droz, Besançon, 1872.

(3) *L'année d'expiation et de grâce*, par Mgr Besson, évêque de Nîmes.

l'Allemand, toujours repoussé et toujours plus nombreux, n'a pas encore obtenu un seul avantage. Il suspend le combat, et attend de nouveaux renforts. Le feu recommence, mais l'attitude du bataillon des Vosges est toujours la même. Leur courage croît avec les périls, et les prodiges de leur valeur se multiplient en voyant grossir les rangs de l'ennemi. C'est le sergent Fleurot, nom fameux dans les Vosges, et cher à l'art de guérir, qui brave une grêle de balles pour distribuer des munitions ; c'est le capitaine Colle qui s'élance sur le pont, suivi de toute sa compagnie.... C'est le lieutenant Méline qui chancelle à peine sous un coup de feu presque mortel ; c'est le sous-lieutenant Charles Delang qu'un éclat d'obus frappe à la tête lorsqu'il enlève ses hommes par de nobles paroles. »

Il ne faut pas oublier que, dans ce combat de Cussey presqu'ignoré en France, 750 Vosgiens manquant d'artillerie luttèrent depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, contre une armée de 18.000 hommes, soutenus par sept batteries.

Dans la nuit qui suivit le combat de Cussey, nos zouaves et nos mobiles se reforment et se concentrent dans les bois d'alentour. A trois heures du matin, pendant l'obscurité, lorsque les Allemands dorment dans leur bivouac, zouaves et mobiles se précipitent sur l'ennemi.

Un cri de mort s'éleva au milieu du silence, et la clameur s'entendit dans les campagnes voisines.

C'est à la suite de tous ces événements, qui ne sont pas sans quelque gloire pour une armée jeune et improvisée, que le général Cambriels, à bout de forces, résignait son commandement, non pas entre les mains de Garibaldi, comme on l'a dit, mais dans celles du ministre de la guerre, Gambetta.

Il fut remplacé le 1[er] novembre par le général Michel, qui le fut à son tour par le général Thonton, et celui-ci

par le général Crouzat. Ce dernier achevait l'organisation des troupes de l'Est, lorsque le gouvernement de Tours lui donna l'ordre de laisser une garnison de 15.000 hommes à Besançon et de venir à Chagny, entre Dijon et Châlon-sur-Saône, pour protéger Lyon qui était à découvert.

L'arrivée du prince Frédéric-Charles sur les bords de la Loire, après la capitulation de Metz, et l'impérieuse nécessité de fournir au général d'Aurelle de Paladines toutes les forces militaires dont elle pouvait disposer obligèrent la délégation de Tours à donner au général Crouzat l'ordre de se rendre à Orléans avec 40.000 hommes, qui formèrent le 20e corps, sous le commandement de ce dernier et du général Clinchant.

Les provinces de l'Est étaient dégarnies et n'avaient plus dès lors d'autres défenseurs que les bandes de Garibaldi, à Autun, et les 15.000 hommes de la division Crémer, à Beaune.

IV

Les Allemands ont fait, pendant la dernière guerre, une observation qui prouverait qu'en France les liens de la famille sont plus développés, plus solides qu'on ne le pense communément. Les armées ennemies étaient sans cesse traversées en tous sens par des femmes et des vieillards à la recherche des blessés. Dans les combats de chaque jour, des hommes tombaient, le mouvement de la bataille les laissait couverts de blessures à la lisière d'une forêt, ou sous les décombres de l'incendie. Les uns mouraient en silence, les autres, recueillis par les villageois, se guérissaient lentement, sans pouvoir faire connaître leur sort.

Des foyers pleins de larmes, une mère, une sœur,

s'échappaient à la recherche de l'absent. Quelque barbares qu'ils fussent, les Allemands se laissaient toucher par ces sentiments de tendresse, et ils ouvraient leurs rangs devant ces grandes douleurs qui souvent s'arrêtaient près d'une tombe.

Nous pourrions rappeler de nombreuses et cruelles recherches dont le souvenir durera autant que la vie ; mais parmi, ces souvenirs, évoquons l'image d'une jeune fille de la Lorraine.

Au début de l'Empire, une expédition française sous les ordres du général Oudinot rendit au Souverain-Pontife la ville de Rome. Parmi les officiers de notre armée, se trouvait un vaillant homme de guerre, qui ne revint au foyer que paralysé des membres. Il y retrouva une épouse digne de lui, une jeune fille, Marie-Edmée, et Gérald son fils qui devait reprendre l'épée tombée des mains de son père. Ce soldat des anciens jours se nommait Pau et habitait la ville de Nancy.

Le monde, entraîné par les affaires, distrait par les plaisirs, ignore que de vieux officiers, à peu près inconnus, vivant dans les retraites les plus modestes, élèvent leurs enfants, non pour les conduire à la science, mais à l'honneur. Il y a souvent, dans les demeures voilées, des leçons plus fières et plus dignes que n'en reçoivent les enfants des rois.

Près du vétéran leur père, Marie-Edmée et Gérald apprirent à élever leurs sentiments au-dessus des intérêts terrestres, et à donner à la patrie toute leur âme, tout leur cœur, tout ce que Dieu avait mis en eux de vie. La jeune fille fut comme enivrée de patriotisme.

Le père mourut, le fils entra à l'Ecole militaire, et Marie-Edmée devint sans le savoir écrivain distingué et grande artiste.

Lorsque la guerre de 1870 inonda le nord de la France des blessés de Wissembourg, de Frœschwiller et de

Forbach, la ville de Nancy eut ses ambulances, ses convois, ses passants. Les femmes accoururent de toutes parts comme de vraies sœurs de charité. Marie-Edmée soignait les blessures, consolait les misères, suivait les convois, un crayon à la main, demandant les noms pour écrire aux familles inquiètes, et priant Dieu de ne pas abandonner la patrie. C'est au milieu des souffrances qu'elle apprit que son frère Gérald, jeune sous-lieutenant d'infanterie, était tombé sur le champ de bataille. Elle chérissait ce frère d'une tendresse de mère.

Alors la jeune fille timide voulut partir pour aller à la recherche de ce frère bien-aimé, à travers mille périls. Elle n'avait pas encore vingt-cinq ans, et il lui fallait, seule, traverser les armées ennemies, braver le regard farouche du Prussien, interroger à chaque heure un hôpital, une ambulance, un convoi de blessés, pour retrouver son frère mort ou vivant. Elle se souvint des enseignements du père, soldat tombé sous les murs de Rome, et bravement, saintement, la jeune fille partit.

Dans une ambulance, Marie-Edmée rencontra un soldat du 78e qui était du régiment et de la compagnie de Gérald. Ce soldat assistait à la bataille. Il a vu tomber son sous-lieutenant ; il l'a vu se relever pour combattre encore. Une seconde balle l'atteint à la main droite déjà mutilée et le met hors de combat. On l'entraîne vers une ambulance et une balle le frappe à la jambe.

Les Prussiens s'emparent de l'ambulance et Gérald est prisonnier avec tous les blessés. En terminant son récit, le soldat ajoute que son sous-lieutenant a été amputé de la main droite.

Avant de quitter Nancy, Marie-Edmée s'est rendue à l'église pour prier. En partant, elle a dit : « Mon Dieu, gardez-moi ; Jeanne d'Arc, aide-moi ! » En apprenant le sort de son frère, elle répète ces paroles.

Elle retrouve Gérald au pouvoir des Prussiens. La

jeune fille se présente devant M. de Bismarck et demande que l'officier mutilé soit rendu à sa famille. Le chancelier refuse. Une seconde tentative demeure sans résultat. Marie-Edmée parvient cependant à obtenir que son frère sera libre, s'il consent à ne pas porter les armes contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre. — Jamais! s'écrie Gérald, il me reste une main pour tenir une épée !

Enfin, M. de Bismarck, à la vue d'un certificat délivré par les chirurgiens de l'armée prussienne, consent à rendre le blessé. Ce certificat déclarait que Gérald, amputé récemment de l'avant-bras droit, ne pouvait plus servir.

Marie-Edmée a donc rendu un fils à sa mère. Elle prodigue au malade les soins les plus tendres, et bientôt les plaies du bras et de la jambe se cicatrisent.

A peine peut-il marcher, boitant toujours, le bras en écharpe, que le jeune sous-lieutenant parle de son nouveau départ pour l'armée. L'ennemi est sur les bords de la Loire, il ira l'y chercher. Les prières, les larmes d'une mère et d'une sœur ne peuvent le retenir. Gérald s'éloigne et va rejoindre un régiment. On le dirige sur Besançon, vers le milieu du mois d'octobre. Un peu plus tard il fait partie de l'armée de Bourbaki.

Le foyer domestique retrouve ses alarmes. Le temps passe, et l'on est sans nouvelles de Gérald. Des combats meurtriers succèdent à des marches sans fin, à des fatigues inouïes, à de terribles épidémies. La mère et la sœur mêlent leurs larmes et unissent leurs prières ; mais aucune lettre ne vient calmer les inquiétudes. De vagues renseignements ont appris que Gérald est capitaine, et que la décoration de la Légion d'honneur lui est annoncée et promise.

Les tourments de la mère deviennent si cruels, que Marie-Edmée se décide à partir une deuxième fois pour aller à la recherche de son frère.

Cette fois le voyage sera plus long, plus dangereux surtout. Il faudra braver une température glaciale, visiter les ambulances perdues dans les montagnes, croiser en tous sens des troupes en désordre, ne pas trouver le soir un gîte pour la nuit, souffrir de la faim et peut-être ne pas retrouver le frère.

Raconter le voyage de Marie-Edmée serait suivre les traces sanglantes de l'armée de Bourbaki. Elle va d'hôpital en hôpital, ne s'arrêtant que pour soigner les malades. Elle franchit la frontière de la Suisse.

Non loin du village de Mouthe, où, suivant sa coutume, elle interroge les soldats sur le sort de son frère, Marie-Edmée apprend qu'il est capitaine, pour sa belle conduite à Montbéliard, chevalier de la Légion d'honneur, pour s'être distingué à Villersexel, et que son régiment est à peu de distance. Elle court à l'église et tombe à genoux.

Marie-Edmée sait que son frère est sain et sauf, mais elle n'oublie pas que sa pauvre mère souffre, dévorée d'inquiétudes, et tremble sur le sort de ses deux enfants. La jeune fille se condamne alors au plus douloureux des sacrifices ; elle ne verra pas ce frère qu'elle a cherché au péril de sa vie, elle se précipitera vers sa mère pour lui apporter la bonne nouvelle et la consoler (1).

La jeune fille retourne donc sur ses pas et revient au foyer, sa mère la presse dans ses bras, mais éprouve à l'instant même un douloureux pressentiment. Marie-Edmée a trop souffert pour que les traits de son visage ne soient pas altérés. Sa mère en est épouvantée. La jeune fille a respiré l'air empoisonné des hôpitaux, elle

(1) M. Gérald Pau est aujourd'hui commandant du 23e bataillon de chasseurs à pied. Le plus jeune, sans doute, des officiers supérieurs de l'infanterie française, et l'un des plus distingués de l'armée. Rien n'est beau comme une épée portée de la main gauche, lorsque la droite est restée sur le champ de bataille.

a pansé des plaies mortelles, elle a veillé près du lit des mourants, les fatigues l'ont accablée, et les privations se sont fait sentir cruellement. Elle revient donc pâle et tremblante ; elle sourit tristement, cherchant à calmer les inquiétudes de sa mère. Mais Dieu devait rappeler à lui l'enfant de la Lorraine.

Le 9 mars 1871, son cercueil traversait les rues de Nancy, accompagné de soldats français mutilés par la guerre et prisonniers de l'Allemagne ; autour des soldats, des femmes, des vieillards, des enfants versaient des larmes. Les grenadiers prussiens s'arrêtaient et saluaient.

Pauvre fille d'un soldat, sœur de soldat, tu étais alors l'image de la France !

Comme tant d'autres, tu es morte des douleurs de la patrie. Que ton nom soit honoré par ceux qui aiment leur pays !

Pendant que marchait lentement le convoi funèbre de Marie-Edmée, un cavalier prussien, surpris de voir une telle multitude autour d'un cercueil, demande à une petite fille du peuple si quelque princesse est morte.

— Non, répond l'enfant, c'est une sœur de Jeanne d'Arc.

Pour bien comprendre cette réponse, il est nécessaire de connaître Marie-Edmée.

La première, elle a eu la pensée de rapporter à Jeanne d'Arc la grande fête nationale de la France. Toutes les dates choisies dans l'histoire ont un côté politique. Il y a dans les événements qui donnent lieu aux anniversaires des vainqueurs et des vaincus, souvent des bourreaux et des victimes. Ces solennités nationales ne durent qu'un temps parce qu'elles rappellent des faits que de nouvelles pages d'histoire effacent du souvenir.

Les peuples aiment à personnifier leurs passions. Avec quel enthousiasme nos paysans salueraient l'image de Jeanne d'Arc, fille des champs, sortie de la chaumière

pour aller à la guerre, et morte sur un bûcher allumé par l'étranger !

Jeanne d'Arc personnifie la patrie, non seulement aux yeux du peuple, mais dans l'esprit des lettrés. Son image serait d'autant plus sacrée qu'elle est un peu voilée par le temps, et que les légendes ont fait une sainte du paradis de celle qui fut un vaillant chevalier.

Marie-Edmée voulait donc faire de Jeanne d'Arc la Patronne de la France. Cette pensée mérite qu'on s'y arrête.

Les peuples de la race latine : Français, Espagnols, Italiens, ont puisé dans le catholicisme le respect de la femme ; aucun homme, quelque grand qu'il ait été, ne s'est élevé aussi haut que la mère du Christ, dans leur amour et leur respect.

Si elle était notre Patronne, Jeanne d'Arc serait au-dessus de toutes les illustrations et célébrités historiques. Sa naissance sous le chaume, son enfance au village, sa vie dans les camps, sa mort semblable à celle des martyrs, eussent fait de cette jeune fille un être à part.

Ce ne fut pas chez Marie-Edmée une pensée passagère, une admiration de quelques jours. Loin de là, elle consacra toute sa vie à Jeanne d'Arc, visita son village de Domrémy, le bois chenu, l'église du hameau et les champs où la bergère de Lorraine conduisait son troupeau.

Alors Marie-Edmée, comme pénétrée de l'esprit de son héroïne, écrivit l'*Histoire de notre petite sœur Jeanne d'Arc, dédiée aux enfants de la Lorraine.* C'est l'histoire touchante d'une fille des champs. Tout cela est simple, naïf, sans un seul mot de gloire humaine. Pour mieux conserver à ce récit son caractère presque enfantin, Marie-Edmée dessina de sa main ces images qui rappellent les missels du moyen âge.

Elle écrivit aussi son journal intime, car Marie-Edmée appartenait à cette race d'Eugénie de Guérin, d'Alexan-

drine de la Ferronnays, de Joséphine de Limagne, qui ont su approfondir les mystères de la douleur humaine.

Le journal de Marie-Edmée ne nous met pas seulement, comme celui d'Eugénie de Guérin, en présence d'une vie simple embellie par l'amour des choses nobles et élevées; il ne nous initie pas uniquement, comme les œuvres de Mme de Craven, aux combats de la femme chrétienne désireuse de conformer sa vie à son idéal. Marie-Edmée nous révèle aussi l'artiste, cherchant à donner une forme à son rêve, et surtout la femme patriote brûlant de servir son pays.

Lorsque le maréchal de Mac-Mahon, commandant d'un corps d'armée dont le siège était à Nancy, fit son entrée dans la ville, les troupes étaient sous les armes, les tambours battaient, les trompettes sonnaient. De sa petite chambre, Marie-Edmée entendait tout ce bruit. Sous cette impression, elle écrivit : « Je suis dans une frénésie de gloire, dans un de ces moments où, pour immortaliser mon nom, je donnerais la moitié de ma vie et tout mon bonheur. Oh ! pourquoi ne suis-je qu'une femme ? Un frisson étrange m'agite des pieds à la tête. Il y a un écho au fond de mon âme qui répond à ces harmonies lointaines ; pourquoi mon cœur bat-il ainsi au roulement des tambours? »

Ces lignes nous font comprendre le patriotisme de Marie-Edmée.

Sa passion pour Jeanne d'Arc n'est pas moins vive :

« En réunissant toutes mes amitiés en une seule, je ne crois pas trouver un amour comparable à celui que j'ai pour cette jeune fille morte il y a plus de quatre cents ans. Qu'on nomme cela folie, exaltation, chimère, je demanderai s'il est possible que l'imagination soit plus féconde que la réalité. Or, cette chimère obtiendrait de moi tous les sacrifices. Ce nom, quand je l'entends prononcer ou quand je le lis écrit quelque part, me

remplit d'une émotion impossible à décrire ; mon cœur bat, mes yeux se remplissent de larmes, je ne sais quoi d'immense comble le vide affreux qui existe en moi ; un souffle divin me soulève, et je voudrais avoir des ailes pour aller chercher dans le ciel ma Beatrix à moi. »

Le récit de la guerre de 1870, dans le journal de Marie-Edmée, est un véritable poëme. Ces heures des grandes souffrances de la patrie, c'était son heure, l'heure qu'elle attendait pour se dévouer et pour mourir.

Si nous avons consacré ces quelques pages, dans nos *Récits,* à la jeune fille de la Lorraine, c'est que Marie-Edmée avait au cœur l'amour sacré de la patrie. Aucun de nos lecteurs ne s'en plaindra.

V

Ce sont les combattants, soldats et mobiles, qui seuls ont sauvé l'honneur de la France en 1870-1871. A côté d'eux se sont trouvés des femmes pour panser les blessures, et des religieux apportant de suprêmes consolations.

L'administration politique a manqué à tous ses devoirs.

Les populations, terrifiées par les envahisseurs, ont parfois refusé aux défenseurs ce qu'elles accordaient aux Allemands.

Il y eut dans les rangs de la troupe des défaillances et de nombreux découragements, mais pouvait-il en être autrement ? Des hommes étrangers au métier des armes, presque des enfants, sont jetés tout à coup, sans préparation, dans une sorte de fournaise. Sous une pluie de balles et d'obus, ils combattent des journées entières ; des marches forcées les épuisent ; à peine vêtus, ils dorment dans la neige, sous la pluie, et leur repos est sans cesse interrompu par des attaques subites. Ils sont

écrasés par l'artillerie lointaine, invisible et terrible. L'histoire des guerres n'a jamais présenté spectacle plus lamentable, et c'est à peine si la retraite de Russie, en 1812, étale sous nos yeux plus de misères.

Ce ne sont pas quelques défaillances qui doivent surprendre, mais les efforts constants, la résistance énergique, le patriotisme poussé jusqu'au martyre. On a demandé plus à ces gardes mobiles qu'il n'avait été exigé des soldats en aucun temps et dans aucun pays.

Cette jeunesse n'était même pas encadrée, les commandements inférieurs laissaient à désirer au point de vue de l'instruction, et cependant on bravait les balles et les obus, on attaquait à la baïonnette, on soutenait la retraite pas à pas.

L'ennemi nous a vaincu par le nombre et par la science ; dans les déroutes il a ramassé les prisonniers par milliers, mais son estime nous reste, car aucun peuple au monde n'aurait mieux fait que nous. Jamais on ne saura ce qu'il a fallu de dévouements intrépides pour soutenir cette lutte inégale. Un brave officier, général pour quelques jours, capitaine improvisé, ou sous-lieutenant de la veille, se précipitait en avant et tous le suivaient. Combien, parmi eux, n'ont fait connaître leur nom que sur la liste des morts !

Et en ces moments douloureux où le soldat soutenait l'honneur de la patrie, l'administration nouvelle se montrait odieuse, lorsqu'elle n'était pas ridicule. Nous en donnerons un seul exemple.

Nous avons dit ailleurs un mot du camp de Conlie (1). Il importe de rappeler ce que fut cette réunion d'hommes, ne serait-ce qu'au point de vue administratif.

L'histoire du camp de Conlie est celle des contingents mobilisés fournis par les départements bretons : Côtes-

(1) 2e série, *Après Sedan*, page 265. — Conlie est un bourg de la Sarthe.

du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure et Morbihan. Le contingent mobilisable était, pour chacun de ces départements : Côtes-du-Nord 17.500 hommes ; Finistère 13.950 ; Ille-et-Vilaine 17.878 ; Loire-Inférieure 17.317 ; Morbihan 12.660. Total : 79.305 hommes. Voilà donc près de 80.000 hommes mis à la disposition du gouvernement, avant la fin du mois d'octobre, tandis que les autres départements n'ont été en mesure que dans le courant de janvier.

La première idée du camp de Conlie appartient à M. de Kératry (1).

L'armée de Bretagne fut décrétée le 22 octobre 1870 par le gouvernement de la Défense nationale ; et M. de Kératry en eut le commandement, *en qualité de général de division, brevet de l'armée auxiliaire*, *et pendant la durée de la guerre*. Un crédit de huit millions fut spécialement affecté à cette armée.

Le camp de Conlie était à six lieues et demie du Mans, sur la route de cette ville à Mayenne. M. de Kératry voulait former une armée composée de Bretons, et qui seraient appelés à défendre la Bretagne. Cette pensée avait été adoptée tout d'abord par M. Gambetta ; mais il ne tarda pas à craindre que cette armée, composée d'éléments peu républicains, ne devînt un danger pour son gouvernement. Avec ce préjugé, il eût été sage de disperser ces braves gens dans les divers corps, au lieu de les réduire à l'impuissance.

A peine entré dans son commandement, M. de Kératry adressait une proclamation qui se terminait par ces paroles sympathiques : « Que les cœurs faibles restent en arrière, que les vrais Bretons marchent en avant, que votre seul cri de ralliement soit : *Dieu et patrie* ! »

Vers la fin du mois de novembre, le camp de Conlie

(1) Rapport fait à l'Assemblée nationale par Arthur de la Borderie, député d'Ille-et-Vilaine.

comptait 35.000 hommes. On avait envoyé le mois précédent 2.000 fusils remingtons, modèle espagnol, et 500 revolvers ; mais M. de Kératry ne tarda pas à reconnaître le mauvais vouloir de M. Gambetta pour les mobilisés.

« Un fait curieux, c'est que, tandis qu'on assignait l'armement des mobilisés bretons sur des cargaisons encore en mer, il y avait à Brest plus de 15.000 armes à tir rapide, venues d'Amérique et parfaitement disponibles. M. de Kératry ne put les obtenir (1). »

Le 20 novembre 1870, M. de Kératry adresse à Tours une dépêche qui se termine ainsi : «... Le Comité d'armement m'a envoyé 5.000 carabines et 2.000 remingtons. Je n'ai rien autre chose. C'est avec cela qu'on veut faire la guerre ! Ce serait risible, si ce n'était lugubre, quand on arme de fusils perfectionnés tous les aventuriers qui se présentent à Tours, au cri de : VIVE LA RÉPUBLIQUE ! »

Cette dépêche ne valut pas à l'armée de Bretagne un fusil de plus ; mais son auteur reçut de Gambetta la réponse suivante : « Je crois m'être acquitté de mes devoirs envers le pays, envers vos soldats et envers vous..... Vous écrivez que j'arme de fusils perfectionnés tous les aventuriers qui passent à Tours, au cri de *Vive la République !* Ce n'est point ce cri qui m'empêcherait de les armer, si j'avais de quoi, et *je suis tout à fait surpris que vous vous soyez permis d'en faire un grief qui, du reste, est tout à fait injuste.* Je ne vous dis rien de plus sur ce petit mouvement d'impatience. »

On voit s'accentuer dans ce télégramme l'expression de mécontentements nourri dans l'entourage de M. Gambetta, à l'endroit de l'armée de Bretagne. M. de Kératry, au lieu de terminer sa proclamation du 23 octobre par le mot sacramentel de *Vive la République !* donnait à son armée pour « seul cri de ralliement » *Dieu et patrie.*

(1) Deuxième déposition de M. de Kératry devant la Commission d'enquête.

Il n'en fallait pas davantage pour qu'un sentiment de défiance s'emparât du gouvernement de Tours, à l'endroit de M. de Kératry et de ses mobilisés.

On en était là le 21 novembre ; les mobilisés bretons continuaient à attendre leurs armes, quand tout à coup se produisit, dans les destinées de l'armée de Bretagne, une péripétie brusque et imprévue. Le 21 novembre, dans la soirée, M. de Kératry reçut de Gambetta cette dépêche : « Concertez-vous avec Jaurès pour couvrir Alençon avec toutes les forces dont vous devez pouvoir disposer. »

Le lendemain, 22 novembre, nouvelle dépêche : « L'ennemi paraît vouloir nous pousser assez vivement dans la direction du Mans. *Je vous conjure d'oublier que vous êtes Breton* pour ne vous souvenir que de votre qualité de Français, et de vous concerter avec le général Jaurès pour opposer à l'invasion votre naissante, mais vaillante armée ; c'est l'occasion de lui donner le baptême du feu. »

Le même jour, troisième dépêche de Gambetta : « Je pars pour le Mans avec renforts ; je vous manderai, aussitôt arrivé. Jusque-là, travaillez et préparez-vous à mettre en ligne les plus grandes forces que vous pourrez. Il faut nous concerter pour agir et sauver la ligne du Mans *que des incapables* ont compromise. »

Le corps d'armée du grand-duc de Mecklembourg, parti de Chartres et de Houdan, s'était, depuis le 17 novembre, avancé vers l'Ouest, occupant successivement Dreux, Châteauneuf, Digny et la Loupe. Le corps d'armée poussait devant lui les troupes peu nombreuses, sans cohésion et sans organisation, mises sous les ordres du général français Fiéreck. Le 21, ces forces ayant été battues à Bretoncelles et à la Fourche, les Allemands avaient occupé Nogent-le-Rotrou et la ligne de Bellême, la Ferté-Bernard, Authon, prêts à descendre vers Vibraye et Saint-Calais, d'où ils menaçaient également le Mans et Tours (1).

(1) Dreux, Châteauneuf, Digny, La Loupe, Authon et Nogent-le-Rotrou

Donc, grand émoi dans cette dernière ville où le gouvernement ne se croyait plus en sûreté. Suivant l'usage, le général avait été accusé d'*incapacité,* quoiqu'il fût très vigoureux ; l'accusation injuste, blessante, était suivie de la destitution. Fiéreck avait pour successeur le capitaine de vaisseau Jaurès.

M. de Kératry ne voulut amener avec lui que des hommes de bonne volonté : tout le monde s'offrit à partir. On put former ainsi une première division de marche de 12.000 hommes qui, renforcée de quelques détachements de troupes de ligne, donna un effectif de 15.000. Pas un seul jour M. de Kératry ne cesse de réclamer des armes pour l'armée de Bretagne, mais rien ne se fait.

Le général Trinité, désigné pour commander les 15.000 hommes qui entraient en campagne, découvre à Laval 1.400 chassepots sans emploi ; ils sont accordés aux mobilisés bretons et arrivent au camp de Conlie pendant la nuit du 23 novembre. On s'aperçoit le lendemain que les fusils sont dépourvus d'aiguilles de rechange et de nécessaires d'armes ; on en réclame à Tours qui répond par un refus. Cependant, sans ces accessoires indispensables, le chassepot est, en campagne, d'un usage impossible.

Le 23 novembre, le colonel Mengin trouve à Nantes 600 chassepots ; M. de Kératry les demande, mais ils sont expédiés au 14e de ligne, alors à Angers, hors des atteintes des Prussiens.

M. de Kératry ne jouissait pas de la confiance de Gambetta. Celui-ci adressa, le 24 novembre, cette dépêche au directeur de l'artillerie à Rennes : « Je vous donne l'ordre formel de ne rien délivrer, ni en matériel, ni en munitions, à M. de Kératry ou à ses lieutenants sans une autorisation explicite de ma part ou de mon délégué à Tours

sont des localités d'Eure-et-Loir ; — Bretoncelles et Bellême se trouvent dans l'Orne; -- La Ferté-Bernard, Vibraye et Saint-Calais, dans la Sarthe.

(M. de Freycinet). Suspendez donc d'urgence toutes livraisons de cartouches, batteries, mitrailleuses et autre matériel. Avez-vous expédié 50.000 cartouches à M. de Kératry? sinon, gardez-vous de lui expédier les cartouches. »

Ainsi le ministre de la guerre poussait les Bretons au combat, et leur refusait en même temps les moyens de combattre.

M. Gambetta se rendit au camp de Conlie, le 24 novembre, pendant que M. de Kératry était au Mans, occupé à diriger sur Yvré (1) sa division de marche. A défaut du général en chef Kératry, le ministre fut reçu par le général Le Bouëdec. Gambetta vit, dans ce camp, 25.000 hommes concentrés là en moins d'un mois. Il vit des travaux d'art et de défense, mais il n'y trouva pas l'esprit républicain très accentué. Il revint le même jour au Mans et rédigea une proclamation pour rappeler aux mobilisés de la Bretagne que la France était inséparable de la République : « Liberté, égalité, fraternité. Soldats... votre vie est rude, pleine de hasards et de sacrifices ; mais songez que vous vous battez pour sauver *à la fois* la France et *la République, désormais indissolublement liées dans la bonne comme dans la mauvaise fortune*..... Prêtez-vous donc serment les uns aux autres, comme nos pères, de marcher tous d'un pas égal à la délivrance *de Paris*, afin qu'il soit dit de vous comme de vos aînés : *Ils ont bien mérité de la patrie* et de *la République*.

« Vive la France! *Vive la République une et indivisible*. »

M. Gambetta, dont les préventions politiques vis-à-vis des Bretons n'étaient un secret pour personne, dit à M. de Kératry : « Vos mobilisés peuvent bien se contenter de fusils à piston (2). »

(1) Yvré-l'Evêque (Sarthe), 2.305 hab., canton du Mans.
(2) Déposition du général de Vauguyon.

En même temps M. Gambetta abrogeait le décret du 22 octobre qui avait créé l'armée de Bretagne et le commandement spécial de M. de Kératry. Il ramenait le camp de Conlie au commun régime des onze camps d'instruction institués le 25 novembre. Il brisait l'autonomie de l'armée de Bretagne en la soumettant, elle et son chef, au commandement supérieur du général Jaurès.

M. de Kératry répondit par sa démission.

VI

Ce qu'était au moyen âge l'arrière-ban à l'égard des armées féodales, les *mobilisés* l'ont été pour nous dans la guerre de 1870 : la dernière ressource de la résistance, mais, hélas ! la moins solide. Après avoir pris à la France tous ses éléments militaires les plus jeunes, les plus forts, les plus actifs, — la classe de 1869 et celle de 1870, les gardes mobiles, les anciens soldats de vingt-cinq à trente-cinq ans, les corps francs, — on finit par rencontrer cette dernière couche, la plus étendue, la plus profonde (635.000 hommes à elle seule), mais nécessairement aussi, à raison de l'âge et des habitudes, la moins riche en énergie militaire. De trente à quarante ans, on s'établit, on s'arrange pour vivre en paix : les calculs d'avenir et souvent même l'égoïsme remplacent l'imprévoyance et l'enthousiasme ; si l'on a été soldat, on peut, non sans peine, revenir à ce rude métier ; mais si jamais on ne l'a connu, il est trop tard pour l'apprendre.

Sous le règne de Louis XIV, dans des circonstances douloureuses, on fit appel à l'arrière-ban de la noblesse, dont la conduite ne fut pas brillante. Turenne dut solliciter comme une faveur l'éloignement de ces gentils-

hommes indisciplinés, ignorants et peu dignes de leurs ancêtres des croisades.

Nos mobilisés de 1870 arrivaient sans illusions, guidés par un seul sentiment, celui du devoir. Ils avaient droit au meilleur traitement. Leur discipline devait être paternelle, leur armement parfait, leurs résidences choisies, leurs fournitures excellentes. A ces hommes dont le caractère était formé, les idées arrêtées, il fallait un langage simple, étranger à la politique et seulement patriotique. Le plus grand nombre parmi eux se refusaient à croire que la jeune République de M. Gambetta pût être remise en regard de la vieille France de saint Louis et d'Henri IV.

Assez ordinairement, lorsqu'un bataillon de mobilisés partait, il assistait à une messe dans l'église du village ou de la petite ville ; le prêtre les bénissait et les exhortait à se comporter bravement, en bons Français et en bons chrétiens. S'il y avait quelques larmes, il y avait surtout la contenance grave d'hommes résolus. Pas un réfractaire, pour ainsi dire, et, chose remarquable, souvent, au départ, pas un seul homme ivre. Comme le nombre était en faveur, beaucoup figuraient dans les rangs qui ne pouvaient physiquement supporter les fatigues de la guerre.

Ces braves gens ne savaient rien, mais désiraient apprendre. Leurs officiers étaient presque aussi ignorants, et quelques-uns qui avaient servi autrefois semblaient jouer aux soldats. Les bons étaient partis avec les mobiles, les volontaires ou les recrues.

Toutefois, si on avait su prendre à temps les moyens de donner aux mobilisés bretons une instruction militaire sérieuse et d'éliminer les non-valeurs, on eût fait d'eux de bons soldats, égaux à ceux qui ont combattu dans cette guerre.

Ce qui le prouve, c'est que la division de marche

envoyée le 24 novembre du camp de Conlie à Yvré-l'Evêque, a fait, sous les ordres de l'intrépide Gougeard, la campagne de la Loire et du Mans, en rendant de bons services.

Notre but n'est pas de rappeler l'histoire complète du camp de Conlie, mais seulement de démontrer que M. de Kératry voulait former une armée pour défendre la Bretagne, et que M. Gambetta, absorbé par la politique républicaine, s'opposa constamment à cette pensée. Il ne voulut ni armer, ni instruire ces mobilisés.

Le 20 janvier, le général Chanzy demandait au ministre de la guerre Gambetta de mettre M. de Charette à la tête de toutes les forces chargées de la défense de la Bretagne. Le 23 janvier, M. de Freyçinet, délégué à la guerre, répondait à Chanzy : « M. Gambetta pense qu'il y aurait des inconvénients à constituer à Charette une sorte de commandement régional. Le mieux, dans son opinion, serait de lui adjoindre purement et simplement un certain corps de mobilisés bretons, avec lesquels il guerroyerait comme Lipowski et Cathelineau. Si cela vous convient, indiquez-moi le nombre des mobilisés que vous jugeriez utile de lui donner en sus des volontaires. *Il faut, en tout cas, éviter de donner à Charette une sorte de suprématie politique.* Il doit rester ce qu'il est, le chef militaire d'un corps de partisans. »

Le général Chanzy fit donc placer à la tête de l'armée de Bretagne non Charette, mais un vrai général de l'armée, commandant du 17ᵉ corps, le général de Colomb. Quatre corps de troupes sous ses ordres devaient être commandés par Cathelineau, Charette, Lipowski et Berranger (1). Les trois premiers reçurent le titre de général de l'armée auxiliaire. Mais ce décret, rendu le 27 janvier 1871, précéda de si peu l'armistice, qu'il n'eut pas d'autre suite.

(1) Général Chanzy, *Deuxième armée de la Loire*, p. 394, 396.

Le 30 janvier, le général de Colomb adresse çette dépêche : « J'arrive de Rennes, où j'ai vu la plupart des commandants des légions de brigades de mobilisés. Ces messieurs m'ont dit que les hommes étaient encore en sabots, mal armés, commandés par des officiers sur lesquels il n'est pas possible de compter..... »

Trois mots résument cette histoire de Conlie. La Bretagne avait donné, au premier appel, pour la défense nationale, tout ce que le gouvernement lui demandait en hommes et en argent ;

Le gouvernement dépensa l'argent, imposa aux hommes trois mois de souffrances, exposa le nom breton au ridicule ;

Et la Défense nationale n'en tira aucun profit.

Revenons un peu en arrière, et rappelons le voyage de M. Glais-Bizoin au camp de Conlie.

Le 9 décembre 1870, le gouvernement de Tours était en déménagement. Le décret qui ordonnait sa translation à Bordeaux avait été signé la veille, et dès ce jour, pendant que M. Gambetta se rendait à Bourges, en passant par Josnes, l'amiral Fourichon était parti pour la nouvelle capitale. Donc le 9 décembre, M. Crémieux, président de la nouvelle délégation, accompagné de Mme Crémieux, de sa famille et du corps diplomatique, s'embarquait pour Bordeaux dans un train spécial.

Le quatrième membre de la délégation, M. Glais-Bizoin, se rendit à la gare avec M. Crémieux, feignit de partir aussi pour Bordeaux, se dissimula parmi les voyageurs et disparut. Revenu à Tours, il prenait, dans l'après-midi, le train du Mans et débarquait le soir à Conlie en compagnie de M. de Kératry, démissionnaire depuis le 27 novembre. M. Glais-Bizoin était, en outre, accompagné du général Le Bouëdec qui avait encore, par *interim,* le commandement du camp.

Ce voyage de M. Glais-Bizoin et de M. de Kératry à

Conlie a grandement préoccupé l'opinion publique, qui crut alors, à tort ou à raison, y voir comme une tentative de *pronunciamento* ou de sécession à l'égard du gouvernement de Bordeaux. Aujourd'hui même, il y a là un point fort obscur, une sorte de mystère historique. M. Glais-Bizoin se mettant à conspirer contre le gouvernement dont il était membre, c'était une bizarrerie, mais non pas une impossibilité. On voyait, en ce temps-là, des choses étonnantes. Essayons d'expliquer, s'il est possible, le mystère, au moyen des documents renfermés dans les *annexes* de la Commission d'enquête.

Le lendemain de sa démission, M. de Kératry avait écrit à M. Gambetta une lettre datée d'Angers, le 18 novembre, dans laquelle il exprimait son mécontentement. Il y accusait de *trahison* « les hautes administrations de la guerre et de la marine », il y annonçait l'intention de les faire traduire en conseil de guerre sitôt que les événements le permettraient ; il n'englobait pas M. Gambetta lui-même dans ces accusations de trahison, il lui reprochait « une insigne faiblesse » et un prodigieux aveuglement. Cette lettre, publiée dans les journaux, consomma la scission entre ces deux hommes politiques.

A ce moment, se trouvait à Tours M. de Marivault, capitaine de vaisseau d'une grande intelligence qui sollicitait un commandement. Gambetta le nomma immédiatement général de division au titre auxiliaire, et, le lendemain, il lui confia le commandement supérieur du camp de Conlie.

On annonçait alors à Tours l'arrivée de M. de Kératry. M. Gambetta s'en préoccupait, et la police fut prévenue par ce billet : « Il faudrait surveiller ce soir l'hôtel de Bordeaux, et particulièrement MM. Guyot-Montpayroux, Cochery, Wilson et Lefebvre-Pontalis (Antonin). Me prévenir sans délai de l'arrivée du général Kératry et de son aide de camp. *Urgent.* »   A. R. (1)

(1) Ces deux lettres, A. R., signifient : Arthur Ranc.

M. de Kératry était en effet à Tours lorsqu'il apprit la nouvelle de la défaite de la première armée de la Loire et la reprise d'Orléans par les Prussiens, les 4 et 5 décembre 1870. Sous l'impression douloureuse de ces désastres, il écrivit à M. Gambetta pour le prier de lui rendre son commandement des mobilisés de la Bretagne.

Pour toute réponse à la lettre de M. de Kératry, Gambetta signa, le 7 décembre, le décret qui nommait au commandement supérieur de Conlie M. de Marivault.

Le jour où ce décret paraissait au *Moniteur*, c'est-à-dire le 9 décembre, M. Glais-Bizoin se rendait au camp avec M. de Kératry, avant l'arrivée du nouveau commandant.

M. Glais-Bizoin ayant publié sur son *triumvirat* un livre qui semble sincère, qui est en tout cas fort instructif puisqu'il y peint en déshabillé la délégation de Tours et de Bordeaux, nous espérions découvrir dans les pages qu'il a écrites le mot de cette sorte d'intrigue où l'auteur jouait le rôle principal. Voici, d'après M. Glais-Bizoin, le récit du départ de M. Crémieux et de sa famille pour Bordeaux, le 9 décembre :

« Je les accompagnai jusqu'à la gare et me donnai le plaisir de les mettre en voiture, avec la résolution de ne pas les rejoindre avant d'avoir visité le camp de Conlie *où je craignais que le général de Marivault, nommé à la place de Kératry, ne trouvât de la résistance.* Crémieux, qui me croyait dans le train, éprouva un vrai désappointement lorsqu'il ne rencontra à Bordeaux que l'amiral Fourichon. Comme Gambetta était parti à la même époque pour Bourges et Nevers, Crémieux et l'amiral ne pouvaient prendre aucune décision (1). »

Il semble peu probable que M. Glais-Bizoin vint à Conlie pour soutenir l'autorité de M. de Marivault, en compagnie de M. de Kératry. L'entreprise eût été singulière.

(1) *Dictature de cinq mois, mémoires pour servir à l'histoire du gouvernement de la Défense nationale*, par M. Glais-Bizoin ; pages 131, 132.

M. de Kératry, dans sa seconde déposition devant la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale, paraît plus sérieux. Il expose qu'après avoir donné sa démission, rien ne le retenant en province, il avait résolu de percer les lignes prussiennes pour rejoindre à Paris sa femme et son enfant. Dans ce but, il s'était muni, à la sûreté générale, d'un laisser-passer pour traverser les lignes françaises ; il allait partir, lorsqu'un journal fit connaître ce projet. Force lui fut donc d'y renoncer. M. de Kératry continue :

« Je déjeunais ce matin-là à Tours avec M. Glais-Bizoin, lorsque le général Le Bouëdec, qui m'avait succédé au camp de Conlie, comme le général Gougeard m'avait succédé à la division de marche, vint m'avertir que l'armée de Bretagne s'était vu, *par ordre supérieur*, couper toutes ressources financières. Les vivres mêmes allaient manquer, car personne ne voulait plus rien payer. Il me pria d'engager M. Glais-Bizoin à intervenir de sa personne auprès du payeur général de Rennes, pour l'ouverture d'un crédit, et venir juger par lui-même de ce qui se passait au camp. Ce fut là l'origine du voyage de M. Glais-Bizoin. Le général Le Bouëdec et moi partîmes avec lui. »

Quoi qu'il en soit, M. Glais-Bizoin fit à Conlie une entrée triomphale et fut salué comme un prince, par vintgt et un coups de canon. Cet honneur lui semble tout naturel, car il se borne à dire dans son récit : « Un train spécial nous amena au camp à la tombée de la nuit : vingt et un coups de canon annoncèrent notre arrivée. »

VII

Un chef de bataillon des mobilisés d'Ille-et-Vilaine, le commandant de la G..., écrit ce qui suit dans son jour-

nal : « Le 9 décembre 1870, le coup de canon qui se tirait chaque fois pour ordonner l'extinction des feux fut suivi de vingt et un autres. Grand émoi dans le camp, tout le monde sort de ses tentes : — C'est une victoire sur la Loire ! crient les uns. — C'est Trochu qui est sorti de Paris, clament les autres. Tous nous courons vers le quartier-général, aux cris redoublés de *Vive la France !* Quand j'y arrivai, il y avait là, devant la porte, environ quinze cents personnes, pour la plupart officiers, tous criant : *A Paris !* Un officier et moi pénétrons dans l'intérieur, où l'on nous apprend que nous n'avons point gagné de bataille sur la Loire, que Trochu n'est point sorti..., mais que M. Glais-Bizoin est entré ! Nous répétons au dehors cette grande nouvelle. Tableau. Je regrette que l'illustre triumvir ne soit pas sorti alors de la baraque où il soupait avec l'état-major, et ne se soit pas montré à la foule. Il y avait là beaucoup de ses anciens électeurs des Côtes-du-Nord ; à en juger par l'exaspération de ceux qui m'entouraient, leur ex-député eût reçu d'eux des preuves *touchantes* de la satisfaction qu'éprouvaient les mobilisés bretons, à le voir arriver au camp avec un tel fracas. »

Devant la Commission d'enquête M. de Vauguyon dépose avec plus de calme : « Aussitôt que l'on sut que les vingt et un coups de canon célébraient seulement l'arrivée de M. Glais-Bizoin, on rit beaucoup ; c'est la seule émotion que j'aie vue dans le camp. »

Qui avait ordonné ces vingt et un coups de canon ? Ce ne pouvait être M. de Kératry qui n'avait plus d'autorité ; M. Le Bouëdec s'est défendu d'avoir pris l'initiative, et le colonel Julien, commandant l'artillerie de l'armée de Bretagne, n'exécuta pas l'ordre sans faire observer qu'une salve tirée après le coucher du soleil était chose contraire aux règlements.

Le gouvernement éprouva une vive émotion en appre-

nant le voyage bruyant de M. Glais-Bizoin. Le général de Marivault, arrivé à Conlie dans l'après-midi du 9 décembre avec M. Carré-Kérisouët, expédia cette dépêche au délégué à la guerre à Bordeaux : « Le général Le Bouëdec télégraphie de Tours, qu'il va arriver au camp avec Glais-Bizoin et Kératry. J'ignore l'objet de cette visite. »

M. de Freycinet prévient Gambetta ; M. Ranc, directeur de la sûreté générale, appelle l'attention de M. Crémieux sur le voyage de Glais-Bizoin.

Enfin Gambetta, qui est à Josnes (1), expédie à son délégué cette réponse curieuse :

« Veuillez faire savoir au gouvernement que M. Glais-Bizoin étant parti pour le Mans avec Kératry, il conviendrait de le faire revenir d'urgence à Bordeaux *sous prétexte de nouvelles importantes arrivées de Paris, et qui exigent une délibération en conseil immédiate.* »

Le Conseil ne pouvait délibérer sans Glais-Bizoin, que l'on voulait faire revenir en le trompant.

Cet échange de dépêches n'empêcha pas Glais-Bizoin de poursuivre le cours de son expédition.

Le 10 décembre, de huit à onze heures du matin, il passa en revue tous les bataillons du camp rangés sur le front de bandière. Il affirme, dans son livre, avoir passé cette revue seul, « sans être accompagné des généraux de Kératry et Le Bouëdec. Il se trompe. S'il eût été seul, il se fût inévitablement perdu, abîmé dans les bourbiers de Conlie, d'autant plus qu'il faisait, ce jour-là, un brouillard fort épais. Un grand nombre de témoins, entre autres le colonel de Coniac (2), affirment que « M. Glais-Bizoin, *accompagné du général Le Bouëdec*, passa en revue les 50.000 hommes dont se composait le camp de Conlie. »

(1) Josnes (Loir-et-Cher), 1.523 habitants, canton de Marchenoir.

(2) *Historique de la 2e légion d'Ille-et-Vilaine*, par le colonel de Coniac. (*Annexe du rapport officiel*, p. 137.)

Glais-Bizoin et le général Le Bouëdec marchaient sans escorte, sans ordonnances. Comme les morts de la ballade, ils passaient vite, voilés par la brume. Parfois le brouillard devenait plus intense et leurs pas plus rapides. L'œil ne parvenait même pas à les saisir au passage. Ce malheur advint, entre autres, au commandant de la G... qui raconte ainsi son infortune :

« Le 10 décembre, à huit heures du matin, nous étions rangés sur le front de bandière ; M. Glais-Bizoin devait nous passer en revue. Il faisait un froid atroce et un brouillard tel, qu'on ne voyait guères à dix pas devant soi. Nous restâmes ainsi trois heures en place, à demi gelés. A onze heures, un officier nous donna ordre de rompre les rangs. On m'affirma que M. Glais-Bizoin avait passé la revue et qu'il était même venu à mon bataillon, je ne m'en étais pas aperçu. Mon colonel, plus heureux que moi, avait, je crois, aperçu le grand homme. Dans un ordre du jour, M. Glais-Bizoin nous félicita sur notre bonne tenue et donna double ration d'eau-de-vie. »

La proclamation de M. Glais-Bizoin contenait cette phrase : « Sur ce sol glacé et couvert de neige, toute cette brillante *jeunesse* se montrait dans la meilleure tenue,..... il ne lui manquait que des armes (1). »

Il n'y avait au camp de Conlie qu'une force réelle, puissante : la redoute de Tennie. Cette redoute était armée de plus de trente canons de marine, dont vingt de 16 centimètres, rayés, se chargeant par la culasse, portant à 6.000 mètres. M. Glais-Bizoin visita la redoute, sans y rien comprendre, et porta ce jugement : « Un fort que je trouvai armé d'*un* gros canon de marine, *pièce inutile et incapable de résister aux obus prussiens,* qui eussent bientôt jeté le désordre dans le camp dépourvu d'enceinte fortifiée. »

(1) *Dictature de cinq mois,* Glais-Bizoin, p. 137-138.

VIII

Après la revue de M. Glais-Bizoin, les officiers supérieurs se réunirent au quartier-général. Placé au milieu du cercle, le membre du gouvernement prononça un discours dans lequel il fit l'éloge de M. le général de Kératry, des généraux Le Bouëdec et Carré-Kérisouët. « Un autre chef, brave officier, a été placé à la tête de ce camp, vous lui ferez l'accueil dû autant à son mérite qu'à son passé militaire. »

A la fin de cette allocution, un incident surgit, qui a été rapporté par un témoin oculaire (1) : « Après un semblant de revue, où les hommes avaient, pour la plupart, leurs bâtons de tente en guise de fusils, M. Glais-Bizoin réunit les officiers en cercle, prit la parole et nous donna un aperçu de la position du pays, des espérances que conservait le gouvernement de la Défense nationale. Un groupe d'officiers ayant fait entendre ces paroles : *Donnez-nous des armes !* M. Glais-Bizoin nous dit positivement : « Le *Saint-Laurent* est arrivé à Brest avec 45.000 remingtons ; je vais donner des ordres pour que ces armes vous soient immédiatement livrées (2)... »

M. de Kératry prit la parole après M. Glais-Bizoin, et M. Le Bouëdec s'avançait pour prononcer son discours, lorsqu'un officier de marine qui, jusque-là, s'était tenu à l'écart, vint au-devant du général Le Bouëdec et lui dit, en tendant un papier : « Général, vous commandez ici ; veuillez donner connaissance aux troupes de ce décret du Gouvernement qui m'appelle au commandement supérieur du camp de Conlie. Je suis M. de Marivault. » Le général Le Bouëdec lut rapidement et sortit. M. de

(1) M. Ardin d'Eteil, colonel des mobilisés de Redon.
(2) Voir aux *Annexes du rapport officiel*, p. 158.

Marivault prononça quelques paroles brèves, énergiques, et congédia les officiers.

M. Glais-Bizoin put à peine cacher son déplaisir et se retira pour aller déjeuner.

Le repas terminé, il eut un entretien avec M. de Marivault. Rappelons le récit qu'en a fait ce dernier :

« Croyez-vous, général, dit Glais-Bizoin, qu'il vous soit possible de mener bientôt les mobilisés au feu ?

— Il n'y a pas à y songer maintenant, répondit le général. Auparavant, il faut leur donner des armes, le camp n'en a pas. Une instruction militaire sérieuse, cette boue la rend impossible. Il faut donc d'abord les tirer d'ici, puis les armer, enfin les instruire : jusque-là, ni moi ni autre ne peut songer à les mener à l'ennemi.

— Ainsi, général, vous trouvez cette tâche bien lourde, vous aimeriez bien mieux, sans doute, un autre commandement. Dites-moi ce qui vous conviendrait, je ferai mon possible pour vous l'obtenir.

— Ce n'est point pour mon agrément que j'ai demandé le commandement de ce camp, lorsqu'il a été vacant par la démission de M. de Kératry. En faisant cette demande, j'ai nettement exposé au ministre les raisons pour lesquelles je crois y être plus utile que dans tout autre.

— Mais, si l'on vous envoyait ailleurs, vous ne tiendriez pas beaucoup à rester ici ?

— Je ne désire point de changement. Si le ministre me donne un autre commandement, je suis soldat, j'irai où on m'enverra. »

Le même jour 10 décembre, après cette conversation, M. Glais-Bizoin envoyait cette dépêche au ministre de la guerre Gambetta : « ... Après explications amicales, Marivault a reconnu le camp trop considérable pour lui, s'il devait marcher en avant à sa tête. Je crains que cette vaste administration ne soit au-dessus de sa capacité, obligé d'apprendre, sans perdre de temps, hommes et

choses. Mieux serait donc de lui donner un camp moins nombreux d'abord et moins avancé, qu'il connaîtrait en le formant. Kératry et Bouëdec reprendraient leur première position, au grand bénéfice de la défense nationale....... Le camp que Jeannerod n'a pas accepté conviendrait mieux à Marivault (1). »

Le plan de Glais-Bizoin était de replacer Kératry à la tête du camp de Conlie. Il sacrifiait M. de Marivault. Glais-Bizoin se croyait tellement sûr de la réussite de ce plan, qu'il écrivit lui-même d'avance un ordre que devait signer Gambetta : « M. le général de division de Kératry reprendra immédiatement le commandement en chef de l'armée de Bretagne, etc... (3). »

C'est alors que M. Gambetta envoya à M. de Freycinet cette dépêche datée de Bourges, 13 décembre : « En ce qui touche le camp de Conlie et les réclamations de Kératry, maintenez fortement Marivault à la tête, et réorganisez-moi tout cela sur un fort pied. »

Dans cette visite au camp de Conlie, qui donna lieu à tant de commentaires, à des accusations fort graves, M. Glais-Bizoin n'éprouva que des échecs. Il avait ordonné que le camp recevrait cinq millions et la Banque de France refusa de les payer ; les armes qu'il avait promises n'arrivèrent jamais ; le général Kératry ne fut point replacé.

De l'exposé de ces récits on doit conclure qu'une profonde désunion existait parmi les membres, si peu nombreux, de la Défense nationale ; que l'autorité de Gambetta était battue en brèche, et que le ministre de la guerre avait en main des forces qu'il craignait d'employer, parce qu'il ne considérait pas les bretons comme assez républicains pour leur confier des armes.

(1) Ce camp, que M. Jeannerod accepta, était celui d'Helfaut, près de Saint-Omer, où le gouvernement de la Défense dépensa 90.000 fr., et où il n'entra pas un seul mobilisé pendant toute la guerre.

(2) Cet ordre a été communiqué à la Commission de l'Assemblée nationale par M. de Kératry.

Comme au temps de la première Révolution, on pouvait bien répéter que l'honneur de la France s'était réfugié sous les drapeaux. Partout ailleurs, en politique comme en administration, l'intrigue régnait en maîtresse souveraine.

IX

Le gouvernement de la Défense nationale avait les yeux constamment fixés sur la Loire. Délivrer Paris était sa grande préoccupation, et cette délivrance lui semblait avoir l'Orléanais pour point de départ.

Peut-être eût-il été sage de se préoccuper de l'Est un peu trop abandonné.

Lorsque Werder ne vit plus devant lui les forces de Cambriels, il comprit que les Allemands étaient en mesure de maintenir leurs communications des Vosges. Il continua son mouvement sur la Saône, jusqu'à Gray (1) où il arriva le 24 octobre.

« Pendant cette marche de l'Ognon sur la Saône, écrit l'historien (2) du 14e corps allemand, les soulèvements de la population recommencèrent. Chaque citoyen d'un pays est tenu de s'opposer de toutes ses forces à l'envahissement, d'accumuler les obstacles sur la route et de lui enlever tout ce qui peut le favoriser. Un peuple qui sacrifie tout, qui néglige tout le reste, pour se jeter au-devant de l'étranger, mérite la reconnaissance de l'histoire, et s'il ne triomphe pas, il a du moins l'honneur d'une mort glorieuse. Le gouvernement qui consacre à ce noble but toutes les forces unies d'une nation, accomplit la plus grande de toutes les actions. »

Cette réflexion de l'écrivain allemand méritait bien

(1) Gray (Haute-Saône), 6.965 habitants, sur la Saône.
(2) Löhlein.

d'être traduite, fait observer Amédée Lefaure, auteur de l'*Histoire de la guerre franco-allemande.*

Le général Werder avait l'ordre de M. de Moltke de s'emparer de Dijon. Un médecin français, le docteur Lavalle, nommé colonel à titre auxiliaire, et commandant du corps de la Côte-d'Or, patriote ardent, marcha au-devant des Prussiens. Un matin, a-t-on raconté, le brave docteur prit deux charrues oubliées sur un coteau pour des mitrailleuses allemandes, et s'empressa de battre en retraite après avoir fait sauter le pont de Pontailler (1). En présence de semblables guerriers, le général de Werder prit la résolution de pousser jusqu'à Dijon, où deux de ses brigades, aux ordres du général de Beyer, entraient le 31 octobre, après toutefois de sérieux combats qui coûtèrent la vie au colonel Fauconnet.

« L'enterrement du brave colonel Fauconnet, écrit l'historien du 14e corps allemand, qui n'avait pas tardé à succomber à ses blessures, eut lieu le jour suivant en grande pompe, suivant les règlements de l'armée prussienne, et les officiers de la garde nationale osèrent y paraître en uniforme. »

Le général de Beyer occupa Dijon. Le reste du corps gagna Vesoul, que le général Werder atteignit le 3 novembre. Trois bataillons, deux escadrons et une batterie demeuraient à Gray.

Les Allemands avaient forcé les Vosges, envahi les contrées de la Saône et occupé la capitale de la Bourgogne où ils allaient camper pendant deux mois en maîtres implacables.

Nous devons faire ici une remarque fort importante : ce n'était pas l'itinéraire primitivement tracé par M. de Moltke au 14e corps. Werder n'avait point la mission d'envahir la Bourgogne ; il devait, en pénétrant dans les

(1) Pontailler (Côte d'Or), 1.190 hab., sur la Saône.

Vosges, aller à Epinal, de là, se replier dans la direction de Chaumont, Châtillon, Troyes, et gagner la Seine, désarmant les populations sur son chemin, rétablissant les communications interrompues. Ce plan s'était modifié au cours des opérations. L'espoir d'en finir avec les forces disséminées dans l'Est avait peu à peu attiré les Allemands vers la Saône ; une fois là, ils s'étaient avancés jusqu'à Dijon.

Belfort était placée assez loin de la ligne principale des opérations allemandes. Cependant cette place avait, pour la défense française, une importance exceptionnelle au point de vue militaire autant qu'au point de vue politique. Elle n'était pas seulement la gardienne de l'Est, elle pouvait être un point d'appui pour toutes les opérations qu'on voudrait entreprendre dans cette région. La mettre à l'abri d'une catastrophe était une nécessité de prévoyance. On l'avait malheureusement trop oublié depuis quelques années.

La défense de l'Est fut confiée à Garibaldi.

Comment le célèbre aventurier était-il venu en France et que commandait-il ?

Un pharmacien d'Avignon qui avait eu quelques démêlés avec la justice de son pays, Bordone, se souvint qu'à l'expédition de Sicile (1), Garibaldi le comptait au nombre des *chemises rouges*. Bordone avait, dans sa jeunesse, servi dans la marine sous le nom de Bourdon, à bord de l'*Ulloa*. Quoiqu'ayant subi plusieurs condamnations, le 13 mars 1857, le 2 juillet 1858, le 24 juillet 1860, le pharmacien se rendit à Tours afin de proposer à la France l'épée de son ancien capitaine, Garibaldi. Il s'adressa d'abord à MM. Glais-Bizoin et Crémieux. Sans repousser ouvertement l'offre de l'Italien, les membres du gouvernement refusèrent d'acquitter les frais du voyage

(1) En 1860.

de Caprera à Tours. Le pharmacien prit la *chose* à son compte, et revint en compagnie de Garibaldi.

A cette nouvelle, M. Crémieux s'écria : « Ah ! mon Dieu ! il arrive ; il ne manquait plus que cela. »

Gambetta offrit à Garibaldi le commandement d'une compagnie de 250 volontaires réunis à Chambéry. Ce commandement modeste et peu rétribué fut repoussé avec indignation. Le condottiere finit par obtenir le commandement de la zone des Vosges, avec une brigade de gardes mobiles et tous les corps qui s'y trouvaient.

M. de Freycinet appelle Garibaldi « le seul gardien de nos intérêts dans l'Est. » Son quartier-général fut établi à Dôle le 17 octobre.

M. Amédée Lefaure dit quelque part, que l'un de ses projets est de publier un livre sous ce titre : *Les Bohèmes de la guerre.* Il est vraiment regrettable que la mort l'ait empêché de donner suite à son projet.

L'armée de Garibaldi lui eût fourni plus d'un chapitre. D'abord le chef d'état-major général Bordone, le commandant de la 2e brigade, Delpech, ensuite.

Ce dernier, ancien homme de peine dans une tannerie, puis lampiste, devint successivement, au 4 septembre, sous-préfet d'Aix, et préfet des Bouches-du-Rhône.

A côté de Delpech se trouve l'adjudant-major Jacquot, dit : *M. de Saulcy.* Il arrive de Turquie, porteur de magnifiques états de services militaires. De fâcheux propos sont tenus sur son compte, et le gouvernement est contraint de fournir des explications. On demande des renseignements à M. Ducrot-Aubert, chargé d'affaires de France à Constantinople. Le 23 septembre 1870, le diplomate répond : « Le sieur Jacquot est arrivé à Constantinople porteur d'un passe-port altéré, sous le nom de *M. de Saulcy ;* c'est une épave des travailleurs du canal de Suez. Il s'est fait passer lui-même officier d'artillerie ; en réalité il n'a été que ferblantier-lampiste.

Il est considéré ici comme un aventurier trop ignorant pour être dangereux. »

L'historiographe attitré de l'armée garibaldienne était M. Ordinaire, alors officier d'état-major, depuis député à l'Assemblée nationale. Il a peint son armée dans ces lignes écrites d'Autun : « La patrie disparaît devant la République. Oui, nous sommes les soldats de la révolution cosmopolite. Italiens, Espagnols, Polonais, Hongrois ont compris qu'ils venaient en France défendre la République universelle..... Il nous faut aujourd'hui des Danton, des Robespierre, un 93. Dans les grandes crises, les grands moyens..... Prenez des généraux dans les rangs des simples soldats, dans la jeunesse surtout. »

En arrivant en France, Garibaldi se rendit à Tours, puis revint à Besançon. Peu de jours après, le général Cambriels se démit de son commandement dans des conditions que nous avons racontées. M. Domalain, qui commandait les francs-tireurs bretons, le colonel Bourras, brave officier de l'armée, chef des francs-tireurs des Vosges, les compagnies franches de l'Alsace, refusèrent formellement de reconnaître Garibaldi pour leur général. Besançon ne voulut lui rendre aucun honneur.

Ce sentiment de répulsion honore la France, qui ne pouvait associer à ses efforts suprêmes cet étranger dont les mains étaient encore rouges du sang français versé à Rome, à Castelfidardo et à Mentana.

De son quartier-général, Garibaldi publie cette proclamation :

« Les républiques modernes, comme la Carthage ancienne, nagent dans l'or et le sybaritisme..... Milices de l'armée des Vosges, le noyau cosmopolite que la République française rallie dans son sein, composé d'hommes choisis dans l'élite de toutes les nations, représente l'avenir humanitaire. Sur la bannière de ce groupe choisi se trouve le *motto* de la machine humaine :

tous pour un, un pour tous. L'aristocratie combat le germe du droit de l'homme qu'elle abhorre. Génie du mal, elle fait tous ses efforts pour sa conservation. Et les peuples ? »

Il faut rendre à Garibaldi cette justice que lui seul il n'eût pas eu la pensée de se présenter en France. Le pharmacien Bordone, qui voulait troquer ses remèdes contre les épaulettes de général, avait amené cet Italien, l'éternel ennemi de notre patrie.

Garibaldi préférait la Prusse à la France. Une lettre écrite après la guerre par le *condottiere* donne la mesure de ses sentiments. Cette lettre est adressée à un certain Marquesi, demeurant à Vienne, en Autriche :

« Mon cher ami,

« Bien qu'*ennemi de la guerre*, j'ai dû y prendre part en 1870, à cause des douloureuses conditions de la société moderne, qu'on peut dire divisée en deux classes : oppresseurs et opprimés.

« Lorsqu'en 1870 je me rangeais sous les drapeaux républicains de la France, j'obéissais à mes sentiments démocratiques, mais *avec la douleur dans l'âme*, devant combattre *contre le noble peuple allemand.*

« Nous admirons le progrès sublime de l'Allemagne dans la voie de la vérité, et *dans sa glorieuse lutte contre l'idée du jésuitisme*, et nous devons réellement déclarer protectrice de l'émancipation de l'humanité, cette nation qui *frappe au cœur le monstre des ténèbres*, pendant que, d'un autre côté, nous sommes obligé de reconnaître que le gouvernement italien cherche à nous faire *retomber au beau temps de l'inquisition !* (*Stupete, gentes !*)

« Dans la marche du progrès, vous vous trouverez toujours à côté de votre

GARIBALDI.

Il n'est pas facile de déterminer le chiffre exact de l'armée de Garibaldi. Le chef d'état-major Bordone porte l'effectif à 16.000 hommes au milieu du mois de décembre ; M. de Serres, dans sa déposition devant la Commission d'enquête, parle de 13.000 hommes, le 15 décembre.

Le recrutement des francs-tireurs garibaldiens ne s'opérait pas facilement. La déposition de M. de Castillon (1) devant la Commission de l'Assemblée nationale, déposition confirmée par M. Debuschère, commissaire de police, mérite un souvenir : « Des *officiers* qui se nommaient eux-mêmes arrivaient avec huit ou dix hommes et se faisaient donner un brevet de capitaine, grade fort lucratif. Ces demandes devinrent si nombreuses, qu'il fut impossible de continuer. »

Deux citoyens fort ingénieux, voyant que personne ne contractait d'engagement pour l'armée de Garibaldi, proposèrent deux moyens de recrutement : le premier voulait organiser les voleurs qui se trouvaient en prison sous le titre de *corps des détenus ;* le second imaginait de ramasser les hommes qui abandonnaient les rangs au moment des combats, les fuyards et autres misérables, et d'en faire le *corps des isolés.* « On pourra compter sur eux, disait l'auteur du projet..... les jours de paie ».

X

Si Garibaldi eût été le hardi partisan d'autrefois, s'il s'était jeté dans les Vosges avec quelques milliers d'hommes résolus, il aurait dû exercer sur la guerre une véritable influence. Mais ce n'était plus l'audacieux aventurier admiré par les révolutionnaires. Il s'entourait d'un

(1) Commandant de la mobile d'Eure-et-Loir.

nombreux état-major richement galonné, qu'il traînait à sa suite ; il se donnait comme un homme politique, et débitait de longs discours au lieu d'agir promptement et audacieusement, comme au temps de sa jeunesse. Les infirmités de l'âge, jointes aux blessures, l'empêchaient même de monter à cheval. Il prenait au sérieux son titre de général et dictait des proclamations où il parlait « de l'Helvétie et de Guillaume Tell, des Etats-Unis et du président Grant, de l'île de Cuba, des riches énervés par le sybaritisme, et surtout des prêtres imposteurs. »

Son état-major était d'une ignorance effrayante, mais il coûtait cher au budget. Un rapport adressé à l'Assemblée nationale par un des membres de la Commission des marchés, M. Blavoyer, député de l'Aube, nous fait savoir que : « La légion garibaldienne a eu cinquante-trois officiers vêtus aux frais de l'Etat, avec un luxe qui contrastait avec le pauvre équipement de nos soldats..... Les chemises rouges coûtent 20 fr. ; les pantalons 20 fr., les vestons 58, 65, 70, 80 et 90 fr. ; d'autres, de 100 à 190 fr. Le manteau du colonel Garibaldi arrache des lamentations aux fournisseurs. Ce manteau était d'une ampleur excessive, d'un drap gris magnifique, doublé de rouge, et du prix relativement modique de 180 fr. Des boutons d'argent fin sont exigés, les galons et les torsades figurent en grandes quantités. »

En 1870, comme en 1859, comme en 1860 et surtout en 1866, les troupes de Garibaldi renfermaient des éléments bien différents. Sur les 13.000 ou 16.000 hommes qui les composaient, un millier ou deux de *héros*, rompus à toutes les habitudes de la guerre, soldats de la Hongrie, de la Pologne, de l'Italie, combattaient bravement. Beaucoup de ceux-là se sont fait tuer en France, comme Bossak qui commandait la première brigade. A côté d'eux se trouvaient des aventuriers de toutes les

nations, Français surtout. L'armée garibaldienne du Tyrol, en 1866, en comptait déjà un grand nombre. Ceux-là se battaient, sans être des héros. Puis venaient... les autres qui n'étaient bons qu'à chasser les Jésuites de Dôle, à saccager l'évêché d'Autun, à piller et à prendre la fuite.

Les manœuvres d'une armée de ce genre ne pouvaient être bien décisives. Quelles étaient en effet ces opérations dans cette première période des affaires de l'Est?

Le 5 novembre, à Brazey et à Genlis (1), des Badois eurent à lutter avec les francs-tireurs de l'*Egalité*. Sur tous les points, les lignes de communication des Allemands étaient menacées. La situation du général de Beyer, isolé à Dijon, avec des forces minimes, en présence d'une population patriote et très hostile, pouvait devenir inquiétante, si les garibaldiens dessinaient plus nettement leur mouvement. Le général Werder résolut alors d'agir dans la direction d'Auxonne et de Saint-Jean-de-Losne (2). En prenant l'offensive, il se conformait aux instructions du général de Moltke, et donnait un peu d'air au général de Beyer.

Au dernier moment, le bruit courut que les Français se préparaient à tenter un mouvement sur Gray. Le général de Werder arrêta aussitôt son opération et fit venir à Gray le détachement laissé à Port et à Scey-sur-Saône (3). Ce détachement se composait d'un bataillon et d'une batterie. Dans la pensée du général en chef, l'offensive devait être prochainement reprise sur Dôle par Pesmes (4) et, cette fois, par tout le 14[e] corps allemand : en attendant, quelques avant-postes furent poussés jusqu'à Pontailler.

(1) Brazey et Genlis, deux bourgs de la Côte-d'Or.

(2) Auxonne (Côte-d'Or), 5.555 hab., sur la Saône. — Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or), 1.597 hab., sur la Saône.

(3) Port-sur-Saône et Scey-sur-Saône, deux bourgs de la Haute-Saône.

(4) Pesmes (Haute-Saône), 1.477 hab., sur l'Ognon.

En même temps, sur un ordre venu de Tours, Garibaldi se portait à Autun pour couvrir les défilés du Morvan (1), tandis que le général Pélissier allait de Chagny sur Paray-le-Monial (2), avec quelques bataillons de mobilisés qu'il était chargé de former.

Après avoir envoyé, le 8, un détachement sur Pontailler, le général de Werder décida qu'une attaque simultanée sur Auxonne et Dôle aurait lieu les 13 et 14 novembre. Les patrouilles poussées vers Auxonne furent accueillies à coups de feu, et le commandant du 14e corps renonça, une fois encore, au plan qu'il avait d'abord adopté, et pour l'exécution duquel il avait provisoirement évacué Dijon. Le 14, l'armée de Werder était réunie autour de cette ville.

Neuf-Brisach (3) venait de capituler, ce qui permettait à la 4e division de réserve de se joindre au 14e corps. Les opérations furent suspendues jusqu'à l'arrivée de cette division, et les Allemands profitèrent de ce repos pour se réorganiser.

La vallée de la Saône était parcourue par des colonnes que commandaient le colonel Bourras et le général Crévisier. Afin d'éviter les rencontres inutiles, le général de Werder fit replier ses avant-postes derrière la Vouge, en même temps qu'il gardait avec soin la route de Dijon à Nuits-sous-Beaune. Plusieurs engagements sans importance eurent lieu dans cette direction les 20, 21 et 22 novembre, à Chambœuf, Nuits et Vougeot (4).

Lorsque les troupes qui venaient du siège de Neuf-

(1) Le Morvan, petit pays de l'Autunois et du Nivernais; les monts du Morvan unissent la Côte d'Or aux collines du Nivernais.

(2) Chagny et Paray-le-Monial, deux villes de Saône-et-Loire.

(3) Neuf-Brisach, place forte de notre ancien département du Haut-Rhin, commandée par le lieutenant-colonel de Kerhor, fut bombardée le 8 octobre 1870. — Voir *Récits militaires*, 1re série, p. 501.

(4) Chambœuf, Nuits et Vougeot, trois localités de la Côte-d'Or.

Brisach eurent fait leur jonction avec le 14e corps, Werder résolut d'agir.

Un coup de main vigoureux exécuté par Ricciotti-Garibaldi (1), commandant de la 4e brigade, à Châtillon-sur-Seine (2), inquiéta le général de Werder. Un détachement des troupes d'étape avait été surpris, et ses pertes se montaient à une centaine d'hommes tués ou blessés. En apprenant cet échec, Werder résolut d'attaquer énergiquement les garibaldiens pour mettre fin aux incursions de leurs patrouilles.

Le 25 novembre, les troupes allemandes commencèrent leur mouvement. De nombreux bataillons se concentrèrent à Dijon. Ces précautions étaient motivées par la nouvelle que Garibaldi avait quitté Autun et marchait sur Dijon. Son attaque devait être appuyée par Crémer, qui se tenait à Nuits et à Beaune. Le jour même les avant-postes se rencontraient à Velars (3). Nos quatre compagnies furent repoussées.

Crémer, improvisé général par M. Gambetta était capitaine d'état-major. Aide de camp du général Clinchant, il avait été compris dans la capitulation de Metz. Le ministère de la guerre prussien a fait publier le texte même de l'engagement pris par le capitaine Crémer de ne pas servir contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre.

Cet officier français avait donc manqué à sa parole. Sa conduite, comme commandant en chef, fut regrettable.

La Commission réunie après la guerre pour examiner les titres des nouveaux promus voulut lui conserver le grade de chef d'escadrons. Crémer refusa, donna sa démission et mourut obscurément, sans que Gambetta ait daigné prendre place près de son cercueil.

(1) Un des fils de Garibaldi.
(2) Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), 4.797 hab.
(3) Velars-sur-Ouche (Côte-d'Or), 710 hab., canton de Dijon.

Combien, parmi les braves camarades de Crémer, auraient mieux répondu à la confiance du ministre de la guerre !

Le 26 novembre l'action s'engagea sur deux points ; à la droite française, près de Fleury, deux bataillons allemands, une batterie et un escadron forcèrent une colonne garibaldienne à reculer dans la vallée de Louche sur Lantenay. Mais à Pasques, le général allemand Degenfeld fut battu et contraint de reculer jusqu'à Hauteville (1). Le général de Werder envoya des renforts, et prit ses dispositions pour un mouvement concentrique qui devait se faire le lendemain.

Les garibaldiens attaquèrent la nuit et furent repoussés après de grands efforts. Cette action engagée aux portes de la ville avait causé une profonde émotion. Les canons braqués sur les principales rues menaçaient les habitants ; le général de Werder avait signifié au maire que si la moindre révolte se produisait, la ville serait *anéantie*,

Le 27, à cinq heures du matin, toutes les troupes allemandes étaient en mouvement. Vers onze heures et demie, le général de Goltz atteignit, entre Prenois (2) et Pasques, une colonne chargée de protéger la retraite. Il l'attaqua aussitôt, soutenu par un détachement venu de Plombières. Devant ces forces, la brigade Delpech, après un combat, se retire dans les bois.

Delpech, cet ancien lampiste devenu général, ne savait donner aucun ordre. Les Allemands ne poursuivirent pas les Garibaldiens. Le général Werder fut prévenu que la garnison de Langres, aidée par de nombreuses bandes de paysans, avait battu les troupes d'étape et bloquait sept compagnies et un escadron dans Châtillon-sur-

(1) Lantenay, Pasques, Hauteville, trois petites localités de la Côte-d'Or, canton de Dijon.

(2) Prenois, hameau de la Côte-d'Or, canton de Dijon.

Seine. La brigade de Goltz reçut l'ordre de remonter vers le Nord, et son départ ne permit pas de continuer les opérations. Cependant, le 28, la brigade Keller fut détachée vers Sombernon où les troupes de Garibaldi semblaient s'être arrêtées. Le 30, une reconnaissance nombreuse fut directement portée sur Nuits. La ville n'était plus gardée que par quelques traînards de la division Crémer. Les Allemands s'en emparèrent donc sans grande résistance ; mais pendant qu'ils s'occupaient des réquisitions, les hauteurs à l'ouest de la ville furent envahies par des troupes françaises qui, après une vive résistance, chassèrent les Badois et les forcèrent à battre précipitamment en retraite sur Dijon. Le lendemain, l'ennemi voulut réparer son échec et s'avança en forces. Mais, trouvant la ville fortement occupée, il renonça à une attaque, après d'inutiles escarmouches.

Le général allemand Keller avait poursuivi sa route. Il arrivait le 30 à Rouvres-sous-Meilly (1). Aucune résistance sérieuse ne se produisant, le général continuait sur Autun une marche facile. Il arrivait devant la ville le 1er décembre, à deux heures, et tirait un premier coup de canon. La confusion paraît avoir été grande parmi les habitants. Enfin quelques mobiles se déployèrent en tirailleurs, tandis que le commandant Ollivier mettait ses pièces en batterie et empêchait le général Keller de gagner du terrain.

Il y eut donc un combat sans importance que des historiens complaisants ont nommé la bataille d'Autun. Nos pertes furent de 60 tués dont 40 mobiles de la Charente, tandis que celles des Allemands ne dépassaient pas deux officiers et vingt hommes. Ce qui a fait donner de l'importance à cette affaire, c'est le jugement rendu par une cour martiale contre le colonel Chenet, commandant la

(1) Rouvres-sous-Meilly (Côte-d'Or), 250 hab., canton de Pouilly.

guérilla d'Orient sous Garibaldi. Cet officier fut accusé d'avoir abandonné son poste, et ouvert ainsi les portes de la ville à l'ennemi. On le condamna à mort. Cet arrêt fut réformé après la guerre.

A quatre heures et demie les Allemands cessèrent le feu et prirent position autour de la ville qu'ils voulaient bombarder le lendemain. Mais une dépêche du général Werder vint modifier ces résolutions. Elle était ainsi conçue : « Les forces ennemies se sont montrées si nombreuses vers Nuits, hier 30, qu'une marche poussée plus loin sur Autun n'est pas à désirer... Mettez-vous en retraite aujourd'hui même sur Dijon. »

Le 5, la brigade Keller était de retour aux environs de cette ville.

Ces combats incessants avaient épuisé les troupes ennemies : sans cesse sur le qui-vive, attaquées chaque jour, elles souffraient cruellement du froid, et plus encore de la faim. D'après un historien allemand (1), les intendants prussiens ne parvenaient plus à trouver des vivres que les paysans refusaient de vendre, depuis qu'un décret du gouvernement de la Défense nationale avait menacé de mort ceux qui trafiqueraient avec l'envahisseur. Pour se procurer quelques provisions, il fallait recourir aux convois, ressource bien incertaine, car les balles des francs-tireurs arrêtaient plus d'une fois les convoyeurs. « Les chevaux du général en chef eux-mêmes ne reçurent plus que demie et ensuite quart de ration ! » Dans ces conditions, il n'était pas possible de s'étendre. Toutes les troupes allemandes se resserrèrent donc autour de Dijon.

Malheureusement les divers corps français n'agissaient jamais de concert : au début les troupes renfermées dans Besançon n'avaient pas combiné un seul coup de

(1) Löhlein.



AMIRAL JAURÉGUIBERRY

main avec les garibaldiens ; la division Crémer, le corps de Garibaldi, le détachement du colonel Bourras opéraient chacun pour son compte. Cette fatale rivalité qui tenait à l'absence d'un véritable chef permit au général Werder de se maintenir dans une position difficile et dangereuse. Le 11 décembre, à Nuits, le colonel Bourras, à la suite d'une discussion avec Crémer, retira ses troupes vers le Sud ; quelques jours plus tard, le général Werder allait pousser une importante reconnaissance sur la ville de Nuits, privée ainsi d'une partie de ses défenseurs.

Le 18, dans la matinée, le général Glümer s'avança avec 11.000 hommes, pour « balayer tout le triangle, Dijon, Bouilland, Beaune. » Telles étaient ses instructions.

La petite ville de Nuits, qui se trouve sur la grande route à vingt et un kilomètres de Dijon, est entourée de plusieurs murs solides. En arrière de la ville, la hauteur de la Chaux commande tout le terrain en avant. Le chemin de fer passe à 450 mètres de Nuits. A l'Est enfin, le village de Boncourt (1), le bois et la ferme de Berchère offrent à la défense d'excellents points d'appui.

Crémer avait sous ses ordres treize bataillons et demi, vingt pièces et une batterie qui arriva de Beaune ; au total 12 à 14.000 hommes.

L'avantage appartenait évidemment aux Allemands. Bientôt le combat fut acharné. Au moment où les premiers coups de canon se faisaient entendre, un ballon venant de Paris planait au-dessus de la ville.

A une heure un quart environ, les Français battaient en retraite vers le chemin de fer. Au Sud-Ouest, devant Chaux (2), la brigade Degenfeld luttait depuis le matin sans pouvoir avancer ; au Nord, le 3e régiment badois, ou du

(1) Boncourt-le-Bois (Côte-d'Or), 206 hab., canton de Nuits.
(2) Chaux (Côte-d'Or), 371 hab., canton de Nuits.

moins une partie de ce corps s'épuisait devant Vosne (1), défendu par les mobilisés du Rhône.

Crémer a appelé ses réserves et les a portées sur le chemin de fer. Sur l'ordre du général Werder qui dirige la bataille, un régiment de grenadiers va les attaquer, mais il est reçu par une fusillade bien nourrie, tandis que l'artillerie française heureusement portée sur les terrasses, en arrière de la ville, fait pleuvoir ses obus. Cinq batteries allemandes s'avancent alors à droite de la route, et le général Glümer, qui vient d'être blessé, reçoit des renforts. En même temps, la brigade de cavalerie s'efforce de passer le Meuzin pour tourner notre droite vers Prémeaux (2).

Au même instant le lieutenant-colonel Graziani dirige sa retraite sur la Berchère. Elle s'opère dans le plus grand ordre ; mais le brave officier tombe mortellement frappé.

A deux heures, le signal de l'attaque est donné. Le prince Wilhelm est le premier frappé ; on l'emporte dangereusement blessé à la tête. Un terrible combat s'engage. Le colonel Wechmar est blessé à son tour en conduisant le 1er régiment de grenadiers à l'assaut ; le colonel Kenz qui a pris le commandement de la brigade du prince Wilhelm est frappé de trois balles. Sous le feu meurtrier des Français, les Allemands subissent des pertes cruelles. « Il faut rendre cette justice à nos ennemis, ils se battirent bien, et se défendirent avec un grand acharnement, à ce point qu'il fallut en arriver à la lutte corps à corps (3). » Le général Glümer, témoin des inutiles efforts de ses soldats, fit donner ses réserves.

Vers quatre heures, l'ennemi s'empare de Vosne, et, par un suprême effort, se porte jusqu'à la tranchée ;

(1) Vosne (Côte-d'Or), 538 hab., canton de Nuits.
(2) Prémeaux (Côte-d'Or), 417 hab., canton de Nuits.
(3) Löhlein, historien allemand.

déjà il se tourne vers la ville, lorsqu'un bataillon du 57e arrive de Beaune et se jette sur lui. Mais de Vosne, de Concœur, de la Berchère et d'Agencourt (1) les ennemis se précipitent dans Nuits. Le combat se poursuit dans chaque rue et ce n'est qu'à cinq heures et demie que les Allemands sont maîtres de la ville. Le 57e soutient la retraite que l'ennemi n'ose pas inquiéter, et Crémer, ayant épuisé ses munitions, se retire sur Beaune, où il arrive à onze heures du soir, et où des renforts envoyés par Garibaldi le rejoignent.

Dans son ouvrage *La Guerre en province*, M. de Freycinet, délégué à la guerre, commet des erreurs fort graves au point de vue de l'histoire. Il suppose qu'au combat de Châteauneuf, le 3 décembre, Garibaldi s'était avancé d'Autun, à la suite de la brigade Keller, pour agir de concert avec les bataillons de Crémer. « Les troupes de Garibaldi, écrit-il, excitées par le succès, poursuivirent l'ennemi jusque sous les murs de Dijon, et y seraient certainement entrées avec lui, si une diversion avait été faite à temps dans la direction de Nuits. »

Au sujet du combat de Nuits, on lit encore dans l'ouvrage du même de Freycinet : « Ricciotti Garibaldi, aux avant-postes avec quelques centaines de volontaires, soutint brillamment sa réputation. »

Il y a là une double erreur : les garibaldiens n'ont pas plus paru à Châteauneuf, le 3 décembre, qu'à Nuits le 18 ; tous les honneurs de ces deux combats reviennent aux bataillons français. La brigade Ricciotti Garibaldi se dirigea, il est vrai, le 18, non sur Nuits, mais sur Beaune, où elle rejoignit, dans la nuit, les troupes françaises, mais elle n'eut pas un seul coup de fusil à tirer.

Deux généraux, deux colonels, 48 officiers et 893 hommes avaient été mis hors de combat du côté des Badois.

(1) Concœur et Agencourt, deux hameaux des environs de Nuits.

Presqu'aussitôt après la prise de Nuits, les Allemands évacuèrent la ville et se replièrent sur Dijon. Ils craignaient un second combat, que l'arrivée de renforts français rendait fort probable.

Dans cette affaire de Nuits, les mobilisés du Rhône se distinguaient, et leur chef, le colonel Celler, se faisait tuer ; les mobiles de la Gironde, commandés par M. de Carayon-Latour, se montraient intrépides comme toujours ; le 32e de marche se conduisait admirablement.

Nous ne parlerons pas de la folle tentative de Garibaldi sur Dijon, où Crémer ne le soutenait pas. Le vieux *condottiere* fut mis dans une déroute complète.

En résumé, il aurait fallu un général dans l'Est, un homme comme Chanzy ou Faidherbe, d'Aurelle ou Des Pallières, et l'on en était réduit à Garibaldi et à Crémer.

XI

Werder avait une mission difficile : couvrir le siège de Belfort, surveiller la Saône, Langres, les communications avec Paris, éviter les surprises. C'en était assez pour un général qui démêlait autour de lui des forces naissantes.

Ainsi, entre le 15 et le 20 novembre 1870, rien de décisif ne se faisait dans l'Est, où les populations auraient vigoureusement soutenu les armées. Garibaldi, renfermé à Autun, pouvait tout au plus se défendre en poussant quelques patrouilles autour de lui. Crémer montrait à Nuits que seul il était impuissant. L'invasion étrangère, maîtresse de l'Est, menaçait de s'étendre encore d'un moment à l'autre. C'est alors que naissait dans les conseils du gouvernement, transporté à Bordeaux, la pensée d'une grande diversion, d'une tentative suprême, pour aller

chercher dans l'Est la délivrance de Paris, en commençant par la délivrance de cette région elle-même.

Il était trop tard pour réaliser ce plan stratégique, au commencement de l'hiver, et lorsque l'ennemi faisait d'aussi grands progrès. Deux mois s'étaient écoulés en opérations décousues qui n'avaient pour conséquence que des pertes sensibles. Notre résistance se trouvait insuffisante pour avoir été trop disséminée. Un temps précieux s'était perdu en agitations stériles. On savait combien de semaines Paris pouvait tenir, on le savait au moins soixante jours d'avance. Il ne fallait donc pas négliger l'emploi d'une seule journée.

Le gouvernement devait organiser les forces dont il pouvait encore disposer, les concentrer, les placer sous des chefs sérieux, fussent-ils ou non républicains. L'Europe eût été surprise des ressources qui restaient à la patrie française. Ces armées nouvelles auraient pu reprendre sérieusement la lutte en combinant leur action. Dans l'Est, Besançon pouvait devenir le centre de notre réorganisation militaire.

Nous aurions dû renoncer aux guerres d'illusions et de mirages, non seulement pour sauver Paris, mais le pays tout entier. Nos soldats, à peine sortis de leurs villages, se battaient admirablement bien, leurs officiers savaient peu de choses de la guerre, mais ils donnaient l'exemple et tombaient aux premiers rangs. Le patriotisme se réveillait partout, et les Allemands, fatigués et mécontents, perdaient de leur énergie et de leur discipline.

En nous concentrant dans une sorte de camp retranché, sous Besançon, nous devenions très forts. En effet, par sa position, Besançon est le point central d'une ligne de défense presque inattaquable. Au Nord, la place est protégée par la chaîne du Lomont, couverte elle-même par le Doubs, qui se replie de Pont-de-Roide à Baume-les-Dames, en passant par Vougeaucourt, Montbéliard,

Clerval, et en formant comme un triangle irrégulier. Il suffit de garder un peu fortement, du côté de Montbéliard, quelques passages qui conduisent aux plateaux, par où l'on pourrait être tourné (1).

Au Sud, Besançon a pour défense la vallée du Doubs, la vallée de la Loue, la forêt de Chaux, qui est dans l'angle des deux rivières, les escarpements prolongés du Jura, Salins. En occupant ces positions, faciles à protéger, on tient, en réalité, Dôle, Mouchard, les points de jonction des chemins de fer qui vont vers Bourg, Lyon et le Midi.

C'est là, à l'abri de Besançon, que devaient être réunies des forces suffisantes, qui auraient pu être organisées, disciplinées, exercées, et qui seraient devenues rapidement la véritable armée de l'Est, toujours menaçante, d'abord pour l'invasion, dans la vallée de la Saône, puis destinée à se jeter, à l'heure voulue, sur les communications allemandes. Telle avait été, dès le premier moment, la pensée d'un officier distingué (2) qui disait : « La position militaire de Besançon est admirable pour tenter une diversion dans l'Est, changer le théâtre de la guerre et frapper un grand coup. Paris a assez de vivres pour résister jusqu'au mois de février, et Belfort tiendra encore trois mois. Mettant à profit ce délai, nous pourrions approvisionner largement la ville, achever les fortifications et établir autour de Besançon un vaste camp retranché pour y recevoir un grand nombre de troupes qu'on organiserait et disciplinerait. » Il s'agissait toujours, dans ce plan, d'une expédition de l'Est, mais sans qu'il fût besoin d'affaiblir les armées de la Loire.

On n'en fit rien. Le gouvernement s'agitait sans avancer; il remuait des masses, frappait de tous côtés des coups inutiles, cherchait à occuper les esprits, à alimen-

(1) Voir l'excellent ouvrage de Mazade : *La Guerre de France.*

(2) Le colonel de Bigot, chef d'état-major de la division.

ter les passions. Le mot d'ordre était : *Il faut avoir l'air de faire quelque chose.* Au lieu de coordonner les moyens d'action dont on pouvait disposer, on les confondait, on les déplaçait, on changeait les commandements sans en comprendre l'importance. Le sang coulait à flots sans profit pour la France, et la stratégie était abandonnée aux essais de personnages complètement étrangers à l'art de la guerre.

Après avoir rappelé de l'Est, au mois de novembre, le peu d'armée qu'il y avait, en laissant Garibaldi « l'unique gardien de nos intérêts », on était conduit, en décembre, à y jeter une partie de l'armée de la Loire.

Cette armée, vouée à d'incroyables infortunes, se composait de corps presque désorganisés qui s'étaient repliés vers le centre, dans la direction de Bourges, après les désastres d'Orléans, aux premiers jours de décembre. Elle venait d'être mise sous les ordres d'un général extrêmement vigoureux, depuis longtemps populaire et qui, à la tête de vieilles troupes, aurait fait des prodiges. C'était le général Bourbaki, arrivé depuis peu sur la Loire.

Quel est l'officier ou le soldat ayant servi en Afrique qui n'ait connu Bourbaki, qui ne l'ait admiré au feu, aimé dans les temps de paix et défendu lorsque les haines politiques se sont attachées à son nom ?

Esprit brillant et très fin, cœur d'or, caractère impétueux, franc et résolu, Bourbaki était resté jeune, malgré ses cinquante-six ans. La fortune lui avait toujours souri, et sa physionomie respirait cette confiance, compagne fidèle des gens heureux.

Le réveil fut terrible pour ce vaillant soldat, le plus vraiment soldat que nous ayons connu. On ne se figure pas Bourbaki prononçant un autre commandement que : *En avant!* Ce cri était sur ses lèvres depuis le grade de sous-lieutenant; les zouaves d'Afrique l'avaient entendu

au temps de sa jeunesse ; les grenadiers le connaissaient en Crimée, et sous les murs de Metz, la garde impériale l'entendait encore.

Etranger aux intrigues politiques, peu habitué aux discussions, ce soldat se trouva tout à coup jeté dans un milieu qui devait porter en lui le trouble et le malaise.

A Metz, il avait été joué par un espion prussien, Régnier, que Bazaine avait accueilli. Bourbaki était donc sorti de Metz vers la fin de septembre. Après une entrevue courte et pénible avec l'Impératrice, ne pouvant reprendre sa place, il avait mis son épée au service de la France. Dans sa conduite, tout avait été correct et loyal.

Bourbaki s'était habitué, depuis son entrée au service, à voir dans le soldat l'image fidèle de l'ordre, de la discipline, de l'obéissance muette, de la bonne tenue. En traversant les provinces pour se rendre auprès du gouvernement de Tours, il vit la société bouleversée de fond en comble, des hommes armés sans discipline, sans instruction, sans respect pour l'autorité. Quoique mal vêtues et mal conduites, ces troupes se battaient bien, mais sans contact les unes avec les autres, sans direction supérieure, et seulement pour sauver l'honneur du pays. Tout officier français, après les capitulations de Sedan et de Metz, a éprouvé une douleur profonde, en comparant ce qu'il voyait aux souvenirs du passé.

En arrivant à Tours, la physionomie de Bourbaki s'était voilée, son regard avait perdu les éclairs qui le rendaient si brillant.

Envoyé dans le Nord, à Lille, il y fut méconnu jusqu'à l'insulte. Le gouvernement crut devoir le rappeler et lui confier, sur la Loire, le commandement des 15e, 18e et 20e corps d'armée. Témoin de la débâcle d'Orléans, Bourbaki ne pouvait se défendre d'une véritable tristesse en voyant cette incohérence de direction. Il acceptait sans confiance et se résignait sans illusion, doutant du

succès, mais prêt à se mettre à l'œuvre, à prodiguer son dévouement, et bien sûr de retrouver, à l'heure des combats, l'entraînante autorité de sa vaillante nature.

Que voulait-on faire de ces soldats réunis sous le nom de *première armée de la Loire?* Ni M. Gambetta, ni M. de Freycinet ne le savaient encore. Le général Bourbaki l'ignorait si bien, qu'il écrivit au gouvernement : « Je vous demande de me faire connaître le plan général que vous avez adopté pour la défense nationale. » Ce qui est certain, c'est qu'avant de se servir de ces corps rejetés en désordre sur les routes du centre, il fallait les rallier, les raffermir, les réorganiser. Tels qu'ils étaient, ils n'auraient pu même sans péril tenter cette diversion secourable que Chanzy demandait à Bourbaki, et que celui-ci ne se sentait en mesure d'essayer que quelques jours plus tard.

Les premières semaines de décembre se passèrent à réorganiser ces corps. Encore, à cette époque, le gouvernement n'avait point abandonné l'idée de maintenir la première armée sur la Loire, et de la pousser en avant sur Paris. On y avait si peu renoncé, que, le 17 décembre, Gambetta, qui était à Bourges, écrivait au général Bourkaki pour le stimuler : « Songez quelle gloire ce serait pour vous d'arriver à Fontainebleau presque sans coup férir ! Je suis informé qu'il n'y a pas un Prussien dans Seine-et-Marne. Il faut donc profiter au plus vite de la situation de Fontainebleau. » Bourbaki ne croyait pas si facile d'arriver de cette façon foudroyante et sans coup férir à Fontainebleau ; mais il croyait pouvoir se porter d'abord sur Montargis et manœuvrer dans cette région, en se servant des moindres cours d'eau, en se créant des lignes artificielles de stratégie. Une fois là, et la deuxième armée (1) aidant, on aurait pu tenter de plus

(1) Deuxième armée de la Loire, commandée par Chanzy.

sérieuses opérations. C'était en somme une partie du plan que le général Chanzy proposait de son côté.

Bourbaki se mettait, en effet, immédiatement en marche, et, le 19, il avait atteint le petit village de Baugy; mais là, tout changeait subitement; le projet de l'expédition de l'Est faisait tout à coup son apparition, et venait arrêter le mouvement commencé. On éprouve une surprise extrême en songeant que Gambetta, après avoir écrit à Bourbaki, le 17, comme nous venons de le dire, écrivait de nouveau, six jours après, dans un sens tout opposé au général Chanzy, en lui démontrant l'avantage d'une opération absolument différente.

Les dépositions faites devant la Commission d'enquête n'indiquent pas exactement à qui remonte la responsabilité de l'expédition du général Bourbaki dans l'Est. Les deux extraits suivants montreront qu'il est impossible de concilier des versions si différentes.

« Quant au second plan, dit Gambetta, celui de l'Est, il a été délibéré et arrêté à Bourges, entre les généraux Bourbaki et Clinchant et le représentant du ministère de la guerre. »

Le général Leflô fournit un renseignement inattendu :

M. Pioger (1) : — Nous avons reçu une brochure sur le mouvement du général Bourbaki dans l'Est. Cette expédition avait-elle été ordonnée par le gouvernement de Paris ou par la délégation de Tours?

M. le général Leflô : — Elle a eu lieu par l'ordre du gouvernement de Paris; elle a été insinuée, prescrite par le général Trochu; ça été une malheureuse inspiration du général.

Nous ne savons ce qu'il y a d'exact dans cette assertion, La correspondance échangée entre le gouvernement de Paris et la délégation pendant le siège ne contient, à ce

(1) Député

sujet, qu'une phrase dans une lettre de M. Jules Favre : « Si Bourbaki ne vient pas à nous, il pourrait couper la ligne de l'ennemi, en se portant rapidement vers l'Est. Il ruinerait sa base d'opérations. »

Etait-ce la pensée du général Trochu que reproduisait M. J. Favre, ministre des affaires étrangères, ou ne faut-il voir là qu'une coïncidence fortuite ?

En réalité, il importe peu ; s'il est impossible de préciser par qui a été conçu ce plan qui devait être si funeste, les documents abondent à partir du moment où il a été mis à exécution. Le plus important est la déposition de M. de Serres, ce polonais qui, avec M. de Freycinet, dirigeait les armées françaises. Cette déposition est, sur presque tous les points, confirmée par le témoignage du général Bourbaki.

Le 19 décembre, M. de Serres arriva à Bourges, où se trouvait Gambetta, et présenta le projet d'opérations dans l'Est. Le ministre de la guerre répondit, après examen, qu'il ne pouvait prendre sur lui de modifier les résolutions arrêtées : un mouvement était décidé sur Montargis (1) ; les troupes avaient déjà pris le contact avec l'ennemi. Le commandant en chef pouvait seul se prononcer. M. de Serres se rendit aussitôt à Baugy, auprès du général Bourbaki qui, accueillant l'ouverture nouvelle qu'on lui faisait, écrivit à Gambetta pour se déclarer prêt à entreprendre une campagne dans l'Est. Il semble probable que Bourbaki voyait là surtout un moyen de se soustraire à cette opération sur Montargis qui lui était ordonnée, et contre laquelle il avait plusieurs fois protesté. Devant la Commission d'enquête le général a déposé : « Ce nouveau plan me souriait beaucoup plus que le premier, il me semblait plus fructueux. »

Quoi qu'il en soit, l'examen ne fut pas de longue durée :

(1) Montargis (Loiret), 8.196 hab., sur le Loing.

« Cette nuit même, dit M. de Serres, il fut décidé par le général Bourbaki que si M. Gambetta approuvait l'opération dans l'Est, comme il l'avait admise, elle commencerait dès le lendemain matin ; ce qui fut fait. »

C'était se décider bien vite sur un sujet de cette importance. Quant au but de l'entreprise, il est résumé dans ces lignes :

« Cette opération consiste à transporter dans l'Est, par les voies ferrées, l'armée du général Bourbaki, et à la déposer aussi près que possible de l'ennemi. De là, après l'avoir renforcée de la totalité des forces disponibles dans ces régions, on la faisait remonter, ayant à sa gauche le corps commandé par Garibaldi, dans la vallée de la Saône ; on débloquait Belfort en passant et, en appuyant la partie droite de l'armée sur les Vosges, on menaçait la base des communications de l'ennemi, *pour attirer dans l'Est les forces de l'Ouest et de Paris*, qui alors obligerait le général Chanzy à la retraite sur Laval et la Bretagne. L'opération de l'Est est donc définie d'une façon nette, complète dans ce but : *Attirer dans l'Est les forces prussiennes de l'Ouest*. Elle n'a jamais eu d'autre but, et ceci est contenu dans maintes et maintes dépêches donnant le programme de cette campagne. »

Un historien qui mérite confiance (1) dit : « M. de Freycinet avait été, il s'en attribue le mérite, le principal inspirateur de cette évolution soudaine dans la stratégie de la défense. »

Cette malheureuse campagne de l'Est mérite un examen tout à fait à part. Nous lui donnerons ailleurs, dans nos *Récits*, l'importance qu'elle doit prendre dans une histoire de la guerre.

Laissons pour le moment le général Bourbaki prêt à entreprendre les opérations.

(1) Charles de Mazade, *La Guerre de France*.

CHAPITRE IV

SOMMAIRE

Les otages. — L'abbé Garreau. — M. Charbonnier, sous-préfet de Montargis. — M. de Vaublanc, otage. — Combat de Beaune-la-Rolande. — L'absolution. — Les otages sortent de la ville. — Les otages sont chargés par les officiers allemands. — Les Allemands brisent les chassepots devant les soldats prisonniers. — Marche des otages sur Pithiviers, Fontainebleau, Corbeil, Melun. — Cette guerre sera fatale à l'Allemagne. — La place de Belfort. — Le commandant Legrand en 1814. — Le général Lecourbe en 1815. — Le colonel Denfert en 1870. — Actes d'indiscipline. — Défense sans énergie. — Attaque faible et ignorante. — La statue de Strasbourg pendant le siège de Paris. — La légende du colonel Denfert-Rochereau. — Un comité suisse demande à donner asile aux femmes, aux enfants, aux vieillards. — Refus du colonel Denfert. — Comment faut-il juger le gouverneur de Belfort? — Denfert pendant la bataille d'Héricourt. — Les statues. — Voyage de M. Thiers aux cours étrangères. — A Londres, à Vienne, à Varsovie, à Saint-Pétersbourg, à Florence. — Retour de M. Thiers. — M. Emile Keller. — Orateur brillant et capitaine intrépide. — Appel de M. Keller à ses compatriotes. — Services de sa troupe. — Récit du sergent Perrin. — M. Mayol de Lupé. — Le capitaine Lagrelette. — L'aumônier l'abbé de Dartein. — Un trait de M. Keller. — La marine pendant la guerre. — Le vice-amiral Bouet-Wuillaumez.

I

Aucune question, au point de vue du droit, n'est moins éclaircie que celle des otages. Dans le vieux langage on écrivait hostage et ostage, mots dérivés de *ost* d'après Pierre Borel. Or, nous lisons dans Brantôme :« Voir quinze cents reistres en deux ost (escadrons), cela effraye. » Velly dit, à la date de 693 : « Les otages subissaient le même sort (l'esclavage) lorsque ceux qui les avaient donnés venaient à manquer à leurs engagements. »

L'expression *otage* est toute militaire, mais aucune loi, aucun règlement ne détermine les circonstances dans lesquelles des otages seront livrés à l'ennemi.

Dans l'antiquité, l'otage était l'un des grands personnages de l'Etat, et l'histoire a conservé de beaux traits accomplis par les otages qui voulaient être fidèles à la parole donnée.

Pendant le moyen âge, l'otage faisait partie de l'ost, c'est-à-dire de l'armée. C'était un homme de guerre, le civil demeurait neutre dans la querelle.

Les Allemands n'ont agi ni comme les anciens, ni comme le moyen âge. L'otage n'a pas représenté à leurs yeux tel ou tel engagement, il a seulement personnifié la représaille ou, pour mieux dire, la vengeance. Pris dans le monde civil et non dans l'*ost*, il a été transporté en Allemagne, sans condition, tantôt comme franc-tireur, tantôt comme habitant une localité qui avait opposé de la résistance. Mais, rendu en Allemagne, l'otage ne représentait rien et devenait simple prisonnier.

Ces malheureux ne garantissaient point l'exécution d'une promesse, ils étaient prisonniers de guerre, sans combat, sans jugement, et traités avec la dernière rigueur.

On pouvait supposer que le chef de l'armée allemande avait arrêté sa pensée sur les otages et rédigé des instructions officielles, afin que tous les généraux fussent guidés par un même règlement. Il n'en a rien été, et tout officier, quel que fût son grade, ordonnait l'arrestation de citoyens paisibles, souvent des autorités locales, et les transportait au loin et presque toujours en Prusse.

Puisque nous voulons peindre la physionomie de cette guerre, il ne sera pas inutile de montrer une scène prise parmi cent autres et concernant des otages. C'était à la fin du mois de novembre 1870. La petite ville de Châtillon-

sur-Seine (1), vigoureusement défendue par des francs-tireurs, venait d'être prise. Les soldats allemands se répandirent dans les rues, furieux, tirant des coups de fusil par les fenêtres, enfonçant les portes et pillant les maisons après avoir brisé les meubles. Bientôt l'autorité prussienne donna l'ordre de laisser toutes les portes ouvertes. Il fallait s'emparer des otages. Ce fut ainsi qu'un paisible vicaire, l'abbé Martin, se vit arrêté. Comme il demandait à remonter dans sa chambre pour prendre son chapeau, un soldat lui mit son casque sur la tête et on le conduisit dans cet accoutrement qui excita la gaîté de la soldatesque. Le maire de la ville, M. Achille Maître, le président du tribunal, M. Maupin, vieillard plus que sexagénaire, et quatre autres personnes firent partie des otages. M. Maupin, roué de coups, eut un bras cassé, et comme il ne pouvait plus marcher, on le jeta sur une brouette qu'on renversait à plaisir, chemin faisant. Sa femme, qui l'avait suivi, reçut des coups de sabre et de crosse de fusil.

Quant au maire, M. Achille Maître, on le conduisit dans un poste hors de la ville, tête-nue, par une température froide et humide. Là, constamment debout, et sans que ses bourreaux lui permissent le moindre repos, il fut souffleté par les soldats, lardé de coups de baïonnette et ensanglanté. On lui arracha les cheveux et la barbe, et de cinq en cinq minutes, on venait lui cracher à la figure. Au milieu de tant d'amertumes, il demandait pitié pour ses neuf enfants.

Dans la soirée du 23 novembre, on arrêta tous les hommes rencontrés dans les rues ou dans les maisons : ils furent conduits *comme otages* dans les salles de la gare. Là, ils vécurent de ce que leur apportaient leurs femmes. Parmi les otages se trouvaient le procureur de la Répu-

(1) Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), 4.797 hab.

blique, le receveur des finances, un membre du conseil général, un notaire membre du conseil municipal, et plusieurs négociants et propriétaires.

Peu de temps après, les Allemands traversèrent la ville de Châtillon, conduisant un Français au pied des vieux Murs. Un feu de peloton se fit entendre et l'homme tomba. Celui qui venait d'être fusillé était un meunier de Marac (Haute-Marne), nommé Vigneron, et marié depuis quelques jours. Vigneron avait été pris en défendant son pays. On lui donna dix minutes pour adresser à sa jeune femme quelques lignes d'adieu et pour recevoir un prêtre appelé à la hâte.

Plus tard, M. Des Etangs, président du tribunal civil, a fait élever à Vigneron, au lieu même de son exécution, une croix qui attire les regards du passant. On lit sur le piédestal :

A LÉON VIGNERON,

PRISONNIER A MARAC, LE 11 DÉCEMBRE 1870,
FUSILLÉ ICI LE 19 PAR LES PRUSSIENS.
IL EST MORT EN CHRÉTIEN ET POUR LA PATRIE.
QUE DIEU PRÉSERVE A JAMAIS LA FRANCE
DE FRAPPER LE VAINCU DÉSARMÉ
ET DE PUNIR LE PATRIOTISME COMME UN CRIME !

Le 25 novembre 1870, une proclamation allemande fut publiée au sujet de l'échauffourée de Châtillon ; nous la reproduisons, dans le français en usage parmi les envahisseurs :

« Dans la nuit du 18 au 19 de ce mois, les troupes prussiennes qui se trouvaient en petit nombre à Châtillon-sur-Seine ont été surprises par des forces supérieures, composées de gardes mobiles et de francs-tireurs, et par suite du concours déloyal des habitants ont été mutilées et assassinées cruellement dans leurs habitations, ou

faites prisonnières; une partie seulement réussit à se retirer en combattant.

« Le commandant de cette ville, en faisant connaître au public cet acte détestable, contraire à tous les usages de la guerre, et indigne d'un peuple civilisé, se voit dans la nécessité de déclarer que, quoiqu'il reconnaisse à la population de Chaumont et des environs des sentiments meilleurs, quoiqu'il ait remarqué partout une attitude calme et convenable à l'état de guerre où nous sommes, il doit aviser aux moyens pour que des actes aussi déplorables et qui appelleraient les plus dures représailles, ne se reproduisent plus; c'est pourquoi, dans l'intérêt des troupes aussi bien que dans celui de la ville et du département, il juge utile de prendre les mesures de sûreté qui suivent :

« 1° Je m'assurerai d'un certain nombre de citoyens les plus notables de la ville et des villages environnants *pour les garder en otages.*

« 2° Si des événements pareils à celui que je viens de mentionner se reproduisaient en cette ville, ou *même à la moindre tentation* de cette nature, je ferais fusiller les otages pour punir le crime de leurs concitoyens, *selon les droits de la guerre*, me réservant, en outre, l'emploi de toute autre mesure de répression que je pourrais juger nécessaire, suivant la gravité des circonstances, telle que le pillage de la ville *et d'autres localités*, et même *leur destruction par le feu* et le glaive.

« En proclamant les mesures, nécessitées par l'acte infâme d'une population fanatique et qu'exige la sûreté de nos troupes, nul ne sera en droit de se plaindre de notre dureté, puisque leur exécution dépend de l'attitude du peuple lui-même.

« Je fais appel aux *bons gens* et aux personnes prudentes ; qu'ils exigent auprès des méchants et des impru-

dents pour que les malheurs de la guerre ne grandissent pas à l'infini par la propre faute du peuple.

« A Chaumont.

« *Le commandant des étapes,*

« PLOETZ, *colonel.* »

Telle est la théorie des otages.

Quant au sort qu'ils ont à subir, il est décrit par M. l'abbé Garreau, curé de Pithiviers-le-Vieil (1), ancien curé de Lorcy, l'un des otages. Nous abrégeons son récit :

Le jeudi, 24 novembre 1870, le canon grondait à Ladon, à quelques kilomètres de Lorcy (2). Depuis dix heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, douze cents soldats français, de toutes armes, retranchés dans les maisons et les fossés, étaient aux prises avec sept mille Prussiens. Pendant ce combat, nous assistions douloureusement au défilé de quinze à vingt mille ennemis qui se dirigeaient par Juranville sur Beaune-la-Rolande. Ces troupes venaient de Metz, pour renforcer l'armée du général Von der Thann, battu à Coulmiers par nos jeunes soldats.

Le 25 novembre, nous étions envahis et prisonniers dans nos propres maisons. Les routes bien gardées ne permettaient pas aux habitants de gagner la campagne. De minute en minute, des cavaliers allemands passaient au galop. Les uns avaient leurs chevaux blessés par les balles, d'autres poussaient devant eux de malheureux paysans arrachés de leurs villages, et conduits comme otages.

Après le victorieux combat du jeudi, les Français rentrèrent dans Ladon. Les officiers décidèrent qu'une re-

(1) Pithiviers-le-Vieil (Loiret), 897 hab.

(2) Ladon, Lorcy, Juranville et Beaune-la-Rolande, quatre localités du Loiret.

connaissance serait faite sur l'armée prussienne signalée à Lorcy et à Juranville. Cette reconnaissance se composait de trois escadrons du 7[e] chasseurs, capitaine Gandon, des mobiles du colonel Girard et de francs-tireurs de Cathelineau.

Il y avait à Lorcy et dans les environs près de cinq mille Prussiens pour recevoir nos six cents éclaireurs.

Aux approches de Lorcy, la petite troupe française s'aperçut qu'elle allait avoir affaire à des forces trop nombreuses. Le capitaine Gandon proposa de battre en retraite, le colonel Girard ne fut pas de cet avis et donna l'ordre de marcher en avant. « On le veut, dit le capitaine Gandon, eh bien ! mes amis, marchons à la mort ! je serai à votre tête pour charger. »

Il y était, en effet, et après la première décharge, le capitaine, sabre en main, se lança sur l'ennemi.

De son côté, le colonel Girard, à la tête des mobiles, pénétrait jusque dans le village, sous une grêle de balles. Les Prussiens, embusqués dans les maisons, tiraient par les fenêtres.

Les femmes, les enfants, les vieillards et même les hommes se précipitèrent vers l'église et le presbytère. Le combat, très vif, dura une demi-heure.

Parmi les morts on trouva le capitaine Gandon et le colonel Girard. Ces deux officiers reposent dans le cimetière de Lorcy. Les chasseurs à cheval qui voulurent relever leur capitaine ont raconté que, mourant, il avait eu un suprême élan pour s'écrier : « O France ! ô ma femme ! ô ma mère ! ô ma fille ! »

Les Français se retirèrent donc vers Ladon où se trouvait le gros de notre armée ; la poursuite des Prussiens fut arrêtée à deux kilomètres du bourg, au bois de Chevenelle, par les francs-tireurs.

En revenant à Lorcy les Allemands allumèrent à la main un immense incendie dans la ferme du sieur Dupré,

et brûlèrent, en même temps, la maison de la veuve Chambon, pauvre vieille plus qu'octogénaire, qui, à genoux et les mains jointes, sanglotait en demandant pitié.

Restés maîtres de Lorcy, les Prussiens fouillèrent toutes les maisons pour se procurer des otages. Le curé, M. l'abbé Garreau, fut pris, comme *franc-tireur*. Un officier lui dit : « Vous êtes notre prisonnier, vous et tous les hommes qui sont ici (ceux qui s'étaient réfugiés dans l'église) ; vous êtes des francs-tireurs, vous irez à Corbeil-sur-Seine passer en conseil de guerre, puis vous serez fusillés. »

Les soldats prussiens réunis sur la place applaudirent bruyamment.

Le maire de Lorcy, M. Moreau, fut arrêté comme otage, malgré sa vieillesse et ses infirmités ; M. Langevin, employé du Crédit foncier à Paris, fut également pris, insulté, frappé outrageusement par des soldats ivres. Parmi les otages se trouvaient quatorze pères de famille et un vieillard marchand avec des béquilles.

Dans le moment même où les otages se complétaient par de nouvelles arrestations, on vit arriver un brancard recouvert de paille, où étaient étendus deux officiers prussiens grièvement blessés au combat de Chevenelle. Au nombre des porteurs du brancard se trouvait un habitant de Lorcy nommé Thomas Presle. Il avait rendu un service aux Prussiens qui, pour toute récompense, le jetèrent dans les rangs des otages.

Les deux officiers furent déposés au presbytère et couchés dans le propre lit du curé. Sa sœur devint leur garde-malade, elle les veillait la nuit, les comblait de soins, pendant que son frère, le prêtre, était traîné sur les routes par des soldats furieux, qui l'injuriaient et le frappaient.

II

Lorsque les otages furent au nombre de quarante, un officier prussien donna l'ordre de se mettre en marche. Le départ se fit au milieu des larmes des mères et des enfants. Ces lamentations redoublaient les cris de fureur des soldats allemands, qui frappaient leurs prisonniers.

L'abbé Garreau poursuit son récit : On nous fit arrêter au premier poste prussien établi à Lorcy même, dans la maison d'un des pauvres captifs. La femme était de retour chez elle avec ses trois petits enfants. En revoyant son mari elle jeta des cris perçants, les enfants se précipitèrent dans les bras du père, mais les Prussiens rétablirent l'*ordre* à coups de crosse.

Après un quart d'heure de halte on donna le signal du départ pour Beaune-la-Rolande par Juranville. Tous les prisonniers formaient un même cortège ; les otages et les quelques soldats français tombés aux mains de l'ennemi marchaient ensemble, les otages en avant.

Nous suivions notre route, au milieu des Allemands devenus de plus en plus menaçants. Ne pouvant se faire comprendre, ils nous montraient leurs baïonnettes, et ceux qui parmi nous ne marchaient pas assez vite recevaient des coups de crosse. J'avais été surpris les pieds chaussés de sabots, et l'on me faisait ainsi marcher, ce qui m'était fort pénible. Peu à peu et surtout vers le soir, nous allâmes d'un pas moins rapide, car nous traînions dans nos rangs un vieillard de soixante-dix-huit ans, le sieur Daire, qui depuis longtemps ne se soutenait qu'avec des béquilles. Le pauvre homme fit des efforts inouïs pour arriver jusqu'au pavé de Juranville.

Là, le cortège s'arrêta pour être passé en revue. Les insultes de la soldatesque devinrent intolérables. On nous

annonça que nous serions pendus comme francs-tireurs. Je reçus un coup de pied d'un valet : c'était la seconde fois que j'étais frappé. Un officier supérieur me dit : « C'est bien triste de voir un pasteur en compagnie de ces francs-tireurs. »

Un général ajouta : « Si vous n'avez rien fait, comme vous l'affirmez, monsieur le curé, il ne vous sera rien fait. » Je profitai de la présence de ce général, pour le prier de prendre en pitié le malheureux M. Daire. Le général le fit comparaître, l'examina, et, le faisant sortir du rang, l'envoya en prison.

Nous reprîmes, sous la garde de nouveaux soldats, notre route vers Beaune-la-Rolande. Nous espérions tous être promptement mis en liberté, et cependant la plupart devaient aller jusqu'à Dresde, au royaume de Saxe.

Dans la boue jusqu'à mi-jambe, nous arrivâmes, vers neuf heures du soir, à Beaune-la-Rolande.

La ville était remplie d'Allemands. Presque tous les habitants avaient fui, abandonnant leurs maisons, et n'ayant plus de ressources. Les soldats prussiens eux-mêmes manquaient souvent de pain.

Beaune offrait donc l'image de la désolation. Nous fûmes accueillis par des cris furieux, et des menaces de mort. Au milieu d'un groupe de soldats prussiens, je fus interpellé par l'un d'eux, qui m'appela *mon camarade*. C'était le première expression de sympathie que j'eusse rencontrée depuis ma captivité. Je demandai donc, en langue latine, à cet homme s'il était comme moi prêtre catholique. Il détourna la tête sans paraître me comprendre, et j'en conclus qu'il pouvait bien être ministre protestant.

La nuit était sombre, froide, et pluvieuse. On nous arrêta pendant une demi-heure environ à la porte du général qui était à table ; nous attendions sous la pluie la fin du dîner de Son Excellence et de l'état-major. Enfin

un officier apporta l'ordre de nous enfermer dans la crypte, sous l'église de Beaune. Nous y fûmes conduits avec accompagnement d'injures et menacés d'être fusillés le lendemain matin.

Pour toute nourriture, on nous apporta un seau d'eau. Heureusement, au moment du départ, ma sœur avait donné un morceau de pain à chaque otage.

Le lendemain, à la première heure du jour, la porte s'ouvrit et l'on appela, en français, la maire de Lorcy et M. le curé. Nous fûmes conduits par quatre soldats armés dans un appartement de la mairie, converti en corps de garde et en prison. C'était peut-être une attention de nos vainqueurs car nous trouvâmes là-haut, avec le luxe d'un lit de paille étendu par terre, un air plus respirable. De plus, nous nous trouvâmes en compagnie de plusieurs maires et adjoints des environs, arrêtés comme otages : M. le maire de Mézières-sous-Bellegarde, celui de Montbarrois, celui de [illegible]ranville, etc.

Dans une chambre obscure, près de celle que nous occupions, gisait sur la paille le digne sous-préfet de Montargis, M. Charbonnier, arrêté chez lui et amené à travers la ville, les mains liées derrière le dos, et aussi M. de Vaublanc, noble otage de la même ville.

Dans cette prison nouvelle, M. le maire de Lorcy, le vénérable M. Moreau, rencontra son neveu, M. Brunet, maire de Mézières. Ce fut un vrai bonheur, car il n'aurait pu supporter seul, sans un bras ami, les fatigues auxquelles il fut condamné.

A dix heures, la faim se faisait sentir. Les otages demandèrent du pain et de l'eau. Cette denrée semblait oubliée, lorsque M. le curé de Beaune et son vicaire, grâce à leur brassard, purent arriver jusqu'à nous et nous apporter des vivres; quelques dames charitables vinrent aussi à notre secours.

La journée se passa sur la paille. Le maire de Lorcy

après un interrogatoire, fut reconduit dans la crypte avec les autres prisonniers.

A travers la croisée donnant sur la place, nous pouvions remarquer des marches continuelles d'hommes et de chevaux, de canons et de voitures de munitions. Une animation extraordinaire se manifestait sur tous les visages. Les Allemands semblaient pressentir l'approche de l'armée française.

Durant cette journée du dimanche, nous voyions d'heure en heure arriver parmi nous quelques soldats français faits prisonniers, puis, comme otages, des maires, des adjoints, des vieillards, de prétendus francs-tireurs. On les installait dans la crypte ou à la mairie.

Cette seconde nuit fut troublée par le bruit de troupes en marche, le roulement de l'artillerie, les cris confus de la troupe. Ce ne furent ni les tambours, ni les clairons qui sonnèrent le réveil du lendemain. Le canon français nous fit tressaillir. A ce bruit se joignirent bientôt les déchirements de la fusillade. On se battait donc du côté de Lorcy, Mézières et Saint-Loup-des-Vignes. Ce lundi, 28 novembre, serait-il un jour de victoire ?

Les Prussiens étaient dans l'agitation la plus grande. Nos gardiens semblaient inquiets. Chose singulière, les Allemands ne nous insultaient plus, lorsque le bruit de la fusillade se rapprochait.

Chacun de nous entendait les battements de son cœur et nous faisions les vœux les plus ardents pour le succès de nos armes. Le combat dura environ deux heures. J'ai appris plus tard que nos soldats et les mobiles furent admirables d'élan et de vigueur, que depuis Ladon ils marchèrent constamment en avant, chargeant l'ennemi, balayant tout le pays, depuis Chapelon et Mignerette, Corbeilles et Lorcy jusqu'à la gare de Beaune. Le même entrain existait du côté de Mézières et de Saint-Loup-des-Vignes. Nos soldats montaient sans cesse vers nous, et

les tambours qui battaient la charge nous faisaient tressaillir.

Les morts et les blessés ne manquèrent pas des deux côtés ; l'église, le presbytère, l'école des enfants et la maison des sœurs de Lorcy furent transformés en ambulance. Les habitants prodiguèrent leurs soins aux blessés allemands aussi bien qu'aux français.

Un peu après dix heures, une bombe arriva jusqu'à nous. Elle tomba sur la mairie même avec un fracas épouvantable ; un nouveau projectile brisa la croisée de l'appartement qui nous servait de prison. Un cri d'épouvante se fit entendre. Nos gardiens très effrayés descendirent précipitamment en nous donnant l'ordre de les suivre. Nous sortions à peine de notre prison, lorsqu'une troisième bombe tomba sur le bâtiment, brisant les fenêtres, renversant les meubles, et nous précipitant les uns sur les autres. Je fus blessé à la main droite. Nos gardiens nous pressèrent de nous relever et nous arrivâmes en courant dans la crypte, déjà pleine de prisonniers. Nos gardiens semblaient encore plus effrayés que nous, mais aucune injure ne s'échappait de leurs lèvres, quoique leur regard menaçant nous fît encore trembler.

Dans la crypte, nous étions tous réunis, civils et militaires, otages et prisonniers. Sur le marche-pied de l'autel principal une ambulance était établie. Les instruments de chirurgie établis autour des opérateurs étaient déjà sanglants. Les blessés, presque tous allemands, arrivaient en grand nombre portés sur des civières. Les provisions de linge de pansement furent bientôt épuisées, et l'officier qui commandait demanda un homme de bonne volonté pour aller chercher des compresses, des bandes et des médicaments à la maison des sœurs. La mission était périlleuse, car il fallait traverser un terrain sillonné par les projectiles. M. Charbonnier, sous-préfet de Montargis, se présenta le premier pour remplir ce devoir. Il

partit au milieu d'une grêle de balles, et traversa deux foi la ville pour rapporter dans la crypte une charge de linge.

Nous pensions que ce brave otage serait mis en liberté pour le généreux service qu'il venait de rendre aux blessés ennemis. Deux jours après, on l'envoyait en Allemagne.

Dès que la provision de linge fut arrivée, chacun de nous devint infirmier. Les draps, les serviettes étaient convertis en bandes et en charpie. Nous étions au service des blessés prussiens qui semblaient reconnaissants. Le sous-préfet de Montargis, en rentrant dans la crypte, nous avait donné l'assurance qu'il avait vu les Français monter, la baïonnette en avant, s'élancer dans quelques maisons de la ville.

C'étaient, en effet, le 3e zouaves et les mobiles du Haut-Rhin, qui, trouvant l'ennemi barricadé dans les habitations, faisaient le siège de chacune d'elles, enfonçaient les portes, et entraient par les croisées.

L'agitation fébrile, l'inquiétude de nos gardiens confirmaient cette bonne nouvelle. Le médecin en chef, qui connaissait par les blessés tous les incidents de la bataille, savait que nos soldats étaient déjà dans Beaune. Il s'informait si le drapeau de Genève était bien visible sur le clocher de l'église. Déjà il nous annonçait notre prochaine délivrance, et la peur le troubla tellement, qu'il donna sa carte au sous-préfet de Montargis, en sollicitant sa protection ; d'ailleurs, disait-il, je ne suis pas Prussien, mais Allemand.

Vers quatre heures, le bruit de la bataille augmentait de plus en plus, et la terre tremblait jusque sous nos pas. La voûte de la crypte était ébranlée à chaque détonation d'un canon de campagne que nos ennemis avaient placé presqu'à l'entrée du clocher de Beaune. La fusillade était des plus vives : une vraie tempête d'artillerie, une pluie de fer et de plomb.

Rangés dans la crypte sur deux rangs, appuyés sur leurs fusils, les soldats qui nous gardaient mettaient tantôt leurs baïonnettes, et tantôt les retiraient; ils jetaient leurs cartouches à terre, puis les ramassaient; ils prenaient envers nous des airs parfois suppliants, et bientôt après menaçants.

Ce fut dans ce moment d'un suprême péril que le noble otage de Montargis, M. de Vaublanc, se mit à genou devant tout le monde et, découvrant son front, me dit : « Monsieur le Curé, nous sommes en grand danger, donnez-moi, je vous prie, l'absolution *in articulo mortis.* » A ces paroles, chacun des otages s'agenouilla. Je donnai cette absolution solennelle avec une profonde émotion.

A peine les prisonniers étaient-ils relevés, à peine avais-je prononcé les dernières paroles du pardon, que l'ordre arriva de faire évacuer la crypte et d'abandonner la ville. A cette nouvelle, nos gardes chargent leurs armes, remettent la baïonnette au canon, et nous poussent violemment hors de la prison. On ne laissa que les blessés dont plusieurs se mouraient.

L'armée prussienne se repliait vers Beaumont, abandonnant la ville aux Français. Nous traversâmes les rues au pas de course, insultés par tous les Prussiens que nous rencontrions, frappés par nos gardes, au milieu du sifflement des balles, qui déchiraient nos vêtements.

Après avoir parcouru trois kilomètres dans la boue du champ de bataille, avec nos sabots ou les pieds nus, après avoir rampé tout le temps dans les sillons, pour éviter les balles, nous arrivâmes jusqu'au commandant entouré de son état-major. On nous tint à quelques pas de cet officier supérieur, et le chef de notre escorte lui demanda ce qu'il fallait faire de nous. « Ces hommes, répondit le commandant, ce sont des francs-tireurs déguisés, il faut les fusiller. »

Ces mots furent prononcés en français. Entendant cette condamnation, Langevin s'écria : nous sommes innocents !

Chacun de nous répéta d'une voix plus ou moins ferme : Nous sommes innocents !

Emporté par une colère insensée, le commandant lança son cheval au milieu de nos rangs ; l'état-major suivit et nous fûmes renversés à coups de sabre, ou par le poitrail des chevaux, foulés aux pieds, meurtris... ce fut un vrai massacre ; les soldats qui se trouvaient parmi nous criaient : « Nous appartenons à l'armée francaise ; nous sommes soldats, désarmés. » Nous étions brisés de coups, tous blessés, tous ensanglantés.

III

Un seul ne se releva pas, c'était un otage, le fils de M. Picard, adjoint au maire de Lorcy. Ce digne homme, père de trois petits enfants, restait à terre, évanoui, le visage couvert de sang. Il fut emporté par nous. Je me présentai des premiers, mais à peine pouvais-je me soutenir. Au reste, bien peu, parmi nous, eurent la force de porter le malheureux Picard. On se mettait trois ou quatre pour un si faible fardeau. J'avais un bras tellement blessé que j'éprouvais d'horribles souffrances.

La nuit arrivait. Les Français ne voulurent point occuper Beaune, dont ils étaient maîtres. Il nous semblait cependant que cette ville était l'objectif de la bataille de ce jour. Ils se retirèrent, dit-on, devant un renfort considérable arrivant aux Prussiens dans la direction de Pithiviers. Ils rentrèrent donc sous Bellegarde, abandonnant, hélas ! un terrain conquis au prix de tant de sang.

Pour nous, pauvres prisonniers, nous étions à la fin de cette rude journée, sous le coup des colères prus-

siennes, d'autant plus vives que nos ennemis considéraient cette bataille comme perdue pour eux.

Après avoir entendu prononcer, contre nous, la sentence de mort et avoir reçu des officiers de l'état-major cette cruelle flagellation, nous fûmes dirigés sur un autre point de retraite, vers le gros de l'armée prussienne. Nous retombions ainsi à chaque instant dans des groupes nouveaux de soldats irrités, qui se précipitaient sur nous, nous crachaient au visage et nous frappaient à coups de crosse. Les soldats prisonniers de guerre protestèrent si bien qu'on les sépara des civils. Mis à part, nous eûmes quatre assauts à soutenir où les otages furent foulés aux pieds. Malgré tout ce qu'on nous dit de l'honneur de l'officier prussien, nous eûmes la douleur de voir que le signal de ces barbaries était donné par lui et que le premier coup partait de sa main.

Non contents de nous frapper, les soldats prussiens s'emparaient de nos montres et de notre argent : c'est ainsi que l'excellent M. de Vaublanc se vit enlever une somme de 600 fr. par l'un des uhlans qui l'avait assommé.

Après plusieurs haltes dans les champs couverts de débris, les Prussiens, prévenus que l'armée française ne voulait point occuper Beaune, se jetèrent de nouveau dans l'intérieur de la ville, où ils avaient abandonné 14 canons. On nous y ramena.

Tous les Prussiens rentrés dans Beaune poussèrent, en nous voyant, un *hourrah* formidable. Les insultes les plus grossières, les menaces les plus effrayantes furent dirigées contre nous, pauvres victimes de la guerre. La vue du sang qui couvrait nos visages ne fit que redoubler les cris des Allemands. Il y eut un moment terrible pour les otages, lorsque la soldatesque voulut nous jeter vivants dans un immense incendie allumé chez M. Durand, adjoint au maire.

Un major prussien, portant le brassard de Genève, me mit le poing sur la gorge en m'appelant des noms les plus vils. Mes compagnons d'infortune m'adressaient des excuses en voyant un prêtre insulté de la sorte.

Enfin, au milieu des huées de cette multitude furieuse, et après de nouveaux coups reçus sur nos blessures saignantes, nous fûmes enfermés dans l'église. A la demande de M. de Vaublanc, chacun s'agenouilla et je récitai une prière.

Pendant la nuit, de nombreux prisonniers de la bataille, zouaves, mobiles, soldats de toutes armes vinrent grossir nos rangs.

La faim se faisait sentir, et les Allemands ne nous donnèrent même pas un peu d'eau pour laver nos blessures. La porte de notre prison s'ouvrit de bonne heure, et nous fûmes rassemblés sur la place, les militaires à part des civils, et les prétendus francs-tireurs formant un troisième groupe.

Un officier prussien, s'approchant des civils, demanda quels étaient les otages? M. le sous-préfet de Montargis, M. de Vaublanc, M. Moreau, maire de Lorcy, et plusieurs autres fonctionnaires se présentèrent. J'aurais pu me joindre à eux dans l'espérance d'un sort meilleur, mais je ne voulus pas me séparer de mes paroissiens; d'ailleurs j'étais considéré comme le chef des francs-tireurs.

Les otages furent conduits dans cet appartement de la mairie, d'où les bombes françaises nous avaient fait sortir la veille. Mais ces otages ne reçurent ni pain, ni eau. Vers midi, on les mit en route pour l'Allemagne. Quelques-uns recouvrèrent leur liberté pendant la route, M. de Vaublanc, à Troyes, MM. Moreau et Brunet près d'Orléans.

Avant le départ, un spectacle bien triste nous fut ménagé par les Prussiens. Toutes les armes, les chassepots surtout, s'entassèrent devant les soldats prisonniers.

L'ennemi prit le triste plaisir de briser ces armes à coup de marteau, en insultant les prisonniers. Ceux-ci détournaient la vue, beaucoup protestaient avec colère, plusieurs avaient les yeux mouillés de larmes. Un zouave cria : Rendez-moi mon fusil pour cinq minutes et venez douze Prussiens pour le reprendre !

Lorsque le dernier fusil fut brisé, on nous dirigea sur Pithiviers (1), quartier-général de l'armée prussienne. M. le curé de Beaune et le vicaire, M. Cornet, me donnèrent une demi-tablette de chocolat trouvée difficilement dans la ville.

Nous sortions de Beaune pour marcher sur le champ de bataille de la veille. Je ne saurais peindre le tableau qui me déchira le cœur : à chaque pas, nous rencontrions des hommes et des chevaux morts, des débris de charriots, des sacs ouverts, des gibernes vides, des képis et des choses sans formes, sans noms, sanglantes, couvertes de boue. Là, un artilleur ; là, un mobile ; plus loin des zouaves, des soldats de la ligne, des chasseurs à pied. Tous ces enfants de la France étaient jeunes, et, l'avant-veille, pleins de vie. Déjà les maraudeurs avaient dépouillé les morts, et nous ne pouvions distinguer les officiers. Au milieu de tous ces corps, il n'y avait pas un seul soldat allemand. Tous avaient été relevés la veille à sept heures par les voitures d'ambulance.

Après une heure de marche, nous étions à Barville (2) où nous nous trouvions au milieu de l'avant-garde du corps d'armée du prince Charles accouru au secours des combattants de Beaune. Chacun de nous crut qu'il allait être fusillé, tant les menaces, les injures, les coups devinrent effroyables. A Boynes (3), nous fûmes encore plus maltraités, s'il est possible.

(1) Pithiviers (Loiret), 4.585 hab.
(2) Barville (Loiret), 536 hab., canton de Beaune-la-Rolande.
(3) Boynes (Loiret), 1.519 hab., canton de Pithiviers.

« Ce sont là les soldats qu'on nous oppose, disaient les officiers en mordant leurs cigares, mais ce sont des *singes* (sic). »

Enfin nous arrivâmes à Pithiviers dans la soirée. Depuis longtemps cette ville était au pouvoir de l'ennemi. Les habitants qui avaient entendu les canons de Beaune et croyaient les Français vainqueurs accoururent en grand nombre pour voir les prisonniers. On lisait sur leurs visages le deuil de leur âme, beaucoup versaient des larmes. Tous vinrent à nous avec des provisions. Nos gardes s'opposaient à la distribution des vivres ; après quelques pourparlers il fut permis aux soldats prisonniers d'accepter du pain, mais les civils ne purent toucher à rien. Cependant la faim se faisait cruellement sentir.

On nous fit passer la nuit dans l'église qui était extrêmement froide. Mes compagnons de captivité furent dirigés vers la nef et je fus conduit dans le chœur, devant l'autel. L'officier qui m'y conduisit me dit que j'étais mis à part, afin de me condamner à garder le silence.

A peine était-je installé, que je vis un prêtre venir dans le chœur que j'avais éclairé, en allumant un cierge. Ce prêtre portait sur la poitrine la croix d'aumônier militaire et se nommait l'abbé Peyre, des Chartreux de Lyon, aumônier des mobiles de la Loire, et fait prisonnier à Beaune-la-Rolande, au moment où il donnait, sur le champ de bataille, ses soins religieux à de pauvres blessés. L'abbé Peyre me questionna sur la situation qui m'était faite, je répondis que j'étais pour cette nuit condamné au silence. Alors M. l'aumônier alla trouver les officiers français prisonniers, enfermés à la sacristie. Ces messieurs, et parmi eux le capitaine Dugas, ancien zouave pontifical, M. le comte d'Adhémar, des chasseurs à cheval, poussèrent la bienveillance jusqu'à réclamer

auprès de l'autorité prussienne, contre de semblables procédés envers un prêtre français ; ils demandèrent, en particulier, que je quittasse le gros des prisonniers pour prendre place parmi eux.

Grâce à cette intervention, je me trouvai bientôt au milieu de mes libérateurs.

Des vivres nous furent apportés par les soins de M. de la Taille, curé de Pithiviers. Depuis deux jours, nous n'avions été soutenus que par quelques aumônes. Les bonnes sœurs de Saint-Vincent se chargèrent de la nourriture des civils.

Le lendemain, nous allâmes coucher à Malesherbes (1). Les habitants nous comblèrent d'attentions. Les 700 prisonniers furent enfermés dans l'église, et l'on m'installa avec les officiers.

C'est là que je reçus de M. l'abbé Cornet, vicaire de Malesherbes, le don d'un vêtement plus chaud ; c'est là que ce digne confrère voulut bien échanger ses souliers contre les sabots que j'avais traînés jusque-là. Je n'aurais pu, sans cette charité, continuer ma route, tant mes pieds étaient meurtris et sanglants.

Notre troisième étape après Beaune était Fontainebleau, où notre entrée souleva toute la population. Nous fûmes conduits à la caserne, à quatre heures du soir, escortés par une foule sympathique qui apportait argent, vivres, vêtements, secours de toutes sortes. Un comité de secours remit six cents francs pour les prisonniers ; je dus accepter 60 francs pour mes paroissiens. Pendant un instant, nos gardes furent débordés par la foule ; dans ce moment je vis une femme, une vraie française, donner un vigoureux soufflet à un grenadier prussien qui l'avait repoussée violemment, lorsqu'elle distribuait du pain à nos soldats captifs.

(1) Malesherbes (Loiret), 1.790 hab., arrond. de Pithiviers.

De Fontainebleau à Corbeil-sur-Seine, la distance est bien grande, et ce fut pour nous une douloureuse journée. Melun nous reçut admirablement bien. L'abbé Peyre et moi étions placés en tête de la colonne, pour que du premier coup d'œil on vît la soutane du prêtre catholique.

Ce spectacle toucha tellement le vénérable curé de Corbeil, qu'il se promit de nous sauver de la captivité. Le soir même le digne homme se rendit à Saint-Germain, auprès de Son Excellence le général de Golthe, pour lui faire part de la pénible impression qu'avait causée partout la vue de deux prêtres et d'une troupe de pauvres cultivateurs, confondus avec les prisonniers militaires. Il conjura le général de mettre un terme à ce scandale dans l'intérêt même de la Prusse ; de renvoyer dans leurs foyers ces malheureux qui avaient tant souffert, et d'accorder aux deux prêtres captifs une liberté qu'ils n'avaient pas mérité de perdre.

Malgré sa puissance, le général de Golthe ne put tout accorder, mais il promit que les deux prêtres ne partiraient point le lendemain pour l'Allemagne, qu'ils resteraient à Corbeil, après avoir pris l'engagement par écrit et sur leur honneur de ne pas s'éloigner sous peine de mort.

Ce ne fut pas sans douleur que le pasteur se vit éloigné de ses chers paroissiens. Cependant j'acceptai l'offre qui m'était faite, dans la pensée d'être plus utile à mes compagnons près des autorités allemandes, que dans l'isolement d'une ville prussienne.

L'engagement ayant été signé, l'abbé Peyre et moi nous fûmes mis en liberté conditionnelle. L'une des premières familles de Corbeil nous recueillit. M. le président Habert et sa vénérable mère nous offrirent la plus généreuse hospitalité.

(1) Corbeil (Seine-et-Oise), 6.000 hab., chef lieu d'arrondissement.

Le lendemain matin, avant le départ des prisonniers, je me rendis au milieu d'eux, pour les encourager et leur donner l'assurance qu'en restant à Corbeil, auprès de nos juges, je ne manquerais pas de plaider leur cause et de hâter leur délivrance, dans la mesure de mes forces.

Ils partirent sans moi, et je les vis s'éloigner en étouffant mes sanglots. Pauvres gens de la campagne, dont pas un seul n'avait tiré un coup de fusil, et qui souffraient le martyre! Combien, parmi eux, devaient mourir sur la terre étrangère!

Après quelques jours passés chez l'excellent M. Habert, je fus prié par les religieuses de la Quarantaine de venir dans leur maison convertie en ambulance, afin d'y remplir les devoirs de l'aumônier.

Je restai au milieu de ces bonnes sœurs jusqu'à la fin de la guerre.

IV

Lorsque les soldats allemands s'étaient emparés de ce prêtre, il était considéré comme un otage. Plus tard il ne fut qu'un prisonnier ordinaire, mais non pas un prisonnier de guerre. Qu'était-il donc? Ils le traitaient de franc-tireur et savaient parfaitement que sa main n'avait jamais touché une arme. Les paysans avec lesquels il se trouvait confondu ne rappelaient en rien le romain Régulus.

En enlevant ainsi les populations de leurs demeures, en les traînant sur la terre étrangère, les envahisseurs voulaient effrayer les citoyens, répandre la terreur, empêcher la résistance locale et affaiblir le patriotisme. Les Allemands donnèrent le nom d'otages à leurs prisonniers civils. Ils s'emparèrent des autorités, maires, adjoints, magistrats, hommes influents par leur caractère ou leur

fortune. Ils arrêtèrent aussi de simples cultivateurs et des vieillards pour terrifier les masses populaires. Les traitements les plus barbares furent infligés à ces malheureux et plusieurs périrent sous les coups.

On nous avait dit que l'Allemand était un poète, un rêveur, un philosophe !

La guerre l'avait donc cruellement perverti ?

Non content d'être sans pitié sur les champs de bataille, avide dans les villes qui ouvraient leurs portes, il faisait reculer la civilisation en refusant aux citoyens la neutralité à laquelle ils ont droit.

Un bourgeois inoffensif est dans sa demeure, entouré de sa femme et de ses enfants ; le village qu'il habite se voit envahi par un bataillon prussien, sa porte est enfoncée à coups de crosse, et deux uhlans s'emparent de ce Français. Il est insulté, frappé, emprisonné, et conduit captif dans quelque province lointaine au delà des frontières.

Mais qu'est-ce donc que la barbarie ? L'Allemand a-t-il le droit de la maudire ? Peut-il mépriser le temps où les peuples vaincus devenaient esclaves des vainqueurs ?

Les généraux de l'Allemagne peuvent créer de magnifiques armées, redoutables à l'Europe ; les savants de l'Allemagne peuvent faire faire des progrès à l'esprit humain ; les poètes de l'Allemagne peuvent enflammer toutes les âmes ; le nouvel Empire peut faire oublier Charlemagne et ses preux : il n'y en aura pas moins une tache éternelle sur ce manteau souverain. Ce sera la goutte de sang, tombée du cœur de notre pauvre paysan, sous les coups d'une soldatesque ivre de vengeance, et sous le regard impassible du hobereau prussien transformé en capitaine.

Les insurgés de la Commune ont imité les Allemands ; eux aussi ont voulu leurs otages et les ont assassinés. Ne pourrait-on pas dire que l'arrêt de mort exécuté à Paris,

sur les prisonniers de la Roquette, venait de Berlin ?

Désormais l'otage est un condamné à mort, dont l'exécution se fait attendre. En temps de guerre tout citoyen de la nation vaincue est un otage.

Lorsqu'un prisonnier appartenait à un homme en qualité d'esclave, il était protégé par tous.

Depuis que le prisonnier appartient à tous, il n'est protégé par personne. L'esclave antique était moins à plaindre que l'otage moderne, tel que le comprenaient les Prussiens et les hommes de la Commune.

En parcourant nos provinces, les Allemands s'arrêtaient devant un village et voyaient à l'horizon des francs-tireurs en retraite regagner leurs demeures éloignées. Ces francs-tireurs avaient rapidement traversé ce pays, auquel ils étaient étrangers.

Les Allemands le savent. Cependant ils marchent droit au village, pillent les chaumières, les incendient, dispersent les troupeaux à coups de fusil, et s'emparent d'un certain nombre d'habitants qu'ils frappent sans pitié. « Ces hommes, disent-ils, étaient des francs-tireurs, nous les prenons comme otages. » Alors, sans jugement, un citoyen français est conduit en Allemagne comme prisonnier.

La conscience humaine se révolte en présence de tels crimes.

On a défini la guerre *la poursuite du droit par la force*, mais les Allemands ont fait de cette guerre le mépris du droit et l'abus de la force.

Les mêmes pensées agitaient notre esprit lorsque l'ennemi rentra dans ses foyers après la paix. Alors notre plume traça des lignes presque semblables à celles-ci, inspirées qu'elles étaient par des sentiments semblables :

Cette guerre sera fatale à l'Allemagne. Les mauvais instincts de la race germanique se sont déchaînés. Ces

instincts ne seront pas étouffés parce que le soldat reprendra son vêtement de travail et quittera la caserne pour sa chaumière.

On a enseigné à ces innombrables légions que l'espionnage n'était pas une bassesse; on leur a prouvé que le mensonge avait son mérite et son utilité; on a professé devant elles l'art de tuer sans risquer sa propre vie; on a formulé, pour tous, les théories de la réquisition personnelle, ingénieuse variété du vol à main armée; on a établi les règles de l'incendie et les lois pour l'enlèvement des otages.

Toutes les tendresses, toutes les pitiés, toutes les charités mises par Dieu dans le cœur de l'homme ont été effacées. Le Prussien s'est montré sans respect pour le vieillard, la femme et l'enfant. Oubliant sa propre dignité, il a frappé le paysan désarmé, couché dans le sillon. Il a porté une main sacrilège sur le soldat français, son égal, oubliant que les gens de guerre se combattent mais ne s'avilissent jamais, car ils forment, quel que soit leur drapeau, une corporation fraternelle.

La Prusse a mis en oubli toute grandeur morale. Elle a laissé sur nos murs calcinés l'empreinte d'une main sanglante.

Soyez fiers de vos universités, de vos maîtres d'école, de vos philosophes, de vos poètes, de vos penseurs! Ecoutez les voix qui s'élèvent de vos foyers pour proclamer la suprématie de l'Allemagne! Vous êtes vainqueurs. Deux provinces françaises s'ajoutent à vos provinces. Vos sentinelles veillent aux remparts de Strasbourg et de Metz; vos officiers et vos soldats rentrent chez eux enrichis par nos dépouilles.

Comptez les milliards de francs que nos chaumières ont versés dans votre trésor de la guerre. Ecoutez les récits de ceux qui viennent de Sedan, de Saint-Cloud ou de Châteaudun, ils ont de longues histoires à raconter aux

vieilles mères et aux jeunes fiancées. Ils connaissent les merveilles du pétrole, ils savent comment se défonce un coffre-fort, ils découvrent habilement les réduits où se cachent les bijoux, l'argenterie et les pendules.

Mais vous payerez chèrement vos triomphes de quelques jours. Votre société germanique est corrompue à jamais. Avec les anciennes armées professionnelles, le péril était moindre, mais votre armée conquérante se composait de la race allemande tout entière. L'étudiant, le commis, le médecin, le laboureur, le savant, le noble, l'ouvrier, le riche aussi bien que le pauvre, savent désormais que la *force prime le droit*. Chacun se chargera, dans sa sphère, de traduire et d'appliquer la formule brutale.

Tout ce monde a fermé son cœur aux sentiments généreux. Vous serez fatalement dévorés par la corruption que vous avez élevée à la hauteur d'une institution. Votre discipline toute physique, basée sur la crainte, se brisera comme le verre de cristal tombé sur le marbre. Votre machine de guerre, si puissante, mais si compliquée, grincera dans tous ses ressorts, rongée par la rouille sanglante. « Les morts vont vite », dit votre ballade allemande ; laissez passer les morts, qu'ils soient empereur, grand chancelier, ou généraux illustres. Les morts vont vite.

Un jour prochain, la France se dressera devant vous, le front cicatrisé, et, d'une voix sévère, vous demandera compte de vos crimes. Ce jour-là, les otages sortiront de leurs tombes.

Et le monde saura qui de vous ou de nous mérite son estime et son amour. On dira : Le peuple français apparaît dans l'histoire comme un vaillant soldat qui a tenu plus d'une fois dans sa main l'épée de la justice, mais non pas comme un conquérant rapace. Dans la conquête, ce grand amant de la gloire a toujours recherché plutôt l'honneur que le profit.

V

Le siège de Belfort mérite une attention particulière. Cette ville n'est pas une place forte, mais un camp retranché. Le gouverneur de Belfort, le colonel Denfert-Rochereau, officier du génie, devait donc, naturellement, s'inspirer de l'histoire des sièges et ne pas attendre l'ennemi à l'abri de ses remparts. Il devait occuper le terrain des attaques aussi loin que le lui permettait l'effectif de la garnison, considérer la forteresse comme un point d'appui, une immense batterie de position sous laquelle la garnison pouvait opérer sans danger. Ce système de défense, le seul admissible, forçait l'ennemi à tenir éloignées ses lignes d'investissement. Il accroissait les ressources de la défense et retardait le moment où l'ennemi pourrait procéder à l'établissement de ses batteries de siège.

On sait que cette ville est située dans la dépression connue sous le nom de trouée de Belfort, qui sépare les Vosges du Jura. Elle compte 8.000 habitants, réduits de moitié au moment du siège. La Savoureuse, petite rivière, coulant du Nord au Sud, laisse la ville sur la rive gauche et en sépare les trois faubourgs : des Ancêtres, de Paris et de Montbéliard, placés sur la rive droite.

Belfort est entouré d'une enceinte bastionnée tracée par Vauban. Des tours ou bastionnets flanquent les fossés et sont protégés par des bastions terrassés. Cette enceinte est elle-même couverte au Sud par le Château ; à l'Est, par les forts de la Miotte et de la Justice ; à l'Ouest, sur la rive droite, par les forts de Barres et de Bellevue. Le terrain, ainsi clos, forme ce qu'on nomme le camp retranché. Tous les ouvrages sont taillés dans le roc et précédés soit d'escarpements à pic, soit de pentes fort

raides, parfaitement battues par les ouvrages voisins. Dominant la campagne fort au loin, ils constituent des défenses redoutables qui rendent facile le rôle du gouverneur. Il existe, au nord de la place, deux hauteurs situées à 3.000 mètres, couronnées de bois épais, qui portent le nom de Mont-de-l'Arsot. A leurs pieds se trouvent les villages d'Offemont, de Vétrigue et de Rappe.

Le Château est au Sud, sur un escarpement à pic faisant face à la ville. Les voûtes sont à l'épreuve des projectiles.

Trois hauteurs dangereuses pour Belfort sont : le Falbert, le mont d'Arsot et les Perches. Le Château n'a rien à craindre que des Perches. Or, le Château est réellement l'âme de la défense. La ville ne peut être prise qu'avec lui.

Le chef de bataillon du génie Denfert, nommé successivement lieutenant-colonel et colonel, avait été appelé, le 19 octobre, au commandement de la place de Belfort. Il considéra, avec raison, la forteresse comme un point d'appui qui permettait à la garnison d'opérer au loin, sans danger pour la place. Ce système de défense, indiqué par tous les écrivains militaires et les règlements, forçait l'ennemi à tenir au loin ses lignes d'investissement. Dans ce but, le gouverneur de Belfort fit occuper non seulement les villages de Pérouse et de Danjoutin, indispensables à la défense comme à l'attaque, mais encore le hameau de Cravanche, le Mont, le hameau de la Forge, le bois de la Miotte et Bellevue. La gare fut organisée comme complément du fort de Bellevue. Toutes ces positions furent retranchées et barricadées. On poursuivit sans relâche les travaux des forts. Les pièces d'artillerie, entièrement masquées aux vues de l'ennemi, n'étaient pas immobilisées sur la même plate-forme, mais on les changeait de place dès que leur feu avait attiré sur elles celui de l'ennemi. Enfin, des précautions multipliées avaient été prises

par le maire de Belfort, l'honorable et brave M. Mény.

La garnison de la place se composait ainsi : un bataillon du 84e; un bataillon et le dépôt du 45e; cinq demi-batteries d'artillerie, et une demi-compagnie du génie appartenant à l'armée régulière. La garde mobile avait fourni une compagnie du génie, cinq batteries d'artillerie, huit bataillons et dix compagnies d'infanterie. La ville donnait trois compagnies de mobilisés, et la garde nationale, proprement dite, de Belfort, 390 hommes. Il y avait, en outre, cent douaniers et quelques cavaliers. Ces troupes aguerries, composées d'éléments divers, formaient un effectif de 16.200 hommes.

L'armement de la place comprenait 360 bouches à feu, dont plus de la moitié étaient à âme lisse. Les meilleures pièces étaient celles de 24, rayées. L'approvisionnement en munitions ne laissait rien à désirer et le siège devait se prolonger longtemps avec d'aussi grandes ressources pour la défense. Tout dépendait du bon emploi des troupes que le gouverneur ne devait pas perdre un instant de vue. Les vivres abondaient et les habitants eux-mêmes avaient des approvisionnements pour trois mois.

C'était la troisième fois que Belfort soutenait un siège. D'abord en 1814 et ensuite en 1815. L'armée de Schwarzenberg (1) ayant franchi le Rhin à Bâle le 21 décembre 1813, le corps du maréchal de Wrede vint assiéger Belfort. Le chef de bataillon Legrand, commandant de la place, résista bravement pendant trois mois et demi avec une garnison très faible composée de dépôts. Le bombardement fut terrible : malgré ce bombardement, malgré la famine, malgré l'hiver rigoureux et les maladies, l'intrépide Legrand ne se découragea pas un seul instant. Toujours sur pied, on le voyait dans la ville et aux postes avancés, encourageant les soldats par sa présence, et

(1) Le prince de Schwarzenberg, feld-maréchal autrichien (1771-1819), ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg et à Paris.

leur rappelant, en termes énergiques, qu'il avait été soldat comme eux, caporal, puis sergent. Il bravait les balles, se condamnait aux privations, visitait les malades dans les hôpitaux, se mêlait aux habitants pour leur parler d'honneur et de patrie.

Enfin, une bombe autrichienne ayant détruit la fontaine qui alimentait la ville, la soif se joignit à la faim. L'énergique chef de bataillon dut capituler. L'ennemi fut surpris en voyant que la garnison ne se composait plus que de 600 hommes épuisés par les maladies. Legrand avait tenu depuis le 25 décembre 1813 jusqu'au 12 avril 1814.

Ce brave soldat est mort dans l'obscurité la plus complète. Aucun historien, même M. Thiers, ne cite le nom de Legrand. Il avait, au moment du siège de Belfort, cinquante-cinq ans d'âge et trente-huit ans de services. Sous-officier en 1779, il était sous-lieutenant en 1790, et chef de bataillon en 1801. Chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, retraité avcc 1.800 francs de pension, ce vétéran, qui avait débuté au régiment du maréchal de Turenne l'année 1776, est mort très pauvre, couvert de blessures, infirme, oublié de tous.

Il n'a pas eu sa statue sur les places publiques ; les corps politiques ne l'ont pas appelé dans leur sein ; les gens de lettres n'ont jamais eu pour lui les louanges dont ils sont prodigues ; enfin, les graves historiens ont oublié que Belfort avait eu un défenseur sans peur et sans reproche.

En 1815, Belfort fut défendu par le général Lecourbe, illustré par les guerres de la Révolution et disgracié par Napoléon Ier à cause de l'indépendance de son caractère. Lecourbe avait sous ses ordres 16.000 hommes de gardes nationales et de soldats des dépôts, et seulement 30 canons. La chute de l'Empire fit cesser la résistance qui ne dura que quinze jours. Lecourbe, avec sa supériorité de génie, avait entrepris la défense de la place de façon à

laisser de précieuses leçons aux gouverneurs qui viendraient après lui.

Mais il ne faudrait pas croire que le général Lecourbe a enseigné au colonel Denfert le système de la défense extérieure. Toute place qui a des fortifications avancées ne saurait se défendre autrement.

Le colonel Denfert, à Belfort, n'a imité ni le général Meunier, défenseur de Mayence en 1795; ni Masséna, défenseur de Gênes en 1800; ni Carnot, défenseur d'Anvers en 1814; ni Totleben, défenseur de Sébastopol contre l'armée française en 1856.

On se tromperait fort si l'on pensait que la défense extérieure est possible partout. C'est le système des points fortifiés à distance qui permet de ne pas s'enfermer dans les murs de la place.

Dans la journée du 4 novembre 1870, le général prussien de Tresckow envoya un parlementaire porter au colonel Denfert une lettre pour le moins singulière. Il lui demandait d'examiner si son devoir et sa conscience ne lui permettraient pas de livrer la place de Belfort sans combat, pour éviter aux habitants les horreurs d'un siège.

Denfert répondit spirituellement que c'était lui, général Tresckow, qui devait examiner si son honneur et sa conscience ne lui permettaient pas de se retirer sans combat, afin d'éviter aux habitants de Belfort les horreurs dont il parlait.

Le commencement du mois de novembre fut employé à préparer la défense. Le 10 et le 15, deux petites sorties furent faites, l'une par Chatonvillars, et l'autre par les villages de Bessoncourt et de Chevremont. Cette dernière ne réussit pas.

A la suite de cette affaire, le colonel Denfert organisa des compagnies franches qui parcouraient les environs de la place. L'ennemi préparait un parc de siège et ten-

tait un bombardement. Ayant reconnu que la hauteur du Mont, entre Essert et Bavilliers, était le point le plus favorable à cette opération, il cherchait à s'en emparer. Les troupes qui défendaient cette position étaient dans le plus déplorable état. Les pluies, mêlées de neige, avaient couvert les environs d'une boue argileuse et glissante, tellement tenace qu'elle permettait à peine de marcher. Nos malheureux soldats couchaient sans abri dans cette boue sous des tempêtes de neige : leur paille, qui n'était pas renouvelée, s'était transformée en fumier et, pour comble de malheur, il était expressément défendu d'allumer des feux la nuit. On essaya de leur construire des baraques, mais ce travail fut tellement lent, qu'il fallut y employer le bataillon de garde au lieu d'hommes de corvée. On regrettait que le gouverneur ne fût pas un officier de troupes, habitué à visiter les postes et à soulager les souffrances du soldat.

Cependant, le colonel Denfert ne voulut pas abandonner la hauteur du Mont sans combat. Le 22 novembre, les assiégeants occupaient Valdorge, et, le 23, vers quatre heures du soir, ils s'avançaient sur le Mont en plusieurs colonnes. Le combat s'engageait sous bois par une pluie affreuse. L'ennemi parvint à s'emparer des villages d'Essert et de Cravanche, mais nous restions maîtres du haut du Mont. Le lendemain, dès l'aube, le combat recommençait. Comme il se passait sous bois, le gouverneur ne pouvait, de la place où il se tenait renfermé, en suivre les péripéties, de sorte que les renforts préparés dans la ville ne purent saisir le moment propice. Vers onze heures, à la suite d'une fausse manœuvre, nos troupes, malgré leur bravoure, n'étant pas appuyées, durent évacuer le haut du Mont. C'était un échec considérable pour l'assiégé. Le colonel Denfert en mesura toute l'étendue, et ne voulant pas laisser sa garnison sous l'influence de cette perte, il ordonnait aux renforts préparés

de faire une sortie sur le sud de la ville par le village de Danjoutin, et d'attaquer Sévenans. Cette sortie n'eut pas de succès.

Dans la soirée du 28 novembre, l'ennemi attaqua le village de Bavilliers et s'en empara. Pendant la nuit du 2 décembre, l'assiégeant couronnait les hauteurs d'Essert, et le bombardement commença. Les incendies de la ville furent d'abord promptement éteints, mais un plus considérable se déclarait dans l'ouvrage de Bellevue et un bataillon de mobiles qui était de garde refusait de marcher pour l'éteindre. Les capitaines du génie Thiers et Journet, le capitaine Mathey et le sergent Tunis restèrent seuls au travail. Le lendemain, le bataillon coupable fut licencié, ses officiers cassés et remis simples soldats.

Le colonel Denfert punissait cette révolte en présence de l'ennemi. La discipline militaire s'établit bien autrement. Il faut visiter constamment le soldat, se montrer à lui, se faire craindre et se faire aimer. Les d'Aurelle, les Faidherbe, les Chanzy, les Jauréguiberry ne voyaient pas de telles révoltes, parce que le soldat se sentait commandé par eux, leur simple coup d'œil imposait l'obéissance. Le colonel Denfert, ingénieur de mérite, ignorait l'art de dominer les hommes, il restait inconnu dans sa garnison, invisible pour les habitants. Quel que fût son mérite d'ingénieur, il perdait toute influence sur le moral de sa troupe, en se condamnant à ne la voir jamais.

Licencier ce bataillon en révolte ne suffisait pas ; il fallait que le gouverneur lui-même fît fusiller les chefs de complots, officiers ou soldats. La faiblesse du colonel Denfert ne tarda pas à provoquer de nouveaux actes d'indiscipline. Une compagnie de mobiles, commandée pour aller au feu, s'y refusa complètement avec ses officiers ; une compagnie d'éclaireurs qui, dans la journée du 13 décembre, avait mal secondé les défenseurs d'Andel-

mans, méconnut l'autorité du commandant. Il n'y eut ni conseils de guerre ni exécution, tant il est vrai qu'un ancien sergent tel que Legrand, le défenseur de Belfort en 1814, est préférable au plus habile des mathématiciens devenu commandant de troupes.

Sur ces entrefaites, le président de la Confédération suisse tenta une démarche en faveur des femmes et des enfants. Le colonel Denfert repoussa cette prière. Nous reviendrons sur cet incident.

Le bombardement continuait, mais la place put toujours répondre au feu de l'ennemi. Les souffrances étaient grandes dans la ville. La petite vérole et le typhus y sévissaient. Les soldats, par un froid de 18 et 19 degrés, n'avaient plus de chaussures. Les blessés, entassés dans les hôpitaux, manquaient d'air. Tous les amputés périrent; le pain était toujours gelé. L'ennemi souffrait beaucoup aussi, et son effectif diminuait d'une façon effrayante. Les malades et les blessés, dans les hôpitaux, eussent éprouvé de grandes consolations à recevoir les visites du gouverneur ; mais le colonel Denfert imitait le maréchal Bazaine à Metz, il ne se montrait pas à ceux qui souffraient.

VI

L'assiégeant s'était enfin décidé à attaquer les Perches de front. Dans la nuit du 8 janvier, sept compagnies se portèrent sur le village de Danjoutin. Deux d'entre elles devaient tourner la position en se glissant au Nord, entre les Perches et le village, tandis que les autres attaqueraient à l'Est. On coupait ainsi la retraite à la garnison. Le colonel Denfert avait prévu ce genre d'attaque et donné le moyen d'y parer. Deux compagnies de mobiles

placées derrière Danjoutin, entre le village et les Perches, devaient profiter du remblai du chemin de fer pour fusiller l'ennemi qui se glisserait de ce côté, tandis que la garnison de Pérouse devait se jeter sur le flanc des colonnes qui passeraient à l'Est de Danjoutin. Les deux compagnies de mobiles abandonnèrent leur poste à l'arrivée de l'ennemi, et se retirèrent précipitamment sur le faubourg du Fourneau. Deux compagnies prussiennes prirent la place des nôtres, tandis que les deux autres pénétraient par l'Est dans les rues.

Ce fut dans la matinée seulement que quelques hommes échappés purent apprendre au gouverneur que l'ennemi nous avait pris Danjoutin, sans que la place eût envoyé le moindre secours.

Le gouverneur tenta de suite un effort combiné pour attaquer Danjoutin par les Perches, d'un côté, et par Pérouse de l'autre. Mais l'attaque se fit sans ensemble comme sans entrain. Elle fut repoussée par l'ennemi. Vers onze heures et demi, les derniers défenseurs, cernés dans le sud du village, mettaient bas les armes, au nombre de 60 officiers et de 700 soldats. Les Prussiens avaient perdu 90 hommes.

Les nouvelles de l'extérieur arrivaient à Belfort sans la moindre difficulté; on y recevait même les journaux. Le colonel Denfert ne pouvait donc ignorer que l'assiégeant était inquiet de savoir que des troupes françaises se montraient dans la direction de Besançon. Le général Tresckow devait se garer de ce côté. Dans ce but, il faisait occuper, au sud de Belfort, Montbéliard, Delle, Brognard et Arcey. Il ne restait, à la suite de ces détachements, que dix bataillons pour garder le blocus.

Ainsi, au bout de plus de 60 jours de siège et 35 jours après l'ouverture du feu, l'ennemi s'était montré tellement ignorant dans l'art des sièges, qu'il en était à peine sur le terrain des attaques.

Après les batailles sur la Lisaine (1), le corps des assiégeants fut renforcé et son effectif porté à 17.000 hommes d'infanterie, 700 chevaux et 34 pièces de campagne, auxquels il faut ajouter 1.200 hommes du génie et 4.700 d'artillerie de place, ce qui donne un total de 24 à 25.000 hommes. Le rapport entre l'effectif de la défense et celui de l'attaque était de deux à trois.

Le général de Tresckow, encouragé par le succès obtenu à Danjoutin, avait résolu d'abandonner le travail contre Bellevue et de commencer une nouvelle attaque contre le fort des Perches. Il était difficile de commettre une faute plus grossière et plus favorable au colonel Denfert. En effet, la prise du fort de Bellevue entraînait forcément celle de la ville. Le Château et les Perches tombaient d'eux-mêmes par les progrès de cette attaque. Au contraire, l'enlèvement des Perches laissait la ville intacte. Bien plus, en partant de ce point, il fallait descendre vers la ville par des tranchées vues jusques au fond par les remparts, puis remonter des pentes extrêmement raides. Tout ce travail devait être fait sur le roc avec des terres apportées de loin.

Avant d'ouvrir la parallèle le général de Tresckow résolut de s'emparer du village de Pérouse (2) qui flanquait la gauche des Perches, comme Danjoutin en flanquait la droite. A l'est de Pérouse se trouvent les villages de Bessoncourt et de Chèvremont. Le colonel Denfert devina facilement que Pérouse allait être attaqué. Il le fit immédiatement occuper par ses meilleures troupes et organisa la carrière située au nord du village, de façon à en faire une défense.

Dans la nuit du 24 au 25 janvier 1871 deux bataillons

(1) La Lisaine, rivière. Montbéliard, chef-lieu d'arrondissement du Doubs, est situé au confluent de l'Allaine, de la Savoureuse et de la Lisaine.

(2) Pérouse, village de 444 hab., canton de Belfort.

prussiens attaquent nos avant-postes, au bois de Haut-Faillis, et s'en emparent sans tirer un coup de fusil. Une heure après, un combat se livre ; nous sommes repoussés et le colonel Denfert ordonne d'évacuer le village de Pérouse.

Le jour suivant, un feu très vif fut entretenu jusqu'au soir, et, pendant la nuit qui suivit, l'ennemi ouvrit la première parallèle, à 800 mètres des ouvrages. Le travail était extrêmement pénible, et l'on s'explique difficilement l'inaction du colonel Denfert qui n'opposa pas la moindre résistance. « Cette inaction, attribuée à la lassitude, permit au général de Tresckow de détacher 3 bataillons et 16 pièces sur Pont-de-Roide (1) pour surveiller les routes par lesquelles le général Bourbaki pouvait s'élever vers le Nord (2). »

Le 26 au soir, la première parallèle était assez avancée pour que l'ennemi pût y loger des troupes nombreuses, et le général de Tresckow ordonnait une attaque de vive force. Cette attaque ne réussit pas et coûta aux Allemands 10 officiers et 427 hommes.

Les jours suivants, on débouchait de la première parallèle, sans que l'assiégé inquiétât sérieusement les travaux. Le colonel Denfert voulait sans doute ménager ses munitions, ce qui n'était pas nécessaire.

Dans la nuit du 31 janvier au 1er février 1871, on traçait la deuxième parallèle. Le clair de lune favorisait l'assiégé qui profitait peu de cet avantage. Il est vrai que la santé des troupes françaises était fortement atteinte, et que plus d'une fois les bataillons de tranchée prirent le service avec 300 hommes seulement.

Le colonel Denfert, jugeant que les Perches ne pouvaient plus rendre de services, en ordonna l'évacuation. L'ennemi ouvrit son feu contre le Château. Cinquante-

(1) Pont-de-Roide (Doubs), 2.296 hab., sur le Doubs.
(2) *Guerre franco-allemande*, par Félix Bonnet.

cinq pièces tirèrent sur la ville à raison de quatorze mille projectiles par jour.

Le général de Tresckow reçut de Versailles un télégramme ainsi conçu :

« Le commandant de Belfort est autorisé, vu les circonstances, à consentir à la reddition de la place. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, et emportera les archives de la place ; elle ralliera le poste français le plus voisin.

« *Pour le ministre des affaires étrangères,*

« Ernest Picard. »

Le devoir du colonel Denfert était de renvoyer au général allemand ce télégramme et de le considérer comme non avenu. Un commandant de place est le juge de sa défense, il la pousse jusqu'aux dernières extrémités, et ne saurait admettre que le ministre des affaires étrangères et encore moins un de ses délégués autorise la reddition. Denfert, ne se contentant pas de ce télégramme, venu par l'ennemi, envoya un officier à Bâle, qui rapporta ce même télégramme signé par le ministre de la guerre.

Le 17 et le 18 février 1871, la garnison sortait de la place de Belfort. Les Prussiens en prenaient possession et trouvaient dans la place 341 bouches à feu, dont 56 démontées : 356 affûts dont 119 brisés, et 2.200 fusils, ainsi qu'une grande quantité de munitions et de vivres. Trente-quatre maisons avaient souffert des obus, ainsi que le Château.

La garnison, forte, au début du siège, de 372 officiers et 17.322 hommes, avait perdu 32 officiers, et 4.713 hommes.

Comme ingénieur le colonel Denfert, en suivant de nombreux exemples, avait fait, les règlements en main, un assez bon usage des fortifications, mais il était com-

plètement, nous l'avons dit, étranger à l'emploi des troupes. Sa défense a été telle que l'auraient exécutée la plus grande partie des officiers du génie de l'armée française. Malheureusement, il a consenti à la reddition de la place, lorsque la résistance était encore possible. S'il eût tenu jusqu'à la dernière extrémité, les Allemands n'auraient trouvé dans Belfort que des bouches à feu mises hors de service, des fusils brisés, des munitions détruites et les vivres distribués aux habitants.

Il faut cependant s'expliquer la légende qui a transformé le gouverneur de Belfort en héros d'un autre âge. Pendant le siège de Paris, des bataillons de la garde nationale, suivis de milliers de citoyens, se rendaient chaque jour près de la statue de Strasbourg, sur la place de la Concorde, pour y déposer des couronnes, des drapeaux, et saluer l'image sanglante de la patrie. Ce sentiment touchait au sublime. C'était la protestation de la France contre l'envahisseur. Le nom du général Uhrich était sur toutes les lèvres. Uhrich devenait le héros du jour. Les uns le voulaient maréchal de France, les autres grand chancelier de la Légion d'honneur. On donnait son nom à l'avenue du bois de Boulogne, on s'arrachait son image, et de longs cris s'élevaient au-dessus de Paris, saluant la gloire du défenseur de Strasbourg. Nul ne s'avisait de réfléchir que le général Uhrich avait abandonné sa garnison prisonnière, pour aller chercher des mains de Gambetta le cordon de grand-croix de la Légion d'honneur, au mépris des lois militaires.

Le colonel Denfert obtint la popularité du général qui avait défendu Strasbourg. Belfort résistait à l'ennemi, et nous en étions fiers jusqu'au délire. C'est là l'un des beaux côtés de notre caractère national. Nous aimons l'héroïsme, et s'il ne se présente pas à nous, les foules s'empressent de l'inventer. L'imagination aidant, nous dépassons les limites raisonnables. Les légendes hé-

roïques nous consolent de l'histoire trop terre à terre. C'est encore du patriotisme, aveugle sans doute, mais inspiré par de nobles sentiments.

Que vienne la guerre, et, peut-être, les légendes capricieuses du général Uhrich et du colonel Denfert enfanteront-elles de véritables héros !

VII

Depuis la fin de la guerre, un parti plus politique que national proclame le colonel Denfert-Rochereau *digne émule de Hoche et de Marceau ; héros modeste ; doux et vaillant colonel ; glorieux entre tous ; et soldat républicain.*

Soldat, non. Car un vrai soldat, fût-il républicain, n'aurait pas voté à l'Assemblée nationale contre le relèvement de la colonne de la grande armée, et professé, sur la discipline militaire, des doctrines faites pour avilir nos drapeaux.

Soldat, non. Quelque respect qu'ait un vrai soldat pour les règlements militaires, il ne prend pas trop à la lettre la recommandation faite au gouverneur d'une place assiégée, d'avoir de sa personne un soin trop visible. Le gouverneur ne doit pas exposer sa vie dans les sorties, mais il visite ses forts détachés. Voici les termes de cet article 254 d'après l'interprétation duquel le colonel Denfert resta enfermé soixante-dix-sept jours de suite au fond d'une casemate, à l'abri de tout projectile : « Dans aucun cas, le gouverneur ne se met à la tête des troupes, lorsqu'elles font une sortie ; il ne conduit jamais l'attaque lui-même, à moins que le salut de la place n'y soit attaché. Il ne doit s'exposer que dans des circonstances très importantes, sa mort pouvant entraîner la chute de la place. »

La retraite du colonel dans cette casemate désormais historique finit par inspirer une sorte de commisération, qui dut être cruelle pour un officier français. Il perdait ainsi l'occasion de justifier un avancement extraordinaire. Mais, disent les amis du colonel Denfert, « il fallait éviter les envieux qui avaient été ses chefs ou ses égaux et qui étaient devenus ses subordonnés ; il fallait éviter ceux qui étaient mécontents de ne pas faire partie de l'état-major particulier du gouverneur ; il fallait éviter ceux qui ne lui pardonnaient pas de s'entourer volontiers d'officiers du génie et d'artillerie, d'ingénieurs, d'anciens élèves de l'Ecole polytechnique, c'est-à-dire d'hommes plus intelligents et plus instruits qu'eux (1). »

Malheureusement pour le gouverneur de Belfort, il évitait aussi les balles et les obus.

Il est vraiment cruel, pour un officier comparé à Hoche et à Marceau, de rester enfermé dans une casemate blindée, à l'épreuve de la bombe, depuis le 29 novembre 1870, jusqu'au 14 février 1871 (2).

Citons une anecdote que tout le monde connaît à Belfort. Si elle ne porte aucune atteinte à la réputation du colonel Denfert, elle témoigne cependant des sentiments peu bienveillants de la population à son égard.

Trois exemplaires d'un placard écrit à la main, en lettres d'un centimètre de hauteur, et qu'on pouvait lire à dix mètres, furent affichés, le 16 décembre, l'un à l'Hôtel-de-Ville, à l'endroit des annonces publiques, l'autre près de la grande porte de l'église, le troisième à la sous-préfecture. Ces placards étaient ainsi conçus :

(1) *Le siège de Belfort*, par Dussieux, p. 26.

(2) Ce fait incroyable n'est pas nié par les écrivains les plus dévoués au colonel Denfert. Voir les capitaines Thiers et de La Laurencie ; L. Belin ; Dussieux, etc.

« A celui qui donnera sa parole d'honneur qu'il a vu, de ses yeux vu, le commandant supérieur hors de la casemate, depuis le commencement du bombardement, ne serait-ce qu'un seul instant, il sera payé la somme de dix mille francs.

« Il est trop lâche, ce chef omnipotent, pour venir lui-même arracher cette affiche.

« Nous voudrions bien le voir, afin de nous assurer si, dans ses cheveux, les champignons n'ont pas encore poussé. »

Depuis le 16 décembre jusqu'au 14 février, les trois exemplaires de ces placards restèrent en place, constamment lus par les passants. Le lendemain de la cessation du bombardement, Denfert sortit et s'arrêta devant l'un des exemplaires. Ils disparurent pendant la nuit du 14 au 15 février (1).

Il est vrai que l'article 240 de l'ordonnance sur le service des places de guerre dit en propres termes : « Le commandant de la place ne peut, sous aucun prétexte, être autorisé, pendant la durée de l'état de guerre, à coucher hors de la place, ni s'éloigner au delà du rayon de l'investissement. » Cette ordonnance a eu pour but de réprimer les imprudences inutiles, d'arrêter les natures ardentes que le parfum de la poudre attire, et qui ne peuvent rester assis, lorsqu'autour d'eux chacun est debout.

Les admirateurs du colonel Denfert expliquent ainsi la persistance du défenseur de Belfort à ne pas abandonner le poste qu'il avait choisi : « Il était toujours là pour recevoir sur-le-champ toutes les communications, pour répondre à l'instant à toutes les dépêches, et pour don-

(1) *Le colonel Denfert et la défense de Belfort*, par Caillé, ancien chef de bureau au ministère de la guerre.

ner sans délai les ordres qu'une attaque ou un événement imprévu pouvait rendre nécesaires (1). »

« Il faut qu'un gouverneur soit à son poste, qu'il y soit toujours, à toute heure du jour et de la nuit, et qu'on n'ait pas à le chercher, même pendant un quart d'heure (2). »

Ce n'est pas ainsi que pensaient les défenseurs de Calais (1347), de Metz (1553), de Casal (1630), de Lille (1708), de Dunkerque (1793), de Mayence (1793), de Gênes (1800), de Burgos (1812), de Dantzig, d'Hambourg, de Corfou et d'Anvers en 1813 et 1814. Il est vrai que ces hommes se nommaient Jean de Vienne, le duc de Guise, de Toiras, le maréchal de Boufflers, Hoche, les généraux Meunier, Kléber et Aubert Dubeyet, Douzelot et Carnot.

Dans un combat naval, la vie d'un capitaine est certes bien précieuse, mais il est sans exemple, dans la marine, que le commandant d'un vaisseau se soit jamais blotti dans la cale de son navire pendant que les matelots se battaient sur le pont.

Les habitants de Belfort reprochent, en outre, au colonel Denfert d'avoir refusé l'entrée des casemates, nombreuses et presque toutes disponibles, pendant le bombardement, à des familles qui s'abritaient dans leurs caves, où les uns contractèrent des maladies, pendant que les autres étaient tués par les obus.

Ce qui est plus grave encore, le gouverneur de Belfort refusa de laisser sortir de la place les femmes, les enfants et les vieillards, pour lesquels un comité suisse, qui s'était formé à Porrentruy, avait sollicité du général prussien von Tresckow un sauf-conduit, que celui-ci était tout disposé à accorder. Denfert fut sourd aux instances du préfet, M. Grosjean ; du maire, M. Mény ; du Conseil municipal de la ville. Il ne voulut pas entendre

(1) Dussieux, *Le siège de Belfort.*
(2) Léon Belin, *Le siège de Belfort.*

les supplications des familles. Se drapant dans le manteau du Spartiate, le gouverneur répondit au maire : « On doit être implacable devant l'ennemi quand il est en armes sur notre territoire, ne lui demander aucune grâce quelconque et n'en accepter aucune de lui. »

M. Mény aurait pu répondre que les femmes, les enfants, les vieillards sont une cause de faiblesse pour la défense, ajoutant que tout gouverneur d'une place assiégée, s'il n'est pas fermement décidé à résister jusqu'à la dernière extrémité, à soutenir l'assaut, à périr sur les remparts, ne doit pas être fâché de conserver femmes, enfants et vieillards.

Les partisans et les amis du gouverneur de Belfort affirment qu'il fit preuve de talent et d'énergie dans la défense de la place, puisqu'il ne la rendit qu'à la *dernière extrêmité*, et sur les *ordres* du gouvernement.

En ce qui concerne le *talent* et *l'énergie* du colonel Denfert dans la défense de Belfort, il est bon de consulter des ouvrages sérieux, qui ont étudié la question (1) à des points de vue différents.

Il faut écouter aussi les habitants de Belfort et des pays circonvoisins, les officiers placés sous les ordres du colonel, à quelque titre que ce fût. Nous serons moins sévère, car il nous répugne de croire qu'un officier qui avait assisté au siège de Rome, servi en Crimée et en Afrique, dût chercher un abri dans une casemate. Le gouverneur de Belfort a peut-être mal interprété l'ordonnance qui l'invitait à ne pas s'exposer, mais de là à la peur, il y a loin. Que Denfert n'ait pas eu la brillante bravoure des Lamoricière, des Changarnier, des Canro-

(1) Hild, *Belfort et les bataillons mobiles de la Haute-Saône.* — Caillé, ancien chef de bureau au ministère de la guerre, *Le colonel Denfert et le siège de Belfort.* — Mény, maire de Belfort, *Le siège de Belfort.* — Wolf, capitaine prussien, *Le siège de Belfort en 1870-1871 :* ouvrage écrit d'après les ordres du gouvernement prussien.

bert, des Bourbaki, nous le reconnaissons, mais cela ne donne pas le droit de conclure que son cœur était faible et qu'il manquait de courage personnel.

Quant aux *talents* du gouverneur, la critique s'est, nous le croyons, montrée un peu sévère. On lui reproche la surprise du Mont, de Pérouse et de Danjoutin ; l'évacuation, sans coup férir, des deux forts des Hautes et des Basses-Perches, qui permit aux Prussiens de prendre à revers la citadelle et de bombarder la ville avec une nouvelle intensité ; la construction de la batterie du Bossemont, que le colonel Denfert laissa établir sans rien faire pour s'y opposer. Ce sont là des faits qu'il est impossible d'oublier. Disons un mot de chacun de ces griefs.

Il est de notoriété publique à Belfort que le gouverneur avait été prévenu la veille par un déserteur prussien de l'établissement d'une batterie allemande à Bossemont, et qu'à dix heures du soir, ses aides-de-camp virent, du haut du Château, à l'aide d'un jet de lumière électrique, les Allemands travailler à sa construction. Cependant le colonel Denfert ne fit *rien*, absolument *rien* pour s'opposer à ce travail. Le lendemain, cette batterie, qu'il eût été facile d'empêcher, était terminée et commençait à tonner contre les Basses-Perches, qui en souffrirent cruellement ; en même temps la ville recevait les énormes obus connus sous le nom « d'enfants de troupe. »

Le Mont, « qui n'est guère qu'à 2.000 ou 2.500 mètres de la ville et la commande de plus de 100 mètres, constitue pour la place un point des plus dangereux. » Les deux historiographes du colonel Denfert le reconnaissent (1). Le Mont ne fut pas fortifié, ni même défendu sérieusement. Les Allemands s'en emparèrent sans peine et s'y établirent sans qu'on les en empêchât, alors qu'on aurait pu le faire. Les batteries dont la ville eut le

(1) MM. Thiers et de La Laurencie, officiers attachés à l'état-major du gouverneur.

plus à souffrir pendant le bombardement furent précisément celles construites sur le Mont. D'autres batteries s'élevèrent du même côté, entre Essert et Bavilliers ; le gouverneur ne s'y opposa pas davantage.

Au sud de la ville, on trouve le plateau des Perches, couronné par deux fortins et flanqué, à droite, par le village de Danjoutin, et à gauche par celui de Pérouse. C'était sur ce point que l'ennemi avait concentré ses efforts, persuadé que, maître des deux forts des Hautes et Basses-Perches, il ne tarderait pas à avoir raison de la citadelle. Il ne se trompait pas. C'est donc de ce côté que Denfert aurait dû accumuler ses moyens de défense ; il ne fit rien. Pérouse et Danjoutin, qu'il aurait fallu retrancher fortement, furent enlevés par surprise, ce qui permit aux Prussiens d'attaquer de flanc les deux forts des Hautes et Basses-Perches. Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que le gouverneur abandonna aux Allemands, sans coup férir, pour ainsi dire, et *sans les faire sauter*, ces deux forts si importants au point de vue de la défense de la place, et contre lesquels une première attaque de la part de l'ennemi avait échoué le 24 janvier. Cette évacuation, faute énorme commise par le colonel, eut lieu le 3 février. Dès lors, les Allemands pouvaient commencer leurs travaux d'approche du côté de la citadelle qu'ils prenaient à revers.

VIII

Le général Bourbaki avait été chargé, dans son expédition de l'Est, de débloquer Belfort et de couper les communications entre Paris et Strasbourg. C'était la reproduction d'un plan conçu pendant la campagne de France par Napoléon Ier, mais qui n'avait pu être mis à

exécution (1). Le 15 janvier 1871, Bourbaki était arrivé à Héricourt, situé à 16 kilomètres de Belfort. Il attaqua les Allemands, commandés par Werder. La bataille dura trois jours. Nous lisons, à ce sujet, dans un ouvrage allemand (2) : « Le bruit des engagements de la Lisaine avait été perçu très distinctement jusque dans la place assiégée (Belfort) ; celle-ci, cependant, n'en était pas moins restée dans une *complète inaction ;* elle attendait sa délivrance, mais *sans rien faire pour y contribuer.* »

Un officier prussien, dans un ouvrage semi-officiel (3), écrit, de son côté : « On observait avec anxiété, de la place, toutes les phases du combat... Malgré ces indices, la garnison n'entreprit aucune sortie en masses ; elle se contenta de faire des démonstrations avec des forces *tout à fait insignifiantes.* »

Dans un autre passage du même livre, l'écrivain allemand dit encore : « La 1re division de réserve (celle qui assiégeait Belfort) attendit en vain une sortie de la garnison... On ignorait dans la place l'importance qu'une grande sortie pouvait avoir pour l'armée de secours. Au lieu d'en exécuter une avec toutes les troupes disponibles, dont le nombre pouvait être fixé sans exagération à six ou sept mille hommes, il en restait encore sept mille pour la défense de la place ; le colonel Denfert se contenta de n'envoyer que de faibles reconnaissances. »

Un auteur allemand, dont les ouvrages sont souvent cités (4), s'exprime en ces termes : « Bourbaki avait vainement compté sur une sortie de la garnison de Belfort... Cette garnison surpassait en forces les assiégeants, qui ne formaient plus qu'un mince cordon autour des

(1) Caillé, *Le siège de Belfort.*

(2) *Guerre franco-allemande,* 2e partie, page 1067. Ouvrage officiel prussien.

(3) Capitaine prussien Wolf, *Le siège de Belfort en 1870-1871*, tome II, page 129.

(4) De Goltz, *Gambetta et ses armées.*

ouvrages... On (l'ennemi) travailla jour et nuit avec ardeur derrière la Lisaine (près d'Héricourt) aux retranchements ; on y traîna les lourds canons du siège de Belfort. »

L'armée assiégeante était donc très faible, et il eût été facile au colonel Denfert d'opérer une diversion au profit de Bourbaki.

M. Mény, maire de Belfort, présent dans la place, fait connaître l'opinion des habitants : « Il est certain que pendant la bataille d'Héricourt l'ennemi prévoyait et redoutait fort une diversion opérée par les troupes de la place de Belfort. Une sortie eût probablement pu devenir un danger sérieux pour l'ennemi et changer l'issue du combat... Nous avons appris depuis que si l'armée de Bourbaki avait pu tenir deux heures de plus, le succès était assuré..... Nous étions dans la joie, lorsque, le dimanche 15 janvier, nous entendons tout à coup une canonnade formidable du côté d'Héricourt ; chacun est dans le délire... Nous sommes heureux, fous d'impatience et tremblants à la fois... Les plus timides sortent de leurs caves ; les plus braves courent sur les remparts et sur les points les plus élevés, pour se rendre compte du lieu où se livre la bataille (1). »

Citons encore un dernier témoin : « Tout Belfort, le civil comme le militaire, était sur les remparts et aux écoutes : M. Denfert ne quitta pas sa casemate. C'est extraordinaire, c'est incroyable, c'est honteux, mais c'est comme cela (2). »

Et lorsque la bataille d'Héricourt eut été perdue, et que Bourbaki fut obligé de battre en retraite, on vit arriver à marches forcées, des bords de la Loire, un nouveau corps d'armée allemand, celui de Manteuffel, pour le

(1) *Le siège de Belfort*, par le maire Mény, page 101 et suiv.

(2) Caillé, ancien chef de bureau au ministère de la guerre, *Le colonel Denfert et le siège de Belfort*, page 198.

prendre en flanc et lui couper la retraite. Manteuffel réussit, secondé par l'incapacité et le peu de dévouement de Garibaldi.

Le général Bourbaki peut donc accuser de son désastre d'abord le colonel Denfert, qui ignorait l'emploi de ses troupes, ensuite cet aventurier d'Italie qui semblait fuir les combats.

Le reproche le plus grave qui se puisse adresser au colonel Denfert est d'avoir capitulé lorsque la place pouvait encore se défendre. C'est plus qu'une faute. Expliquons-nous.

Il se fit *autoriser* à rendre Belfort, alors que, — ainsi qu'il le dit lui-même dans un ordre du jour à la garnison, nulle force militaire, quelque considérable qu'elle fût, n'était en mesure de briser, avant un certain temps, la résistance des assiégés. Au dire de MM. Thiers et de La Laurencie, d'accord sur ce point avec le gouverneur, l'état de la place « nous permettait une résistance d'environ six semaines. » Quant aux approvisionnements en bombes, munitions et vivres, ils étaient considérables : 341 bouches à feu, 24.000 projectiles rayés, 80.000 projectiles pleins, 27.000 bombes, 3.400 quintaux de poudre à canon, etc. — 1.800 quintaux de farine, 1.700 quintaux de biscuits, 1.800 quintaux de riz, 500 quintaux de haricots blancs, etc. C'est le capitaine prussien Wolf qui, dans son ouvrage, nous donne ces détails, car tous ces approvisionnements tombèrent entre les mains des Allemands après la capitulation. Ce même capitaine Wolf est aussi d'avis que Belfort pouvait résister encore six semaines ou deux mois. Le gouverneur eût dû tenir bon et attendre, comme l'ordonnent les règlements militaires, que l'ennemi donnât l'assaut à la citadelle pour se rendre.

Au lieu de combattre, il demanda au général de Tresckow une suspension d'armes, parce qu'il avait appris par

les journaux que Belfort continuait seul les hostilités (1). Le général ennemi refusa. Alors le colonel Denfert envoya un officier au gouvernement de la Défense nationale avec des instructions vagues, de nature à lui laisser ignorer la vérité sur la situation réelle de la place. Le Gouvernement de Paris, qui vivait alors dans un trouble extrême, convaincu que Belfort était réduit à la dernière extrémité, « qu'une plus longue résistance ne pouvait amener qu'une inutile effusion de sang, et qu'enfin nul ne pouvait être meilleur juge de la cruelle nécessité imposée par la force des événements, que le brave officier qui *réclamait* l'autorisation de traiter (2), *autorisa* (par le télégramme que nous avons rappelé plus haut) le gouverneur à rendre la place. »

Quelques jours plus tard, le colonel Denfert recevait une dépêche du ministre de la guerre Leflô, datée de Bordeaux, 16 février, qui lui disait :

« En présence de l'*autorisation* du Gouvernement de Paris et *de la considération que vous faites valoir vous-même*... je couvre de ma responsabilité le parti suprême que vous prendrez, en vous inspirant de votre honneur comme de l'intérêt des soldats et de l'héroïque population qui vous ont si bien secondé... *C'est à vous*, par conséquent, qu'il appartient de traiter avec l'état-major allemand des conditions les plus favorables relativement *au matériel de la place, canons et munitions, et, ce qui importe le plus, aux intérêts de la brave population de Belfort.* »

Malheureusement, le gouverneur n'attendit pas la dépêche du ministre de la guerre et se contenta du télégramme de Versailles. Il mit un tel empressement à rendre la place à l'ennemi, qu'il lui abandonna tout le

(1) Voir le journal *Le siège de Belfort*, n° 48, du mardi, 14 février 1871, contenant un avis de M. Denfert daté du 9 février.

(2) *Journal officiel* du 16 février 1871.

matériel et les provisions de bouche. Il ne stipula absolument rien en faveur des habitants qui, « le lendemain de la sortie de la garnison, furent soumis aux rigueurs de l'état de siège et d'un régime tout germanique (1). » Ils durent loger dans leurs maisons *toute l'armée prussienne*, le colonel Denfert ayant fait découvrir les casernes avant son départ.

Ainsi, cette place rendue dans des conditions aussi déplorables pouvait, au témoignage des Prussiens et des Français, tenir encore longtemps.

Un écrivain militaire suisse, Rustow, pense que la garnison avait la possibilité de résister pendant un mois, le prussien Wolf, deux mois, et le colonel Denfert lui-même, cinq ou six semaines.

Il eût été d'une extrême importance que Belfort, au moment de la conclusion de la paix, se trouvât encore entre nos mains, car on ne put rentrer en possession de cette place qu'en cédant aux Prussiens les usines et les mines si importantes de Hayange et de Moyeuvre, dans la Moselle.

La garnison et les habitants étaient, du reste, tellement opposés à la reddition de la place, que le colonel Denfert, en la lui annonçant par une proclamation qui fut affichée, dut supposer un ordre.

Le colonel commençait ainsi : « Le gouvernement de la Défense nationale m'a donné, en vue des circonstances, *l'ordre* de rendre la place de Belfort. J'ai *dû*, en conséquence, traiter de la reddition avec M. le général de Tresckow..., etc. »

Le gouvernement avait *autorisé*, se gardant bien de donner l'*ordre*. C'est donc le colonel Denfert qui a rendu la place, bien qu'une défense de plusieurs semaines fût encore possible, nous ne saurions trop le rappeler. Si les

(1) Caillé.



Mlle LIX

esprits n'eussent pas été troublés par les événements, s'il n'y eût eu aucune intrigue, le colonel Denfert aurait été traduit devant un conseil de guerre pour avoir livré à l'ennemi la place qui lui était confiée.

Un certain nombre de gardes nationaux s'étaient donné la mission de surveiller les abords de la casemate du gouverneur et de s'opposer, par tous les moyens en leur pouvoir, à ce qu'il s'y introduisît des parlementaires prussiens, tellement la majorité de la population était peu disposée à se rendre, tellement les habitants, animés par l'amour de la patrie, savaient le colonel Denfert prêt à déposer les armes. Aussi la consternation fut grande lorsqu'on apprit que la place ouvrait ses portes; mais devant un *ordre* du Gouvernement, quelque inexplicable, quelque humiliant qu'il parût, il fallut s'incliner, le désespoir dans l'âme.

Un général du génie de la plus haute distinction a formulé son opinion par ce peu de mots : « En somme, au moment de la reddition, tous les ouvrages étaient encore complètement à l'abri d'une attaque de vive force. »

IX

Pendant la séance de l'Assemblée nationale du 28 mai 1872, le colonel Denfert, devenu député, prononçait à la tribune un discours contre la discipline militaire, et critiquait les principes qui font la force et l'honneur des armées.

Les députés appartenant à l'armée française étaient indignés. Le général Chanzy interrompit pour s'écrier : « C'est la négation des idées saines de la discipline militaire. » Le général Changarnier, se faisant l'interprète du sentiment public, rappela à l'orateur la casemate de Bel-

fort. Un collègue et ami de Denfert s'écria : « Vous vous appelez Metz, et nous nous appelons Belfort ! »

Le vieux général répondit : « Je me nomme simplement Changarnier. » Le tumulte fut grand dans l'Assemblée, car jamais paroles plus imprudentes n'avaient été prononcées en public (1). Le colonel Denfert aurait dû protester et s'incliner devant le vétéran de l'armée d'Afrique. Il n'en fit rien. Enivré, oubliant quelle distance le séparait de Changarnier, il laissa, lui qui portait l'épée, il laissa insulter l'armée de Metz. Ignorait-on, dans cette Chambre qui représentait la France, que l'armée à laquelle on jetait l'outrage n'avait pas un seul jour cessé d'être héroïque ?

Qui donc avait pu oublier les grandes batailles livrées sous les murs de Metz, et les grands soldats nommés Canrobert ou Ladmirault, et les souffrances de tous, le sang répandu à grands flots et le désespoir de la captivité ? Ah ! certes, si Changarnier eût commandé à Belfort, la place ne se serait pas rendue sans l'assaut de l'ennemi.

Non, vous ne vous nommez pas Belfort ! Quelle que soit votre vanité, vous ne sauriez prétendre à un tel hon-

(1) Voici le compte-rendu de l'incident, d'après le *Journal officiel :*

M. le général Changarnier. — Quoique je n'aie pas habité une casemate de Belfort pendant le siège, je crois, Messieurs, avoir une idée... (Interruption à gauche).

A droite. — Attendez le silence ! répétez !

M. Laurent-Pichat. — Nous nous appelons Belfort, et vous, vous vous appelez Metz ! (Bruit).

M. le général Changarnier. — Je suis indigné, mais quand il le faut, je sais être patient.

M. le marquis de Grammont. — On vous interrompt par système pour vous empêcher d'être entendu.

M. le général Changarnier. — Je reprends. Quoique je n'aie pas habité une casemate de Belfort pendant tout le siège, je crois avoir eu une idée exacte des relations convenables à établir entre un chef et ses lieutenants intelligents... »

neur. Belfort est construit avec nos pierres, il est arrosé du sang de nos pères et de nos fils, il a vu trois fois l'ennemi devant lui, et n'avait pas attendu votre venue pour défendre la patrie. Belfort est l'un des monuments de la gloire nationale, tandis que vous n'êtes qu'un simple officier de l'armée.

Changarnier ne se nomme pas *Metz*, pas plus que vous ne vous nommez *Belfort*. Depuis la mémorable retraite de Constantine, ce nom est devenu célèbre ; il en domine beaucoup d'autres, aussi bien dans le monde militaire que dans le monde politique. Les Arabes ne l'ont pas oublié, pas plus que les émeutiers de Paris. Changarnier a connu la persécution et l'exil : mais lorsque la patrie a été en danger, il est sorti de sa retraite pour offrir son épée à celui qui l'avait proscrit ; nous nous trompons, il donnait son épée à la France et non pas à un homme.

Au plus fort des batailles, sous les murs de Metz, on voyait un vieillard à cheval, sous les obus, les balles et la mitraille ; deux soldats d'infanterie tenaient les rênes du cheval qui se cabrait sous la tempête. Le vieillard, vêtu de son uniforme d'Afrique, ne donnait pas un ordre, mais il donnait l'exemple. Il enseignait à tous comment on meurt au champ d'honneur.

Pendant ce temps, le gouverneur de Belfort dormait en paix dans le silence d'une casemate.

Mais Changarnier pourrait s'appeler Metz que ce serait pour lui un titre glorieux, car l'armée de Metz a été admirable de courage, tandis que si vous vous nommiez Belfort, on serait en droit, malgré la bravoure de votre garnison, de vous opposer le décret du 1er mai 1812 : « La capitulation d'une place de guerre assiégée et bloquée peut avoir lieu si les vivres et munitions sont épuisés, après avoir été ménagés convenablement, si la garnison a soutenu un assaut à l'enceinte sans pouvoir en soutenir un second, et si le gouverneur ou commandant a satisfait

à toutes les obligations qui lui sont imposées par les décrets... »

Vous avez capitulé, vous abritant sous un *ordre* supposé; vous avez livré la place de Belfort à l'ennemi, au mépris du décret du 1er mai 1812. Les idées militaires de M. le colonel Denfert étaient celles de M. le major Labordère, tous deux partisans de la discussion entre le supérieur et l'inférieur, repoussant le grand principe de l'obéissance passive.

Dans l'*Annnuaire des armées* (1836, page 448), on lit que les officiers du génie sont exclus du commandement des places fortes. Ainsi, Vauban, sous Louis XIV, ne fut jamais placé à la tête des troupes, et Napoléon Ier, si riche en grands ingénieurs, confia au seul Carnot la défense d'une place. Il n'eut pas, d'ailleurs, à s'en louer.

La nomination si surprenante du chef de bataillon Denfert au gouvernement de Belfort était due au général du génie Véronique, attaché à la délégation de Tours. Cet officier général recommanda Denfert à Gambetta, alors ministre de la guerre. Celui-ci nomma Denfert lieutenant-colonel le 7 octobre 1870; le 19 du même mois, colonel à titre provisoire, gouverneur de Belfort.

Denfert était né à Saint-Maixent (1), le 11 janvier 1823, d'une famille protestante. En sortant de l'Ecole polytechnique, il entra dans l'armée du génie. Nommé chef de bataillon en 1863, il devint, l'année suivante, chef du génie de la place de Belfort. Il était donc loin d'occuper le premier rang dans la hiérarchie militaire lorsque M. Gambetta le nomma gouverneur, en lui faisant franchir deux grades en quelques jours.

Denfert habitait, par conséquent, Belfort depuis plusieurs années lorsque la guerre fut déclarée. Il avait construit, sur des plans de la direction du génie, le fort

(1) Deux-Sèvres.

des Barres, les redoutes de Bellevue, des Hautes et Basses-Perches. Il était connu à Belfort comme un homme honorable et de capacités ordinaires, n'ayant pas eu l'occasion de se distinguer.

Sa nomination de gouverneur surprit les habitants de la ville qui, depuis longtemps, le considéraient comme un architecte militaire faisant exécuter les travaux dont le plan lui était envoyé de Paris, et nullement comme un commandant de troupes. Le chef de bataillon Denfert était, à Belfort, près d'un colonel et de plusieurs lieutenants-colonels. Il fallut donc le nommer colonel. Mais le colonel Jacquemet, commandant de la place de Belfort, est plus ancien que le colonel Denfert. Il réclame, mais en vain. Le colonel provisoire, improvisé la veille, commandera le brave chef de corps qui a marché à la tête du 76ᵉ de ligne. On place sous les ordres de Denfert son véritable supérieur qui a plus de 40 ans de services, 14 campagnes, 2 sièges, et qui inspire confiance aux habitants de la vaillante ville.

Comme avant tout on voulait se défendre et que Denfert parlait hautement, le premier jour, de mourir sur les remparts, chacun lui obéit. Sa persistance à ne pas se montrer, à ne jamais réunir le conseil de défense, son parti pris de rejeter le concours des officiers supérieurs, les trouvant incapables, son dédain pour tous ceux qui ne sortaient pas de l'Ecole polytechnique, son caractère altier, sa renommée d'extrême prudence lui firent perdre toute influence morale.

Ce gouverneur avait l'esprit froid et lent; ses idées, souvent bonnes, mettaient trop de temps à éclore. S'il avait su s'entourer des éléments susceptibles de réchauffer son imagination, de lui donner quelque ardeur, de réveiller son cœur, il eût pu prendre des déterminations viriles, utiles à sa mission, et profitables à sa réputation.

Il est regrettable que le colonel Denfert, sorti trop

promptement et accidentellement de son obscurité, n'ait pas eu autour de lui des hommes capables, lui rappelant adroitement que, dans sa position délicate, il ne devait point faire trop sentir son autorité à de braves officiers supérieurs, et ne pas dédaigner les officiers de troupes. Il eût été nécessaire de lui faire entendre que, sans exposer ses jours, un gouverneur peut se montrer, ne serait-ce que pour ne pas donner lieu à d'injurieuses suppositions. Un état-major distingué par le caractère eût exercé un certain empire sur le gouverneur de Belfort.

Denfert était un homme instruit et très laborieux, mais spécial. Ses idées étaient justes lorsqu'il avait assez de temps pour les mûrir. Avant de prendre une décision, il réfléchissait longuement et croyait découvrir des difficultés dans les questions les plus simples. Mais si des ressentiments, des animosités, des souvenirs de camaraderie ou d'éducation religieuse venaient à se jeter au travers de ses réflexions, le jugement était profondément troublé, le bon sens même disparaissait.

En résumé, Denfert était un architecte militaire qui ne manquait pas de mérite, mais, comme chef de troupes, gouverneur de place, il a été au-dessous du médiocre. Facile à influencer, il n'entendait rien à l'exercice de l'autorité. Son courage était très accessible aux conseils de la prudence.

Dans les derniers temps du siège, il s'est montré d'une indécision, ou plutôt d'une tergiversation dans ses opinions politiques, qui montrent la faiblesse de son caractère. Candidat dans le Doubs et à Lyon, là il se présentait comme républicain modéré ; à Grenoble, au contraire, il se faisait patronner par le parti radical le plus avancé. Ses amis eux-mêmes déploraient que l'ancien gouverneur de Belfort ne fût ni franc, ni sincère. Mais l'ambition le mordait au cœur et M. Thiers le mettait au désespoir.

Après la capitulation, Denfert espérait que le grade de

général lui serait accordé. « Arrivé à Versailles, le colonel demanda trois fois audience à M. Thiers (président de la République) et ses trois lettres restèrent sans réponse (1). La Commission des grades ne lui enleva pas son grade conféré par Gambetta, mais elle ne fit dater la nomination que du 1er janvier 1871, et non du 19 octobre 1870. M. Thiers, la Commission des grades, composée de généraux, pensaient, comme le général Chanzy, comme le général Changarnier, que le gouverneur de Belfort n'était pas un héros.

On sait les efforts que fit M. Thiers pour conserver à la France la place de Belfort. C'est à lui, et non pas à Denfert que les habitants de Belfort doivent de n'être pas allemands.

Nommé commandeur de la Légion d'honneur, puis député et questeur de la Chambre, Denfert est mort en 1878. On lui fit, à Versailles, de splendides obsèques ; on lui éleva une statue à Saint-Maixent, où il était né, une seconde statue à Montbéliard, où il est inhumé, et enfin une troisième à Belfort. Lors de l'érection de cette dernière, le peu de sympathie des habitants de Belfort fut unanimement constaté. L'une des grandes voies de communication de Paris porte son nom.

Cependant ceux qui connaissent l'histoire de la dernière guerre peuvent affirmer que deux places fortes seulement ont été défendues avec courage, intelligence et sans reproches par leurs gouverneurs : Phalsbourg et Bitche. Ces gouverneurs ne sortaient point de l'Ecole polytechnique, mais des sergents de l'armée ; ils se nommaient Taillant et Teyssier. Ni l'un ni l'autre n'a de statue sur la place publique, mais tous deux ont leur nom gravé dans le cœur des vrais soldats et des vrais patriotes.

(1) Dussieux, *Le Siège de Belfort*, p. 142.

Devant la tombe du colonel Denfert, les contemporains ne peuvent prononcer leurs jugements qu'à voix basse. La postérité, qui est prochaine, sera sévère pour le gouverneur de Belfort.

En prononçant à l'Institut, il y a peu de jours, l'éloge de M. Thiers, M. Jules Simon disait : « Parmi tant de statues que lui ont votées ses contemporains, il en est une qui reste dans l'atelier du sculpteur, parce que ceux qui l'avaient commandée n'en veulent plus. En la commandant, ils ne pensaient qu'à ses services ; en la refusant, ils pensent à ses opinions. » Le contraire pourrait être dit du colonel Denfert. Si dans l'atelier du sculpteur il reste quelque statue de lui, c'est que ceux qui l'avaient commandée ne pensaient qu'à ses opinions, et que, connaissant maintenant ses services, ils ne veulent plus de statue.

Qu'il nous suffisse aujourd'hui de déplorer amèrement l'abus des honneurs distribués au hasard. La dernière guerre a mis en relief le courage du garde mobile, du franc-tireur, du caporal, du sergent, du troupier de la ligne ; cette guerre a fait admirer l'officier de troupe, colonel, commandant, capitaine, lieutenant et sous-lieutenant ; mais le génie de la guerre, les sublimes sacrifices n'ont pas frappé nos yeux. Qu'un parti politique cherche à se grandir en élevant plusieurs statues au même homme sorti de ses rangs, on peut y voir une sorte d'enfantillage, mais prenons garde de descendre jusqu'au ridicule, sinon jusqu'à l'odieux.

En voyant tant de statues après tant de défaites, l'Europe ne sera-t-elle pas en droit de nous comparer au Bas-Empire ?

Il nous était permis d'élever deux statues : l'une au garde mobile des armées du Nord, de la Loire, de l'Est ; l'autre au soldat de la ligne mort sous les remparts de Metz.

Le bronze des canons était fait pour ces deux hommes qui n'ont d'autre nom que celui de *patrie*.

X

On a très amèrement reproché au colonel Denfert son long et persistant séjour dans la casemate. Ce n'est pas, pour nous, la plus grave de ses fautes. Nous nous bornerions à sourire de pitié, à l'ombre des statues armées d'épées, si le gouverneur n'avait livré à l'ennemi la place de Belfort, lorsque cette forteresse pouvait résister encore plus de six semaines. C'est là plus qu'une faiblesse, et cette action, au point de vue militaire et patriotique, mérite le nom de crime. Telle était l'opinion de M. Thiers. Il rappelait, à ce propos, cette pensée de Joubert : « Il y a, dans chaque siècle, ce qu'on peut appeler l'esprit du temps, sorte d'atmosphère qui passera, mais qui, pendant sa durée, trompe tout le monde sur l'importance et sur la vérité même des opinions dominantes. »

Le voyageur qui traverse la ville de Saint-Maixent s'arrête devant une statue représentant un guerrier debout, les bras croisés sur la poitrine, une épée dans la main droite, la pointe de l'épée tournée vers le ciel; les jambes sont chaussées de bottes à l'écuyère, la tunique est agitée par le vent de la bataille, le képi de campagne couvre le front, le visage respire le mâle courage du capitaine, l'attitude est ferme, fière, audacieuse. Aux pieds du soldat sont des attributs guerriers, des éclats d'obus et des fers brisés. Le voyageur salue respectueusement cette image de bronze et s'informe du nom de ce héros.

Il croyait être devant Lamoricière, Changarnier, Cavaignac ou bien Pélissier, le vainqueur de Sébastopol. Le voyageur se trompait. Ceux qui ont défendu la papauté,

ceux qui ont sauvé l'armée sur le chemin de Constantine, ceux qui ont protégé et gouverné la France aux jours d'orage, ceux qui ont vaincu les Russes, si intrépides, n'ont pas de statues. Ces monuments appartiennent à d'autres, et la capitulation avant l'heure est devenue un titre de gloire !

La place de Belfort a mis en relief, pendant le siège, des noms qu'il importe de conserver : les docteurs Petitjean, Vautrain et Bernard ; le colonel Jacquemet, commandant de la place depuis 1868 ; le capitaine du génie Degombert, tué dans une reconnaissance ; le capitaine d'artillerie Défoyet et son lieutenant Criponé, tous deux mobiles belfortains ; Jules Ménétraz, maréchal-de-logis d'artillerie, à l'arsenal ; Marie, mobilisé de Belfort ; G. Bornèque, capitaine de la 2e compagnie des mobilisés de Belfort ; ses lieutenants : de Roppe, de Stradevitez ; Toltz, lieutenant de génie de mobile ; de Prinsac, engagé volontaire des mobiles de la Haute-Saône, reçut le brevet d'officier et rendit de véritables services aux avant-postes ; le préfet du Bas-Rhin, Grosjean, enfermé dans la place pendant le siège ; le maire de la ville, Mény, d'une conduite admirable ; MM. Charles Genty, Mortsloff, Maré, Meyer, Bontems, Mathey, Ménétras, Xavier Lebleu, Xavier Rochet, (Fournier, Ausbikler ; les aumôniers Froment, Mettaleiser, de Damas ; les dames attachées aux ambulances : Bernard, Emélie Hoas, Genty ; Gustave Renault, ingénieur, etc., etc.

Pour être complet dans cette énumération, il nous faudrait ajouter des centaines de noms.

Le colonel Denfert manquant d'autorité, il y eut, dans le personnel de la place assiégée, une foule de rivalités. Le gouverneur avait ses courtisans et ses flatteurs, mais aussi d'implacables adversaires. Il n'appartient à personne de distribuer le blâme ou l'éloge avec trop d'assurance. Les habitants de Belfort peuvent seuls juger tant

d'hommes qu'ils ont vus à l'œuvre et dont le plus grand nombre a bien mérité de la patrie.

XI

Dans l'enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, se trouve une déposition offrant le plus vif intérêt. Nous voulons parler de celle de M. Thiers. Le 17 septembre 1871, M. Thiers disait devant la Commission d'enquête : « Après le 4 septembre 1870, je restai plusieurs jours chez moi, cherchant, dans mes études chéries, une distraction aux scènes auxquelles je venais d'assister. J'étais enfoncé dans mes livres, lorsqu'un jour je vis arriver M. Jules Favre, que je n'avais pas vu depuis le 4 septembre.

« Il me dit : Je viens en ami vous demander de nous rendre un service important. Le voici : nous avons la plus grande peine à nous faire écouter, notamment à Londres; mais si vous consentiez à vous y rendre, vous parviendriez peut-être à nous faire ouvrir des voies aujourd'hui fermées. »

M. Thiers opposa d'abord un refus, mais vaincu par les instances de ses amis et des membres du Gouvernement, il se décida à accepter une mission temporaire auprès des diverses cours avec lesquelles il avait conservé des relations personnelles. Cette mission devait avoir pour but et pour résultat de réveiller les sympathies en faveur de la France, et le sentiment du danger qu'il y aurait pour l'Europe à la laisser périr.

Vers le milieu de septembre 1870, M. Thiers quitta Paris. Le lendemain matin, à six heures, il était à Londres.

Un si grand nombre de Français fugitifs avaient envahi les hôtels, que M. Thiers dut chercher l'hospitalité à l'ambassade, qu'il trouva démeublée.

Lord Granville quitta immédiatement le château de Douvres et se hâta de venir à Londres pour se rencontrer avec l'envoyé du Gouvernement français. Le ministre anglais se montra doux, fin, intelligent, ami de la France, mais résolu, comme tous ses compatriotes, à ne rien compromettre pour elle. Voir la France abaissée n'avait été, en Angleterre, qu'une satisfaction d'un instant ; mais le danger de la voir affaiblie, écrasée, faisait place peu à peu à cette première joie d'une ancienne jalousie, et beaucoup, parmi les Anglais, auraient voulu venir à notre secours. Mais on n'était pas prêt pour la guerre, et l'eût-on été, on ne l'aurait pas faite pour nous. Lord Granville fut donc très affectueux pour M. Thiers, mais stérile comme la situation.

M. Gladstone, que M. Thiers avait connu aussi, mais moins intimement que lord Granville, ne se fit pas attendre, et vint à l'ambassade de France. Moins affectueux que lord Granville, mais attaché, comme tous les hommes éclairés, à l'ancien équilibre européen, il le voyait, avec regret, détruit, peut-être à jamais. Il aurait voulu le rétablir, fût-ce au profit de la France, mais n'en trouvait pas plus le moyen que lord Granville, l'Angleterre n'ayant aucun intérêt à guerroyer pour la France.

Une tentative était pourtant à essayer, c'était de ménager une entrevue entre M. Jules Favre et M. de Bismarck, car on répétait à Londres comme partout : « Négociez ! négociez ! »

Il fut convenu que l'Angleterre enverrait une demande d'entrevue au quartier-général prussien ; mais la question était de savoir de quelle recommandation on appuierait cette demande. Plusieurs jours furent employés à discuter le fond et la forme de cette recommandation. Le cabinet britannique voulait n'être qu'un simple intermédiaire pour ne pas s'exposer au désagrément d'un refus, à quoi M. Thiers répondait : « Mais l'Angleterre,

enfin, n'en est pas réduite à être un bureau de petite poste. »

Il fut arrêté qu'on recommanderait l'acceptation d'une entrevue, dans l'*intérêt de la paix*, et M. Thiers aurait voulu qu'on ajoutât : *de l'équilibre européen.* Il ne put l'obtenir ; mais la recommandation dans l'intérêt de la paix fut accordée, et la dépêche partit pour le camp prussien.

Pendant ces quelques jours, M. Thiers reçut de Saint-Pétersbourg une invitation fort courtoise de la part du prince Gortschakoff pour se rendre en Russie.

Si l'Empire russe intervenait en notre faveur, il était évident que l'Angleterre ne voudrait pas moins faire, surtout à cause de l'opinion publique qui commençait à se prononcer pour la France.

Suivi de sa famille, M. Thiers quitta Londres, vint à Tours, vit la Délégation pendant une heure seulement et se remit en route. Il arriva le lendemain au Mont-Cenis, le traversa ainsi que Turin, Milan, Venise, la Styrie tout entière et, après deux jours, s'arrêta à Vienne.

M. de Beust était chancelier de l'Empire, et M. Andrassy principal ministre de Hongrie.

M. Thiers trouva auprès de chacun d'eux le plus vif intérêt pour la France, beaucoup plus qu'il n'en avait obtenu en Angleterre, mais avec la même impuissance de nous aider. Que quelqu'un agisse, disaient à M. Thiers les ministres autrichiens, et nous ne serons pas les derniers à vous aider. En Russie seulement il peut se produire une initiative puissante et efficace. — Là encore se devaient rencontrer les obstacles de la parenté.

Devant revenir à Vienne, M. Thiers ne s'y arrêta que deux jours. Il partit pour Saint-Pétersbourg, en traversant la Pologne, et trouva au débarcadère de Varsovie une foule immense, calme, silencieuse, le chapeau à la main et ayant le tact de se taire pour ne pas créer des

obstacles à l'envoyé du gouvernement français. M. Thiers ne s'arrêta pas à Varsovie pour prendre un repos nécessaire, et continua sa route pour Saint-Pétersbourg.

La cour était à Tsarkoselo. M. Thiers s'y rendit auprès du prince Gortschakoff. Ce dernier lui dit : « Vous trouverez ici de vives sympathies pour la France, des sympathies qui tiennent au goût de notre nation pour la vôtre, et à d'anciennes conformités d'intérêts, longtemps oubliées. Ces sympathies, on vous les témoignera. Mais ne vous y trompez pas : en Russie, l'empereur seul est le maître ; seul, il gouverne. Or, l'empereur veut la paix, et ce n'est pas le neveu du roi Guillaume qui résistera à vos instances, mais le souverain qui se doit à son peuple et à son peuple seul. Du reste, vous trouverez auprès de lui des secours pour négocier et pas pour autre chose. On vous aidera à traiter, sans perte de temps ; et croyez-moi, il n'y a pas autre chose à faire. »

M. Thiers ne tarda pas à reconnaître combien le chancelier avait raison. L'empereur de Russie, Alexandre II, lui fit l'honneur de le recevoir, et déclara qu'il ne ferait pas la guerre, mais serait l'appui de la France dans les négociations, et ferait son possible pour qu'elle fît les moindres pertes possibles en territoire et en argent.

Après avoir attendu huit à dix jours la réponse de la chancellerie allemande installée à Versailles, le prince Gortschakoff dit à M. Thiers : « Nous avons des nouvelles. La paix est possible ; mais il faut beaucoup prendre sur vous ; il faut aller à Versailles, traiter courageusement, et vous aurez des conditions acceptables, surtout si Paris s'est un peu défendu. Ayez le courage de la paix, et je vous le répète, vous donnerez la paix à votre pays et à l'Europe, surtout si la fortune seconde un peu les armées françaises sous les murs de Paris. »

Après avoir parcouru toute l'Europe en quarante jours,

M. Thiers revint à Tours, après s'être arrêté à Florence pour voir inutilement le roi Victor-Emmanuel.

Il fallut les négociations des puissances neutres avec la cour de Prusse pour obtenir que M. Thiers fût admis à Versailles, après avoir traversé Paris pour y recevoir les pouvoirs nécessaires. Il fut entendu que le négociateur se rendrait à Orléans, que là, des officiers prussiens l'accompagneraient à Versailles, et que, de Versailles, il serait conduit aux avant-postes français pour pénétrer dans Paris.

A Orléans, M. Thiers reçut l'hospitalité de Mgr Dupanloup, évêque de cette ville et qui était la providence de ses diocésains au milieu des horreurs de cette guerre.

Le dimanche matin, 30 octobre, à Versailles, M. Thiers fut admis chez M. de Bismarck, qui l'accueillit de la façon la plus amicale, et qui lui expliqua pourquoi il avait voulu le faire entrer dans Paris par Versailles. « Sur tous les autres points, lui dit M. de Bismarck, il est presque impossible de franchir les avant-postes. Par Versailles et Sèvres même, la chose n'est pas facile. Chaque lettre me coûte un homme, et c'est trop cher ; je n'écris plus. Mais voici de braves jeunes gens qui ne craignent pas les fusillades d'avant-postes, et qui feront tout pour vous épargner les dangers du passage. Revenez le plus tôt possible, mes jeunes gens vous attendront sur la rive de la Seine, et, au premier signal, ils iront vous recevoir et vous ramener ici. »

Arrivé à Sèvres, M. Thiers vit un spectacle lamentable. Les obus avaient percé les maisons, atteint en divers endroits la manufacture de porcelaine. Les maisons étaient ouvertes, abandonnées, et comme celles de Pompéï, surprises par une catastrophe soudaine. On trouvait tout ouverts les cabarets où des bouteilles, des verres, des plats étaient restés sur les tables, les habitants n'ayant abandonné leurs demeures que lorsque les projectiles

des deux rives avaient fondu sur eux. Des traverses, armées de canons, barraient les rues; les soldats étrangers étaient à leurs pièces, et le canon du Mont-Valérien dominait le tout du bruit incessant de ses batteries.

En arrivant à Paris, M. Thiers se rendit auprès de M. Jules Favre, au ministère des affaires étrangères, et demanda la convocation immédiate du gouvernement. On passa la nuit à délibérer. Tout le monde fut d'avis de conclure un armistice, et Rochefort lui-même se joignit à Jules Favre, au général Trochu, à MM. Jules Simon, Picard, Magnin. Ce dernier insista pour que Paris reçût une provision de vivres proportionnée à la durée de la trêve. C'était, du reste, la règle en pareille circonstance.

Muni de ses pouvoirs, M. Thiers reprit le chemin de Versailles, où il arriva le lendemain. Les négociations commencèrent immédiatement. Après quatre jours de délibérations entre M. Thiers et M. de Bismarck, tout fut rompu. Les événements du 31 octobre (1) à Paris devaient faire prévoir le triomphe de la Commune qui régnait déjà, si elle ne gouvernait pas encore. Dans ces conditions, M. de Bismarck refusa le ravitaillement. Les pouvoirs de M. Thiers étaient limités, et il quitta Versailles pour se rendre à Tours.

De violentes attaques ont été dirigées contre M. Thiers, accusé de n'avoir agi que dans son intérêt personnel. Peut-être, dans la suite, l'ancien ministre de la monarchie de Juillet s'est-il montré fort égoïste, mais nous aimons à croire que, pendant les pénibles voyages et les démarches cruelles qui en ont été la conséquence, M. Thiers était inspiré par le patriotisme le plus sincère.

(1) Tentative faite par le parti avancé de chasser violemment le gouvernement de l'Hôtel-de Ville et de le remplacer par des hommes de son choix.

Ce voyage de M. Thiers à travers l'Europe et dans les cours des grandes puissances prouve que la France était complètement abandonnée, que la dynastie napoléonienne n'existait plus pour les souverains, et que l'Allemagne était fatiguée de la guerre.

XII

Emile Keller. Voilà un nom qu'il faut graver dans toutes les mémoires, car il est synonyme d'honneur et de patriotisme. Consacrons donc quelques lignes au vaillant patriote alsacien.

Il naquit à Belfort en 1828, et fut admis à l'Ecole polytechnique en 1846, après avoir fait de brillantes études. Aux diverses carrières qui s'ouvraient devant lui, il préféra la vie calme du savant. Spécialement adonné aux travaux historiques et à la philosophie religieuse, il ne tarda pas à se faire connaître. Elu député en 1858, il se distingua de ses collègues par un silence absolu, comme font toujours les habiles qui, avant de se lancer dans la mêlée, veulent se rendre compte de la situation.

« On n'allait guère à lui, et il ne se pressait point d'aller aux autres. Les ministres du temps se bornaient à dire aux curieux que le gouvernement pouvait compter sur son dévouement. »

Leur illusion ne tarda pas à se dissiper. Le jour où l'alliance franco-italienne mit en péril le pouvoir temporel de la Papauté, le député de l'Alsace rompit le silence et se révéla subitement comme grand orateur et citoyen indépendant.

Les premiers discours de M. Keller produisirent une impression d'autant plus profonde que la Chambre et le public s'attendaient moins à ce coup d'éclat. Les mi-

nistres comprirent qu'ils auraient désormais à compter, non plus avec les cinq représentants des idées républicaines que Paris et Lyon envoyaient régulièrement à l'Assemblée, mais encore avec les députés catholiques. Ceux-ci, considérant la paix religieuse comme la garantie nécessaire de l'ordre politique et social, ne voulaient pas entrer dans les vues de l'Empire au sujet de l'unité italienne. Les événements ont prouvé qu'ils étaient dans le vrai.

Aux élections générales de 1863, l'administration usa de tous les moyens dont elle disposait pour empêcher la réélection du courageux député. Elle y réussit. M. Keller n'en continua pas moins la lutte. Il écrivit au lieu de parler. Les diverses brochures qu'il publia ressemblent aujourd'hui à des prophéties qui ne se sont, hélas ! que trop réalisées. L'étude de l'histoire et de la philosophie religieuse est donc plus utile que l'on ne pense dans le monde.

Dès 1860, M. Keller avait établi à Paris un comité pour seconder le général de Lamoricière dans la défense des Etats pontificaux. Pendant dix ans, ce comité envoya à Rome des volontaires, des uniformes et des armes perfectionnées. En 1867, Garibaldi ayant envahi le patrimoine de saint Pierre et étant arrivé aux portes de Rome, M. Keller partit avec quelques amis et des sœurs de charité pour porter des secours aux blessés et organiser des ambulances jusque sur le champ de bataille de Mentana.

Cependant, en 1869, les électeurs du Haut-Rhin comprirent enfin qu'ils avaient commis une faute en oubliant M. Keller. Ils s'empressèrent de confier un nouveau mandat à leur vaillant compatriote.

L'année terrible approchait. Quand 1870 arriva, le député de l'Alsace savait que l'heure des paroles était passée et que les actes devaient les remplacer.

Il organisa un corps franc et se jeta dans les Vosges pour y rencontrer l'ennemi.

Le 27 septembre 1870, le général Cambriels mit M. Keller à la tête des francs-tireurs du Haut-Rhin, et celui-ci adressa l'appel suivant à tous ceux qui pouvaient combattre :

« Mes chers compatriotes,

« Les élections sont ajournées. J'applaudis à cette mesure, car, en ce moment, la guerre doit seule nous occuper.

« L'ennemi, ne mettant plus de bornes à son insolence, ose exiger l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Il demande qu'on lui livre notre héroïque cité de Strasbourg, dont quarante jours de bombardement n'ont pu lui ouvrir les portes.

« A ces conditions, il n'y a qu'une réponse à faire : avec le gouvernement de la Défense nationale, répétons : *guerre à outrance*.

« Lors même que de nouveau vous m'auriez offert vos suffrages, je vous aurais dit : Les meilleurs votes sont les coups de fusil.

« Vous tous donc qui, jusqu'à présent, m'avez entouré de votre confiance, dévouez-vous à l'œuvre sainte à laquelle je vous convie. N'ayons plus qu'une seule pensée : la délivrance du pays.

« Dans le péril suprême où nous sommes, toute hésitation serait coupable ; chaque citoyen doit être un soldat. Quant à moi, je vous distribuerai des armes, et je me mets à votre tête pour marcher avec vous.

« Je compte sur le patriotisme des communes et des particuliers pour nous donner les moyens matériels de lutter et pour venir en aide aux familles de ceux qui pren-

dront les armes. S'il y a des veuves et des orphelins, c'est au pays à les adopter.

« Ce double appel, la France entière l'entendra. Elle voudra sauver nos provinces du joug de l'étranger.

« Déjà, de tous côtés, des corps de volontaires accourent à notre secours ; leur exemple sera suivi, et l'autorité militaire veille, dès à présent, à écarter tout élément douteux. Il ne nous faut que des hommes d'élite.

« Des souscriptions se sont spontanément ouvertes pour développer nos moyens d'action. Elles seront bientôt générales, car partout on comprendra que le salut de la France est lié au salut de l'Alsace.

« Un général, plein de bravoure et d'énergie, est arrivé dans nos murs. Ses forces et son intelligence seront consacrées à la défense de notre sol. Il compte sur nous, unissons nos efforts à ceux de nos frères de l'armée. Que l'Alsace entière se lève, que son indomptable attitude prouve, à la face du monde, qu'elle est et qu'elle veut rester française.

« Aux armes donc, mes chers compatriotes, aux armes !

« Jusqu'ici, nous n'avons pas été heureux; mais il est une force plus grande que celle des gros bataillons, cette force vient d'en haut, et c'est là qu'il faut placer notre confiance.

« Que Dieu, qui ne saurait laisser périr notre pays, que la Vierge, patronne de Strasbourg et patronne de la France, protègent notre drapeau et nous aident à sauver la patrie !

« Emile KELLER,

« *ancien député.* »

L'Alsace entendit ce magnifique appel. La voix de M. Keller était l'expression du sentiment de tous.

L'ancien député de Belfort eut donc, en peu de jours, une brave troupe qu'il commanda en véritable capitaine sans peur et sans reproche.

Nous pourrions faire le récit des actions d'éclat de ses francs-tireurs, mais nous préférons laisser la parole à l'un des sergents-fourriers de Keller, M. E. Perrin, aujourd'hui vicaire de la métropole de Besançon.

Ce prêtre, ou, pour mieux dire, ce sous-officier, écrivait son journal de guerre, qui a le cachet original que ne saurait atteindre une page d'histoire :

« En 1870, je ne connaissais M. Keller que par ses discours à la Chambre des députés. Un jour je lus, dans l'*Union franc-comtoise*, l'appel patriotique qu'il adressait à tous les hommes de bonne volonté pour la défense de l'Alsace envahie. Dès ce moment, j'ambitionnai l'honneur de me placer sous les ordres de ce grand patriote. Le 8 octobre, je signai mon engagement dans la 14e compagnie, capitaine Lefébure, ancien député de Colmar et ancien sous-secrétaire d'Etat, homme de cœur et souverainement sympathique.

« J'eus plusieurs fois, en Alsace, l'occasion de voir M. Keller. Les compagnies sous ses ordres opérant sur des points différents, il se portait rapidement tantôt vers l'une, tantôt vers l'autre, afin de se rendre compte des mouvements à opérer et des besoins de sa troupe. Ce qui nous frappait était le grand air de notre chef, tempéré par une exquise bonté. M. Keller rappelait les gentilshommes guerriers qui, sous l'ancienne monarchie, quittaient la cour ou leur manoir pour courir aux batailles sous les Vendôme, les Belle-Isle et les Catinat. Il se mêlait volontiers à nous dans les marches et les campements, et, le sourire aux lèvres, nous traitait en amis, écoutant les simples, encourageant les timides, calmant les ardeurs inutiles. Il était loin de chercher la popularité qui venait à lui tout naturellement.

« Je me souviens qu'un jour, à Wesserling, surveillant un exercice à la cible, M. Keller avait pris un fusil et fait feu plusieurs fois. Sur les cinq coups qu'il tira, il envoya quatre balles dans la cible. Evidemment, il était notre maître à tous, et nous étions justement fiers de notre colonel.

« Il ne savait pas plus faire mystère de sa foi religieuse que reculer devant l'ennemi.

« Dans ces moments de liberté, il assistait chaque jour à la messe. Le dimanche, il y allait avec son état-major, et son exemple entraînait sous-officiers et soldats.

« Les différentes compagnies eurent, chacune de son côté, divers engagements. Un simple sergent tel que moi ne saurait donner des renseignements très précis sur tous les combats. Seul, M. Keller pourrait dire les grands services rendus par sa troupe. Mais sa modestie le condamne au silence.

« Le 1er novembre, à Thann, nous vîmes défiler à quelques kilomètres de nous une armée de 20.000 Prussiens allant investir Belfort. La lutte était trop inégale pour être tentée avec quelque chance de succès. M. Keller prit alors la résolution de nous jeter dans la place de Belfort avant l'investissement complet. Le 2 novembre, nous étions à Saint-Maurice, et le 3, nous gravissions le ballon d'Alsace déjà couvert de neige. De là, nous pouvions entendre la bataille de Grosmagny. Ayant reçu du colonel Denfert l'avis qu'il ne pouvait nous aider à rentrer dans Belfort, M. Keller nous fit rebrousser chemin et prendre la direction de Besançon, en passant par Béfayi, Fresse, Ronchamp et l'Isle-sur-le-Doubs.

« Dès ce moment, notre troupe n'opéra plus séparément. Notre bataillon ou régiment fut attaché au 20e corps, général Crouzat.

« A la suite de ces deux mois de travail et de marches

forcées, notre colonel tomba malade à Besançon et fut obligé de remettre momentanément son commandement à M. Mayol de Lupé, ancien officier de zouaves pontificaux. Celui-ci aussi était un brave, qui demanda que notre bataillon fût toujours aux avant-postes.

« Il obtint cette faveur. Nous fîmes donc pendant un mois et demi le service d'éclaireurs à l'armée de la Loire. Notre bataillon prit part, le 24 novembre 1870, à un engagement à Bois-Commun (Loiret), et délogea l'ennemi de cette petite ville. Le 28, il combattit à Beaune-la-Rolande, à côté des mobiles du Jura. Les escarmouches avec les postes ennemis étaient de tous les jours.

« Voici un trait qui peut donner une idée du caractère franchement militaire de M. de Lupé. Nous allions en reconnaissance à trois heures du matin. Nous marchions sur la route de Nibelle (Loiret), dans le plus profond silence, comme l'ordre en avait été donné. Tout à coup, deux coups de feu se font entendre à peu de distance et les balles sifflent à nos oreilles. Instinctivement, quelques soldats quittent le milieu de la route pour se jeter sur les côtés. M. de Lupé qui, lui-même, marchait au milieu du chemin, s'élance sur les timides et les menace de son épée, leur ordonnant de rejoindre leurs rangs en termes un peu sévères.

« Plus tard, M. de Lupé fut décoré de la Légion d'honneur, à Bourges, au moment où nous revenions dans l'Est avec l'armée du général Bourbaki. Cette récompense était bien méritée et tout le bataillon en fut heureux.

« Lorsque sa santé fut rétablie, M. Keller reprit le commandement de ses hommes au mois de janvier. Il était à leur tête pendant les quatre jours de la bataille d'Héricourt où les francs-tireurs perdirent le quart de leur effectif. Les généraux se disputaient cette belle et vaillante troupe, qui valait les vieux bataillons d'autrefois.

« Dans son discours sur les soldats morts à Héricourt,

Mgr Besson donne les éloges mérités à notre capitaine Lagrelette. C'était un jeune docteur en médecine, qui, après la capitulation de Sedan, avait échangé le brassard contre l'épée. Au reste tous les officiers des francs-tireurs du Haut-Rhin étaient gens de cœur et gens de bien, hommes de discipline, d'une valeur à toute épreuve et d'une abnégation personnelle remarquable. Comme sergent-fourrier chargé des approvisionnements de l'état-major, j'ai maintes fois constaté la générosité de messieurs les officiers qui donnaient souvent aux soldats leurs vivres et leur argent. Je dois signaler aussi notre aumônier M. l'abbé de Dartein, qui joignait à une bonté de père le courage d'un soldat. Ce digne prêtre appartenait à l'une des premières familles de Strasbourg. Il avait avec lui son jeune frère, docteur en droit, qui soutenait fièrement l'honneur de son nom.

« Notre aumônier confessait officiers et soldats pendant les marches, sans que personne pût s'en douter. On semblait causer avec lui, et il donnait l'absolution la main levée sous son vaste manteau.

« Les hommes qui composaient le bataillon Keller n'étaient pas tous de saints personnages, mais aucun d'eux ne portait jamais atteinte à l'honneur de l'uniforme. Ils étaient disciplinés et respectueux. Les chefs façonnent leurs soldats à leur image, et ces chefs nous inspiraient un tel respect, un tel amour, que nous étions heureux de nous battre sous leurs yeux. Lorsque ce cri : *en avant l'Alsace!* se faisait entendre, rien n'aurait pu nous arrêter.

« On savait, au bataillon, que j'étais venu m'engager en soutane, sortant du séminaire, pour la durée de la guerre, et jamais un soldat n'a essayé de me railler à ce sujet. Loin de là, ils m'accordaient une sorte de respect. »

Enfin, l'armistice fut signé et de nouvelles élections se firent en France. Le corps électoral resta fidèle à M. Kel-

ler. Arrivé à Bordeaux, il monta à la tribune et protesta de toute son âme contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine à la Prusse. Ce fut un éclat d'éloquence, comme le patriotisme peut seul en inspirer.

Aux élections de 1881, la République fit, pour repousser M. Keller, ce qu'avait fait l'Empire en 1863. L'homme que l'on désignait par ces mots : « *Le dernier des Alsaciens* », se vit préférer un obscur candidat.

Quelles terribles et désolantes leçons donne le suffrage universel ! Il ne tient compte ni du travail opiniâtre du savant, ni du courage du champ de bataille, ni du patriotisme le plus ardent, ni de l'indépendance du cœur, ni de la noblesse du caractère, ni des services rendus, ni de l'honneur d'un nom.

Heureusement, Dieu a mis en nous une chose sacrée, divine, qu'on nomme *la conscience;* et autour de nous un sentiment, qui est l'opinion publique.

XIII

Non seulement la marine a fourni, pendant la guerre, de vaillants officiers, des hommes de haute distinction et de nombreux combattants, mais les escadres françaises ont eu leur campagne dans la mer du Nord et dans la Baltique.

Notre marine militaire n'a pas cessé un seul instant d'être à la hauteur de la mission pénible qu'elle a eu à remplir.

Il aurait fallu à la flotte française moins de courage pour combattre qu'il ne lui en a été nécessaire pour supporter les fatigues, les luttes, les angoisses, les privations de tout genre qui lui ont été imposées.

La guerre était déclarée déjà depuis plusieurs jours, et aucun officier-général n'avait le commandement supé-

rieur de l'expédition importante qui devait se diriger vers le littoral prussien. On disait que l'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine, désirait prendre lui-même ce commandement. En effet, on hâtait à Cherbourg, l'armement de la frégate *l'Océan*, destinée à devenir son bâtiment amiral.

Après quelques jours d'attente, l'on apprit que le vice-amiral comte Bouët-Wuillaumez avait été choisi par l'Empereur pour commander en chef l'escadre de la Baltique. Le ministre de la marine avait renoncé à s'embarquer, l'obligation de rendre son portefeuille lui ayant été rigoureusement imposée en cas de départ. Le ministre informa le vice-amiral Bouët-Wuillaumez que la flotte mise sous ses ordres se composerait de 14 frégates cuirassées, d'un grand nombre d'avisos et d'autres bâtiments appropriés à l'expédition.

Une seconde flotte commandée par le vice-amiral La Roncière le Noury, et formée de grands transports à vapeur, de chaloupes canonnières et de batteries flottantes, devait suivre, dans un bref délai, avec trente mille hommes de débarquement, sous les ordres du général Bourbaki, ou du général Trochu.

Dès le lendemain de sa nomination, le vice-amiral Bouët-Wuillaumez se rendit à Cherbourg et arbora son pavillon sur la *Surveillante*, frégate cuirassée, qu'il trouva à peine installée, malgré le zèle qu'avait déployé le vice-amiral Rose, préfet maritime.

Tout à peu près manquait dans l'arsenal de Cherbourg, fort délaissé, depuis quelques années, par les ministres de la marine au profit de Brest et de Toulon. Non seulement les objets d'armement et les approvisionnements n'y étaient pas en quantité suffisante, mais le nombre d'hommes se trouvait trop faible.

L'amiral Rigault de Genouilly n'ignorait aucune de ces difficultés, car seul, parmi les ministres, il avait eu

le courage de dire en plein conseil *qu'il n'était pas prêt*. Tous les autres répétaient le mot terrible du maréchal Niel : *Nous sommes prêts*, mot criminel ou stupide.

Le vice-amiral Bouët, esprit ardent, caractère énergique, patriote exalté, pressa les préparatifs de départ, quoiqu'il ne fût plus question déjà des 14 frégates cuirassées et des nombreux avisos dont l'escadre devait se composer.

Serait-il vrai qu'en présence des prétentions très vives du prince Jérôme Napoléon, pour commander le corps de débarquement et l'enlever à de vrais généraux, on renonça brusquement à cet élément indispensable de succès pour l'expédition de la Baltique ?

Quoi qu'il en soit, il n'y eut pas de troupe de débarquement, ce qui fut une faute bien regrettable.

Le vice-amiral Bouët-Wuillaumez, comprenant l'importance du temps perdu, se décida à quitter Cherbourg avec son escadre réduite à 7 frégates cuirassées et un seul aviso.

Le 23 juillet, le commandant en chef de la flotte recevait les instructions du ministre de la marine :

« Vous vous dirigerez d'abord vers le Sund, où vous détacherez la *Thétis* à Copenhague, puis, de nuit, vous reviendrez devant la Jahde (1), pour y bloquer l'escadre prussienne. Pendant ce temps, les autres bâtiments vous seront expédiés. Vous laisserez devant la Jahde le contre-amiral Dieudonné, avec une division, et vous vous rendrez, avec l'autre, dans la Baltique. »

Ces mêmes instructions se terminaient par l'ordre formel de n'*attaquer aucune ville ouverte*.

Il y avait, dans ces premières instructions, un détail fort intéressant et qui prouve que le gouvernement français se méfiait de l'alliance des cabinets de Berlin et de

(1) Golfe de la mer du Nord, à l'ouest de l'embouchure du Wéser.

Saint-Pétersbourg. Le vice-amiral Bouët-Wuillaumez était invité à *surveiller la Russie par Cronstadt.*

A ce sujet, le ministre de la marine ajoutait : « En présence des éventualités contre la Russie, ordre est donné à l'escadre de la Méditerranée de rallier Brest, afin de rester ainsi à cheval sur le détroit de Gibraltar et la mer du Nord. »

D'après les instructions ministérielles, le premier point d'opération de l'amiral Wuillaumez devait être la Jahde, où l'on pensait que l'escadre prussienne, commandée par le prince Adalbert, s'était réfugiée. Ce prince avait sous ses ordres trois frégates cuirassées, un monitor, et il montait le *Roi-Guillaume*, vaisseau supérieur en vitesse et en artillerie à tous les bâtiments de nos escadres.

L'amiral Bouët-Wuillaumez ne pensait pas que l'escadre prussienne fût réfugiée dans la Jahde. Il la croyait, au contraire, restée au large, où il pourrait lui offrir le combat.

L'escadre de l'amiral Bouët sortit de Cherbourg le 24 juillet, à 5 heures du soir, sous les regards d'une immense population qui saluait avec enthousiasme nos marins courant aux combats. L'Impératrice était venue de Paris s'embarquer sur l'aviso *le Coligny* et suivit l'escadre pendant plusieurs milles.

Bouët-Wuillaumez avait sous ses ordres : la *Surveillante*, frégate amirale ; la *Gauloise*, deuxième frégate amirale, montée par le contre-amiral Dieudonné ; la *Guyenne*, la *Flandre*, l'*Océan*, la *Thétis*, la *Jeanne d'Arc*, et l'aviso le *Cossard.*

Dès leur départ de la rade de Cherbourg, les frégates avaient été mises en ordre de bataille ; tout était prêt, à bord, pour le branle-bas de combat.

L'amiral Wuillaumez ne rencontra la flotte prussienne ni en remontant vers le Nord, ni en venant sur la côte du Hanovre reconnaître la rade de la Jahde.

L'amiral était privé de cartes danoises qui auraient dû lui être délivrées avant son départ, et sans lesquelles il lui était presque impossible de naviguer à distance utile de ces côtes dont tous les phares avaient été éteints.

Il se dirigeait vers le Nord pour s'approvisionner de charbon, lorsque, le 28 juillet, pendant qu'il doublait la pointe de Skagen, extrémité nord du Danemark, il rencontra M. de Champeaux, capitaine de vaisseau, qui venait de remplir une mission en Danemark.

Cet officier supérieur pria l'amiral Bouët-Wuillaumez, au nom du ministre de France à Copenhague, d'entrer dans la Baltique. Le Danemark était prêt à se soulever. Le parti allemand, composé presque exclusivement de la cour, serait obligé de céder, et il était certain que la mise à terre de la première compagnie de débarquement serait le signal de l'élan du peuple danois, désireux de prendre sa revanche sur son irréconciliable ennemi.

A Copenhague, depuis la déclaration de guerre de la France à la Prusse, les femmes du monde, ainsi que celles du peuple, ne portaient plus que les couleurs françaises ; dans les théâtres, on ne chantait que la *Marseillaise* et le *Rhin allemand*, d'Alfred de Musset. Une souscription pour les blessés français allait atteindre, en peu de jours, le chiffre de 80.000 francs, tandis que la souscription pour les blessés allemands ne monterait, dans le même temps, qu'à 1.800 francs.

L'enthousiasme enfin était à son comble ; la presse danoise prêchait ardemment la guerre et la vengeance ; nous avions là un allié auquel il suffisait de tendre la main.

Or, cet allié eût peut-être suffi pour changer la face des événements par sa marine mieux au courant que la nôtre de ces mers difficiles, mieux appropriée pour la navigation de ces détroits dangereux. Le débarquement devenait d'une facilité extrême, et comme le Danemark

pouvait mettre immédiatement en campagne environ 40.000 hommes, la Prusse eût été menacée dans le Nord d'une armée de 70.000 hommes, qui l'aurait forcée de conserver plus de 200.000 hommes en Hanovre et dans le Holstein, sans compter les garnisons dont elle n'aurait pu priver les villes de ses côtes menacées par nos frégates.

Mais, pour obtenir ces résultats, il fallait voir apparaître notre armée de débarquement. Seul. l'amiral ne pouvait qu'exécuter les ordres du ministre dont il prit, à la hâte, de nouvelles instructions. La dépêche de l'amiral Bouët était à peine partie qu'il reçut un télégramme plus que singulier. Le ministre de la marine invitait le vice-amiral Bouët-Wuillaumez à choisir un poste d'observation qui lui permît *tout à la fois* de respecter la neutralité danoise, de surveiller les côtes ennemies et de pourvoir au ravitaillement de ses bâtiments.

Le 2 août, l'amiral Bouët reçut une dépêche du ministre de la marine qui lui ordonnait d'entrer dans la Baltique.

Ici nous sommes presque arrêtés par des difficultés géographiques, et ce n'est que la carte sous les yeux qu'un lecteur homme du monde peut suivre les mouvements dont nous allons parler.

XIV

Grâce à l'habileté des pilotes danois et aux précautions minutieuses qu'il leur fit prendre, le vice-amiral Bouët-Wuillaumez réussit à descendre le grand Belt sans avarie, mais non pas sans crainte, car l'*Océan*, pendant un instant, n'eut que 50 centimètres d'eau sous sa quille.

Cette première difficulté surmontée, l'escadre parut le

7 août dans la baie de Marstral, après être passée devant Kiel et Fehmern ; puis, poursuivant sa route pour reconnaître la côte où il devait opérer et y découvrir le point le plus favorable au débarquement des troupes promises et attendues, l'amiral visita successivement Neustadt, Wismar et Rostock, et, après s'être ravitaillé à Kioje-Bay, parut devant Swinemunde et Colberg.

L'escadre allait passer par de terribles angoisses, auxquelles allait se joindre rapidement une lutte sans trêve contre les éléments et des difficultés insurmontables.

Le vice-amiral Bouët reçut encore une dépêche datée du 7 août qui produisit l'effet le plus pénible : « De graves événements s'accomplissent sur nos frontières. L'armée a éprouvé des revers, et c'est le devoir de la flotte de saisir avec plus d'ardeur encore les occasions qui peuvent être à sa portée de nuire à l'ennemi...

« Je vous recommande toujours *le respect le plus absolu pour les villes ouvertes*, car, à moins d'opérations non prévues, c'est dans un blocus strict des ports de commerce allemands que résident surtout les moyens d'action de l'escadre... »

Il n'est plus question de corps de débarquement ; mais l'amiral Bouët est prévenu qu'une nouvelle flotte pour la mer du Nord, avec un nouveau commandant en chef, le vice-amiral Fourichon, va faire route pour la Jahde.

Quelques écrivains étrangers à la marine ont reproché à l'amiral Bouët-Willaumez de n'avoir pas forcé l'entrée de Kiel. Il lui aurait fallu, pour opérer contre Kiel et les autres points importants de la côte, des chaloupes-canonnières, des batteries flottantes et des troupes de débarquement pour occuper les points réduits. Or, on sait que le vice-amiral manquait de tous ces moyens d'action.

En quittant Kiel, l'escadre continua de longer la côte,

contourna l'île de Fehmern et descendit dans la baie de Neustadt.

L'amiral allait continuer sa route à l'Est pour gagner l'île de Rugen, lorsqu'il fut rejoint par le *Coligny,* dont le commandant lui remit deux dépêches de Paris. L'une, en date du 6 août, lui disait de rentrer immédiatement en France avec sa flotte ; l'autre, datée du lendemain, lui ordonnait, au contraire, de rester.

Ceux qui ont eu l'honneur de connaître le vice-amiral Bouët-Wuillaumez, son âme si ardente, son esprit si prompt, son désir de se distinguer, son patriotisme exalté, peuvent seuls comprendre ce que souffrit ce marin en se voyant ainsi joué par les événements. Fatigué de tant de contradictions et d'hésitations qui le paralysaient, il revint à Kioje-Bay triste, mais non découragé, espérant toujours que l'armée de mer pourrait venger la France.

La flotte prussienne n'était pas sortie de la Jahde comme on le disait. Elle était, au contraire, étroitement bloquée par l'amiral Fourichon qui y était arrivé le 12 août avec sept frégates cuirassées.

Dès qu'il fut certain de ne plus avoir rien à craindre du côté du Nord, Bouët-Wuillaumez redescendit au Sud et disposa son escadre en deux divisions pour rendre le blocus plus sévère. Le littoral à garder avait plus de 150 lieues de développement.

Le 23 août, l'amiral Bouët bloquait les cinq ports les plus importants du littoral : Kiel et Lubeck, sur la baie de Neustadt, Stettin, Stralsund et Hagen. Il ne lui restait plus alors, pour faire croisière au large, que deux frégates, y compris la *Surveillante.*

Les prises étaient nulles. La plupart des grands bâtiments avaient été en temps utile nationalisés russes ou suédois, et les plus petits pouvaient, après s'être glissés le long des côtes, gagner les eaux neutres et y naviguer à l'abri de toute poursuite.

Le vice-amiral Bouët-Wuillaumez, décidé à examiner de près la rade de Dantzig, y avait pénétré malgré les torpilles qui la défendaient, et il avait eu la hardiesse d'y mouiller ; seulement il s'était entouré des précautions les plus minutieuses.

Dès cette époque, le découragement s'empara non seulement des états-majors, mais aussi des équipages. On commençait à ne plus espérer, comme compensation à tant d'efforts et de fatigues, l'une de ces rencontres brillantes et décisives si ardemment désirées par le patriotisme de la marine.

La flotte ne recevait de France que les nouvelles de nouveaux désastres. De là un sombre désespoir.

Le vice-amiral Bouët cherchait à tirer le meilleur parti possible, dans la Baltique, de la situation difficile qui lui était faite, lorsque le vice-amiral Fourichon arrivait dans la mer du Nord pour y entreprendre, sur les côtes du Schleswig et du Hanovre, une croisière peut-être plus pénible encore.

Pendant que notre marine surveillait les côtes, le gouvernement allemand avait pris ses mesures pour la défense de ses ports. Des troupes nombreuses avaient été mises sous les ordres du général Vogel von Falkenstein ; tout le littoral était sous la protection de batteries de côte, les principaux ports étaient défendus par des canonnières, des estacades et des rangées de torpilles. Le port de Wilhemshafen, dans la mer du Nord, était en outre protégé par une escadre comprenant un vaisseau cuirassé à tourelles, l'*Arminius,* trois frégates cuirassées, huit canonnières et deux avisos.

Quoique les Allemands eussent déployé une grande activité sur les côtes, le littoral n'était point partout en état de défense. L'embouchure de l'Ems, celle de l'Elbe, le port de Kiel, la station navale de Vismar n'étaient, au début de la guerre, défendus que par des ouvrages en

terre, trop peu importants, ou inachevés. On craignait, pour le Schleswig-Holstein, une irruption d'une armée franco-danoise. Mais bientôt les événements vinrent détruire ces appréhensions.

Le Danemark annonçait qu'il resterait neutre. Les flottes françaises ne pouvaient tenir la mer à cause des mauvais temps ; le blocus était loin d'être sérieux : aussi ne se passa-t-il rien d'important dans les deux mers, et les troupes allemandes, destinées d'abord à la défense du littoral, furent envoyées en France et remplacées en partie par la landwehr.

Il ne faut pas oublier que, de toute la côte de Prusse, Colberg est le point le plus vulnérable. Le commandant de l'escadre, pour satisfaire à l'impatience des équipages, s'était décidé un jour à se présenter devant la ville pour la bombarder. Mais il s'était trouvé tout à coup en présence de l'un de ces obstacles qu'il répugne le plus à un militaire français de franchir.

Colberg est, en même temps qu'une ville forte, une station balnéaire, le Trouville de l'Allemagne du Nord. Lorsque la *Surveillante* apparut à deux milles du rivage avec deux autres frégates seulement, car l'amiral Bouët n'avait pas voulu se servir de toutes les forces dont il disposait, les jetées et la terrasse du Casino se couvrirent de femmes, d'enfants, de vieillards et de malades. Au-dessus des principaux édifices de la ville, en avant des forts, le pavillon à croix rouge de la Convention de Genève flottait à tous les yeux.

La pensée de jeter la mort au milieu de cette foule sans défense ne vint pas un seul instant au marin de la France. L'amiral Bouët n'eut qu'à consulter son état-major du regard pour comprendre le sentiment de tous.

Quelques instants après, la *Surveillante* virait de bord et l'amiral Bouët s'éloignait en donnant à la Prusse une leçon d'humanité et de vrai courage qui, loin de trouver

leur récompense dans le jugement public, ne valurent au brave amiral que la critique et les calomnies.

Le 26 août, l'amiral Bouët reçut une lettre du ministre de la marine qui semblait se plaindre et dire que ses ordres n'étaient pas exécutés.

Justement indigné de voir que l'autorité supérieure s'en prenait à lui de l'inaction relative à laquelle il était condamné, le commandant de l'escadre s'empressa de répondre au ministre une lettre qui se terminait par ces mots : « ... Notre rôle n'est-il pas aujourd'hui aussi ingrat qu'il nous paraissait brillant au début des hostilités ? »

Le 5 septembre, l'amiral Bouët apprit la catastrophe de Sedan et les graves événements dont Paris était le théâtre.

Les Danois avaient espéré jusqu'au dernier moment que nos revers auraient enfin un terme et que le gouvernement se déciderait à envoyer dans la Baltique le corps de débarquement tant désiré. C'était, au contraire, notre escadre qui se retirait en emportant avec elle la dernière espérance d'amis dévoués.

Le 25 septembre, l'amiral Bouët était devant la Jahde, offrant le combat à la flotte prussienne et la provoquant à sortir, mais inutilement. Le 29, à midi, la *Surveillante* rentrait à Cherbourg avec l'escadre.

L'esprit se refuse à comprendre quel trouble s'était emparé du gouvernement francais, qui ne profitait pas de sa marine pour jeter un corps de débarquement sur les côtes ennemies. Cette belle, cette vaillante marine fut condamnée à un service pénible, mais sans la gloire des combats.

Et comme si tout devait être surprenant, à cette époque, les marins, vice-amiraux, contre-amiraux, capitaines de vaisseaux et de frégates, lieutenants, enseignes, aspirants, matelots, fusiliers, descendaient de leurs navires

pour remplacer l'armée de terre tombée à Sedan et à Metz.

De ces rangs pressés sortaient des généraux d'un grand mérite, personnifiés par le vice-amiral Jauréguiberry, des chefs de corps habiles, des organisateurs, des soldats admirables, des patriotes ardents, de savants ingénieurs, et à tous les degrés de l'échelle de beaux caractères et de nobles cœurs.

Pendant ce temps, le vice-amiral Bouët-Wuillaumez mourait (1) des blessures faites à la patrie.

(1) Bouët-Willaumez est mort à Maisons-Lafitte, le 10 septembre 1871, tué par le chagrin qu'il avait éprouvé de ne pouvoir rendre à son pays les services qu'il était en droit d'attendre de sa flotte.

CHAPITRE V

SOMMAIRE

Entrée en campagne du général Bourbaki. — Marches. — Bataille de Villersexel. — Bataille d'Héricourt. — Manteuffel se joue de Garibaldi. — Marche très hardie de Manteuffel. — Le général allemand Kettler est chargé d'amuser Garibaldi. — Situation désespérée de Bourbaki. — Dépêche du général. — Dans son désespoir, il a recours au suicide. — Il survit à sa blessure. — Le général Bourbaki. — Le général Clinchant prend le commandement de l'armée de l'Est. — Un article de l'armistice. — Le général suisse Herzog. — La nuit du 31 janvier au 1er février 1871 sur la frontière suisse. — L'armée de l'Est entre en Suisse au nombre de 85.000 hommes. — Les soldats français internés en Suisse. — Faiblesses et lâchetés. — Un ancien maire de Vesoul. — Le général Robert et sa réponse. — Les douze volontaires du capitaine Malespine. — Mort du lieutenant-colonel Achilli. — La paix. — Opinion d'un Allemand sur la guerre de 1870-1871. — A imiter. — Réflexions. — Origine des armées permanentes ; Machiavel. — Les cadres inférieurs. — Le service obligatoire opposé aux armées permanentes. — Le régiment. — Action militaire de la France et action militaire de la Prusse. — La loi militaire de 1868. — L'héroïsme d'hier, la gloire d'aujourd'hui. — Les Thermopyles. — Le mépris de la mort. — Un vers de Virgile. — Jeunes gens, vous avez devant vous une longue carrière.

I

Nous avons laissé le général Bourbaki prêt à entreprendre cette expédition de l'Est dont il acceptait le commandement sans en prévoir les terribles conséquences. Cette grande opération militaire n'était devenue un projet bien arrêté que le 19 décembre 1870. Bourbaki, que n'avaient jamais surpris les aventures africaines, se montrait fort inquiet de cette marche en présence des armées allemandes.

Le gouvernement annonçait au public, par trop crédule, que nous allions pénétrer sur le sol étranger et prendre un rôle offensif.

Bourbaki devait avoir à sa disposition le 18e et le 20e corps, auxquels viendraient s'ajouter un 24e corps que le général de Bressolles organisait à Lyon, la division Crémer et une réserve, sous les ordres de M. Pallu de la Barrière, officier de marine distingué. Le 15e corps restait provisoirement aux environs de Bourges et de Nevers.

On a dit que cette armée de Bourbaki comptait 150.000 hommes; la vérité est qu'elle était de 100.000 dont 35.000 bons soldats, capables de soutenir les efforts d'une campagne sérieuse.

Bourbaki, si brave et même si audacieux, était en proie aux tourments les plus cruels. Son âme ardente l'entraînait vers cette entreprise, et sa raison lui en montrait les difficultés presqu'invincibles. Au moment où se tenait le conseil décisif qui allait décider l'expédition, le général Clinchant entra tout à coup dans la salle des délibérations. Bourbaki hésitait encore. Clinchant était un prisonnier de Metz échappé de la captivité, et qui venait prendre le commandement du 20e corps. Bourbaki jeta un coup d'œil sur son compagnon d'armes, et, voyant ce soldat plein d'ardeur, impatient d'action, il se sentit enthousiasmé : « Voilà Clinchant, dit-il, je le connais ; s'il pense que nous pouvons marcher, je me fie à lui, je marche ! » Clinchant se prononça pour l'entreprise.

L'expédition fut donc décidée.

Elle pouvait réussir, mais non par Bourbaki tout seul. Il aurait fallu un homme de guerre à Belfort, au lieu du colonel Denfert ; un vrai général à Dijon, au lieu de Garibaldi ; il aurait fallu des approvisionnements.

En de telles circonstances, le secret des opérations

est de première nécessité. Il fallait, en effet, ne rien laisser deviner de ce qu'on allait tenter, et tromper les Allemands. Or, ce secret fut jeté à tous les vents. Les journaux faisaient de longs récits de la grande expédition qui devait délivrer Belfort. Dans toute la Franche-Comté, dans toute la Bourgogne, on ne parlait que du grand projet, de la partie suprême que l'on se disposait à jouer. Un bruyant voyage de M. Gambetta à Lyon, en ce moment, achevait de donner l'éveil. Les Allemands étaient au courant des moindres incidents. Dès le 25 décembre, l'état-major de Versailles recevait l'avis que les troupes françaises, réunies autour de Nevers et de Bourges, venaient d'être expédiées par le chemin de fer vers Châlon-sur-Saône. De son côté, le général de Werder savait, au même instant, que depuis quelques jours les transports militaires se succédaient sur la ligne de Lyon à Besançon et que « quelque chose d'extraordinaire se préparait. »

Bourbaki, cet homme de feu, comptait sur la rapidité des mouvements. Hélas ! tout fut d'une lenteur désespérante. Les voies étaient encombrées. « Au départ des 18ᵉ et 20ᵉ corps, dit M. de Freycinet, l'entente s'est mal établie entre l'état-major de l'armée et les compagnies de chemins de fer... » L'administration de la guerre envoyait ordres sur ordres et le commandement militaire était paralysé par la bureaucratie civile qui se plaisait à se perdre dans les questions stratégiques.

Le 20 décembre, les ordres de départ furent expédiés pour le lendemain. Les 18ᵉ et 20ᵉ corps devaient partir de Bourges, de Nevers, de Saincaize et de la Charité pour Châlon-sur-Saône et Chagny. De Bourges à Châlons, il y a 248 kilomètres ; de Saincaize à Chagny, il y en a 173. On mit *huit jours* pour accomplir le mouvement ! Lorsqu'il fallut mettre en route le 15ᵉ corps, le gouvernement évalua à 32.000 hommes les troupes qu'on

devait embarquer, et donna quarante-huit heures à la compagnie de chemin de fer. Or, il se présenta 40.000 hommes dont l'embarquement dura douze jours ! A chaque instant les trains étaient obligés de s'arrêter, ne pouvant plus avancer. Des détachements de troupes restaient sur place deux ou trois jours, sans pouvoir descendre des wagons, par 12 et 15 degrés de froid, et sans vivres. Les chevaux mouraient et les hommes demandaient à grands cris un peu de pain. La neige s'amoncelait et les soldats ne voyaient autour d'eux ni villages hospitaliers, ni paysans secourables.

Même avant le premier coup de fusil, l'armée de Bourbaki subissait les plus douloureuses épreuves. La santé des troupes était atteinte, et le moral fort ébranlé.

Le 29 décembre, cette armée se trouve enfin à peu près réunie. Le 18e corps, commandé par le général Billot, est à Chagny ; le 20e, sous la direction de Clinchant, est à Châlon-sur-Saône, avec la réserve Pallu de la Barrière. Crémer est à Beaune et doit former, avec sa division, l'aile gauche de l'armée dans sa marche vers Belfort. Le 24e corps a été envoyé directement de Lyon sur Besançon. Le 15e corps, laissé provisoirement à Bourges, ne doit rejoindre que quelques jours plus tard.

Le général Bourbaki, après avoir présidé à toutes les opérations préparatoires, arrive, se met à la tête de son armée et s'apprête à donner le signal des mouvements.

De leur côté, les Allemands s'étaient préparés à la lutte. Dès le 28 décembre, ils se repliaient de Dijon sur Gray, pour garder leurs communications avec les Vosges, et se trouver en mesure de faire face aux événements. L'ennemi opérait un mouvement de concentration, et ne fuyait ni devant Garibaldi, ni devant Crémer, qui furent assez naïfs pour le penser et le laisser dire.

La campagne ne s'engageait sérieusement que le

31 décembre et le 1er janvier, par la marche du 20e corps sur Dôle et du 18e corps sur Auxonne.

« Déjà cependant on commençait à s'impatienter à Bordeaux, on trouvait que tout marchait avec une lenteur désespérante. Que se passait-il donc ? On ne comprenait rien à cette « quasi-immobilité. » Bourbaki était à peine arrivé sur le terrain, la campagne s'ouvrait à peine, que les chefs du cabinet militaire de Bordeaux, oubliant qu'ils n'étaient point étrangers à ces lenteurs, dont ils faisaient un crime aux autres, et retrouvant toute la verve de leur génie stratégique, se remettaient à jouer ce jeu de grands directeurs de la guerre qui avait si bien réussi sur la Loire ! Ils ne cessaient d'assaillir le général en chef d'objurgations, d'instructions méticuleuses, d'ordres, de contre-ordres où perçait la prétention ignorante et une défiance presqu'injurieuse. Ils avaient de l'organisation militaire et de la discipline une telle idée, qu'ils se laissaient adresser des rapports directs par des commandants de corps d'armée, notamment par le général Billot, qui rendait compte au ministre de l'opération la plus simple sans passer par l'intermédiaire de son chef (1). »

Bourbaki n'avait aucune liberté d'action, au moment où l'initiative du général en chef aurait dû s'exercer dans toute sa plénitude. Le gouvernement de Bordeaux lui écrivait : « Je désire qu'il soit bien entendu qu'aucune décision ne doit être prise avant de m'avoir été soumise..... Il faut, ainsi que je vous l'ai demandé, que vous m'indiquiez chaque soir, aussitôt que la marche de la journée est terminée, les positions exactes des différents corps placés sous vos ordres, ainsi que vos projets pour le lendemain..... »

Nous pourrions citer un grand nombre de dépêches

(1) Ch. de Mazade, *La Guerre de France* (*1870-1871*), t. I, p. 500.

du même genre ; bornons-nous à celle qu'on va lire. Elle peint à merveille la vanité de M. de Freycinet : « Il nous faut plus que jamais coordonner nos mouvements, avoir de la suite, ne jamais marcher à l'aventure, mais savoir à toute heure où nous en sommes et ce que nous voulons. »

Non content de donner des leçons à l'ancien commandant en chef de la garde impériale, le gouvernement avait placé près de lui, pour le surveiller et le guider, le polonais dit de Serres. Ce jeune homme avait pris le ton et les allures d'un sérieux personnage, et tous les officiers de l'armée savaient qu'il avait de pleins pouvoirs, et portait sur lui la révocation du général Bourbaki, et son remplacement par le général Billot.

Afin d'être juste et de ne pas présenter le général Bourbaki comme manquant de caractère, nous ajouterons que M. de Serres était intelligent, actif ; que, dans ses relations avec le commandement militaire, il se montrait plein de courtoisie. L'autorité n'en souffrait pas moins, et, dans leurs intimes confidences, les *civils* trouvaient des mots piquants pour peindre les *traîneurs de sabre* et les *culottes de peau.*

Quel que soit le jugement que les critiques porteront sur le général Bourbaki, il sera difficile de ne pas approuver ses mouvements pendant cette campagne. Lui aussi avait un plan et ne marchait pas à l'aventure.

Dès sa première étape à Dôle, il avait reconnu que les vivres manquaient et que la provision d'avoine ne suffisait que pour un jour et demi. Son plan fut alors arrêté. Ce plan, fort simple d'ailleurs, convenait à des troupes peu aguerries. Il ne s'éloigna pas du chemin de fer de Besançon, qui devait lui procurer des vivres. Il s'avançait par la vallée de l'Ognon, entre la Saône et le Doubs, manœuvrait sur le flanc de l'ennemi, de façon à le faire reculer, en menaçant sa retraite et en marchant vers

Belfort, où il y aurait sans doute à livrer une bataille décisive.

Ce plan s'exécutait en se portant d'abord de Chagny et de Châlon-sur-Saône à Auxonne et à Dôle, puis, le 4 ou le 5 janvier, à Pesme et à Marnay-sur-l'Ognon, puis enfin à Villersexel, position importante comme point d'intersection des routes de Vesoul à Montbéliard, et de Lure à Besançon. L'ennemi était ainsi forcé de se retirer successivement de Dijon, de Gray, même de Vesoul. Bourbaki avait donc calculé ses mouvements, si bien que le 8 janvier il adressait de Montbazon une dépêche au général Chanzy, dans laquelle il précisait parfaitement ce qu'il s'était proposé de faire et ce qui se passerait sans doute le lendemain. « J'ai quitté Bourges, disait-il, pour faire évacuer Dijon, Gray, Vesoul et lever le siège de Belfort. Les garnisons de ces deux premières villes, menacées de se voir couper leur retraite, se sont retirées sans combat. Je continue l'exécution de mon programme... Il peut se faire que notre première rencontre sérieuse ait lieu à Villersexel... »

Bourbaki avait donc bien prévu, mais il n'avait pu supposer que le gouverneur de Belfort serait aussi faible et Garibaldi d'une pareille incapacité.

Le général allemand de Werder, qui s'était replié jusqu'à Vesoul, se vit en péril. Alors il tenta un effort, sinon pour arrêter Bourbaki, du moins pour troubler la marche de son armée. Avec la division Schmeling, et une partie de la division badoise, il se portait, le 9 janvier, contre Bourbaki à Villersexel même.

II

Ce jour-là, le temps était magnifique, le ciel clair, l'atmosphère froide, la terre couverte de neige. L'armée de

Bourbaki, que les souffrances n'avaient pas encore épuisée, se montrait pleine d'ardeur ; malheureusement nos pauvres soldats en étaient à leur première bataille.

Le dimanche, 8 janvier, les villageois des environs de Villersexel (1) vinrent annoncer qu'on apercevait dans les bois le maudit casque prussien. Les habitants, effrayés, se renfermèrent dans leurs maisons. Le lendemain, lundi, un peu après midi, des cris de joie se firent entendre : *Vivent les Français !*

C'était un escadron de lanciers qui descendait la rue des Fossés.

— Faites attention, leur criait-on, les Prussiens sont là cachés dans les bois !

— Soyez tranquilles, répondaient les braves cavaliers, il y a 80 canons à Rougemont, et nous sommes 80.000 hommes.

— Quel bonheur ! quel bonheur ! criait la foule émue : *Vivent les Français !*

De petits détachements, arrivés successivement, formèrent peu à peu un groupe de 300 hommes. Ce n'était pas assez pour barricader le pont et garder la passerelle du château. Des herses et du fumier, avec quelques débris de bois, composèrent un modeste rempart près de l'abattoir. Chacun se mit à l'œuvre avec un admirable entrain.

Le canon prussien se fait entendre, et les projectiles atteignent le château qui n'était pas encore gardé. La salle des gardes est traversée avec de tels fracas que la comtesse de Grammont et ses enfants s'éloignent et vont se réfugier au château de Follon.

Après avoir tiré sur le champ de foire, les Allemands, ne recevant pas de réponse, sortirent des bois d'Allevens et s'avancèrent sur la gendarmerie pour commencer une

(1) Chef-lieu de canton de la Haute-Saône, arrondissement de Lure.

fusillade meurtrière contre les soldats français qui ripostaient de leur mieux. Montant dans le parc, l'ennemi arrive sur la place, devant l'église, et va prendre les nôtres à revers. « Ouvrez portes et fenêtres ! » crient les Prussiens, et, pour être compris, ils font répéter cet ordre par des habitants faits prisonniers. Les portes sont enfoncées à coups de crosse et, la baïonnette en avant, les Allemands se précipitent dans les maisons en faisant retentir l'air des cris : Hourra ! hourra !

Un prussien descend de l'hôtel-de-ville en portant deux drapeaux tricolores dont l'un est à Villersexel depuis plus de quarante ans. Vainqueurs, les Allemands s'embusquent un peu partout, et les habitants se réfugient dans les caves. Pendant près de deux heures, les coups de fusil retentissent, et, par de légères ouvertures faites aux fenêtres, les plus braves cherchent à voir ce qui se passe au dehors.

Mais des nuages de fumée obscurcissent l'horizon, les balles font jaillir le plâtre le long des murs, quelques cadavres sont étendus dans les rues et la terreur règne partout.

Un grand tumulte succède au silence de mort ; ce sont des clairons qui sonnent, des tambours qui battent, des cris de : *Virent les Français !* Les rues sont inondées de chasseurs à pied, de turcos, de mobiles, de fantassins, et les Allemands fuient de tous côtés. Le château est en flammes, l'incendie dévore une partie des faubourgs, et de sinistres lueurs éclairent tous les visages. Les femmes et les enfants jettent de grands cris. Un colonel paraît à la tête de la troupe et répète saus cesse : Balayez-moi ces Prussiens ! balayez-moi ces Prussiens ! En avant !

Dans la direction des anciens remparts, il y avait un point où personne ne pouvait passer. D'un côté se trouvaient les Français, de l'autre les Prussiens ; tout ce qui se montrait entre eux était foudroyé. Le colonel Parant,

voyant ses soldats hésiter devant une mort certaine, mais comprenant l'importance de la position, se retourna vers ses hommes et dit d'une voix éclatante :

— Qui veut me suivre ?

— Moi, mon colonel ! répond un vieux soldat.

Tous deux s'élancent et tombent à quelques pas. Le colonel était mort ; le soldat revint à la vie, mais fut amputé d'une jambe.

Tel est le récit d'un témoin de la bataille de Villersexel. Le bourgeois de la ville ne voit pas autre chose et n'entend rien de plus. Souvent répétées, ces histoires forment la légende locale qui, elle-même, deviendra l'histoire. Mais le véritable héros, qui, en ces journées, se nomme le soldat, n'est qu'un passant à peine entrevu et trop vite oublié. Quelques gouttes de son sang rougissent la terre, le cimetière du lieu donne un éternel asile à ceux qui tombent, les noms sont conservés quelques jours à peine, puis vient l'oubli, et la croix de bois, plantée sur la tombe, ne tarde pas à disparaître. De tant de sacrifices, il ne reste que de vagues souvenirs personnels, mais la France, notre patrie, est plus aimée. Ne demandons et n'espérons pas mieux. Pendant cette terrible épreuve, les hommes tombaient au Nord, à l'Est et à l'Ouest ; un peu de terre recouvrait les ossements, et tous, les humbles aussi bien que les grands, ajoutaient quelques pages, quelques lignes à cette magnifique histoire de France qui va de Charlemagne à nos jours, en passant de saint Louis à François Ier, de Henri IV à Louis XIV.

Aucun peuple n'a vécu sur la terre plus riche que le Français en gloires militaires, en trésors scientifiques ou littéraires. Nos pères nous ont légué cet héritage, et Dieu ne permettra pas qu'il périsse en nos mains. L'heure est solennelle. Le monde entier nous contemple, se demandant si nous ne sommes plus dignes des Turenne et des Vauban, des Corneille et des Racine, des Sully et des

Colbert, des Bossuet et des Fénelon, et de ces enfants du peuple qui, en compagnie de Desaix et de Kléber, firent courber la tête aux armées ennemies, sous l'épée de la patrie.

Oublions donc nos vaines querelles politiques, étouffons en germe nos ambitions personnelles, dépouillons pour toujours les préjugés qui entretiennent la haine et l'envie, soyons Français, enflammés de patriotisme, et nous serons toujours la grande nation.

Autour de nous, des regards jaloux s'attachent à nos pas ; les nations de l'Europe, peut-être trop humiliées aux temps de nos succès, songent aux vengeances et aux dépouilles du vaincu. Unissons-nous donc pour la résistance, qu'entre nous il n'y ait pas un lambeau de frontière pour le passage de l'étranger, que chaque foyer ait son fusil chargé, que chaque bras soit prêt à s'armer et chaque enfant du pays décidé à mourir.

Nous voudrions qu'un mot fût gravé en lettres d'or au-dessus de tous les mots de la langue française, le mot *patriotisme ;* au-dessous, inscrivons les mots *sciences*, *richesses*, *industries*, *éloquence*, et bien d'autres noms qui contribuent aux grandeurs nationales. Mais *la patrie* avant tout. Elle seule crée la dignité humaine, fait battre les cœurs, élève les âmes et conserve l'honneur.

Honte éternelle à ceux qui ne se sentent pas profondément émus au seul nom de patrie ! Le Germain, vainqueur du Gaulois, a osé l'insulter, le frapper du bâton, lui lier les mains pour le traîner à sa suite. Eh bien ! chaque Français doit ressentir l'insulte, souffrir dans ses membres des coups donnés au paysan, retrouver sur ses poignets la trace des cordes qui le rendaient esclave. Ce n'est pas un villageois qui a souffert ces supplices, c'est la nation entière, c'est vous qui lisez cette ligne, c'est celui qui l'écrit, c'est nous enfin, dont la chair doit palpiter de révolte, parce que le Germain a porté atteinte

à notre honneur, à notre dignité, à notre glorieux passé.

III

La bataille de Villersexel fut terriblement disputée. Le village, occupé par les Allemands, repris par les Français, était, de neuf heures du matin à dix heures du soir, le théâtre d'une lutte sanglante. Un moment, dans la journée, nos bataillons avaient semblé faiblir. On vit alors Bourbaki se précipiter en avant; il avait retrouvé sa grande figure d'Afrique et de Crimée, sa tête s'élevait au-dessus de la foule, l'œil lançait des éclairs, les accents de la voix dominaient le tumulte de la bataille : c'était le courage brillant, le courage français qui se communique en un moment : « Allons, enfants ! en avant ! l'infanterie française ne sait donc plus charger ! »

Tous les chants des poètes, tous les discours des orateurs auraient eu moins de puissance sur ces soldats d'un jour que cet appel de Bourbaki. Le village fut envahi de nouveau. Villersexel restait en notre possession. Ce que le 20e corps avait commencé, une division du 18e corps, sous les ordres de l'amiral Penhoat, l'achevait au déclin du jour et dans la nuit, au milieu des flammes du château incendié par l'ennemi en fuite (1).

Après cette journée, qui était pour nous une victoire dont Bourbaki pouvait se montrer fier, nous n'en étions pas moins arrêtés dans notre marche, et Werder, quoique vaincu, se repliait sur des positions habilement choisies où il allait nous attendre.

Le 13 janvier, on était encore arrêté autour d'Arcy ; on se battait de nouveau assez vivement. Le 14, au jour, on

(1) *Journal des marches et des combats de la 2e division du 18e corps*, par l'amiral Penhoat.

arrivait enfin sur les hauteurs de la rive droite de la Lisaine, faisant face aux collines de la rive gauche, qui protègent les approches de Belfort.

La marche de Bourbaki devenait extrêmement difficile à cause du verglas, et les vivres manquaient. Enfin l'armée atteignit la Lisaine le soir du 14 janvier. Pendant la nuit (du 14 au 15 janvier) il y eut jusqu'à 15 degrés Réaumur. Les hommes, sans vêtements suffisants, sans chaussures, sans pain, passèrent la nuit à trembler de froid, se préparant à une bataille de trois jours qui s'est nommée la bataille d'Héricourt (1).

Les deux armées n'étaient séparées que par la vallée assez étroite où coule le torrent de la Lisaine, descendant des Vosges pour aller se perdre, vers Montbéliard, dans l'Allaine qui, à son tour, va se jeter dans le Doubs. Sur la rive gauche, les Allemands occupaient une série de positions habilement liées. C'était une ligne de 12 à 15 kilomètres, dont Héricourt occupait à peu près le centre. Le général de Werder avait au moins 45.000 hommes sur ces fortes positions, assez rapprochées de Belfort pour qu'il y eût un échange constant de secours entre l'armée allemande d'opérations et le corps d'investissement. Celui-ci put même détacher une partie de l'artillerie de siège, que Werder employa à fortifier les points principaux de la ligne de défense.

Pendant ce temps et dans ces circonstances si graves, où un choc décisif allait décider du sort d'une armée, le colonel Denfert ne tentait pas une vigoureuse sortie !

Dans la matinée du 15 janvier 1871, le canon retentissait de toutes parts dans l'atmosphère glacée et allait réveiller les espérances des assiégés de Belfort. L'action, engagée sur toute la ligne, se prolongeait jusqu'au soir. Sur la droite, une partie du 15e corps chassait l'ennemi

(1) Héricourt (Haute-Saône), 2.826 hab., sur la Lisaine.

de la ville de Montbéliard, sans occuper la citadelle qui restait aux Prussiens.

Un écrivain spécial, discutant les opérations stratégiques, pourrait, en étudiant la journée du 15 janvier, à Héricourt, adresser de sérieuses critiques aux généraux Billot et Crémer, qui arrivèrent trop tard au point indiqué par le général en chef. Il nous en coûte toujours d'accuser un lieutenant de n'avoir pas soutenu son capitaine ; il nous est cruel de voir des opérations bien combinées, mais qui exigent le concours de tous, échouer parce que les amours-propres sont en jeu, les ambitions éveillées et l'esprit militaire étouffé par de mesquines passions.

Le 16, la lutte recommença vive et acharnée ; le 17, à quatre heures du matin, les Allemands attaquaient. Une chose assez énigmatique, et que les Allemands ont eux-mêmes remarquée comme « un fait extraordinaire », c'est le rôle de la garnison de Belfort pendant ces trois jours. Dans la ville assiégée, on suivait avec anxiété les progrès de la canonnade, les péripéties de ce conflit, qu'on pouvait presque distinguer du haut de la forteresse. Si on essaya quelques démonstrations contre la ligne d'investissement, il est clair qu'il n'y eut aucune tentative bien sérieuse pour « appuyer par une sortie l'attaque de Bourbaki. » Et le major Blum explique ce fait en supposant qu'à ce moment l'énergie morale de la garnison était déjà fortement ébranlée... (1). »

En supposant que ce fût vrai, n'était-ce pas au gouverneur à soutenir ce moral, à le réveiller au besoin, comme le faisaient Canrobert et Pélissier dans les tranchées de Sébastopol ?

Le colonel Denfert est un grand coupable, ou un grand incapable ; Bourbaki avait échoué et, après ces journées

(1) Ch. de Mazade, *La Guerre de France*, t I, p. 512.

de combats et de souffrances, il ne pouvait faire un pas. Les nuits étaient épouvantables. Un anglais qui suivait l'armée a tracé ce douloureux tableau : « Pour ne pas mourir de froid, dit-il, on allumait quelques feux de bois vert. Autour de ces feux se confondaient, sans distinction de rang, généraux, officiers, soldats et jusqu'à des chevaux. Le thermomètre marquait 18 degrés. Un fort vent aigu soufflait sur le plateau, chassant devant lui des nuages de neige, nous aveuglant et formant autour des hommes de petits tas dans lesquels ils étaient enfoncés jusqu'aux genoux. Assis sur nos havre-sacs, nous passâmes la nuit, les pieds dans le feu, espérant conserver ainsi notre chaleur vitale... Joignez à ceci les difficultés croissantes de l'approvisionnement, l'insuffisance complète des vivres, les tourments de la faim venant achever l'œuvre de démoralisation commencée par le froid. »

De son côté, le général Bourbaki a déposé devant la Commission d'enquête : « Ceci se passait avec un froid de 15 degrés en moyenne, par un verglas épouvantable. Nous avions demandé des fers à crampons et des clous à glace, on ne nous avait envoyé que des clous ordinaires. Les chevaux d'artillerie tombaient tous les quatre pas, il fallait les relever, ils retombaient ; on les relevait et ils tombaient encore. Cela durait toute la journée... »

Nos soldats, exténués par les fatigues, les misères et la faim, eussent été condamnés à une mort certaine, si le général Bourbaki n'eût pris le parti de la retraite, le soir du troisième jour.

Après avoir quitté la Lisaine le 18 janvier, on arrivait, le 22, autour de Besançon, en combattant l'ennemi acharné à notre poursuite.

Pour que l'armée de l'Est pût manœuvrer et accomplir une œuvre utile, il eût été nécessaire qu'elle fût protégée dans sa marche et dans ses mouvements contre l'ennemi placé sur son flanc et sur ses derrières.

On avait compté sur Garibaldi. Il était arrivé le 7 janvier à Dijon avec une armée de 25.000 hommes. Là, des renforts de 15.000 à 18.000 mobilisés lui parvinrent sous les ordres du général Pélissier. A la tête de 40.000 hommes, Garibaldi pouvait observer, battre le pays et empêcher un ennemi venant de l'Ouest de franchir les régions montagneuses de la Côte-d'Or.

L'Etat-major prussien qui, de Versailles, ne perdait pas de vue Bourbaki, et connaissait parfaitement l'ignorance et la faiblesse de Garibaldi, avait préparé, dès les premiers jours de janvier, les éléments d'une armée de secours. Ces forces nouvelles, jointes aux troupes de Werder, allaient être placées sous les ordres de Manteuffel et se nommer l'armée du Sud.

Manteuffel arrivait à Châtillon-sur-Seine le 12. Le lendemain, de fortes avant-gardes allaient occuper, à six lieues de Châtillon, les gorges où l'armée devait s'engager, et, à minuit, le gros des forces s'ébranlait en quatre colonnes.

Manteuffel marchait avec l'une de ces colonnes. Le 14 janvier, il couchait à Voulaines, à cinq lieues de Châtillon ; le 15, il était à Germaines, hameau perdu au milieu des bois près d'Auberive ; il passait, le 16, entre Langres et Dijon, et descendait vers la Saône, à la tête de plus de 60.000 hommes.

Cette marche hardie de 80 kilomètres ne pouvait être exécutée que par des troupes disciplinées. Manteuffel, désormais en mesure de se relier à Werder, apprit l'issue de la bataille d'Héricourt et la retraite de l'armée française sur Besançon.

Dans la nuit du 20 au 21 janvier, Manteuffel écrivait de Gray à Werder : « Votre Excellence a pu voir que je projetais de m'opposer, avec la partie de l'armée qui se trouve ici, à la retraite présumée de l'ennemi de Besançon sur Lyon, pendant que l'offensive prise par

Votre Excellence retiendrait les arrière-gardes françaises et retarderait peut-être le mouvement du gros de l'armée ennemie. »

La marche audacieuse de Manteuffel aurait pu être arrêtée par quelques centaines d'hommes résolus, occupant, dans la montagne, quelques positions bien choisies. Les principaux défilés au pouvoir de Garibaldi devaient fatalement nous permettre d'écraser les troupes de Manteuffel et nous livrer ses nombreux convois (1).

Mais celui-ci ne rencontra pas la moindre résistance.

Une brigade du 11ᵉ corps allemand (général Kettler) avait eu pour mission d'*amuser* Garibaldi. Cette brigade fit des attaques sur Dijon, depuis le 21 jusqu'au 23 janvier. Les portes, défendues par 40.000 hommes, restèrent fermées devant les 7.000 de la brigade Kettler, que Garibaldi n'eut même pas le courage de poursuivre.

Le 20 janvier, Manteuffel est à Gray; le 21, il pousse son armée vers le Doubs; le 22, il tient les deux rives du Doubs. C'est alors que Bourbaki arrive sous Besançon.

Sa position est extrêmement critique, son armée démoralisée ne trouve pas de vivres à Besançon. L'ennemi rétrécit le cercle dans lequel il se meut. Il faut encore battre en retraite, mais de quel côté? On ne peut se frayer un passage entre Werder qui descend du Nord, et Manteuffel qui, avec une partie de son armée du Sud, a déjà passé le Doubs.

Il faut connaître Bourbaki et son âme ardente, son cœur si chaud, pour comprendre les tortures qu'il eut à subir. Le gouvernement le harcelait de plaintes, lui reprochait ses lenteurs et ne craignait pas, dans cette cruelle situation, d'ajouter de nouvelles douleurs aux angoisses du malheureux général.

(1) Il suffit, pour s'en convaincre, de lire à cet égard le récit de M. Jules Garnier, chef de bataillon du génie auxiliaire, dans son livre : *Les volontaires du genie dans l'Est*.

Aux accusations de lenteur dont le gouvernement ne cessait de l'accabler, Bourbaki répondait le 24 janvier : « Quand vous serez mieux informé, vous regretterez le reproche de lenteur que vous me faites. Les hommes sont exténués de fatigue, les chevaux aussi. *Je n'ai jamais perdu une heure*, ni pour aller ni pour revenir. ... Votre dépêche me prouve que vous croyez avoir une armée bien constituée. Il me semble que je vous ai souvent dit le contraire. Du reste, j'avoue que le labeur que vous *m'infligez* est au-dessus de mes forces, et que vous feriez bien de me remplacer... »

Cependant, il fallait prendre un parti, et le général se décida à battre en retraite sur Pontarlier, pour essayer de regagner par cette route, en côtoyant la frontière de Suisse, la direction du Sud. Sans donner un ordre formel, le gouvernement repoussa ce projet.

Pendant cette période si pleine d'agitations, de nouveaux désastres s'ajoutaient aux misères de l'armée de l'Est. Le Lomont (1) qui couvrait la droite de l'armée venait d'être abandonné par les mobilisés chargés de le défendre.

« Tout se réunissait pour accabler un chef d'armée. Bourbaki, dans son camp de refuge ou de détresse à Besançon, voyait tout à la fois ses positions les plus utiles tomber, les forces diminuer, les routes se fermer devant lui, les vivres s'épuiser et près de manquer — et, par surcroît, le gouvernement de Bordeaux le harcelait à chaque instant de ses dépêches prétentieuses, souvent blessantes.

Si le général Bourbaki eut, à cette heure ingrate et terrible, un accès de ce « désespoir noir » dont parle M. Gambetta dans sa déposition devant la Commission d'enquête du 4 septembre, les circonstances y prêtaient

(1) Le Lomont dont il s'agit ici forme une section de la commune de Pont-de-Roide (Doubs).

assurément. Sa situation lui apparaissait dans tout ce qu'elle avait de tragique et de sombre. Faire son devoir de soldat jusqu'au bout, il savait bien qu'il le ferait, et s'il était allé ce jour-là combattre au Lomont, comme il le voulait, il serait mort, sans doute, à la tête de ses bataillons ; mais lui, chef d'armée, il se voyait exposé, sinon à capituler, — il se refusait à cette extrémité, — du moins à se jeter en Suisse. Il serait peut-être accusé, soupçonné ! A cette seule pensée le sentiment de l'honneur, si puissant en lui, se révoltait. Son âme, dévorée d'émotion, pliait sous cette épreuve. Toute la journée du 26, néanmoins, il avait surveillé, à cheval, les mouvements de l'armée, suivi du colonel Leperche, son aide-de-camp si dévoué, et qui était pour lui un véritable ami. Le colonel Leperche, voyant les angoisses de son chef et connaissant son caractère, avait enlevé les pistolets du général Bourbaki sans qu'il s'en aperçût.

En rentrant le soir, paisible en apparence, écrit M. Ch. de Mazade, mais le désespoir au cœur, le général envoyait, sous un prétexte quelconque, le colonel Leperche au chef d'état-major de l'armée. Puis, demeuré seul, Bourbaki allait chercher des armes dans la chambre de son aide-de-camp, et s'enfermait chez lui.

« Peu d'instants après, il essayait de mettre fin à sa vie (1). »

Grièvement blessé, tout sanglant, Bourbaki survécut (2).

IV

Au moment même où ce brave général cherchait la mort pour ne pas survivre aux malheurs de la patrie, le

(1) Ch. Mazade, t. I, p. 528.

(2) Cet acte de désespoir du vaillant général ne saurait être approuvé, quoique les circonstances l'expliquent suffisamment. (Note des éditeurs.)

gouvernement de Bordeaux prononçait sa destitution et lui donnait pour successeur le général Clinchant.

M. de Freycinet avoue, avec une certaine confusion, qu'il s'était senti soulagé en pensant que la dépêche qui annonçait à Bourbaki sa révocation s'était croisée avec la nouvelle de sa tentative de suicide, et que par conséquent il voulait mourir avant d'avoir subi la dernière injustice.

Nous ne saurions poursuivre ce douloureux récit sans rappeler en peu de mots les services du général Bourbaki, le vaillant soldat qui personnifiait en quelque sorte une armée qui n'est plus.

Bourbaki (Charles-Denis-Sauter) est d'origine grecque. Né à Pau le 22 avril 1816, il entra à l'école de Saint-Cyr en 1834. Sous-lieutenant de zouaves en 1836, lieutenant au 1er régiment de la légion étrangère en 1838. Nommé capitaine aux zouaves dans le courant de juin 1842 ; chef de bataillon aux tirailleurs indigènes le 28 août 1846 ; lieutenant-colonel, le 16 janvier 1850, au 7me de ligne d'abord, aux zouaves ensuite ; colonel le 24 décembre 1851 ; général de brigade le 14 octobre 1854 ; général de division le 12 août 1857. — Le général Bourbaki est connu par sa bravoure et la loyauté de son caractère. Peu de généraux ont eu, au même degré que lui, la confiance du soldat. Son nom était devenu légendaire, en Algérie, non seulement parmi les Arabes, mais encore parmi nos soldats, qui chantaient, pendant leurs marches et au bivouac, des couplets rappelant la *Casquette du père Bugeaud*, et où le nom de Bourbaki revenait sans cesse. Le général a fait successivement les campagnes de Crimée, d'Italie, et de 1870. En Crimée, il se fit remarquer à l'Alma, à Inkermann et à l'assaut de Sébastopol. Magenta et Solférino rappellent aussi le nom de Bourbaki. En 1869 il fut désigné pour commander le deuxième camp de Châlons et nommé aide-de-camp de l'Empereur. Lors

de la déclaration de guerre à la Prusse, il reçut le commandement de la garde impériale, et fit partie, à ce titre, de l'armée de Bazaine. Il prit part aux combats qui furent livrés autour de Metz du 14 au 18 août. On sait qu'il sortit de cette ville avant la capitulation. A la suite de l'intrigue nouée par Edmond Régnier auprès du Maréchal, avec l'assentiment, peut-être même à l'instigation de la Prusse, Bazaine l'envoya en Angleterre auprès de l'impératrice Eugénie. A peine arrivé au terme de son voyage, il comprit qu'il avait été joué. Il voulut rentrer à Metz, mais les Prussiens l'en empêchèrent. Bourbaki se rendit à Tours, où il arriva le 15 octobre 1870 et offrit son épée au gouvernement de la Défense nationale, qui lui confia le commandement de l'armée du Nord. Il se rendit à Lille, commença à organiser ses troupes, livra quelques combats heureux et arriva jusqu'à Amiens, d'où il écrivit à Trochu qu'il était prêt à marcher. Mais les Prussiens ayant repris Orléans, Gambetta le rappela à la première armée de la Loire, que des marches et des contremarches plus ou moins sensées, sous une pluie torrentielle et par des chemins impraticables, avaient démoralisée. Le général s'établit à Nevers. Nommé, le 6 décembre, commandant en chef de la première armée du centre, qui allait devenir l'armée de l'Est, il ne tarda pas à marcher dans la direction des Vosges ; on sait le reste. Transporté à Lyon, après sa blessure, il fut longtemps entre la vie et la mort. Au mois de juillet 1871, M. Thiers lui confia le commandement de la 8e division militaire et du 6e corps d'armée. Nommé gouverneur de Lyon et commandant du 14e corps, il conserva ce poste jusqu'au 11 février 1879. Admis à la retraite sous le ministère du général Farre, Bourbaki, ancien général en chef, ne fut pas admis à l'honneur de figurer sur les cadres de l'armée active.

Ses ennemis lui ont fait cruellement expier les gloires

de ses jeunes années et les services de ses dernières journées de guerre.

L'âge est venu, la France a été couverte de blessures, les vaillantes armées de l'Algérie, de Crimée et d'Italie ont disparu, et souvent Bourbaki est seul avec ses souvenirs. Si un homme vient troubler sa solitude, le général redresse la tête et lui dit : Aimez la France, et servez-la ; les injustices passent et les services restent!

Le général Clinchant eut donc le malheur de remplacer le général Bourbaki à la tête de l'armée de l'Est. Mais que pouvait-il faire? Son unique espoir était de battre promptement en retraite sur Pontarlier. Les chemins couverts de neige et de glace rendaient la marche difficile ; les hommes, affaiblis par les privations, ne pouvaient tenter aucun effort vigoureux ; enfin il fallait se hâter pour éviter une capitulation.

Clinchant arrivait, le 28 janvier, autour de Pontarlier, traînant une foule d'hommes silencieux, souffrant du froid et de la faim. Le général ne pouvait avoir qu'une pensée : c'était de garder la seule route demeurée libre pour lui, celle de Mouthe, par laquelle il pouvait encore peut-être, en se glissant le long de la frontière suisse, regagner les lignes de Lons-le-Saulnier, de Bourges et de Lyon.

Il avait même chargé Crémer d'aller occuper avec ses forces quelques-unes des positions qui pouvaient lui assurer ce passage ; mais l'ennemi fermait toutes les issues et plaçait l'armée française dans l'alternative de capituler ou de se jeter sur le territoire helvétique. Le 28, de forts détachements de Manteuffel étaient déjà vers le sud à Nozeroy, à Champagnole, menaçant précisément le passage de Mouthe. D'autre part, les soldats de Werder, descendant du Nord, suivaient la frontière suisse par Morteau (1). Le 29 janvier les troupes allemandes serraient

(1) Morteau est un chef-lieu de canton du Doubs, arrondissement de Pontarlier. Sa population est de 1.400 et quelques habitants.

de près Pontarlier et arrivaient à quelques kilomètres de la ville, où les soldats de Clinchant se battaient encore vivement.

Le cercle se resserrait d'heure en heure, lorsque tout à coup une nouvelle se répandit prompte comme l'éclair, allant de village en village, de bataillon en bataillon : on racontait qu'un armistice général venait d'être signé, suspendant les combats et préparant la paix.

En effet, le 28 janvier, un armistice paraissant s'appliquer à la France entière comme à Paris, était signé à Versailles. Mais cet armistice renfermait un article terriblement élastique ; au sujet des limites à fixer entre les armées belligérantes, il y était dit : «..... A partir de « ce point (les départements de l'Est) le tracé de la « ligne sera réservé à une entente qui aura lieu aussitôt « que les parties contractantes seront renseignées sur la « *situation actuelle des opérations militaires en exécu-* « *tion dans les départements de la Côte-d'Or*, *du Doubs* « *et du Jura.* »

Cet article prêtait à des interprétations diverses. C'était la paix ou la guerre ; suivant le bon vouloir de l'état-major allemand. Le choix de M. de Moltke était fait d'avance, car il adressait cette dépêche au général de Manteuffel, le 28 janvier, à onze heures du soir : « Les départements de la Côte d'Or, du Doubs et du Jura « ne seront compris dans la trêve que *lorsque les opéra-* « *tions commencées de notre côté auront amené un* « *résultat...* »

M. de Moltke ajourne donc la trêve jusqu'au moment où les opérations lui auront donné la victoire !

De son côté, M. Jules Favre, qui allait à Versailles avec l'idée fixe et presqu'unique de délivrer Paris, et qui ne connaissait pas la situation de notre armée de l'Est, se laissait tromper par le subterfuge diplomatique de

M. de Bismarck et les conséquences militaires qu'en tirait M. de Moltke.

Mais, sans mettre en doute la bonne foi de M. Jules Favre, il faut reconnaître qu'il commettait un oubli impardonnable en annonçant à la délégation de Bordeaux qu'un armistice était signé, sans préciser la condition exceptionnelle faite à l'armée de l'Est. De son côté, cette délégation de Bordeaux signifiait à tous les chefs militaires et particulièrement au commandant de l'armée de l'Est les renseignements qu'elle venait de recevoir. Nos généraux, autour de Pontarlier, se croyaient donc protégés par un armistice et suspendaient leurs mouvements, tandis que Manteuffel, exactement renseigné par M. de Moltke, poursuivait ses opérations avec une ardeur nouvelle, refusant même une trêve de trente-six heures que le général Clinchant lui demandait pour en référer à Bordeaux.

Ceci se passait le 30 et le 31 janvier. Les Allemands resserraient le cercle de fer et de feu autour de nos malheureux soldats, qui, pendant un instant, avaient cru à l'armistice, et se trouvaient encore plus découragés en reprenant les armes. Réduit à la plus cruelle extrémité, ne pouvant plus combattre que pour mourir, ne voulant pas capituler comme à Sedan, Clinchant n'eut qu'une pensée, sauver ses soldats et le matériel de son armée, en cherchant un refuge au delà de nos frontières, sur un territoire neutre. Le général suisse Herzog arrivait précisément à Verrières (1), pendant la nuit du 31 janvier au 1er février; une convention fut signée.

A ce moment même, 1er février 1871, notre armée si malheureuse se montrait brave jusqu'à l'héroïsme. Serrés de près par les Allemands, entre Pontarlier et Verrières, à la Cluse, elle soutenait une lutte sanglante.

(1) Village de 900 habitants, arrondissement de Pontarlier, sur la frontière suisse.

Pallu de la Barrière, l'intrépide marin nommé général à titre auxiliaire, et le général Billot livraient un terrible combat et jetaient un dernier éclat sur nos armes.

La 2e division du 15e corps, commandée par le général Rebilliard, fit preuve d'une remarquable fermeté. Après les combats livrés par elle le 25 et le 26 janvier, forte encore de 12.000 hommes, elle fut laissée à Besançon pour défendre les approches de cette ville. Elle arrêta l'ennemi, qui s'avançait par l'ancienne et la nouvelle route de Quingey pour s'emparer des hauteurs de Larnod, de Pugey et d'Arguet, d'où il eût pu menacer la place.

Puis tout était fini et l'armée de l'Est n'était plus. Pallu de la Barrière, après son combat de la Cluse, s'échappait à travers les neiges de la montagne à la tête de quelques hommes résolus ; Crémer s'éloignait aussi avec une partie de ses troupes. Des hommes isolés, de petits groupes de soldats se glissaient dans les gorges de la frontière sans s'éloigner de la France.

Hélas ! depuis six mois, la patrie avait vu les capitulations de Sedan et de Metz. Elle voyait Paris capituler à son tour, et l'armée de l'Est tomber d'épuisement ! Jamais, aux plus mauvais jours de l'histoire d'un peuple, pareils désastres ne s'étaient succédé à si courte distance.

V

Dans la nuit du 31 janvier au 1er février 1871, les habitants de Verrières virent arriver le général Herzog, commandant de l'armée helvétique. Il se mit au travail. Deux heures plus tard un officier français, envoyé par le général Clinchant, se présentait au général suisse. Cet officier, couvert de neige, tremblant de froid, pâle et désolé, venait pour négocier les conditions du passage

de l'armée française sur le territoire de la Suisse. Sans vouloir prendre une minute de repos, refusant toute nourriture, l'officier français suppliait de faire vite, car les Prussiens arrivaient. La convention fut conclue, écrite à trois exemplaires, signée séance tenante, à la lueur vacillante d'une chandelle, à quatre heures et demie de matin.

Il fut convenu que l'armée française entrerait en Suisse en déposant sur le territoire neutre ses armes, équipements et munitions qui seraient restitués après la paix et le remboursement des dépenses; — que les chevaux, armes et effets des officiers seraient laissés à leur disposition; — que des instructions ultérieures seraient données à l'égard des chevaux de troupe; — que les voitures de vivres et de bagages, après avoir déposé leur contenu, retourneraient immédiatement en France avec leurs conducteurs et leurs chevaux; — que la Confédération garderait jusqu'au règlement des comptes les voitures du trésor et les postes; — qu'elle se réservait la désignation des lieux d'internement et les prescriptions de détail destinées à compléter la convention.

Ces articles à peine dictés et signés par le général Herzog, l'officier français se leva de sa chaise comme agité par une fièvre ardente; il fut accompagné par un aide-de-camp du général Herzog. Le jour ne paraissait pas encore, lorsque les deux officiers, haletants, se précipitèrent vers notre malheureuse armée.

Dans la partie française de Verrières, un homme attendait, calme en apparence, mais torturé d'émotions. Il était enfermé dans une petite chambre, au rez-de-chaussée d'une pauvre maison du village. Deux soldats étaient étendus sur le lit qui meublait cette pièce, d'autres dormaient sur le plancher et l'on ne pouvait faire un pas sans marcher sur un bras ou une jambe.

L'homme qui attendait devenait de plus en plus agité

et anxieux, interrogeant sa montre pour connaître l'heure, prêtant l'oreille aux bruits du dehors. Il était assis près d'une petite table malpropre. Cet homme était le général Clinchant, le dernier commandant de l'armée de l'Est. Derrière lui, se tenaient immobiles et silencieux son chef d'état-major et quelques officiers. Plus loin, la propriétaire de la chambre, une vieille femme, les mains jointes sous son tablier, et une jeune fille, presque une enfant, qui regardait avec stupeur ce qu'elle ne comprenait pas. Une lumière agitée par le vent éclairait à peine ce sinistre tableau.

Un bruit se fit entendre, et Clinchant se leva. Les deux officiers qui apportaient la convention entrèrent et la remirent au général. Il la lut rapidement et la donna au chef d'état-major en disant : « Ne perdons pas une minute, car le jour va paraître. » Puis, se ravisant, il signa l'un des exemplaires, que l'officier suisse emporta au général Herzog.

Ce fut donc dans cette misérable chambre que fut signée la convention qui arracha 85.000 Français des mains de l'ennemi.

Après avoir apposé sa signature, le général Clinchant donna ses ordres à l'état-major, et les officiers se rendirent auprès des troupes. Bientôt, dans tout le camp, un cri se fit entendre : *En Suisse, en Suisse, le passage est libre !*

Alors les troupes, qui s'étaient amassées aux extrêmes confins, s'ébranlèrent.

Leur entrée se fit par un étroit chemin creusé entre deux murs de neige ; en entrant, chaque homme jetait sa cartouchière et ses armes sur le bord de la route, où elles formèrent, pendant plusieurs jours, un épaulement de deux mètres de haut. Le défilé continua sans interruption pendant quarante-huit heures. « Les premiers qui passèrent, a dit un écrivain suisse, étaient des artilleurs avec

pièces et caissons, en bon ordre, à pied, à cheval ou juchés jambes pendantes sur les chariots. Beaux hommes, grands et forts, à l'air résolu, au regard doux. A leur poste, à leur rang, les officiers marchaient sérieux et dignes. Tous les regards semblaient dire : Quel malheur, n'est-ce pas ? avec de pareils canons être réduits là (1) ! » Et comme on leur offrait du vin : « Merci, disaient-ils ; gardez pour ceux qui nous suivent. » Le lendemain, d'autres soldats, ceux qui, commandés par le général Billot, avaient vigoureusement soutenu la retraite, entrèrent aussi en bon ordre, marchant d'un pas martial et nerveux, le sac droit, la tente-abri pliée régulièrement ; mais les autres ! mais la foule ! Qu'on se figure une masse débandée s'engouffrant dans tous les passages praticables, non seulement à Verrières, mais à Jongue, aux Fourgs, aux Brenets, dans toutes les vallées du Jura ; puis les troupes que Crémer cherchait à ramener dans le pays de Gex par la Faucille, coupées à Morez par les Prussiens et rejetées dans les montagnes, roulèrent en Suisse par tous les chemins frayés ou non, qui tombent dans le val de Joux. Tous les régiments disloqués, débandés, n'ayant plus ni chef ni drapeau, couraient au hasard et apparaissaient tout à coup par troupeaux de 10.000, de 20.000 hommes dans telle petite ville, Orbe, par exemple, qui ne les attendait pas. Les chevaux faisaient peine à voir : exténués, traînant les jambes, allongeant le cou, tête pendante, glissant à chaque pas, affamés, on les voyait ronger l'écorce des arbres, les cordes, les barrières, les roues des canons, les flasques des affûts. Ils s'arrachaient l'un à l'autre les crins et les dévoraient. Quantités de chariots étaient restés plusieurs jours attelés, et les Prussiens avaient pris tout le fourrage sans s'occuper des chevaux. Aux descentes, les malheu-

(1) *La Suisse pendant la guerre*, par Marc-Monnier, *Revue des Deux Mondes*, t. XCIII.



BOURBAKI

reuses bêtes s'affaissaient sous leurs cavaliers ou devant les fourgons; les canons qui roulaient sur elles les traînaient ainsi jusqu'en bas; on les jetait alors sur les bords du chemin où elles mouraient lentement. Toutes les routes, depuis Héricourt jusqu'au val de Travers, étaient couvertes de chevaux morts. Les hommes rôdaient pêle-mêle entre les roues de milliers de chars qui encombraient la voie ou roulaient en torrents dans la chaussée du chemin de fer. Ce n'était plus une armée, et certes la retraite de Russie n'avait pas offert un spectacle aussi lamentable.

Les officiers ne cherchaient même pas à maintenir l'ordre ; ils marchaient en sabots, en pantoufles, au milieu des soldats sans chaussures, qui déchiraient des pans d'habit pour soulager leurs pieds gelés. On enfonçait dans la neige jusqu'aux genoux, on se traînait lentement, le dos courbé, la tête basse, les yeux rougis et les lèvres enflées. Ainsi passaient dragons et lanciers, spahis et turcos, zouaves et francs-tireurs, mobiles et soldats de la ligne. Il y avait de grands manteaux, les uns rouges, les autres blancs ; il y avait des cabans marrons, des vareuses bleues, des pantalons garance et jusqu'à des vêtements de femme, des couvertures de lit, des rideaux de fenêtre. Toutes les coiffures du monde défilaient, depuis le fez arabe jusqu'au béret des Pyrénées ; il ne manquait que le casque de l'homme de guerre.

Les seize degrés de froid ne permettaient pas le moindre dialogue; mais si quelque parole s'élevait au-dessus de la foule, il eût été difficile de dire à quelle nation appartenait ce torrent humain ; l'alsacien se croisait avec le patois de l'Auvergne, et le bas-breton ripostait au turco qui blasphémait en termes de l'Orient.

Cette multitude qui se traînait laissait encore des traînards en arrière. Ceux-là étaient de pauvres enfants voués à la mort. Ils avaient suivi la compagnie pendant

une semaine, et, les pieds enflés, ils s'étaient arrêtés sur la route. Les camarades les croyaient morts et nul ne songeait à eux. Ils n'avaient plus de chefs, plus de compagnons, et les distributions de vivres se faisaient sans eux. On en trouvait mourant aux fossés de la route, la tête sur leur sac et le fusil sur la poitrine ; puis venaient les Prussiens ! puis les vautours !

« Nous avons vu entrer en Suisse des adolescents qui vivaient encore, mais décharnés, tremblants de fièvre, les yeux enfoncés et ternes ; ils marchaient d'un mouvement machinal, sans savoir où ils allaient ; ils regardaient sans voir ; ils se laissaient abattre par l'ennemi qui, de loin, par derrière, jusqu'à la dernière heure, sans un éclair de pitié, tirait sur eux ; les obus, partant de batteries invisibles, passaient par-dessus la montagne et venaient éclater sur la route. Ainsi défilait cette lugubre procession de corps inertes avec la stupeur et l'égoïsme du désespoir, abandonnant leurs morts, leurs mourants, s'abandonnant eux-mêmes, refusant parfois la vie que vous veniez leur rendre, vous disant, lorsque vous leur tendiez une gourde :

« — Laissez-moi tranquille.

« — Mais que voulez-vous donc ?

« — Je veux mourir (1). »

Ainsi entrèrent sur le territoire suisse, avec plusieurs milliers de chevaux et des centaines de canons, 2.110 officiers et 82.271 sous-officiers et soldats de l'armée de l'Est, sans compter tous ceux qui purent échapper sous un déguisement ou à l'abri de la croix rouge, les infirmiers entre autres et un grand nombre de chirurgiens qui se regardèrent comme affranchis de tout service et laissèrent aux mains des Suisses près de 6.000 malades. Les forces helvétiques n'étaient pas en nombre, et dans tel

(1) Un témoin de l'entrée en Suisse par l'armée de l'Est.

passage une simple sentinelle recevait les armes de plusieurs bataillons. Cependant l'ordre régna partout.

Les généraux purent choisir leur résidence ; les officiers se fixèrent dans six villes, ou, prisonniers sur parole, ils reçurent une solde et vécurent à leur gré. Les soldats, distribués dans cent soixante-quinze (175) dépôts et soumis au code militaire du pays, furent traités comme les milices suisses en garnison, nourris, logés et payés à raison de 25 centimes par jour et par homme.

L'administration suisse n'était pas organisée pour tant de besoins nouveaux. Il fallut donc créer des services.

Un jour cent cinquante mille lettres tombèrent tout à coup, venant de Mâcon. Quel travail ne fallut-il pas pour découvrir, dans les 175 dépôts d'internés, l'homme auquel la famille adressait un souvenir? On y parvint à peu près à force de travail. « Songe-t-on bien, disait un Suisse, à ce que peut contenir une feuille de papier mise à la poste? Parfois un pieux souvenir qui rend la vie; parfois des secours urgents, attendus avec angoisse, et toujours, au moins, des nouvelles de la famille, des consolations, une bouffée de l'air du pays, une preuve qu'on n'est plus seul! »

Les soldats français se montrèrent doux et bons, reconnaissants et dévoués. Le conseil fédéral adressa au général Clinchant une lettre « pour rendre hommage à la bonne conduite qui n'a cessé de régner parmi les officiers et les soldats de l'armée de l'Est pendant son internement en Suisse, et qui a largement contribué à faciliter la tâche du gouvernement fédéral et des gouvernements cantonaux. »

Les officiers français consignés à Interlaken envoyèrent quinze cent cinquante-quatre francs (1.554) pour secourir les Suisses enfermés dans Paris. Il y eut un grand nombre de souscriptions semblables, et beaucoup de pauvres soldats apportaient leurs cinq sous.

Au premier bruit de guerre les Suisses établis à Rome, ceux fixés en Allemagne, ceux-là mêmes qui habitaient l'Amérique écrivirent qu'ils accourraient au premier appel en cas de danger. Toutes les caisses, les moindres bourses s'ouvrirent ; la Suisse avait besoin d'argent pour nourrir les internés et les troupes qui les gardaient, et demandait 15 millions : on en souscrivit plus de cent (106.126.500 francs).

Les soldats internés furent admirablement traités par les populations suisses. Ils trouvèrent partout les secours délicats du foyer. On leur faisait prendre des bains, on fournissait le linge, les vêtements, les chaussures. Des repas de chaque jour étaient installés dans les établissements publics : ils se composaient d'excellente viande en énormes tranches, de légumes frais, de bon bouillon. Les médecins suisses soignaient les soldats internés avec une véritable affection. Enfin, on ne saurait dire qui veillait sur eux, à côté des employés du gouvernement et des autorités, des milices suisses et des gens d'Eglise ; il faut un mot nouveau pour cette immense charité : « tout le monde. »

Au camp de Wislerfeld, à une demi-lieue de Berne, en face des Alpes, quinze cents soldats français vivaient dans des barraques confortables. A l'heure des repas les enfants du pays accouraient en foule et y prenaient place comme les petits frères de la maison. Les mères riaient de bon cœur de cette hospitalité naïve et touchante.

Dès la première heure, le jour de l'entrée en Suisse, pendant le défilé lamentable, la foule bordait les routes, les mains pleines de cigares, de vivres, de liqueurs. Au Val de Travers, où il n'y avait pas de locaux disponibles pour recevoir tant d'hommes, la population ouvrit toutes ses portes : les maisons, les granges, les écuries furent bientôt encombrées de soldats. Une vieille blanchisseuse livrait son unique chambre à six hommes, et passait al

nuit dans sa cuisine à laver et à sécher leur linge pour le lendemain. Une autre femme, pauvre, rencontre sur la route un blessé, dont les pieds gelés sont nus. Elle ôte ses souliers et ses bas et les donne au soldat. Puis elle se remet en chemin nu-pieds dans la neige; la pauvre femme avait encore une heure à marcher pour regagner sa chaumière.

Pendant une froide nuit un fermier loge volontairement chez lui cinquante chevaux et sept cents hommes; il donne tout ce qu'il possède, son pain, son foin, son avoine, son bois. Le lendemain il n'avait plus rien, mais il avait secouru des soldats malheureux.

Des faits semblables se sont produits partout : à Fribourg, dans le Val de Joux, dans le Val de Travers, dans les vallées bernoises; ils se passaient trop souvent loin du regard des hommes, et jamais la patrie française n'avait reçu d'aucun peuple de telles preuves d'amitié.

Neufchâtel a été particulièrement admirable. Cette ville se vit tout à coup encombrée de canons, de chars, de chevaux et d'hommes aux vêtements déchirés. Tous les établissements publics furent ouverts, et la foule s'y précipita pêle-mêle.

Les classes, les castes, les partis, les sectes mêmes furent confondus à l'instant même. On voyait les hommes les plus riches et du meilleur monde, traverser les rues emportant sur leurs épaules des charges de paille; les puritains faisaient des distributions de vin chaud dans les églises; des femmes élégantes, agenouillées devant les soldats qui avaient le plus souffert de la marche, lavaient leurs pieds meurtris, sanglants et gelés. L'exemple de Neufchâtel fut bientôt suivi partout. Les temples, transformés en ambulances ou en dortoirs, montraient la charité dans ce qu'elle a de plus touchant. A Lausanne, depuis le premier jusqu'au dernier passage des internés, des groupes d'hommes et de femmes

stationnaient sur les quais du chemin de fer, avertis d'avance du nombre de soldats valides, malades ou blessés qui devaient traverser la gare. Pendant « les cinq minutes d'arrêt », les portières étaient littéralement assaillies par de braves gens qui offraient, en courant, du pain, du vin, des tasses de soupe, des cigares, des bibles, des mouchoirs de poche. Le public voulut assister et prendre part à ces distributions; on établit alors un droit d'entrée à la gare. En payant un franc à la porte, on avait le droit d'aller tendre la main, une main toujours pleine, aux enfants de la France. Le prix d'entrée était aussi pour eux. A Fribourg les fêtes furent remises à des temps meilleurs. A Aarau, on promena tous les internés en voiture pour leur montrer les paysages du canton, les monuments historiques, le château de Habsbourg; enfin des écoles furent fondées pour apprendre à lire aux illettrés; il y eut des conférences.

Un malade dit un matin à la dame protestante qui le soignait : « J'ai rêvé, cette nuit, que vous étiez la sainte Vierge. » Et la femme se prit à sourire. Une bonne vieille paysanne qui du fond de l'Auvergne était venue à pied, son parapluie rouge sous le bras, dans un village bernois pour voir son petit-fils, ne voulut prendre de repos qu'après avoir trouvé un interprète pour remercier les habitants « au nom de toutes les mères. »

En revanche les Allemands s'irritaient fort de la charité du peuple suisse.

Après deux mois passés ensemble, et comme dans l'intimité de la vie de famille, les prisonniers et leurs protecteurs se sont quittés les larmes aux yeux comme de vieux amis.

Le nombre des morts, pendant l'internement, ne s'est élevé qu'à 6 pour 1.000 hommes.

La Suisse a bien mérité de l'humanité; elle s'est montrée grande, généreuse et pleine de courage.

VI

Ces tableaux si consolants, qu'on voudrait admirer toujours, ont près d'eux d'autres tableaux bien sombres. Il faut oser s'arrêter devant eux, ne serait-ce qu'au nom de la justice qui a pour devoir de flétrir les honteuses faiblesses.

Pontarlier, la petite ville frontière, avait été envahie inopinément, le 30 janvier 1871, par plusieurs divisions françaises en désordre, qui l'encombrèrent de malades et de mourants. Pontarlier, disait-on, manquait de tout; il n'y avait ni pain, ni fourrages. Les Français ne purent donc obtenir aucun secours (1).

Cependant les Prussiens arrivèrent à Pontarlier quatre ou cinq jours après. Ils requirent immédiatement 15.000 kilogrammes de pain et 40.000 kilogrammes d'avoine pour chaque jour, plus 30.000 kilog. de café et 20.000 kilog. de sel, plus 10.000 francs en argent le premier jour et 80.000 le lendemain. Ils obtinrent tout cela, dans une ville où les Français n'avaient rien trouvé. Il n'est pas sans utilité de signaler de pareils faits. Dans quelques endroits les paysans français se montrèrent durs pour nos troupes. On a vu passer entre le Jura et la frontière suisse quelques débris sauvés de l'armée de l'Est. Ils recevaient des cantons voisins des secours de toute espèce; mais le pays même, un pays français, refusait tout. Des soldats affamés prièrent l'aubergiste d'un hameau de leur prêter une marmite pour faire la soupe; l'aubergiste leur demanda cinq sous! Un officier interné racontait aux Suisses: « On nous fait payer trois francs dans

(1) Ces détails douloureux sont empruntés à un très important article: *La Suisse pendant la guerre de 1870-1871; nos émigrés de Strasbourg et nos soldats de l'armée de l'Est,* par M. Marc-Monnier. (*Revue des Deux-Mondes,* 1er mai 1871.)

notre propre pays 10 kilogrammes de paille, et nous étions dans la neige par 15 degrés de froid depuis trois jours ; 1.500 hommes de notre division avaient eu un ou plusieurs membres gelés dans une seule nuit. »

On vit, dans ces jours de détresse, des fonctionnaires publics abandonner leur poste pour fuir à l'étranger. Parmi ceux-là, se trouvait M. Ch. Beauquier, sous-préfet de l'arrondissement, qui, emportant son bagage personnel, abandonnait ses administrés, les archives publiques et le mobilier départemental (1).

Au milieu de tant de défaillances, pour ne pas dire plus, il en est une que tout historien doit rappeler :

Le temps des étrennes approchait et vers la fin de décembre 1870 il arriva dans l'Est une grande quantité de paquets pour les soldats de l'armée de Werder. Les Allemands pensaient à leurs enfants qui ne pouvaient fêter au foyer la Noël, leur grande fête de famille. Les marches successives d'une armée en campagne n'avaient pas permis de distribuer ces *cadeaux* de Noël à l'armée badoise alors campée pendant trois ou quatre jours à Saulx (12 kilomètres de Vesoul), où Werder l'avait conduite à la hâte, tâchant de gagner en vitesse Bourbaki marchant pour délivrer Belfort. Ces paquets, destinés, comme nous l'avons dit, aux soldats allemands, restèrent à Vesoul et furent renfermés dans l'intérieur du palais de justice. Il n'y avait pas moins de cent soixante-trois sacs et quarante et une caisses. On était au 9 janvier 1871 et le soir même on apprenait la bataille de Villersexel.

Le lieutenant de la poste militaire badoise, Schneider, obligé de se retirer devant les troupes de Crémer et du général Billot, et ne pouvant utiliser les chevaux qu'il

(1) *La Retraite de l'armée de l'Est et l'occupation prussienne dans l'arrondissement de Pontarlier* (Doubs), par P.-Antoine Patel, capitaine du 1er empire ; avocat ; membre du Conseil général du département du Doubs, pages 36 et 38. — In-8°, Grenoble, 1871.

employa aux transports des munitions et du matériel de guerre allemand, eut l'idée ingénieuse et *pratique* de rendre le maire de Vesoul responsable de cette grande quantité de paquets et d'en faire son garde-magasin.

Il présenta donc à la signature de M. Noirot, maire de Vesoul, un écrit tout préparé. La pièce était ainsi conçue :

« La mairie de Vesoul par le présent se porte entièrement garante pour les cent soixante-trois sacs renfermant des effets militaires, avec quarante et une caisses et ballots, le tout remis à elle par M. Schneider, lieutenant de la poste militaire badoise, et estimé approximativement à la valeur de soixante mille güldens (60.000 florins). La mairie s'engage à défendre lesdits objets de tout vol. La responsabilité de la caution commence au moment du départ de M. Schneider, moment où il sera fait remise des clefs des bureaux où ces objets militaires sont déposés. »

Vesoul, le 9 janvier 1871.

Signé : la Mairie (1).

M. Noirot apposa sa signature de maire français au bas de cette pièce.

Le lieutenant Schneider quitta Vesoul, se dirigeant sur Lure et Héricourt.

La gauche de l'armée française (armée de Bourbaki) s'avançait le 11 janvier près de Vesoul.

Le même jour un capitaine de cuirassiers ayant sous ses ordres soixante-deux cavaliers commandés par un lieutenant de dragons et une compagnie appartenant à la légion Bonbonnel sous les ordres d'un capitaine, arrivait à Vesoul vers les trois heures du matin. Il s'occupa aussitôt de faire toutes les recherches pour découvrir les objets qu'il savait y avoir été laissés par l'ennemi. Quelques chariots abandonnés ne permirent pas de doute sur

(1) *Huit mois de mairie pendant l'occupation allemande, 1870-1871*, par M. Noirot.

la précipitation de son départ. Après avoir établi des vedettes sur les routes de Saulx, Lure, Luxeuil et Villerxesel, l'officier opéra le dépouillement des lettres saisies à la poste, puis se rendit à la mairie. Prié d'ouvrir la salle d'audience du tribunal où se trouvaient les bagages confiés à M. Noirot par les Allemands, le maire feignit d'abord l'étonnement, puis, sur la menace que les portes allaient être enfoncées, il déclara que ces objets estimés par l'ennemi plus de cent mille thalers avaient été confiés à sa responsabilité et qu'il lui était nécessaire pour se couvrir d'avoir un écrit certifiant qu'il n'avait cédé qu'à la force. Le commandant du détachement français remit au maire la réquisition ci-dessous :

« Par ordre de M. le général de division Billot, commandant en chef le 18e corps d'armée, représenté par M. Boizeau, capitaine au 5e régiment de cuirassiers, commandant un détachement d'éclaireurs, M. le maire de Vesoul est requis de livrer les clefs des divers magasins appartenant à l'armée prussienne et les effets de toute nature qui peuvent s'y trouver, nonobstant tous engagements et réquisitions contraires (1). »

Vesoul, le 11 janvier 1871.

Signé : BOIZEAU.
Vu par l'intendant :
Signé : BONFILLON.

M. Noirot ouvrit ensuite lui-même les portes du tribunal où le capitaine Boizeau trouva pêle-mêle à peu près deux mille caisses ou paquets de toute forme. Plusieurs furent ouverts immédiatement pour s'assurer du contenu.

Il y avait environ cent mille cigares et de nombreux objets venant d'Allemagne ou de divers points de la France.

Sur l'ordre du général Billot, transmis par l'intendant

(1) *Huit mois de mairie pendant l'invasion allemande*, par Noirot.

de la division Crémer arrivé à Vesoul le 13 janvier, toutes les prises furent remises à ce même intendant qui autorisa le capitaine Boizeau à prendre pour lui et chacun de ses cavaliers une chemise, une paire de chaussettes et des cigares à volonté. En outre le général Crémer donna vingt-cinq francs de gratification à chaque homme.

Cette affaire des petits paquets de la poste badoise est un de ces mille événements curieux, tristes ou odieux, inévitables pendant la guerre. Si nous l'exposons avec quelques détails dans ces *Récits* où plus d'une fois nous avons jeté un voile sur des actes répréhensibles accomplis par nos concitoyens, c'est qu'elle contient plus d'un grave enseignement.

Un maire a-t-il le droit, pour éviter à ses compatriotes les malheurs de la guerre, de pousser la condescendance jusqu'à se constituer le gardien d'objets de toute provenance appartenant à l'ennemi et à les défendre contre les soldats de la France ? Assurément non..... ou alors la guerre contre les envahisseurs n'est plus possible.

En outre, en prenant cet engagement avec l'armée du général Werder, M. Noirot n'a pas réfléchi que parmi ces objets confiés à sa garde plusieurs avaient été volés en France ou recueillis sur les cadavres de nos soldats.

Parmi les objets enfermés dans la salle du tribunal de Vesoul, on trouve en effet des ouvrages d'Epinal, des plaques de ceinturon, des aigrettes. Ces dépouilles prussiennes furent mises au pillage ou vendues à vil prix, à la grande douleur des honnêtes gens témoins de ces scènes odieuses.

Quelques jours plus tard, l'armée du général Bourbaki était en retraite. Badois et Bavarois rentraient à Vesoul le 21 janvier. Le major Von Schack et le lieutenant Schneider ne pouvant rentrer en possession des objets pillés ou vendus, exigèrent, malgré les protesta-

tions de M. Noirot qui, disait-il, n'avait cédé qu'à la force, la somme de 128.000 fr. (60.000 florins).

Le préfet et plusieurs des plus notables de Vesoul : MM. Willemot, Suchaux, Sautier, Jules Courcelle, Barberot, Millot, Halem, Grillet, de Montépin, avaient été emmenés comme otages à Brême. La caisse municipale était vide. Pressé par les Allemands qui le harcelaient, le maire envoya aux principaux habitants une note ainsi conçue :

« Vesoul, le 17 février 1871.

« En suite d'une réquisition de l'autorité allemande, M. X., demeurant à Vesoul, rue ..., n° ..., est requis de verser immédiatement la somme de ..., pour taxe de guerre.

« Il est prévenu que, si dans les 24 heures il ne s'est pas libéré de ladite somme, il y sera contraint par voie d'exécution militaire.

« Pour l'administration municipale,

« Le maire, A. Noirot. »

Le mot d'exécution militaire produisit son effet. Cent quarante-huit habitants de Vesoul fournirent la somme exigée.

Ajoutons qu'un des otages, M. Jules Courcelle, intenta deux ans plus tard un procès au maire de Vesoul, demandant à ce qu'il fût de sa personne pécuniairement responsable des charges imposées à la ville de Vesoul pour l'emprunt destiné à rembourser les paquets de la poste badoise. M. Courcelle perdit son procès à Vesoul, le 29 avril 1874, et à la Cour d'appel de Besançon, le 8 mai 1875.

Sans entrer ici dans les détails d'un procès tout à fait étranger à notre but, nous dirons que la Cour de Besançon apprécia très sévèrement la conduite *imprudente* de

M. Noirot, tout en refusant de lui infliger la responsabilité financière (1).

On a dit de Bayard qu'il était sans peur et sans reproche ; de M. Noirot, nous n'en saurions dire autant. Malgré tout le respect qu'inspire un député, sous-secrétaire d'Etat à la Justice, nous craignons fort que les vrais patriotes, les bons Français, les gens de cœur ne détournent les yeux en voyant passer l'ancien maire de Vesoul, gardien des bagages de l'ennemi.

VII

Détournons les yeux de toutes ces hontes et redressons fièrement la tête en considérant le soldat.

Avant l'entrée de l'armée de l'Est en Suisse, il y eut la bataille de la Cluse (2). Au plus fort du combat, sous

(1) Cour d'appel de Besançon, audience du 8 mai 1875.

Attendu que le demandeur base l'action qu'il exerce sur les dispositions de l'article 1382 du Code civil, en soutenant que Noirot a commis une faute grave en signant, le 9 janvier 1871, l'engagement de prise en charge des colis dits : *Paquets de la poste badoise*, et que les dommages éprouvés par la ville à cette occasion sont la conséquence certaine de la faute qu'il a commise ; qu'il doit être déclaré personnellement responsable de la dépense de 37.186 fr. 80 cent. inscrite aux budgets de la ville ;

« Attendu qu'en isolant l'engagement pris par le maire Noirot, le 9 janvier 1871, des circonstances où cette signature a été donnée, circonstances qui seront ultérieurement appréciées, il est certain que cet engagement *mérite en lui-même un blâme sévère ; qu'il renfermait une garantie donnée à l'ennemi ; qu'il facilitait les opérations contre nous, et que le patriotisme d'un Français devait se révolter contre la signature d'un acte semblable ;*

« Mais attendu que la loi n'exige pas, en de pareilles circonstances, le développement de qualités exceptionnelles, qui eussent permis au maire Noirot, s'il les eût possédées, de faire preuve d'un patriotisme plus éclairé et mieux réfléchi ; qu'elle ne demande que l'emploi d'une contrainte de nature à produire son effet sur un homme raisonnable ; que c'est sous le mérite de cette distinction que la conduite du maire doit être appréciée, etc., etc. »

(2) La Cluse (Doubs), 1.010 hab., canton de Pontarlier.

le fort de Joux, une belle action s'accomplit. Un prussien se détacha des lignes, et s'adressant au général Robert : « Toute résistance est inutile, s'écria-t-il, vous êtes tourné, il ne reste qu'à vous rendre. » La réponse du général est aussi fière que celle de la vieille garde à Waterloo, elle est plus simple : « Pardon, répond Robert, avec une tranquillité sublime, il nous reste à mourir ! » Et il donna dix minutes au parlementaire pour rejoindre les siens. La fusillade recommença plus vive que jamais (1).

Cent cinquante hommes, commandés par le capitaine Malespine, occupaient le fort du Larmont. Pendant la chaleur de l'action, le capitaine demanda douze hommes de bonne volonté, pour arrêter l'ennemi pendant une demi-heure, en se plaçant dans le bois, sur les hauteurs du Larmont.

En effet, les douze hommes arrêtèrent les Prussiens. Le lendemain seulement, on se mit à la recherche de ces braves soldats. Tous étaient tués, et les douze corps couverts de neige rappelaient l'héroïsme des Thermopyles (2).

Au nombre des victimes du combat de la Cluse figurent trois officiers supérieurs qui, en d'autres temps, eussent attiré l'attention de la France entière : les commandants de Saint-Aulaire, Gorincourt, et le lieutenant-colonel Achilli. C'est ce dernier officier, Corse de naissance, qui écrivait à sa *chère petite Marguerite* : « Oh ! ma fille, prie bien Dieu pour que nous puissions sauver notre pauvre France ! » Affaibli par deux récentes blessu-

(1) Mgr Besson, oraison funèbre prononcée à Saint-Pierre de la Cluse, le 22 mai 1872.

(2) Ce beau trait a été recueilli sur les lieux mêmes par M. Clerc, président du tribunal. Il est en outre rapporté dans : *L'invasion allemande dans les provinces de Bourgogne et de Franche-Comté*, par Mignard, page 225.

res, reçues sur d'autres champs de bataille, et ne pouvant plus tenir son épée, il s'était fait hisser sur son cheval pour continuer le commandement et offrir à son pays le reste de sa vie. Le général Billot, connaissant son intrépidité, l'avait mis au poste le plus périlleux.

A un moment, le 44e de marche hésitait, et l'heure était suprême. Le rapide dialogue suivant s'établit entre Achilli et ses soldats : « Qu'avez-vous donc ? vous n'allez pas ? — Mais nos camarades passent en Suisse ! — Eh bien ! c'est votre gloire de rester en France. — Mais nous allons nous faire tuer ! — Sans doute ! c'est ce que je vous disais, vous resterez en France. » Il prononçait ces paroles, lorsqu'une balle lui traversait la poitrine, et il tombait mort. C'est ce qui a fait dire à un prélat (1) : « La balle donne des ailes à l'âme du soldat chrétien pour s'envoler d'un trait dans le sein de Dieu. »

Aux funérailles du lieutenant-colonel Achilli, un simple soldat de son régiment, le 44e, sortit des rangs et dit à haute voix : *C'était le plus brave de l'armée*. Cette simple oraison funèbre est plus qu'éloquente.

L'armée de l'Est est donc réfugiée en Suisse, celles de Sedan et de Metz sont prisonnières en Allemagne ; l'armée commandée par Chanzy est en pleine retraite, et Paris n'a plus de vivres.

A la suite de l'armistice de vingt et un jours, les préliminaires de la paix furent signés à Versailles le 26 février 1871 ; on sait à quelles dures conditions ! Cette paix fut signée à Francfort-sur-le-Mein le 10 mai suivant ; une convention additionnelle fut arrêtée au même lieu, le 11 septembre 1871, et adoptée par l'Assemblée nationale, le 9 janvier 1872.

La France paya cinq milliards et perdit deux provinces. Ainsi se termina cette guerre. Son caractère atroce révolte notre patriotisme, et nous laissons à un Prussien

(1) Mgr Besson, oraison funèbre de la Cluse.

le soin de dire ce qu'elle a été (1) : « La guerre de 1870 prit bientôt un caractère dur et sauvage, et, même parmi les officiers, il s'en trouva beaucoup qui cherchèrent à faire sentir de la plus cruelle manière à la population inoffensive de France leur grossièreté innée et leur brutale outrecuidance. Celui qui a été témoin de toute cette guerre n'a eu malheureusement sous les yeux que trop d'exemples de brutalité et d'arbitraire qui font horreur à l'humanité. — Une masse de canaille afflua en France, comme cantiniers, fournisseurs ou ambulanciers, et vola, pilla, trompa les Français. Ainsi furent commis bien des actes qui ne sont pas à l'honneur du nom allemand, et à raison desquels les Français sont grandement dans le droit d'être exaspérés contre nous et de nous accuser de brutalité et de barbarie. »

Tout en regrettant que la France ait imité dans trop de détails l'organisation de l'armée allemande, nous aurions voulu que nos législateurs se fussent inspirés de certains sentiments qui animent les soldats d'outre-Rhin : tel le serment au drapeau ; des coutumes aussi pourraient être adoptées, par exemple *le trésor de guerre* de l'Empire allemand ; ou bien la disposition des troupes dans les garnisons, soumise exclusivement aux intérêts militaires et non pas aux influences politiques.

Donnons une idée de ces questions.

Nous trouvons dans le Manuel que possède le soldat allemand le *serment* qu'il prête au drapeau :

« Je (nom) jure à Dieu qui sait et qui peut tout, un ser-
« ment personnel, que je veux servir loyalement et fidè-
« lement Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de
« Prusse, mon très gracieux souverain, en toutes cir-
« constances, sur terre et sur mer, en temps de guerre
« et de paix, et, en quelque lieu que ce puisse être,

(1) Julius von Wickède, *Histoire de la guerre d'Allemagne contre la la France*, p. 217.

« favoriser tout ce qui est utile et profitable à Sa Haute
« Majesté, détourner tout dommage et désavantage,
« obéir exactement aux articles du code militaire qui
« m'ont été lus, ainsi qu'aux prescriptions et ordres qui
« me sont donnés, et me conduire comme il appartient et
« convient à un loyal et intrépide soldat qui aime l'hon-
« neur et son devoir. Aussi vrai que je désire que Dieu
« m'aide à arriver par Jésus-Christ à la félicité éter-
« nelle, etc. »

(*Die Pflichten des Soldaten. Von Dossonis Instruktion für den Infanteristen des Deutschen Heeres.*)

Le Manuel ajoute :

« Mais la vraie fidélité ne peut exister sans la *crainte*
« *de Dieu.* Celui-là seul qui craint et sert Dieu, le Sei-
« gneur, sera un fidèle sujet de son roi.

« C'est pourquoi, dans son serment de fidélité, le sol-
« dat invoque Dieu à témoin de son vœu solennel : celui
« qui viole la foi jurée se rend non seulement coupable
« envers le roi et la patrie, mais aussi commet un péché
« grave en tant que parjure envers le Dieu tout-puis-
« sant. »

LE TRÉSOR DE GUERRE DE L'EMPIRE ALLEMAND

Personne, dans nos villes et nos campagnes, ne se doute que, malgré une suite de fâcheuses récoltes et en dépit des souffrances de son industrie, la France ne soit en état, dans le cas d'une guerre avec l'Allemagne, de tirer de son crédit bien assis et de ses vastes réserves en numéraire, un précieux élément de supériorité.

Une légende s'est formée sur la pauvreté de l'Allemagne, à laquelle le Français, tout d'abord, néglige de demander ses titres. Sans doute les landes du Brandebourg constituent un maigre domaine, mais ce n'est là qu'un coin de l'Empire. La Bavière, le duché de Bade, la Prusse rhénane, la Saxe surtout, offrent une suite de vallées

riches par l'agriculture aussi bien que par l'industrie. Les populations y mènent une vie large et copieuse.

Dresde, Hambourg, Munich éblouissent par le luxe de leurs magasins et de leurs équipages. Le commerce et la banque d'une simple ville de province, de Francfort, exercent une sorte d'hégémonie financière sur le marché européen. Tous ces faits, pour un esprit réfléchi, supposent difficilement la misère.

Il est permis d'accorder à la vérité que, dans le cas d'une de ces longues guerres dont les âges passés nous ont offert l'exemple, la France trouverait, dans une accumulation plus profonde de capitaux, un élément de supériorité; mais les conditions d'extraordinaire rapidité avec lesquelles les guerres modernes sont menées, paraissent de nature à paralyser les avantages que notre pays se flatte de puiser dans une situation financière généralement plus favorable.

Il faut songer que huit jours après l'ouverture des hostilités, chaque nation belligérante aura jeté sur ses frontières toute la masse de sa jeunesse valide ; après deux ou trois tâtonnements, les chocs décisifs se produiront, et bientôt l'un des deux adversaires tombera anéanti. Dans ces conjonctures, des réserves d'argent difficilement mobilisables, si vastes qu'elles soient, apportent un faible secours. Il importe avant tout d'avoir instantanément sous la main une somme monnayée qui permette de parer aux frais de la mise sur pied, du transport, de l'alimentation et de la solde des armées de campagne et de garnison pendant quinze ou vingt jours.

Bien plus, la nation qui se sera assuré en tout temps la libre disposition de cette masse nécessaire et suffisante de capitaux, disposera d'une réelle supériorité, car elle devient ainsi maîtresse de déchaîner la guerre à sa fantaisie, sans solliciter l'appui de la haute banque, sans avoir souci de négocier ni de préparer un emprunt, sans

être exposée enfin à trahir à l'avance ses desseins. Le secret, dans sa mobilisation, sera mieux gardé et ses premiers coups seront plus foudroyants.

Ces considérations ont certainement hanté l'esprit de nos hommes d'Etat ; plusieurs paroles échappées depuis dix ans aux principaux acteurs de notre scène parlementaire en font foi. Le 28 avril 1884, M. Ribot disait, dans un discours prononcé devant la Société d'économie politique de Lyon : « Il y a urgence à fermer le grand livre de la dette publique, ce serait une souveraine imprudence que de laisser le découvert croître et nos caisses publiques se vider. Pour un pays qui est exposé à lutter pour l'existence, c'est un péril de tous les instants. » Mais les circonstances sont parfois plus fortes que les volontés.

L'Allemagne, qui a fait de la préparation à la guerre l'objet de ses incessantes préoccupations, s'est résolue, dès 1873, à immobiliser un certain nombre de millions, sous le nom de Trésor de guerre. A toute heure et sur un simple ordre de l'Empereur, cette masse monétaire peut être distribuée sur la surface du territoire dans les lieux de mobilisation et de concentration.

Le trésor de guerre allemand s'élève à un peu plus de 150 millions ; il est déposé dans la tour Julius de la citadelle de Spandau. Les millions sont répartis entre deux étages de la tour ; l'étage supérieur contient 98.750.000 fr. ; l'étage inférieur, 56.250.000 fr. La somme est tout en monnaie d'or, savoir : les quatre cinquièmes en pièces d'or de vingt marcs (le marc vaut 1 fr. 25), et un cinquième en pièces d'or de dix marcs. Ces valeurs sont déposées sur des rayons par groupes de 3.750.000 francs. Chaque groupe est lui-même subdivisé en dix lots de 375.000 francs et chacun de ces lots est enfermé dans une caisse spéciale.

On s'imagine sans peine l'origine de cette masse métallique. Les milliards du Gaulois ont servi au Germain :

à construire une flotte de guerre qui, après l'achèvement des torpilleurs en chantier de Stettin, sera la troisième de l'Europe ; à édifier un formidable système de places fortes, dont le coût atteint plus d'un demi-milliard ; à améliorer son armement, à restaurer son équipement, à constituer d'énormes approvisionnements en matériel et en munitions, à s'assurer un trésor de guerre ; bref, à préparer les luttes futures.

C'est là une pensée cruelle, mais qu'il convient d'évoquer parfois, comme le spectre d'Hamlet, au milieu du tourbillon des affaires et des plaisirs.

Plus particulièrement, le trésor de guerre de la tour Julius a été formé au moyen de la contribution de 200 millions imposée, en 1871, à la ville de Paris.

Nos voisins reviennent volontiers sur les incidents qui accompagnèrent la livraison de ce tribut de guerre, premier flot de l'océan métallique dans lequel la morale germanique allait voluptueusement se baigner.

Les 200 millions furent portés au pont de Neuilly, d'où un détachement de cavaliers du train les chargea dans des fourgons et les conduisit à Versailles, dans l'hôtel situé avenue de Saint-Cloud, de l'intendant général de l'armée allemande, général von Stoch. L'argent était renfermé dans des sacs, et les vainqueurs éprouvèrent d'abord une sorte d'ivresse à remuer cette masse monnayée : ils voulurent la supputer sac par sac. Au bout de quatre jours la dixième partie du premier versement français n'était pas contrôlée et, avec un semblable procédé, des années devenaient nécessaires pour compter les futurs cinq milliards. La chancellerie allemande, à bout d'inventions, se résigna à se confier à la bonne foi du Welche : dès ce moment, les sacs furent simplement pesés.

GARNISONS

Voici queis sont les effectifs des principales garnisons de l'Allemagne :

Berlin a une garnison de 18.179 hommes. Viennent ensuite Metz, avec 14.710; Strasbourg, 9.478 ; Cologne, avec Dentz, 7.925; Mayence, 7.823; Kœnigsberg, 7.051 ; Coblentz, 6.667; Potsdam, 6.462; Magdebourg, 6.446; Dantzig, 6.022 ; Hanovre, 5.990 ; Posen, 5.873; Ulm, 5.424 ; Breslau, 5.233 ; Spandau, 4.665; Stettin, 4.565; Neisse, 4.408; Rastadt, 4.213; Wesel, 4.130; Trèves, 4.044; Ludwigsbourg, 3.977; Francfort-sur-l'Oder, 3.962; Carlsruhe, 3.911 ; Stuttgart, 3.517; Brandebourg, 3.321 ; Cassel, 3.317; Bromberg, 3.285; Darmstadt, 3.192; Altona avec Hambourg, 3.026 ; Munster, 2.946 ; Glogau, 2.924 ; Dusseldorf, 2.888; Torgau, 2.958; Erfurt, 2.733; Thorn, 2.662 ; Minden, 2.500 ; Oldenbourg, 2.487; Thionville, 2.473 ; Mulhouse, 2.242; Graudenz, 2.197; Francfort-sur-le-Mein, 2.194; Kustrin, 2.131 ; Schwérin, 2.096; Saarlouis, 2.089 ; Wittenberg, 2.052; Celle, 2.046.

L'Allemagne, non compris la Bavière et la Saxe, possède en tout 298 garnisons; 252 localités ont une garnison de moins de 2.000 hommes. Dans ces dernières années, les garnisons de villes situées près des frontières est et ouest ont été renforcées ; telles sont, par exemple, les garnisons de Metz, Strasbourg, Trèves, Kœnigsberg, Posen, Bromberg, Thorn, etc.

L'effectif des quinze corps d'armée a été, pendant l'exercice de 1881 à 1882, de 455.794 hommes, qui se répartissent comme suit : infanterie, 236.298; cavalerie, 51,714 ; artillerie, 40.912; pionniers, 8.645 ; soldats de la marine, 3.807; infirmiers militaires, 395; détachements de la landwehr, 3.897 ; prisons militaires, 2.331 ; ouvriers militaires, 263 ; section de réserve des fortifications, 86 ;

écoles de sous-officiers, 3.633 ; élèves des écoles préparatoires de sous-officiers, 512 ; garde du château et gendarmes des ports, 481 ; total, 455.794.

Il serait facile de multiplier les exemples d'excellentes pensées : l'obligation pour l'officier de porter l'uniforme ; son respect pour le souverain, chef de l'armée, et une foule de détails peu importants en apparence et qui sont le signe de la fierté de l'épée.

VIII

N'oublions pas ces lignes de Joseph de Maistre : « Qu'on remonte au berceau des nations, qu'on descende jusqu'à nos jours ; qu'on examine les peuples dans toutes les positions possibles, depuis l'état de barbarie jusqu'à celui de civilisation la plus raffinée : toujours on trouvera la guerre. Par cette cause qui est la principale, et par toutes celles qui s'y joignent, l'effusion du sang humain n'est jamais suspendue dans l'univers. De temps en temps il arrive des événements extraordinaires qui l'augmentent prodigieusement, comme les guerres puniques, les triumvirats, les victoires de César, l'irruption des barbares, les croisades, les guerres de religion, la succession d'Espagne, la Révolution française. » De tous les événements extraordinaires, il n'en est pas un seul qui puisse être comparé à l'envahissement de la France par l'Allemagne en 1870. Voilà l'événement le plus extraordinaire peut-être de l'histoire, parce que les conséquences d'une lutte fort courte seront immenses et que nul ne peut les prévoir.

La guerre est le plus terrible des fléaux, il faut la maudire, mais la regarder en face. Un homme éminent qui l'avait vue de près, homme religieux, brave aux champs de bataille, profond penseur, nous disait : La guerre de 1870-71 n'a pas duré assez longtemps. Nous nous étions

affaissés sous le luxe et le bien-être et il n'y avait plus de ressorts dans les âmes. Je voyais arriver, dans ma troupe, après Sedan et Metz, des hommes jeunes, efféminés, ayant au cœur de vagues souvenirs chevaleresques, mais les mains trop délicates pour soutenir une arme. Quelques jours après, le parfum de la poudre les avait réveillés. Le sac aux épaules, le pain grossier du village, les bouffées de neige au front, les misères de toutes sortes, et surtout la mort toujours présente, et *par-dessus* la mort, la patrie sanglante, transformaient ces faibles enfants en hommes vaillants. Un sang nouveau coulait dans leurs veines, le sang de la guerre.

Celui qui parlait ainsi n'était pas séduit par de généreuses illusions; il croyait avec plusieurs que le fléau peut devenir remède.

Les savants nous répètent dans leurs livres que les arts sont amis de la paix. Cependant aucun temps ne fut moins pacifique que les siècles d'Alexandre et de Périclès, d'Auguste, de Léon X et de François Ier, de Louis XIV et de la reine Anne.

Ces lignes n'ont pas pour but d'embellir des images sanglantes, mais d'appeler l'attention des hommes qui pensent sur ce grand fait historique qu'on nomme la guerre. « Il n'y a pas de puissance humaine qui ne serve, malgré elle, à d'autres desseins que les siens », a dit Bossuet (1).

Sans remonter aux siècles passés, demandons-nous ce que sont devenus les desseins de la Révolution française qui combattait l'Europe? les desseins de Napoléon Ier qui remporta de si grandes victoires?

La Révolution avait le dessein d'anéantir toutes les monarchies, et la France est devenue monarchique; Napoléon avait le dessein d'être l'Empereur de toute

(1) *Histoire universelle.*

l'Europe et il a cessé d'être l'Empereur des Français ; des souverains et des peuples mettant leur confiance dans une force longtemps triomphante, ou dans une force tout à coup triomphante, ont péri par la suite même de leurs triomphes.

Ne nous laissons donc pas abattre par les succès inouïs de l'Allemagne en 1870-1871, et que chacun de nous se souvienne qu'avec une volonté ferme et persistante, nous reprendrons notre place au soleil.

Mais la chute a été si terrible que nous demeurons étourdis par le choc.

Quinze années après le désastre de Waterloo, la France ne souffrait plus de ses blessures, tandis que les quinze années qui nous séparent de Sedan n'ont pu rendre le calme à nos esprits.

Il y a là des causes sociales et politiques que nous devons déplorer. Lorsque la paix de Francfort fut signée, toutes nos pensées, tous nos efforts, toutes nos richesses devaient être dirigés vers l'armée. Pour prémunir les fidèles de Corinthe contre le luxe qui corrompt les âmes, et contre les dangers de la mollesse, saint Paul leur montrait les athlètes qui brillaient dans les jeux publics. Voyez, leur disait-il, comment des hommes, pour la gloire frivole de vous plaire, travaillent sans cesse à se rendre plus agiles et plus forts. Ils endurent la faim, ils supportent la soif, ils combattent contre les délices et se défendent comme d'un poison mortel de tout ce qui pourrait les affaiblir.

L'exemple des athlètes n'est certes pas à dédaigner ; mais s'il faut rendre les corps plus agiles et plus robustes, cela ne suffit pas ; ce sont les âmes qu'il faut retremper, et les esprits qu'il faut élever. Peut-être pensera-t-on que depuis la paix de 1871 nous avons eu plus de souci des choses matérielles que des choses morales.

Il ne faudrait cependant pas croire que, cette terrible

guerre terminée, la pensée publique a repris son cours, sans de graves enseignements nouveaux. Nous savons, ce que nous avions oublié depuis Waterloo, que la France n'est pas toujours victorieuse. Nous savons ce qu'un peuple souffre lorsqu'il est vaincu ; nous savons, comme Turenne, l'importance des gros bataillons ; enfin, nous avons appris beaucoup, mais pas assez.

Au lieu de nous replier sur nous-mêmes et de perfectionner nos institutions basées sur le caractère national, les mœurs de notre pays, les traditions respectables, nous nous sommes engoués des idées et des coutumes de l'étranger, et nous sommes tombés dans les erreurs de ceux qui copient au lieu d'inventer.

En un mot nous n'avons pas tiré de cette guerre tous les enseignements qu'elle renfermait. D'abord nous l'avons crue plus savante qu'elle ne l'était. Nous avons pensé que M. de Moltke était supérieur à Turenne, à Frédéric II et à Napoléon.

En apparence, M. de Moltke a plus calculé, moins donné au hasard que les grands capitaines ; mais il a fallu à l'Allemagne une constante fortune pour ne jamais éprouver, pendant cette lutte, l'un de ces revers qui, en une rencontre, remettent tout en question. Napoléon Ier a dit dans ses Mémoires : « Le succès à la guerre tient tellement au *coup d'œil* et au *moment*, que la bataille d'Austerlitz gagnée si complètement eût été perdue si j'eusse attaqué six heures plus tôt... Les multitudes de 1814 et de 1815 n'étaient que de la canaille auprès des vieux soldats russes, autrichiens et prussiens, d'Austerlitz, de Marengo et d'Iéna. »

M. de Moltke, dans ses calculs si savants, n'avait pu faire appel ni au *coup d'œil* ni au *moment*.

Quant à M. de Freycinet, il ignorait même que le coup d'œil et le moment sont des éléments de succès.

Les *accidents* ont été épargnés à M. de Moltke : « La

guerre ne se compose que d'*accidents;* bien que tenu de se plier à des principes généraux, un chef ne doit jamais perdre de vue tout ce qui peut le mettre à même de profiter de ces accidents. Le vulgaire nommerait cela bonheur, et ce ne serait pourtant que la propriété du génie (1). »

Depuis que la paix est signée, des écrivains traitant de questions militaires ont réuni en faisceau ce qu'ils ont nommé les fautes de l'armée allemande. Ils ont fait un peu large cette part des erreurs et des fautes, pour conclure que l'ennemi n'était pas aussi redoutable qu'on le pensait, et qu'à l'occasion nous saurions être vainqueurs.

Il y a quelque puérilité à se jouer ainsi de l'histoire. Nous avons été vaincus, donc nous étions les moins forts. Notre seule consolation est d'avoir sauvé l'honneur de la France par la bravoure de nos soldats.

La guerre de 1870 a été admirablement préparée par la Prusse. « C'est un principe de guerre, dit encore Napoléon Ier, que lorsqu'on peut se servir de la foudre, il la faut préférer au canon. » Les Allemands se sont servis de la foudre pour abattre une armée trop confiante dans sa baïonnette.

Cette terrible campagne de 1870 a été méthodique du côté des Allemands. La guerre méthodique est celle qui est conduite conformément aux principes et aux règles de l'art et qui a un but bien déterminé. Elle est faite avec des forces proportionnées aux obstacles que l'on prévoit. Toutes les guerres d'Alexandre, d'Annibal, de César, de Gustave-Adolphe, de Turenne, du prince Eugène, de Frédéric II, s'exécutaient suivant ces règles. « Même les guerres de Gengis-Kan, de Tamerlan étaient méthodiques parce qu'elles étaient conformes aux règles, et raison-

(1) Napoléon Ier.

nées parce que leurs entreprises étaient proportionnées à la force de leurs armées (1). »

La guerre faite par l'Allemagne à la France a donc été méthodique, ce qui ne veut pas dire que M. de Moltke se conformait aux mêmes règles que Frédéric II, « car le système de guerre a souvent changé, a dit Napoléon Ier, et de nos jours, il n'est déjà plus celui des temps de Turenne et de Vauban. »

Ne cherchons donc pas à critiquer outre mesure la puissance des armées allemandes, mais redoutons un mal qui aurait de plus graves conséquences encore, l'*imitation servile.*

Nous avions fait la conquête de l'Algérie, vaincu les Russes en Crimée et les Autrichiens en Italie ; cependant aucune puissance ne cherchait à imiter notre constitution militaire, notre organisation ou nos manœuvres. Notre loi de recrutement, profondément entrée dans les mœurs, donnait au pays d'excellents soldats. Cette armée, à fort peu de chose près, était celle dont la France était fière depuis 1814, et même depuis la Révolution.

Après des victoires sans nombre, cette armée a éprouvé d'incroyables défaites. Quelques mois après elle était condamnée à périr et on cherchait un modèle dans l'armée victorieuse.

On ne tenait aucun compte des caractères si différents du Gaulois et du Germain, on ne considérait pas l'état de civilisation de l'un et l'autre peuple, ses mœurs, ses traditions, ses coutumes.

Dans la lutte, trop courte d'ailleurs, l'une des armées avait été victorieuse, et l'autre complètement battue ; celle-ci devait abandonner tout son passé, pour reparaître devant l'Europe sous l'image de la première.

Une idée nouvelle avait été forgée tout à coup, exprimée par les mots : Tout le monde sera soldat.

(1) *Mémoires* de Napoléon Ier

Les barbares l'avaient dit avant nous, et lorsque l'armée française débarqua sur la côte africaine en 1830 tous les Arabes portaient les armes.

Il est vrai qu'ils n'avaient ni science à cultiver, ni industrie, ni commerce, ni agriculture ; c'est ce qui a fait dire à M. Thiers que faire tout le monde soldat c'est retourner à la barbarie.

La formule n'en a pas moins été appliquée par tous les Etats de l'Europe, excepté l'Angleterre, qui se considère comme un vaisseau à l'ancre à l'abri des abordages.

Après avoir dit : Tout le monde sera soldat depuis 21 jusqu'à 40 ans, on s'est trouvé en présence de millions d'hommes.

Mais leur entretien sera la ruine universelle ; et pour les commander il faudra, en chaque pays, un homme de génie.

Puis, afin d'utiliser ces millions d'hommes, il faudra réduire le temps de service à un espace de temps tellement court, que l'instruction sera insuffisante.

On s'est montré bien sévère pour l'armée qui avait conquis l'Algérie, fait le siège d'Anvers, vaincu les Russes à Sébastopol et les Autrichiens en Italie. La politique, le luxe, les idées bourgeoises portaient atteinte, depuis longtemps, aux idées militaires et de nombreux abus s'étaient glissés dans nos rangs.

Il eût été sage de détruire les abus, de combattre le luxe, de réveiller les idées militaires, enfin de corriger les détails au lieu d'abattre tout l'édifice.

Les armées permanentes étaient nées en Europe à l'époque de la Renaissance, avec les grandes institutions sociales. En devenant permanentes, les armées devinrent nationales, et furent la condamnation de ces grandes compagnies d'aventuriers, de ces mercenaires qui par métier ruinaient les nations.

Au sortir du Moyen Age les esprits sérieux se préoc-

cupèrent de l'organisation des armées. Parmi eux, le plus profond, le plus savant fut un homme étranger aux armées, l'italien Machiavel. Il écrivait à l'époque qui tient, en quelque sorte, le milieu entre les institutions militaires de l'antiquité et celles de nos jours. On sait que Nicolo Machiavelli était né à Florence en 1469 et qu'il fut secrétaire de la République florentine.

Machiavel vit la France sous Louis XII, et fut frappé du désordre qu'entretenaient les grandes bandes armées qui déjà à cette époque pouvaient dire : La force prime le droit. Il comprit la liaison et les rapports qui doivent exister pour le bien des peuples entre les gens armés et les hommes de travail, entre la science de la guerre et les besoins de la paix, entre le régime tactique et le régime politique, en un mot entre l'art militaire et les autres arts du gouvernement.

Les nations ne se combattaient les unes les autres qu'en payant à prix d'or des *condottieri* qui rançonnaient les peuples amis presqu'autant que les ennemis. A la tête de ces bandes armées composées de gens de tous pays, se trouvaient parfois des aventuriers de grande ambition ne manquant pas de mérites, et qui sont devenus célèbres, tels qu'Albéric de Côme, Braccio et surtout Sforce, paysan qui devint la tige d'une lignée des ducs de Milan.

Machiavel commence par déclarer qu'il faut renoncer à introduire quelques réformes dans ces bandes, qu'il faut les supprimer et leur substituer des soldats citoyens.

« Ne croyez pas, dit-il à Strozzi, auquel il adresse ses sept livres (1) sur l'art militaire, ne croyez pas qu'il soit si difficile d'établir l'harmonie et l'accord entre les avantages de la vie civile et ceux des institutions militaires ; il n'existe entre ces deux états qu'une répugnance

(1) *De l'art de la guerre.*

abusive et qui n'a d'autre cause que notre fausse manière de juger. Ces hommes qui veulent nous imposer par les grandes moustaches et les blasphèmes qui font l'ornement de leurs discours (il parle des *condottieri*) ne sont pas de véritables soldats ; les meilleurs soldats de la Grèce et de Rome en furent aussi les meilleurs citoyens. »

Machiavel ajoute que si la France avait été constituée militairement aussi bien qu'elle pouvait l'être, elle aurait été la plus redoutable, sans comparaison, de toutes les puissances militaires de l'Europe.

Il veut des troupes formées seulement à l'heure de la guerre, mais composées de citoyens exercés aux armes pendant la paix. Pour créer et organiser cette force, il inscrit tous les citoyens de dix-sept à quarante ans. Machiavel, qui n'ignore rien des constitutions militaires des Grecs et des Romains, fait ressortir les avantages de l'ordre, des divisions et subdivisions de troupes, des signaux, des marques distinctives, et il va jusqu'à soupçonner l'utilité de l'uniforme qui ne fut établi que sous Louis XIV.

L'œuvre de la réforme militaire entreprise par Machiavel à l'époque de la Renaissance devait amener la création des armées nationales permanentes, instruites et solides. Les souverains, en se succédant, rendirent une foule d'ordonnances concernant les gens de guerre.

On pourrait reprocher à notre époque de faire abus de l'artillerie, et de substituer les machines à l'homme. Les restaurateurs de l'art repoussaient ce système. Vers le milieu du XVIe siècle, les équipages de cette arme deviennent moins nombreux que sous Charles VIII ; soit que les guerres civiles et religieuses retardent les progrès des arts en France, soit faute d'argent, on semble délaisser l'artillerie.

Mais on se rapproche chaque jour d'une armée nationale permanente. Après la bataille de Saint-Quentin,

Henri II entreprend de remettre en vigueur le travail de François Ier sur les légions, qu'il ne compose que d'une seule arme, s'éloignant ainsi, en un point capital, de l'usage des Romains à leur belle époque militaire.

En 1557, le Roi avait rendu une ordonnance pour la levée de sept légions de six mille hommes d'infanterie chacune. Dix ans après, Charles IX établit la légion de Guyenne sous le nom de *régiment*.

Les rois de France étaient puissamment secondés dans leurs efforts, pour la création des armées nationales, par des hommes de génie qui contribuaient aux progrès de l'art et de la science : les Montluc, les Dubellay, les Lanoue, les Castelnau, les Coligny, les Rohan, les Biron.

Plus tard vinrent les Turenne, les Vauban, le maréchal de Saxe, le maréchal de Belle-Isle, enfin les généraux Kléber, Desaix, les maréchaux du premier Empire, jusqu'à Gouvion-Saint-Cyr, Foy, Lamarque et Bugeaud. Tous contribuent, par la plume et l'épée, à constituer les armées nationales, permanentes, avec service prolongé.

Si, au milieu du progrès, on trouve des époques de décadence, ce n'est qu'aux jours où le génie français, obscurci par le malheur, se met à la remorque de l'étranger, en imitant ses méthodes.

En France, l'armée permanente nationale doit être assez puissante pour assurer le repos de la nation contre les troubles intérieurs et les entreprises de l'étranger. Sous la garde de cette armée, les sciences, les arts, l'industrie, l'agriculture, les métiers doivent s'exercer sans le moindre souci. La population est assez nombreuse pour fournir en même temps des hommes de science et des soldats.

Nos armées n'ont jamais été vaincues par une nation, mais par des nations réunies; à Waterloo, nous étions seuls contre l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la Rus-

sie. A Sedan et à Metz, nous avions à lutter contre, non le royaume de Prusse, mais tous les royaumes de l'Allemagne.

La conscription avait donné à Napoléon I[er] une armée incomparablement supérieure aux armées européennes ; il fallut de longues guerres, depuis le Portugal jusqu'à la Russie, pour l'affaiblir. Les gouvernements qui succédèrent à l'Empire conservèrent à notre armée toute sa grandeur, sous les habiles directions des maréchaux Gouvion-Saint-Cyr et Soult.

Cette armée française, qui avait couronné tant de victoires par les journées de Crimée et d'Italie, était donc l'œuvre de plusieurs siècles.

Ce n'est ni en dix, ni en vingt ans, qu'au milieu de la civilisation efféminée qui nous dévore le législateur peut créer une vaste corporation, indifférente aux passions politiques, animée d'un esprit particulier, que résument les deux mots *honneur* et *patrie*, recevant chaque année un sang nouveau puisé dans les veines de la nation, grande famille fière de ses ancêtres, aristocratique par sa hiérarchie, démocratique par les éléments qui la composent et chevaleresque par ses traditions. Cette corporation, sans cesser d'appartenir à la société civile, a ses lois particulières, imitées des codes de l'antiquité grecque et romaine, elle a aussi ses sciences, et, par un effort constant, elle produit un phénomène admirable qui consiste à transformer l'homme le plus grossier en héros.

Réunir des foules et leur enseigner l'usage des armes n'est pas chose difficile, mais créer le véritable soldat avait été l'un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Ce soldat, tel que nous l'avons vu, tel que nous l'avons commandé pendant de longues années, était discipliné, humain dans la guerre, dévoué à la France et résigné comme le religieux. Le drapeau du régiment était pour lui le symbole de la religion militaire ; sous ce drapeau,

on parlait un langage inconnu aux villes et aux champs. Les cœurs battaient sous le drapeau plus haut qu'ailleurs, et, pour mériter un bout de ruban rouge, des centaines d'hommes tombaient sous la mitraille.

La société était fière de son armée, et chaque famille avait un fils, un père, un frère dans nos rangs.

Enseigner l'exercice des armes comptait pour peu, car ce n'était pas les corps seulement que nous voulions transformer, mais les âmes, les esprits, enfin le moral. Nous voulions que cette armée, représentant la France entière, permît aux sciences, aux arts, à l'industrie, à l'agriculture, au commerce de se développer en toute liberté, à l'abri du service militaire.

IX

Il faut bien le dire, au risque de se répéter : l'armée permanente est la compagnie d'élite de la nation. Or, l'élite ne saurait être le plus grand nombre, encore moins tout le monde. Du moment où le service militaire est obligatoire, le soldat de profession cesse d'exister et la quantité remplace la qualité. Le temps de service pour chacun devient tellement court qu'il n'y a sous les drapeaux que l'apprenti-soldat. Dès lors, l'instruction reste insuffisante, l'esprit militaire se perd, et les cadres inférieurs disparaissent. Ces cadres inférieurs sont pour les troupes de la plus absolue nécessité, ils se composent de sous-officiers rompus aux détails du métier par une longue expérience, de caporaux alertes, vigoureux, autoritaires, et enfin d'anciens soldats habitués aux accidents de la paix et de la guerre, fiers de leur métier et s'estimant plus haut que ne le pense le vulgaire.

Non seulement ces cadres inférieurs enseignent aux nouveaux venus les secrets du métier, mais ils ont une influence énorme sur le moral de la troupe. Le service

de courte durée supprimera complètement les cadres inférieurs, que les cadres supérieurs ne remplaceront pas, car ni colonels, ni commandants, ni capitaines, ni lieutenants ne seront en contact avec le soldat, le jour et la nuit, aux heures de corvée, au moment de la soupe, au corps-de-garde, à la cantine ou à l'hôpital.

Les conséquences de la guerre de 1870-1871 sont donc fort importantes. La Prusse, puissance militaire, aura tué l'esprit militaire en Europe. Nous ne répéterons pas que ces multitudes armées, envahissant la France, ont méconnu les lois de la guerre et le droit des gens, et ramené au milieu de la civilisation du XIXe siècle les coutumes de la barbarie. Mais les nations doivent savoir que les armées permanentes, instituées dans l'intérêt de leur sécurité, ont cessé d'exister.

Le public se berce d'illusions. Il s'imagine volontiers qu'un fusil aux mains d'un homme et une casaque de soldat sur ses épaules donnent un défenseur à la patrie. On oublie que la création des armées permanentes avait précisément pour but de rendre inutile le service obligatoire.

Les vieux officiers russes et autrichiens d'Austerlitz, les vieux officiers prussiens d'Iéna eussent été fort heureux s'ils n'eussent eu devant leurs bataillons que nos soldats d'un jour, au lieu des régiments qui enlevaient au pas de course les étendards et les canons.

Ce n'est pas sans émotion que notre plume trace le mot sacré de *régiment.*

L'armée permanente entretenait *l'esprit militaire* et le régiment *l'esprit de corps.* Demandez à ces vétérans, capitaines en retraite, entrés simples soldats au régiment, vieillis sous le harnais, ce que valait un simple numéro !

Si, au plus fort de la bataille, le colonel faisait entendre le cri : *En avant, le 13e !* un frisson de gloire caressait

tous les fronts, les cœurs battaient d'orgueil, la flamme du drapeau se balançait dans l'air, et tous couraient à la mort avec une joie surhumaine. Il n'était pas un régiment qui n'eût eu sa journée dont le souvenir se conservait de génération en génération.

Ces journées étaient inscrites en lettres d'or sur la soie du drapeau, et nous étions fiers de nos aînés en lisant au-dessus de nos têtes ces noms de Marengo, de Wagram ou de la Bérésina.

Nous allions au delà, et tel régiment descendait des dragons de Condé, tel autre de Turenne-Infanterie ; tous les maréchaux du premier Empire se souvenaient avec orgueil de leur régiment. Soult, duc de Dalmatie, rappelait qu'il avait été sergent dans le régiment du Roi ; le maréchal Davout se souvenait du temps où il servait au régiment Royal-Champagne-Cavalerie, et le roi de Suède Bernadotte, à l'ombre de son trône, écrivant à un officier de l'armée française, en 1842, disait fièrement qu'en 1789 il était sergent-major dans le régiment de Royal-Marine, après huit années de services.

Le régiment était une famille où quelques-uns servaient trente ans de suite. Il entretenait des traditions précieuses, formées de glorieux souvenirs de guerre ou de généreux souvenirs de paix.

Le régiment aurait pu servir de modèle à toute société. Il y avait là des lois auxquelles nul ne pouvait se soustraire, et une hiérarchie bien tranchée qui n'empêchait pas l'égalité, car tous, depuis le colonel jusqu'au simple tambour, partageaient les mêmes sentiments, parlaient le même langage et portaient le même habit. Il fallait parcourir tous les échelons pour arriver au premier. Très souvent, le chef avait été soldat, et son fils l'était à son tour, faisant faction à la porte de son père.

On ne saurait croire, dans la société civile, et en particulier dans les administrations où la morgue est de mise,

combien le chef militaire, capitaine, colonel ou général, apporte de cordialité dans les relations militaires. Tous, tant que nous sommes, avons vu les plus grands seigneurs de France traiter en camarades les simples soldats, tandis que le commis de bureau tremble devant son chef de division.

Le secret de cette différence est dans la nature humaine : le sang du soldat se mêle à celui d'un maréchal de France. Le duc de Montebello, le duc d'Istria tombent sur le champ de bataille frappés par le boulet qui a renversé un caporal ou un sergent. Turenne, lui-même, a mêlé son sang au sang de ses compagnons d'armes.

Le régiment se meurt. Au lieu de ce corps solide, animé d'une âme, on forme pour les expéditions ce qui se nomme : *régiment de marche*, formé d'éléments étrangers les uns aux autres, et commandés par des lieutenants-colonels. Le chef, inconnu de ceux qu'il conduit au feu, en est ignoré presque complètement. Le drapeau est absent et le feu sacré ne brille plus.

En temps de paix, le régiment est un terrain de passage où le capitaine n'a pas été lieutenant, où le lieutenant n'a même pas occupé le grade de sous-lieutenant. Il n'y a plus d'esprit de corps, plus de franche camaraderie, plus de vieux souvenirs. Or, la perte de l'esprit de corps menace d'une fin prochaine l'esprit militaire sans lequel l'armée n'est qu'une vaste agglomération d'hommes.

X

Avec le système du service militaire obligatoire pour tous, l'armée se compose donc d'*apprentis soldats*. En effet, si l'on veut instruire aux exercices militaires une nation tout entière, chaque homme ne peut passer dans le rang qu'avec rapidité, sans avoir le temps de compléter

son éducation technique. A peine l'apprenti soldat sait-il manier son arme et marcher au pas que la loi le renvoie dans ses foyers. La question militaire est dominée par les considérations financières.

La Prusse a remporté de grands succès avec des armées qui ne nous semblaient pas supérieures à la nôtre. Est-il bien prouvé que cette armée prussienne, si excellente à Berlin, mériterait à Paris la même admiration? Nous ne le pensons pas.

L'action militaire de la France est assurément tout autre que celle de la Prusse ; dès lors, les armées de ces deux nations doivent différer entre elles. Avec la machine formidable organisée par la loi de 1872, et qui est une imitation servile de l'armée prussienne, nous pouvons, en quinze jours, jeter huit cent mille hommes sur nos frontières, tandis qu'il nous est impossible d'envoyer un corps de trente mille soldats sur le Nil ou sur le Bosphore. L'expédition de la Tunisie ne l'a que trop prouvé. La Tunisie est à nos portes, et nous n'avons pas eu à combattre des troupes régulières, mais quelques milliers d'Arabes. On se souvient cependant des efforts qu'il a fallu tenter pour constituer le corps d'armée qui a opéré la marche sur Kairouan.

Les difficultés sont encore plus grandes pour le Tonkin. Nos douze cent mille soldats sont là, prêts à partir dès que l'ordre de la mobilisation sera donné, et cependant il a été impossible d'expédier au général qui représente l'épée de la France en ce pays d'Orient, la division de douze ou quinze mille hommes qui lui aurait été nécessaire pour pousser jusqu'à la frontière chinoise et faire du Tonkin une terre française. Ce qui prouve, en dépit du proverbe, que qui *peut le plus ne peut pas toujours le moins*.

On sait parfaitement en Europe que nous sommes outillés, depuis 1872, pour faire une guerre nationale, et

non pour une guerre politique, comme la plupart de nos guerres. On sait que si notre territoire était envahi ou même menacé, tous les citoyens en état de porter les armes seraient debout pour le défendre. Aussi, sommes-nous à l'abri d'une attaque, mais cela nous suffit-il ? Devons-nous borner notre ambition à sauvegarder notre indépendance et à veiller sur les frontières que les traités de 1871 nous ont assignées ? Faudra-t-il désormais nous désintéresser de ce qui pourra se passer en Europe ? Telle est la question qui se pose en face de nos millions d'hommes prêts à se lever. Alors, on jette tout naturellement un regard en arrière et l'on se demande si notre ancienne armée, avec le service de sept ans, ne pouvait pas être conservée, en la complétant au moyen de fortes réserves.

De graves événements peuvent se produire d'un moment à l'autre dans la Méditerranée, dans la péninsule balkanique, peut-être ailleurs. Devons-nous en demeurer simples spectateurs et souffrir qu'on remanie sans nous la carte d'Europe ? Alors, nous cesserions d'être une grande puissance pour devenir un Etat de second ordre. Ce serait déchirer notre histoire et raccourcir l'épée de la France.

Ils sont rares, les hommes qui se rendent compte des conditions de fonctionnement d'une société démocratique, où le principe du service militaire obligatoire est admis ; ceux-là sont les seuls à comprendre qu'avec la nouvelle armée imitée de la Prusse, nous aurions pu, en 1870, repousser l'invasion allemande, mais que nous n'aurions pu faire ni la guerre de Crimée, ni la guerre d'Italie ; peut-être même la conquête de l'Algérie nous devenait-elle impossible.

Nos législateurs, manquant de lumières et d'expérience sur les choses militaires, ont aboli la loi de 1868 sans en avoir mesuré tous les avantages. Cette loi suffisait pour

parer à toutes les éventualités. Elle mettait à la disposition du gouvernement 400.000 soldats de profession, auxquels les décrets successifs permettaient d'adjoindre trois ou quatre cent mille hommes des réserves. Elle créait en même temps la garde nationale mobile, qui ne pouvait être mise en mouvement que par une loi, c'est-à-dire dans des conjonctures très graves, et où entraient tous ceux qui, n'ayant nulle vocation pour servir en dehors de ces conjonctures, s'étaient fait remplacer dans l'armée active.

La loi de 1868 suffisait, et au delà, pour toutes les entreprises qui auraient pu engager la France hors de ses frontières. Nous devons même ajouter que cette loi suffisait également, avec l'aide de la garde mobile bien organisée, pour tenir tête à toute invasion. Il serait puéril de tomber d'une légende dans une autre, et d'avoir désormais autant de méfiance de nous-mêmes que nous avons eu de folle assurance. Gardons-nous d'une trop grande admiration pour la puissance militaire de l'Allemagne ; ses constantes victoires de 1870 sont dues à nos fautes plus qu'au génie de l'adversaire. Si nous avions été outillés comme nous le sommes à cette heure, l'armée que pouvait donner la loi de 1868 n'aurait pas été vaincue.

Il y a une telle différence entre les *guerres prussiennes* et les *guerres françaises*, que le législateur, en créant notre armée nouvelle, aurait dû éviter avec soin d'imiter ce qui se passait au delà du Rhin. Depuis Napoléon Ier et même à dater de 1704, les guerres prussiennes ont pour but des agglomérations successives, peu bruyantes et rapportant profit, tandis que la France, depuis un demi-siècle, a combattu pour des idées en Grèce, en Espagne, en Algérie, au Maroc, à Anvers, en Crimée, dans la Baltique, en Italie, en Chine, en Syrie, au Mexique, sans compter les démonstrations armées, quoique pacifiques en apparence.

Avec notre nouvelle loi militaire, qui fait que tout le monde est soldat pour peu de temps, le rôle militaire de la France deviendra très difficile sinon impossible, et l'on ne dira plus comme jadis que l'Europe ne tirera pas un coup de canon sans la permission de la France.

Le service obligatoire rendra le gouvernement circonspect, pour ne pas dire timide. Tout ce qui touche à l'universalité des citoyens, soit suffrage universel, soit service militaire obligatoire, devient affaire délicate à manier, parce que le moindre contact se répercute jusque dans les couches les plus profondes de la population.

La loi de 1868 avait été faite dans le même esprit que celle de 1832, qui elle-même avait été inspirée par les pensées de 1818; toutes ces législations descendaient en droite ligne de la loi sur la conscription, loi devenue populaire et entrée dans les mœurs du pays.

Nous regrettons que la France ait renoncé à ce qui convenait à son génie particulier pour adopter le système militaire de l'Allemagne.

Nous aurons des apprentis soldats sous les armes pour un temps très court; à côté d'eux, de nombreux réservistes; derrière eux, l'armée territoriale; autour d'eux, les bataillons scolaires; mais le vrai soldat aura disparu, le vieux sous-officier sera remplacé par un jeune aspirant à l'école, et, le pédantisme aidant, l'esprit militaire s'éteindra sous prétexte que ce sont les maîtres d'école de l'Allemagne qui ont vaincu la France en 1870. Telle est parfois la force d'un préjugé.

« Les succès des Allemands ont faussé, chez nous, beaucoup d'idées. On a eu la tête tournée de leurs exploits, de cette immense invasion qui s'était déroulée avec l'ordre et l'éclat d'une parade. Comment dès lors ne pas attribuer à leurs officiers des qualités exceptionnelles, et parmi ces qualités, ne pas supposer particulièrement celles qui rentrent dans le programme du jour? On s'est

bien gardé de dire que les officiers proviennent d'une caste pauvre, orgueilleuse et énergique, dont on a utilisé la pauvreté au profit de l'esprit militaire, l'orgueil au profit de l'esprit de corps, et l'énergie au profit de l'esprit de conquête. Nous avons mieux aimé voir en eux un phénomène explicable seulement par de hautes études, comme si nos officiers français n'étaient pas capables d'en faire autant dès qu'on le voudra. Si l'on est parti, en 1870, sans savoir où l'on allait, est-ce la faute de nos officiers ?..... Un orage nous a réveillés et nous avons vu où était le mal. Mais au lieu de chercher simplement à le réparer, à en prévoir le retour, pourquoi un bouleversement complet? pourquoi de la réforme de quelques services et de quelques méthodes conclure à la nécessité de faire table rase (1)? »

Le plus fâcheux, c'est qu'en bouleversant nos institutions militaires dans leur partie pour ainsi dire matérielle, on en a transformé l'esprit. Au temps passé, l'héroïsme était personnifié par Murat, Lasalle ou Daumesnil chargeant à la tête des escadrons ; ou bien par le maréchal Ney en Russie, soutenant la retraite, un fusil dans la main, au milieu des soldats couverts de neige ; désormais, le moindre lieutenant breveté ne rêve la gloire que sous l'image d'un chef d'état-major général entouré de cartes, ou bien encore sous la forme d'un examinateur jugeant au tableau de la valeur militaire d'un candidat troublé par un problème.

XI

Il y aurait faiblesse à se laisser entraîner vers la terre. Elevons-nous, au contraire, à une hauteur si grande que les erreurs et les bruits d'en bas ne parviennent pas jusqu'à nous.

(1) *La Puissance française*, par un ancien officier.

Qu'une armée permanente, toute militaire, soit appelée à la protection du pays, ou que tous les citoyens soient soumis au service, la patrie n'en met pas moins des armes aux mains de ses enfants.

Ne voyons donc que la patrie. Soldats ou citoyens armés, serrons nos rangs pour les jours à venir. Soldats, souvenons-nous des combattants de Frœschwiller, de Forbach et de Metz ; citoyens, invoquons la mémoire des mobiles de la Loire, du Nord et de l'Est. Parmi ces hommes, beaucoup n'ont pas revu leurs foyers ; ils dorment de l'éternel sommeil dans les champs que nous foulons aux pieds. Nos Thermopyles sont à tous les horisons. Comme les contemporains des trois cents Spartiates, nous pourrions lire au sommet des rochers cette inscription fameuse tracée par le fer d'un mourant : « Passant, va dire à Sparte que nous sommes morts ici pour obéir à ses lois. »

N'exaltons pas outre mesure les vertus nécessaires pour ainsi mourir ; ne croyons pas qu'il faille à l'homme un rare courage pour défendre sa patrie.

Une seule force est nécessaire : le mépris de la mort.

« Le mépris de la mort, a dit un grand orateur moderne (1), voilà le principe de la force morale. Tant que la conviction de la justice ne va pas jusque-là, tant qu'on craint de mourir..... il n'y a rien à espérer de l'homme dans les grandes occasions. Une menace suffira pour le vaincre ; il flottera, sans caractère, à la merci des événements, et, si l'histoire le connaît, elle ne connaîtra que sa honte. C'est le mépris de la mort qui fait le soldat, qui crée le citoyen, qui donne au magistrat sa toge, au prince sa sauvegarde dans les périls et sa majesté dans l'infortune. »

Ayons pour la mort le plus souverain mépris, et toutes

(1) Le R. P. Lacordaire.

les autres vertus nous seront données sans peine. Ils méprisaient la mort les gardes-mobiles, les francs-tireurs, les soldats de toutes armes dont les ossements blanchissent nos plaines et nos coteaux. Nous croyons lire au-dessus de ces milliers de tombes ces vers du poëte (1) :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor !

Puisse un jour de nos ossements sortir notre vengeur !

Terminons ce livre par une page qu'il nous semble avoir écrite, tant elle est tracée dans notre âme. Nous l'adressons à cette jeunesse qui, à un jour plus ou moins prochain, sera appelée à la défense de notre chère patrie :

« Jeunes gens, je me tourne vers vous. C'est une habitude ancienne qu'il faut que vous me pardonniez. Je vous ai si souvent appelés au chemin des grandes choses qu'il m'est malaisé d'écarter de ma parole votre souvenir et votre nom. Vous avez devant vous une longue carrière ; mais si vous préférez la vie à la justice, si la pensée de la mort vous trouble, cette carrière, que vous vous peignez si belle, sera tôt ou tard obscurcie par des faiblesses indignes de vous. Citoyens, magistrats, soldats, vous rencontrerez des heures où le mépris de la mort est la seule source du bien dire et du bien faire, où les vertus privées ne servent plus à couvrir l'homme, mais où il faut l'intrépidité d'une âme qui regarde plus haut que le monde et qui y a placé sa vie avec sa foi. Si cette foi vous manque, c'est en vain que la patrie comptera sur vous, c'est en vain que la vérité et la justice vous regarderont du haut du ciel, leur éternelle demeure, et que la Providence

(1) Virgile, *Énéide*.

amènera sous vos pieds des événements capables d'immortaliser votre vie. Vous ne les comprendrez pas. La gloire passera devant vous, elle vous tendra la main, et vous ne pourrez pas même lui dire son nom (1). »

(1) Le P. Lacordaire, *Conférences 1854*.

CHAPITRE VI

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

RÉSUMÉ GÉNÉRAL

I

Le bruit se répandit tout à coup, en 1870, que la Prusse voulait placer sur le trône d'Espagne un prince de la maison de Hohenzollern (1). Les hommes politiques de l'Empire français se montrèrent fort émus et virent dans ce projet un empiètement de la race germanique sur la race latine.

On se mit en mesure de s'opposer à la réalisation de cette intrigue politique, fût-ce même par les armes. D'autres génies, tels que Sully, Richelieu ou Mazarin, eussent laissé les Hohenzollern se draper dans le manteau de Charles-Quint, convaincus que la nation espagnole saurait faire respecter son trône. Le séjour à Madrid du prince allemand n'eût pas été de longue durée, et la Prusse se préparait une sanglante humiliation.

Ceux qui dirigeaient la politique française ne pensèrent pas ainsi. On prononça de nombreux discours sur l'honneur de la France ; la presse devint l'écho de la tribune, et la question se compliqua de telle sorte que la guerre devint inévitable.

(1) Le prince Léopold, duc de Hohenzollern, appartient à une branche catholique, et n'est qu'un parent éloigné de la famille régnante de Prusse.

Dans ce jeu, où l'un manquait de bonne foi et l'autre de lumières, le Germain fit prendre au Gaulois la *carte forcée.*

Enivrés par les succès de l'Algérie, de la Crimée et de l'Italie, nous nous mettions en guerre, armés seulement de la cape et de l'épée, tandis que l'Allemand venait à nous abrité derrière la plus formidable machine de destruction que les siècles eussent encore vue.

Les ministres de l'Empire, ceux qui gouvernaient en 1870, mirent un empressement coupable à tromper Napoléon III ; tous répétèrent à l'envi la déclaration de leurs prédécesseurs : *Nous sommes prêts.* Napoléon III savait le contraire, mais sa confiance dans le bras du soldat lui fit espérer qu'une fois encore la fortune de la France l'emporterait sur tout le reste.

La guerre fut donc déclarée. Dans la proclamation solennelle qui annonçait à l'Europe cette grande détermination, l'empereur Napoléon se laissait aller à de sérieuses pensées qui ne respiraient pas l'élan d'un Napoléon mettant l'épée à la main.

Il y eut tout d'abord des mouvements désordonnés. On allait, on venait, mais sans avancer. Les ordres et les contre-ordres se succédaient avec une rapidité vertigineuse.

Les hommes d'Etat, assez aveugles pour ne pas voir nos côtés faibles et les côtés formidables de l'Allemagne, furent bien coupables ; ils furent encore plus coupables, s'il est possible, ceux qui osèrent croire que l'état de santé de l'Empereur lui permettrait de commander les armées.

Lorsque, au mois de juillet 1830, parurent les Ordonnances royales qui allaient faire tomber du front de Charles X la couronne des Bourbons, un écrivain jeta ce cri répété par tous les échos : *Malheureuse France ! malheureux roi !* Le jour de la déclaration de guerre de

1870, tout citoyen un peu éclairé pouvait dire : *Malheureuse France ! malheureux souverain !*

Oui, malheureux souverain, toujours trompé par ses ministres de la guerre, les Vaillant, les Randon, les Niel, pour ne nommer que ceux-là.

Ils sont peu clairvoyants les historiens qui cherchent dans notre constitution militaire la cause de nos défaites ; le mal s'étendait bien au delà de l'armée : il était profond et ses ravages se faisaient sentir hors des camps et des casernes. Le dédain de l'autorité dans le monde civil avait produit l'indiscipline sous les drapeaux ; l'esprit militaire disparaissait sous les atteintes du scepticisme.

Enfin, l'injustice, cette plaie horrible des armées, portait le découragement dans le corps des troupes. L'égoïsme des dignitaires de l'armée affaiblissait tous les nobles sentiments.

Le soldat conservait sa bravoure naturelle tout en perdant les traditions.

En résumé, la France n'était pas prête pour cette guerre contre l'Allemagne, mais les illusions demeuraient si vives que tout le monde jetait un regard satisfait du côté de Berlin. Les Russes, en Crimée, les Autrichiens, en Italie, avaient autant de courage que les Prussiens... Pourquoi ne battrions-nous pas ceux-ci ?

Telles étaient les pensées qui hantaient tous les esprits, les petits aussi bien que les grands.

La guerre éclata donc terrible, foudroyante, semblable à l'inondation, à l'incendie, au tremblement de terre. Des armées françaises, admirées jusqu'alors, s'engloutissaient dans des gouffres, et le jour venait où, aux lueurs sinistres de la tempête, nous eûmes la douleur de voir un Napoléon rendre son épée au roi de Prusse !

Nous avons fait le récit de ces événements, mais il nous semble nécessaire de résumer rapidement ces pages d'histoire.

Le drame a duré peu de temps, depuis l'été de 1870 jusqu'aux premiers mois de 1871.

Ce drame sanglant doit se graver non seulement dans la mémoire de la jeunesse, mais dans son cœur. Nous voudrions pouvoir en enfermer le récit dans une seule page et la graver sur le bronze. Les académies, les universités, les écoles du village doivent placer sous les yeux de l'enfant l'histoire de 1870 ; en la lisant, cet enfant doit tressaillir, et ses yeux se voiler de larmes ; il y a dans cette cruelle histoire des torrents de sang, mais aussi des gloires, des charités, des sacrifices et des martyres.

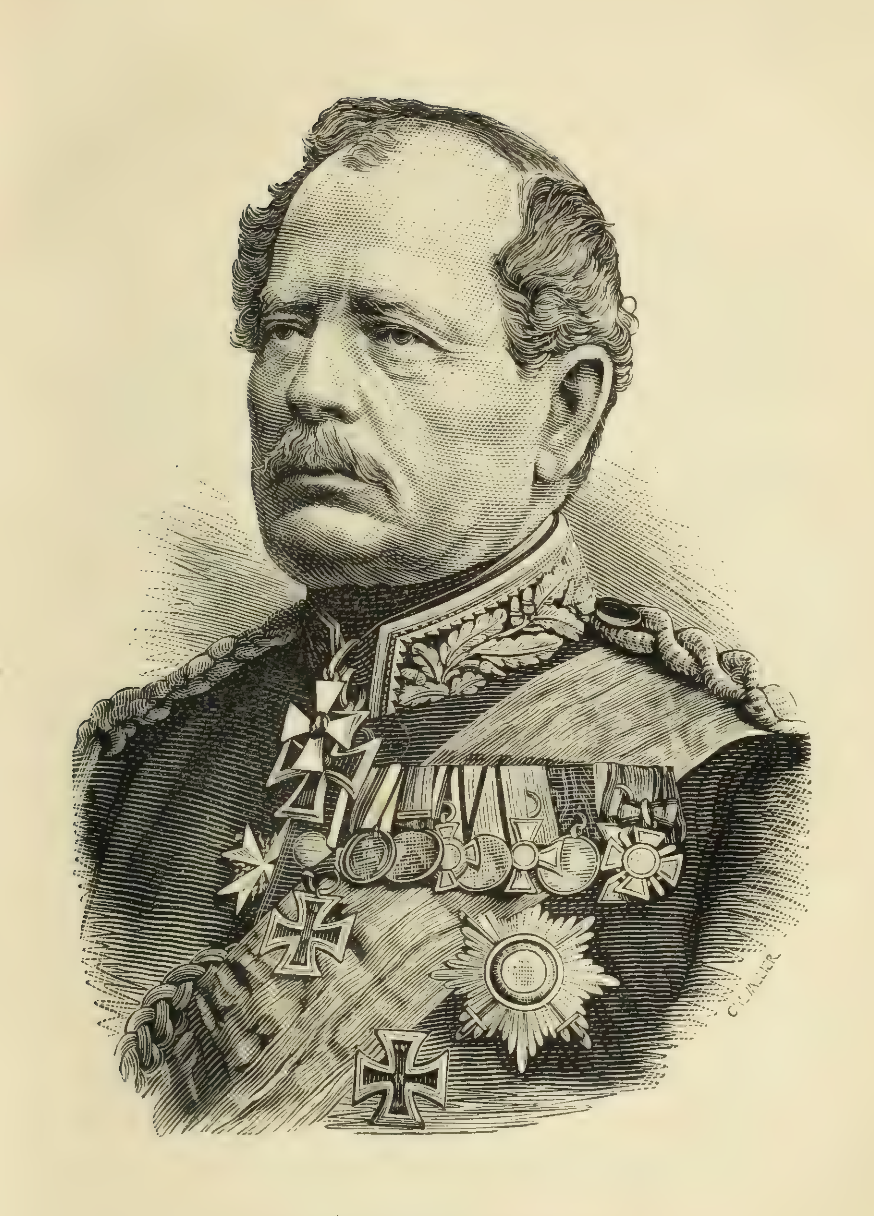
C'est pour en mieux conserver le souvenir que nous traçons ce chapitre.

II

Le 15 juillet 1870, l'empereur des Français déclarait la guerre à la Prusse.

La France pouvait alors mettre en ligne environ 250.000 hommes ; outre ces 250.000 soldats, le gouvernement espérait compter sur 100.000 réservistes qui, bien encadrés, pouvaient rendre d'utiles services. Mais un mois devenait nécessaire pour leur réunion. Quant à la garde nationale mobile, qui devait constituer une réserve très nombreuse, la plupart des bataillons n'existaient que sur le papier avec des cadres incomplets et insuffisants, et des hommes qui manquaient d'instruction.

L'infanterie était bien armée ; le chassepot avait une supériorité sur le fusil à aiguille des Allemands. Notre artillerie était inférieure en nombre et en qualité ; nous n'avions que deux pièces pour 1.000 hommes, et les Allemands, avec un effectif double, cinq pièces pour 2.000 hommes. Leurs canons se chargeaient par la culasse et



GÉNÉRAL WERDER

étaient de plus longue portée. Les obus étaient munis de fusées percutantes qui éclataient par le choc où il fallait, tandis que les fusées françaises, enflammées au moment du départ, éclataient à 1.200 ou 2.500 mètres. A distance plus grande, le tir de l'artillerie française perdait toute efficacité : les obus n'éclataient pas.

A nos 250.000 hommes, les Prussiens pouvaient en opposer immédiatement 450.000 ; leurs réserves, très sérieuses, s'élevaient au chiffre de 600.000 hommes, répartis en trois catégories dont les deux premières pouvaient, à bref délai, renforcer l'armée, et furent appelées en effet. L'artillerie de l'armée active comptait environ 1.200 bouches à feu ; nous en avions à peine 500.

Mais ce n'était peut-être point là notre plus grande infériorité. Quoique la guerre fût attendue, on ne s'était nullement occupé en France d'arrêter un plan de campagne. Aucun général ne savait d'avance le rôle qui lui serait attribué ; il n'avait donc pu s'y préparer. En Prusse, au contraire, le chef du grand état-major général, le maréchal de Moltke, qui suppléait au génie par la volonté et le travail, avait un plan préparé depuis longtemps; les officiers généraux connaissaient chacun son rôle. Dans les écoles de guerre on avait étudié la marche d'une armée allemande ayant Paris pour objectif.

Nous connaissions l'infériorité numérique de l'armée française, mais on doutait de la solidité des soldats prussiens, et on espérait pouvoir rétablir l'équilibre par une offensive hardie. On voulait, prévenant les Prussiens par une mobilisation rapide, constituer trois grandes armées sous le commandement des maréchaux de Mac-Mahon, Bazaine et Canrobert.

Le premier, franchissant le Rhin à Strasbourg, aurait pénétré en Allemagne par la Forêt-Noire et séparé immédiatement de la Prusse les petits Etats de l'Allemagne du Sud, Bade, la Bavière, le Wurtemberg qu'il aurait forcé

à la neutralité, en même temps qu'il tendait la main à l'Autriche, sur l'alliance de laquelle on croyait pouvoir compter. Les deux autres armées auraient tenu les Prussiens en échec. De plus, un corps d'armée serait transporté par la flotte en Danemark. On ne doutait pas de l'alliance de cet état, récemment dépouillé du Sleswig-Holstein.

Mais ce plan demandait à être exécuté très rapidement. Il fallait absolument prévenir les Prussiens, et la guerre était à peine déclarée que les illusions se dissipèrent. Quoique plus nombreuses, les armées prussiennes étaient mobilisées plus rapidement que les armées françaises, et il fallut, renonçant à toute offensive, se tenir sur la défensive. Avec le soldat français, cette attitude était regrettable.

250.000 hommes allaient donc défendre contre 450.000 Allemands l'Alsace et la trouée qui s'étend des Vosges à la Moselle. Ce n'était pas là une œuvre impossible. Deux grandes armées pouvaient être réunies, l'une en Alsace, l'autre en Lorraine ; maîtresses des passages des Vosges, il leur était possible de communiquer et de se soutenir mutuellement. Les Prussiens ne pouvaient tous déboucher en Alsace par la trouée de Landau ; ils se seraient engagés dans une espèce de défilé formé par le Rhin et les Vosges, et il leur aurait fallu franchir ces montagnes de facile défense. Pour déboucher en Lorraine, en tournant les Vosges, sans violer la neutralité de la Belgique, ils étaient forcés de prêter le flanc à une armée française massée aux pieds des Vosges ; l'opération était hasardeuse devant un ennemi entreprenant, fût-il inférieur en nombre.

Malheureusement, l'Empereur, qui avait pris le commandement, commit la faute de disséminer l'armée le long de la frontière. On forma sept corps d'armée de trois et quatre divisions ; le premier, fort de 38.000 hom-

mes et commandé par le maréchal de Mac-Mahon, prit position à Strasbourg ; il devait défendre l'Alsace ; il était soutenu par le septième, fort de 27.000 hommes, que commandait le général Félix Douay et qui se réunissait à Belfort ; ce corps était encore incomplet au moment des premières opérations.

Trois corps d'armée défendaient la Lorraine : le 2e, commandé par le général Frossard et fort de 28.000 hommes, occupait Saint-Avold et Forbach ; le 3e, commandé par le maréchal Bazaine et fort de 42.000 hommes, était à Boulay ; le 4e, commandé par le général de Ladmirault et fort de 33.000 hommes, à Thionville ; le 5e corps d'armée, commandé par le général de Failly et fort de 29.000 hommes, occupait Bitche et Sarreguemines, et reliait l'armée d'Alsace à celle de Lorraine. La garde impériale, forte de 23.000 hommes et placée sous le commandement du général Bourbaki, formait réserve à Metz. Un 6e corps, commandé par le maréchal Canrobert, et fort de 40.000 hommes, était en formation à Châlons. Un autre corps d'armée à destination du Danemark était aussi en formation dans le Midi ; le général Trochu devait en prendre le commandement.

Tous ces corps d'armée étaient trop faibles pour agir seuls contre les masses prussiennes, et trop dispersés pour pouvoir se prêter un appui efficace.

Les Prussiens s'étaient bien gardés de commettre la même faute ; ils avaient divisé leurs forces en trois armées : la première, sous le commandement du général de Steinmetz, forte de 70.000 hommes, formait la droite ; la troisième, sous le commandement du prince royal, forte de 190.000 hommes, formait la gauche et devait attaquer l'Alsace par la trouée de Landau ; la deuxième, et la plus forte, comptait 227.000 hommes ; elle obéissait au meilleur général prussien, le prince Frédéric-Charles, et cette armée devait porter les coups décisifs. Elle

n'entra en ligne que la dernière; au début des opérations, le prince Frédéric-Charles se tenait un peu en arrière.

III

Nos corps d'armée, si imprudemment disséminés, se constituaient lentement dans notre propre pays; ils manquaient d'approvisionnements et de munitions. Nous avions à l'égard de la Prusse deux grands désavantages; l'armée n'était pas en temps de paix constituée en brigades, divisions et corps d'armée; les grands commandements militaires n'existaient pas réellement, il fallait tout organiser. Nos chemins de fer n'avaient pas été construits au point de vue stratégique comme ceux de l'Allemagne, et ils n'étaient pas sous l'action directe de l'Etat.

Dès le lendemain du jour où la déclaration de guerre était signée par le roi Guillaume, des patrouilles et des reconnaissances allemandes ne craignaient pas de s'aventurer sur le territoire français. Une de ces patrouilles fut surprise et sabrée près de Wœrth, le 25 juillet, par des chasseurs de la brigade de cavalerie de l'intelligent et brave général de Bernis. Ce fut le premier engagement.

Nous retrouverons le général de Bernis au siège de Paris, car il était au dernier coup de fusil, comme il avait été au premier.

Le 28 juillet, l'Empereur arrivait pour prendre le commandement de l'armée; il avait été précédé par le maréchal Lebœuf, major-général. C'est au chant de la *Marseillaise*, au milieu des cris répétés de: *à Berlin! à Berlin!* que les troupes avaient quitté Paris. La décision de l'Empereur de commander l'armée était regrettable à plusieurs points de vue.

Le 2 août, le corps d'armée du général Frossard attaqua Sarrebruck, occupé par un bataillon et trois escadrons prussiens. L'engagement n'était pas sérieux ; mais comme le prince impérial, qui devait, quelques années plus tard, tomber en vrai soldat dans un coin perdu de l'Afrique méridionale, avait reçu le baptême de feu, on donna au combat une importance qu'il n'avait pas. L'opération aurait pu être excellente, si l'on avait occupé Neukirchen, lieu de jonction de plusieurs lignes de chemins de fer, par lesquelles communiquaient le général Steinmetz et le prince Frédéric-Charles. On n'aurait pas rencontré une bien vive résistance ; le mouvement en avant aurait peut-être compromis un instant le corps de Frossard trop en pointe, mais rien n'empêchait les corps d'armée en deuxième ligne de se rapprocher de lui.

Deux jours après notre modeste succès de Sarrebruck, se livrait la première bataille, et c'était un échec sérieux. Le maréchal de Mac-Mahon avait dirigé sur Wissembourg la division du général Abel Douay. On ne croyait sans doute le prince royal ni aussi fort, ni aussi près. Le 4 août, à huit heures du matin, les Allemands attaquèrent la division française qui ne comptait guère que 6.000 hommes. L'action fut engagée sans ordre du prince royal, et au début de l'action, où nos soldats combattaient deux contre trois, l'avantage était aux Français qui se maintenaient dans leurs positions contre toutes les attaques. Mais de nouvelles troupes allemandes ne cessaient d'entrer en ligne ; la faible division française avait en face d'elle tout un corps d'armée. Wissembourg fut enlevé ainsi que le château de Geisberg ; le général Douay avait été tué et le général de brigade Pellé, qui le remplaçait, menacé d'être débordé sur ses deux ailes, dut battre en retraite. Nous avions perdu la bataille et l'Alsace était ouverte aux envahisseurs ; mais 81.000 hommes forçaient

à la retraite une division française. L'ennemi avait perdu 1.200 hommes.

Quelque glorieuse que pût être cette défaite, elle eut en France un grand retentissement et produisit une profonde impression; on comptait si bien sur la victoire! on croyait nos soldats invincibles!

La désillusion fut terrible et put exercer une influence désastreuse sur les généraux comme sur les soldats.

Le 5 août, l'Empereur abandonnait le commandement de l'armée ; les 1er, 5e et 7e corps étaient placés sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon qui était chargé de défendre l'Alsace; les 2e, 3e, 4e et la garde sous les ordres du maréchal Bazaine qui avait à couvrir la Lorraine. Le général Ducrot remplaçait le maréchal de Mac-Mahon dans le commandement du 1er corps d'armée. Le groupement des forces françaises en deux grandes masses aurait pu produire de bons résultats quelques jours plus tôt; il venait trop tard, surtout pour le maréchal de Mac-Mahon auquel les Allemands ne laisseront pas le temps de concentrer ses trois corps d'armée, dont l'un, le 7e, commandé par le général Félix Douay, n'avait encore qu'une division en état de marcher, celle du général Conseil-Dumesnil.

Sans croire le prince royal aussi fort qu'il l'était, Mac-Mahon s'attendait à être attaqué à son tour. Le plus sage aurait été sans doute de renoncer à défendre l'Alsace et de prendre position sur les Vosges, de manière à menacer le prince royal sur son flanc droit et à pouvoir s'appuyer au besoin sur l'armée du maréchal Bazaine. On aurait trouvé dans les Vosges d'excellentes positions.

Mais il en coûtait d'abandonner ainsi l'Alsace sans combat, et Mac-Mahon prit la résolution d'attendre l'ennemi dans la position de Frœschviller. C'était une bonne position en effet, mais à condition de pouvoir l'occuper complètement. Or, le maréchal n'avait, outre

son corps d'armée, réduit par la défaite de Wissembourg, qu'une division du corps du général Douay. Le 5e corps, commandé par le général de Failly, ne pouvait le rejoindre que le 7; même avec ce corps d'armée, la disproportion des forces restait bien grande.

Le maréchal n'eut même pas jusqu'au 7. Le 6 au matin, un général prussien trop pressé, qui se figurait voir l'armée française commencer sa retraite, l'attaqua résolûment. Le prince royal était encore loin; il blâma cette offensive et l'aurait même arrêtée, s'il l'avait pu.

Jusqu'à midi, les Français, presque aussi nombreux, avaient des avantages marqués; toutes les attaques allemandes avaient été repoussées. Il aurait été sans doute possible, sinon facile, au maréchal de se dégager par un mouvement offensif énergique et de battre en retraite sur les Vosges. Il lui répugnait de quitter le champ de bataille et de s'avouer ainsi vaincu alors qu'il était encore victorieux, comme il lui avait coûté d'abandonner la défense de l'Alsace pour se borner à celle des Vosges. Le moment favorable fut perdu. Les forces ennemies arrivaient de plus en plus nombreuses; le prince royal se décidait à prendre la direction de cette bataille que d'abord il voulait arrêter, et son armée entière entrait en ligne. C'étaient 160.000 hommes au moins contre 36.000 Français. Dans ces conditions, l'issue de la lutte n'était pas douteuse; chaque division française avait à combattre contre un corps d'armée allemand.

Vainement les troupes françaises déployèrent un courage héroïque. Vainement les cuirassiers se dévouèrent pour arrêter la marche en avant des Prussiens. Les cavaliers, chargeant dans un terrain peu favorable, furent presque complètement anéantis, et le maréchal put dire à quelqu'un qui lui demandait quelques jours après où étaient les cuirassiers : « *Les cuirassiers*, il n'en reste plus ! » Courage, dévouement, tout fut inutile; on dut

battre en retraite pour ne pas se laisser envelopper par une armée quatre fois plus forte. Le maréchal se retira avec une quinzaine de mille hommes sur Saverne ; les vainqueurs le poursuivirent mollement ; ils furent arrêtés par la division Guyot de Lespare du 5e corps, qui les menaçait sur leur flanc droit. Les Français laissaient 4.000 hommes sur le champ de bataille et 9.000 prisonniers aux mains de l'ennemi ; les Allemands avaient perdu plus de 10.000 hommes.

Si grande qu'elle fût, la défaite était honorable, mais l'Alsace demeurait complètement perdue. Le maréchal ne put même pas essayer de défendre les Vosges ; il lui fallait refaire son corps d'armée trop épuisé ; Mac-Mahon reçut l'ordre de se retirer sur Châlons. Il y fut rejoint par le général Félix Douay et par le général de Failly. Celui-ci se trouva un moment fort compromis entre les deux armées prussiennes victorieuses.

Dans cette néfaste journée du 6 août, où la bataille qui porte le triple nom de Wœrth, Reischoffen et Frœschwiller, livrait l'Alsace aux Prussiens, le général Frossard, commandant d'un corps d'armée, perdait la bataille de Spickeren ou Forbach. Après le petit combat de Sarrebruck, le général, qui se trouvait trop en pointe, avait reculé sur le territoire français. Le 5, il était placé avec les autres commandants des corps d'armée de Lorraine, sous le commandement supérieur du maréchal Bazaine ; mais en réalité, celui-ci n'avait pas encore pris le commandement. Le général Frossard se trouvait encore trop exposé, et il devait, le 6, rectifier sa position. Les Prussiens virent dans ce mouvement de recul un commencement de retraite, et un général prussien avec une brigade de l'armée de Steinmetz ne craignit pas d'attaquer un corps d'armée. D'abord Frossard ne vit dans cette attaque qu'une reconnaissance à laquelle il n'attacha aucune importance. Mais de nouvelles brigades prussiennes

entraient en ligne et il comprit trop tard que l'attaque était sérieuse. Au début il lui aurait été facile d'écraser les 7.000 hommes imprudemment engagés; à la fin les forces prussiennes étaient supérieures. Des deux côtés les régiments, les brigades, les divisions prenaient successivement part à l'action, la direction faisait défaut. Mais pendant que les Prussiens, se sentant soutenus et croyant leurs adversaires plus faibles qu'ils ne l'étaient, multipliaient leurs attaques, les Français se bornaient à les repousser; ils se tenaient sur la défensive comme s'ils se trouvaient devant un ennemi trop nombreux, alors que les forces étaient à peu près égales. Dans cette journée, l'occasion fut perdue d'infliger une défaite aux Prussiens.

Se sentant menacé, le général Frossard demanda des secours au maréchal Bazaine qui était à quelques lieues et sous les ordres duquel il était depuis la veille; il reçut seulement une brigade de cavalerie. Dans la soirée, craignant de se voir tourné sur une de ses ailes, Frossard se décida à battre en retraite sans être inquiété par les Prussiens; il avait perdu environ 2.000 hommes, la perte des Prussiens était à peu près égale. Certes la défaite de Spickeren n'avait pas la gravité de celle de Reischoffen, mais combien la lutte avait été plus énergique dans cette dernière bataille!

C'est le 6 août que l'armée française perdait ainsi deux batailles. Or, ce même jour, la brigade d'occupation de Rome, qui défendait la papauté, s'embarquait pour revenir en France. Pour expliquer cette mesure, on disait que la France avait besoin de quelques milliers de soldats qui plaçaient le Souverain-Pontife sous la sauvegarde du drapeau français. En quelques heures la France avait perdu, avec le prestige de ses armes, plus de soldats que ne lui en rendait le retour du corps d'occupation. Cette douloureuse coïncidence frappa l'esprit des catholiques.

IV

Le lendemain, une dépêche ainsi conçue apprenait à la France les défaites de Reischoffen et de Forbach :

« Metz, 7 août, trois heures du matin.

« Il est nécessaire que la France et Paris se préparent aux plus grands efforts, aux plus grands sacrifices. Point de défaillance : Mac-Mahon couvre Nancy. Le corps de Frossard est bien dirigé. Le major général est aux avant-postes. »

La dépêche n'était pas exacte, car Mac-Mahon était hors d'état de couvrir Nancy contre l'armée victorieuse du prince royal de Prusse.

L'impression fut profonde en France. Quelques jours avant on voyait nos troupes sur la route de Berlin, et voilà que le territoire était envahi et deux armées défaites. Il ne s'agissait pas d'une division surprise et écrasée après une lutte héroïque comme à Wissembourg, mais de deux batailles dont la perte livrait à l'ennemi l'Alsace et la plus grande partie de la Lorraine. On se refusait à le croire, mais il fallait se rendre à l'évidence.

Le premier résultat des deux défaites du 6 août fut la chute du ministère Ollivier. Le comte de Palikao, qui avait une grande réputation militaire, prit le portefeuille de la guerre. De ses collègues nous ne nommerons que M. Clément Duvernois, qui déploya une grande activité pour approvisionner Paris en prévision d'un siège. Mais, dès ce moment, on pouvait dire que l'empire était condamné, à moins de quelque victoire décisive.

Dès le 5, l'empereur Napoléon avait abandonné le commandement de l'armée, divisée en deux masses placées sous les ordres des maréchaux Bazaine et Mac-Mahon. Mais il paraissait encore commander. L'oppo-

sition, dont l'audace augmentait à mesure que le pouvoir faiblissait, exigea la nomination officielle du maréchal Bazaine au commandement de l'armée de Metz, et du maréchal de Mac-Mahon au commandement de l'armée de Châlons, dont le comte de Palikao activait la formation. L'Empereur restait à l'armée sans commandement dans la plus fausse des situations. De Paris on lui écrivait de ne pas revenir si ce n'est après une victoire.

Il fallait en toute hâte réunir nos corps d'armée dispersés et menacés par deux armées victorieuses. Heureusement la poursuite des Allemands fut lente; ils étaient eux-mêmes surpris de la rapidité de leurs succès, et ils n'avançaient qu'avec précaution. Le maréchal de Mac-Mahon put gagner Châlons où le rejoignirent les corps d'armée des généraux Douay et de Failly. Le maréchal Bazaine réunit à Metz le premier corps toujours commandé par Frossard, le troisième dont le général Decaen prit le commandement, le quatrième avec Ladmirault, le sixième avec Canrobert qui arrivait de Châlons, et la garde commandée par Bourbaki. Le maréchal Canrobert allait se trouver sous les ordres de Bazaine, encore colonel en Crimée; il accepta cette situation avec une patriotique abnégation. Un autre exemple de patriotisme et d'abnégation fut donné par le général Changarnier. Ce héros de la retraite de Constantine avait vu sa carrière brisée au coup d'Etat de 1851; lorsque la France fut en péril, il vint à Metz offrir son épée à l'Empereur qui l'avait proscrit.

Un moment Bazaine eut la pensée de s'établir solidement sur ses positions et d'y attendre l'ennemi; il y renonça et groupa tous ses corps d'armée sous les forts de Metz. Les Allemands, enhardis par leurs premiers succès, conçurent le projet audacieux de le couper de Châlons où Mac-Mahon reconstituait son armée. Le prince royal devait tourner l'armée française par le Sud,

tandis que le général Steinmetz et le prince Frédéric-Charles agiraient par le Nord. En même temps, le roi de Prusse, dans une proclamation, déclarait qu'il faisait la guerre à l'empereur Napoléon, non à la France ; aux soldats, non aux populations.

On ne pouvait pas se méprendre à Metz sur le but que poursuivaient les Allemands victorieux. Il leur était impossible de forcer l'armée française sous les forts de la ville, sans s'exposer à des pertes énormes, et même à une défaite. Ils allaient donc la tourner et la bloquer. L'entreprise était hardie, mais la supériorité de leurs forces, jointe à l'assurance que donne la victoire, leur permettait de la tenter. Dans cette situation, fallait-il attendre sous Metz la mise à exécution du nouveau plan de M. de Moltke? Ne valait-il pas mieux se retirer de l'autre côté de la Meuse dont on disputerait le passage à l'ennemi? Dans un conseil de guerre tenu le 13 août, la retraite sur Verdun et Châlons fut décidée. C'était déjà bien tard. Pourquoi perdre les sept jours qui s'étaient écoulés depuis la défaite de Spickeren? Pourquoi n'avons-nous pas profité des hésitations des Allemands qui accéléraient le mouvement? On avait ainsi permis au prince Frédéric-Charles d'arriver à Pont-à-Mousson, menaçant de couper la route de Verdun.

La retraite décidée, il fallait l'effectuer avec résolution et rapidité pour réparer le temps perdu. Le 14 août, Bazaine se met en mouvement avec 150.000 combattants environ. Pour gagner Verdun, trois routes s'offraient à lui, mais ces trois routes aboutissaient à un point unique, étroit défilé que son armée aurait peut-être à passer devant les Prussiens ; l'opération était hasardeuse, d'autant qu'avant d'arriver à ce défilé, on avait à craindre des attaques sur les flancs.

En effet, le jour même où commençait le mouvement, alors qu'une partie de l'armée avait franchi la Moselle, la

partie qui était encore sur la rive gauche fut attaquée par les Allemands.

C'était le renouvellement de ce qui s'était passé à Forbach. Steinmetz croyait l'armée française en pleine retraite ; il voulait l'arrêter et l'empêcher de gagner Verdun ou au moins écraser son arrière-garde. Avec 7.000 hommes seulement le général de Goltz attaqua audacieusement le troisième corps ; il fut soutenu, mais les Prussiens ne purent guère mettre en ligne dans cette journée de Borny que 30 à 40.000 hommes. Le général Decaen, du troisième corps, repoussa les attaques prussiennes, mais il fut mortellement blessé ; c'était une grande perte. Le général de Ladmirault, dont une partie des troupes était déjà sur la rive gauche de la Moselle, les ramena sur la rive droite et vint appuyer le général Decaen. Le maréchal Bazaine fut contusionné. Il fit bravement son devoir de soldat, mais il ne sut pas profiter de l'occasion qui lui était offerte. Il avait 70.000 hommes environ sur la rive droite de la Moselle ; s'il avait appuyé Ladmirault qui avait pris une vigoureuse offensive, Bazaine pouvait écraser les 40.000 Allemands qui étaient devant lui. Cette victoire aurait singulièrement facilité sa retraite sur Verdun. On lui a fait un autre reproche en disant que, s'il avait compris la faiblesse du corps contre lequel il avait à combattre, il aurait continué sa marche sur Verdun, en renforçant seulement son arrière-garde.

Cette bataille de Borny fut honorable pour nos troupes qui restèrent maîtresses du champ de bataille ; mais on avait manqué l'occasion de remporter un succès décisif. Les Prussiens se considérèrent comme très heureux d'avoir pu se retirer, et Steinmetz, dont l'ardeur devenait compromettante, fut relevé de son commandement.

On a dit que le retard causé par le combat de Borny avait rendu impossible la retraite sur Verdun. C'est exa-

géré. Il était regrettable de perdre quelques heures, mais on pouvait les regagner. Seulement, au lieu d'accélérer le mouvement de retraite dans la journée du 15, on fit peu de chemin ; il semblait que le commandant en chef ne pouvait pas se décider à s'éloigner de Metz. La route était difficile et encombrée, mais pourquoi ne pas avoir profité des trois routes qui existaient et qui n'étaient pas assez éloignées les unes des autres pour que les corps français ne pussent pas se prêter appui si besoin était ?

Le 16 août, l'Empereur quitta définitivement l'armée de Bazaine ; il partit escorté par une brigade de cavalerie. Dans la nuit du 15, il eut une entrevue avec le maréchal qu'il engagea — il n'avait plus d'ordre à lui donner — à gagner Verdun au plus tôt. Le départ fut triste ; aucune acclamation ne salua l'Empereur ni le prince impérial.

La lenteur de la marche de l'armée française avait permis aux corps d'armée allemands d'arriver : ils voulurent absolument arrêter le mouvement de retraite de l'armée française qui leur échappait. Le 16, à Gravelotte, ils recommencèrent sur une plus grande échelle la tentative de Borny. Cette fois, ils pouvaient mettre en ligne 50 à 60.000 hommes. C'était peu contre les 100.000 que leur opposait Bazaine ; mais leur artillerie était supérieure. Du reste, le but de cette nouvelle attaque était surtout de retarder la marche de l'armée française ; le prince Frédéric-Charles arrivait avec le gros de ses forces. Le corps du général Frossard essuya le premier choc. Il fut soutenu par le troisième corps dont le maréchal Lebœuf, remplacé dans ses fonctions de major général par le général Jarras, avait pris le commandement, par les corps de Canrobert et de Ladmirault. L'armée française, plus nombreuse, débordait la droite ennemie. Il était facile de tourner les Prussiens et de les

écraser. Sans ordre, le général Ladmirault fut au moment de le faire; une brillante charge de la cavalerie prussienne l'arrêta. Le mouvement aurait pu être repris, mais les préoccupations du maréchal Bazaine étaient ailleurs. Il ne songeait qu'à sa droite, où il avait accumulé ses réserves pour couvrir le débouché sur Metz. Il semblait que son seul objectif fût de conserver ses communications avec la Moselle, alors qu'il était en marche pour gagner la Meuse. Cette préoccupation lui fit perdre encore une fois l'occasion de gagner une bataille décisive. Les écrivains prussiens ont tous avoué que, dans la soirée du 16, les troupes engagées étaient en grand danger, le prince Frédéric-Charles était encore trop éloigné pour les soutenir.

Comme à Borny, les Français restaient maîtres du champ de bataille, mais leur marche avait encore été retardée. Du reste, le lendemain, au lieu de continuer son mouvement vers la Meuse, l'armée se rapprochait de Metz. Les soldats s'en étonnaient; ils se demandaient pourquoi ils reculaient alors qu'ils avaient été vainqueurs. Il a été dit pour expliquer le mouvement que les munitions manquaient pour un nouveau combat. Si Bazaine avait continué résolûment sa marche le 17, l'armée prussienne n'aurait pas essayé de lui barrer le passage.

Le 18, la situation avait changé ; le prince Frédéric-Charles était arrivé avec le roi ; et aux 170.000 hommes de Bazaine il pouvait opposer 250.000 soldats et une formidable artillerie. S'ouvrir un passage devenait presque impossible, et mieux valait éviter une bataille inutile et disproportionnée en se retirant sous les forts de Metz.

Enhardi par sa supériorité, le prince Frédéric-Charles voulut déborder l'armée française sur sa gauche et la couper définitivement de Verdun. Une circonstance im-

prévue fit échouer son plan. Le maréchal Canrobert, qui couvrait la gauche, avait en face de lui des bois difficiles à surveiller, il se porta en avant et s'établit solidement à Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Moines. Les Prussiens ignoraient son mouvement, et quand ils voulurent déborder le corps du général de Ladmirault, ils se heurtèrent à celui de Canrobert. Quatre corps d'armée furent envoyés contre le maréchal, mais il fit une magnifique résistance, et ce fut à la nuit seulement que les Allemands purent déloger Canrobert de Sainte-Marie-aux-Moines et de Saint-Privat. Toujours préoccupé de sa droite et de ses communications avec Metz qui n'étaient pas menacées, Bazaine n'envoya à Canrobert que des secours insuffisants.

Quoique glorieuse par la résistance du 6e corps, la bataille de Saint-Privat (1), fermait définitivement à l'armée de Bazaine la route de Verdun. Le maréchal ne parut pas le comprendre, car, dans un télégramme à Mac-Mahon, il lui annonçait qu'il continuait son mouvement vers la Meuse. Se faisait-il réellement illusion? Cependant, il se replia sous les forts de Metz, autour desquels s'établirent les différents corps d'armée.

Le 26 août, une attaque fut tentée par l'armée française sur Rupigny et Malroy; elle commença trop tard et fut interrompue par le mauvais temps. Dans la soirée, un conseil fut tenu au château de Grimoul : il fut décidé que l'armée devait rester à Metz, où elle immobiliserait 200.000 Prussiens. A ce moment, n'était-il pas trop tard pour essayer de gagner la Meuse en présence d'une armée de 200.000 hommes? Du reste, Bazaine ne songeait plus à marcher sur Verdun, il voulait aller vers les places du Nord; c'est ce qu'il avait fait savoir à Mac-Mahon. Ayant eu connaissance du mouvement de celui-ci, il fit

(I) 18 août 1870.

attaquer, le 31 août, par le corps du maréchal Lebœuf, les positions de Noisseville et de Servigny, qui furent brillamment enlevées ; les Prussiens, surpris, auraient difficilement résisté si l'*attaque* avait été poussée à fond; mais on avait commencé tard et la nuit venait. Le lendemain, les Prussiens étaient en forces, et une nouvelle tentative échoua. L'armée française se trouvait définitivement emprisonnée dans Metz.

En voyant la lenteur de la marche du maréchal Bazaine, ses hésitations à Borny et à Gravelotte, sa préoccupation de renforcer sa droite pour assurer ses communications avec Metz, son mouvement de retraite après la victoire de Gravelotte, on s'est demandé si la marche sur Verdun n'avait pas été une feinte, et si le maréchal ne voulait pas rester à Metz. Cette ville, si l'armée l'avait abandonnée, n'était pas en état de soutenir un long siège ; les forts qui devaient en faire un grand camp retranché n'étaient ni achevés, ni armés. Le départ des troupes aurait permis aux Prussiens de bombarder la ville. Cette considération n'aura-t-elle pas contribué à retenir Bazaine autour d'une place qui était considérée comme le boulevard de la France dans l'Est ?

Quoi qu'il en soit, la retraite sur Verdun était facile si on l'avait commencée dès le 7 août; elle était possible après les batailles de Borny et de Gravelotte, demi-victoires qu'il n'a tenu qu'au général en chef de transformer en succès décisifs; elle devenait impossible après Saint-Privat, à moins de sacrifier une partie de l'armée pour faire passer l'autre.

V

Le maréchal de Mac-Mahon opérait sa retraite après la défaite de Reischoffen, grâce en grande partie à l'énergie de la résistance ; mais l'armée du maréchal était tellement désorganisée que la retraite ressemblait à une déroute. Heureusement, la poursuite des Allemands surpris de leur succès ne fut pas active ; l'apparition, vers leur droite, de la division Guyot de Lespare, du corps de Failly, suffit à arrêter leur marche. Toutefois, le maréchal ne put ni songer à défendre les Vosges, ni à s'arrêter à Nancy, comme il y avait pensé. On oublia même de détruire les tunnels et de couper les ponts.

Sur l'ordre de l'Empereur, le maréchal de Mac-Mahon se retira au camp de Châlons, où le général de Failly le rejoignit. Le général Félix Douay se retira sur Besançon, d'où il gagna Reims quelques jours plus tard. Pour ces mouvements de retraite, les chemins de fer furent habilement employés, malgré le désarroi qui commençait.

Le 6e corps d'armée, commandé par le maréchal Canrobert, avait quitté le camp de Châlons pour aller rejoindre l'armée de Bazaine. Mac-Mahon trouva au camp le 12e corps d'armée en voie de formation ; il comprenait avec d'autres troupes une division d'infanterie de marine destinée originairement à faire partie du corps expéditionnaire du Danemark. Ce corps d'armée était placé sous le commandement du général Lebrun. Les autres corps furent réorganisés et complétés à l'aide des réservistes. Le ministre de la guerre comte de Palikao déploya, pour reconstituer une armée, une admirable activité. Le 20 août, moins de quinze jours après la défaite de

Reischoffen, cette armée comptait 120.000 hommes, de valeur fort inégale.

L'Empereur, qui avait quitté le maréchal Bazaine le matin de la bataille de Rezonville (1), arriva au camp de Châlons. Une sorte de conseil de guerre fut tenu, auquel assistaient le prince Napoléon, le maréchal de Mac-Mahon, les généraux Trochu, Berthaut et Schmitz. Là furent prises des résolutions importantes : le général Trochu fut nommé gouverneur de Paris ; cette nomination était présentée comme une satisfaction donnée à l'opinion ; les mobiles de la Seine, organisés à Châlons par le général Berthaut, furent renvoyés à Paris ; c'était une faute ; quoique peu disciplinés, on aurait pu les utiliser dans les places du Nord ; enfin, le maréchal de Mac-Mahon devait lui-même retourner à Paris avec son armée qui aurait servi d'armée de secours.

Lorsque l'Impératrice et le comte de Palikao apprirent ces décisions, ils acceptèrent les deux premières, mais firent opposition à la troisième. Il ne fallait pas que l'Empereur revînt à Paris autrement que victorieux ; il fallait que Mac-Mahon allât dégager Bazaine, qui pourrait se croire abandonné. Dans cette opposition, la question dynastique avait une grande part.

Général habile autant qu'audacieux, le comte de Palikao, auquel sa brillante campagne de Chine avait fait une réputation méritée, conçut un plan de campagne d'une grande hardiesse, mais d'une exécution difficile. Il voulait que le maréchal de Mac-Mahon, trompant le prince royal qui se dirigeait sur Paris avec ses troupes, se portât rapidement sur la Meuse, écrasât une armée de 70.000 hommes (que le prince Frédéric-Charles avait formée et placée sous le commandement du duc de Saxe), et, réuni à Bazaine, battît la principale armée prussienne. Alors,

(1) 16 août 1870. (Appelée aussi bataille de Gravelotte.)

il se serait retourné contre le prince royal qui aurait difficilement échappé à une destruction.

Mac-Mahon, plus prudent ou plus timoré, ne se souciait pas d'exécuter le plan; ses troupes lui inspiraient peu de confiance : elles ne savaient ni marcher, ni manœuvrer. Il lui paraissait beaucoup plus sage de battre en retraite sur Paris, et il avait gagné l'Empereur à ses idées. Le 21, il se porta sur Reims où il trouva le corps du général Douay; cela le rapprochait de Paris, mais à Reims, il reçut une dépêche du maréchal Bazaine qui lui annonçait sa marche sur Montmédy et il ne pouvait dès lors l'abandonner.

La plupart des écrivains militaires ont condamné le plan du comte de Palikao et approuvé les projets du maréchal de Mac-Mahon. Quelques-uns cependant pensent que ce plan était d'une exécution difficile, mais non impossible; s'il réussissait, non seulement il dégageait Bazaine, mais il donnait à l'armée française une écrasante supériorité. Le comte de Palikao avait donc raison d'y tenir, mais il aurait fallu que l'Impératrice lui donnât le commandement. Le succès n'était possible, suivant le mot d'un officier allemand, qu'avec une infatigable énergie et une grande activité, et celui-là seul qui avait pleine confiance dans le plan qu'il avait conçu pouvait l'exécuter avec cette énergie et cette activité.

Quoi qu'il en soit, le maréchal de Mac-Mahon, décidé à aller au-devant de Bazaine, qui semblait lui donner rendez-vous à Montmédy, commença le 23 août son mouvement vers le Nord.

Le maréchal avait pu dérober sa marche au prince royal, sur lequel il avait ainsi une avance de deux jours. Ce fut le 25 seulement que le prince eut connaissance, par l'indiscrétion d'un journal français, du mouvement sur le Nord; il se lança immédiatement à la poursuite de l'armée française.

Les deux premières journées de marche du maréchal avaient été bonnes, mais bientôt le mouvement se ralentit. Mac-Mahon, qui ne recevait aucune nouvelle de Bazaine, était hésitant; les colonnes s'allongeaient dans un pays difficile ; les routes étaient encombrées ; on piétinait presque sur place. Le maréchal se sentait menacé sur sa droite par l'armée prussienne de la Meuse, dont il ignorait la position exacte. Il comprenait que le prince royal n'avait pu ignorer longtemps son mouvement et qu'il devait le suivre. Il craignait de se voir pris entre deux armées avec des troupes médiocres, et le manque de nouvelles de Bazaine augmentait encore ses irrésolutions.

L'armée de la Meuse était beaucoup plus faible que l'armée française ; elle ne comptait que 70.000 hommes, mais ces hommes étaient des soldats aguerris, exaltés par leurs victoires. De plus, le prince Frédéric-Charles, que Bazaine, immobile sous Metz, gênait peu, pouvait renforcer le duc de Saxe. Il aurait fallu, et c'était l'idée du comte de Palikao, écraser cette armée avant qu'elle pût être secourue.

Au milieu de ses hésitations, le maréchal avançait lentement ; il franchit la Meuse le 29. Aucune nouvelle n'arrivait de Bazaine. Après le passage de la Meuse, l'armée française se trouvait presque en contact par sa droite avec l'armée du duc de Saxe. Les deux armées se côtoyaient à courte distance sans s'en douter. D'autre part, le prince royal avançait rapidement. Toutefois rien ne semblait perdu, et Mac-Mahon se croyait toujours assuré d'une ligne de retraite par les places du Nord.

Le 30 août, le général de Failly, qui commandait le 5e corps, se laissait surprendre à Beaumont par le duc de Saxe. 5.000 hommes seulement purent entrer en ligne et soutinrent héroïquement le choc d'un corps d'armée prussien. Le général Lebrun vint en aide au général de

Failly et put le dégager. Le même jour, le prince royal atteignait l'arrière-garde du général Douay, mais celui-ci évita tout engagement. Cette journée eut des effets désastreux ; le 5e corps d'armée fut désorganisé.

L'armée française se trouvait donc menacée et sur sa droite par le duc de Saxe, et sur ses derrières par le prince royal. Le maréchal Bazaine continuait à ne pas donner de nouvelles, et l'on ne pouvait guère espérer le rencontrer à Montmédy. Mac-Mahon renonça à se porter sur cette ville et se dirigea sur Sedan ; il croyait se réserver ainsi la faculté de se rabattre sur Montmédy si l'armée de Metz y était, ou de se retirer sur Mézières, s'il se trouvait seul en présence des deux armées prussiennes.

VI

Le 31 août, tous les corps de l'armée française étaient massés autour de Sedan. Bonne autrefois avec les armes à courte portée, la position était mauvaise avec l'artillerie nouvelle. Le corps d'armée du général Lebrun, qui occupait Bazeilles, défendit énergiquement ce village contre les Bavarois du prince royal, qui essayèrent vainement de l'enlever.

Le 1er septembre, l'armée française occupait les mêmes positions que la veille ; mais les Prussiens s'étaient renforcés. Une partie de l'armée de Metz, laissée libre par l'inaction de Bazaine, était arrivée ; prolongeant l'armée du duc de Saxe, elle s'étendait par la droite autour de l'armée française, pendant que le prince royal faisait un mouvement analogue à la gauche. Le cercle se resserrait autour de nos troupes ; il devait se fermer de bonne heure.

En réalité, il n'y a pas eu de bataille de Sedan ; mais,

du côté des Français, une série de combats partiels, d'efforts isolés, où il a été déployé, en pure perte, beaucoup de courage. Personne ne commandait en chef. Quant aux Allemands, ils n'ont cessé de poursuivre leur plan. Dès le début du combat, le maréchal de Mac-Mahon fut blessé par un éclat d'obus ; il remit le commandement au général Ducrot. Celui-ci comprenait que l'armée allait être entourée ; il voulut briser le cercle qui se formait et profiter d'une retraite par le plateau d'Illy. On commençait à peine les mouvements prescrits par le général Ducrot que tout fut arrêté. Le général de Wimpffen était arrivé la veille de Paris pour prendre le commandement du corps d'armée du général de Failly ; il avait sur lui une lettre de commandement du ministre de la guerre pour remplacer le maréchal en cas de nécessité. Il revendiqua le commandement. Le mouvement de Ducrot aurait-il sauvé l'armée ? N'était-il pas déjà trop tard ? Il est probable qu'une partie de l'armée aurait passé et aurait pu gagner sinon Mézières, au moins la Belgique. Cela valait toujours mieux qu'une capitulation, et c'était la dernière chance de salut qui restât.

Le général de Wimpffen ne jugeait pas ainsi. Il espérait jeter une des armées prussiennes dans la Meuse, puis se retourner contre l'autre. Obéissant à ses ordres, le général Lebrun, qui avait commencé son mouvement de retraite, reprit l'offensive ; il fit plier les corps allemands et déjà Wimpffen se flattait de son intervention ; mais l'illusion fut de courte durée. Malgré la plus énergique résistance, les corps français étaient successivement obligés de reculer ; ils allaient s'engouffrer dans Sedan. C'est alors, et pour arrêter la marche des Prussiens, que la cavalerie française fit, sous les ordres du colonel de Bauffremont, cette belle charge qui arrachait au vieux roi Guillaume ce cri que nous avons rappelé ailleurs : « Oh ! les braves gens ! » Ce fut le pendant des charges

héroïques de Reischoffen : le même dévouement inutile.

Toute l'armée était dans Sedan, et les obus prussiens arrivaient sur la ville. L'Empereur avait précédé l'armée dans cette place. Jugeant toute défense désormais inutile, il fit arborer un drapeau blanc. Le drapeau fut enlevé et Wimpffen proposa au souverain de tenter une sortie. L'Empereur se refusa à une tentative difficile ; Wimpffen essaya avec Lebrun ; il dut revenir. Le général de Wimpffen a été malheureux, il prenait le commandement de l'armée dans une circonstance très fâcheuse pour lui. Aussi a-t-il été jugé sévèrement par les écrivains. Depuis la guerre, l'attitude politique du général n'a pas fait ressortir un beau caractère ; il n'en est pas moins vrai que Wimpffen était un bon général, hardi jusqu'à l'audace et tout aussi digne du commandement que les chefs du corps d'armée auxquels il portait ombrage.

Wimpffen a été le seul qui, au dernier moment de la bataille de Sedan, a eu le courage d'inviter l'Empereur à lancer son cheval dans le gouffre, pour sauver la dynastie. Le général ne se séparait pas du souverain accablé par le malheur.

On ne saurait se montrer injuste envers lui. Dans le conseil où se discutaient les conditions de la capitulation, le général de Wimpffen soutenait seul les intérêts de la France, contre deux hommes éminents, MM. de Bismarck et de Moltke. Il se montra fort habile et bon français.

60.000 hommes environ se trouvaient cernés par 240.000 Allemands dans une ville qu'il était impossible de défendre et où tout manquait. L'ennemi usa durement de sa victoire ; il fallut capituler. Wimpffen qui avait réclamé le commandement le 1er septembre lorsqu'il voyait la victoire possible, aurait voulu l'abandonner pour ne pas signer la capitulation ; il fut obligé de le faire et c'était d'ailleurs justice. L'Empereur remit son épée au roi de Prusse le 2 septembre.

Le comte de Palikao, toujours actif, avait organisé un corps d'armée de 30.000 hommes sous le commandement du général Vinoy, et l'avait envoyé au secours de Mac-Mahon. Vinoy faillit se trouver pris dans le désastre. Menacé par la cavalerie du prince royal, il se déroba, gagna les places du Nord et se rabattit sur Paris par Laon. C'était la seule force organisée qui restât à la France, l'armée de Bazaine étant enfermée dans Metz.

Les défaites de Reischoffen et de Forbach avaient ébranlé l'Empire ; la capitulation de Sedan amena sa chute. La nouvelle arriva à Paris le 3 septembre ; le 4 l'Empire s'écroulait ; les chambres étaient envahies par l'insurrection et les députés de Paris, à l'exception de M. Thiers, constituaient le gouvernement de la Défense nationale, sous la présidence du général Trochu qui, le matin gouverneur de Paris pour l'Empereur, était le soir chef d'un gouvernement issu de la révolution.

Quoi qu'ils aient pris, pour se faire mieux accepter par la France, le titre de gouvernement de la Défense nationale, les hommes du 4 septembre songeaient à traiter avec la Prusse. Avaient-ils cru à la proclamation du Roi, disant qu'il faisait la guerre à l'Empereur et à ses soldats, non à la France ? Ils furent promptement détrompés. Dans une entrevue qu'il eut à Ferrières avec M. de Bismarck, M. Jules Favre put se convaincre que le vainqueur userait durement de sa victoire. Dès cette époque, il exigeait l'Alsace et une partie de la Lorraine. Jules Favre refusa de céder aucune partie du territoire, ni une pierre des forteresses. Après la révolution du 4 septembre, il lui était impossible de parler autrement.

Avec la disparition de nos armées, le caractère de la guerre changeait ; les Allemands pouvaient étendre leurs opérations, sans craindre une attaque sérieuse, tant que l'armée de Metz resterait bloquée. Et leur nombre en

France s'était encore augmenté. Le maréchal de Moltke voulait réduire l'armée de Metz par la famine ; investir Paris, activer la domination allemande dans les provinces de l'Est par l'occupation des places fortes, et enfin détruire, avant même qu'elles soient formées, toutes les armées qu'on tenterait de créer avec des soldats improvisés. Les forces dont il disposait, et le désordre qui accompagnait nécessairement une révolution devant l'ennemi, lui permettaient de poursuivre à la fois ces quatre objectifs.

Dès le 17 septembre Paris était fermé ; la plupart des membres du gouvernement de la Défense nationale y restaient avec le général Trochu. MM. Crémieux et Glais-Bizoin s'étaient seuls rendus en province, où ils furent bientôt rejoints par M. Gambetta, parti en ballon. Le général Trochu commit la faute de garder le corps d'armée du général Vinoy qui, comptant des troupes régulières, aurait fourni un noyau et des cadres pour la formation des armées en province. A Paris, avec les forts détachés et l'enceinte continuée, des gardes mobiles pouvaient suffire à la défense, et le comte de Palikao en avait fait venir un grand nombre.

Laissant de côté le siège de Paris dont il sera question ailleurs, nous ne nous occuperons ici que des opérations autour de Metz et dans les diverses provinces.

VII

Les deux armées allemandes avaient marché rapidement sur Metz et sur Châlons, laissant de côté les places fortes, pour détruire l'armée française ; mais les généraux ennemis comprenaient qu'ils ne seraient pas les maîtres du pays, et que leurs communications pouvaient être menacées tant que des corps français tiendraient les nombreuses places de l'Est. Il fallait donc les enlever,

et cette mission fut confiée aux nouvelles troupes qui pénétraient en France.

Il serait sans intérêt d'énumérer ici les nombreuses places qui ouvrirent leurs portes après une résistance plus ou moins longue et de résumer des attaques qui se ressemblent presque toutes. Il suffira de dire, d'une manière générale, que ni la défense ni l'attaque ne furent brillantes. Les places étaient toutes en mauvais état. Elles avaient été fortifiées pour résister à une artillerie de courte portée, mais avec les pièces nouvelles des Allemands, qui trouvaient toujours des positions dominantes, les villes se trouvaient transformées, suivant une expression militaire très énergique, en véritables nids à bombes. « Les Allemands sont mauvais saulteurs de fossés », disait au seizième siècle un vaillant soldat, le maréchal de Tavannes. Ils n'avaient pas changé, et ils ne se souciaient nullement d'enlever les villes par des assauts. Ils préféraient avoir recours au bombardement qui décimait les populations et les effrayait tellement qu'elles forçaient même les chefs les plus énergiques à capituler. C'était ce que les Allemands, dans leur jargon à prétentions scientifiques, appelaient le moment *psychologique*. Ainsi tombèrent successivement, après des sièges de peu de durée, Toul, Verdun, Mézières, Thionville, Longwy, Montmédy, et plus tard, Péronne, Soissons, La Fère, etc.

Quatre villes méritent une mention spéciale : Strasbourg, Phalsbourg, Bitche et Belfort.

Strasbourg fut l'une des premières villes attaquées ; le siège commença dès le 9 août, trois jours après Reischoffen. Le général Uhrich, rappelé du cadre de réserve, commandait la ville ; il avait sous ses ordres le contre-amiral Excelmans et le capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars. La garnison était passablement nombreuse, mais elle manquait de consistance et d'homogé-

néité; 5.000 échappés de Reischoffen en formaient la principale partie. Commencé par la division badoise aux ordres du général Beyer, le siège fut continué par le général de Werder, avec 60.000 hommes. Très forte avec les armes à courte portée, la place de Strasbourg, qui n'était pas couverte par un camp retranché, n'était plus à l'abri d'un bombardement. Werder essaya d'enlever la ville par ce moyen ; il ne réussit pas et dut faire un siège à peu près en règle, sans discontinuer le bombardement. La ville capitula le 28 septembre. La défense avait été honorable sans être héroïque. Trop glorifié alors, le général Uhrich a été trop attaqué depuis.

Les deux places de Phalsbourg et de Bitche firent une résistance admirable. Le commandant Taillant ouvrit les portes de Phalsbourg lorsque le dernier morceau de pain eut été mangé. La forteresse de Bitche, plus heureuse, arborait encore le drapeau français au moment de la paix.

VIII

Pendant que la dernière armée régulière de la France capitulait à Sedan, l'armée du maréchal Bazaine était maintenue sous les murs de Metz par l'insuccès des attaques de Noiseville et de Servigny. Le 7 septembre, l'armée apprenait le désastre de Sedan ; le 10, la révolution du 4 septembre et la proclamation de la République. Aucun doute n'était possible sur ces deux événements, dont le prince Frédéric-Charles affirma l'exactitude dans une communication au maréchal Bazaine, en même temps qu'il lui dépeignait la situation de la France sous des couleurs quelque peu forcées, lui dissimulant que, par patriotisme, tout le monde s'était rallié au gouvernement de la Défense nationale. Dans une proclamation qui faisait connaître aux troupes les événements, le maréchal pa-

raissait également accepter les faits accomplis ; il déclarait que son devoir envers la France restait le même. C'était se placer sur le vrai terrain. Mais bientôt, soit de lui-même, soit plutôt à l'instigation d'un étrange personnage du nom de Régnier, il voulut jouer un rôle plus important et se laissa aller à rêver une restauration impériale faite par son armée, avec l'appui supposé des Prussiens qui déclaraient faussement ne vouloir pas traiter avec un gouvernement issu de l'émeute et sans consistance ; ce qu'ils ont fait plus tard, après avoir épuisé l'armée de Bazaine.

Dès les premiers jours de septembre, les distributions commencèrent à diminuer, et l'on s'attaqua aux chevaux, non sans une certaine réserve, parce qu'il fallait en conserver pour le service de l'artillerie et de la cavalerie. La plus grande partie du mois se passa sans opérations, ce qui étonnait et même indignait l'armée, où l'on commençait à se demander si tout cela ne finirait point par une capitulation analogue à celle de Sedan. Le 22, une attaque fut dirigée contre Lanvallier pour enlever de la paille et des provisions ; elle réussit pleinement ; les Prussiens plièrent. Le lendemain, 23, autre attaque sur Vau ; mais les Prussiens se tenaient sur leurs gardes et l'opération échoua. Le 27, double attaque plus sérieuse : l'une de la brigade Lapasset sur Peltre, l'autre des voltigeurs de la garde et du 1er corps sur Ladonchamps ; le but de l'opération était de s'emparer d'un immense convoi de vivres signalé à Courcelles. Les deux villages de Peltre et de Ladonchamps furent brillamment enlevés ; les Prussiens perdirent beaucoup de monde ; mais des coupures avaient été faites sur la ligne du chemin de fer, et l'on ne put s'emparer du convoi. Le 7 octobre, l'armée de Metz livra encore un combat à Saint-Rémy et à Bellevue, qui lui coûta un millier d'hommes ; les Prussiens furent débusqués de leurs positions. C'était le dernier effort des

troupes qui n'avaient plus désormais qu'à attendre le moment où le manque de vivres les forcerait à capituler, et l'on comprenait que ce terrible moment approchait.

L'espion prussien Régnier se joua du maréchal Bazaine : il lui persuada que l'Impératrice mandait auprès d'elle, pour une communication importante, le maréchal Canrobert ou le général Bourbaki. Le premier refusa, le second se rendit en Angleterre, où sa présence étonna fort l'Impératrice. Ne pouvant rentrer dans Metz, le général Bourbaki alla offrir son épée au gouvernement de la Défense nationale.

Pendant ces négociations et ces voyages, le temps marchait; les vivres diminuaient; les soldats, insuffisamment nourris, perdaient leurs forces. Un moment vint où le maréchal Bazaine, qui n'avait pas renoncé à ses illusions, envoya son aide-de-camp de confiance, le général Boyer, à Versailles pour traiter de la paix. Boyer échoua complètement auprès de M. de Bismarck; il ne fut pas plus heureux auprès du prince Frédéric-Charles. Le terme final était arrivé; la lumière était venue; si dans l'armée les vaillants voulaient encore tenter un effort désespéré, d'autres n'en avaient plus la force. Bazaine se décida à capituler le 30 octobre 1870.

La capitulation de Metz permit au prince Frédéric-Charles de se porter au sud de Paris au moment où le général d'Aurelle de Paladines, vainqueur à Coulmiers (1), semblait menacer l'armée qui assiégeait Paris.

IX

Le maréchal Niel, officier du génie, avait déclaré solennellement que l'investissement de Paris était impossible; on croyait qu'il y faudrait trop de troupes. Il fallut

(1) 9 novembre 1870.

se rendre à l'évidence; les lignes de chemins de fer et les routes étaient coupées les unes après les autres; la ligne de l'Ouest fonctionna la dernière; un convoi put encore passer dans la soirée du 17 septembre.

Devant cette menace d'un investissement, le gouvernement de la Défense nationale avait dû prendre des mesures. Il semblait naturel que la plupart des membres du gouvernement se rendissent en province pour organiser la défense nationale, laissant dans Paris les trois ou quatre membres les plus énergiques. On agit tout autrement; on envoya d'abord en province deux vieillards, MM. Crémieux et Glais-Bizoin, d'une insuffisance notoire pour la lourde et délicate mission qui leur était confiée. On leur adjoignit le vice-amiral Fourichon, qui devait prendre le ministère de la guerre et qui était à peu près compétent; mais il n'était connu ni dans le parti républicain, ni dans l'armée.

La délégation s'établit à Tours, et dès les premiers jours les difficultés commençaient. Les préfets et les comités républicains étaient en conflit continuel avec les généraux auxquels ils prétendaient imposer leur autorité. Dans certaines villes, des généraux furent arrêtés, notamment le général Mazure à Lyon. Une ligue du midi se constitua à Marseille, ayant à sa tête le préfet Esquiros.

A la suite d'un conflit soulevé par l'arrestation du général Mazure, l'amiral Fourichon donna sa démission de ministre de la guerre, et Crémieux allait prendre ce portefeuille trop lourd pour ses mains débiles, lorsque M. Gambetta, qui était sorti de Paris en ballon, arriva et prit en mains le ministère de la guerre qu'il joignit à celui de l'intérieur. Ses collègues s'inclinèrent devant sa volonté.

Au milieu de ces difficultés, la délégation de Tours, grâce aux efforts de l'amiral Fourichon et du général

Lefort, alors délégué du ministre de la guerre, avait commencé l'organisation d'un corps d'armée. On avait réuni pour cela quelques régiments venus d'Algérie, les dépôts des régiments de l'armée de Metz, auxquels on avait joint des gardes mobiles et des mobilisés. Ce corps d'armée devait se composer de 60.000 hommes, mais il n'avait qu'une artillerie insuffisante. Le commandement avait été confié au général de la Motterouge, rappelé du cadre de réserve.

En investissant Paris, les Prussiens étaient forcés de s'étendre dans toutes les directions pour approvisionner l'armée assiégeante, qui ne pouvait pas tout recevoir d'Allemagne. Ils se proposaient en même temps d'écraser, avant sa complète organisation, tout rassemblement de troupes. Mais de ce côté ils croyaient avoir peu à craindre et peu à faire. Ils plaisantaient volontiers de la *soi-disant* armée de la Loire, dont certains journaux commençaient à parler. C'était une heureuse illusion dans laquelle il fallait les laisser jusqu'au moment où on se verrait assez fort pour agir vigoureusement. Gambetta ne le comprit pas.

Un corps prussien peu considérable descendait dans la direction d'Orléans ; il rencontra une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, et fut même obligé de reculer après un échec à Toury.

Cet événement appela l'attention des Allemands sur cette armée. Ils se gardèrent de lui laisser le temps de se former. Le général Von der Thann marcha sur Orléans avec le premier corps bavarois, qui comptait 40.000 hommes. La Motterouge, qui prévoyait une attaque sérieuse après le facile succès de Toury, aurait voulu reculer au delà de la Loire, abandonnant même Orléans ; les Prussiens ne l'auraient pas poursuivi bien loin, ils ne pouvaient s'éloigner de leur base d'opérations. Ordre fut donné par Gambetta au général français non

seulement de couvrir Orléans, mais de se porter au-devant des Prussiens et de les arrêter. Après d'inutiles observations, le général obéit, mais son corps d'armée de 60.000 hommes *sur le papier* était encore bien loin de ce chiffre, et lorsqu'il rencontra les Bavarois à Artenay il avait à peine 15.000 hommes avec lui. L'issue de ce combat ne pouvait être douteuse ; les Français furent battus ; le lendemain, ils essayèrent vainement de défendre Orléans. C'est à ce dernier combat que les zouaves pontificaux, devenus les volontaires de l'Ouest, entrèrent en ligne pour la première fois; arrivés le matin même, ils soutinrent vaillamment la retraite.

Battu à Artenay et à Orléans, avec des troupes sans cohésion qu'une double défaite désorganisait complètement, le général de La Motterouge s'était retiré à Salbris. Il y apprit sa destitution. Le général d'Aurelle de Paladines, également rappelé du cadre de réserve, prenait le commandement du 15ᵉ corps.

Pour excuser les ordres imprudents de M. Gambetta, on a dit qu'il craignait que Paris ne pût tenir longtemps. Cette raison ne doit pas être admise sans réserve : ministre de l'intérieur, M. Gambetta devait savoir pour combien de temps à peu près Paris était approvisionné; il n'ignorait pas qu'une attaque de vive force n'était pas à redouter; s'il n'était pas suffisamment édifié sur ces approvisionnements, c'est la condamnation du gouvernement de la Défense nationale qui avant tout devait se renseigner à ce sujet et rationner immédiatement la population de la capitale et son armée

X

M. Gambetta, qui avait réuni dans ses mains les deux ministères de la guerre et de l'intérieur, déploya une activité un peu fiévreuse, mais incontestable. Il avait

pour principaux auxiliaires MM. de Freycinet, le polonais de Serres, et le général de Loverdo. De nouveaux corps furent organisés rapidement; ils étaient faibles en artillerie, en cavalerie, et manquaient de cohésion. Mais, les circonstances étant données, il faut reconnaître qu'on avait beaucoup fait. Seulement M. Gambetta et ses collaborateurs ne se bornèrent pas à organiser des corps d'armée, ils voulurent les diriger; ils imposèrent leur plan aux généraux et contribuèrent ainsi grandement aux désastres.

Obligé de chercher partout des généraux, M. Gambetta avait été assez heureux; il avait rencontré d'Aurelle de Paladines, Chanzy, de Sonis, Martin des Pallières, Jauréguiberry, Gougeard et quelques autres.

Le général d'Aurelle avait à peine remplacé La Motte-rouge que M. Gambetta l'invitait à se porter en avant; d'Aurelle s'y refusa, offrant sa démission; il comprenait qu'essayer une attaque avec des troupes désorganisées, c'était aller au-devant de la défaite. Gambetta n'insista pas. D'Aurelle, mettant à profit le temps qui lui était donné, réorganisa solidement le 15e corps, en même temps que se formaient le 16e corps avec Chanzy, le 17e avec de Sonis, le 18e avec Billot, commandant provisoire, et le 20e avec Crouzat; le 21e, que commanda Jaurès, fut formé plus tard.

Dans les premiers jours de novembre, le général d'Aurelle était prêt à prendre l'offensive. Le temps pressait, car la capitulation de Metz, qu'on ne connaissait pas encore, allait rendre disponible l'armée du prince Frédéric-Charles, la meilleure des armées allemandes. Avec le 15e et le 16e corps, le général d'Aurelle se proposait de tourner par les deux ailes le général Von de Thann qui occupait Orléans avec le 1er corps bavarois et qui ne croyait pas encore à l'organisation d'une armée sérieuse. Le général bavarois devina le danger qui le

menaçait et vint prendre position à Coulmiers, où l'armée française le trouva le 9 novembre. Les diverses positions des Allemands, et notamment le village de Coulmiers, furent brillamment enlevés par les troupes françaises, mais le général Martin des Paillères qui devait tourner la gauche allemande ne put arriver à temps, malgré une marche forcée ; la distance était trop grande. D'autre part, le général Reyau, qui était à la gauche avec une division de cavalerie, se montra d'une extrême faiblesse.

Von der Thann put donc battre en retraite ; mais il perdait, avec le champ de bataille, 4.000 hommes. Le lendemain l'armée rentrait victorieuse dans Orléans.

Quoique le plan du général d'Aurelle n'eût pas pleinement réussi, la victoire de Coulmiers eut un grand retentissement. Les Allemands comprirent que l'armée de la Loire n'était pas à dédaigner ; les Français reprirent quelque espérance.

Après la bataille, le général d'Aurelle pouvait-il poursuivre l'ennemi et arriver ainsi jusque sous Paris ? On l'a dit ; mais on oublie que l'armée française se composait de jeunes troupes manquant de solidité. De plus les Allemands avaient d'autres corps que celui du général Von der Thann qui se trouva bientôt appuyé par le grand-duc de Mecklembourg. Une marche en avant, avec deux corps d'armée seulement, était hasardeuse, et l'on ne peut blâmer d'Aurelle de ne pas l'avoir tentée.

Le plan du général était de s'établir solidement à Orléans, dont il faisait comme un immense camp retranché, d'y réunir tous les corps d'armée en formation et d'y attendre l'ennemi qui serait ainsi dans de mauvaises conditions. Un succès pouvait avoir les plus heureuses conséquences, mais il fallait pour cela conserver son armée réunie afin d'avoir des troupes suffisantes pour défendre le camp.

Dans l'entourage de M. Gambetta, on se persuadait que,

puisque deux corps d'armée avaient battu le corps de Von der Thann, cinq corps d'armée viendraient à bout de l'armée prussienne, même renforcée du prince Frédéric Charles venant de Metz et qui d'ailleurs n'était pas encore arrivé. D'Aurelle reçut l'ordre de marcher sur Paris, en débordant les Prussiens par les deux ailes. Une marche semblable, avec des troupes peu manœuvrières, était des plus imprudentes. Le général l'affirma; il ne fut pas écouté. La marche en avant fut imposée dans un conseil de guerre présidé par MM. Gambetta et de Freycinet. Une erreur du premier qui confondit Epinay-sur-Orge avec Epinay-sur-Seine et donnait à croire qne le général Ducrot avait forcé les lignes d'investissement de Paris, leva toutes les hésitations. L'armée de la Loire se lança au-devant de l'armée de Paris.

Or, au moment où commençait ce mouvement, le prince Frédéric-Charles, qui arrivait à marches forcées, était en mesure de soutenir le grand-duc de Mecklembourg. Quant à l'armée de Paris, elle avait échoué dans sa tentative de sortie, et l'on pouvait même réduire les troupes d'investissement. L'armée de la Loire allait donc se heurter à des forces supérieures. Les bureaux du ministère de la guerre ne voulaient pas le croire, ils persistaient à soutenir que la gauche française n'avait devant elle que des troupes peu nombreuses. Dans cette conviction, MM. Gambetta et de Freycinet prenaient la direction de la droite composée des 18e et 20e corps d'armée et les envoyaient faire une diversion à Beaune-la-Rolande, au lieu de laisser toutes les troupes sous la direction exclusive du général d'Aurelle. La diversion ne réussit pas; les deux corps d'armée se heurtèrent à des forces considérables le 27 novembre, et furent repoussés.

Le 30 novembre, le centre et la gauche de l'armée de la Loire recevaient l'ordre de se mettre en mouvement.

Le 1er décembre, le général Chanzy, avec le 16e corps, prenait l'offensive, suivi par le 17e, que commandait le général de Sonis. Les positions de Gommiers, Terminiers, Guillonville, Villepion étaient enlevées, et nos troupes restaient maîtresses du terrain. Mais la résistance avait été acharnée, et Chanzy comprenait qu'il avait devant lui, non des corps isolés et un rideau de cavalerie, comme on le lui écrivait du ministère de la guerre, mais une véritable armée. Le lendemain 2 décembre, il continuait son mouvement, et se heurtait à Loigny à l'armée entière du duc de Mecklembourg. Se voyant arrêté, il faisait appel au général de Sonis qui commandait le 17e corps, encore incomplet et mal organisé. De Sonis arriva avec quelques troupes, parmi lesquelles les volontaires de l'Ouest commandés par Charette. Ceux-ci firent alors l'admirable charge qui est restée l'un des épisodes les plus héroïques de la guerre. De Sonis, Charette tombèrent blessés ; les volontaires durent battre en retraite, après avoir sauvé le 16e corps. Le même jour, le centre de l'armée se heurtait à un corps de l'armée du prince Frédéric-Charles à Poupry.

Le mouvement offensif imposé au général d'Aurelle par MM. Gambetta et de Freycinet avait échoué, et l'armée se trouvait sérieusement compromise. La gauche avec le général Chanzy était rejetée sur Blois, le centre en pleine retraite sur Orléans, la droite restait désorganisée par le combat de Beaune-la-Rolande. Le centre, entamé par le combat de Poupry, ne pouvait seul défendre le camp retranché d'Orléans, disposé pour l'armée tout entière ; il était facile aux corps prussiens de tourner les défenses en passant dans les intervalles insuffisamment défendus.

L'armée de la Loire se trouvait divisée en trois parties : la droite toujours désorganisée ; le centre qui se retirait en Sologne, poursuivi par les Prussiens ; et la gauche

avec Chanzy qui descendait la Loire par la rive droite. Irrité de ces échecs, dont cependant il était en grande partie responsable, M. Gambetta s'en prit aux généraux d'Aurelle et Martin des Pallières qui perdirent leurs commandements : le premier fut révoqué, le second donna sa démission.

XI

On prête un mot étrange à M. Gambetta, lorsqu'il apprit les déplorables résultats du plan de campagne qu'il avait imposé au général d'Aurelle : « Nous avions une armée, nous en aurons deux. » Etait-ce sérieux? Etait-ce pour dissimuler sous un enjouement affecté l'émotion que devait produire chez lui l'échec de ses combinaisons et la responsabilité qu'il assumait sur sa tête?

La gauche et le centre de l'ancienne armée de la Loire, composés des 15e, 18e et 20e corps d'armée, étaient maintenant placés sous les ordres du général Bourbaki et se reconstituaient péniblement à Bourges. La droite, composée des 16e et 17e corps d'armée auxquels venait s'adjoindre le 21e nouvellement formé et placé sous le commandement de l'amiral Jaurès, formait la deuxième armée de la Loire sous les ordres du général Chanzy. Il aurait été facile à celui-ci, que les Prussiens poursuivaient mollement, de passer sur la rive gauche de la Loire et d'aller rejoindre Bourbaki; mais il ne se résignait pas à abandonner l'objectif naturel des armées de province, la délivrance de Paris.

Au lieu de descendre vers le Sud après avoir franchi la Loire pour se dérober aux Allemands qui ne l'auraient plus suivi bien loin (car ils ne voulaient pas trop s'éloigner de leur armée de Paris et n'étendaient leurs excursions que dans la mesure strictement nécessaire),

Chanzy forma le projet de pivoter autour de Paris, faisant toujours face à l'ennemi dans de bonnes positions défensives. C'était hardi, surtout avec de jeunes troupes peu aguerries, déjà fatiguées et n'ayant pas la force de résistance de vieux soldats. Il le fit cependant, et si le succès n'a pas couronné ses efforts, il lui reste l'honneur d'avoir seul lutté jusqu'au bout, en essayant la seule manœuvre qui pouvait, en délivrant Paris, changer la face de la guerre.

Il existe sur la rive droite de la Loire une position défensive appuyée à droite sur le fleuve, à gauche sur la forêt de Marchenoir, et fortifiée au centre par quelques villages de défense facile. Chanzy y porte son armée; le 21e corps, qui entra en ligne, occupait la forêt de Marchenoir; une division mixte envoyée de Tours et placée sous les ordres du général Camô défendait les ponts et les deux rives de la Loire; Chanzy, lui-même, était à Josnes.

Les Allemands ne s'attendaient pas à une résolution aussi hardie; ils croyaient la gauche de l'ancienne armée de la Loire en pleine retraite comme la droite et le centre; ils pensaient que Chanzy, avec le gros de ses forces, avait passé sur la rive gauche, laissant tout au plus sur la rive droite une division incapable de résistance sérieuse. Dans cette conviction, le grand-duc de Mecklembourg avait commis l'imprudence de lancer à la poursuite de Chanzy des troupes insuffisantes; le 6, ces troupes furent brusquement arrêtées par une résistance à laquelle elles ne s'attendaient pas. Les Allemands reçurent des renforts, mais la résistance continuait énergique, et le 8, les assaillants n'avaient pas pu débusquer les troupes françaises des positions habilement choisies. Chanzy pouvait se croire victorieux, lorsqu'il fut prévenu que, dans la soirée, sur un ordre venu de Tours, le général Camô avait dû abandonner Vernon et Beau-

gency. Encore une fois la délégation de Tours donnait des ordres directs aux troupes, et elle compromettait ainsi la situation de Chanzy dont la droite se trouvait en l'air et pouvait être tournée. Il essaya cependant encore de tenir tête aux Prussiens, en prenant l'offensive sur sa gauche. En même temps, il pressait Bourbaki de dessiner un mouvement en avant qui aurait arrêté les Allemands; lui disant qu'il n'avait en face de lui qu'un faible corps de troupes. C'était exact, mais l'armée de Bourbaki était tellement désorganisée, que ce général la regardait comme incapable du moindre mouvement; il offrit même sa démission à M. Gambetta qui le pressait d'agir.

Abandonné à ses seules forces, assailli par un ennemi chaque jour plus nombreux, Chanzy ne pouvait lutter longtemps; il le comprit et se décida à battre en retraite, mais sans s'éloigner de Paris. Après une journée de combats le 10, il se déroba dans les journées du 11 et du 12, et vint s'établir à Vendôme dans le bassin du Loir. Il continuait à pivoter autour de Paris.

La position de Vendôme était assez bonne à certains points de vue; la vallée du Loir, très accidentée, est favorable à la défensive. Chanzy, maître de Vendôme, tenait plusieurs lignes de chemins de fer. Mais, il fallait défendre la ville à une assez grande distance en avant, et il disposait pour cela de forces peut-être insuffisantes.

Dans son mouvement de retraite habilement exécuté, surtout avec des troupes peu solides et fatiguées par d'incessants combats, Chanzy avait gagné deux jours qu'il sut mettre à profit; ce n'était pas suffisant. Dès le 13, ses corps d'armée étaient attaqués à Morée et à Freteval, et repoussaient les Allemands. Le 14 une attaque plus sérieuse avait lieu; les troupes françaises conservaient leurs positions jusqu'à la nuit. Mais la résistance s'épui-

sait et Chanzy voyait arriver le moment où il serait forcé dans Vendôme même. Le 16, après avoir trompé l'ennemi par des préparatifs d'attaque, il se mit en retraite sur le Mans, où il arriva le 20, sans être poursuivi. Il avait pu sauver à Vendôme même un immense convoi de vivres.

La retraite sur le Mans par des routes difficiles aurait dégénéré en déroute sans l'énergie du général Chanzy. Les corps se débandaient; les soldats voulaient arriver au Mans au plus vite. Il fallut réorganiser les corps d'armée, faire des distributions de vivres, d'effets, de munitions. Au bout de quelques jours, l'armée présentait de nouveau une certaine solidité.

Au Mans, le général Chanzy reçut des nouvelles de Paris; Trochu le prévenait qu'il ne pourrait tenir que jusqu'au 20 janvier. Immédiatement Chanzy proposa à M. Gambetta un plan d'attaque concentrique contre les Allemands; l'armée du Nord commandée par Faidherbe, l'armée de Bourbaki et celle de Chanzy devaient toutes les trois marcher sur Paris. Le plan ne fut pas agréé, aucun des généraux n'était peut-être en mesure de remplir le rôle que lui assignait Chanzy; Faidherbe se maintenait, appuyé sur les places du Nord; aurait-il pu descendre sur Paris? Bourbaki, auquel un autre rôle était déjà destiné, ne se croyait pas de force à refouler l'armée prussienne qu'il avait devant lui. Chanzy, lui-même, malgré son énergie, aurait-il pu venir à bout du grand-duc de Mecklembourg renforcé par des secours détachés de l'armée d'investissement? On ne peut donc pas trop reprocher à M. Gambetta de n'avoir pas accepté ce plan, qui était cependant le seul qui pût délivrer Paris.

Chanzy n'était pas homme à rester inactif; ne pouvant exécuter sa marche concentrique sur Paris, il prit l'offensive; les généraux Rousseau, de Jouffroy, de Curten, avec des corps importants, s'avancèrent sur divers points.

Les Prussiens furent surpris de ces attaques; ils croyaient l'armée de Chanzy en pleine déroute, et ne s'attendaient pas à une réorganisation aussi prompte. On voulut en finir avec cette armée qui, grâce à son chef, reparaissait au moment où on croyait qu'elle n'existait plus.

Le 1er janvier, le prince Frédéric-Charles commença son mouvement contre l'armée de Chanzy avec 80.000 hommes. Le 6, les corps allemands se trouvaient aux prises avec les diverses colonnes françaises. Partout elles rencontrèrent une vive résistance; souvent elles étaient repoussées; mais la disproportion des forces était trop grande et elle était encore augmentée par la supériorité des troupes allemandes. Les positions les mieux défendues finissaient par être enlevées; et le cercle se resserrait autour du Mans. Le soir, après une résistance souvent héroïque, il se produisait presque toujours sur quelques points un acte de faiblesse qui compromettait tout. Le 9 janvier, les Allemands n'étaient plus qu'à huit lieues du Mans; le 9, ils gagnaient du terrain pied à pied; le 10, ils se trouvaient à une lieue de la ville; ils enlevaient même une position des plus importantes, le plateau d'Auvours; mais le général Gougeard le reprenait avec les zouaves pontificaux, dont la conduite n'était pas moins brillante qu'à Loigny. Le 11, le combat s'engageait sur toute la ligne; chaque position, vivement attaquée, fut énergiquement défendue. Le soir, à six heures, Chanzy se félicitait d'avoir conservé toutes les positions importantes, et il préparait ses dispositions pour le lendemain, lorsqu'il apprit que les Prussiens occupaient la Tuilerie et pouvaient couper l'armée en deux. Des mobilisés bretons nouvellement arrivés et mal armés gardaient cette position de seconde ligne qui ne devait pas être attaquée; ils avaient été surpris. Ordre fut donné de reprendre la position, mais la panique avait gagné d'autres points importants, et il

était impossible de songer à les enlever avec des troupes épuisées. Le plus énergique des lieutenants de Chanzy, l'amiral Jauréguiberry, lui-même, affirma que la retraite était nécessaire.

Il fallait encore reculer avant que les Prussiens s'emparassent du Mans. Le mouvement se fit le 12, couvert par le 21e corps qui avait le moins souffert. Les Prussiens épuisés et peu désireux de s'éloigner dans la direction de l'Ouest ne firent qu'une station à Sillé-le-Guillaume pour couper un corps d'armée ; ils furent repoussés. Cette fois Chanzy avait dû renoncer à son mouvement de conversion autour de Paris ; il se retirait sur Laval.

Sans se préoccuper des doléances des habitants de cette ville, Chanzy réorganisa son armée ; il y était parvenu, et il se préparait à reprendre l'offensive, lorsque l'armistice vint l'arrêter. Il avait tenu tête à l'ennemi jusqu'au dernier moment, disputé le terrain pied à pied, et trois fois reconstitué son armée. Au dernier jour il ne désespérait pas encore.

XII

A côté des grandes armées de la Loire dont nous venons de rappeler les services, il en était de moins importantes ; on se battait un peu partout. Il n'entre pas dans le plan d'un résumé de ce genre de parler de toutes ces armées grandes ou petites, et nous nous bornerons à ce qui s'est passé en Normandie, dans le Nord et dans l'Est.

En Normandie, M. Estancelin avait été, au lendemain du 4 septembre, chargé d'organiser la défense avec le titre de général auxiliaire ; il fit appel aux gardes nationales et forma un corps de troupes sans consistance avec lequel il essaya cependant de faire une pointe sur Mantes et Meulan, à la fin de septembre. Mais, menacé par deux corps allemands, il dut reculer.

Une défense plus sérieuse fut organisée par le général Briant, qui parvint à constituer un corps de 15.000 hommes environ. Lorsque le général de Manteuffel marcha d'Amiens sur Rouen, tournant ainsi toutes les défenses préparées sur l'Andelle et sur l'Epte, le général Briant essaya de l'arrêter à Buchy. Les forces étaient trop inégales; le faible corps français, repoussé en désordre, dut se replier sur le Hâvre, abandonnant Rouen où entrèrent les Prussiens. Le général Briant fut remplacé par le général Loysel qui se maintint jusqu'à la fin de la guerre au Hâvre où il ne fut pas sérieusement menacé. Cette ville était en dehors du terrain d'opération des armées prussiennes, qui avaient occupé les plaines de la Normandie dans la mesure où cela était nécessaire pour les garantir contre toute attaque et pour leur assurer les approvisionnements que les grasses plaines normandes pouvaient leur fournir.

Dans le Nord, la lutte fut plus sérieuse. Le docteur Testelin avait eu à Lille la même mission que M. Estancelin en Normandie.

Après sa sortie de Metz et sa tentative inutile auprès de l'Impératrice, Bourbaki se mit à la disposition du gouvernement de Tours et fut envoyé à Lille pour prendre un commandement qu'il abandonna bientôt.

Le général de Manteuffel avait été chargé d'opérer dans le Nord avec un corps de 40.000 hommes environ; il devait observer les places du Nord, couvrir l'armée d'investissement contre toute menace d'attaque, enlever les places trop voisines de Paris, assurer les approvisionnements et, enfin, empêcher la formation de toute armée sérieuse. Il menaça d'abord Amiens que le général Farre ne voulut pas abandonner sans combat. Une véritable bataille s'engagea le 27 novembre à Villers-Bretonneux. Les pertes furent à peu près égales et à la fin de la journée les deux armées gardaient leurs posi-

tions. Mais, dans la nuit, Farre craignant de ne pouvoir soutenir une nouvelle attaque d'ennemis qui étaient en mesure de recevoir des renforts, se retira vers le Nord ; cette retraite entraîna la capitulation de la citadelle d'Amiens et de la petite place de La Fère.

Le général Faidherbe, qui s'était fait au Sénégal et en Algérie une sérieuse réputation, arriva à Lille pour prendre le commandement le lendemain de la bataille de Villers-Bretonneux. Il commença immédiatement une série de petites opérations qui avaient le double avantage d'aguerrir ses troupes et d'inquiéter l'ennemi. Le 23 décembre, il livra au général de Manteuffel la bataille de l'Hallleux ou de Pont-Noyelle. Les Allemands avaient 40.000 hommes ; les Français un peu plus, mais ils étaient moins aguerris et leur artillerie était beaucoup plus faible. La lutte fut très acharnée ; Pont-Noyelle, pris et repris plusieurs fois, resta aux mains des Français. Mais Faidherbe se retira dans la nuit ; il considérait la victoire comme impossible dès qu'elle n'était pas décisive, le lendemain, les Allemands devant recevoir des renforts importants.

Quelques jours après, l'armée allemande mettait le siège devant Péronne ; l'occupation de cette place fermait au général Faidherbe une des principales routes sur Paris ; il fallait donc dégager la ville. Le 2 janvier un combat s'engagea à Achiet, qui se continua le lendemain à Bapaume. Dans ces deux jours de combats, les Français conservèrent l'avantage ; les tentatives des Allemands pour les tourner échouèrent ; mais le succès n'était cependant pas assez décisif pour forcer les Prussiens à la retraite et leur faire abandonner le siège de Péronne. Faidherbe craignit, s'il poursuivait l'attaque, de se voir écrasé par des forces supérieures ; il se retira sans être poursuivi par un ennemi trop éprouvé ; mais la place tomba entre les mains des Allemands.

Quinze jours après, le 18 janvier, Faidherbe faisait une

dernière tentative pour marcher sur Paris ; il avait 50.000 hommes et rencontra près de Saint-Quentin le général Gœben qui remplaçait le général de Manteuffel. La lutte fut vive, mais encore indécise, et Faidherbe dut battre en retraite sur les places du Nord, renonçant à toute nouvelle marche sur Paris.

XIII

Dès le mois de septembre, des opérations avaient commencé dans l'Est. Le général Cambriels, un blessé de Sedan, avait pris le commandement de cette région. Là se trouvait encore Garibaldi avec ses aventuriers, auxquels les troupes françaises ne se joignaient pas volontiers. Enfin un jeune capitaine d'état-major, Cremer, avait été improvisé général. Cambriels n'avait que des moyens insuffisants et il fut peu de temps à la tête des troupes. Garibaldi, impotent, restait inactif ; ses volontaires, recrutés partout, se trouvaient heureux de vivre largement ; rien ne leur était refusé. Ils se conduisaient comme en pays conquis et faisaient plus volontiers la guerre aux « religieux » qu'aux Allemands.

Le commandant supérieur des Allemands dans l'Est était le général de Werder qui, de sa personne, dirigeait les opérations. Il avait en même temps à soumettre les diverses places, à surveiller Langres et Besançon, à tenir en échec les divers corps français et à assurer les communications avec l'armée qui assiégeait Paris ; à se défendre contre les nombreux corps de francs-tireurs dont quelques-uns rendirent de réels services. C'était peut-être la partie la plus difficile de sa mission.

Commencé tard, le siège de Belfort ne fut pas poussé avec une grande activité ; la garnison était suffisamment nombreuse ; les gardes mobiles, qui en formaient la majorité, auraient fait peut-être médiocre figure en rase

campagne ; dans une place forte ils pouvaient résister. Le lieutenant-colonel Denfert-Rochereau commandait la défense. Ce qui aida surtout la résistance de la place et aurait permis de la prolonger, c'est que la ville est couverte par des forts détachés.

Le colonel Denfert-Rochereau fut, sur sa demande, *autorisé* à rendre Belfort, qui pouvait résister plusieurs semaines encore. Cet officier se montra très faible et *supposa* qu'il avait l'*ordre* de capituler.

Pour mieux se couvrir contre toutes les attaques françaises, les Prussiens étaient descendus en Bourgogne et avaient occupé Dijon. Ils y furent attaqués le 29 novembre par Garibaldi, qui voulait enfin paraître. L'attaque avait été mal préparée et mal conduite ; elle échoua, et les garibaldiens furent ramenés en désordre sur Autun. Les Prussiens les poursuivirent, et le 1er décembre ils attaquaient Autun à leur tour. Mais ils échouèrent par une trop grande confiance ; quelques bataillons de marche résistèrent, l'artillerie française qui occupait une position dominante fit taire l'artillerie prussienne, insuffisante pour une attaque de ce genre. Les Prussiens battirent donc en retraite à leur tour, et ils durent défiler à portée du corps de Cremer qui leur infligea des pertes sérieuses à Châteauneuf. Peut-être aurait-il détruit le corps prussien s'il s'était engagé à fond et si Garibaldi l'eût ensuite soutenu.

Après ces divers échecs, le général de Werder voulut réduire à l'impuissance le corps de Cremer qui pouvait devenir dangereux. Une double attaque fut dirigée contre lui, mais les corps allemands étaient trop éloignés l'un de l'autre ; Cremer évita le premier en lui tuant 1.200 hommes, et s'éloigna du second par une retraite en bon ordre. C'est le combat de Nuits, livré le 18 décembre, et qui fait honneur aux jeunes troupes françaises.

Nous avons laissé Bourbaki à Bourges avec les 15e,

18e et 20e corps, après la reprise d'Orléans par les Allemands. Son premier soin fut de réorganiser ses corps de troupes, qui étaient incapables d'aucune action sérieuse. C'est pour cela qu'il ne put prêter nul concours à Chanzy dans sa retraite sur Josnes et puis sur Vendôme. Lorsque, quelques jours plus tard, ses troupes étant réorganisées d'une manière suffisante, il se montra disposé à faire, de concert avec Chanzy et Faidherbe, un mouvement sur Paris, un autre objectif lui fut donné.

Dans le courant du mois d'octobre, on avait agité à Tours l'ordre de porter une armée dans l'Est par la Bourgogne et la Franche-Comté pour dégager Bazaine en attaquant les Prussiens du côté où ils devaient croire qu'ils n'avaient rien à craindre. L'on pouvait réussir avec des forces sérieuses et suffisamment organisées. Du reste, le général Le Flô l'avait indiqué un peu sommairement au général Lefort au moment où celui-ci quittait Paris pour aller prendre en province la direction des affaires militaires. Cambriels avait bien été envoyé dans l'Est, mais il ne possédait que des moyens par trop insuffisants. Garibaldi, auquel on accordait tout, aurait pu tenter quelque opération, mais il était usé et physiquement et moralement.

A la suite de l'échec d'Orléans, on revint à cette idée; Bourbaki fut envoyé dans l'Est pour écraser les corps de Werder et menacer les Prussiens dans leurs communications. Bonne deux mois plus tôt, alors que Bazaine tenait encore, cette opération devenait, au moment où nous sommes arrivés, non seulement inutile, mais dangereuse. La saison était rigoureuse et les chemins difficiles, surtout pour de jeunes troupes. De plus, la résistance de Paris ne pouvait se prolonger longtemps; la famine devant forcer le général Trochu à bientôt capituler. Quant à entrer en Allemagne et à transporter la guerre dans

le pays des envahisseurs qu'on aurait ainsi rappelés à la défense de leurs foyers menacés, on ne devait pas y songer : les contingents de la landsturm étaient suffisants pour résister à une armée comme celle de Bourbaki.

L'opération décidée, deux voies s'offraient pour l'exécuter : ou l'armée française déboucherait par Langres sur la route de Belfort et prendrait directement en flanc l'armée de Werder; ou elle se porterait sur Belfort par les vallées du Doubs et de l'Ognon. La première voie était plus directe et plus facile; elle promettait de battre en retraite en cas d'échec. La seconde, plus longue, était difficile, surtout dans la saison où l'on se trouvait : la vallée de l'Ognon, étroite, accidentée, offrait aux Allemands de bonnes positions défensives; la retraite devenait difficile. Tous les généraux étant d'avis qu'il fallait prendre le chemin de Langres, les ingénieurs du ministère de la guerre imposèrent le second moyen.

Le 20 décembre, l'armée de Bourbaki se mettait en mouvement; le 20e corps se dirigeait de Bourges sur Châlon-sur-Saône; le 18e, de Saincaize sur Chagny; le 24e, de Lyon sur Besançon; le 15e restait à Bourges pour tromper l'ennemi; il devait partir dès que le 25e, en voie de formation, pourrait le remplacer. Malgré les précautions prises pour laisser l'ennemi dans l'ignorance de nos mouvements, le général de Werder fut immédiatement prévenu qu'il était menacé. Ordre lui fut donné de concentrer ses forces; il rappela notamment le corps qui occupait Dijon. En même temps, on lui envoyait des renforts en lui annonçant qu'une armée se mettait en marche sous les ordres du maréchal de Manteuffel pour prendre l'armée française en flanc.

Le mouvement des corps français se fit lentement à cause des difficultés de transport; le nombre des troupes contribuait à ralentir le mouvement. Pendant ces marches de notre armée, Werder prenait ses mesures

pour recevoir les Français, à la solidité desquels il ne croyait pas. Il laissait le général de Treskow devant Belfort, dont on lui avait ordonné de ne pas lever le siège, et de lui-même il se portait le 6 à Vesoul, sur le flanc gauche des troupes françaises. Mais rassuré par l'annonce de l'arrivée de Manteuffel, et certain d'avoir toujours une retraite en Alsace, il se décida à couvrir directement Belfort. Dans ce but, il devait suivre une direction parallèle à celle de Bourbaki, et les deux armées se côtoyaient à peu de distance. Elles se rencontrèrent le 9 janvier à Villersexel. Par une brusque attaque, le général Schmerling enleva cette position importante, mais il en fut chassé après une lutte très vive, à sept heures du soir. Bourbaki, prenant lui-même la direction d'une dernière attaque, s'empara du Château. Les Français restaient maîtres du champ de bataille, et ils se trouvaient plus rapprochés de Belfort que les Allemands. Quoique surpris de la vigueur des attaques françaises, Werder ne s'effraya pas de l'avantage que nous venions d'obtenir ; il comptait bien le regagner avec ses troupes plus manœuvrières et plus mobiles. En effet, le 11, il arrivait le premier à Héricourt et couvrait ainsi la route de Belfort. Avec 60.000 hommes, il s'établit solidement à Héricourt, a Montbéliard, décidé à défendre jusqu'à la dernière extrémité le difficile passage de la Lisaine.

C'était sa dernière position en avant de Belfort ; elle était très forte, et la ville et le château de Montbéliard, quoique déclassés, lui donnaient un solide appui.

Le 13, les Français arrivaient à Arcey, dont ils chassaient les avant-postes allemands. Le 14, après une marche des plus pénibles, ils arrivaient sur la Lisaine. Le 15, Bourbaki attaque résolûment l'armée prussienne ; le 20e corps, commandé par le général Clinchant, enlève le plateau, puis la ville de Montbéliard ; mais le château reste aux mains des ennemis ; Werder l'avait garni avec

des pièces de siège amenées de Belfort. Le 16, l'attaque recommença sur toute la ligne : la droite allemande cède d'abord, mais sur tous les autres points les Allemands maintiennent leurs positions. La garnison de Belfort, qui entendait le canon, ne tente aucune sortie.

L'échec était complet; il fallait battre en retraite. Toujours difficile, une retraite semblable le devenait bien plus encore avec de jeunes troupes épuisées, par un froid très vif et dans des terrains accidentés. Le général de Manteuffel arrivait à marches forcées, menaçant la gauche de l'armée. Dès qu'il sut Werder victorieux, il modifia sa marche et se porta résolûment sur les derrières de Bourbaki pour lui couper la retraite.

Le général français ne se croyait pas ainsi menacé d'être tourné; il devait croire que Garibaldi, posté à Dijon avec au moins 30.000 hommes, le couvrait. Mais l'aventurier italien n'avait fait aucun mouvement pour arrêter la marche de Manteuffel; il avait laissé les troupes prussiennes exécuter à quelques lieues de lui une longue marche de flanc dans des terrains accidentés où quelques centaines d'hommes auraient pu les arrêter. Manteuffel avait fait menacer Dijon par une seule brigade, qui faillit enlever la ville. Garibaldi était tout fier d'avoir, avec 25.000 hommes, repoussé quelques milliers d'Allemands, et les ingénieurs du ministère de la guerre célébraient son héroïsme.

Bourbaki descendait la vallée du Doubs, poursuivi par Werder. Le 22, il arrivait à Besançon avec des troupes épuisées ; Manteuffel manœuvrait pour tourner Besançon et pour enfermer Bourbaki comme Bazaine à Metz. Les nombreux traînards et malades que rencontrait à chaque pas l'armée allemande, l'encourageaient encore dans sa poursuite.

Le 25, Bourbaki partit de Besançon se dirigeant sur Pontarlier ; son plan était de passer entre l'armée prus-

sienne et la frontière suisse et de gagner Lyon. Dans cette retraite chaque jour plus difficile, Bourbaki reçut de Bordeaux les reproches les plus violents et les plus immérités; il voyait se fondre son armée ; il appréhendait une catastrophe. L'infortuné soldat eut recours au suicide, mais il revint à la vie.

Le général Clinchant prit le commandement; il continuait la retraite dans les plus mauvaises conditions lorsqu'arriva la nouvelle de la signature de l'armistice. Il arrêta un mouvement qui épuisait ses troupes déjà fatiguées, et perdit ainsi un temps précieux que les Allemands mirent à profit. L'armée de l'Est avait été exceptée de l'armistice par un article spécial que le gouvernement de la Défense nationale laissa ignorer au général Clinchant.

Lorsque ce général, tardivement prévenu que l'armistice ne s'étendait pas à la malheureuse armée de l'Est, reprit son mouvement de retraite, la situation était devenue encore plus critique. Le 1er janvier, le général de Manteuffel enlevait presque sans résistance la ville de Pontarlier; le 18e corps résistait bravement à la Cluse. L'armée évita la capitulation en entrant en Suisse, où elle fut internée.

XIV

Ceux qui, en 1871, avaient atteint l'âge de raison, n'oublieront jamais les sensations douloureuses éprouvées par chacun, riche ou pauvre, ignorant ou lettré. Le monde semblait bouleversé et la France entière ressemblait à ces humbles villages le lendemain d'un incendie. Ce n'était partout que murailles renversées, poutres calcinées et monceaux de débris. Les décombres fumaient encore et les étincelles se voyaient sous la cendre.

Dans les villes, la sentinelle prussienne veillait aux

portes, tandis qu'aux champs le soldat allemand troublait l'eau de nos sources sous les pieds de son cheval.

Si nous promenions autour de nos maisons le regard douloureux du proscrit, nous ne voyions qu'Allemands, allant et venant avec l'insouciance du maître ; on entendait des paroles étranges, que l'on ne comprenait pas ; aux carrefours du chemin le poteau portait des phrases, des mots, des lettres inconnues qui semblaient une menace au passant.

Pour tout dire : le Français n'avait plus de patrie.

Il fallait reconquérir cette patrie ; et l'Europe, attentive à nos paroles, ne cesse de répéter que *nous* ne songeons qu'aux fêtes et aux plaisirs.

Un spirituel académicien (1) a dit : « Qui est-ce qui est *nous*, pour ceux qui ne nous connaissent pas ?

« C'est ce ramassis d'hôtes étrangers, de toute race, de toute religion, de tout pays — même du nôtre ; mais qui n'ont en réalité ni pays, ni religion, ni race ; en dehors de nos devoirs, au-dessus de nos préjugés, réunis chez nous pour leur amusement ou leur intérêt : millionnaires exotiques, gentilshommes d'outre-mer aux aventures épiques, aux fortunes tapageuses, à l'existence retentissante, qui n'ont de caché que leur origine ; gens de plaisir dont les succès aux courses prennent les allures de victoires nationales et les erreurs au jeu des proportions de malheurs publics ; désœuvrés qui se vengent de leur ennui par des mots cyniques ; déclassés qui, ne pouvant rien être, veulent que rien ne soit ; personnalités bruyantes, turbulentes, encombrantes, enragées de célébrité, toujours en vue, toujours en scène, se prêtant à toutes les curiosités, s'offrant à toutes les enquêtes, usant de tous les moyens, depuis le scandale jusqu'à la dynamite, pour faire leur trou dans cette mêlée

(1) M. Pailleron, *Rapport sur les prix de vertu*, séance du 20 novembre 1884.

d'ambitions exaspérées et de vanités folles..... voilà, sans parler du reste, le monde qui s'agite et passe à la surface de notre monde ; voilà ceux qui donnent, par le bruit qu'ils mènent, l'illusion de leur nombre, et produisent, par la place qu'ils occupent, le mirage de leur importance, au point de faire croire qu'ils sont la nation elle-même. C'est d'après ceux-là qu'on nous juge, et qu'aux heures de découragement nous avons le tort de nous juger, nous aussi. »

Ce monde-là n'est pas *nous*. Aux jours de l'invasion, vous l'auriez vainement cherché dans les rangs ensanglantés, quoiqu'à l'heure des récompenses la part de l'intrigue ait été largement faite.

La vraie nation française n'a pas perdu le souvenir de l'invasion. Cette vraie nation conserve le cœur de notre race. Elle donne, sans compter, son intelligence à la grandeur du pays, son travail à sa richesse, sa vie à la défense des frontières et son dévouement à toutes les misères.

« Il y a dans l'âme de ce pays, disait encore l'académicien, des réserves inconnues, des trésors ignorés, semblables à ces épargnes péniblement amassées, jalousement cachées, qui, aux heures de crise, soutiennent la maison et quelquefois la sauvent. »

Ils sont nombreux, ceux qui, parmi nous, conservent comme une relique précieuse le débris d'un obus ou la balle d'un fusil prussien. Sur la boîte qui les renferme on lit ces mots : *Souviens-toi !*

XV

Nous avons parlé du plan formé par le comte de Palikao qui voulait que le maréchal de Mac-Mahon, en partant de Châlons, vînt très promptement attaquer le duc de Saxe. Nous croyons que ce plan était le meilleur

mais, avons-nous dit, l'Impératrice régente devait donner à Montauban le commandement de l'armée qui partait de Châlons.

Mac-Mahon aurait été appelé à la tête de toutes les armées autres que celles de Sedan et de Metz. Il aurait fallu dès ce jour s'occuper de la formation de ces armées. L'Empereur aurait suivi le maréchal de Mac-Mahon et le grand quartier-général se serait établi dans l'une des principales villes de province. La haute position de Mac-Mahon et la présence de l'Empereur auraient mis obstacle aux tentatives ambitieuses des Gambetta et des Freycinet. La défense serait devenue sérieuse, et l'Empereur eût été plus heureusement placé au milieu du peuple armé, qu'à la suite de bataillons auxquels il ne donnait pas un ordre.

Secondé par le maréchal de Mac-Mahon d'abord, ensuite par les d'Aurelle, les des Pallières, les Chanzy, l'Empereur aurait peut-être sauvé la situation. De son côté, le comte de Palikao aurait remporté une victoire sur le chemin de Metz, et délivré la place.

Nous ne pouvons, maintenant, qu'exprimer des regrets et nous écrier :

Sursum corda !

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

APPENDICES

APPENDICE A

ÉPHÉMÉRIDES DE LA GUERRE

LISTE CHRONOLOGIQUE DES BATAILLES ET COMBATS PRINCIPAUX LIVRÉS EN PROVINCE PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871.

1870

2 août. Affaire de Sarrebrück ou de *Saint-Jean* (1).
4 — Combat de Wissembourg.
6 — Bataille de Reischoffen, de Frœschwiller ou de *Wœrth*.
6 — Bataille de Forbach ou de *Spickeren*.
9 — Occupation du fort de la Petite-Pierre.
14 — Bataille de Borny ou de *Pange*, ou de *Courcelles*.
16 — Bataille de Rezonville ou de Gravelotte, de *Vionville* ou de *Mars-la-Tour*.
16 — Combat de Toul.
16 — Combat de Rugen, entre l'escadre française et quelques canonnières prussiennes.
18 — Bataille de Saint-Privat, d'Amanvillers ou de *Gravelotte*.
23 — Capitulation de Toul.
25 — Reddition de Vitry-le-Français.
26 — Affaires de Rupigny et de Malroy (Metz).
27-28 août. Combats de Buzancy (armée de Sedan).

(1) On a mis en *italique* les noms adoptés par les Prussiens.

29 août. Combat de Nouart (armée de Sedan).
30 — Combat de Stonne (*id.*).
30 — Combat de Beaumont à Mouzon (*id.*).
31 — Combat de Bazeilles (*id.*).
31 août-1er septembre. Bataille de Noisseville ou de *Servigny* (Metz).
1er septembre. Bataille de Sedan.
2 — Capitulation de Sedan
9 — Capitulation de Laon.
23 — Capitulation de Toul.
27 — Combat de Peltre (Metz).
2 octobre. Combat de Ladonchamp ou Saint Remy (Metz).
4 — Combat de Champenay (Est).
5 — Combats de Raon-l'Etape et de Saint-Dié (Est).
5 — Combat de Pacy (Nord).
5 — Combat de Toury (Loire).
6 — Combat de Nompatelize et de Saint-Rémy (Est).
7 — Combat des Tapes ou de Saint-Rémy, ou de *Woippy* (Metz).
8-9 octobre. Affaire et incendie d'Ablis.
10-11 octobre. Combat d'Artenay (Loire).
10 octobre. Combat de Chérisy (Normandie).
11 — Combat de Chevilly (Loire).
12 — Combat d'Epinal (Est).
13 — Bombardement et occupation d'Orléans.
16 — Capitulation de Soissons.
18 — Combat et incendie de Châteaudun.
22 — Combats d'Etuze et de Cussey ou de *Rioz* (Est).
25 — Capitulation de Schelestadt.
27 — Capitulation de Metz.
31 — Combat de Saint-Apollinaire (Est).
2 novembre. Combat de Roppe (Belfort).
7 — Combat de Saint-Laurent-des-Bois (Loire).
7 — Capitulation du fort Mortier.
8 — Capitulation de Verdun.
9 — Bataille de Coulmiers (Loire).
10 — Capitulation de Neuf-Brisach.
17 — Combat de Dreux (Loire).
19 — Combat de Châtillon-sur-Seine (Est).
21 — Combat de Bretoncelles (Loire).
21 — Combat de Nogent-le-Rotrou (*id.*).
22 — Combat de Belesme (*id.*).

24 novembre.	Combat de Ladon (Loire).
24 —	Capitulation de Thionville.
26 —	Combat de Fréteval (Loire).
26 —	Capitulation de La Fère.
27 —	Bataille d'Amiens ou de Villers-Bretonneux (Nord).
27 —	Combat de Pasques et de Lantenay (Est).
28 —	Bataille de Beaune-la-Rolande (Loire).
28 —	Combats de Maizières et de Juranville (*id.*).
29 —	Combat d'Etrépagny (Nord).
30 —	Occupation de la citadelle d'Amiens (Nord).
1er décembre.	Combat de Villepion (Loire).
1er —	Combat d'Autun (Est).
2 —	Bataille de Loigny (Loire).
3 —	Combats d'Artenay et de Chevilly (Loire).
3 —	Combats de Chilleurs-aux-Bois et de la Neuville-au-Bois (*id.*).
3 —	Combat de Châteauneuf (Est).
4 —	Combats d'Artenay, de Chevilly et de Cercottes (Loire).
4 —	Combat de la Neuville-au-Bois (*id.*).
4 —	Combat de Buchy (Nord).
7 —	Combats de Salbris et de Nouan-le-Fuzelier (Loire).
7 —	Combat de Nevoy (*id.*).
7 —	Combat de Fréteval (*id*).
7-11 décembre.	Bataille de Villorceau ou de Josnes (*id.*).
9 décembre.	Combat de Chambord (*id.*).
10 —	La garnison prussienne du château de Ham capitule (Nord).
12 —	Capitulation de Phalsbourg.
13 —	Capitulation de Montmédy.
13 —	Combat de Morée (Loire).
14 —	Combat de Fréteval (*id.*).
15 —	Bataille de Vendôme (*id.*).
18 —	Bataille de Nuits (Est).
20 —	Combat de Pérouse (Belfort).
23 —	Bataille de Pont-Noyelles ou de l'Hallue (Nord).
26 —	Combat des Perches (Belfort).
27 —	Combat de Montoire (Loire).
30 —	Combats de la Bouille et des Moulineaux (Nord)
31 —	Combat de Courtalin (Loire).

1871

2 janvier. Combat de Sapignies (Nord).
2 — Capitulation de Mézières.
3 — Bataille de Bapaume (Nord).
4 — Combats de Bourgachard, de Bourgtheroulde et de Château-Robert (*id.*).
9 — Bataille de Villersexel et combat de Moimay (Est).
9-10-11 janvier. Combat de Conneré (Loire).
10-11 janvier. Bataille du Mans (*id.*).
12 janvier. Combat d'Arcey (Est).
13 — Combat de Montbéliard (*id.*).
15 — Combat d'Alençon (Loire).
15 — Combat de Sillé-le-Guillaume (*id.*).
15 — Combat de Saint-Jean-sur-Evre (*id.*).
15-16-17 janvier. Bataille d'Héricourt (Est).
18 janvier. Combat de Vermand (Nord).
19 — Bataille de Saint-Quentin (*id.*).
20-24 janvier. Combats devant Dijon, à Talant, Fontaine-les-Dijon, Pouilly (Est).
21 janvier. Combat de Bernay (Normandie).
25 — Capitulation de Longwy.
28 — Reprise de Blois par le général Pourcet.
29 — Combats de Sombacourt et de Chaffois (Est).
1er février. L'armée de l'Est entre en Suisse.
1er — Combats de Cluse, d'Oye et du fort de Joux (Est).
16 — Reddition de Belfort.
11 mars. Reddition de Bitche.

APPENDICE B

RECTIFICATION A LA DEUXIÈME SÉRIE

(APRÈS SEDAN)

Nous publions, dans tous ses détails, une rectification.

C'est une occasion qui s'offre à nous de prouver ce qu'était L'ESPRIT DE CORPS dans l'ancienne armée.

Un homme accomplit une belle action, et le régiment auquel il

a l'honneur d'appartenir s'émeut à la pensée que cette action honorable lui sera ravie. Depuis le chef jusqu'au simple soldat, tous se réunissent pour conserver un nom à ce régiment.

La plupart des réclamations qui nous sont parvenues et qui ont donné lieu à des rectifications, étaient inspirées par la même pensée; souvent les éclaircissements nous venaient d'anciens soldats, ouvriers de nos villes, qui étaient fiers de leur vieux régiment.

Mostaganem, 20 juin 1884.

Mon Commandant,

J'ai lu ce matin dans le « *Petit Colon* » l'extrait d'un ouvrage de M. le général Ambert ayant pour titre : *Après Sedan.*

Cet extrait vise un acte héroïque accompli par le sergent Gombaud à Ingolstadt : ce malheureux jeune homme a été fusillé par les Bavarois.

Le général Ambert donne le bénéfice de sa mort glorieuse aux zouaves. Rien n'est plus faux : Gombaud était bel et bien au 2e tirailleurs, il est même parti, après avoir été le secrétaire de M. Colonieu, comme secrétaire de M. Suzzoni.

J'ai son portrait et j'estime que notre ancien régiment pourrait à juste titre demander une rectification; c'est dans ce but que je prends la liberté de vous écrire. Le livre d'un écrivain aussi distingué que M. le général Ambert peut servir de base pour l'historique des régiments, et les zouaves sont assez riches en beaux faits pour qu'ils laissent au 2e tirailleurs ce qui lui appartient.

L'extrait mortuaire de Gombaud doit se trouver dans les archives, je l'ai vu

Veuillez agréer, mon commandant, l'assurance de mon profond respect.

Breton,

Ex sergent, 1er *secrétaire*, *employé à la Sous-Préfecture.*

Mascara, le 6 décembre 1884.

Mon Général,

M. le commandant Albert m'avait transmis la lettre ci-jointe, d'un ancien sous-officier du 2e tirailleurs, en me disant que, comme doyen des officiers du régiment, il m'appartenait de faire les démarches nécessaires auprès de M. le général Ambert pour obtenir qu'une rectification fût faite dans les futures éditions de son ouvrage, *Récits militaires*, 2e volume (*Après Sedan*).

Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai pu prendre connaissance, à la page 352 de l'ouvrage précité, du récit de la mort glorieuse du sergent *de zouaves, René Gombaud.*

Le sous-officier français qui fut fusillé à Ingolstadt, par les Bavarois, appartenait au 2e tirailleurs algériens, et se nommait GOMBAULT Charles-Jules-Marie.

D'après les archives déposées chez le capitaine-trésorier, Gombault

Charles-Jules-Marie, fils de Auguste-Pierre et de Louise-Françoise Cochet, naquit à Dinan, le 17 novembre 1848. Il était surnuméraire dans l'administration des Ponts-et-chaussées, lorsqu'il contracta, à Dinan, un engagement volontaire pour sept ans, le 17 décembre 1866. Il fut incorporé au 76ᵉ de ligne, où il fut promu successivement, caporal le 3 juillet 1867 sergent-fourrier le 10 janvier 1868, sergent-major le 1ᵉʳ septembre 1869.

Ayant fait la remise volontaire de ses galons, Gombault passa, comme soldat de 2ᵉ classe, au 2ᵉ régiment de tirailleurs algériens, par décision ministérielle du 21 mars 1870. Il avait, au corps, le numéro matricule 5652.

Au moment où la guerre de 1870 éclata, Gombault fut promu au grade de sergent. Fait prisonnier le 6 août, il fut interné avec d'autres militaires du 2ᵉ tirailleurs, à Ingolstadt.

Tous ces renseignements, puisés dans les archives du 2ᵉ tirailleurs, ne laissent aucun doute sur l'identité du sergent *Gombault* Charles-Jules-Marie, fusillé par les Bavarois, à Ingolstadt.

J'ai l'honneur, mon Général, de vous prier de vouloir bien transmettre notre demande à M. le général Ambert.

Je suis convaincu qu'appuyée par notre ancien colonel, elle ne manquera pas d'être agréée.

Je suis avec respect, mon Général, votre très respectueux et très obéissant subordonné,

Le capitaine adjudant-major du 2ᵉ tirailleurs,

HANTEAUX.

Paris, le 25 décembre 1884.

Mon Général,

En vous adressant le petit dossier ci-joint que je reçois du plus ancien officier du 2ᵉ tirailleurs algériens encore présent au corps depuis 1870, je ne puis que confirmer le fait que Charles Gombault était sergent au 2ᵉ turcos et non au 2ᵉ zouaves.

La rectification qui vous est demandée n'ajoute rien à la vaillante attitude du 2ᵉ tirailleurs qui, placé à l'extrême aile gauche du corps d'armée de Mac-Mahon, résista deux heures encore pendant que tout le reste du corps d'armée avait battu en retraite et payé de plus de 900 tués sur un effectif de moins de 1.800 hommes une opiniâtreté qu'il considérait comme un devoir. Gombault était des nôtres, et si nous le revendiquons c'est en vertu du *Suum cuique*.

Gombault était mon secrétaire avant la guerre et je le nommai sergent quand j'appris notre départ. Je commandais comme lieutenant-colonel le régiment, mon colonel, le brave et regretté Suzzoni, étant détaché comme commandant supérieur de Laghouat ; ce dernier nous rejoignit la veille du départ d'Afrique.

Comme je n'ai pas le moindre doute de l'accueil que vous ferez à notre demande, je vous prie, mon Général, d'accepter à l'avance tous nos remerciements, et d'agréer l'expression respectueuse des sentiments de haute estime que possède pour vous votre jeune et tout dévoué camarade.

Général V. COLONIEU.

APPENDICE C

RECTIFICATION A LA PREMIÈRE SÉRIE

(L'INVASION)

Dans la première série de nos *Récits militaires*, nous avons reproduit une lettre du duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha à sa femme. Cette lettre, écrite du champ de bataille de Reischoffen, fait connaître à la princesse les émotions du vainqueur.

Nous avions cru, sur la foi de certains journaux allemands, que le duc Ernest de Saxe-Cobourg était le mari de la princesse Clémentine d'Orléans, fille du roi Louis-Philippe.

Il n'en est rien, et nous sommes heureux de le dire. Le duc de Saxe-Cobourg, allié à la maison d'Orléans, servait dans l'armée autrichienne et non dans l'armée prussienne. L'erreur provenait d'une similitude de nom.

De loin comme de près, tous les princes et princesses de la maison d'Orléans ont voulu servir la France : les premiers, de leur épée, et les femmes, de leurs charités et de leur dévouement à nos soldats blessés ou prisonniers. La princesse Clémentine s'est montrée l'une des plus ardentes. Son patriotisme n'a pas été surpassé.

Bar-le-Duc — Typ. L. Philipona et Cᵉ — 1159

